Jean Daluces

LE IIIe REICH

AVALON

Jean Daluces

LE IIIe REICH

AVALON

© *Avalon 1994*

ISBN: 2-906316-98-9 (édition brochée)

Depósito legal: M. 24.662-1994

Imprimé en U. E.

AVANT-PROPOS

Une partie de nos erreurs vient du défaut de lumière,
mais une plus grande encore des fausses lumières qu'on nous propose.
Vauvenargues.

Peu de sujets auxquels puisse s'appliquer mieux qu'à celui qui nous occupe ici la réflexion de Vauvenargues. Non seulement le lecteur français est, généralement, fort peu informé sur les problèmes allemands et spécialement sur ceux de l'Allemagne hitlérienne, mais ce peu est le plus souvent systématiquement partisan ou hostile. Je ne pense pas seulement, en écrivant cela, à la floraison de carnets secrets, documents sensationnels, etc., qui ont vu le jour depuis quelques années et qui sont à l'Histoire ce qu'est la caricature au portrait, mais aussi à toute cette littérature officielle ou officieuse qui porte, unanime, sur le Troisième Reich, sur Hitler et le national-socialisme des jugements sommaires et définitifs. En France, par exemple, il n'est pas un historien (ou se disant tel) qui ne reprenne à son compte – avec tout le courage qu'il faut pour enfoncer des portes ouvertes – les attendus du Tribunal de Nuremberg. Mais depuis quand l'Histoire est-elle un tribunal et l'historien un juge ? Passe encore pour nous qui ne saurions, à ce qu'on dit, être sans passions. Mais croit-on que le « jugement sévère de la postérité » dont parle Fichte ratifie celui de Nuremberg ? A-t-on oublié que l'Europe entière (la France comprise) n'a appelé Napoléon, de 1814 à 1820, que « le tyran sanglant », « le monstre », etc. ?

« L'Histoire vraie, note Hugo dans la préface du *W. Shakespeare*, manquera de complaisance. » C'est vrai : mais s'il y a une complaisance dans l'éloge (qui est celle à laquelle je pense), il y a aussi une complaisance dans l'indignation. J'ai cherché avant tout à ne céder ni à l'une ni à l'autre. A ne pas être la dupe, consciemment ou non, de mots, de sentiments ou d'attitudes dans le goût du temps. Ce goût du temps et le déchaînement des passions étant ce qu'ils sont, il est hors de doute que la loyauté à laquelle je me suis efforcé va me mettre en posture d'apparaître comme un défenseur honteux de l'Allemagne ou du national-socialisme. J'en accepte le risque. Si cela devait être, a-t-on oublié qu'il n'est pire criminel auquel on n'accorde un défenseur, qu'il n'est pas forcément l'avocat du diable ?

Mais cela n'est pas. « L'historien, écrit noblement Bayle, doit oublier qu'il est d'un certain pays, qu'il a été élevé dans une certaine communion... Si on lui demande : d'où êtes-vous ? il faut qu'il réponde : je ne suis ni Français, ni Allemand, ni Anglais, ni Espagnol, je suis un habitant du monde. » Cette pensée m'a guidée ici.

PREMIÈRE PARTIE

LE PARTI

« Ce sont toujours les minorités
et les hommes exceptionnels qui ont fait l'histoire. »
Francesco Nitti, *la Désagrégation de l'Europe*.

CHAPITRE PREMIER

LES RÉVOLUTIONS MANQUÉES

I — Le Reich est mort, vive le Reich

Le 3 novembre 1918, en rade de Kiel, la 5e escadre de la flotte allemande de haute mer, à la nouvelle qui circule d'une expédition imminente et désespérée contre l'Angleterre, se mutine. Les équipages amènent la flamme de guerre, hissent le drapeau rouge. Cette mutinerie militaire qui a été, au moins au début, tolérée par certains officiers réduits à l'inaction depuis trois ans et hostiles à la continuation de la guerre gagne immédiatement Hambourg, puis Brême. Des villes hanséatiques, qui se souviennent sans doute de leur hostilité traditionnelle à la *kadaverische Gehorsamkeit* (l'obéissance du cadavre) que les terriens de Prusse ont mis quelques siècles à leur imposer, le soulèvement gagne Berlin, puis la Ruhr où déjà, en mars 1917, avait éclaté la grève des munitions.

Le 7, à Munich, une émeute conduite par le révolutionnaire juif Kurt Eisner chasse la dynastie des Wittelsbach.

Sur le front de terre, ce n'est pas l'indiscipline, mais la disproportion des forces en présence qui va dicter à l'état-major impérial sa demande d'armistice : les Allemands ont à l'Ouest 184 divisions en ligne et 17 de réserve dont deux seulement sont fraîches, les Alliés 205, mais 103 en réserve dont une soixantaine de troupes intactes. De plus, les Américains débarquent en

files ininterrompues à Saint-Nazaire, à Cherbourg, à Bordeaux. L'écroulement du front du Danube en octobre, la défection de l'Autriche le 6 novembre, la perte de l'initiative stratégique et la révolution qui gronde à l'arrière, autant de facteurs dont chacun justifierait la cessation des hostilités : c'est à cela que conclut le grand conseil de guerre de Spa, le 9 novembre, à la suite duquel l'Empereur abdique. Mais ce sont des civils – le Prince Max de Bade, le nouveau Chancelier Ebert et le ministre catholique Erzberger qui feront les premiers pas. Sur l'invitation de Foch, ils signent le 11 novembre, sans discussion, l'armistice sur le front occidental. Armistice dont les conditions sont très lourdes, mais qui est bien un armistice et non une capitulation. Le jour même, de la Mer du Nord à la Suisse, cinq millions d'hommes en *feldgrau* commencent en ordre la plus grande retraite de l'histoire militaire.

Armistice et non capitulation : sur le moment, après les quatre ans de tuerie, les peuples vainqueurs se contentèrent fort bien de l'armistice, et il est certain qu'ils se seraient contentés d'une paix de compromis. Mais par la suite, on devait s'étonner que les Alliés, si complètement vainqueurs, n'aient pas exigé une capitulation. C'était d'ailleurs ce que redoutaient les Allemands. Groener, qui, dans les premiers jours de novembre, a remplacé Ludendorff comme quartier-maître général, l'homme le mieux placé pour connaître la situation exacte de son pays, « s'attendait, écrira-t-il, à ce que le haut commandement militaire interallié s'efforçât d'obtenir la décision militaire complète : l'encerclement et la capitulation du peuple allemand. » Les vainqueurs, au contraire, accepteront de signer l'armistice sur leur territoire, se contenteront de marcher sur les talons de l'armée allemande en retraite et laisseront à l'Allemagne son gouvernement et sa puissance économique. « Nous avons sauvé l'industrie lourde, aurait dit Ludendorff, c'était l'essentiel. »

Les raisons de cette attitude, il faut les chercher dans le camp allié. Foch, Commandant en Chef des forces interalliées, se déclare « en mesure de faire la paix qu'on voudra ». Mais le 9, à Senlis, il conseille formellement à Clémenceau d'accorder aux Allemands un armistice immédiat : « Il se reprocherait toute sa

vie... de faire tuer cinquante ou cent mille Français de plus pour des résultats bien problématiques. » Il n'a pas là seulement la noble attitude du chrétien qui se refuse à poursuivre un massacre odieux plus qu'il n'est nécessaire, mais aussi un calcul correct de stratège. L'armée allemande a fourni pendant quatre ans de telles preuves de bravoure et de ténacité qu'elle pourrait encore, retranchée derrière le Rhin, condamner les Alliés à une nouvelle et coûteuse offensive. L'armée américaine est intacte, mais inexpérimentée, les troupes françaises et surtout anglaises sont à bout de force. L'armistice est déjà très dur : qui sait si l'exigence d'une capitulation ne permettrait pas à Hindenburg de galvaniser suffisamment ses troupes pour les lancer dans une nouvelle percée ? Pour exploiter plus à fond la supériorité stratégique des Alliés, il aurait fallu « savoir que l'Allemagne était en état de décomposition politique et que les soldats allemands ne voulaient plus se battre. Nous ne le savions pas. (1) » Quant à Clémenceau, tient-il tellement à voir Foch, qu'il estime sans l'aimer, revenir de Berlin en César ? Quinze jours plus tôt, le 27 octobre, il a suspendu impérativement la marche victorieuse de Frenchet d'Esperey sur Budapest et Vienne, le flanc le plus vulnérable du bloc germanique, marche qui pouvait assurer une décision militaire complète. Autres raisons, même résultat : comme Foch, Clémenceau laisse passer l'occasion d'écraser l'Allemagne.

De plus, les Français ne sont pas seuls en cause : il est même impossible à Foch et à Clémenceau de se dissimuler que seule l'aide des Anglais a permis la défaite de l'Allemagne. Ce n'est pas la France qui a gagné la grande guerre, mais une coalition. Dans cette coalition, les Anglais sont partisans d'un armistice qui peut seul sauvegarder l'équilibre des forces. La politique anglaise reprend ses droit le 3 novembre aux dépens de l'allié du 2. « C'était le moment, écrit Winston Churchill, alors ministre des Munitions, de se rappeler la maxime des Romains : épargner les vaincus, humilier les superbes. » Quant à Wilson, auquel les élections générales du 5 novembre en Amérique ont donné un

(1) Général Mordacq, *La Vérité sur l'armistice* et *Souvenirs*. En revanche, Pétain était hostile à l'armistice prématuré.

mandat impératif d'imposer à l'Allemagne une « reddition sans conditions » – cette même exigence qui a déterminé le G. Q. G. allemand à confier la poursuite des négociations aux civils –, il arrivera en Europe avec des dispositions bien différentes. Contre les généraux américains qui espèrent cueillir à Berlin des lauriers un peu plus fournis, contre l'opinion américaine qui attend d'une capitulation allemande une mainmise solide sur les affaires européennes, il fait triompher ses vues personnelles. Idéologue vaniteux et naïf, il est avant tout « l'homme des quatorze points » qui a promis à l'Europe une paix de justice. Ces quatorze points sur la base desquels les Alliés ont formellement promis de conclure l'armistice ont fait beaucoup dans le revirement de l'opinion allemande, et c'est en les invoquant que le Reich demande la paix. Comment, dès lors, la lui refuser? L'impérialisme militaire, les nécessités de prestige sont suspects à Wilson; c'est contre l'abus de la force qu'il est entré en guerre, c'est pour en éviter un nouveau qu'il veut l'arrêter. Ce qui, sur un autre plan, recoupe fort bien les vues de la haute banque judéo-américaine (et souvent germano-américaine) que représente auprès de lui son gendre Mac Adoo. Le dernier des grands Alliés, l'Italie, s'est désintéressé de la poursuite de la guerre le jour où son adversaire principal, l'Autriche, a cessé le combat. Ainsi se trouve fait entre Alliés l'accord pour l'Armistice.

Ce serait supposer au grand état-major allemand un don de double vue qu'il n'a pas que de croire qu'il ait prévu ou machiné cette situation. Mais il l'exploite rapidement et complètement. Ce sont des civils d'ailleurs qui, un mois plus tard, accueilleront à Berlin l'armée qui rentre « invaincue du champ de bataille ». Les premières émeutes sont du 5 novembre, l'armistice du 11. A la lettre, l'arrière a trahi. Ainsi naît la légende du *Dolchstoss*, du coup de poignard dans le dos. Elle permettra au militarisme allemand de survivre à cette défaite incontestable, de conserver intacte sa force de séduction sur l'esprit germanique.

Il ne faut cependant pas en exagérer les conséquences : celles d'une défaite totale aboutissant à l'entrée triomphale de Foch à Berlin auraient sans doute été finalement les mêmes. Il ne faut

pas oublier que Prussiens, Russes ou Anglais ont descendu les Champs-Elysées en 1815, en 1871 et en 1940, ce qui n'a pas empêché le militarisme français de survivre lui aussi jusqu'en 1939 – et maintenant encore. La légende du coup de poignard permettra surtout à la caste militaire prussienne de préparer une opération politique intérieure – de discréditer les « traîtres de novembre » malgré tout ce qu'ils pourront faire pour obtenir leur pardon. La réaction qui, de novembre 1918 à novembre 1923, se lance à l'assaut de la République, est avant tout une réaction d'anciens combattants, un mouvement semblable à celui qui agite alors les pays vainqueurs. Cet « esprit ancien combattant », qui anime les premiers faisceaux italiens, les mouvements des « vétérans » aux États-Unis et aboutit en France aux émeutes du 6 février 1934, est commun à tous les hommes qui ont réellement vécu la Grande Guerre : mais la victoire le dissipe alors que la défaite l'exaspère. A partir du 11 novembre, « grises dans leurs uniformes sales couleur de cendre, les colonnes cheminent pas à pas sur les routes. Sous le casque d'acier, des faces incultes, hâves, creusées par la faim et la misère : des faces épuisées, réduites aux seuls sillons qu'y tracèrent l'horreur, la bravoure et la mort. (2) » Ces hommes qui sortent du « monde effrayant et implacable du front » ne déposent pas tous les armes en repassant le Rhin. Ce sont eux que nous retrouverons sur les plages de la Baltique et dans les corps francs de Silésie, en 1920 autour de Kapp, en 1923 à Munich derrière Hitler.

II — Le balancier

En face d'eux, le prolétariat allemand s'est organisé pour la lutte. Ses troupes de choc sont les matelots mutins, gagnés par l'exemple des marins rouges et par la contagion de la révolution mondiale, sa masse de manœuvre, le syndicalisme socialiste avec ses onze millions d'adhérents. A l'extrême-gauche, le groupe révolutionnaire Spartakus – les bolcheviks – dont les

(2) Erich Maria Remarque, *Après*.

chefs sont Liebknecht et Rosa Luxembourg, puis les socialistes indépendants minoritaires, pratiquement communistes, avec Haase, Barth et Dittmaim, enfin les sociaux-démocrates derrière Ebert et Scheidemann. Les deux derniers groupes sont représentés à égalité au Conseil des commissaires du peuple, seule autorité légale du moment; Ebert en est président, mais il est aussi chancelier régulièrement investi par l'empereur. C'est l'origine d'une équivoque de quelques mois : alors qu'une partie du prolétariat attend d'Ebert qu'il agisse en Commissaire du Peuple, c'est en chancelier qu'il agira toujours. En chancelier et en socialiste (social-traître, diront les communistes) toujours prêt à s'allier aux puissances d'ordre contre le prolétariat révolutionnaire. C'est ce qu'il fait le 9 novembre au soir, en téléphonant à Groener avec lequel il s'entend aussitôt : l'armée sera fidèle au régime (elle le restera en effet jusqu'au bout), et le régime laissera à l'armée les mains libres pour liquider l'aventure bolcheviste. Au reste, dans ces dernières semaines de 1918, ni l'armée ni les socialistes ne sont les plus forts : Spartakus, après une échauffourée avec la troupe qui se termine à son avantage le soir de Noël, est maître de la rue. Non seulement de la rue, mais de Berlin et du Reich. Un gouvernement suspecté et impuissant, une armée en pleine décomposition, vingt-deux dynasties disparues, le pays coupé de l'étranger, vaincu, prêt à toutes les aventures : l'Allemagne de décembre 1918 ressemble étrangement à la Russie de septembre 1918. Mais « Ebert est un peu plus que Kerenski, et Liebknecht beaucoup moins que Lénine. (3) » Celui-ci, dans les mêmes circonstances, avait dit : « Quand une révolution est commencée, il faut savoir aller jusqu'au bout. » Mais les communistes allemands oublieront le conseil, et cela décidera de leur perte. Pendant qu'ils parlent, l'état-major agit, regroupe quelques troupes, et, du 6 au 11 janvier, écrase les combattants rouges de Berlin. Liebknecht et Rosa Luxembourg, arrêtés, sont massacrés. Grâce à eux, si Spartakus n'a pas eu de chefs, il aura au moins ses martyrs. Mais ceci remplace-t-il cela ? Le communisme allemand n'a

(3) Benoist-Méchin, *op. cit.*

eu dans l'entre-deux guerres qu'une occasion de faire triompher la révolution prolétarienne : ces vacances de la légalité de deux mois. Cette occasion ne se représentera jamais plus.

Dès le 19, une semaine après les batailles de Berlin, des élections pour l'Assemblée constituante républicaine amènent au pouvoir une majorité de sociaux-démocrates et de catholiques. Les Spartakistes n'ont plus que 22 sièges sur 600. Comprenant qu'ils n'ont plus aucune chance, dans le cadre légal, de prendre le pouvoir, ils déclenchent à Berlin une grève générale qui aboutit à l'émeute. Noske, dont la responsabilité dans l'affaire semble assez lourde, écrase l'insurrection grâce aux corps francs. Cette fois, après une bataille de six jours (du 3 au 9 mars), qui fait mille cinq cents morts, le Spartakisme est vaincu à Berlin. Mais c'est en Bavière que la révolution bolcheviste a été le plus près du succès total. Après le régime Eisner, une anarchie plus extravagante que meurtrière, et un court passage au pouvoir des socialistes, trois communistes authentiques – ceux que la population appelle « les Russes » et qui sont en réalité trois juifs, Lieviné, Lieven et Axelrod – font régner à Munich pendant deux mois la dictature des Soviets. Jamais peut-être plus qu'en ce printemps 1919 le risque d'une sécession de la Bavière n'a été plus grand : mais les Russes se sont rendus odieux par leurs excès et les fusillades d'otages. Le gouvernement socialiste régulier, de Bamberg où il s'est réfugié, fait appel contre eux à l'armée, et, en mai, après une véritable expédition de guerre, celle-ci rétablit l'ordre à Munich. C'est un communisme parlementaire relativement assagi, beaucoup moins révolutionnaire, qui le remplace.

Entre temps, l'Assemblée constituante s'est réunie à Weimar, berceau de la bonne Allemagne, et y donne le jour, en août 1919, à la nouvelle constitution nationale. Elle établit une combinaison savante du régime représentatif et du régime présidentiel, d'une part, du fédéralisme et du centralisme, d'autre part; le législatif appartient à une Assemblée, le *Reichstag*, élue pour quatre ans au suffrage universel des deux sexes à partir de 20 ans, à la représentation proportionnelle. Un Président élu à la majorité

absolue, par le corps électoral, pour sept ans, détient l'exécutif; il nomme, en s'inspirant de la situation parlementaire, le Chancelier et les ministres, responsables devant le Reichstag : il peut dissoudre l'assemblée et faire appel, contre une de ses décisions, à la volonté du peuple exprimée par un référendum. En revanche, le Reichstag peut, lui aussi, faire appel au peuple pour déposer le président : il suffit pour cela que les deux tiers de ses membres demandent le référendum. Enfin le peuple lui-même, de sa propre initiative, peut demander, par référendum groupant les deux tiers du corps électoral, la discussion ou l'abrogation d'une loi.

Dix-sept pays (*Länder*) contre vingt-six en 1914 (4) subsistent, mais avec des pouvoirs diminués. Chaque pays garde cependant son assemblée législative (le *Landtag*), son gouvernement, ses fonctionnaires, sa police, ses droits d'auto administration et son budget; il envoie ses délégués (un par million d'habitants) au Conseil fédéral, le *Reichsrat*, qui dispose d'un veto suspensif. C'est une Chambre haute aux pouvoirs très restreints. Sont communes aux pays, les postes, les douanes, l'armée, la diplomatie. La prépondérance de la Prusse (40 millions d'habitants sur 60) est limitée par une disposition spéciale. Les litiges entre les pays et le Reich sont arbitrés par une Cour suprême de justice. Cependant, le Président du Reich, en revanche, est investi, en cas de crise, de pouvoirs exceptionnels; il peut requérir l'armée contre un pays en rébellion contre le Reich, ou pour rétablir l'ordre et la sécurité du pays. C'est une porte ouverte sur la dictature présidentielle et militaire.

Enfin, la constitution de Weimar, pour la première fois dans l'histoire contemporaine, contient des dispositions économiques et sociales : « Toutes les richesses du sol et toutes les forces naturelles » sont placées sous le contrôle de l'État. La journée de huit heures est la base légale de travail. Des conseils d'ouvriers (syndicalistes) et des conseils économiques (professionnels) se

(4) Le Deuxième Reich comprenait quatre royaumes (la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg), six grands-duchés, cinq duchés, principautés et trois villes libres.

partagent le contrôle de l'application des lois sociales ou d'organisation professionnelle, qu'un « Conseil économique du Reich » propose, refuse, ou adopte.

Les Allemands ne font rien à moitié : cette constitution est, à l'époque, la plus démocratique du monde et servira d'exemple par la suite. Et, cependant, elle conserve à l'Allemagne le nom de « Reich » si peu républicain... La bonne foi et même l'enthousiasme démocratique de ses auteurs ne peuvent être mis en doute : mais pourquoi ont-ils laisse au Président et derrière lui à l'armée des pouvoirs aussi exorbitants ? Sans doute pour se prémunir d'eux-mêmes contre les conséquences possibles de l'anarchie parlementaire : autant dire qu'au moindre signe de défaillance des institutions républicaines l'état-major exercera directement le pouvoir. La constitution anéantissait tous les espoirs d'une restauration monarchique : mais pourquoi conservait-elle à l'Allemagne cette structure fédérale anachronique, vestige de l'époque dynastique, alors que le seul bénéfice que le Reich ait pu retirer de la Grande Guerre était le sentiment profond de son unité ?

Parallèlement à la constitution, une loi organique du 6 mars 1919 crée, pour remplacer l'armée impériale, une *Reichswehr* unique, assermentée à la constitution : armée très provisoire puisque le traité de Versailles va obliger à la dissoudre quelques mois plus tard, mais dont l'esprit survivra. Protection des frontières, « ordre » social, unité du Reich, elle va assurer ces tâches avec énergie et succès et cette fois dans la légalité. 1918 et 1919 avaient été les années des aventures de gauche, 1920 et 1921 sont celles des aventures de droite.

Les plus intègres et les plus romanesques des nationalistes courent d'abord aux frontières : une première fois entre novembre 1918 et décembre 1919, ils vont avec des Russes blancs défendre les pays baltes contre l'invasion soviétique. L'aventure de la Baltique – le Baltikum – n'aura pas de lendemain, puisque finalement, sur l'ordre de l'Entente, les troupes allemandes devront évacuer les pays Baltes. Mais elle aura des conséquences importantes : les hommes qui se battent désespéré-

ment, à six ou huit cents kilomètres de l'Allemagne, en loques, affamés, désavoués – ils s'appellent eux-mêmes « les éprouvés », *die Geachtete* – rapporteront de la Baltique le sentiment d'avoir sauvé l'honneur de l'Allemagne. Aventuriers au meilleur sens du mot, ils le resteront. Quelques-uns d'entre eux seront derrière tous les coups de force, les assassinats politiques, les conspirations qui agitent l'Allemagne pendant quatre ans. Ce sont eux en premier lieu qui soutiennent le putsch de Kapp : celui-ci, haut fonctionnaire prussien, a pris le pouvoir avec l'appui de Ludendorff, d'une partie de l'armée et des corps francs, le 13 mars 1920. Il ne le gardera que cinq jours. Ebert et Stresemann, réfugiés à Stuttgart, lancent contre lui un ordre de grève générale : pour la première fois (et seule fois jusqu'ici) dans l'histoire, cette arme offensive et révolutionnaire par excellence est employée par un gouvernement régulier pour se défendre contre un coup d'état réactionnaire. Le succès de cette tactique est complet. Kapp s'écroule en quelques heures.

Les partis de gauche prennent alors l'offensive, épurent l'armée, interdisent les corps francs, frappent les partis de droite. Noske, Maercker sont sacrifiés, tandis que Ludendorff se réfugie en Bavière où le putsch a eu une répercussion qu'il ne faudra pas oublier : un gouvernement réactionnaire von Kahr y remplace le gouvernement socialiste. Plus violentes que jamais, les émeutes communistes reprennent dans la seconde moitié de mars ; une fois de plus, l'armée rétablit l'ordre dans la Ruhr. Depuis dix-huit mois, l'Allemagne n'a vu se terminer la guerre étrangère que pour retomber dans la guerre civile.

Corps francs contre milices ouvrières, syndicats contre généraux, et, entre les deux, quelques milliers de morts. Et au moment où le relèvement du pays semble s'amorcer, l'Allemagne doit faire face aux conséquences du traité de Versailles.

III — Le traité de Versailles

Tout, ou à peu près, a été écrit sur le traité de Versailles et sur l'ensemble des traités de paix, et l'unanimité s'est vite faite : le traité était mauvais, dans son ensemble et dans ses détails. L'his-

toire (au moins du côté des vainqueurs) en a pris son parti avec désinvolture. Qui évoque aujourd'hui les responsabilités de Wilson, de Clémenceau ou de Tardieu, entre autres, dans cette faillite de la paix qui conduisait à une nouvelle guerre ? Ces responsabilités, il est vrai, sont en grande partie celles de l'inconscience et de la sottise. Pour la première fois dans l'Histoire, on confiait la rédaction d'un traité intéressant le monde entier non à des hommes de métier – diplomates et militaires – mais à des politiciens parlementaires aussi ignorants des réalités internationales qu'infatués de leur provisoire toute-puissance. C'est dans cette confusion entre des méthodes démocratiques applicables dans le cadre national (quand un intérêt général clair y supplante les intérêts particuliers) et les règles beaucoup moins courtoises de la diplomatie (puisque, dans le système nationaliste, il ne peut pas exister d'intérêt supranational) qu'il faut chercher l'origine des trois erreurs majeures du traité de Versailles.

La première fut de vouloir émanciper les nationalités comme on avait, en théorie, fait des hommes un siècle plus tôt. Aux droits du citoyen devaient correspondre ceux du groupe national. Parachevant cette évolution, le traité prétendait substituer aux frontières arbitraires du système dynastique les frontières naturelles du groupe ethnique. Mais les frontières des nationalités, dépendant d'une migration ou d'un appel de main-d'œuvre, n'ont que très rarement la netteté des frontières politiques, surtout en Europe. De plus, la nécessité d'imposer par le traité un nouvel équilibre des forces qui consacrât la victoire du groupe français s'opposait au respect strict du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ainsi, une fois de plus, il était évident – à travers le duel Wilson-Clemenceau – que la justice (le droit des nationalités), « sujette à dispute » (écrit Pascal), devrait céder le pas à la force (l'impérialisme des vainqueurs) « très reconnaissable et sans dispute » – admirable Pascal ! – et que, ne pouvant faire que ce qui était juste fût fort, c'est-à-dire viable, on ferait que ce qui était fort fût juste. Le drame intime du traité de Versailles est là.

Le malentendu entre Wilson et Clémenceau (Lloyd George arbitre) était d'ailleurs complet : l'un parlait métaphysique et l'autre réalisme, l'un ignorait tout de l'Europe, cette grande

famille désunie à laquelle il allait imposer une émouvante réconciliation, l'autre la connaissait bien et cherchait avant tout à y assurer l'hégémonie française. En quoi tous deux se montraient fidèles à leurs ancêtres, Washington et Lincoln, Mazarin et Vergennes ? Ce malentendu devait culminer quand Clémenceau, réclamant la Sarre et le protectorat sur la rive gauche du Rhin, se heurta à l'opposition inébranlable de Wilson. Sous la menace de la rupture, Clémenceau dût céder en partie, concéder pour la Sarre un régime international avec un futur plébiscite, pour la rive gauche une occupation qui n'était plus ni militaire (dans ses fins sinon dans son moyen) ni politique, mais financière, puisqu'elle garantissait le paiement de ce qui devait devenir « les réparations ». C'est à dessein que nous exposons dans un désordre apparent les clauses essentielles du traité, ce qui nous intéresse étant moins la lettre de ce traité qui est dans toutes les mémoires (5) que ses causes et ses conséquences. Dans cette affaire de la rive gauche du Rhin par exemple, il est visible que les buts de paix réels des Etats-Unis et ceux de la France divergeaient : les premiers n'avaient en Europe que des intérêts financiers, ceux du créancier, et la « paix sans annexions ni indemnités » qu'ils réclamaient, en réduisant le continent à l'impuissance, servait ces intérêts. Mais la France avait tiré la leçon de cette nouvelle passe du duel héréditaire : le « droit des peuples » ne pouvait que favoriser une Allemagne de soixante-dix millions d'hommes contre laquelle la France, impuissante seule avec ses trente-huit millions, devrait constituer un cordon sanitaire d'Etats-clients. Cette peur maladive de la France devant l'Allemagne et l'encerclement par lequel elle y répondait domineront la diplomatie de l'entre-deux guerres. De la divergence des deux thèses et des compromis entre elles devait sortir un statut chaotique de l'Allemagne et de l'Europe : « La paix de Clémenceau avec les méthodes de Wilson, partant la pire qui fût. » (6)

(5) Se référer pour l'essentiel à Pierre Rain in *L'Europe de Versailles*, M. Beaumont in *La Faillite de la Paix*, Benoist-Méchin, op. cit. pour les clauses militaires et surtout F. Simmonds pour comprendre l'attitude américaine, *op. cit.*

(6) Francesco Nitti, in *La Désagrégation de l'Europe.*

Statut chaotique : ce n'est pas l'Allemagne, mais l'Autriche qui eût à en souffrir le plus. Ce vieux bloc austro-lorrain qui, après avoir tendu pendant trois siècles à la monarchie universelle, était resté le centre d'équilibre de l'Europe, le lieu géométrique où se compensaient les poussées rivales du germanisme, du slavisme et du latinisme, qui avait été sur le continent le modèle même de l'État fédéral alors que son voisin allemand poussait à la centralisation et à l'unification, sortait définitivement écartelé de la paix. Le démembrement de la monarchie dualiste était avant tout l'œuvre de la France qui, la Russie écartée pour un temps de l'Europe, avait imaginé d'entourer l'Allemagne, aux dépens de l'Autriche, d'une barrière d'Etats nouveaux. C'est en faveur de ces Etats qu'on allait fausser, malgré les protestations réitérées des Américains, le principe des nationalités. Dans chacune de ces violations nous retrouverons le germe d'un conflit : car l'Allemagne qui avait cru sincèrement et presque passionnément à « la paix de justice » de Wilson, voyant cette paix de justice se transformer en une paix de force et en une entreprise unilatérale de spoliation, reprend à son compte les arguments du vainqueur et se taille, sur les ruines de l'idéologie wilsonienne, un succès diplomatique de vingt ans.

La première et la plus flagrante de ces contradictions entre la promesse et la réalisation concernait précisément l'Autriche. Réduite économiquement à la grande banlieue de Vienne, non viable, elle ne pouvait chercher que dans la fusion avec le *Brudervolk*, le peuple frère, une garantie d'avenir. Ce qui n'était pas possible dans un Empire hétérogène où dominaient (numériquement) les Slaves, le détenait pour une petite nation homogène ramenée à l'élément purement allemand. Ainsi, alors que se discutait encore le sort respectif, l'Autriche (novembre 1918, puis mars 1919), puis l'Allemagne (mars 1919) inscrivent l'Anschluss dans leur Constitution. Des deux côtés de la frontière de l'Inn, les socialistes sont au pouvoir et, encouragés par les socialistes français et anglais, invoquent le droit de libre disposition pour demander qu'une consultation populaire ratifie l'Anschluss projeté. Cette consultation, l'Autriche l'organisera spontanément plus tard : en avril 1921, le Tyrol vote le rattachement à l'Alle-

magne par 98,5 % des voix. Le plébiscite risquant de s'étendre aux autres provinces, les Alliés interviennent et font cesser cet état de choses scandaleux où le vaincu prétend avoir droit à la même justice que le vainqueur. Ils ont des armes pour cela, car le traité de Versailles (art. 80) et celui de Saint-Germain (art. 88) ont interdit la réalisation de l'Anschluss et même de toute union douanière entre les deux pays : « On imagine difficilement, écrit le secrétaire d'État américain Lansing, une négation plus flagrante du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que cette interdiction du rattachement à l'Allemagne, qui correspondait cependant au vœu presque unanime du peuple autrichien. » L'Anschluss, contre l'interdiction des rédacteurs de Versailles, se fera cependant, mais en 1938 et par la volonté de Berlin.

Deuxième entorse au prétendu « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » : en constituant une Tchécoslovaquie indépendante, les Alliés n'avaient pas tous été guidés par la même préoccupation. Pour l'Amérique, il s'agissait simplement de faire droit aux demandes justifiées du peuple tchécoslovaque. Ce peuple, il est vrai, n'avait guère qu'une existence mythique : il existe bien des Tchèques, il existe aussi des Slovaques, mais de « Tchécoslovaques » point. Dès Tchèques et des Slovaques émigrés avaient, pendant la guerre, conclu à Pittsburgh (États-Unis) une convention que les Tchèques, devenus maîtres de l'État commun, ne devaient guère respecter : entre eux, vingt ans de tiraillements aboutiront à la scission de 1939. Mais, même provisoirement unie, la Tchécoslovaquie n'avait pas plus que l'Autriche la viabilité économique : c'est pour cette raison et surtout (c'est ici qu'apparaît nettement, comme le reconnaîtra Tardieu en 1938, la préoccupation de la France de mettre l'Allemagne en surveillance) pour lui donner le contrôle militaire du quadrilatère de Bohême, dont Bismarck disait qu'il dominait l'Europe, que la Conférence de la paix devait enlever à l'Autriche pour les donner au nouvel État, les régions dites des Sudètes, industrielles et riches. Pas plus qu'en Autriche, la violation du principe des nationalités n'alla sans heurt. Des 1919, les Slovaques tentaient une sécession que Prague brisa par la force, tandis que les Sudètes – Allemands de Bohême mais dépendant politiquement jusqu'alors de l'État autri-

chien – réclamaient leur maintien dans le cadre de cet État. Et ici encore il faudra attendre vingt ans pour voir se retourner contre les puissances responsables du traité la machine de guerre qu'elles avaient monté contre l'Allemagne.

La question polonaise devait être l'occasion de dénis de justice à peine moins criants, dont l'un au moins servira de prétexte au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. La Pologne reconstituée avait besoin, elle aussi, d'une base industrielle : pour l'avoir, elle revendiquait la haute Silésie minière, peuplée à l'origine d'Allemands auxquels étaient venus s'ajouter des ouvriers polonais. La haute Silésie lui fût d'abord attribuée par la Conférence puis, sur l'instance de l'Allemagne soutenue par l'Angleterre, soumise à un plébiscite qui, le 21 mars 1921, donnera 707 000 voix aux Allemands contre 479 000 aux Polonais. Mais ceux-ci, profitant de l'impuissance de l'Allemagne, envahissent alors la haute Silésie pour mettre les Alliés (au moins les États-Unis et l'Angleterre car la France est consentante) devant le fait accompli : ce sont les corps francs allemands, venus spontanément défendre ce territoire que leur peuple a reconnu pour sien, qui les en chasseront finalement. Partagée entre le désir de favoriser à tout prix la Pologne et celui de ne pas enfreindre trop ouvertement le verdict du peuple, la S.D.N. appelée en arbitre partagera habilement la zone silésienne.

La Pologne avait en outre demandé le rattachement d'une partie de la Prusse-Orientale allemande. Là encore il fallut organiser un plébiscite qui montra à quel point étaient mal fondées les prétentions polonaises; dans le premier des districts exigés, celui d'Allenstein, 360 000 voix vont à l'Allemagne contre 8 000 à la Pologne; dans le second, celui de Marienwerder, 896 000 contre 8 000. Mais la Pologne obtient l'accès à la mer qui lui était indispensable : entre la Prusse-Occidentale en partie rattachée au nouvel État, et la Prusse-Orientale, le traité créait un couloir polonais, peuplé à peu près par moitié des deux nationalités. Mais le vieux port allemand de Dantzig était séparé de la Prusse, constitué en ville libre avec un régime commercial préférentiel pour la Pologne, sous le contrôle de la S. D. N.

Sur la frontière danoise, la délimitation territoriale souleva moins de difficultés. Le Slesvig moyen, contesté entre l'Allemagne et le Danemark, revenait à la première en février 1920, après un plébiscite où 79 % des voix avaient été à elle. Sur la frontière occidentale enfin, Eupen, Malmédy et Moresmet revenaient à la Belgique. La France, outre le retour de l'Alsace et de la Lorraine, obtenait la constitution de la Sarre en État autonome géré par la S.D.N. pendant quinze ans. Ce délai passé – qui lui donnait le temps d'exploiter les mines et de se concilier la population –, un plébiscite ferait connaître le choix de celle-ci. On sait qu'il devait donner à l'Allemagne un nouveau succès dans son effort pour briser le statut de Versailles.

Le règlement de la question coloniale allait donner un dernier exemple de ce que pouvait devenir la « paix de Wilson » entre les mains des puissances impérialistes. Il fallait trouver un prétexte pour justifier le brigandage auquel ces puissances allaient se livrer aux frais de l'Allemagne – on convint donc que celle-ci était indigne et incapable d'assumer « la mission sacrée de civilisation » qui était celle des peuples colonisateurs. On n'alla pas, bien entendu, jusqu'à demander aux Camerounais et aux Sud-Africains leur opinion : mais, venant de la France et surtout de l'Angleterre, le reproche ne manquait pas d'inconscience. Pour permettre aux populations indigènes soustraites à la souveraineté du Reich de « participer à des degrés divers aux bienfaits de la civilisation » (7), il fut décidé de les rattacher aux domaines coloniaux des vainqueurs. La France, le Japon, et surtout l'Angleterre et ses dominions se partagèrent donc à l'amiable Togo, Cameroun, Sud-Afrique, Tanganyika et établissements en Chine. L'Italie dût alors repartir de la Conférence les mains vides, malgré la promesse formelle de la France et de l'Angleterre en 1915 de la faire participer à la distribution des colonies du vaincu – et ceci sera une des causes lointaines de l'affaire d'Ethiopie – Wilson, idéologue mais honnête homme, s'était abstenu.

(7) *Sic*, dans P. Rain, *op. cit.*, p. 81. L'Allemagne, comme toute puissance colonisatrice, avait eu en outre-mer ses missionnaires, ses bandits, ses explorateurs, ses pionniers et ses escrocs.

De tous les pays d'Europe, l'Allemagne était celui qui avait le plus évidemment besoin de colonies : les lui enlever n'était pas une injustice en soi, mais l'aveu que les puissances occidentales avaient poursuivi, au même titre que l'Allemagne, une guerre de brigandage et de spoliations. C'était laisser beau jeu aux Allemands d'affirmer qu'ils avaient été dupés, que la paix sans annexion, promise par Wilson, n'avait été qu'un piège pour faire poser les armes à l'armée allemande. De plus, la perte des colonies brisait, en Allemagne même, des tendances colonialistes, faibles sans aucun doute, mais qui existaient, que la défaite pouvait renforcer, et qui auraient pu détourner la jeunesse allemande des champs de bataille de l'Europe. On comprend d'autant moins une telle faute politique (alors qu'après 1815 et après 1870 les vainqueurs avaient encouragé avec succès le colonialisme du vaincu) qu'aucun des territoires enlevés ne pouvait présenter d'intérêt pour leurs nouveaux propriétaires, déjà pourvus d'Empires coloniaux immenses et mal exploités. Alors qu'en Europe il restait généralement possible d'expliquer les entorses faites aux principes wilsoniens par des nécessités stratégiques et économiques, ce ne l'était plus du tout en Afrique.

Dans leur ensemble, les clauses territoriales imposées à l'Allemagne avaient pour conséquence de la priver, en Europe, d'une partie importante de ses terres à blé et à pommes de terre, dans le monde de toutes ses colonies d'exploitation, c'est-à-dire de rendre plus aigu que jamais le problème de la surpopulation allemande. Certes, il ne pouvait être question de conserver à l'Allemagne vaincue le statut de l'Allemagne d'avant-guerre : mais le devoir du vainqueur était alors de s'assurer par tous les moyens de la sagesse du vaincu, et, à défaut du système wilsonien, d'employer jusque dans ses dernières exigences le système de Clémenceau.

Clémenceau supposait avant tout le désarmement de l'Allemagne. Mais, là encore, l'incompatibilité entre les buts de paix français et américains devait donner naissance à une équivoque de vingt ans – équivoque qui sera l'un des facteurs déterminants de la Seconde Guerre mondiale. Pour Clémenceau (comme pour

Napoléon un siècle plus tôt), le désarmement de l'Allemagne était la sanction normale de sa défaite. L'idée que la France, attaquée et victorieuse, pût être astreinte aux mêmes obligations de désarmement que l'ennemi héréditaire, devait lui sembler non seulement puérile (car Clémenceau était démocrate à coups de botte), mais surtout dangereuse : si la France ne gardait pas à tout prix sa marge présente de supériorité militaire, la disproportion des potentiels démographiques et industriels jouerait tôt ou tard en faveur de l'Allemagne qui retrouverait ainsi sur les marchés économiques les positions perdues sur le champ de bataille. Il n'était cependant pas possible de refuser à Wilson, convaincu que « pour des raisons morales autant que spirituelles, les nations doivent renoncer à en venir à l'emploi de la force », au moins une satisfaction de principe : il fut donc résolu que l'Allemagne serait désarmée, et que les autres puissances l'imiteraient (par la suite). « En vue de rendre possible, dit le texte du traité, la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations, l'Allemagne s'engage à observer strictement les clauses militaires, navales et aériennes ci-après stipulées. » Ces deux dernières catégories de clauses ne soulevèrent pas de grandes difficultés. L'Angleterre, à laquelle avait été livrée la flotte allemande, fit limiter à trente-six navires de faible tonnage la nouvelle flotte du Reich. De plus, aucune aviation militaire n'était accordée à l'Allemagne.

Les clauses militaires proprement dites intéressaient surtout la France. Ce fut cependant l'Angleterre qui imposa son point de vue, contre Foch et avec l'appui de Clémenceau. Le projet anglais comportait l'interdiction du service obligatoire et la constitution d'une armée de métier recrutée par engagements à long terme – en fait une fidèle imitation du système anglais lui-même : un tel système devait briser à coup sûr le militarisme prussien, comme il a empêché la formation de tout militarisme britannique. A cela, Foch objecte à l'avance (son projet étant antérieur au projet britannique) que ce qui est vrai pour une nation ne l'est pas forcément pour une autre et que le volontariat à long terme aboutirait au contraire à renforcer l'âme de ce militarisme, c'est-à-dire le corps des officiers. Il est ici, malheureuse-

ment, bon prophète : l'armée qu'il proposait, armée démocratique à effectifs assez nombreux mais mal instruits, mal encadrés, souvent renouvelés, eût certainement été moins dangereuse pour la paix que cette « armée d'officiers » servant douze ou vingt-cinq ans, dans laquelle survivront l'esprit, la discipline et la technique des armées prussiennes. Si bien que la Reichswehr républicaine sera plus monarchiste et plus prussienne encore que l'armée impériale. Contraint de céder devant la volonté de l'Angleterre, Foch parviendra au moins à faire fixer à un chiffre très bas les effectifs de la nouvelle armée : 100 000 hommes, dont 4 000 officiers, un armement restreint et médiocre, plus d'état-major, ni d'Ecoles de cadets, ni d'Académie de guerre, ni d'instruction prémilitaire ou paramilitaire. Les fortifications seront démantelées, le désarmement militaire et industriel contrôlé par les Alliés. Les territoires de la rive gauche du Rhin et une bande de cinquante kilomètres sur la rive droite deviennent « zone démilitarisée ». Il est interdit à l'Allemagne d'y conserver ou d'y créer des fortifications, d'y entretenir ou d'y faire pénétrer des troupes. Ces clauses semblaient suffisantes à assurer la sécurité de la France.

Mais la France ne demandait pas seulement une garantie pour l'avenir, mais une réparation pour le passé. Ce mot de « réparations » même allait éviter d'avoir à évoquer les fâcheuses « indemnités de guerre » proscrites par Wilson. Il restait à en justifier l'exigence, et c'est ici que prit naissance la deuxième des erreurs majeures du traité dont nous parlions plus haut. Les Alliés crurent trouver cette justification dans la culpabilité de l'Allemagne : ils « déclarent (par l'art. 231) et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses Alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux, en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés ». Or, s'il n'est pas de peuple qui ne soit fier de ses exploits guerriers, il n'en est plus aucun qui ose les présenter autrement que comme une légitime défense, à lui imposée par l'attitude belliqueuse de ses voisins. Vouloir contraindre l'Allemagne à s'avouer coupable et responsable de la guerre,

c'était aussi admettre qu'elle ne le reconnaîtrait jamais que sous la menace. En quelque sens qu'on le tourne en effet, l'art. 231 ne peut guère signifier autre chose que la mise au ban des nations du pays coupable. La première conséquence de cet aveu sera le paiement par l'Allemagne des réparations, paiement qui allait occuper le meilleur de l'activité allemande pendant dix ans et finalement être l'une des causes de la grande crise de 1930. La seconde devait être la livraison et la mise en jugement des « criminels de guerre » allemands, l'Empereur et les principaux chefs militaires. La Hollande se refusant à trahir l'hospitalité que Guillaume II lui avait demandée et l'Allemagne menaçant de reprendre les hostilités plutôt que de livrer Hindenburg et Ludendorff, il fallût abandonner le projet. Mais les conséquences morales de l'art. 231 seraient aussi graves : en faisant d'une nation entière un coupable et en l'obligeant à reconnaître cette culpabilité, on s'interdisait à l'avance tout espoir sérieux de réconciliation européenne. D'un désir de revanche spontané, mais qui pouvait disparaître faute d'aliments, on avait fait un « point d'honneur » national. On avait oublié (mais les hommes de Versailles ne voulaient pas entendre parler de ce précédent, « même par allusion » disait Wilson) qu'après Vienne en 1816 on avait réussi, en associant la France à la reconstruction de l'Europe et surtout en l'absolvant des « crimes de guerre » de Napoléon, à lui faire oublier pour un demi-siècle le bellicisme impérial.

Les hommes de Vienne avaient été mieux inspirés que ceux de Versailles. Bien des Allemands auraient accepté l'idée d'une culpabilité de Guillaume II et de son entourage, aucun ne pourrait accepter celle du peuple tout entier. D'ailleurs, responsabilité, culpabilité, l'Histoire se satisfait mal de notions aussi sommaires. Il faut faire la part belle à l'impérialisme, au pangermanisme du II^e^ Reich, aux sottises provocantes du Kaiser. Mais l'Autriche avait fait beaucoup pour entraîner le peuple frère dans un conflit qui devait servir en premier lieu sa politique slave. Mais la Russie s'était précipitée dans la guerre avec une hâte suspecte, et avait donné la première à l'affaire serbe une signification belliciste. Mais la Serbie était à l'origine de l'assassinat de Sarajevo. Mais la France n'avait jamais caché son inten-

tion de prendre sa revanche sur l'Allemagne, n'avait jamais cessé de réarmer et de se ménager des alliances, de rester à l'affût des prétextes possibles. Sa politique étrangère, entre 1870 et 1914, avait été ouvertement agressive et chauvine. Mais l'Angleterre, chassée de son trône économique par le travail et la ténacité allemande, avait encouragé la France et préparé le blocus économique du Reich. En 1921, Romain Rolland écrira : « Ma conviction est absolue qu'en fait la guerre de 1914-1918 a eu pour véritable objet (profond, non avoué) de détruire la nation qui travaillait le mieux au profit des nations qui travaillaient moins bien, principalement de l'Angleterre. C'est un crime contre les intérêts de l'humanité. Elle le paiera... (8) » Ce n'est pas ici le lieu de choisir entre cette affirmation et celle de l'art. 231, également péremptoires. Mais Romain Rolland est-il un témoin dont on puisse suspecter l'intelligence et la loyauté ?

Ce qu'il affirme, quant aux origines de la Première Guerre mondiale, est implicitement confirmé par une autorité irrécusable, celle de Georges Clémenceau, qui écrit en 1915, dans la préface à l'édition française de *Notre avenir*, du général Bernhardi : « Il y aurait un danger allemand, un danger plus redoutable dans la paix que dans la guerre... Par la haute valeur d'un prodigieux effort de travail méthodique, dans une savante organisation de machinerie humaine, ces gens étaient en train de conquérir le monde. Nulle part sur la terre une place ne se trouvait disponible sans qu'ils y arrivassent. Ils avaient renforcé le commerce et l'industrie de l'Angleterre. La France était submergée de germanisme. En Russie, ils tenaient les avenues du pouvoir, jetant partout les racines d'une puissance économique indéfinie. Dans les deux Amériques, en tous lieux, s'affirmait leur influence. Encore un demi-siècle de paix et le monde était à eux, dans le recul universel de toutes les forces initiatrices de civilisation... Mais le Destin veillait. »

(8) Une lettre à Bachelin, cité par J. Paulhan.

Chaque mot d'une telle déclaration, faite à un tel moment par un tel homme, est à noter : tout y est, menaces commerciales, culturelles, reconnaissance de l'effort allemand, et l'aveu que la paix, mieux que la guerre, servait les desseins allemands. En face de cette crainte panique d'une période de paix favorable à l'Allemagne, que pouvaient peser les truismes du « pacifisme » franco-anglais, du « bellicisme » allemand ? L'article 231 faisait bon marché de tels enseignements (9).

Cette deuxième erreur entraînait la troisième : il ne pouvait être question d'associer l'Allemagne coupable à l'élaboration du traité de paix. Il y avait à cela des inconvénients qui n'auraient pas échappé à des diplomates classiques. Le vaincu a toujours tort, et il faudrait être naïf pour penser que l'Allemagne victorieuse se fût comportée autrement que les Alliés. Mais, en son absence, et en l'absence de quiconque qui pût défendre sa cause, il était tentant de grossir démesurément ses torts et d'en tirer argument pour toutes les extorsions imaginables. Il n'est pire criminel auquel on n'accorde un défenseur : pourquoi en avoir refusé un à l'Allemagne en 1919 ? Les exigences du vainqueur allaient pouvoir s'exercer sans aucun contrepoids : leur ignorance des problèmes allemands, sur lesquels leur prétention à s'ériger en juges souverains leur interdisait de s'informer auprès de l'Allemagne elle-même, aboutit à cette cascade de contresens politiques que nous venons de voir rapidement. Seule la désagrégation de la coalition antiallemande sauvera le Reich d'un désastre total. De plus, l'absence de celui-là devant le tapis vert empêchera l'Europe de chercher et de trouver un nouvel équilibre de forces. Présente, l'Allemagne serait rentrée dans le jeu européen, y serait sans doute même devenue un facteur de pacification. Au contraire, le refus de faire participer le vaincu aux

(9) Le lecteur pensera, avec sans doute de l'irritation, que nous faisons ici bon marché de l'agression et des « atrocités » allemandes. C'est que l'agression est une conséquence de l'état de guerre (il faut bien que quelqu'un attaque) et non la guerre elle-même. Quant aux « atrocités », il semble que les Allemands aient eu aussi peur des francs-tireurs belges et français que ceux-là des « brutes boches ». Sans parler des « cosaques ». La cruauté n'a pas de patrie.

négociations achevait ce qu'avait commencé l'art. 231 – l'isolement moral de l'Allemagne. Comment, enfin, celle-là n'aurait-elle pas considéré comme un *Friedensdiktat* une paix dictée par le vainqueur, ce traité à l'élaboration duquel elle n'avait en rien collaboré ? Là-dessus, aucune équivoque n'est possible : la paix a bien été « dictée » au vaincu. La chose n'est pas mauvaise en soi, dans la mesure où une telle paix est habile et où le vainqueur sait faire respecter sa volonté. Ce n'était pas le cas.

Les rédacteurs de Versailles s'étaient trouvés devant une alternative dont la grandeur les dépassait bien : pour résoudre complètement le problème allemand il fallait, soit donner à l'Allemagne, dès cette époque, en Europe même (en lui laissant poursuivre sa politique de la Baltique et de l'Est, ce qui était dans les projets de Foch), ou en Afrique (en constituant un *trusteeship* européen dans lequel l'Allemagne pouvait trouver sa place) un espace vital suffisant, soit exterminer délibérément ou au moins expatrier de force les vingt millions d'Allemands excédentaires. Rêveries ? La grande politique est, plus qu'on ne le croit, œuvre de l'imagination.

Ne mentionnons que pour mémoire, et pour en finir avec le traité, la création de la S. D. N. que nous verrons à l'œuvre. « Le vainqueur, remarquait Clausewitz, est toujours pacifiste. » Et donnons une dernière fois la parole au secrétaire d'État Lansing, cet Américain clairvoyant : « Les traités seront la source d'une nouvelle guerre. Cela est aussi sûr que le retour du jour après la nuit. »

Il restait, en attendant, à en obtenir la ratification. Celle de la France, celles de l'Angleterre et de l'Italie furent acquises sans grandes difficultés. Celle de l'Amérique, on le sait, ne le fût jamais. « L'honorable Woodrow Wilson » avait agi « tant en son nom personnel que de sa propre autorité », et le Parlement américain l'avait désavoué. C'était la consécration par l'absurde du système de la démocrato-diplomatie. L'homme autour duquel gravitaient les représentants du monde entier, celui dont l'appui pouvait créer, ressusciter ou anéantir une nation, dont un mot décidait sans appel du sort de millions d'hommes, cet homme qui

fût pendant quelques mois plus puissant que ne l'avait été Metternich, n'était rien, ne représentait que lui-même.

Il fût difficile d'amener l'Allemagne à signer le traité. L'ampleur et la rigueur des exigences des Alliés rendaient sensible, faisaient toucher du doigt la défaite du pays. Successivement, la délégation de Versailles puis le gouvernement Scheidemann présentent des contrepropositions en tirant argument de l'acceptation commune des quatorze points de Wilson comme base de la paix – points dont ni la lettre ni l'esprit n'étaient respectés par le traité. Argumentation plausible, et que l'Allemagne devait reprendre jusqu'en 1936, mais qui tombait dans le vide, ni Clémenceau ni Lloyd George n'ayant jamais pris sérieusement en considération les utopies de Wilson. La délégation obtint cependant des aménagements de détail, en particulier une extension des délais de réduction des effectifs militaires. Puis, les Alliés menaçant de reprendre les hostilités, le même Erzberger qui avait négocié l'armistice parvint, après plus d'un mois de délibérations passionnées, à neutraliser l'opposition militaire et à rallier le Parlement. Le jour même (21 juin 1919) où Erzberger constitue son ministère de ratification, soixante-dix bâtiments de guerre allemands, prisonniers dans la rade de Scapa-Flow, se sabordent. La flotte a sauvé l'honneur.

Le lendemain, 22 juin, tandis que Hindenburg abandonne ses fonctions, et quelques heures avant l'expiration de l'ultimatum allié, le Reichstag se prononce pour la signature. Mais ce ne sont pas Hermann Muller ni Bell, les comparses envoyés à Versailles, dont le nom va s'inscrire sur la liste noire. C'est Erzberger qui, le 14 octobre 1921, sera abattu en Forêt-Noire par les jeunes nationalistes.

IV — Signature et conséquences du traité

Au régime soviétique a succédé à Munich, en mai 1919, la réaction ouverte. Chassés de Prusse, c'est-à-dire des deux tiers du Reich, puis de Saxe, par les gouvernements sociaux-démocrates de pays, nationalistes, activistes et conspirateurs permanents rejoignent en Bavière les Russes blancs et les hommes du corps

franc bavarois. Ajoutons à cela que la Bavière a toujours été « blanche », catholique, légitimiste : c'est, si l'on veut, la Vendée de l'Allemagne. Le régime d'Eisner n'a été, dans son histoire, qu'un épisode fantaisiste monté par quelques hommes d'État de brasserie. Le gouvernement Hoffmann qui lui succède est renversé, au lendemain du putsch de Kapp, par une révolution de palais qui porte au pouvoir un réactionnaire avéré, von Kahr.

Dans cette chaudière munichoise bouillonnent les idées et les hommes les plus exaltés de l'Allemagne. Leur chef – on est tenté de dire leur grand prêtre – reste Ludendorff. L'action des Alliés contre le pangermanisme et l'excitation patriotique ne se fait guère sentir à Munich, considérée comme une place sans importance, et qui devient ainsi bientôt la citadelle des antirépublicains et des antimarxistes. L'organisation Consul, la Sainte-Vehme, l'Orgesch, la Jungdo, les Artamans, la Ligue pour la culture allemande, la Ligue aryenne, et bien d'autres, y ont leurs racines. Les services politiques de la Reichswehr contrôlent et au besoin dirigent ces groupes ou groupuscules, même les plus intimes : c'est ainsi que le « Parti allemand des travailleurs » (*Deutscher Arbeiter Partei*), cercle d'études plutôt que parti, reçoit à l'une de ses réunions, en septembre 1919, la visite d'un homme jeune, dont on saura bientôt qu'il est officier instructeur de la garnison de Munich. C'est Adolf Hitler.

Un homme jeune en effet. Hitler est né le 20 avril 1889, à la frontière de la Bavière et de l'Autriche, du côté autrichien, à Braunau-sur-l'Inn. Orphelin, étudiant raté, bohème, petit peintre en cartes postales, il s'est engagé en 1914 dans le 16e régiment bavarois, dans lequel il a fait une guerre sans éclat, mais courageuse. Il en revient à l'armistice, gazé, blessé, et avec la croix de fer de Ire classe, distinction accordée rarement à de simples soldats. Sans doute est-ce sa nationalité autrichienne (ou plutôt son défaut de nationalité car, en quittant l'Autriche, il a perdu sa première nationalité, sans acquérir la nationalité bavaroise par son engagement) qui l'a empêché de devenir sous-officier. A Munich, sa patrie adoptive où il revient alors, il assiste à l'aventure soviétique, toujours mobilisé. Il est remarqué pour son aptitude à la discussion par un officier de l'état-major bavarois,

le capitaine Röhm, qui le fait nommer *Bildungsoffizier* : officier « de formation », ce qui est une fonction et non un grade. Cette fonction consiste à faire des conférences éducatives aux jeunes recrues, conférences antimarxistes bien entendu, et aussi à surveiller les groupements politiques. C'est ainsi que nous le retrouvons un soir de septembre dans l'arrière-salle de la brasserie munichoise où se réunit le D.A.P.

Que retenir d'une biographie aussi banale ? Essentiellement les quatre ans de tranchée : ce n'est pas seulement ce courage sans cocarde, cette discipline sans éclat, cette uniformité dans l'action qui font de Hitler une représentation frappante du soldat allemand en guerre. Une sorte de destin prémonitoire semble l'avoir choisi pour personnifier le soldat inconnu vivant. Pas de famille, pas d'argent, pas de foyer, une patrie qui n'est qu'une patrie d'adoption. Pas de lettres, pas de colis, pas de permissions : chez qui les passerait-il ? « Toutes les nations qui ont combattu pendant la Grande Guerre, écrira quinze ans plus tard un Suédois, rendent hommage au Soldat Inconnu à Paris, il repose sous l'Arc de Triomphe, à Londres il dort son dernier sommeil sous la dalle noire de Westminster. Mais à Berlin il est vivant, il réside à la Chancellerie du Reich. » Pendant des années, Hitler aura les réflexes de l'ancien combattant – haine et mépris pour les politiciens, patriotisme profond, patience et brutalité, goût de la discipline militaire appliquée à la politique. C'est sous l'uniforme qu'il fait ses débuts dans la vie politique et, jusqu'en avril 1920, il vivra à la caserne, toujours mobilisé.

Son adhésion au Parti allemand des travailleurs ne change rien pendant quelques semaines à la marche du petit groupe. Ses chefs, Anton Drexler, un ouvrier, Harrer, un commerçant, Gottfried Feder, un journaliste bohème n'ont ni les moyens ni la ténacité de sortir de l'ornière. Mais le 16 octobre, un mois après son entrée au parti, il prend la parole devant une centaine de sympathisants, et il y reçoit la révélation de son génie oratoire. Dès lors le parti fait de rapides progrès : le 24 janvier 1920, il présente au public, à la *Hofbraühaus* (car tout cela se passe de brasserie en brasserie) son programme politique. On y trouve déjà les thèmes essentiels de la propagande et des réalisations futures mêlés à des truismes ou à

des leitmotivs d'actualité. Le programme comporte vingt-cinq points : « La réunion au sein du Reich de tous les nationaux allemands (1), l'égalité de droit international et l'abolition des traités (2), la création d'un espace vital correspondant à l'importance du peuple allemand (3), l'identité du peuple et du sang, germanique, l'élimination des Juifs de la citoyenneté allemande et la suppression de leurs droits politiques (4, 5, 6), la garantie par l'État d'une possibilité de travail à tous les nationaux (7), la lutte contre toute immigration étrangère (8), l'égalité des droits et des devoirs pour tous les citoyens (9), et en particulier le devoir de travailler pour tous (10), l'abolition de l'esclavage de l'intérêt (11), la confiscation des bénéfices de guerre (12), la nationalisation des trusts (13), la participation des travail leurs aux bénéfices (14-17), la réforme de l'assistance sociale (18), le remplacement du droit romain matérialiste par un droit spécifiquement allemand (19), la refonte de l'instruction publique (20), des mesures sanitaires publiques (21), l'abolition de l'armée de métier et la constitution de l'armée nationale (22), un statut allemand de la presse (23), la liberté des croyances religieuses (24), enfin, le parti affirme la nécessité d'un pouvoir central fort et unifié (25). »

Tel est, treize ans presque jour pour jour avant la prise du pouvoir, le programme que lit Hitler « en déchaînant, dit-il, l'enthousiasme croissant d'un demi-millier de sympathisants ». Jamais les Nazis n'en changeront une ligne : ce qu'ils abandonnent en route (la nationalisation des trusts et la participation des ouvriers aux bénéfices) est important, capital même, et c'est la seule grande trahison qu'Hitler ait, dans cette lutte de treize ans, à se reprocher. Il tentera de la faire oublier en conciliant le système du profit capitaliste et celui des réalisations sociales effectives. Mais ce qui doit aussi retenir l'attention, c'est la fermeté doctrinale avec laquelle le parti maintient le programme et la continuité politique avec laquelle il en réalisera la plus grande partie. Vingt ans de fidélité politique presque absolue ne sont pas un phénomène tellement fréquent (10).

(10) Lénine a été infidèle au marxisme dès 1923 (six ans après la prise du pouvoir) et Staline infidèle au léninisme six ou sept ans après la mort de Lénine.

Le programme et la personnalité d'Hitler font faire au parti, entre 1920 et 1923, des progrès étonnants. Le parti et son chef sont aussi pauvres l'un que l'autre. Le premier vit des droits d'entrée (les réunions politiques en Allemagne sont souvent payantes, et celles des Nazis le seront toujours) et, à partir de 1921, de subsides de Russes blancs ou d'industriels (ainsi l'éditeur Haenfstaengl, le maître de forges Kirdof) ; il s'y ajoute des appuis féminins qui vont indistinctement au parti ou à son chef, ceux de Gertrude V. Seydlitz ou de Frau W. Bechstein. Mais l'inflation croissante rend ces appuis irréguliers et maigres, de sorte qu'il manque souvent trois cents marks au Parti pour payer une affiche, ou trois à Hitler pour déjeuner. Ils sont l'un comme l'autre trop jeunes pour inspirer confiance : peu à peu, cependant, se groupent autour de Hitler des hommes qui sont souvent ses aînés, souvent aussi d'une éducation et d'une situation sociale très au-dessus de la sienne. Ainsi le commandant Göring, ex-chef de l'escadrille Richthofen, as de guerre et héros national allemand, ainsi Dietrich Efkhart, poète, écrivain – et écrivain célèbre –, Scheubner-Richter et Alfred Rosenberg, deux allemands de la Baltique, tous deux journalistes et écrivains, ainsi le général Haushofer, docteur en philosophie et créateur de la géopolitique. D'autres ne sont que des camarades du front (ainsi son ex-sergent, Max Amann, trésorier et comptable du parti) ou d'anciens combattants, sans situation, comme lui (Rudolf Hess, aviateur, qui adhère au parti dès novembre 1919, Himmler, aspirant, Wiedemann, son ancien capitaine du 16e R.I., Röhm, devenu son supérieur immédiat en mai 1919). Derrière ce dernier, le corps franc de la Reichswehr qui a libéré Munich de la dictature des conseils en avril 1919 et son chef, le colonel von Epp, soutiennent Hitler. Von Epp avancera, en 1921, 60000 marks au Parti pour l'achat du *Völkischer Beobachter* (l'Observateur Populaire), petit hebdomadaire sans lecteurs et qui ne deviendra quotidien qu'en 1923. Derrière von Epp, Ludendorff patronne l'ensemble du mouvement : l'ancien généralissime ne cache pas qu'il protège Hitler et l'utilise comme « agitateur numéro 1 ». En mars 1920, au moment du putsch de Kapp, les deux hommes montent en voiture à Berlin, sans doute pour tenter d'y partager le pouvoir

avec Kapp : quand ils arrivent, les caisses sont vides, le putsch agonise, et ils repartent aussitôt.

Mais ce même « Kapp-putsch » et la répression qui suit son échec font refluer sur Munich, nous l'avons vu, toute l'intelligentsia (et les hommes de main) nationalistes. Ludendorff, von Epp, Röhm, les canalisent sur le jeune Parti hitlérien : ainsi Rossbach, chef du corps-franc qui porte son nom, s'il reste à Berlin, y devient le représentant officieux du N.S.D.A.P. pour l'Allemagne du Nord. C'est lui qui, malgré une première opposition d'Hitler, fait adopter la chemise brune pour les SA, en 1921. La même année, cette fois-ci sans doute sur la suggestion d'Ehrardt et de Scheubner-Richter, le drapeau rouge à croix gammée noire devient l'emblème du Parti. C'est Hitler, alors encore « directeur de la Propagande », qui l'impose au Parti : sa personnalité, sa puissance oratoire, sa capacité de commandement et d'organisation, son habileté tactique le pousseront d'ailleurs bientôt au premier rang. Le premier *Parteitag* (diète, ou Assemblée générale du Parti), le 21 janvier 1921, réunit trois mille membres. Six mois plus tard, en juillet, Hitler en est nommé Président – le titre de « Chef », Führer, est très peu usité avant 1923 et ne sera généralement admis qu'en 1926, – et fait connaître aussitôt que le « système démocratique » n'a plus cours dans le sein du Parti. Sa première ambition est réalisée : il est le maître d'une organisation politique. Il entend le rester et faire de ce Parti le maître du pays.

Le 22 janvier 1922, second *Parteitag* avec 6000 membres. Un témoin (11) décrit alors Hitler comme « un homme » svelte, élancé, portant négligemment un complet bleu marine, une chemise blanche, une cravate un peu trop « coquette ». La période de la bohème est cependant terminée : c'est l'année des premiers grands discours politiques, celle aussi de l'assassinat de Rathenau, à la suite duquel tous les pays socialistes interdisent, entre autres, le Parti nazi, auquel il ne reste plus alors que la citadelle bavaroise. Nouveau reflux de nationalistes sur Munich; parmi eux, Goebbels, vingt-cinq ans, dévoré d'intelligence, connu déjà en

(11) A. Hirth, *op. cit.*

Rhénanie pour sa propagande antiséparatiste et antifrançaise violente (il sera un an plus tard des « justiciers de Pirmasens ») et qui assiste à Munich, au Cirque Krone, à la grande réunion du 28 juillet où Hitler parle de l'assassinat de Rathenau... « L'homme qui était sur l'estrade me regarda un instant. Ses yeux bleus me brûlèrent. C'était un ordre. A ce moment j'étais régénéré : je savais quelle route je devais prendre... (12). » A la sortie de la réunion, il demande et reçoit la carte de membre 8 762. Six mois plus tard, quand se tient, du 27 au 29 janvier 1923, le troisième *Parteitag*, le N.S.D.A.P. compte quinze mille membres, plus six mille hommes des Sections d'Assaut, qui défilent devant Hitler sous les ordres de Göring. Ces hommes ne sont alors pas encore armés, ni même encasernés ou militarisés. Il faut (écrit Hitler) le coup de tonnerre de l'occupation de la Ruhr pour les transformer en une véritable troupe, encadrée, capable de passer rapidement de la guerre civile à la guerre étrangère : et de fait, tous les nationalistes allemands partagent alors la conviction que l'action française va marquer la reprise de la guerre. C'est dans cette tension belliqueuse qu'Hitler lance le Parti à la conquête de la Bavière. A partir de mars, discours, marches d'entraînement, exercices d'alerte, bagarres se succèdent à un rythme frénétique : le 10 avril, « nettoyer avec des balais de fer l'écurie » géante de la démocratie, telle est la tâche de notre mouvement... faire flotter sur toute l'Allemagne le drapeau à croix gammée qui deviendra le signe libérateur de tout notre peuple... Opposer à la dégénérescence matérialiste, à la peste juive un idéal flamboyant : la Patrie, la Patrie seule... » Trois jours plus tard, le 13 : « Les Juifs, coupables de guerre... », le 17 : « Contre le traité de Versailles », le 20 : « Race et politique » (un discours antisémite). Le 11 mai, discours et tentative de putsch contre le gouvernement munichois. Celui-ci est à peu près passif, mais l'Armée fait déployer un cordon de troupes entre la ville et les troupes d'assaut des nazis qui doivent se disperser sans combattre. Le 4 mai, nouveau discours : « La saleté parlementaire ou le combat pour la liberté ? », puis nouvelle période de semi-mobilisation des S.A.

(12) Goebbels, *Journal*.

L'offensive oratoire reprend plus violente dès la fin d'août : « Vie chère, République et État fasciste », discours contre Cuno. Avec l'aggravation de la situation financière et surtout l'abandon de la résistance passive, les invectives se feront plus brutales contre Berlin. Le 2 septembre, *Sedantag* (jour anniversaire de Sedan), une manifestation de masse des partis nationalistes bavarois s'est terminée par la création d'une ligue commune d'action, le *Kampfbund* qui groupe derrière le N.S.D.A.P. et l'Union Oberland tous les corps francs et les partis que nous avons vus naître jusqu'ici de l'excitation nationaliste; en tout, soixante-dix mille hommes, sous le haut patronage de Ludendorff et sous le commandement direct de Hitler. Hitler en prend le commandement le 25 septembre. Il y a, presque de jour à jour, quatre ans que le Parti est né : c'est maintenant une force avec laquelle l'Allemagne entière doit compter.

C'est dans l'automne de cette année 1923, qui voit grandir à une étonnante cadence la puissance du Parti et le prestige personnel d'Hitler, que celui-là rencontrera le vieux prophète et barde aryen, germaniste de cœur plus allemand encore que les Allemands de souche, Houston Stewart Chamberlain. Rencontre unique, de quelques heures, mais importante. L'empire spirituel que l'auteur des « Fondements du XIX^e^ siècle » exerçait alors sur toute l'Allemagne traditionnelle et plus encore sur toute l'opinion pangermaniste allait rejaillir sur le jeune agitateur, dans une sorte de passation du flambeau (H. S. Chamberlain ne tardera guère à mourir), de consécration de prophète à prophète. Quelques jours après cette rencontre, H. S. Chamberlain écrivait à Hitler, dans une lettre aussitôt rendue publique – qui fit rire à l'époque les Allemands « pondérés », mais qui demeure comme un témoignage à la fois de l'intuition romantique de l'écrivain et de la puissance de personnalité de l'homme politique : « Vous n'êtes pas un fanatique comme vous m'aviez été décrit : je voudrais plutôt vous définir comme le contraire du fanatique. Le fanatique excite les esprits : vous échauffez les cœurs. Le fanatique veut persuader : vous voulez convaincre, seulement convaincre – et c'est pourquoi vous réussissez. Je vois aussi en vous le contraire d'un politicien – dans le sens courant du terme

– car l'axe de toute « politique » est l'esprit de parti tandis que chez vous tous les partis disparaissent, dévorés par l'amour de la Patrie…

« Malgré votre force de volonté, je ne vous prends pas pour un homme de violence. Vous connaissez la distinction que fait Gœthe entre violence et violence. Il y a une violence qui vient du chaos et qui y mène, et il y a une violence dont l'essence est de former le cosmos… Votre œil est comme doué de mains ; il saisit l'homme et le retient… Quant aux mains, elles sont si expressives dans leur mouvement qu'elles rivalisent avec les yeux… Ma foi dans le Germanisme n'a pas vacillé un seul jour, mais mon espoir, je l'avoue, était descendu au plus bas de son reflux. D'un seul coup, vous avez transformé mon état d'âme. Qu'au moment de sa plus grande détresse l'Allemagne se donne Hitler, cela prouve sa vitalité, et le résultat qu'il obtient ne le prouve pas moins : personnalité et rayonnement ne se séparent pas. »

Ce qu'un Chamberlain écrit d'Hitler, quelques dizaines de milliers d'hommes le ressentent déjà plus ou moins clairement. Cette première poussée du fascisme allemand, du romantisme politique – plus spontanée que le mouvement de masses de 1933 –, réplique accusée de la révolution mussolinienne des Faisceaux, croit au rythme insensé de l'inflation et de la misère : dans les derniers mois de 1923, et malgré toutes les interdictions, elle déborde la Bavière, gagne la Rhénanie, la Thuringe et même l'Allemagne du Nord et de l'Est. Ainsi, cette année même, le *Viking-Bund*, émanation des troupes de choc d'Ehrardt et branche de l'Organisation Consul, décide dans ses statuts que « son programme politique est celui du Parti national-socialiste ». Sans doute le Parti sera-t-il, dix ans plus tard, incomparablement plus puissant. Mais il semble qu'il ne retrouvera guère le dynamisme forcené de cette année 1923 qui retentit tout entière de ses deux cris de ralliement et de défi : « Deutschland erwache » (Allemagne, réveille-toi), « Heil Hitler ». L'aube du fascisme s'est levée sur l'Allemagne.

Revenons en arrière : les événements qui se précipitent dans cette fin de septembre 1923 ne sont compréhensibles qu'à l'échelle de l'Allemagne – et dans le cadre du duel qui oppose, du fait des réparations, l'Allemagne à ses vainqueurs.

CHAPITRE II

1923, ANNÉE DE GUERRE

I — La politique d'exécution

L'affaire des réparations et les rapports franco-allemands vont dominer, de 1921 à 1924 puis dans une seconde phase de 1929 à 1930, la politique intérieure de l'Allemagne et même l'ensemble de la politique européenne. Deux hommes, du côté français, personnifieront les deux tendances contradictoires de ces rapports, Poincaré et Briand. Le premier, juriste étroitement attaché à la lettre du traité, ignore et veut ignorer l'équilibre réel des forces en Europe et les risques qu'il fait courir à la France et à la paix en entretenant de l'autre côté du Rhin le même climat de revanche qu'il a connu entre 1900 et 1914 en France. « Son arrivée au pouvoir (en 1922), écrit un témoin américain, apparut au monde entier, sur le moment et dans la suite, comme le prélude certain de la violence. (1) » Une violence qui méconnaît le caractère exact de la guerre dans laquelle la France seule (et elle l'est de nouveau en 1922) eût été écrasée.

Les bottes de Louis XIV sont un peu grandes pour la France de 1923. Ainsi cet homme, en qui son pays croyait retrouver le meilleur de son réalisme et de sa ténacité paysans, n'incarnait-il en

(1) F. Simmonds, *op. cit.*

fait que l'irréalisme jacobin et la rancune procédurière. En politique étrangère, contre toute apparence, l'utopiste c'est lui, et non Briand : car celui-ci « qui ne savait rien et comprenait tout » a bien senti ce qu'avait d'artificielle la « victoire » française de 1918. « Je fais, déclare-t-il devant la Chambre, la politique de notre natalité. » Cette politique, faire de l'Allemagne vaincue l'associée de la France dans la direction de l'Europe, offrir au monde le spectacle de la réconciliation franco-allemande comme l'augure de la paix universelle, est ambitieuse. Mais il pouvait en subsister un règlement solide du duel héréditaire, auquel vainqueur et vaincu provisoires pouvaient trouver leur compte. C'est au moins ce que pense Briand, et, à deux reprises, c'est sur le terrain économique qu'il fait porter l'essentiel de ses efforts, la première fois pour liquider l'affaire des réparations, la seconde, trois ans plus tard, pour obtenir de l'Allemagne (dont le relèvement financier contraste alors, en 1926, avec la crise du franc) un arrangement économique général qui, peut-être, pouvait préluder à une révision du traité. Du côté allemand, il se rencontrera deux hommes de bonne volonté pour faire, avec Briand, un bout de chemin : Rathenau et Stresemann. Ils personnifient « la politique d'exécution ».

Nous avons vu ce qu'étaient les réparations : dès 1919, elles donnaient lieu à des échanges de vue difficiles entre Alliés, et entre Alliés et Allemands. Ceux-ci à l'époque avaient proposé de prendre eux-mêmes en régie la reconstruction des régions dévastées – solution peu satisfaisante pour le capitalisme français qui voyait ainsi disparaître l'espoir de bénéfices illimités – et qui fût donc repoussée. Dès lors, il ne s'agissait plus que de déterminer quelle somme devait payer l'Allemagne, et comment elle la paierait. « Les demandes françaises, note Lloyd George, furent d'abord d'un caractère tout à fait extravagant. » D'autant plus extravagant qu'il s'agit, dans l'esprit d'un Poincaré, d'obtenir de l'Allemagne de l'or et des gages productifs tout en lui enlevant les moyens de se relever rapidement. « On ne pouvait (c'est toujours Lloyd George qui le note [2]), atteindre le double but de

(2) La première citation est du *Mémorandum de Fontainebleau*, la seconde de *La Vérité sur les traités de paix*.

détruire l'Allemagne et d'attendre qu'elle paie. » De septembre 1919 à avril 1921, négociations et conférences se succèdent. En avril 1921, le chiffre de la dette allemande est fixé à 132 milliards de marks-or, plus 26 % du montant des exportations de l'Allemagne. S'y ajoutent les frais d'occupation. Briand, alors au pouvoir, a déclaré le 5 avril devant la Chambre : « L'Allemagne a devant elle le bilan de ses obligations et de ses dettes..., si le débiteur est récalcitrant, le gendarme accompagnera l'huissier. » De fait, le chancelier Fehrenbach, qui refuse de reconnaître les 132 milliards de dettes, doit démissionner le 10 mai, après un ultimatum des Alliés. Il est remplacé par le centriste Wirth avec Walther Rathenau comme ministre de la Reconstruction. Celui-ci, encore que supercapitaliste et ex-pangermaniste, a su gagner une partie de l'opinion allemande a l'idée d'une « politique d'exécution » des traités qui doit, dans son esprit, servir de base à la nouvelle destinée de l'Allemagne : être le pont entre l'Est et l'Ouest, le foyer géant où s'élabore le monde communisant et industrialisé de l'avenir. Avec Briand et Loucheur, il cherche, par les accords de Wiesbaden (6 et 7 octobre 1921) à apporter une solution réaliste à l'affaire des réparations, en organisant l'entente directe entre les sinistrés français et les industriels allemands. En même temps, pour payer les annuités des 132 milliards, il emprunte à l'étranger (à court terme et au taux usuraire de 15 % par mois), et on accélère l'impression des billets. Mais l'entente directe, le seul système qui eût permis à l'Allemagne de payer normalement sa dette, se heurte à la mauvaise volonté des industriels français (et belges) qu'elle prive d'une source de superprofits et qui, sous le drapeau du protectionnisme national, partent en guerre contre l'exécution des réparations : ainsi naît « la coexistence dans l'opinion publique de ces deux volontés contradictoires, celle d'être payé et celle de ne rien recevoir de son débiteur, ni directement ni indirectement. (3) » De fait, en 1922 par exemple (c'est-à-dire pour la seule année où se manifeste, de part et d'autre, le désir de régler la question des réparations), sur

(3) E. Colson, cité par Weill-Reynal, *la Politique française des réparations*, exposé clair et très objectif de la question.

950 millions de marks-or alloués à la France par l'état des paiements de Londres, celle-ci ne commande que pour 274 millions de marchandises, et sur ces 274 millions, 45 seulement, soit 5 % du total primitif, sont destinés aux régions dévastées. Si l'Allemagne met de la mauvaise volonté à payer, la France en met plus encore à recevoir. Briand, jugé trop favorable à l'Entente, a dû céder sa place, le 12 janvier, à Poincaré : dans de telles conditions, la politique d'exécution ne pouvait être qu'un leurre. Est-ce ce que sent Rathenau quand il signe avec l'Union soviétique, le 16 avril 1922, le traité de Rapallo qui semble orienter vers la Russie à peu près vierge l'effort des techniciens et des ouvriers allemands ? C'est sans doute aussi pour faire comprendre aux puissances occidentales que l'Allemagne encore le choix de sa destinée, et que les perspectives que lui offre Moscou sont aussi tentantes que celles de Wiesbaden. Ce sera d'ailleurs son dernier acte de « grande politique » : les activistes des corps francs et des organisations clandestines reconnaissent en lui l'adversaire à abattre. Non seulement parce qu'il est Juif et démocrate, mais parce que c'est le seul adversaire à leur taille qu'ils aient jusqu'ici rencontré. Il a la confiance d'une bonne partie de l'Allemagne à laquelle il propose un avenir qui vaut bien celui de la revanche héréditaire.

Depuis 1920, il est en tête de la *Morderliste* – la liste des condamnés à mort –, mais ce n'est plus qu'un fantôme politique qu'abattront, le 24 juin, les hommes de la résistance nationaliste. Poincaré et le traité de Versailles avaient déjà eu raison de lui.

II — L'occupation de la Ruhr

En novembre, Wirth se retire, laissant la place à Cuno homme lige de Stinnes, et les relations franco-allemandes empirent. Il apparaît de plus en plus que ce que les Français cherchent dans les réparations, ce n'est pas la réparation elle-même, mais l'occasion de faire jouer les mesures de coercition prévues par le traité : cette occasion ne tarde guère, et, en décembre, Poincaré invoque un manquement dans la livraison de poteaux télégraphiques pour demander l'application de ces mesures et en parti-

culier l'occupation de la Ruhr. « Depuis l'époque où Troie tomba sous le stratagème du cheval, remarque le délégué anglais, l'histoire n'a enregistré aucun emploi semblable du bois. » Et de fait le désaccord entre Français et Anglais est si violent que lorsque Poincaré, le 2 janvier 1923, maintient ses projets devant la conférence de Londres, les délégués anglais quittent la conférence le 4, et les Etats-Unis rappellent leurs troupes de Rhénanie le 6. L'épreuve de force dans laquelle s'engage Poincaré ne leur semble justifiée ni moralement ni politiquement. Ils s'élèvent contre la prétention de la France d'intervenir périodiquement dans les affaires allemandes, de prolonger artificiellement et injustement les bénéfices de la guerre. Cette opinion est d'ailleurs partagée par des neutres : la Suisse, le Vatican, s'élèveront contre ces méthodes de guerre employées contre un peuple désarmé. De fait, au 5 au 11 janvier 1923, des ingénieurs puis des troupes françaises passent le Rhin et occupent successivement les trois-quarts des districts miniers de la Ruhr. Le 19, le gouvernement Cuno lance l'ordre de résistance massive, et l'occupation française se heurte alors à une grève généralisée, à laquelle elle répond par l'occupation des gares et l'organisation technique de l'exploitation et du trafic charbonnier par du personnel français (et belge). Organisation étonnante et qui décidera finalement de la victoire française dans l'affaire de la Ruhr.

L'extraction de charbon, qui était de 90 millions de tonnes pour décembre 1922, descend à 8,5 en février 1923, tombe à zéro en mars, point culminant de la lutte, pour remonter à 20 millions en juillet et à 30 en septembre.

Cependant, l'aide aux chômeurs « par ordre » de la Ruhr accentue, bientôt à un rythme effarant, l'inflation monétaire. Pour briser l'occupation par la grève, le gouvernement de Berlin imprime délibérément des centaines de milliards chaque jour. Le cours du dollar est passé de 1 670 en novembre 1922 à 7 260 en janvier 1923, à 160 000 en juillet, à 13 millions en septembre, à 242 millions au début d'octobre. Il atteindra, à la fin de novembre, le cours de 4 200 milliards. A ce moment, d'ailleurs, les chiffres cessent d'avoir un sens. On achète un immeuble pour quelques francs, une usine pour quelques livres sterling. Les

balayeurs font voltiger au ruisseau chaque soir les millions de marks de la journée, en attendant les milliards du lendemain... De mars 1922 à mars 1923, la paire de chaussures passe de 750 marks à 60.000, une chemise de 250 à 20 000, un repas de 60 à 9 000. Le voyage en taxi de Strasbourg à Kehl coûte aussi cher à un Français que celui, en train, de Kehl à Berlin, et les étrangers qui, en quelques heures, voient leurs devises doubler, tripler ou décupler de valeur sont les grands profiteurs de cette débâcle. Débâcle à laquelle assistent, la rage au cœur, les nationalistes et en fait la majorité des Allemands, que l'inflation ruine et auxquels l'occupation de la vieille Westphalie par « les noirs » semble une inexpiable humiliation.

C'est surtout dans les groupes d'activistes que l'excitation et l'agitation sont à leur comble. « Ainsi, écrit Moeller van den Bruck, l'invasion de la Ruhr allait marquer un revirement soudain et décisif. Elle permettait une fois encore d'entrevoir la libération de la nation. Elle paraissait vouloir mettre fin à une politique de concessions qui, en ayant l'air d'être une politique extérieure n'était qu'une politique de parti. » En renonçant à la négociation pour la force, Poincaré en 1923 comme Barthou en 1934 rendront à l'Allemagne la conscience de son abaissement et la volonté d'y porter remède : comment accepterait-elle de sanctionner sincèrement un état de chose, celui de Versailles, qui se traduit pour elle par la menace d'une misère constante ? Elle a payé au total, d'après une déclaration de Rathenau de mars 1922, 45 milliards de marks-or de réparations, et, à la même date de l'aveu de la commission alliée, 21,5 milliards, soit 130 milliards de francs Poincaré, soit environ 1 000 milliards de francs actuels, et la France n'en occupe pas moins un secteur vital du pays. Aux efforts sincères de Rathenau, le vainqueur a répondu par la brutalité et l'hypocrisie. A la paix de justice offerte par Wilson il a substitué, disent les Allemands, une paix de vengeance. Comme en 1812 (et c'est un rapprochement que les publicistes du Reich font souvent), la France aura fait contre elle l'unité de l'Allemagne. De fait, après l'affaire de la Ruhr, l'Allemagne se décide définitivement pour la revanche – mais c'est la France qui a fermé la voie de la réconciliation. La victoire que remporte Poin-

caré quand Streseman, qui a remplacé Cuno en août, annonce le 26 septembre la fin de la résistance passive est une victoire à la Pyrrhus. Même les bénéfices matériels lui en échapperont : Anglais et Américains attaquent le franc, et la situation financière de la France empirera au point qu'un an plus tard Streseman pourra (ironiquement ?) proposer à Briand une aide financière de l'Allemagne.

L'affaire de la Ruhr et l'anarchie vont avoir pour conséquence une reprise violente de l'agitation : agitation communiste et agitation nationaliste qui cherchent toutes deux le même résultat, la libération de l'Allemagne, par des voies différentes.

III — Le putsch de Munich

Le jour même où Streseman a annoncé la fin de la résistance passive, von Kahr se proclame commissaire d'Etat pour la Bavière. Autant dire qu'il prépare ouvertement la rupture avec Berlin et la sécession de la Bavière. Dans ces conditions, usant du paragraphe 48, Ebert remet le pouvoir entre les mains de von Seeckt et de l'armée : c'est ici qu'il se révèle que l'armée est vraiment l'axe de stabilité du régime et surtout du pays. Contre le préjugé qui lui attribue un rôle essentiellement réactionnaire, elle prouve qu'elle est – et se sent – la dépositaire des intérêts supérieurs de la nation. Pour un von Seeckt, pour un von Schleicher, son adjoint et le chef de son service politique, pour un Hindenbourg qui les inspire tous les deux et leur a donné, deux ans plus tôt, la consigne de rester unis quoi qu'il advienne, le souci national prime le souci partisan.

Von Seeckt le prouve en liquidant brutalement, dès la proclamation de l'état d'exception, la tentative de putsch de la Reichswehr noire, la plus importante et la plus dangereuse des formations de combat réactionnaires. S'il emploie aussitôt après la force contre les communistes, c'est moins parce qu'ils sont communistes que parce qu'ils sont séparatistes. Les communistes bavarois se sont séparés du Reich en 1919, les communistes saxons, dans les premiers jours d'octobre 1923, les imitent et refusent d'obéir aux ordres de Berlin. La désagrégation morale

du Reich est telle qu'on assiste bientôt à ce spectacle insensé : les liens sont rompus entre la Bavière séparatiste et réactionnaire et la Saxe séparatiste et rouge. La Thuringe, qui sépare les deux Etats, va-t-elle devenir le champ de bataille d'une guerre de sécession imminente ? Troupes de choc communistes et sections d'assaut hitlérienne, venues de Dresde et de Munich, s'y concentrent et s'y heurtent déjà. L'Allemagne tout entière est à la veille d'une révolution plus violente que celle de 1919 : les communistes tentent de s'emparer de Hambourg dans la nuit du 22 au 23 octobre. Après deux jours de bataille, la police reprend le port. Le 29, l'armée rétablit l'ordre à Dresde. Elle se retourne enfin contre le foyer de l'agitation le plus dangereux, la Bavière.

Dans les premiers jours d'octobre, Munich est en pleine anarchie. Trois forces s'y disputent le pouvoir : le gouvernement légal, celui de Streseman et d'Ebert, représenté par l'armée, a mis hors-la-loi le gouvernement séparatiste de von Kahr. Avec celui-ci ont fait cause commune le corps d'armée de Bavière (celui du Général von Lossow) et la police. Les relations sont rompues entre Munich et Berlin. Quant à la troisième force, celle du Kampfbund de Ludendorff et d'Hitler, elle a été dissoute (et le *Völkischer Beobachter* interdit) par von Seeckt dès le 27 septembre. Après avoir fait pendant un mois cause commune avec Hitler, auquel il ne prête pas d'autre ambition que celle d'être le gendarme d'un gouvernement bavarois réactionnaire, von Kahr tente de faire passer directement sous son autorité le mouvement national-socialiste pour le lancer dans la bataille contre Berlin.

Le 6 novembre, un pacte d'action est conclu entre les nationaux-socialistes et le gouvernement bavarois.

Mais Hitler joue là un jeu de dupes : si le coup de force échoue, c'est évidemment contre lui que se retournera von Seeckt ; s'il réussit, von Kahr, et derrière lui le Prince Rupprecht, qui compte restaurer à son profit la monarchie bavaroise et peut-être l'Empire allemand, le reléguera dans l'ombre, et Hitler croit trop fanatiquement à sa mission pour se laisser éliminer. Ce n'est pas le Bonaparte de Vendémiaire qu'il veut être, mais celui de Brumaire ; celui qui travaille pour lui, et non « le bras » d'un quelconque Barras allemand. Et – l'histoire ne manque pas de

ces rencontres – c'est le 125e jour anniversaire du 18 Brumaire qu'il tentera son coup d'état.

Les Nazis ont décidé de s'emparer de Munich le 11 novembre, à la suite du défilé patriotique qui commémorera l'armistice. Ils y proclameront la révolution, la destitution du gouvernement de Berlin et l'établissement d'un gouvernement Hitler-Ludendorff. Alors que tout est prêt, on apprend que le triumvirat von Kahr, von Lossow, von Seisser doit présider le 8 novembre au soir un meeting politique à la *Bürgerbraü*, une des plus grandes brasseries du Munich. Hitler et ses conseillers militaires changent alors leurs plans : ils profiteront de cette occasion pour prendre le gouvernement tout entier dans la souricière de la *Bürgerbraü* et pourront alors occuper la ville sans risquer de résistance légale, le Président du conseil, le chef de l'armée et le chef de la police se trouvant entre leurs mains.

Le 8 au soir, Hitler, Rosenherg et Scheubner-Richter sont cachés dans la grande salle de la brasserie. Quelques instants plus tard, la salle est cernée par les troupes hitlériennes, l'assistance tenue sous le feu d'une mitrailleuse. Von Kahr et ses adjoints, puis la foule, d'abord hostile mais retournée par une harangue de Hitler, font cause commune avec lui et avec Ludendorff qui vient d'arriver. Mais la mauvaise foi des triumvirs a échappé à Hitler, et surtout à Ludendorff. Hitler ayant dû quitter le *Burgerbraü* pour apaiser un incident survenu en ville entre un régiment fidèle et les troupes de Röhm, von Kahr, von Lossow et von Seisser donnent à Ludendorff leur parole d'honneur de rester fidèles au pacte avec le Kampfbund, et quittent la salle.

Réfugiés à la caserne du 19e régiment bavarois – celui qui a désarmé quelques heures plus tôt les hommes de Röhm – les ministres y décident la résistance au mouvement Hitler-Ludendoff, décrètent la dissolution de la N.S.D.A.P, et, de Ratisbonne où ils se sont retirés aux premières heures du 9 novembre, font encercler Munich par les troupes régulières. Hitler est pris au piège.

Il ne lui reste qu'une solution désespérée pour s'en échapper : gagner le centre de la ville en débordant la police fidèle au gouvernement mais peu nombreuse, et de soulever Munich contre

von Kahr. A la fin de la matinée, Hitler, Ludendorff et l'état-major du Kampfbund quittent la *Bürgerbraü*, c'est à dire le quartier est de Munich pour gagner de l'autre coté de l'Isar le centre de la ville. Hitler marche au premier rang, derrière les porte-drapeaux du Parti et de l'Union Oberland. A ses côtés, Ludendorff, Scheubner-Richter et Graff, son garde du corps, le docteur Weber, Feder, Kriebel. Puis viennent Göring, Rosenberg, Drexler, Hess, Himmler, Streicher que suivent deux mille hommes des SA et des corps francs du Kampfbund. Le cortège, au coude à coude, passe le pont sur l'Isar en forçant le barrage de police, puis, après avoir suivi la Maximilianstrasse, s'engage dans la Residenzstrasse, plus étroite. La police y a établi un second barrage, caché par la colonnade de la *Feldherrnhalle*. Au moment ou les drapeaux arrivent à la hauteur de la colonnade, le détachement de police se déploie, mousquetons armés, et tire. Bauriedl, le porte-drapeau du parti, tombe, puis Scheubner-Richter, puis Ulrich Graff qui s'est jeté devant Hitler, puis d'autres. En tout, quatorze morts, une cinquantaine de blessés, dont deux mourront de leurs blessures. Les manifestants ont répondu à la police, qui compte quatre morts. Cette fusillade a duré moins de dix minutes, mais elle suffit à briser le putsch national-socialiste. Hitler ordonne à ses hommes de cesser le feu, monte en voiture et disparaît (4). Röhm, qui s'est retranché au ministère de la Guerre, se rend après un simulacre de résistance.

---

(4) La petite histoire du putsch de Munich ayant été faite avec précision par Benoist-Méchin, j'ai cru préférable, ne pouvant pratiquement rien ajouter à son récit, de l'abréger – je note ces deux points suivants qui ont déjà donné lieu à de fausses interprétations :
1° la marche des Hitlériens de la *Burgerbraü* à la *Feldherrnhalle* n'est pas une bataille de rues, mais un cortège. Le but de Hitler n'est pas d'écraser la police, mais de provoquer un soulèvement populaire. De fait, la population acclame les manifestants sur leur parcours. Cela explique que les nazis n'aient fait aucune manœuvre (ce qui leur était pourtant facile du fait de leur énorme supériorité numérique) pour tourner ou déborder le second barrage ;
2° l'étroitesse de la Residenzstrasse entre la *Feldherrnhalle*, et la Résidence a permis aux policiers de « tirer dans le tas » à peu près à coup sûr. D'où le nombre de morts et de blessés.

Göring, blessé, parvient à gagner l'Autriche, puis l'Italie. Mais Ludendorff, Eckhart, Röhm, le Docteur Weber, le lieutenant-colonel Kriebel sont arrêtés dans la journée, et Hitler le 11, à la villa Hanfstaengl où il s'est réfugié.

IV — Stabilisation de la République

Le putsch est le dernier et le plus violent des coups de tonnerre de 1923. Les quelques émeutes spartakistes (à Hambourg) ou nationalistes (à Munich même) qui le suivent n'en n'ont ni l'importance ni le retentissement. Ce ne sont plus guère que les bouillons d'écume d'une vague qui s'est brisée.

Par un contrecoup inattendu, il va permettre la stabilisation de la République de Weimar, ou plus exactement y concourir : l'échec du mouvement hitlérien, bien que limité à Munich ou, au mieux, à la Bavière, a touché la réaction nationaliste dans sa citadelle. Les partis de l'ordre républicain ont réussi là, sans le vouloir, un coup de filet fructueux : les activistes et les agitateurs de tout ordre qui, à partir de l'été 1923, se sont groupés autour de Hitler tombent avec lui.

Leur procès s'ouvre en haute cour le 26 février 1924. Le verdict du 1er avril suivant condamne les meneurs – Hitler, Kriebel, Pohner et Weber – à cinq ans de forteresse, leurs complices à quelques mois avec sursis. Ludendorff est acquitté. Entre temps, les raisons qui motivaient l'agitation politique, en particulier celle de la droite, disparaissent rapidement, comme si l'échec du putsch avait donné le signal du retour au calme. *Ruhe und Ordnung* du calme et de l'ordre, c'est, en effet, ce que Streseman réclame du pays au lendemain de l'affaire de Munich : il aura d'autant moins de mal à les obtenir que tout le pays y aspire.

Hitler doit certainement la vie au fait qu'il est tombé à terre (se démettant l'épaule) dès la première salve. Cette chute est très explicable : d'une part parce que Graff, son garde du corps, est tombé devant lui et que Scheubner-Richter, qui est immédiatement à côté de lui vient d'être tué, mais aussi parce que Hitler a eu le réflexe absolument normal de l'homme qui a fait quatre ans de tranchées et se planque à terre dès qu'il entend un coup de feu. Le courage physique d'Hitler ne peut guère être mis en doute à ce propos.

Dans ces derniers mois de 1923, la stabilisation est sensible sur trois plans : la politique intérieure, les rapports avec la France, le redressement économique et financier. L'aventure nazie profitera surtout aux modérés, bourgeois de droite et du centre; ainsi à Munich où un gouvernement centriste von Held remplace von Kahr. Ces résultats, qui correspondent à un nivellement de la vie politique allemande (on a, suivant l'expression consacrée, coupé en 1923 les deux pointes de l'omelette), ne seront effectifs qu'au début de 1924. Pour l'instant, l'armée derrière von Seeckt détient encore la totalité du pouvoir exécutif. Ce n'est qu'au 1er mars 1924 que prendra fin le gouvernement de la Reichswehr, et, deux mois plus tard, des élections au Reichstag consacreront la nouvelle orientation intérieure. Les sociaux-démocrates, tout en restant le groupe le plus fort au Reichstag, perdent la majorité absolue qu'ils détenaient depuis 1919 et qui passe aux mains de la coalition démocrate-populiste, dont les hommes sont (pour les deux plus connus) Stresemann et Schacht. Grands bourgeois de l'industrie moyenne et du fonctionnariat, modérément nationalistes et socialistes, mais dont l'action répond à un besoin réel et profond de l'Allemagne et, si l'on veut, de la « bonne Allemagne », car c'est avec eux et grâce à eux que cette bonne Allemagne, à partir de 1924, reprend dans le monde la place à laquelle lui donnent droit son travail et son génie scientifique et organisateur. C'est la grande période des affaires et du cosmopolitisme politique.

Sous ce gouvernement qui, à travers des prête-noms sans intérêt, sera celui de Stresemann, ministre des Affaires étrangères, l'Allemagne pose les armes. Non d'ailleurs sans avoir pris sa revanche sur la France : un mois après la cessation de la résistance passive et au lendemain du putsch, « la République rhénane » a été proclamée à Coblence. Cette République rhénane est le résultat « d'une basse et pitoyable conspiration » (5) menée

(5) Simmonds, *op. cit.* Ajoutons un témoignage français remarquablement concordant : « Cela se fit une nuit. Défense avait été faite aux habitants de mettre le nez dehors après 9 heures du soir... et le lendemain matin, en ouvrant leur journal devant leur petit-déjeuner, ils apprenaient que le mouvement séparatiste rhénan avait triomphé... C'étaient pour la

par le Docteur Dorten, sous le patronage ambigu des autorités françaises d'occupation et de la Haute commission interalliée des territoires rhénans. C'est surtout le fruit stérile et véreux d'une erreur que la France s'obstine à cultiver depuis la grande révolution, celle de croire à la possibilité d'une sécession entre les pays rhénans (de culture « franco-allemande ») et le reste de l'Allemagne. « Ce n'était rien de plus, dit un témoin américain (6), qu'une tentative pour réaliser à l'aide d'étrangleurs et d'escrocs, le plan Foch. » Cette République indépendante, proclamée nuitamment sous la protection des baïonnettes de l'armée d'occupation, s'effondre après deux mois d'une existence quasi clandestine, dans le sang. A Pirmasens, le 12 février 1924, l'indécision des autorités françaises laisse se faire un raid antiséparatiste, venu en partie du noyau nazi de Munich, au cours duquel les dirigeants de la République, les séparatistes, sont massacrés dans les abattoirs de la ville. La France ne réagit pas, mais comme elle occupe toujours la Ruhr et en tire ces gages productifs réclamés par Poincaré, la partie est égale. De part et d'autre du Rhin d'ailleurs, les peuples sont las des excès nationalistes. En octobre 1924, les supernationalistes français seront remplacés aux élections par le Cartel, plus favorable à l'établissement d'un modus vivendi pacifique.

Cela concerne un avenir proche. Dans l'immédiat, ce qui domine toute la situation, c'est la crise financière de l'Allemagne. Crise insensée, nous l'avons vu, et qui est plutôt pathologique que monétaire, ou au moins autant l'un que l'autre. Dans l'écroulement total de la monnaie, « travail, calme et ordre » ne signifient rien, et c'est à ce problème que s'attaquent Stresemann, Luther (son chancelier) et Schacht aussitôt après l'échec du putsch. Le 15 novembre, ce dernier, jusque-là directeur de deux grandes banques berlinoises, est nommé commissaire à la mon-

---

plupart de pauvres hères – racolés Dieu sait où – mal nourris, mal vêtus, mais coiffés de casquettes vertes toutes neuves. » (Bouchez, *Hitler que j'ai vu naître*).
(6) Simmonds, *op. cit.*

naie et stabilise la situation financière. Il crée une nouvelle unité monétaire, le *rentenmark*, gagé sur la richesse nationale, et qui vaut. un trillion, soit mille milliards de l'ancien mark. Du jour au lendemain la panique cesse, l'échange se fait dans le calme. Schacht-le-sorcier a rétabli une situation désespérée par le moyen le plus simple et, psychologiquement, le plus efficace.

Ce rétablissement n'a cependant été possible que grâce à la caution des banques américaines avec lesquelles Schacht (7) est dans les meilleurs termes. La contrepartie en est un contrôle américain sur l'économie allemande, contrôle lié, bien entendu, à la question des réparations.

Sous la pression du capitalisme anglais, le « plan Dawes » est adopté par les deux principaux intéressés, la France dès avril 1924, le Reich en août seulement, et grâce à l'influence personnelle de Stresemann. Sa mise en application sera suivie du rétablissement complet de la situation monétaire par la création, en octobre 1924, du Reichsmark gagé sur l'or. Reichsmark et plan Dawes vont dominer, jusqu'en 1930, toute l'économie du Reich.

Ce plan prévoit le versement par l'Allemagne d'annuités progressives de 1 à 3 milliards de marks-or, dont la récupération est assurée par la mise en régie des chemins de fer, du secteur électrique et de quelques usines. De plus, un contrôleur américain du budget allemand, installé à Berlin, doit veiller à la bonne gestion des fonds publics de l'Allemagne. Ses stipulations seront fidèlement respectées jusqu'au moratoire de 1930 et, en dépit de tout ce que peut avoir d'irritant (et d'ailleurs d'illusoire) cet échelonnement jusqu'en 1959 de la dette allemande (puisqu'il s'agit dans l'esprit des Allemands d'une dette politique injuste) et de la présence de ce superministre américain des finances allemandes à Berlin, les fractions nationalistes du Reichstag l'accueilleront assez favorablement.

---

(7) Horace Greeley Hjalmar Schachu est un demi-Allemand. Sa mère était danoise (d'ou son prénom de Hjalmar) et son père un admirateur convaincu de la démocratie américaine (d'où les prénoms inattendus de Horace Greeley). Né en 1877, il est, depuis 1916, directeur de la *Darmstadter-und-National Bank.*

C'est que la « saignée » des réparations est largement compensée par une « transfusion » de sang américain qui va permettre à l'industrie allemande de prendre, entre 1925 et 1929, le second rang dans le monde. Schacht a mis fin à une situation sans issue : non que l'Allemagne, comme on l'a écrit sans fondement, ait elle-même provoqué l'écroulement de sa monnaie (le soutien financier aux chômeurs de la Ruhr suffit à l'expliquer, et l'Allemagne n'a rien gagné à l'inflation), mais parce que la débâcle monétaire rendait impossible la reprise des exportations sans lesquelles le Reich ne peut vivre. Cette reprise est acquise dès les premiers mois de 1924 : si l'Allemagne n'y trouve aucun avantage dans l'immédiat, puisque les bénéfices de ces exportations financent les annuités Dawes, elle y gagnera pour l'avenir le suréquipement d'une industrie déjà puissante.

Il est cependant à prévoir que ce suréquipement, déjà dangereux en lui-même, contribue au déséquilibre profond de l'Allemagne. Il se heurte au suréquipement américain qui, lui aussi, a besoin de marchés d'exportation : l'entre-deux guerres cache en fait la guerre économique que se font déjà les deux colosses. L'Amérique croira tenir l'Allemagne à la gorge en tenant suspendue la menace de remboursement des prêts qui financent l'industrie allemande. Mais quand elle voudra mettre cette menace à exécution, c'est toute l'armature économique du Reich qui s'effondrera, entraînant celle de l'Europe.

CHAPITRE III

NUREMBERG OU WEIMAR ?

I — La seconde fondation du Parti

La détention en forteresse, à laquelle Hitler a été condamné en principe pour cinq ans, n'est pas une peine très dure. Nous avons des photos de ces quelques mois passés à Landsberg am'Lech : elles nous montrent un Hitler assez fort, rêveur plutôt que renfrogné, dans un cadre et une tenue qui évoquent autant la caserne que la prison, souvent assis et bavardant avec ses compagnons de captivité sans la moindre apparence de dépression. Ces compagnons, ce sont Rudolf Hess, avec lequel il travaille de longues heures, Pohner, l'ex-préfet de police de Munich, le lieutenant Kriebel, et « Maurice », qui est un peu son valet de chambre et beaucoup le boute-en-train des prisonniers. De l'extérieur arrivent, pratiquement sans entraves, correspondance, colis, cadeaux d'admiratrices. Frau Witwe Bechstein, qui porte au Führer des *delikatessen*, remporte sous son manteau les feuillets couverts de l'écriture de Hess auquel Hitler dicte alors *Mein Kampf*. On le voit, la République allemande traitait sinon avec déférence, du moins avec correction, ses ennemis les plus avérés.

On imagine mal qu'une carrière politique normale puisse résister d'ailleurs à une telle déchéance. Impossible – les hitlériens eux-mêmes ne le feront jamais – de présenter ces quelques

mois d'internement politique comme une forme de martyre. Mais comment tenir en mains, même dans ces conditions, des troupes et des sous-ordres qui ne pensent qu'à conspirer sans efficacité ou au contraire à se terrer et à se faire oublier ? En juin 1924, Hitler fait savoir officiellement qu'il renonce à la direction du Parti. A cette date, il devrait encore, en principe, purger plus de quatre ans de prison. Ressortira-t-il de Landsberg inconnu, dépassé, presque aussi oublié que le seront, dix ans plus tard, un Kriebel, un Esser ou même un Rossbach ? Sans doute faut-il tenir compte de ces prévisions pessimistes pour expliquer la hâte, la rage avec laquelle Hitler se jette dans son *Mein Kampf*, qui seul peut le tirer de l'oubli. Mais *Mein Kampf* ne sera publié qu'en 1925, lu qu'en 1926-1927, et c'est plus tard que nous en aborderons l'étude.

A l'extérieur, pendant cette demi-année 1923-1924, le parti s'effrite. « Ce sont les femmes, déclarera Hitler, qui l'ont maintenu pendant tout ce temps. » Galanterie, *satisfecit* mérité donné au groupe d'amies qui, en effet, semblent lui avoir voué une fidélité aussi sentimentale que politique. Deux hommes en tout cas tentent eux aussi de maintenir le parti dans sa forme authentique : Drexler et Rosenberg qui, malgré la clandestinité à laquelle les oblige l'interdiction du parti en Bavière, puis dans l'ensemble du Reich, parviendront à sauver l'essentiel de son organisation. Ceux des autres qui ne sont pas terrés (comme Göring en Italie) se partagent tant bien que mal les dépouilles du parti : le major Busch (le futur chef de l'Uschla) garde derrière lui une partie de la SA, Röhm, avec le reste, constitue la *Frontbann*, troupe de choc au service de l'ensemble des partis racistes ou supernationalistes. Streicher et Hermann Esser ont créé à Nuremberg la *Grossdeutsche Volksgemeinschaft* (communauté du peuple grand-allemand), Gregor Strasser le *Völkischer Block* (bloc populiste) pour la Bavière, von Graefe et le comte Reventlow, dont l'influence s'exerce surtout dans l'Allemagne du centre et du nord, le « Parti allemand-populiste » devenu bientôt après le « Parti allemand de la liberté ». L'ensemble de ces groupes, constitués par affinités personnelles beaucoup plus que par ten-

dances politiques, est coiffé d'une sorte de directoire exécutif, la *National-sozialistiche Freiheits Bewegung* (mouvement national-socialiste de la liberté), à la tête duquel se trouvent Ludendorff comme président, Gregor Strasser et von Graefe.

Il serait inexact cependant de croire que l'échec du coup de force de Munich et l'effacement de Hitler ont complètement rejeté dans l'ombre le mouvement national-socialiste. Ce qu'il a perdu en Bavière, il le regagne dans l'Allemagne du Centre et même du Nord, où il était jusqu'alors pratiquement inconnu, et où le procès lui a fait une publicité indirecte mais efficace. Aux élections de mai 1924, dont nous avons déjà vu les répercussions pour l'ensemble de l'Allemagne, les sous-partis nationaux-socialistes ou se réclamant de l'hitlérisme emportent au total 32 sièges, dont 27 pour les groupes mentionnés ci-dessus. Sur ces 27 sièges, 9 sont occupés par des nazis authentiques et fidèles. Par ailleurs, Röhm et Gregor Strasser sont respectivement entrés aux Chambres provinciales de Bavière et de Prusse. Mais ce n'est qu'un feu de paille : aux élections suivantes, celles du 7 décembre, les « mouvements » racistes sont en régression nette, avec 14 sièges seulement, dont 4 pour les nazis. Telle est la situation que trouve Hitler quand, quelques jours plus tard, le 12 décembre, il sort de la forteresse de Landsberg.

Situation décourageante : le Parti n'a plus d'argent et peu de chances après son échec de voir s'ouvrir des caisses de soutien. Il est interdit, au moins sur le papier, et surtout Hitler lui-même est interdit comme orateur, c'est-à-dire qu'il perd sans recours son plus puissant moyen d'action sur les foules. Enfin, ce rassemblement déjà hétérogène, en l'absence d'une volonté unique, s'est désagrégé. Entre le militarisme mystique d'un Ludendorff et le socialisme plébéien d'un Gregor Strasser, il n'y a plus qu'une très provisoire unité d'action.

La première tâche est de reconstituer le noyau central du parti. Successivement, Hitler rallie les dissidents occasionnels : Busch, Röhm auquel il va confier la réorganisation des sections d'assaut, Streicher, Esser, le Docteur Frick, le Docteur Weber, le colonel Kriebel, puis Gregor Strasser. Quelques-uns de ces ral-

liements sont encore précaires et ne résisteront pas à l'épreuve du temps ou de la nouvelle ligne politique imposée par Hitler. Ainsi celui de Röhm : pour lui, l'échec du coup de Munich n'est pas la conséquence d'une préparation politique insuffisante, mais celle d'une faute stratégique et d'un manque d'armes. Il n'envisage l'accession au pouvoir que comme le résultat d'un coup de force minutieusement monté. La SA doit avoir uniquement un caractère paramilitaire : c'est une bande d'hommes de mains au service d'un agitateur politique. Pour Hitler au contraire, et c'est l'enseignement le plus profitable qu'il ait tiré de l'échec du putsch, la préparation politique des masses prime tout. C'est pour l'avoir oublié et n'avoir compté que sur le soutien de la Reichswehr que Kapp a été brisé par la grève générale, arme de masses par excellence. Le parti nazi ne fera pas la même erreur. Désormais, les doctrinaires et les orateurs prendront le pas sur les activistes. Bien entendu la SA subsistera, mais chaque militant SA doit être avant tout un militant politique ; son rôle est uniquement d'assurer aux nazis une liberté d'expression et de démonstration égale à celle des partis officiels ou marxistes. La nouvelle tactique, la « tactique légale » ainsi définie, il reste à l'imposer au Parti. Celui-ci, nous l'avons vu, s'est retrouvé autour de son chef quelques semaines après la sortie de Landsberg. Hitler s'en voit confier à l'unanimité la présidence qu'il avait abandonnée et, le 27 février 1925, procède à la *Neu-Grundung*, la nouvelle fondation du parti, à Munich, devant quelques milliers de fidèles.

Ebert meurt le lendemain 28 février. Etrange rencontre ! C'est vraiment une génération qui cède la place à celle qui la suit et la pousse avec impatience ! Ebert disparu, la social-démocratie ne retrouvera jamais de chefs populaires capables dans la même mesure de résister activement aux aventures de gauche comme aux aventures de droite. Ses obsèques, ce sont vraiment les obsèques du socialisme humaniste allemand. Sa mort laisse vide le fauteuil présidentiel : élections le 29 mars 1925. Jarrès, candidat des démocrates, des populistes et des Allemands-nationaux « du centre à la droite », obtient 10 700 000 voix ; Braun, président du conseil de Prusse et candidat social-démocrate, 7 800 000 ;

Marx, du centre catholique, près de 4 millions ; Thaelmann, communiste, 1 500 000 ; Held, chef du gouvernement bavarois populiste moins d'un million ; Ludendorff enfin, l'homme de l'extrême droite et des racistes, 210 000 voix. Retranchons en passant de ces 210 000 voix, celles qui sont allées à l'ancien chef de guerre par popularité, et on voit de quel poids dérisoire les nazis pèsent alors en Allemagne. Ludendorff, d'ailleurs, aigri par cette défaite lamentable, abandonne définitivement la politique. Held se désiste. Les sociaux-démocrates et le centre décident de bloquer leurs voix sur le candidat centriste Marx pour lui assurer la majorité absolue requise pour l'élection à la présidence. Pour parer à cette alliance dangereuse, la droite cherche un homme providentiel et trouve Hindenburg ; celui-là sera élu au second tour par 14 600 000 voix contre 13 750 000 à Marx.

Se survivre est une réussite bien rare, et en quelque sorte une spécialité des maréchaux. Celui-ci, dans la statue de bois géante de qui, pendant quatre ans, les Berlinois ont planté des clous superstitieux, est un colosse à tête froide. Cet homme de 78 ans, qui a pris sa retraite de général en 1911, cette aventure étonnante le trouve aussi impassible et aussi loyal qu'il l'a toujours été. Monarchiste fervent, il sera le plus impartial des Présidents de la République allemande. Militariste, ou plutôt (ce qui est fort différent) militaire dans l'âme, c'est sous sa présidence que l'Allemagne donnera au monde le plus de gages de paix, et les plus sincères. Allemand et vaincu, il forcera par sa dignité le respect et l'admiration du monde entier. Avec lui, l'alliance Groener-Ebert conclue au nom du nationalisme entre la réaction militaire et le progressisme ouvrier est scellée. Il est à la fois le personnage le plus élevé de la République et le chef incontesté de la Reichswehr. Il mettra un point d'honneur, semble-t-il, à ne jamais trahir l'une pour l'autre, et quand il appellera Hitler au pouvoir, ce ne sera qu'en vertu des règles mêmes du jeu constitutionnel.

II — Années obscures

L'élection présidentielle, le calme international et la bonne tenue des finances stabilisent pour plus de quatre ans la vie politique

allemande : en surface au moins, car, si le « gouvernement des vieillards » s'entend fort bien à étouffer toute aspiration révolutionnaire, la jeune génération, elle, se groupe, s'organise et prépare son heure. Le temps travaille pour elle : cette génération des années 1905-1912, qui arrive à la majorité politique en 1927-1930 est, en effet, de ces générations marquées par le destin pour réaliser une œuvre. Non seulement c'est la plus forte, numériquement, que l'Allemagne ait jamais connue (et, en démocratie, un tel facteur suffit à emporter la décision), mais elle a crû dans des conditions exceptionnelles : pour enfance, la guerre et son cortège de passions tumultueuses, pour adolescence, l'anarchie civile, les sociétés secrètes, les mots de passe et les dévouements grandioses, mais aussi la sombre misère – loups parmi les loups. Et c'est à cette génération qu'on vient prêchailler « le calme et l'ordre » ! Et quel ordre... celui de la démocratie parlementaire et capitaliste ! Un des chefs de file de cette jeunesse activiste, Günther-Grundel, affirme avec raison : « Aux valeurs individualistes et matérialistes du monde (bourgeois) fondé sur la propriété, la nouvelle jeunesse oppose son nouveau socialisme, son nouvel idéalisme. Lasse des tergiversations, des incertitudes bourgeoises, assoiffée d'absolu, elle soutiendra de plus en plus fermement... les deux mouvements socialistes les plus intransigeants, le communisme et le national-socialisme... Aujourd'hui le communisme et le national-socialisme sont en réalité les seuls à combattre pour le socialisme. Ces deux partis recherchent les faveurs de la nouvelle génération qui est socialiste jusqu'au fond de l'âme. (1) » Si le travail et l'influence du Parti et de Hitler, entre 1925 et 1930, ne tiennent que l'arrière-plan politique, c'est qu'ils agissent en profondeur sur des garçons de 16 à 18 ans. La politique est faite pour une bonne part de patience, et du sens des saisons.

Pendant ces années, l'histoire du Parti est toute intérieure : il lui faut d'abord vivre, puis former ses cadres, enfin fixer sa structure et sa tactique. Et pour vivre, il faut de l'argent.

(1) *Op. cit.*

Il est difficile de connaître avec précision l'origine et plus encore l'importance des ressources du Parti à cette époque. Il y a d'abord les subventions : celles des maîtres de forges, ou de charbonnages, les Thyssen, Kirdorf et les Krupp, celles de la Reichswehr, moins importantes, peut-être aussi celles de Mussolini.

On peut allonger la liste – et l'on ne s'en est pas fait faute : sir Henry Deterding, les usines Skoda et, derrière elles, le groupe Schneider, les marchands de canons anglais Vickers et Beardmove (avec lesquels Hitler est en relation par un agent anglais, Vivian Standers), les Germano-Américains avec la Standard Oil – peut-être aussi la Russie soviétique, comme l'a affirmé von Reichenau sur la foi de von Seechkt. Pas de justifications possibles, pas de preuves, pas de chiffres... Tout cela ne mène pas à grand-chose : d'une part, parce que les capitalistes subventionnent généralement sans méthode tous les groupements politiques, quels qu'ils soient, de droite ou du centre, qui entretiennent dans le pays une agitation toujours nécessaire à leur puissance. D'autre part, et avant tout, parce qu'il est difficile de concilier ce pactole supposé et la pauvreté notoire du Parti jusqu'à l'arrivée au pouvoir.

En fait, le Parti est, dans une large mesure, indépendant des soutiens extérieurs : tous les groupements politiques modernes vivent, au moins en partie, de leurs adhérents, et il n'en est aucun qui n'affirme hautement qu'il ne vit que de cela. Cela est aussi vrai pour les nationaux-socialistes que pour n'importe quel parti politique français de l'époque – plus vrai même, car les nazis appliquent de bonne heure à l'autofinancement du Parti leur génie calculateur et méthodique. Chaque adhérent paie un mark par mois – la plus lourde des cotisations exigées par un parti politique allemand, celles-là déjà supérieures à celles des partis français. Les réunions publiques qu'il organise sont payantes (comme il est usuel en Allemagne) et, en 1930 par exemple, le droit d'entrée est de 2 marks, soit 12 francs d'avant-guerre, ce qui est très élevé. Quand Hitler parle, il atteint ou dépasse le double (6 marks en moyenne). Sur chaque exemplaire vendu de *Mein Kampf*, le Parti prélève de nouveau 2 marks. Le *Völkischer Beobachter* lui-même est une source de revenus à partir de 1929.

Il ne faut pas sous-estimer *a priori* l'importance de ces recettes : en 1930, le Parti compte près de cinq cent mille adhérents, donne plus de trois cents réunions, six cent mille exemplaires de *Mein Kampf* ont été vendus : au total, voici des ressources qui avoisinent 7 millions de marks. Dans ces conditions, il est déjà moins surprenant que le Parti puisse en affecter, la même année, de 2 à 3 millions à sa campagne électorale. Cet aspect financier de la vie du N.S.D.A.P. surprend : il est impossible de ne pas en tenir compte. Le national-socialisme a été « aussi » une affaire prospère. Quand Hitler parle des « sacrifices » qu'il exige de ses partisans, il faut comprendre qu'il s'agit au premier chef de sacrifices matériels : et le non paiement des cotisations est le motif numéro un d'exclusion du Parti. On peut donc admettre en hypothèse que les réunions, la presse et la vente de *Mein Kampf* couvrant au moins leurs frais, les cotisations on pu être affectées à l'entretien de l'état-major nazi. Cela en notant au passage que la situation de Hitler, auteur à succès, personnellement riche et ne demandant rien au Parti, au contraire, est également celle d'un Goebbels, auteur de deux volumes de « souvenirs » jusqu'en 1933, d'un Dietrich ou de Rosenberg, tous deux édités par la *Eher Verlag*, la firme du Parti. En notant aussi que presque tous les dignitaires nazis sont, après 1930, députés au Reichstag, c'est-à-dire entretenus (et très largement) par la République.

L'image qu'on nous offre souvent des nationaux-socialistes, mercenaires stipendiés du grand capital (international), est sommaire et suspecte. Pourquoi, s'ils reçoivent tant d'argent, se débattent-ils sans cesse contre le manque d'argent ? Ni les dépenses du Parti (qui végète dans l'obscurité jusqu'en 1930) ni la cupidité de ses chefs ne l'expliquent. Pourquoi leur presse est-elle, aussi bien pour le nombre d'organes que pour leur tirage global, la plus pauvre du pays ? Il est caractéristique, à ce sujet, de situer brièvement la presse nazie pendant cette période par rapport à l'ensemble de la presse allemande. Celle-ci compte en 1929 d'après une statistique officielle : 1 495 journaux apolitiques, 414 nationalistes, 312 du Centre, 169 organes socialistes, 209 bourgeois, 189 démocrates, 101 populistes bavarois, 63 libé-

raux, 61 communistes et seulement 8 nationaux-socialistes. A lui seul, Hugenberg, chef et bailleur de fonds des Allemands-nationaux, en contrôle 1 600. La presse nationale-socialiste, il est vrai comptant très peu de titres, voit le tirage de ses deux feuilles de tête, le *Beobachter* et l'*Angriff*, augmenter rapidement. Le premier passe de 17 000 en 1927 à 20 000 en 1928, à 120 000 en 1929, à 100 000 en 1930 pour atteindre 1 300 000 en 1931. A cette date, l'*Angriff* est devenu le troisième des journaux berlinois par son tirage. Mais le succès matériel des journaux nazis est ici la conséquence de leur succès politique, et non sa cause.

Ce n'est d'ailleurs pas un succès de masse (que sa pauvreté lui interdit) que recherche Hitler de 1925 à 1930. Pas davantage un coup de main victorieux dont il a repoussé la tentation en acceptant la démission de Röhm en 1925. L'échec du putsch l'a convaincu que seule une puissante organisation nationale capable de fournir rapidement les cadres d'un régime nouveau peut assurer la stabilité de ce pouvoir. En mai 1926, il reprend et confirme le programme des 25 points et, en même temps, donne au Parti ses statuts : il ne devra de comptes qu'au Comité de Munich, c'est-à-dire au petit groupe primitif sur lequel il a la haute main. Les membres du Parti (*Parteisgenosse*) sont soumis à une discipline sévère : cotisations, présence, hiérarchie sont réglementées. A la SA sont superposés les SS (*Schutzstaffeln*), ou Sections de protection, issues de la *Lebensstandarte*, la Garde du corps, auxquelles Himmler ne donnera que deux ans plus tard leur statut racial. Pour contrebattre les cellules communistes d'usines, Gregor Strasser crée les « cellules professionnelles nationales-socialistes » : pour combattre les communistes et aussi pour assurer sa position privilégiée au sein du Parti. Car Strasser, abandonnant Munich qu'il juge trop réactionnaire, s'est constitué à Berlin un fief qu'il conduit à sa guise. On le verra en 1927, au moment du scandale de la *Osthilfe* (« l'aide de l'Est »), créée par la République pour soutenir les régions agricoles de Prusse déjà touchées par la crise, avait, en fait, surtout servi à redorer le blason des Junkers et des grands agrariens prussiens, avec l'assentiment de Hindenburg et la complicité de son entourage. Strasser fait alors chorus avec les communistes et les socia-

listes, de même qu'il fait cause commune avec eux pour demander la confiscation des biens des princes déchus en 1918.

A la vérité, la base doctrinale du Parti est encore à l'époque faible et confuse, pratiquement inexistante. Seul le premier volume de *Mein Kampf*, l'autobiographie de Hitler, a paru en 1925. Il n'y a pas grand-chose de commun entre le romantisme historique d'un Rosenberg et le socialisme économique précis et froid de Strasser, tous deux faisant d'ailleurs figure de « penseurs du Parti ». Encore moins entre les projets utopiques de réforme financière de Feder, l'hystérie antisémite et xénophobe de Streicher et la reconstitution de la paysannerie héréditaire que proposera Darré. Quant aux vingt-cinq points, la « charte intangible du Parti », selon Günther-Grundel, pourtant assez favorable à l'hitlérisme, « ils révèlent à la fois une sincère volonté de réforme sociale et une démagogie qui se préoccupe seulement de capter des voix. Tout s'y mêle : l'altruisme le plus généreux au fanatisme maniaque des racistes, le désintéressement le plus complet à une ignorance incroyable des réalités et des possibilités de la vie... Ceux qui aiment les formules brèves, claires, marquées au coin du bon sens, disant avec précision ce qu'il faut dire, ne doivent pas s'adresser au parti national-socialiste. (2) » On n'est d'accord, au sein du Parti, que sur deux points : l'hostilité irréductible à la République de Weimar et la fidélité à Hitler. Encore cette fidélité est-elle souvent hargneuse. Derrière lui, les luttes de personnes sont sauvages entre le clan de Munich et celui de Berlin.

Par son silence, en tolérant les deux tendances jusqu'au moment où il se sentira assez fort (et ce ne sera qu'en 1934) pour en éliminer une, Hitler fortifie sa position. En même temps, il va peu à peu faire figure à l'extérieur d'unique opposant de droite à la République, de pendant aux opposants communistes aux côtés desquels, d'ailleurs, les nazis se retrouvent chaque fois qu'il s'agit d'attaquer Weimar. La jeune génération du front, celle que les politiciens démocrates, en Allemagne comme en France, ont systématiquement écarté du pouvoir, demande moins des abstractions et des idées claires qu'une atmosphère morale un peu moins

(2) *Op. cit.*

étouffante que celle de la démocratie parlementaire et un socialisme qui ne soit pas uniquement celui des bonzes du Parlement. Les plans les plus rationnels, les programmes les plus raisonnables ne remplacent pas pour elle le romantisme qui baigne les réunions de masse du Parti, ni l'exaltation conspiratrice et mystique qu'ont laissé derrière eux les morts de Munich.

A ce romantisme, Hitler va apporter un aliment puissant : c'est *Mein Kampf.*

III — Mein Kampf

La première partie de *Mein Kampf*, qui paraît en 1925, est autobiographique ; les événements qu'elle raconte, qui vont de la naissance de Hitler à l'échec du putsch, nous sont sommairement connus et nous n'y reviendrons pas. Mais la seconde partie, qui sort des presses en 1927 seulement, est entièrement doctrinale : les buts du Parti, les directives de Hitler pour l'organisation, sa conception du monde, du rôle du germanisme, de son avenir y sont révélés pour la première fois au grand public allemand. C'est ce second volume qui fait l'originalité et la puissance de *Mein Kampf.* La presse fait sur lui la consigne du silence et, pendant deux ans, seuls les adhérents du Parti le connaîtront et tenteront de le faire connaître. Ce n'est qu'avec le succès électoral de 1930 que *Mein Kampf* sera lu par des millions d'Allemands, puis par des millions d'étrangers.

En reste-t-il aujourd'hui autre chose que ce succès de scandale et de curiosité ? En d'autres termes, l'historien peut-il s'y intéresser comme à un document exceptionnel ? Cette fois, il faut répondre « oui » sans hésiter. *Mein Kampf* est sans aucun doute le pamphlet politique le plus violent, le plus prophétique du début du XX^e^ siècle. Il a sa place dans les archives de l'histoire, à côté du *Manifeste communiste*, du *Contrat social*, des *Propos de table* de Luther, et surtout du *Prince* de Machiavel. C'est un monde d'idées et de sentiments, d'images, de mythes ; certes, Hitler, pas plus que Marx ou que le Rousseau du *Contrat* n'est un écrivain, et ce fleuve de lave charrie bien des scories. Mais la passion qui anime quelques-unes de ces pages dépasse de beau-

coup l'art immobile de l'écrivain pour atteindre au messianisme brûlant du prophète : *Mein Kampf* est avant tout un livre prophétique même si (comme il est très probable) aucune de ses prophéties ne se réalise. La confusion germanique, le primarisme, des longueurs répétées en rendent la lecture pénible. Nous n'en demanderons l'effort au lecteur que pour quelques extraits. C'est un effort nécessaire : toute l'aventure nationale-socialiste est déjà dans *Mein Kampf*. Pas un discours, pas un acte de Hitler à partir de 1928 qui n'ait sa source dans le livre. Il s'y révèle vraiment comme l'illuminé antique, l'homme possédé par une idée, l'instrument d'une fatalité supérieure. Peut-être est-ce ce livre seulement que l'histoire retiendra un jour de lui.

Nous devons ici, bien entendu, nous limiter sans être infidèles. Pour cela, il a fallu éliminer des chapitres entiers (la critique du parlementarisme et du libéralisme, celle du marxisme, les chapitres consacrés aux juifs et à l'antisémitisme) et mutiler les autres (3). Nous n'avons pas gardé systématiquement les passages les plus cohérents ou les plus avouables pour donner artificiellement de *Mein Kampf* une idée tendancieuse dans un sens ou dans l'autre : mais d'une part, le recul a fait passer tout à fait à l'arrière-plan de notre intérêt des chapitres qui étaient, en 1927 et pour l'Allemagne, de pleine actualité, et d'autre part, nous aurons, dans le cours de cet ouvrage, bien des occasions de revenir sur les thèses hitlériennes.

Mein Kampf (Mon combat), c'est la lutte de Hitler et du Parti national-socialiste pour éveiller l'Allemagne de son sommeil millénaire, pour réaliser un idéal. Mais « tout idéal – aussi noble qu'il puisse être pour l'humanité – restera un rêve aussi longtemps qu'il ne sera pas devenu le cri de ralliement d'une organisation de combat. Et cette organisation à son tour, demeurera un parti aussi longtemps qu'elle n'aura pas fait triompher ses idées et fait jaillir de sa doctrine les lois fondamentales de l'Etat nouveau. »

---

(3) Bien entendu, je m'abstiens de tout jugement et de toute critique. Le lecteur les fera lui-même sur les pièces qui lui sont fournies.

La révolution nationale-socialiste sera totale ou ne sera pas : s'emparer du pouvoir n'est qu'un mot, n'importe quel agitateur survenant au bon moment peut le faire : mais le pouvoir n'a de sens que par l'usage qu'on en fait. Il ne s'agit pas de baptiser l'Etat « République », « Empire » ou « Dictature » pour avoir fait quelque chose pour la nation : « Pour relever l'Allemagne, il ne suffit pas de modifier la forme extérieure de l'Etat ; il faut en transformer l'essence, en changer le contenu. Plus exactement, il faut reconstruire toute la communauté allemande sur des bases nouvelles. »

Ces bases, le peuple allemand en pressent l'existence et la nécessité. L'histoire nationale n'est que le long et tragique récit de cette Allemagne à la recherche de son âme. Chacun des régimes ou des hommes qui se sont succédés à la tête de la nation en ont fait surgir des aspects fragmentaires, mais seul, pour la première fois, le national-socialisme sera l'expression consciente et totale du génie germanique. La doctrine du Parti doit devenir le Coran du monde allemand. Germanisme (ou au moins ce que les Allemands appellent eux-mêmes *Deutschtum)* et national-socialisme doivent se rejoindre, puis se confondre.

Qu'est-ce donc que le national-socialisme ? Avant tout un mouvement de réveil national : « Dès 1919, nous savions clairement que le but suprême du nouveau mouvement consistait avant tout à nationaliser les masses, c'est-à-dire à réveiller leur instinct national... De ce fait découlait un certain nombre de considérations tactiques...

« Pour gagner la masse au seulement national, aucun sacrifice social n'est trop élevé. Quelles que soient les concessions accordées jusqu'ici par les patrons, aux ouvriers, celles-ci sont dérisoires au regard des avantages que la nation tout entière en retirera, si l'on parvient à rétablir la solidarité complète de ses membres... Un mouvement qui se propose de réintégrer le prolétariat à la nation doit être pénétré de l'idée que ce résultat vaut les sacrifices sociaux les plus étendus, pour autant qu'il ne compromettent pas l'existence et l'indépendance de l'économie nationale. »

Cette éducation nationale de la masse, cette nationalisation du socialisme, ne peuvent être obtenues, en effet, qu'en faisant parti-

ciper le peuple tout entier « au patrimoine spirituel de la nation ». C'est aux bourgeois, à leur tour, à socialiser leur nationalisme étroit, à dissocier définitivement l'idée de la nation de l'idée d'un conservatisme social égoïste : « L'ouvrier allemand ne sera pas réintégré à la nation au moyen d'une fraternisation larmoyante et sentimentale, mais par une élévation de son niveau social et culturel, jusqu'à ce que toute différence de classe ait disparu. Un mouvement qui s'assigne un objectif pareil devra donc chercher d'abord ses adhérents parmi les travailleurs. Il ne doit s'adresser aux intellectuels que lorsque ceux-ci ont parfaitement compris le but poursuivi. Le but de notre mouvement ne sera jamais de gagner la masse inerte du bétail électoral bourgeois, car notre parti n'y gagnerait rien, mais y perdrait son dynamisme. De plus, il tomberait dans l'illusion la plus pernicieuse de toutes : celle de croire que c'est le nombre des adhérents à qui fait la force d'un parti. Nous ne cherchons pas à rallier les esprits dans un camp déjà national, mais à convertir ceux qui se trouvent dans le camp antinational. Toute notre tactique doit être dirigée dans ce sens. »

Convertir : les hommes du Parti ne sont pas des hommes de main ou des politiciens, mais des apôtres de l'idée nationale-socialiste. « La grandeur de toute organisation en qui s'incarne une idée réside dans le fanatisme religieux avec lequel elle se dresse impatiemment contre toutes les autres organisations similaires. Quand une idée est juste et qu'elle s'élance au combat armée de la sorte, elle est invincible, et toutes les persécutions qu'on lui infligera ne feront qu'accroître sa force... Ce qui a fait la grandeur du christianisme, c'est qu'il n'a pas cherché à composer avec les autres conceptions philosophiques de l'antiquité plus ou moins apparentées à lui, mais qu'il a poursuivi avec une obstination fanatique la prédication et la diffusion de sa propre doctrine.

« Sans doute progresse-t-on moins vite en restant exclusivement soi-même. Mais ce retard est amplement compensé par la force intérieure qu'on acquiert. »

Ce fanatisme religieux se concrétise dans la haine de l'adversaire, la volonté de lutter contre lui à toute occasion, l'indiffé-

rence en face des railleries ou des calomnies, l'obéissance absolue aux chefs du parti et le culte de la personnalité. « Le mouvement doit s'appliquer de toutes ses forces à propager le culte de la personne ; il ne doit jamais oublier que toutes les valeurs humaines sont contenues dans la valeur de l'individu, que chaque œuvre et chaque idée sont le fruit du travail créateur d'une personne, et que l'admiration des grands hommes n'est pas seulement une dette de reconnaissance, mais un lien puissant entre tous ceux qui y participent.

« Toutes les grandes transformations et les conquêtes qui se sont effectuées sur cette terre, les chefs-d'œuvre de la pensée et les actes immortels de l'histoire, sont indissolublement liés à un nom, et sont symbolisés par lui. Renoncer à rendre hommage à un grand esprit, c'est renoncer à la force immense qui rayonne de tous les grands noms de l'histoire humaine...

Chaque peuple à ses prophètes. Heureux le peuple dont les prophètes sont des hommes politiques. »

La réalisation des buts du Parti suppose avant tout une organisation : le prophète politique ne peut plus, dans les Etats modernes, s'adresser directement à tout le peuple et bientôt « il faut user d'un appareil intermédiaire... l'organisation commence avec tous les inconvénients qu'elle comporte. » Inconvénients nécessaires : mais le Parti ne doit pas perdre de vue que sa structure actuelle doit préfigurer la structure prochaine de l'Etat national-socialiste. Il faut donc sauvegarder avant tout le *Führer-prinzip*, le principe du chef responsable, et ne jamais laisser le dynamisme du Parti s'enliser trop tôt dans une organisation de masses privées de cadres.

Le moyen d'action essentiel – sinon l'unique – du Parti sera la propagande, et d'abord la propagande par la parole : « La force qui a déclenché les grandes avalanches historiques n'a jamais été autre chose que la puissance magique du Verbe... un ouragan de passion dévorante peut seul changer le destin d'un peuple : mais celui qui porte en lui-même la passion peut seul la provoquer. C'est elle seule qui inspire à ses élus les mots qui ouvrent, comme à coups de marteau, les portes du cœur d'un peuple.

Celui qui ignore la passion, celui dont la bouche est muette, n'est pas élu du ciel pour imposer sa volonté. »

Cette volonté n'a pas en elle-même de signification politique : elle n'est qu'un moyen pour servir une fin. De même, sur le plan national, l'Etat n'a pas de valeur en soi. C'est ici l'une des thèses essentielles de *Mein Kampf* : Hitler s'élève contre l'idée d'origine hégélienne reprise par Marx, « adoptée généralement aujourd'hui, qui consiste à attribuer à l'Etat lui-même une force créatrice et civilisatrice ». Il affirme comme une vérité fondamentale, « que l'Etat n'est pas une fin mais un moyen. Sans doute est-il la condition préalable à la création d'une culture élevée, mais il n'en est pas la cause directe. Celle-ci se trouve exclusivement dans l'existence, antérieurement à l'Etat, d'une race capable d'engendrer une civilisation.

« Des centaines d'Etats modèles pourraient exister sur la terre – si la race aryenne, porte-flambeau de la civilisation, venait à s'éteindre, il n'existerait plus de culture d'un niveau comparable à celle qu'ont déjà atteint les races supérieures. On peut même aller plus loin et dire que la création des Etats ne diminue en rien la possibilité pour la race humaine de disparaître complètement, puisque la race civilisatrice entraînerait en disparaissant la perte des facultés intellectuelles supérieures de résistance et d'adaptation. »

Dans le désordre relatif, plus sensible d'ailleurs dans l'exposition des idées que dans leur conception elle-même, du second volume de *Mein Kampf*, ces deux idées maîtresses du système raciste reviennent plusieurs fois : « Le péché contre la race et le sang est le pêche héréditaire de ce monde et la fin d'une humanité qui s'y abandonne », souligne Hitler. Quant à l'Etat, « son but est de sauvegarder et de favoriser le développement d'une communauté d'êtres qui, physiquement et moralement, ont le même comportement devant la vie... Les Etats qui ne sont pas au service d'un tel but sont des Etats artificiels, des Etats avortés... Le fait qu'ils existent n'y change rien, pas plus que le succès d'une communauté de flibustiers ne justifient la piraterie. (p. 434) »

Et, quelques pages plus loin, il revient sur cette idée, qui est à la base de la conception nationale-socialiste de l'Etat en l'appliquant à l'Allemagne :

« La mission du peuple allemand ne peut être que la formation d'un Etat qui considère comme sa tâche la plus haute la conservation et le développement des plus nobles éléments de notre peuple, et de l'humanité toute entière. Par là, l'Etat s'assigne pour la première fois un but intérieur élevé. Au regard de sa consigne (actuelle) ridicule – assurer le calme et l'ordre (4) pour que, de part et d'autre on puisse s'exploiter –, cette tâche – sauver cette élite de l'humanité dont la bonté du Tout-Puissant a fait don de cette terre – apparaîtra comme une mission vraiment noble. (p. 439) »

Tâche au-dessus des possibilités de tout régime issu du suffrage universel « qui ne pourra jamais transformer une nullité lamentable en homme d'Etat » et d'ailleurs : « Le but de la démocratie parlementaire actuelle n'est pas de former une assemblée de sages, mais de réunir une troupe de nullités stupides dont le maniement est d'autant plus facile que la bêtise personnelle de chacun de ceux qui la composent est plus grande. Ainsi disparaît tout sens de la responsabilité et, de fait, ce système ne peut tenir à cœur qu'à des sournois prêts à tous les reniements et qui craignent avant tout la lumière du jour alors qu'il ne peut être que haï de tout homme d'honneur, droit dans sa conduite, et prêt à prendre ses responsabilités... A cette conception s'oppose celle de la véritable démocratie allemande : le chef librement choisi assume la responsabilité entière de ses faits et gestes. Ici (la loi ne naît pas) de l'assentiment répété d'une majorité mais de la décision d'un seul – qui répond ensuite de son comportement sur ses biens et sa vie. »

National et socialiste, raciste, autoritaire, le régime futur ne sauvera pas l'Allemagne en la laissant s'embourber dans le paci-

(4) *Ruhe und Ordnung*. On se souviendra que c'est le slogan électoral de Stresemann, au pouvoir quand Hitler écrit ces lignes. Les références des pages s'appliquent à l'édition allemande en un volume, dite du « Jubilé », et à des passages traduits par l'auteur. « Traduits » est un terme approché, car la « traduction » de *Mein Kampf* n'est pratiquement pas réalisable. L'unique édition française intégrale (Sorlot, éd., trad. Gaudefroy-Desmombines) n'est pas d'une fidélité absolue.

fisme veule d'un Stresemann. Un peuple, comme un individu, n'a pas le droit de déposer les armes dans cette lutte pour la vie qui est la loi du monde créé :

« L'instinct de conservation des opprimés est une justification transcendante de leur combat et de tous les moyens qu'ils y emploient... Le droit de l'homme est supérieur au droit de l'Etat... Celui qui n'est pas prêt, ou pas capable de lutter pour son existence, une Providence éternellement juste l'a déjà condamné à disparaître. Le monde n'est pas fait pour les peuples lâches. (p. 105) »

Or un peuple ne vit pas des paroles creuses des démocrates du Parlement, ni de la bonne volonté de ses voisins, mais avant tout de pain. Et l'Allemagne manque de pain parce qu'elle manque de terres, d'espace nourricier :

« Si le mouvement national-socialiste veut réellement obtenir de l'Histoire la consécration d'avoir accepté une grande mission pour notre peuple, il doit, avec la pleine et douloureuse conscience de notre véritable situation sur terre, entreprendre avec courage et lucidité la lutte contre l'impuissance à concevoir un but et l'incompétence qui ont jusqu'ici guidé la politique extérieure du peuple allemand... Il doit trouver le courage de regrouper les forces de notre peuple pour l'engager sur la voire qui, au lieu de l'étouffement dans la cadre actuel de notre espace vital, le conduira à un nouvel établissement territorial et la libérera ainsi à jamais du risque de disparaître de cette terre ou d'y devenir un peuple esclave, au service des autres... Le national-socialisme doit annuler cette disproportion entre le chiffre de notre population et la superficie de notre territoire... et entre notre passé historique et une impuissance actuelle qui (autrement) semble sans issue. (p. 731 ssq.) »

Cette nouvelle politique extérieure, celle du Parti, s'oppose foncièrement aussi bien à la politique dynastique des alliances de cousinage qu'à celle, démocratique et libérale, de la défense des privilèges mercantiles sous le couvert de la défense des idéologies. Elle implique, comme une nécessité impérieuse, que la

nouvelle Allemagne conquière « par le fer et par le feu », comme l'ont fait avant elle toutes les nations du globe, la terre que la charrue du paysan allemand mettra en valeur. Privée de ses colonies par les puissances impérialistes de Versailles, c'est dans la grande plaine de l'Est qu'elle les retrouvera :

« C'est pourquoi nous autres, nationaux-socialistes, nous biffons délibérément l'orientation de la politique étrangère d'avant-guerre. Nous recommençons là où l'on avait fini six cents ans auparavant. Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le Sud et l'Ouest et nous jetons nos regards vers l'Est.

« Nous mettons fin à la politique coloniale et commerciale d'avant-guerre, et nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir. »

On mesure à quel point, en 1925-1927, un tel programme pouvait sembler utopique et insensé. C'est par lui cependant que se terminent les chapitres essentiels de *Mein Kampf*. Dix ans plus tard, maître de l'Allemagne, Hitler pourra en reprendre l'esprit et pratiquement les termes devant ses généraux et lancer l'Allemagne dans sa réalisation. Et ce qui, dans ce *Mein Kampf* illuminé, torrentiel, lucide et brutal, pèsera le plus dans la balance des destins de l'Allemagne – ce qui pour nous conserve la plus grande valeur historique – c'est cette conscience prophétique du but :

« Le but de notre politique extérieure de la terre, et le but de notre politique intérieure : une nouvelle conception du monde, totale, inébranlable, et unique. »

Il est en soi déjà rare de voir réunis sur une même tête le génie créateur et organisateur du doctrinaire et la capacité politique de l'homme d'action qui passe à l'exécution des plans conçus par d'autres, et l'on ne voit guère que Lénine dont le cas puisse être comparé à celui d'Hitler. Sans doute, les années d'emprisonnement et l'obsession de l'activité politique y sont-elles pour beaucoup ; sans doute aussi la forme, sinon le fond, de *Mein Kampf*, a-t-elle été revue par d'autres que Hitler (5). Il reste qu'un

(5) On cite notamment un capucin, le père Rohrbach. Et, en tout cas, Hess.

tel livre a eu une influence décisive, non seulement en faisant apparaître son auteur, dès 1927-1928, comme un politicien de grande classe, concevant avec ampleur et originalité révolutionnaire, dès cette époque, quel devait nécessairement être le destin de l'Allemagne, fixant sa place et celle de son Parti dans ce destin, mais surtout en rendant accessible à la masse du peuple, sous une forme durable, cette conception politique du monde. Que *Mein Kampf* se soit ressenti des circonstances dans lesquelles il a été rédigé, qu'Hitler-ait pu voir, devenu Chef d'Etat, certains problèmes sous un éclairage différent, rien de plus certain. Mais il reste qu'il sera jusqu'au bout de sa carrière fidèle aux pages qu'il écrivait, alors que cette carrière semblait devoir se terminer dans le ridicule et que, par une pente naturelle, chacune de ses actions redonnera au livre qui les annonçait une actualité et une valeur nouvelle. Après *Mein Kampf*, des Allemands combattront encore Hitler – avec plus d'âpreté qu'avant encore –, bien peu l'ignoreront, beaucoup seront devenus ses disciples fanatiques : et cela d'autant plus qu'en ces années 1925-1930, qui sont celles de la plus grande diffusion de *Mein Kampf*, il est toujours interdit à Hitler de prendre la parole dans la plus grande partie de l'Allemagne. A l'étranger – et exception faite de quelques milieux anglais « avancés » – *Mein Kampf* ne sera connu, et très infidèlement, qu'entre 1933 et 1935.

Il a été depuis de tradition, en Allemagne et à l'intérieur même du Parti, de dire qu'il était impossible de ne pas avoir lu *Mein Kampf*, mais qu'il était aussi impossible de l'avoir lu. Peut-être : mais il n'est guère possible non plus de comprendre la révolution nationale-socialiste sans tenir compte de la puissance de la personnalité qui éclate, en dehors de toute valeur proprement littéraire, à chaque page du livre. Bien d'autres livres sont illisibles, qui ont pesé sur l'Histoire...

CHAPITRE IV

DE HINDENBURG A HITLER

I — Les années faciles de Weimar

Ces années, de 1925 à 1928, pendant lesquelles le Parti et Hitler se préparent à la bataille décisive, on dit communément qu'elles ont été pour l'Allemagne, sous la houlette bienfaisante des démocraties, des années de prospérité. Mais c'est une prospérité relative et qui ne doit pas faire illusion. Il suffirait, pour sentir ce que ce terme de « prospérité » a de fallacieux, d'analyser, à travers deux témoignages de valeur, l'ambiance – la *Stimmung* – de ces années : celui du cinéma d'abord, qui apparaîtra de plus en plus comme un des documents essentiels de l'histoire contemporaine, et ce que nous présente, à cette époque, le cinéma allemand, est significatif. Histoires mornes, sombres, sans élan, dans lesquels la misère, la sexualité – et quelle sexualité ! – le désespoir, le crime se mêlent dans une ronde grisâtre. De *la Rue sans joie* à *Variétés*, de *l'Opéra de Quat'sous* et de *Rails* à *la Tragédie de la mine* et à *Métropolis*, quelle étrange « prospérité » nous présente ce cinéma ! Le second témoignage émane d'un étranger, l'écrivain D. H. Lawrence, dans une « lettre d'Allemagne » de 1928 : « Il n'y a pas de travail, en conséquence pas d'argent. Personne n'achète rien, à l'exception des objets d'une nécessité absolue. Les commerçants sont au

désespoir, et il y a de moins en moins de travail. Les gens renoncent au téléphone, luxe qu'ils ne peuvent plus se permettre. C'est comme si l'argent avait été pris de folie et les gens avec lui... Mais à la nuit vous sentez que d'étranges sentiments s'élaborent dans cette Forêt-Noire qui n'a pas encore été civilisée... Cela ne vient pas des gens, ils ne paraissent pas dangereux, mais c'est de l'atmosphère même que se dégage un étrange sentiment hérissé de dangers sinistres. Quelque chose est arrivé, qui n'est pas encore remonté à la surface. C'est un événement d'une portée beaucoup plus considérable que celle de tous les événements contemporains. C'est la matrice d'où sortira le prochain stade des événements futurs. »

D. H. Lawrence voyait loin et juste. Sur le plan politique, ce contraste qu'il décrit entre une Allemagne d'apparat, joyeuse et « sans-souci » et « l'ancien esprit de l'Allemagne préhistorique qui revient des confins de l'Histoire » correspond à une scission chaque jour plus nette entre le pays légal et le pays réel : le premier plus préoccupé de prouver au monde que le germanisme s'est assagi, le second replié, refermé sur lui-même, attendant, préparant l'explosion messianique que pressentait Lawrence. Aussi est-il assez puéril d'opposer une Allemagne des années de prospérité sur laquelle le national-socialisme n'aurait eu aucune prise à une Allemagne de détresse, proie facile pour les démagogues hitlériens. De plus – et c'est en partie à cela que les nazis devront leur succès de 1930 –, cette prospérité un peu factice est suspendue au bon vouloir de l'étranger. L'Allemagne vit avec une balance commerciale déficitaire (comme la France à la même époque) en cédant peu à peu du terrain à l'impérialisme américain. Époque de gaspillage financier : l'industrie moyenne et légère, grâce aux emprunts en dollars, se suréquipe. La République, grâce aux rentrées fiscales croissantes à partir de 1924, pratique une politique de grandeur : constructions municipales, effort pour le bien-être ouvrier. Cette prospérité aveugle durera jusqu'à la grande crise, mais les premiers signes de fatigue y apparaissent dès 1928. Quant au mécanisme des réparations, il joue sans accrocs, et l'Allemagne paie.

C'est dans cette ambiance que Briand, que le revirement français a ramené au pouvoir, entreprend la réconciliation des deux vieux ennemis. De part et d'autre de la frontière, les modérés sont les maîtres : pourquoi ne pas faire rentrer dans le concert européen une Allemagne qui s'est mise à l'unisson ? De même que la France a obtenu, une première fois en 1818 et une seconde en 1873, la libération anticipée de son territoire par des paiements réguliers, Stresemann demande en contrepartie des annuités Dawes la libération de la Ruhr et de la rive gauche du Rhin. De là naît l'idée d'un pacte par lequel la France, la Belgique et l'Allemagne s'engagent à considérer comme intangibles leurs frontières actuelles, garanties au surplus par l'Angleterre et l'Italie. C'est une renonciation à l'Alsace-Lorraine et à Eupen-Malmédy, une promesse de paix pour l'Europe, et, pour l'Allemagne, une solution d'attente à laquelle la contraint son impuissance. Pour la France, c'est une erreur sur une erreur. Il fallait commencer par la politique de Briand et s'y tenir. Ou se tenir à la politique de Poincaré. Jouer le jeu du pacifisme – et libérer complètement l'Allemagne – ou jouer le jeu de la force – et ne jamais lâcher le *Kruppland*, le pays de Krupp. En commençant par la politique de Briand, en continuant par celle de Poincaré et en reprenant celle de Briand, la France cumule les inconvénients des deux systèmes (la faiblesse relative de l'un rend plus sensible la brutalité de l'autre et réciproquement) et en détruit les avantages. Cette politique de gribouille se concrétise dans le pacte de garantie mutuelle de Locarno, le 16 octobre 1925, puis par l'entrée solennelle de l'Allemagne à la Société des Nations, le 10 septembre 1926.

Cette entrée à la S.D.N. – le fils prodigue revient dans la famille – a d'ailleurs été subordonnée à l'exécution par l'Allemagne des clauses de désarmement. De 1919 à 1927, pendant plus de sept ans, une commission de contrôle alliée veille à la régularité de ce désarmement ; en son nom, le maréchal Foch pouvait affirmer alors qu'au « 31 janvier 1927, le désarmement de l'Allemagne était effectif » et rien ne permet de penser que Foch se soit trompé ou ait été trompé. Mais ce désarmement

contrôlé n'a pas, n'a jamais été sincère. L'homme qui y procède sur l'ordre des Français, von Seeckt, est aussi celui qui prépare minutieusement la renaissance militaire de l'Allemagne. Que la commission de désarmement l'oblige à ramener de 100 600 à 100 000 hommes les effectifs de la Reichswehr en supprimant une compagnie technique des chemins de fer, soit ! Mais chacun de ces 100 000 doit être instruit de telle sorte qu'il puisse « le jour venu » devenir sous-officier instructeur s'il est soldat, et officier s'il est sergent. La commission inspecte quelques milliers d'usines susceptibles de fabriquer du matériel de guerre et fait détruire leur équipement ? D'accord. Mais von Seeckt a déjà organisé le repli de ces usines à l'étranger : en Suède, chez Bofors et Oerlikon, en Belgique à Herstal, en Suisse à Soleure. Pour les usines d'aviation par exemple, Dornier s'installe en Italie et en Suisse, Heinkel en Suède, Rohrbach au Danemark, Fokker en Hollande, Junker en Suisse.

Il est hors de doute en tout cas que l'Allemagne s'est trouvée pendant cinq ou six ans au moins (1925-1930) hors d'état de soutenir une guerre quelconque, fût-ce contre la Belgique. On pouvait admettre dans ces conditions que l'esprit et même la lettre des clauses de désarmement de Versailles étant satisfaites de ce côté, c'était maintenant aux puissances effectivement armées à remplir leurs obligations, c'est-à-dire aux termes du traité « la préparation d'une limitation générale des armements ».

De 1925 à 1934, conférences, comités, commissions, se réunissent et se succèdent sur les bords bucoliques du Léman et, sans hâte, préparent des plans, des projets et des propositions qui seront, le temps aidant, transmis aux puissances intéressées, lesquelles, en définitive, en feront ce que bon leur semblera. A la S.D.N., le désarmement, « c'est avant tout le désarmement des autres ». Seules la Russie soviétique et l'Allemagne, la première par conviction politique (et pour ridiculiser les puissances capitalistes) et la seconde parce que, étant désarmée, elle peut jouer franc-jeu, présenteront des suggestions réalistes. La position de l'Allemagne est celle-ci : « Le traité de Versailles nous faisait une obligation de désarmer, nous l'avons remplie. Le *quitus* de votre commission en fait foi. Mais il vous faisait aussi une obli-

gation de désarmer aussitôt après nous. Ou bien vous exécuterez les stipulations que vous avez vous-même signées, ou bien vous nous autoriserez à porter notre armement au niveau du vôtre. Le respect des traités ne doit pas être exigé du vaincu seulement. » Cela s'adresse surtout à la France qui recule sans cesse le jour où elle commencera à désarmer, tout en reconnaissant que le traité de Versailles l'y oblige (1). 1927, 1928, 1929 se passent ainsi, en discussions creuses et en manœuvres dilatoires. Puis le débat s'élargira. Ce que l'Allemagne réclame à partir de 1930, ce n'est plus son droit au réarmement, mais la reconnaissance pure et simple de l'égalité des droits. Entrée à la S.D.N. sur l'invitation des puissances, en nation libre, elle demande que prenne fin la discrimination humiliante entre vainqueurs et vaincus. On ne saurait, plaide-t-elle, rester dans l'équivoque : si l'on appelle le Reich à participer aux conférences internationales, ce ne peut être que sur un pied d'égalité avec les autres puissances. Sinon, l'Allemagne juge contraire à son honneur et à ses intérêts de demeurer plus longtemps à la S.D.N.

1932 arrive ainsi. En réalité, dans le cadre du nationalisme souverain, il n'y a pas et ne peut y avoir aucune solution à ce problème. Quand la conférence voudra interdire les armes offensives, elle ne parviendra pas même à les définir : quelle nation accepterait de voir classées comme « offensives » les armes qu'elle possède ? Ce serait se donner des verges pour être fouetté. Et quelle est l'arme qu'une grande nation, au moins, ne possède pas ? Quand les États-Unis, en 1932, offrent à la conférence une dernière chance, un plan réaliste et réalisable, l'Allemagne, la Russie, l'Italie, l'appuient avec chaleur. L'Angleterre se tait, et la France refuse poliment de prendre en considération la proposition américaine. Il faut bien se rendre à l'évidence : de 1919 à 1934, les puissances dangereuses pour la paix ne sont pas du côté où on les place généralement. Les Américains, les Italiens et les Russes ne cachent pas leur mécontentement. Quant à la délégation allemande, elle quitte Genève en claquant les portes. Elle

(1) Déclaration de Paul Boncour à la troisième session de la commission préparatoire du désarmement.

n'y reviendra qu'en décembre, quand les ex-Alliés lui auront reconnu, en principe, l'égalité des droits : mais Hitler, à ce moment, ne sera pas loin du pouvoir.

II — La grande crise

La mort de Stresemann, le 3 octobre 1929, marque la fin d'une époque. A l'éloquence des banquets succède le piétinement désespéré des millions de chômeurs et bientôt le bruit de bottes des hommes de la SS, aux années de facilité les années de misère.

Dès 1928, l'économie allemande a donné des signes de fatigue : l'équipement de l'industrie a eu pour première conséquence la rationalisation systématique, à laquelle les milieux économiques croient comme à une panacée. Ce n'en était pas et ne pouvait pas en être une pour l'Allemagne, car « rationaliser » signifie essentiellement économiser de la main-d'œuvre (c'est-à-dire ce qui manque le moins au Reich) pour pouvoir transformer en produits consommables une plus grande quantité de matières premières (ce qui lui manque le plus). Ainsi se constitue peu à peu une nouvelle classe de chômeurs qui s'ajoute à l'armée industrielle de réserve. Ce chômage technique a fait une première apparition dès 1926 (avec deux millions de chômeurs), il a été rapidement résorbé par la création de nouvelles possibilités d'emplois et une nouvelle poussée d'équipement (1927, cinq cent soixante mille chômeurs, c'est un « plancher »), mais il a repris l'année suivante (1928, un million trois cent cinquante trois mille), et cette fois sans que l'industrie, qui tourne au maximum de sa capacité, puisse l'absorber. Les chômeurs perdent à peu près tout leur pouvoir d'achat, diminuant ainsi le marché de consommation offert à l'agriculture et aux industries de produits finis. Celles-là, gênées, suspendent leurs dépenses d'équipement, et l'industrie lourde, à son tour, est frappée. La crise fait de nouveaux chômeurs, d'où une mévente accrue, d'ou un nouveau chômage, etc. Dans le cas de l'Allemagne, ce mécanisme (que nous avons décrit très sommairement) joue avec rigueur pour deux raisons :

– l'Allemagne, premier pays transformateur du monde, manque de matières premières indigènes (sauf le charbon). Elle doit les acheter à l'étranger et les payer en or ou en exportations. Or, la plus grande partie de cet or et le quart du produit des exportations sont affectés au paiement des réparations, c'est-à-dire à une dette politique, sans contrepartie dans la balance commerciale. L'Allemagne n'est donc pas, en principe, en mesure de se procurer la masse de matières premières qu'elle pourrait transformer. Elle ne le peut qu'en empruntant à l'étranger, sous la dépendance duquel elle tombe de plus en plus ;

– l'Allemagne est surindustrialisée. Le financement de son industrie s'est fait presque entièrement à crédit ; l'Allemand d'une façon générale et l'industriel en particulier sont imprévoyants, et ces industriels réinvestissent immédiatement en matériel les fonds qu'ils obtiennent des banques. L'économie du Reich ne peut donc vivre que dans la confiance, elle est hors d'état de faire face à une demande de remboursement brutale.

Le premier signe de craquement apparaît à l'automne de 1928 : une récolte record de blé met le comble à l'encombrement du marché des céréales. Les exportations agricoles s'arrêtent, et la ruine de l'agriculture, dans le monde entier, porte un coup très dur au système du crédit. Le 24 octobre 1929, le système boursier américain, pourri par la spéculation et le crédit, s'écroule brusquement sur une baisse en bourse. Les banques, devant faire face à des demandes croissantes de remboursement, se retournent vers leurs débiteurs, en particulier vers l'Allemagne à laquelle elles ont accordé, de 1924 à 1928, d'importants crédits à court terme. Ces crédits ont été rétrocédés à long terme à l'industrie par les banques allemandes qui sont ainsi à peu près acculées à la faillite. Le 19 juillet 1931, le gouvernement devra ordonner la fermeture « provisoire » de la bourse et des banques : un provisoire qui va durer cinq mois.

La crise se traduit, pour la grande masse des Allemands, par le chômage, c'est-à-dire par la misère et par la faim. Le nombre des chômeurs passe de 2,6 millions au milieu de 1929 à 3,5 en

novembre 1930, à 4 en janvier 1931 en février, redescend à 4,5 au milieu de l'année pour remonter à 5, puis à 5,2 en novembre 1931, à 5,5 en juillet 1932, à 5,8 à la fin de l'année : il s'agit là des chômeurs officiellement secourus. Il faudrait y ajouter les chômeurs honteux, les fonctionnaires qui ne touchent que le quart de leurs traitements, les ouvriers qui travaillent à mi-temps et à salaire réduit, pour se faire une idée approchée de la misère de l'Allemagne. Cette misère atteindra son point culminant en 1932, mais alors que, dès la fin de 1932, le monde sort de la dépression, la crise persiste en Allemagne. En mars 1932, écrit un témoin (2) « dès le premier contact avec la rue de Berlin, on comprend que la misère est là, tapie comme une bête monstrueuse et informe... ceux qui souffrent le plus sont ceux qui voient venir la minute fatale de la cessation du travail parce que l'on ferme la maison où ils travaillent... Berlin ne tarde pas à apparaître comme une ville morte... Les hommes qui errent ne sont plus que des apparences humaines... La violence travaille derrière ces visages. Hier encore, communistes et hitlériens se sont battus. Les couteaux se sont naturellement trouvés en main... »

Müller a succédé à Stresemann, puis Brüning à Müller. Le nouveau chancelier dissout le Reichstag qui repoussait ses projets financiers déflationnistes, et les nouvelles élections sont fixées au 14 septembre. Et c'est l'événement stupéfiant qui fait du jour au lendemain de l'agitateur, un chef d'Etat possible. La liste 9, celle des hitlériens, recueille 6 406 000 voix qui lui assurent 107 sièges. Le N.S.D.A.P. devient le deuxième parti politique allemand, immédiatement après les sociaux-démocrates qui ont 143 mandats. Seul Goebbels, dira Otto Dietrich, député nazi depuis 1924 et intime du Führer, semblait attendre un tel succès. Hitler lui-même n'avait pas prévu une progression aussi rapide. Les cinq millions et demi de voix gagnées sur 1928 ne tombent d'ailleurs pas du ciel, et il est possible peut-être d'en retrouver l'origine : on se souvient que le plébiscite spontané contre le plan

(2) P. Mac Orlan, préface à *Hitler* de R. Toury et Lvovsky.

Young en avait recueilli 5 800 000 – voix des *Hurrah-Nationalistes* – jusque-là acquises à Hugenberg et au Casque d'Acier; celui-la (plus exactement le parti Deutsch-national) perd 12 sièges, soit a peu près 1 300 000 suffrages. En finançant ce plébiscite, et indirectement la propagande nazie, Hugenberg a donc bien fait le jeu de Hitler à ses dépens. L'ensemble des partis modérés (et spécialement le parti démocrate, celui de Schacht) perd à peu près 800 000 voix : sans doute sont-elles allées aussi en grande partie aux nazis. Les sociaux-démocrates en abandonnent 500 000, mais vraisemblablement au profit des communistes qui gagnent 22 mandats. Les trois millions de voix gagnées par Hitler et qui manquent à notre calcul, ne peuvent donc venir que des anciens abstentionnistes (le pourcentage des votants est le plus important de ceux qui ont été enregistrés depuis 1924) et surtout des nouveaux électeurs. En deux ans et demi, le corps électoral s'est accru de plus de trois millions de jeunes allemands parvenus à l'âge de vote, ce qui explique (le nombre des sièges à pourvoir étant proportionnel au nombre d'électeurs) que l'ensemble des sièges gagnés soit beaucoup plus important que l'ensemble des sièges perdus. Ces trois millions de voix se sont partagées exclusivement entre les communistes et les nazis (les gains du centre sont insignifiants), mais ceux-ci en ont arraché trois fois plus que ceux-là. L'explication du succès de septembre 1930, ce n'est pas dans le chômage qu'il faut le chercher, mais dans la conquête de la jeunesse. L'un, à vrai dire, accompagne l'autre : les chômeurs (comme toujours en période de crise) sont avant tout des jeunes auxquels la société ne fait pas place. La SA est très jeune; enfin, et c'est un élément important de la situation, jeunes femmes et jeunes filles ont voté en masse pour Hitler qui joint, à leurs yeux, au prestige de l'homme d'Etat, celui du pur et beau ténébreux (3). Celui-là d'ailleurs ne les flatte pas : il a décidé avant les élections que le Parti ne présenterait aucun candidat féminin.

(3) Appréciation toute féminine mais qu'il est impossible d'ignorer. L'emprise de Hitler sur les femmes allemandes a fait autant pour son succès que la brutalité des SA.

En novembre, élections municipales dans tout le Reich : elles sont plus significatives encore que les élections législatives puisque, dans les élections municipales, les questions de personnes ont une importance égale à celles de parti ou de doctrine (4). Elles confirment le succès de septembre : le Parti obtient la majorité relative des voix à Munich, Dantzig, Brême, Karlsruhe, Brunswick, etc. A Karlsruhe, par exemple, le quart des suffrages avait été aux nazis en septembre, en novembre ils en obtiennent le tiers. A Brême, citadelle marxiste, leurs suffrages passent de 26 100 en septembre à 51 300 en novembre, soit plus du double, enlevés uniquement aux sociaux-démocrates et, ce qui est plus notable, aux communistes.

Ces derniers sont malgré cela, après les nazis, les grands vainqueurs de ces deux élections. A Berlin en particulier ils doublent presque le nombre de leurs voix : ils y tiennent des quartiers entiers, et c'est une véritable guerre de rues qu'ils y livrent aux nazis. Dans Wedding (le Saint-Ouen de Berlin) tendu de rouge et où règne le Front rouge, la police ramasse de temps à autre un nazi poignardé : ainsi, le chef de la 5e SA de Berlin, Horst Wessel, tué dans une rixe, et dont les nazis feront leur martyr. Ceux-là rendent coup pour coup, et avec usure; des deux côtés, dans ce déchaînement de brutalité où se mêlent les idéalistes, les fanatiques et les nervis, la règle est la même : « Pour un œil, les deux yeux, pour une dent, toute la gueule. » Provocations, embuscades, traîtrises sont de bonne guerre des deux côtés – une « bonne guerre » qui, heureusement, fait beaucoup plus de blessés que de morts, car on ne se bat guère qu'au couteau, à la matraque ou au nerf de bœuf. De 1924 à 1933 cependant, les nazis auront près de quatre cents morts, deux par semaine.

Il serait inexact de croire, malgré la lutte contre les communistes, que le Parti ne fait figure, dans ces années, que d'une bande de matraqueurs d'ouvriers. Les premières troupes nazies

(4) Aux élections législatives, le vote se fait sur une liste, « la 3 » par exemple pour les communistes, « la 6 » pour le centre, « la 9 » pour les nazis. Aux municipales, il se fait sur des listes de personnes, et il est plus difficile d'arracher des votes par surprises.

constituées par les frères Strasser à Berlin sont uniquement des groupes ouvriers; Goebbels lui-même a, sur le prolétariat berlinois, cette influence surprenante qu'ont parfois les intellectuels chétifs sur la classe ouvrière. Les va-et-vient ne sont pas rares entre le front rouge et le Front brun : mêmes méthodes, même fanatisme, même mépris du bourgeois épais et lâche. Dans la débâcle économique, est-il facile de distinguer d'ailleurs un étudiant sans travail d'un ajusteur au chômage ? Les extrêmes se touchent plus qu'on ne le croit en politique : la SA accueille plus volontiers les communistes dissidents que les ex-socialistes – ils font d'ailleurs de meilleurs nazis. Enfin, le Parti n'hésitera jamais à déborder le Front rouge sur sa gauche. en s'associant à tous les mouvements ouvriers sincères, en en prenant la direction au besoin, et en leur donnant aussitôt une violence qui les pose, pour un moment, en « aile marchante » de la classe ouvrière. Berlin vaut bien une grève : le 3 octobre (1930), entre les élections législatives et les élections municipales, les nazis participent à la grève des métallurgistes qui touche six cent quatre-vingt mille ouvriers – cette participation à la grève expliquera sans doute qu'aux secondes élections le Parti reprenne des voix aux marxistes.

Les résultats de septembre et de novembre empêchent d'ignorer plus longtemps Hitler. La fin de 1930 et 1931 sont consacrés par l'état-major du Parti à des négociations avec la droite et les modérés. Négociations discrètes : Hitler, et Göring – la personnalité la plus bourgeoise et la plus représentative du Parti – parcourent l'Allemagne, prenant contact avec les industriels, les banquiers, les recteurs d'université, les généraux, les hauts fonctionnaires. Bien entendu, la propagande populaire, la harangue, la frénésie ne sont plus de mise ici : il faut discuter, exposer, rassurer, tout en laissant voir qu'on ne partagera en aucun cas le pouvoir. Ces discussions de puissance à puissance ne sont pas toujours heureuses. Tous les industriels, tant s'en faut, ne sont pas pro-nazis. Beaucoup conservent leur confiance à la droite classique, celle de Hugenberg, et considèrent Hitler comme un primaire ridicule, sans éducation, et dont il ne sera jamais possible de faire un chef d'Etat. Mais dans les premières semaines

de 1931, Hitler se fait un allié de première importance : c'est Schacht, régent de la Reichsbank, dont le parti a été écrasé aux élections. A Dorothy Thompson qui, en avril 1931, lui demande les raisons de ce ralliement, il répond : « Parce que je crois à tout ce que le national-socialisme renforce. » – « Mais, si Hitler arrive au pouvoir, les nazis seront incapables de faire marcher l'économie nationale et le système financier. Qui le fera ? » – « Moi », répond Schacht lentement.

Le ralliement de Schacht en entraînera d'autres : celui d'Auguste-Wilhelm de Hohenzolern par exemple. Solidement établi en Thuringe (ou le Docteur Frick est depuis janvier 1930 ministre de l'Education publique et de l'Intérieur), le Parti fait figure de plus en plus de candidat légal au gouvernement. Mais ce qu'on gagne sur sa droite, on risque de le perdre sur sa gauche : en mars 1931, quelques compagnies de la SA de Berlin, sous la direction du capitaine Stennes, se révoltent, débordant Göring et Goebbels, et il faudra l'intervention personnelle et directe de Hitler pour les faire rentrer dans le rang. En octobre, les partis nationalistes se groupent derrière le Casque d'Acier, au Congrès nationaliste de Harzbourg, dans une ligue de combat unique qui doit contrebalancer la puissance de la ligue « Antifa ». Menacée de toutes parts, la République de Weimar fait front et, à l'occasion, attaque : en décembre 1931, à la suite de la découverte d'une cache d'armes et de matériel appartenant aux nazis, elle intente au Parti, devant la Cour suprême de Leipzig, un procès pour atteinte à la sûreté de l'État. Hitler y paraît, confirme publiquement sa volonté de n'arriver au pouvoir que par les voies légales ; quelques jours plus tard, la République commence sa dernière année.

III — Les derniers mois de la République

1932 n'est pas sans rappeler 1923. Même impuissance du parlementarisme devant la crise économique, même recours aux expédients les plus antidémocratiques, dissolution répétée des assemblées législatives, gouvernement par ordonnances ou décrets-lois, passation du pouvoir exécutif à l'armée. C'est une semi-vacance de la légalité à l'abri de laquelle se préparent à s'affronter des groupes

antagonistes, parfois provisoirement unis pour battre en brèche le régime existant. Mais cette fois, ces groupes antagonistes (le fascisme de droite et le fascisme de gauche, si l'on veut) sont beaucoup plus forts que dix ans plus tôt : forts surtout de l'expérience et des échecs. Le communisme et le national-socialisme ont derrière eux de véritables armées de guerre civile – centuries prolétariennes, sections hitlériennes. Pendant toute l'année, et jusqu'à la stabilisation définitive du national-socialisme, l'Allemagne vit dans un climat de guerre civile larvée. Pas de jour sans bagarres, et qui sont sanglantes. Sur les listes de mort violente publiées par les journaux, dira un témoin, on fait suivre le nom de la victime de la mention : « de tel parti », car il ne venait à l'idée de personne qu'un assassinat ou un « accident » pût ne pas avoir une cause politique. Seule la Reichswehr semble faire contrepoids, par sa neutralité armée, aux violences du Front rouge et du Front brun. Mais que sont les cent mille hommes de l'armée en face des deux millions d'hommes des formations communistes ou des trois millions de la SA ? Une force symbolique...

Cependant, dans cette anarchie, les nationaux-socialistes s'imposent chaque jour davantage comme le plus grand mouvement politique que l'Allemagne ait jamais connu. Pendant toute cette année, la violence voulue de sa propagande et de ses manifestations dans la rue servira surtout à masquer à l'opinion publique les négociations que l'Etat-major hitlérien mène dans les avenues du pouvoir. Négociations normales, d'ailleurs : leur but n'est pas d'amener Hitler au pouvoir par surprise ou en fraude, mais de trouver les moyens de légaliser sans heurt une accession inévitable. Car le temps travaille pour les nazis : chaque consultation électorale (et elles seront nombreuses) leur permet de tenir l'Allemagne sous le feu roulant de la propagande, leur donne l'occasion de ces réunions de masses au cours desquelles Hitler fanatise son auditoire. Chacun de ces succès leur en prépare un autre, comme l'eau va au moulin. Ils ont cependant contre eux la plupart des gouvernements de pays (socialistes ou centristes), la presse dans son ensemble (presse de gauche ou presse de droite aux mains de Hugenberg, rival direct de Hitler), et la neutralité nettement hostile de l'armée.

Comme en 1923, la vague de chômage et de misère monte sans cesse : misère profonde, car la menace d'inflation contre laquelle luttent les derniers gouvernements républicains leur interdit d'accorder aux huit ou neuf millions de chômeurs de l'Allemagne autre chose qu'un secours dérisoire – de quoi payer le pain et pas toujours le loyer. Une nation entière vit dans un état miséreux, sacrifiant ses derniers marks à la chemise convenable qui permettra peut-être de trouver du travail. Des professeurs, des magistrats font queue aux fourneaux populaires. Avec le moratoire et la fermeture des banques, les classes moyennes sont, elles-mêmes, aussi touchées en fait que le prolétariat. Misère décente qui reste la misère. Quant à ceux qui conservent, avec la hantise du lendemain, un travail à peu près normal, leur sort n'est guère meilleur : ils sont les plus souvent employés à mi-temps, et le patronat profite de la crise pour massacrer les salaires. Ainsi s'explique que, malgré le chômage, des grèves éclatent encore.

Dès les premiers jours de l'année. aussitôt expirée la « trêve de Noël » que les partis ont bien voulu accorder à Brüning, la bagarre est ouverte entre celui-la et surtout son ministre de l'Intérieur – ce général Groener que nous avons vu précipiter la chute de l'Empire en 1918 – et le N.S.D.A.P. Il en sera ainsi jusqu'au dernier trimestre de l'année : à la lutte contre le gouvernement s'ajouteront, pour les nationaux-socialistes, la bataille de rues constante avec le Front rouge, les dangers de dissidence intérieure et les éternels soucis d'argent. Entre le *Kaiserhof* (l'hôtel de l'Empereur) où s'installe alors l'Etat-major hitlérien et la Chancellerie, forteresse du « système » parlementaire, il n'y a guère que la largeur d'une rue. Mais les nationaux-socialistes mettront toute l'année à la traverser, et dans des conditions telles qu'ils n'ont jamais semblé à la fois plus près de tout gagner ou de tout perdre.

L'*Angriff*, le quotidien de Goebbels, est interdit pour une semaine une première fois le 5 janvier. Le 8, réunion au Palais des Sports interdite par la police, le 30, le *Volkischer Beobachter* est interdit à son tour pour huit jours, puis la même interdiction frappe l'ensemble de la presse nazie. Le 24 février, le *Volkischer*

et le *Flammenwerfer* (le *Lance-flammes*, hebdomadaire du Parti) sont confisqués, le 26 l'*Angriff*, interdit de nouveau, reparaît pour deux jours, est interdit avec toute la presse du Parti le 3 mars; quelques jours plus tard cette interdiction est renouvelée. Trêve de Pâques, puis une nouvelle interdiction, cette fois des démonstrations de rues, et enfin, le 31, interdiction générale des journaux du Parti. A cela s'ajoutent la censure des affiches et des tracts, les perquisitions, les provocations. Dire que la République de Weimar s'est « suicidée » ou a été « trahie » est assez loin de la vérité. Elle s'est défendue avec toutes les armes dont elle disposait, et jusqu'à épuisement. Non sans succès d'ailleurs. Il a tenu à peu de choses que les nationaux-socialistes n'abandonnent la lutte sous le poids des difficultés et des déceptions : il s'est trouvé que, dans cette guerre des nerfs que la moindre défaillance pouvait transformer en guerre civile, les nerfs les plus solides étaient de leur côté, et qu'ils sont arrivés à peu près intacts à l'échéance finale. Mais les succès électoraux eux-mêmes fatiguent le Parti. Ses chefs en premier lieu : l'allure à laquelle Hitler et Goebbels mènent leurs campagnes à quelque chose d'effarant. Le second, qui cumule la *Gauleitung* de Berlin et la direction de la Propagande, prononce en moyenne trois discours chaque jour, entrecoupés de conférences, d'articles, de procès de presse, d'accès de fièvre, de rencontres-éclairs avec le Führer sur le quai de la gare, à l'aérodrome, sur le bord des routes quand leurs itinéraires se croisent. Quant à Hitler, il mène de front les campagnes pour les élections, les négociations et la préparation du régime nouveau : il parle le lundi (3 avril) en Saxe, réunit le soir les dirigeants locaux, repart en avion, parle le mardi matin au *Lutsgarten* de Berlin, une heure après, devant quelques dizaines de milliers d'auditeurs, au *Stadion* de Postdam, le soir au Palais des Sports, à minuit à *Friedrichshain*, dans la banlieue de la capitale, repart le lendemain matin pour une tournée de discours en Rhénanie et en Bavière. Il arrive que les réunions de masse se tiennent en province entre 2 et 4 heures du matin, aux flambeaux – au petit jour si l'avion qui porte Hitler et sa fortune a rencontré un orage ou s'est dérouté, ce qui arrive aussi. Les troupes elles-mêmes, qui voient en quelques jours se

rapprocher ou s'éloigner l'arrivée au pouvoir, se font nerveuses, instables. La SA est souvent « en avant de la main ». Quelques compagnies berlinoises se sont mutinées en mars 1931, débordant Göring et Goebbels et passant à l'action directe dans les rues. Prodrome de 1934... Et, déjà, il a fallu l'intervention rapide, directe, et sans doute brutale de Hitler pour les faire rentrer dans le rang. On comprend dans ces conditions que Goebbels note, au lendemain des élections d'avril au Landtag de Prusse, qui ont pourtant été un triomphe pour le Parti : « Au pouvoir, et vite. Sinon, nous crèverons de victoires électorales. (5) »

IV — La montée au pouvoir

Une première bataille électorale se livre pour la présidence, le mandat septennal de Hindenburg expirant en mars. Hindenburg se représente, groupant sur son nom, au premier tour (13 mars), 18 600 000 voix : ont voté pour lui, des sociaux-démocrates aux nationaux-allemands, tous les modérés. Düsterberg, candidat du Casque d'Acier, en recueille 2 550 000, celles des supernationalistes. Thaëlmann groupe 4 980 000 voix communistes, en progression nette sur 1930. Hitler enfin, 11.380.000, soit près de 6 millions de plus qu'en 1930. Etant toujours apatride (ni Allemand ni Autrichien), il a été nommé au début de l'année commissaire de gendarmerie par le gouvernement pronazi de Thuringe, puis conseiller de légation par celui de Brunswick, ce qui suffit à lui conférer la nationalité allemande. S'il a hésité à se présenter contre Hindenburg, sans doute est-ce moins parce qu'il redoute un échec (échec inévitable, et qui d'ailleurs n'en est pas un) que parce qu'il se pose ainsi officiellement en adversaire des allemands-nationaux (ce qui va le compromettre vis-à-vis de l'industrie), sans doute aussi parce que ses relations avec la Reichswehr, déjà médiocres, vont se refroidir encore. Au second tour (10 avril), Hitler gagne de nouveau 2 millions de voix (une partie de celles de Düsterberg qui s'est désisté, probablement aussi – ce qui est plus instructif – de celles de Thaëlmann). Celui-la en perd

(5) Goebbels, *op. cit.*

en effet plus d'un million (3 700 000). Quant à Hindenburg, il est élu avec 700 000 voix de plus qu'au premier tour (19 360 000), voix qui sont venues « d'un peu partout ». La leçon du scrutin, c'est que le vieux Maréchal disparu (et il a 85 ans), Hitler sera sans difficultés maître du pays. Pour ceux qui ne veulent pas voir le Reich s'engager dans l'aventure, il est temps d'agir.

C'est le général Groener, qui cumule le ministère de la Guerre et celui de l'Intérieur, qui le fera. Sitôt acquis le maintient du Maréchal à la présidence, le 13 avril, il dissout la SA et la SS Malgré Röhm et malgré Goering – qui jugent le décret Groener injustifié, aucune autre ligue nationaliste et aucune des formations de combat communistes n'ayant été dissoutes, Hitler fait exécuter le décret par ses troupes. C'est décidément sur le plan électoral qu'il fera porter ses efforts. Quelques jours après la dissolution (24 avril), élections pour les Assemblées de pays. Succès aussi net, plus peut-être, qu'à l'élection à la présidence. Le Parti conserve les gouvernements de Brunswick et de Thuringe. Dans les autres pays, y compris la Prusse, il est impossible de gouverner sans lui. S'appuyant sur ces résultats (il a obtenu en moyenne plus du tiers des suffrages), Hitler demande la dissolution immédiate du Reichstag pour permettre au peuple de se prononcer. Groener, qui s'y refuse et qui prépare en outre la dissolution du Casque d'Acier, se heurte à Hindenburg et doit démissionner un mois après les élections. Brüning, dont il était le seul soutien, le suit de près. Le Maréchal lui retire sa confiance et le remplace par un cabinet présidentiel – qui gouvernera au nom de Hindenburg et en dehors du Reichstag – et que dirige von Papen. Celui-la s'entoure de personnalités nobles, d'agrariens ; c'est le gouvernement du *Herrenclub* et du *Landbund*, c'est-à-dire de ce qu'il y a de plus ouvertement réactionnaire en Allemagne : le « Club des Messieurs » et « l'Union terrienne ». S'il n'y a plus de choix qu'entre un fascisme d'officiers plus ou moins tarés (comme von Schleicher, ministre de la Reichswehr), de délégués des banques (comme le baron von Gayl), coiffés par un « catholique autoritaire », une sorte de Dollfuss allemand, et le fascisme plébéien de Hitler, c'est de ce côté-là que penchera la gauche modérée.

Pour von Papen lui-même, il ne pense à rien moins qu'à apprivoiser les nationaux-socialistes. Il ne se maintient au pouvoir qu'aussi longtemps que le Parti reste dans la légalité : contre cette tolérance, il doit accorder satisfaction à Hitler sur deux points essentiels. Il rapporte le décret de Groener de dissolution de la SA et dissout le Reichstag. Entre temps, la situation est devenue intenable au Landtag de Prusse comme d'ailleurs dans la plupart des Assemblées de pays devenues ingouvernables : communistes d'un côté et nationaux-socialistes de l'autre se refusent à toute coalition, de sorte qu'aucun parti ne peut réunir de majorité gouvernementale. La mise en congé du Landtag de Prusse et la passation des pouvoirs pour la province à von Papen, et pour Berlin-Brandenburg à l'armée, accroissent encore l'irritation contre les barons.

Le 30 juillet, les élections au Reichstag justifient pleinement la confiance de Hitler dans la tactique légale. Il conserve et accroît même sa clientèle électorale de l'élection à la présidence : 13 750 000 voix, soit 230 sièges.

Le N.S.D.A.P. devient le premier parti d'Allemagne – et c'est un homme qui n'a derrière lui qu'une infime minorité parlementaire qui continue à diriger le pays. Quand le 13 août Hindenburg convoque Hitler, l'Allemagne s'attend à le voir nommé chancelier : mais il refuse la vice-chancellerie et les quelques maroquins que lui fait offrir von Papen. Pourquoi accepterait-il aujourd'hui la moitié de ce qu'on devra lui offrir demain ? Ce n'est pas lui qui cherche à fausser le jeu normal des institutions parlementaires, mais ses adversaires. Il a contre lui l'armée (qui suit von Schleicher et par conséquent von Papen), la police (aux mains des gouvernements socialistes de pays), la presse bien pensante, les syndicats sociaux-démocrates et les groupes de combat communistes. Mais il a pour lui plus du tiers des électeurs allemands. Dans ces conditions, comment von Papen peut-il, moins d'un mois après les élections, dénoncer dans les nazis a une minorité de partisans » ? Sortie d'autant plus inopportune que von Papen n'a plus rien ni personne derrière lui.

La première séance du nouveau Reichstag, le 12 septembre, couronne admirablement cette anarchie organisée : dès l'ouverture, Goering, élu Président, met aux voix une motion de défiance au cabinet von Papen. Sur cette motion se rejoignent les voix des nazis, celles des communistes (qui votent, on le sait, contre tous les gouvernements bourgeois), celles des sociaux-démocrates (qui n'ont pas pardonné à von Papen la dissolution du gouvernement prussien Braun-Severing), celles des démocrates et des populistes : en tout, 513 voix contre 37. Le Reichstag est aussi ingouvernable que les Landtag. Papen répond, au cours de la même séance, par la seule mesure qui reste à sa disposition, et qui est l'aveu même de son impuissance. Il dépose sur le bureau de Göring le décret de dissolution de l'Assemblée, signé à l'avance par Hindenburg.

Une telle anarchie serait bouffonne si chaque jour qui passe n'aggravait la crise économique. On comprend que les millions d'Allemands qui, chaque semaine, attendent dans la boue de l'automne à la porte des bureaux municipaux pendant quelques heures les dix ou douze marks qui leur permettront de ne pas crever tout à fait de faim trouvent la comédie parlementaire assez douloureuse. Dans de telles conditions, la victoire va au plus tenace et au plus fort : les voix des six millions de chômeurs se partagent entre Hitler et Thaëlmann. Peuvent-elles aller ailleurs ? Il en va davantage vers Hitler : sans doute en irait-il plus encore à Thaëlmann si celui-ci avait la brutalité, l'intelligence et la ténacité politique de celui-là.

Ténacité plus nécessaire que jamais : en politique comme à la guerre, c'est le dernier quart d'heure qui compte. Or le Parti présente des signes de lassitude inquiétants. Lassitude politique : les SA, qui s'étaient mutinés en 1931, qui ont dû accepter la dissolution forcée d'avril 1932, ont cru, en août, à la suite des élections au Reichstag, être à la veille de la prise du pouvoir. Celle-là a été ajournée : or les hommes de Röhm se sentent maîtres de la rue et comprennent mal pourquoi leur Führer les retient au lieu de les déchaîner. Dans ces conditions, il est difficile d'exiger d'eux une discipline stricte, et les parades devant la maison Karl Liebknecht ne remplacent pas l'exaltation de la révolution. Cette lassitude se

répercute au sein de l'état-major nazi : Röhm y est plus que jamais partisan du coup de force, Strasser au contraire, qui se refuse à laisser le Parti se couper de la classe ouvrière, penche vers la conciliation et, au besoin, l'entrée dans n'importe quel gouvernement. Seuls Hitler et ses fidèles s'en tiennent à la ligne fixée en 1924 – tout le pouvoir, mais uniquement par les voix légales. Maintenir l'unité et la discipline du Parti est pour eux la condition même de la prise du pouvoir. Fatigue financière également : les trois campagnes électorales de l'année (Présidence, Landtag, Reichstag) ont épuisé les caisses du Parti. Hugenberg qui, en 1930 et en 1931 encore, finançait en grande partie la propagande, a repris sa liberté d'action en soutenant en mars Düsterberg. Les industriels du « fond de soutien » se font prier ou cessent complètement leurs subventions : parce qu'ils sont eux-mêmes gênés financièrement par la crise et la politique de déflation, mais surtout parce que les tendances de l'aile gauche du Parti les inquiètent et que Hitler ne leur a jusqu'ici pas donné de garanties sérieuses. Les N.S.B.O. qui devaient doubler et surveiller les cellules syndicalistes rouges parlent de bouleverser le régime capitaliste, la H.A.G.O., filiale du Parti pour les artisans et les petits commerçants, est franchement socialisante. Röhm n'est pas sûr. Les nazis menacent toujours de ranimer le scandale des subventions de l'*Osthilfe* aux grands agrariens. En temps normal, le Parti pourrait tenir et payer en partie sa propagande grâce aux cotisations et aux listes de souscription des membres, et nous avons vu qu'il avait déjà pratiqué l'autofinancement, mais, en 1932, la moitié de la SA est au chômage et le Parti, non seulement suspend les cotisations de ses adhérents chômeurs, mais leur verse même un secours. En octobre, les unités de SA n'ont pas touché de solde depuis cinq mois, et, dans ces conditions, il sera difficile de les maintenir longtemps sur pied de guerre.

Enfin, une décision tactique des nazis va les mettre en mauvaise posture pour les nouvelles élections au Reichstag. Le 3 novembre (trois jours avant les élections), le personnel des transports de Berlin (métro, autobus, etc.) déclenche la grève pour protester contre la baisse des salaires. Le jour même, le Parti s'associe à la grève, puis en prend la direction et la mène

avec sa violence coutumière : sabotage, incendies de tramways, bagarres se multiplient au point que, le 5, les syndicats marxistes, qui sentent leur échapper la direction du mouvement gréviste, donnent l'ordre de reprise du travail. Ces deux jours de bataille vont coûter au Parti deux millions de voix.

Aux élections du 6, en effet, les nazis n'ont plus que 196 sièges. Les 34 mandats perdus ont été à droite et à gauche, aux allemands-nationaux qui en reprennent 12, aux communistes qui en gagnent 11. Le N.S.D.A.P. reste, bien entendu, le premier parti d'Allemagne, mais le mouvement irrésistible qui le portait au pouvoir semble brisé. Qui sait si une nouvelle élection ne lui serait pas fatale ? Au lendemain du scrutin, de la *Rote Fahne* et du *Vorwarts* à la *Gazette de Colonne* ou à la *Borsenzeitung*, toute la presse exulte : Hitler est écarté du pouvoir ! et (comme l'écrit Léon Blum en France) « de l'espérance même du pouvoir ». C'est oublier trop facilement qu'on ne peut pas gouverner (comme le voudrait von Papen) en congédiant tous les deux mois le Reichstag et que, dans la situation toujours aggravée du pays, Hitler garde toutes ses chances.

Le nouveau Reichstag étant aussi ingouvernable que le précédent, von Papen démissionne le 17 novembre. Hindenburg fait appeler pour la seconde fois Hitler, mais en lui imposant le maintien de l'état d'exception en Prusse. Le centre et la gauche modérée s'y refusant, il serait impossible à Hitler de trouver sa majorité parlementaire. Le Maréchal, de son côté, refuse de lui laisser former un « cabinet présidentiel », et les négociations sont rompues. C'est à von Schleicher que revient alors la Chancellerie, le 1er décembre. Déjà ministre de la Guerre, chancelier, commissaire d'Etat pour la Prusse, c'est contre les nazis que gouverne von Schleicher : mais plus habile que Papen, il cherche à désagréger le Parti de l'intérieur en offrant à Gregor Strasser la vice-chancellerie en échange de son départ du Parti. Strasser emmènerait avec lui toute l'aile gauche et les sections de l'Allemagne du Nord. De son côté, von Schleicher se fait fort d'obtenir l'appui des syndicats et des socialistes pour un programme de grands travaux et de socialisation des industries clefs.

Il réalise en décembre la première partie de ce programme. Strasser quitte officiellement le Parti le 7 décembre, annonce sa rupture avec Hitler le lendemain. Pour celui-là, c'est l'épreuve décisive : s'il ne maintient pas rapidement l'unité et la fidélité du Parti, il perd définitivement la bataille. Il y parvient en intervenant personnellement pendant plusieurs jours auprès des cadres, et c'est à peu près seul que Strasser rejoint von Schleicher. Puisque c'est vers la gauche que le général chancelier s'est tourné pour contrer Hitler, c'est vers la droite que regarde celui-là pour abattre von Schleicher. Entre les deux hommes s'engage, dans les premiers jours de janvier, une course qui occupera le dernier mois de la République allemande, et dont l'objectif est Hindenburg. Chacun des deux a une « formule » à présenter au maréchal : von Schleicher un cabinet présidentiel de gauche, Hitler un cabinet parlementaire de droite.

Le 4 janvier, Hitler rencontre von Papen à Cologne, chez le banquier Schröder – les rôles sont renversés : Papen acceptera la vice-chancellerie dans un gouvernement hitlérien. En même temps, Göring poursuit ses négociations avec la droite parlementaire. Le 6, von Schleicher propose au Maréchal de nommer Strasser vice-chancelier et lui demande de signer un nouveau décret de dissolution du Reichstag. Pendant ce temps, von Papen a repris contact avec le Maréchal et lui fait savoir qu'il est en mesure de présenter un ministère Hitler de « concentration nationale » qui réunira, de la droite au centre, une majorité stable. Pour obtenir l'appui des allemands-nationaux, Hitler a dû accepter de laisser à Hugenberg la direction des affaires économiques. Hindenburg accepte en principe, le 20 janvier, le cabinet Hitler-von Papen, à la condition que le Casque d'Acier participe à la combinaison. Le 24, le Reichstag se réunit de sa propre initiative, et la droite attaque violemment Schleicher. Celui-là a recours une dernière fois à Hindenburg auquel il demande de nouveau la dissolution, puis l'instauration d'une dictature militaire. Hindenburg s'y refuse et, après trois jours d'hésitation, Schleicher démissionne, le 28, pendant que Göring achève avec succès ses négociations avec le Casque d'Acier. Dès lors, plus

rien n'empêche Hitler de devenir chancelier : dans la matinée du 30 janvier, Hindenburg le convoque, le nomme Chancelier du Reich et lui fait prêter serment de fidélité à la Constitution.

Depuis les première heures de la journée, la foule piétine sous les fenêtres du *Kaiserhof* – c'est à elle que Göring du balcon, annonce qu'Hitler est devenu Chancelier. Cortèges et défilés s'organisent bientôt pour fêter la victoire : ils se prolongent jusqu'au milieu de la nuit à la lueur des torches des SA et des SS. L'Allemagne s'engage en chantant dans la plus grande aventure de l'histoire.

CHAPITRE V

LA MISE AU PAS

I — La situation le 31 janvier 1933

Quelques heures de repos. A l'aube, la croix gammée flotte sur le Reich. La révolution commence.

En réalité, la position du gouvernement hitlérien, le 31 janvier 1933, n'est guère enviable. La lutte politique de cinq mois qui commence est plus confuse, plus brutale qu'aucune de celles qui l'ont précédée, en 1923, en 1931, en 1932. Pour la rendre compréhensible, il faut décrire la situation le jour où elle s'engage.

Le ministère qui entre en fonction n'est pas national-socialiste. Tout se passe au contraire comme s'il n'avait été formé que pour étrangler le national-socialisme et son chef, pour les écarter définitivement du pouvoir en leur en donnant les responsabilités sans les réalités. Hitler aura alors échangé le titre de chancelier contre le bénéfice de l'opposition systématique, mais les conditions (internes et externes) dans lesquelles il doit engager l'expérience nationale-socialiste sont telles que son échec paraît certain : et, s'il ne l'engage pas, c'est le Parti, déçu, qui lui retirera sa confiance. Cette manœuvre est classique, depuis fort longtemps, dans les annales de la politique : c'est celle que préconisent et qu'emploient les régimes aristocratiques ou parlementaires pour venir à bout des candidats à la dictature populaire légale. Elle

semble, à premier examen, devoir réussir une nouvelle fois, en mettant Hitler aux prises avec une opposition de droite, une opposition de gauche, toutes deux en place, et une crise d'une gravité exceptionnelle.

Le gouvernement du 30 janvier comprend : trois nationaux-socialistes (Hitler, chancelier; Göring, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur pour la Prusse et commissaire du Reich pour l'aviation; et Frick, ministre de l'Intérieur pour le Reich); neuf non-nazis, parmi lesquels trois allemands-nationaux (Hugenberg, ministre de l'Economie nationale et de l'Agriculture pour le Reich et la Prusse; Seldte, ministre du Travail; Gerecke, commissaire au Chômage); deux conservateurs (von Papen, vice-chancelier, commissaire d'Etat pour la Prusse, et von Rübenach, ministre des Transports), et quatre techniciens (von Krosigck, ministre des Finances; von Neurath aux Affaires étrangères; von Blomberg au ministère de l'Armée; et le Docteur Gürtner, ministre de la Justice). C'est donc, avant tout, une « coalition des droites » dont on espère avoir réduit à l'impuissance le Parti le plus turbulent en l'encadrant d'hommes sûrs.

A l'extérieur, le Casque d'Acier dont les deux chefs appartiennent au ministère, sert de contrepoids aux SA; à l'intérieur, von Papen et von Neurath représentent Hindenburg et les intérêts du *Landbund;* Hugenberg, Seldte et von Krosigck ceux de l'industrie lourde et des banques. Car la notion simpliste : « Hitler, homme de paille, exécutant docile des volontés du capitalisme de combat et des grands féodaux » se heurte à cette évidence. Le 30 janvier, le patronat est en personne au pouvoir, et s'il y tolère les nationaux-socialistes c'est pour éviter le pire, et en cherchant à l'étouffer entre des associés réellement, eux, réactionnaires. Ces hommes (Hugenberg, von Papen, etc.) et le capitalisme financier, industriel et terrien qu'ils représentent directement, subissent Hitler en attendant de l'éliminer. Sa présence à la tête de la coalition les garantit, pensent-ils, contre le socialisme extérieur et contre celui de ses propres troupes. En l'acceptant comme chancelier, mais en lui refusant les leviers de commande qui, seuls, permettraient une réforme profonde (l'économie et

l'agriculture), ils s'assurent une possibilité de répression contre la gauche et en même temps l'impuissance relative du Parti. Hitler est ainsi devenu, en apparence, l'instrument et l'otage de l'opposition réactionnaire.

A gauche l'opposition est générale et d'aspects multiples : le gouvernement prussien Braun-Severing, à vrai dire à demi hors du jeu puisque von Papen est commissaire du Reich pour le pays ; les fractions social-démocrate et communiste du Reichstag (121 et 100 députés). Mais cette opposition parlementaire est beaucoup moins dangereuse pour le Parti que celle des organisations de combat marxistes, des syndicats et des ligues. L'union générale des syndicats allemands (ADGB), l'union libre des employés (AFA) et l'union générale des fonctionnaires (DAB), d'une part, le Front de fer et la Bannière d'Empire, de l'autre, doivent résister ou disparaître. L'arme dont ils disposent dans la première hypothèse serait la grève générale, dont l'efficacité, contre les putsch réactionnaires, n'est plus à démontrer : mais la position légale du gouvernement paralyse les dirigeants syndicalistes, dont l'influence, par ailleurs, est très diminuée par l'ampleur de la crise économique.

Le Parti communiste allemand (KPD), au contraire, y trouve un accroissement de dynamisme. Il prépare, dès le mois de décembre 1932, alors que l'accession au pouvoir de Hitler est devenue presque certaine, la résistance armée au fascisme. C'est à cette date (8 décembre) qu'est élaboré le plan d'action trimestriel de Brunswick qui doit « créer dans la classe ouvrière une atmosphère telle qu'elle comprenne que la place du fusil est entre les mains de l'ouvrier ».

Le 30 janvier au soir, la ligue de combat Antifa (organe de combat KPD) adresse à tous ses membres un ordre d'alarme, prévoyant le passage à la clandestinité et l'unité d'action avec la Bannière d'Empire, pour la contre-révolution rouge.

A droite comme à gauche, le gouvernement se heurtera à l'opposition des pays : en Bavière particulièrement, où le parti populiste bavarois est, numériquement, presque aussi fort que les nationaux-socialistes, mais aussi en Saxe, en Rhénanie et dans toute l'Allemagne du sud.

Enfin, le gouvernement ignore absolument quelle sera l'attitude des puissances européennes devant le nouvel état de choses. Chacune d'elles a, au moins, un motif sérieux d'hostilité contre Hitler : la France, ses déclarations de *Mein Kampf*, la menace de réarmement et l'antisémitisme du Parti ; l'Angleterre, les tendances socialistes et autarciques ; l'Italie, le projet d'Anschluss ; la Russie, l'antibolchevisme et la politique de l'Est ; les voisins tchèques et polonais, les revendications des minorités allemandes. Rien de tout cela, bien entendu, ne pourrait justifier une guerre préventive, mais l'Allemagne va se trouver moralement isolée de l'Europe, et à la merci de la moindre imprudence.

En face de cette « coalition de fait », Hitler dispose à l'intérieur du gouvernement des pouvoirs de chancelier (qui ne dépassent guère ceux d'un *primus inter pares*) et surtout de son prestige personnel, des deux ministères de l'Intérieur (Prusse et Reich), c'est-à-dire de la police des deux tiers de l'Allemagne, de l'appareil bureaucratique, et bientôt du secrétariat à la Propagande, créé pour Goebbels (15 février), qui donne au Parti l'équipement radiophonique du Reich (ce qui contrebalancera la presse, hostile dans son ensemble) ; à l'extérieur, il dispose du Parti. Ajoutons-y cependant la neutralité assez bienveillante de l'Armée, des Affaires étrangères et des Finances. Il semble que ce soit peu.

La lutte s'engage au point culminant de la seconde grande crise, qui est, cette fois, mondiale : le 15 février, le nombre des chômeurs a dépassé six millions (six millions quarante-sept mille) contre onze millions cinq cent mille d'ouvriers au travail, c'est-à-dire qu'un ouvrier au moins sur trois, est sans travail, que de vingt à vingt-cinq millions d'allemands vivent des allocations de l'Etat. Celui-là se ruine rapidement, sans trouver d'autre remède qu'un nouvel appel, très aléatoire, aux crédits étrangers. Les mêmes causes qui avaient amené l'effondrement du mark de 1923 vont-elles amener celui du mark de 1933 ? La paysannerie, de plus, est dans la situation la plus critique qu'elle ait connu

(1) Benoît Méchin, *op. cit.*

depuis dix ans. L'endettement paysan atteint, en février, 8 milliards de marks, les expropriations pour dettes se multiplient, les hypothèques privent le fermier, non seulement de son bénéfice, mais même de son pain.

On comprend alors que le Führer déclare, quelques jours après la prise du pouvoir : « J'ai beaucoup réfléchi avant de me résoudre à former le ministère du 30 janvier... De ma vie, nulle décision ne m'a été plus dure que celle-là. » La première conquête du Reich s'était faite de l'extérieur, dans l'opposition à tous, elle avait duré douze ans. La seconde partira de l'intérieur, contre l'opposition de tous, elle durera cinq mois. Le cheval de Troie remplace le bélier. Ce qui frappe, dans la période qui s'ouvre, c'est la rapidité et la sûreté de la politique hitlérienne, sa brutalité aussi. La liquidation de l'opposition de gauche est totale en quatre mois, celle de l'opposition de droite dans les deux mois suivants. En même temps se termine l'assimilation, par le Parti, de toutes les activités politiques allemandes. La lutte contre les difficultés industrielles et paysannes, l'unification du Reich, l'ébauche et parfois la réalisation des réformes de structure, sont menées de front. Cette année 1933, que les Allemands appellent celle de l'*Umbruch* (du chambardement), permet enfin au Parti et à son chef de donner leur pleine mesure : et nous y retrouverons sans mal toutes leurs caractéristiques – amoralisme politique, efficacité et cohérence, sens profond du maniement des masses, rapidité, brutalité et intelligence.

II — Du 31 janvier à l'incendie du Reichstag

La déclaration que, le 31 janvier, le ministre Frick fait au Reichstag au nom du gouvernement, est agressive : « ...En quatorze ans, les partis du marxisme ont conduit le pays au bord de l'abîme, détruit son unité, ruiné sa paysannerie et son économie, préparé les voies au bolchevisme destructeur... Le gouvernement national, lui, remettra la nation sur ses pieds en quatre ans : ses premiers objectifs sont la bataille du ravitaillement et la lutte contre le chômage... Il demande pour cela aux partis une trêve d'un an... » Socialistes et communistes répondent par une motion de

méfiance : le Centre devient, dans une certaine mesure, l'arbitre de la situation, car ses 76 voix sont indispensables au nouveau gouvernement pour constituer une majorité relativement stable. Est-ce cette considération qui pousse son orateur, Mgr Kaas, à critiquer la déclaration ministérielle et à exiger une politique « contrôlée » ? C'est en tout cas une maladresse : Hitler et Hugenberg sont d'accord pour estimer que, devant la dérobade du Centre, le Reichstag cesse d'être normalement gouvernable et vont demander à Hindenburg de le dissoudre.

Dans la rue, si l'ensemble de la population est de nouveau calme, des bagarres sporadiques opposent chaque jour miliciens du Front rouge et Sections d'Assaut. Celles-là perdent encore quatre hommes dans la journée, à Berlin, leurs adversaires sans doute autant.

Le 1er février paraît le décret de dissolution du Reichstag, « du fait que la création d'une majorité parlementaire se révèle impossible, et pour permettre au peuple de prendre position à l'égard du nouveau gouvernement de concentration nationale ». Les élections sont fixées au 5 mars.

Le 2, tandis que Goebbels lance sa propagande électorale, Göring prend en mains la police prussienne. En quelques jours, cadres supérieurs et subalternes sont « épurés » : tout ce qui est suspect, non seulement d'hostilité, mais même de tiédeur à l'égard du régime, est liquidé, remplacé par des hommes sûrs, la plupart du temps par les chefs régionaux des SA. Cette épuration, pourtant massive (elle touche les deux tiers des cadres), est complétée par l'adjonction aux forces régulières de troupes auxiliaires de SA et de Casque d'Acier. Le même jour, les réunions et démonstrations communistes sont interdites sur le territoire prussien.

Le 4, le Landtag de Prusse, qui fait opposition à ces mesures, est dissous par un second décret « pour la protection du peuple », complété le 6 par une ordonnance de Hindenburg « pour le rétablissement des conditions normales de gouvernement » qui transfère à von Papen la totalité des attributions du ministère socialiste Braun-Severing. Les prochaines élections sont également fixées au 5. Les Assemblées municipales, dissoutes le 4, seront remplacées le 12 mars. Le 4 encore, un décret autorise la

suspension ou l'interdiction des réunions pouvant troubler l'ordre public (c'est-à-dire des réunions des partis de gauche). Le 7, la fédération berlinoise du parti social-démocrate met en garde ses adhérents contre des provocations, et leur demande de garder leurs forces « pour le jour de la lutte » (le jour des élections).

Du 9 au 20, la machine policière de Göring s'abat une première fois sur le parti communiste. On découvre peu à peu à Berlin, en Saxe, en Westphalie, en Silésie, à Hanovre, à Hambourg, des dépôts d'armes et de munitions (2) et surtout des documents qui semblent établir l'existence d'un plan insurrectionnel du Front rouge pour les jours prochains, dont l'incendie des bâtiments publics donnerait le signal. Dès le 17, Göring ordonne par décret à la police de Prusse « de ne pas hésiter à tirer en cas de besoin... Chaque agent doit se pénétrer de l'idée que l'inaction est une faute plus grave qu'une erreur commise dans l'exécution des ordres reçus. » Du 4 au 17, Hitler parle à Stuttgart, Dortmund, Cologne, Francfort.

A partir du 17, le choc paraît inévitable entre les deux Fronts, le Rouge et le Brun : le 24, une perquisition à la Maison Karl Liebknecht apporte à cette impression l'appui de nouveaux documents organisant le « soulèvement armé ». Le 25, devant la répression policière, les combattants rouges (autoprotection des masses rouges et ligue Antifa) passent sous une direction unique. Le 26, celle-là lance à ses adhérents l'ordre « d'alarme suprême »... « Il s'agit non seulement d'ériger un large rempart de masses pour la défense du parti communiste et des droits de la classe ouvrière, mais aussi de déclencher un puissant assaut de masses et une gigantesque lutte de masses contre la dictature fasciste. Dans ce moment décisif, la direction centrale attend de chaque chef et camarade qu'il donne le maximum de ses forces et sacrifie même sa vie dans la lutte pour notre classe. » Dans la soirée du même jour, un début d'incendie est maîtrisé dans les combles de l'ancien château impérial.

---

(2) A Hanovre, trois mille cinq cents capsules d'explosifs, à Altona, soixante-dix mitrailleuses, quatre-cent fusils, deux mille revolvers. (Benoît-Méchin, *op. cit.*).

Le 27, tard dans la soirée, le Reichstag est en flammes : la police a arrêté dans les bâtiments un jeune hollandais porteur d'une carte du Parti communiste hollandais, Van Der Lubbe. L'incendie est circonscrit, puis éteint avant l'aube, mais la machine de répression anticommuniste est déjà en route. Quelle que soit la vérité sur l'affaire du Reichstag (3) – et il est très probable qu'il s'agit d'une provocation de Göring – l'Allemagne entière a cru à la réalité du complot communiste, en sorte que la liquidation du parti va rencontrer une approbation à peu près générale. Toute la nuit, police, SA et SS perquisitionnent et arrêtent. Au matin du 28, Thaëlmann, Torgler, Kuhn, Pieck, avec eux tous les membres du comité central, quatre mille militants et dirigeants, ont été arrêtés, ainsi que Dimitrov et Popov, agents bulgares du Komintern, la presse communiste interdite en Prusse pour un mois, les publications socialistes pour 15 jours : car – et cette fois contre toute évidence – les sociaux-démocrates sont impliqués dans le complot.

Le lendemain 28, Hindenburg promulgue une ordonnance « pour la protection du peuple et de l'Etat » qui suspend ou restreint une partie des libertés constitutionnelles et autorise l'exécutif du Reich à se substituer aux pays pour le rétablissement de l'ordre.

Le 1er mars, un second décret punit la « provocation à la lutte armée contre l'Etat » et la provocation à « la grève générale ». Une ordonnance élève de cinq cents à soixante mille le nombre minimum d'adhérents que doit réunir un parti pour présenter des listes électorales, ce qui a pour conséquence d'éliminer du prochain scrutin les groupuscules politiques de toutes tendances. Le 2 et le 3, cependant que les états du Sud (Wurtemberg, Bavière et Bade) protestent contre le décret du 28, Göring achève de briser l'appareil du parti communiste. Des milliers de militants sont arrêtés : c'est pour eux que s'ouvrent les premiers K. Z., les camps de concentration. Le K.P.D. décapité, les sociaux-démocrates et les syndicats se taisent.

---

(3) *Cf.* Gisevius, *Jusqu'à la lie*, 1.

Le 4, Hitler, qui a parlé à Munich, Nuremberg, Breslau, Berlin et Hambourg, prend la parole à Königsberg pour clore la campagne électorale. Le 5, la participation au scrutin est la plus large qu'on ait enregistré depuis 1923 (11 % d'abstentions). Les nationaux-socialistes, avec 17 164 000 voix, obtiennent 288 sièges, les socialistes 118, le centre 70, les allemands-nationaux 52, les populistes bavarois et divers 28, les communistes, malgré l'ampleur de la répression, 81, avec 4 750 000 voix. De ce fait, la coalition nationale dispose d'une large majorité (123 mandats), puisque les députés communistes élus seront « invités » à ne pas prendre possession de leurs sièges. Dans l'hypothèse même (très peu vraisemblable) où tout le Reichstag se liguerait contre eux, les nationaux-socialistes, par suite de l'exclusion des communistes, disposent encore de 52 % des voix : en fait, ils peuvent gouverner seuls. La situation est sensiblement la même au Landtag de Prusse, ainsi que dans les pays, sauf en Bavière où le parti populiste-bavarois monarchiste garde plus du tiers des voix. Pour y étouffer le risque d'un séparatisme imminent, Hitler agit rapidement : le 9, le général von Epp est nommé commissaire du Reich pour la Bavière, le soir il liquide l'opposition bavaroise et constitue avec Röhm, Wagner et Himmler un nouveau gouvernement.

Dès le 8, Göring installe sa police en Saxe, en Bade, en Wurtemberg, en Hesse. Les pays de l'Ouest et du Sud constituent leurs ministères nazis. Le 12, les élections aux assemblées municipales confirment et assurent la victoire de la coalition et la prépondérance nationale-socialiste. Le même jour, un décret de Hindenburg déclare que les trois couleurs, noir-blanc-rouge (4), et le drapeau à croix gammée doivent « être considérés, au même titre, comme les emblèmes du Reich allemand ».

Le 15, le docteur Schacht, acquis au national-socialisme, est nommé président de la Reichsbank. Le 20, les organisations syndicales libres rompent avec le parti socialiste et déclarent que « quelle que soit la nature du régime de l'Etat... leur tâche ne peut être que de mettre à la disposition du gouvernement et du

(4) C'est-à-dire les couleurs impériales.

parlement les connaissances et expériences acquises dans leur domaine. » Ainsi est écartée la double menace d'une crise financière provoquée par la réaction et d'une grève générale répondant à la répression antimarxiste.

Le 21, la session du nouveau Reichstag est solennellement ouverte, à la *Garnisonskirche* (la chapelle militaire) de Potsdam. C'est le jour anniversaire de la première réunion du Reichstag bismarckien (1871), et tout, dans la cérémonie, marque à la fois la rupture avec la démocratie parlementaire de Weimar et le retour aux traditions du Reich. Hitler et Hindenburg sont face à face dans cette citadelle de l'esprit prussien, cet esprit « de travail, de devoir et de patriotisme » dont le Maréchal invite « la nouvelle génération » à s'inspirer. Celle-là – répond pour elle le Chancelier – s'est levée pour restaurer l'honneur national. « refaire l'unité d'esprit et de volonté de la nation allemande... sauvegarder enfin les éternels fondements de notre caractère racial et les valeurs qui nous sont propres... » Une longue poignée de mains scelle la réconciliation des deux Reich, confirme l'héritage, et par-dessus la révolution de novembre, lègue à la nouvelle Allemagne les tâches de l'Allemagne éternelle.

Dans l'après-midi, à l'Opéra de Berlin, élection du bureau de l'Assemblée. Le surlendemain, 23 mars, celle-là est saisie par le gouvernement d'un projet de loi « pour l'allégement de la misère du peuple et du Reich » : le projet demande au Reichstag d'accorder au cabinet en fonction les pleins pouvoirs pour quatre ans. Hitler rappelle à la tribune la gravité de la situation économique, affirme une nouvelle fois son désir de réaliser, dans la légalité, les réformes essentielles, son attachement à une politique de paix. « La majorité dont dispose le gouvernement, conclut-il, pourrait le dispenser de vous demander cette mesure. Néanmoins, il tient expressément à ce que vous la lui accordiez par un vote clair et sans équivoque. »

Le projet est voté par 441 voix contre 94 : il ne reste plus qu'à congédier l'Assemblée...

La loi est promulguée le lendemain 24 mars, sous les signatures de Hindenburg, Hitler, Frick, von Neurath, von Krosigck. Elle accorde pour quatre ans, et nommément au gouvernement

actuel, le pouvoir de légiférer par lui-même en dehors de la Constitution (sous la réserve des droits du Reichstag, du Reichsrat et du président du Reich) et dispense de la ratification parlementaire les traités qu'il pourrait conclure avec des Etats étrangers. La démocratie parlementaire a fait place à la dictature légale.

III – De l'incendie du Reichstag à la clôture de la révolution

La première phase de la conquête du Reich est achevée : appuyé par la réaction, gardé sur ses flancs par la passivité du centre et des organisations syndicales, Hitler a écrasé l'aile marchante de l'opposition de gauche, c'est-à-dire le seul ennemi dont le dynamisme et la formation politique consciente aient jamais fait un danger. Il a ensuite unifié en fait le Reich en imposant aux pays des gouvernements nazis et légitimé, par la loi du 24 mars, la victoire du national-socialisme. Il reste à utiliser et à justifier les pleins pouvoirs, en ébauchant l'état national-socialiste. Il n'est pas possible d'entrer dans le détail de cette seconde période, tant les mesures les plus diverses s'y superposent et s'y succèdent. On ne peut qu'indiquer les principales, en se réservant d'y revenir dans les chapitres consacrés à la structure du Troisième Reich.

Le 27 mars, les ministres du cabinet prussien socialiste déclarent officiellement qu'ils renoncent à leurs fonctions. Le 31, une première loi provisoire « tendant à unifier les pays d'Empire avec le Reich » invite ceux-là à se conformer désormais, dans leur législation, à l'exemple du Reich, sans tenir compte du particularisme des Etats ou des Constitutions.

Le 1er avril, journée de boycott des entreprises juives. Le 4, création d'un « comité paysan » qui doit préparer les premières mesures de sauvetage de l'agriculture. Le 7, une loi nomme « dans tous les pays du Reich... des lieutenants du pouvoir qui ont mission de veiller à l'exécution des directives politiques édictées par le Chancelier ». Leurs droits en font de véritables gouverneurs de provinces. Le même jour, loi pour « le rétablissement du fonctionnariat de carrière », introduisant la clause aryenne et le droit de révocation pour non-convenance politique.

Le 11, Göring est nommé président du Conseil prussien. Le 21, « un comité d'action nationale » officieuse dissout vingt-huit fédérations de la Confédération Générale du Travail allemande. Le 22, premier statut de la presse et loi « pour la protection des fermiers » complétant une loi du 14 février de « protection contre les ventes forcées ».

Le 27, Franz Seldte, chef des Casques d'Acier, adhère au Parti. Le 1er mai, jusqu'ici « fête du travail » pour les syndicats, est déclaré désormais « fête nationale ». C'est l'occasion d'une manifestation grandiose à Tempelhof (près de Berlin) à laquelle sont conviées les délégations des syndicats libres : ceux-là ont accepté, dès le 21 avril, de participer à la cérémonie, au cours de laquelle Hitler annonce la création du Service du Travail obligatoire et le début des grands travaux. Le lendemain 2 mai, dans la matinée, les immeubles des syndicats libres, les banques ouvrières, les coopératives sont occupés par les SA, cinquante-huit chefs syndicalistes arrêtés. L'action est conduite par le comité du Docteur Ley, chef du Front du travail allemand. En même temps, les avoirs des syndicats, du parti social-démocrate et de la Bannière du Reich sont saisis. En quelques jours, la totalité des organisations syndicales allemandes se soumet et se fond dans le Front du travail.

Le 10 mai, c'est au tour de Goebbels de passer à l'action : il organise, à Berlin, un autodafé gigantesque de vingt mille volumes qui comprennent aussi bien de la littérature pornographique désormais interdite que des œuvres d'écrivains juifs non-ralliés.

Le 15, une loi crée en Prusse le « bien paysan héréditaire ». Le 17, grand débat de politique générale et surtout de politique extérieure au Reichstag : discours de Hitler de trois heures, répondant à un vote hostile de la conférence du désarmement, mesuré, pacifique et fort net à la fois, qui emporte un vote d'unanimité du Reichstag (y compris les voix des sociaux-démocrates). Le 26, un décret confisque les biens du parti communiste allemand.

Le 1er juin, une « loi pour la résorption du chômage », parmi d'autres mesures, ouvre un crédit de « création de travail » de

1 milliard de reichsmarks. Une seconde réglemente et endigue l'endettement agricole. Le 19, dissolution de l'association Scharnhorst, avant-garde du Casque d'Acier. Le 21, tandis que le parti suspend toutes les adhésions, un décret verse la totalité du *Stahlhelm* dans la SA., dont il formera la première réserve. Le 22, le parti social-démocrate, dont le comité central s'est transporté à Prague, d'où il multiplie les appels à la résistance, est dissous. Le 27 juin, le parti Deutsch-national se dissout de lui-même. Le même jour, création de l'entreprise des « autostrades du Reich ». Le 28, Hugenberg démissionne, remplacé par Darré à l'Agriculture et par Schmitt à l'Economie. Le même jour, le « parti d'état démocratique » est supprimé.

Le 4, c'est le tour du parti populiste; le 5, celui du Centre, dernier bastion de la démocratie allemande. Le 8, le Concordat avec le Vatican, qui reconnaît le régime, est paraphé. Le 6, dans une conférence au *Statthalters*, Hitler a déclaré : « ...Il ne faut renverser les institutions que lorsque l'on a trouvé quelque chose de mieux à mettre à leur place... La révolution n'est pas un état permanent, elle ne doit pas devenir quelque chose de durable... Aujourd'hui, le Parti est devenu l'Etat. Toute la puissance réside entre les mains du gouvernement central. »

Cette mainmise du Parti sur l'Etat est marquée, dès le 30 juin, par l'entrée au cabinet comme ministres d'Etat de Hess (délégué du Führer à la direction du Parti) et de Röhm. Le 14 juillet enfin, un ensemble de dix-neuf lois termine la seconde période révolutionnaire : lois « sur la constitution de l'Eglise évangélique allemande », pour « l'annulation de naturalisation et le retrait de nationalité », sur la « stérilisation des sujets tarés », de « reconstitution de la paysannerie allemande », loi « interdisant la création ou la reconstitution de partis politiques », statut provisoire de la corporation du cinéma, loi instituant « la consultation populaire directe par le plébiscite », enfin, qui couronne l'édifice en instituant l'appel direct à la ratification du peuple, c'est-à-dire en rétablissant le vieux lien mystique entre la nation et son chef par-dessus les intermédiaires politiques.

IV — Ralliement de l'opposition

Nous avons vu, au début de ce chapitre, l'ampleur et la diversité des formes d'opposition au régime hitlérien, puis la succession d'événements et de mesures qui, en moins de six mois, balaient ces adversaires et posent les fondements du nouveau Reich. Il reste à revenir de plus près sur les enseignements de cette période, à expliquer comment et pourquoi l'opposition de droite et de gauche s'est ainsi évanouie, où elle s'est réfugiée, enfin dans quelle mesure le national-socialisme est réellement et profondément « installé » au pouvoir.

La brutalité de la répression anticommuniste montre bien que c'est dans cette minorité consciente, disciplinée, armée, que le national-socialisme a vu son ennemi le plus redoutable. Dès 1922, il était évident que, si la génération qui avait connu l'Empire continuait dans son ensemble à soutenir de ses votes les partis traditionnels, le Centre, les sociaux-démocrates, les nationaux, la génération du front, elle, et plus encore celle qui venait à la vie politique entre 1925 et 1930, se portaient en masse aux deux plateaux extrêmes de la balance politique, le nazisme et le communisme : c'est là beaucoup plus que dans l'augmentation du nombre des chômeurs qu'il faut chercher l'explication de la poussée parallèle des deux partis à partir de 1928. A vrai dire, l'ascension du national-socialisme semblait, avec ses trois millions de fanatiques et ses treize millions d'électeurs, rejeter dans l'ombre le communisme allemand : celui-là cependant conserve et améliore même ses positions politiques. Trois millions d'ouvriers, près de cinq millions de votants lui sont fidèles, même après la prise du pouvoir par le Parti. La mystique communiste a résisté à l'échec sanglant de Spartakus, aux variations doctrinales du communisme russe, à la faillite de la révolution prolétarienne mondiale, et même à cette dépendance absolue qui soumet le parti en Allemagne aux moindres volontés du Komintern. Dès 1930 cependant, le glissement de la jeunesse vers le national-socialisme surpasse de beaucoup, en ampleur et en profondeur, l'attirance du marxisme, et cette orientation décisive (puisqu'elle fera du Reich hitlérien une puissance à double face,

un « troisième front également opposé au front soviétique et au front des démocraties capitalistes ») cause et explique le remplacement du communisme par le national-socialisme comme « dynamisme organisateur » de l'Allemagne moderne. En d'autres termes, celle-ci disposait d'une réserve inemployée de forces jeunes, formées et trempées par les années des épreuves les plus dures qu'aucun Etat moderne, sauf peut-être la Russie, ait eu à traverser; ces forces ne pouvaient se porter que vers une mystique totale (c'est-à-dire vers un Etat totalitaire) qu'elles cherchent, de 1920 à 1930, dans l'exaltation des révoltes ouvrières ou des coups de mains des corps-francs, qu'elles réalisent ou croient réaliser dans le défi orgueilleux et insensé que le III[e] Reich lance au monde.

La véritable question est donc celle-ci : pourquoi et comment, le national-socialisme a-t-il (plutôt que le communisme allemand) polarisé, regroupé autour de lui ces volontés et ces aspirations? Ce qui frappe tous les observateurs étrangers, entre 1932 et 1935, c'est la jeunesse du Parti, l'impression qu'elle en est le moteur et l'âme, et nous y reviendrons. Ecrire que le national-socialisme groupait les classes moyennes contre le prolétariat, c'est déplacer le problème, sans rien expliquer : car pourquoi le communisme allemand a-t-il été incapable de grouper le prolétariat contre les classes moyennes? Et où sont les classes moyennes, où est le prolétariat dans l'Allemagne de 1930, avec ses six millions de chômeurs? En fait, la plupart des « explications » de ce remplacement de forces sont du même ordre : elles reculent, esquivent la question, par paresse ou par nécessité politique. Le « soutien financier » de l'industrie lourde aurait expliqué la victoire de Hugenberg et des nationaux allemands, non des nationalistes-allemands. Le même argument vaut, sous une autre forme, pour le parti communiste allemand dont les dépenses (comme celles de tous les partis communistes nationaux à l'époque) sont directement payées par Moscou. Les deux adversaires, qu'elle qu'en fût l'origine, disposaient donc des mêmes ressources. Le « terrorisme » des SA? Mais les communistes étaient maîtres de la rue avant les SA, et croit-on que le « terrorisme » du Front rouge, s'il avait eu à sa disposition les

millions de jeunes allemands que le Parti avait groupés, aurait différé du « terrorisme nazi » ? Il est probable que la révolution communiste aurait coûté beaucoup plus de sang que la révolution hitlérienne. La « mystique », « l'uniforme », « l'instinct grégaire » ? Tout cela est différemment communiste et national-socialiste.

La question demeure donc posée : mais la réponse dépasse le cadre d'un chapitre. Nous en avons trouvé déjà quelques éléments en étudiant les progrès, dans les dix ans qui se sont écoulés, du national-socialisme, et les autres apparaîtront à mesure que nous verrons le Troisième Reich sortir du terrain négatif et confus de la lutte pour le pouvoir pour faire passer dans des actes et des réalisations positives sa conception du monde. Les grandes politiques sont la conséquence d'une rencontre entre une conception du monde, précisément, et l'homme qui la jette à une foule : ainsi Robespierre, ainsi Lénine. Leur force naît de la fusion intime entre l'homme et la pensée, de l'assimilation qui se fait de l'un à l'autre. C'est parce que Liebknecht n'était pas un Lénine que la révolution prolétarienne allemande a échoué, alors qu'elle réunissait, dans l'esprit même du marxisme, toutes les conditions de réussite : le déterminisme historique n'est rien, n'aboutit à rien quand il n'est pas servi, mis en marche par une volonté politique humaine, et voilà sans doute la réponse la plus simple et la plus vraie à la question qui s'est posée plus haut : c'est qu'il n'y a aucune commune mesure entre un Thaëlmann, un Torgler ou un Pieck et Hitler. Les premiers sont les sous-ordres consciencieux et convaincus du déterminisme marxiste (5), mais le Chef du national-socialisme est un chef né, qui tire de lui-même, du foyer de vie intense qu'est sa personnalité politique,

(5) Voici ce que dit de Torgler, chef de la fraction communiste au Reichstag, second immédiat de Thaëlmann, le témoin précieux Gisevius, *op. cit.* :
« Il a bien joué avec le feu, mais, en vérité, il n'a jamais pensé incendier cet ordre social, parlementaire et bourgeois qui lui convenait si bien. Non, cet homme n'est pas un héros. Sa triste attitude (au procès de l'incendie du Reichstag) explique clairement devant le tribunal de l'Histoire pourquoi les Rouges, malgré 1918, malgré la grande crise économique de 1930-1933, ne sont pas arrivés au pouvoir. »

un tel rayonnement et un tel magnétisme que les hésitants, les émotifs, et surtout les jeunes, qui cherchent dans le « mouvement » politique la satisfaction du besoin de romantisme et de soumission de leur âge, vont d'instinct à lui, à travers le Parti.

Deux phénomènes, d'ailleurs, convergent ici, celui du chômage et celui de la jeunesse. En 1932, 26 % des sans travail ont moins de vingt-trois ans, et la SA dans son ensemble est très jeune. C'est donc bien dans la puissance de séduction du mythe hitlérien, séduction à laquelle cède surtout la jeunesse, qu'il faut chercher la raison déterminante du glissement de 1929 à 1933 vers le national-socialisme.

Comment se manifeste ce glissement? A partir de 1932, surtout, les rangs du Parti s'ouvrent de plus en plus aux transfuges du communisme, et le mouvement s'accélère dans les dernières semaines de 1932 et les premières de 1933. Le fait est si connu en Allemagne que les Berlinois emploient, pour désigner ces transfuges, un terme expressif : ce sont les *Biftecks*, bruns à l'extérieur, rouges à l'intérieur. Ceux des communistes dont la formation politique est médiocre ou nulle, ceux qui ne cherchent dans la lutte qu'une occasion de faire le coup de poing ou de satisfaire des rancunes de classe rejoignent dans les Sections d'Assaut, devenues l'aile marchante à gauche du Parti depuis l'élimination de Strasser, les Hitlériens de longue date ou les jeunes croyants. Röhm pense-t-il dès cette époque à faire de ses prétoriens l'armée d'une nouvelle révolution, plus socialiste que nationale? C'est fort possible. Depuis 1930, la SA a sa trésorerie autonome, et l'état-major du Parti préfère sans doute ignorer ce recrutement douteux que d'entrer en conflit avec l'état-major de la SA. Dès février 1933, en tout cas, l'appartenance à celle-là n'implique plus obligatoirement l'adhésion au Parti. On y accueille donc ouvertement ceux qu'on appelle les non-politiques et qui sont, au su de tous, des communistes plus ou moins convertis qui viennent chercher dans la SA un refuge contre la répression et un terrain propice à l'agitation politique. C'est à eux, en grande partie, que les troupes de Röhm doivent à la fin de 1933 leur brutale orientation vers l'extrême-gauche qui mène, à son tour, à la seconde révolution, étouffée dans le sang.

Ces deux raisons – passage de la jeunesse plébéienne à l'hitlérisme, passage des hommes de main à la SA – n'expliquent qu'incomplètement la disparition du parti communiste : le travail clandestin se poursuit, en particulier l'action de presse. Mais la répression du 28 février prive le parti de ses cadres et de ses militants de base, rompt les contacts avec Moscou, enlève au communiste toute possibilité de résistance organisée. Cependant, il fallait souligner que cette répression – qui aboutit pratiquement à l'élimination politique du communisme – n'a été possible que parce que les deux raisons indiquées avaient joué d'abord en faveur du national-socialisme.

Quant à la social-démocratie, c'est un colosse aux pieds d'argile, le type même de ces formations politiques parlementaires dont la force apparente cache la faiblesse doctrinale et le manque de dynamisme, l'opportunisme, la soumission au fait accompli. Le déroulement « légal » des événements qui amènent le national-socialisme au pouvoir lui interdit toute intervention, et c'est sans doute ce qu'expliquent les dirigeants sociaux-démocrates, entre le 3 et le 7 mars, aux militants de province de la Bannière d'Empire – la formation de combat du parti – venus demander des ordres à Berlin. Ces dirigeants, d'ailleurs, qui sont-ils ? des politiciens timorés, des doctrinaires hésitants – pas des Ebert, encore moins des Noske ou des Dittmann : ils représentent cependant encore en mars la force électorale la plus considérable après le national-socialisme, 118 sièges, une clientèle électorale de sept millions d'Allemands.

Tout cela n'aboutit qu'à la protestation platonique de Wels au Reichstag, à des appels à la conscience universelle. C'est ici qu'Hitler recueille le bénéfice de la marche légale au pouvoir inaugurée en 1925, car, à l'avantage inestimable de la force du Parti, il ajoute l'argument démocratique par excellence, celui du nombre. Et les sociaux-démocrates iront grossir peu à peu les rangs nationaux-socialistes avec la même indifférence moutonnière.

Enfin, et voici l'explication la plus intéressante de l'échec de la gauche allemande devant Hitler, celui-là a affaire, non pas à un bloc uni devant lequel il aurait peut-être été impuissant, mais

à une opposition de gauche profondément divisée. L'ennemi numéro 1 du Front rouge, c'est le « parti frère ». L'ennemi numéro 1 des « sozis » (sociaux-démocrates), c'est le Front rouge. Le bloc hitlérien, compact, serrant d'autant plus les rangs qu'il a été plus faible, ne vient qu'au second rang : de sorte que, de 1918 à 1933, les partis marxistes ont usé le meilleur de leur énergie à se combattre farouchement. Pendant ces quinze ans, aucune unité d'action, aucun plan commun de résistance, mais des bagarres, des trahisons, une haine obsédante. Ainsi s'ouvre et s'élargit sans cesse une brèche dans laquelle passera l'armée brune : et même à ce moment (entre janvier et mars 1933), alors qu'il en est encore temps, la désunion persiste. Nous avons vu avec quelle habileté la stratégie politique hitlérienne joue de cet atout unique. Une telle leçon donne à méditer.

Et le Centre ? le Centre orgueilleux avec lequel Bismarck lui-même avait dû entrer en compromis ? Si les sociaux-démocrates ont des troupes mais pas de chef, le Centre a des chefs mais pas de troupes. La moitié de la population allemande est « classée catholique », la moitié de cette moitié est « catholique pratiquante », mais fort peu sont « catholiques-politiques ». Le Parti, par ailleurs, pratique une politique plus habile que celle de Bismarck : il ne cherche plus à enlever aux fidèles leurs prêtres ou leurs pasteurs, mais creuse toujours davantage le fossé qui sépare les uns des autres sur le terrain politique. Il enlève les fidèles au clergé politique, avec succès. Ainsi est-il gardé contre une réaction catholique de masse.

Par ailleurs, la signature du concordat, au mois de juillet, entre von Papen – chef de file des catholiques-politiques –, rallié par ambition au nazisme, et le Vatican, enlève à l'ultramontanisme allemand toute possibilité de résistance appuyée sur Rome. C'est en somme la validation du nouveau régime, le désaveu de la fraction du clergé qui s'oppose à Hitler. Contre les libertés matérielles garanties par le nouvel Etat, le cardinal Pacelli retire aux prêtres le droit de s'inscrire à un parti politique (ce qui ne touche que le Centre) et de militer pour lui. Cependant, nous retrouverons l'opposition catholique tout au long des années qui viennent : dès 1934, puis en 1938, enfin en 1944.

Mais il ne s'agira jamais plus que d'une résistance de l'élite catholique laïque, et non d'un mouvement populaire profond. L'échec de la démocratie chrétienne allemande est moins le résultat d'une répression brutale que d'une scission entre les croyants (qui, au moins en 1933, ne voient pas d'incompatibilité entre la pratique de leur foi et leur adhésion politique au nazisme) et leurs chefs.

Reste l'opposition de droite, les nationaux-allemands : ils trouvent un maître là où ils cherchaient un figurant. La volonté affichée des nazis de « mettre le capitalisme en tutelle », l'extension de la SA qui met en jeu l'existence même du Casque d'Acier leur font accentuer, au sein du cabinet, l'opposition qui les dresse depuis longtemps contre le mouvement plébéien. D'ailleurs, la lutte du Parti contre la « réaction » est à peine moins violente que la lutte contre les sozis ou le Centre. A Brunswick, à la suite de bagarres entre SA et Casques d'Acier, le parti deutch-national est dissous dès la fin février. Le 23 mars, Gerecke, commissaire au Chômage, a été destitué ; le 6 mai, le Docteur Oberfohren, adjoint de Hugenberg à la tête du Casque d'Acier, est trouvé « suicidé » chez lui. En juin, les Sections d'Assaut s'attaquent aux permanences du *Kampfring* (qui a remplacé l'association *Scharnhorst* comme formation paramilitaire des nationaux). Mais de quels moyens de résister efficacement ceux-là disposent-ils ?

La rébellion qui mènerait l'Allemagne à un chaos dont profiteraient seuls les communistes ? L'appel à la Reichswehr ? Celle-là est neutre, et bien décidée à le rester. Elle fera « payer » plus tard sa neutralité. Une intervention de la *Schwer-Industrie*, dont Hugenberg reste l'un des chefs les plus influents ? il est beaucoup trop tard : d'une part, parce que Hitler est maintenant chancelier et dispose de moyens légaux d'action pour la lutte contre le capitalisme de combat, d'autre part, parce que la détresse économique du pays frappe durement les industriels, qui ne demandent que le retour à l'ordre et au travail, même au prix de l'abandon de quelques-uns de leurs privilèges. Et d'ailleurs, le premier résultat d'une telle action ne serait-il pas de rejeter Hitler vers l'aile gauche du Parti, c'est-à-dire de déclencher la violence révolu-

tionnaire, avec lui, à l'heure choisie par lui ? Hitler est pour l'industrie, moins un allié qu'un moindre mal, une digue contre les tentatives de la SA.

Le dernier moyen d'opposition au national-socialisme (qui dépend à la fois du Centre et des nationaux-allemands) est le recours à l'arbitrage du président Hindenburg. Celui-là dispose constitutionnellement d'un droit de veto aux mesures prises par son chancelier, et il a, dès février, délégué ce droit à von Papen : mais le vice-chancelier est un politique trop avisé pour se hasarder à déchaîner une « action » dont il serait la première victime. Il temporise et finalement, peut-être pour se dérober aux pressions dont il est l'objet, accepte avec empressement en mai de partir pour Rome où il doit préparer le Concordat. De sorte que si les heurts sont fréquents entre SA et Casques d'Acier, ceux-là doivent en juin accepter leur incorporation. C'est donc. une fois de plus à l'intérieur du Parti, et spécialement de la SA, que vont se retrouver les ennemis de droite et de gauche du régime. Quant à la passivité des syndicats, qui étonne quand on se souvient qu'ils ont réussi en trois jours à briser le putsch de Kapp, elle s'explique par la conjoncture de crise, et par la mentalité de leurs chefs, les « bonzes ». Une grève générale dans les conditions de 1933, c'est-à-dire avec six millions de chômeurs (dont deux millions de SA) qui se transformeraient du jour au lendemain en briseurs de grève, est vouée à l'échec.

Passivité, désunion, compromission d'un côté, concentration, violence, intelligence politique de l'autre, expliquent suffisamment la réussite de la révolution hitlérienne sans qu'il soit besoin de recourir à des complications obscures. Hitler est-il une créature de Staline ? Des sociétés secrètes teutoniques ? Du capitalisme monopoleur ? De l'état-major ? Autant d'hypothèses passablement puériles. Quel que soit le jugement moral qu'on porte sur une telle personnalité, il est certain que celles qui s'opposent à lui, entre 1930 et 1933, ne pèsent pas lourd dans la balance des forces. Les problèmes de dictature se ramènent avant tout à des problèmes d'hommes.

V — Sens de la révolution hitlérienne

C'est un travers assez commun de ne concevoir le bonheur des peuples voisins qu'à travers les lunettes du régime qui fait le bonheur du sien. Quand il s'y ajoute, comme c'est le cas pour la France, le truisme de la « barbarie allemande », on ne peut plus qu'admettre comme une vérité d'évidence que l'Allemagne est tombée en janvier aux mains d'une bande méprisable et méprisée : impression sommaire, qui ne tient compte ni de la situation tragique de l'Allemagne à ce moment ni surtout de la complexité psychologique du national-socialisme et de ses chefs. Certes, il y a dans l'état-major nazi quelque chose de la « bande ».

« Autour d'un prétendant... des hommes que (la France) ne connaissait pas jusque-là, qui n'avaient ni talent, ni honneur, ni rang, ni situation, de ces gens qui à toutes les époques sont les complices des coups de force... éternels rebuts des sociétés régulières :

Aere aleno obrut et vitiis onusti

un tas d'hommes perdus de dettes et de crimes, comme traduisait Corneille... (6) »

Mais l'arrivée des nazis au pouvoir n'est ni inattendue ni illégale. Depuis 1930, le Parti est devenu non seulement la faction politique la plus puissante d'Allemagne, mais aussi et surtout le plus grand mouvement de masses de l'histoire contemporaine : cette « minorité de partisans » à laquelle von Papen, un an plus tôt, « dénie le droit de s'identifier à l'ensemble de la nation allemande » garde une clientèle électorale de 11 millions d'hommes et de femmes, dispose au Parlement de plus du tiers des sièges, et, parallèlement, d'une armée plus puissante que l'armée régulière. Or, depuis trois ans, cet Etat dans l'Etat avec son million de partisans fanatiques et ses quatre cent mille prétoriens, non seulement ne lance pas ses troupes à l'assaut du Régime, mais se plie à la discipline constitutionnelle avec une modération, une retenue même, qui contrastent curieusement avec ce que l'on appelle schémati-

(6) C'est ce que dit Gambetta des hommes du 2 décembre.

quement « menées fascistes ». Manœuvre? Sans doute... Mais c'est la seule qui soit compatible avec le système parlementaire, celle qu'il prévoit et qu'il implique partout où il est en vigueur. Que les travaillistes en Angleterre, les socialistes en France, les démocrates aux États-Unis, groupent une majorité relative aussi importante – sur le plan parlementaire comme sur celui de l'opinion –, et l'on trouvera normal qu'un leader travailliste, socialiste ou démocrate soit chargé de former le ministère, soit seul, soit comme chef d'une coalition – c'est le cas d'Adolf Hitler.

De plus, il n'y a pas trace dans la montée au pouvoir du Parti d'une « conspiration » de prétoriens, ni du « cheminement souterrain » d'une équipe synarchique : les progrès du national-socialisme s'étalent au grand jour, ses militants et ses sympathisants s'affichent comme tels, ses chefs posent, deux ans avant la prise du pouvoir, des exigences précises; au Parti le plus nombreux du pays revient la charge de constituer le ministère et la direction de ce ministère. Telle est la règle d'or de la démocratie parlementaire, et le nazisme entend qu'elle joue. Depuis dix ans, il a respecté la loi d'un régime qu'il méprise : ce n'est pas par timidité ou par veulerie, mais pour qu'il soit prouvé que l'application de la loi du nombre ne pouvait rien, au contraire, contre une volonté politique tenace et lucide. Pas de combats de rue, pas de journées de novembre 17, pas même de marche sur Rome ou de fusillade place de la Condorde, ce coup de force sans conviction. Le souci de la « tactique légale » va jusqu'à faire modifier, par Hitler lui-même sans doute, en 1931, le texte du Horst Wessel. Avant, *bald flattern Hitlerfahne auf Barrikaden* (bientôt les drapeaux d'Hitler flotteront sur les barricades)... Après, *flattern auf allen Strassen* (flotteront sur toutes les rues).

Puisque le pays a librement adopté la constitution de Weimar, c'est par elle, grâce à elle même, que le national-socialisme arrivera au pouvoir. C'est la première originalité de cette révolution : un parti foncièrement antiparlementaire qui brise le régime, non de l'extérieur par la violence, mais de l'intérieur avec les seules armes que ce régime a créées.

C'est à cette tactique que la révolution nationale-socialiste doit d'être « sèche ». On n'en dénoncera que plus facilement l'hy-

pocrisie et la brutalité : mais l'hypocrisie est précisément d'ignorer – ou de feindre ignorer – que toute révolution dresse contre elle des adversaires irréductibles. En dehors de cet antagonisme, il n'y a pas de révolution, mais réforme ou évolution. C'est la loi des régimes d'autorité – qu'ils soient jacobins (ou républicains, au temps où la République se défendait en attaquant), dynastiques, fascistes ou communistes : pas de salut public en dehors du Parti. Et il arrive un moment où la raison d'État, et la nécessité du salut public incarnées par le Parti rendent inutiles et dangereuses les discussions sans issue. On sait quel usage ont fait les jacobins de cet axiome politique de base, et qu'il a fallu un demi-siècle au pays pour oublier le « bain de régénération par le sang » qu'ils lui imposèrent.

Le nazisme, lui, n'utilisera que la « guillotine sèche », les proscriptions à l'intérieur, le camp de concentration. Ce qu'il veut, ce n'est plus « faire rouler des têtes » comme il l'annonçait en 1920, mais éliminer de la scène politique les hommes dont il lui est impossible d'attendre un ralliement, ceux qui lui opposent une « dureté idéologique » égale à la sienne, c'est-à-dire les militants communistes ou catholiques. En quoi il montre un sens politique et surtout un souci de la vie de la nation qui feraient douter, s'il n'y avait pas par ailleurs la journée du putsch et celle du 30 Juin, de son énergie révolutionnaire. Renoncer à l'emploi de la force quand il est certain qu'on est le plus fort prouve chez un candidat dictateur une certaine hauteur de vue.

Cependant, la révolution nazie est bien une « révolution » au sens le plus fort du terme : un changement total dans la vie politique de la nation. « Peu importe, déclare Hitler, qu'il ait été nécessaire ou non de recourir à la contrainte physique, qu'il y ait eu ou non effusion de sang et lutte sur les barricades pour faire passer le gouvernement en d'autres mains... L'essence même d'une révolution est d'ordre spirituel... elle doit représenter un acte de naissance politique, un tournant intellectuel, un reniement de l'ensemble des concepts de l'époque et la victoire d'une nouvelle conception de la vie et du monde. » Dans ce sens, ce n'est pas seulement la différence de climat, cette monstrueuse propagande à sens unique, la parole et la voix d'un homme deve-

nues l'aliment d'un peuple, le bras levé et le salut lancé par des millions d'hommes, qui frappe l'observateur. C'est aussi cette volonté de changement, de rénovation, qui s'étend indifféremment et simultanément à tous les domaines de la vie allemande, depuis la structure politique jusqu'à la vie artistique ou juridique. C'est vraiment l'*Umbruch* : ce qui était dessus est maintenant dessous, ce qui semblait négligeable est atteint, changé.

« Toutes les détresses morales allaient disparaître, la misère matérielle allait se transformer en travail, en pain, en aisance. Et ce jour nouveau se levait dans le bruit des cymbales et des trompettes, dans les chants joyeux, les parades, les cris de joie des rassemblements populaires et dans la clameur infatigable des haut-parleurs. Personne ne pouvait échapper à cette ambiance ; ceux mêmes qui doutaient se trouvaient emportés par le courant. Ces mots d'ordre enflammants, ces nouveaux rythmes, ces accents populaires, ces chants exaltants de la jeunesse, ces élans, ces promesses passionnées, tout cela empoignait le peuple et le remuait profondément. Après tant d'épreuves, comment aurait-il pu résister ? On n'adhérait pas individuellement au national-socialisme. Non, c'était la masse qui se mettait en mouvement. (7) »

En fait, l'Europe n'a connu que trois révolutions depuis deux siècles, la jacobine, la soviétique et l'allemande.

C'est d'ailleurs une révolution « préparée », préméditée si l'on veut. Une étrange sûreté de décision semble guider l'état-major du Parti dans tous ses actes. Pas ou peu de tâtonnements, d'essais, pas de retours en arrière, pas de saut dans l'inconnu. Un mécanisme parfait (techniquement parfait, puisqu'il reste entendu que nous laissons de côté toute appréciation de valeur) se substitue inexorablement au mécanisme usé, et cela avec un minimum de cris, de gestes, de chocs, alors que chaque heure s'inscrit lourdement au bilan d'une nation épuisée. L'Allemagne est avant tout le pays de l'efficacité : toutes les révolutions que son morcellement ou la mainmise de l'étranger lui ont fait manquer depuis cent cinquante ans, elle les reprend et les réalise

(7) Gisevius, *op. cit.*

maintenant. La France, l'Angleterre même, ont eu leurs grands hommes d'Etat, et n'en veulent plus : ils coûtent trop cher. Le Reich allemand, lui, pour la première fois depuis le Moyen Age, sent la main d'un Chef.

VI — La politique extérieure

Depuis l'écrasement du III[e] Reich, les dirigeants et les historiens des démocraties ne manquent pas une occasion de déplorer que le monde civilisé n'ait pas étouffé dans l'œuf la barbarie hitlérienne et supputent inlassablement ce qui serait arrivé si... Remords tardifs et faciles ; en réalité, on voit fort mal sur quels principes aurait pu s'appuyer une intervention des puissances dans une affaire strictement allemande. Ce qu'on voit beaucoup mieux au contraire, c'est qu'une telle intervention n'aurait eu pour résultat que d'ajouter à la psychose hitlérienne une psychose d'unanimité nationale conduisant à la levée en masse, c'est-à-dire aux mêmes conséquences et au même climat que ceux qu'a amené le régime national-socialiste en six ans. Et le bon droit, cette fois, aurait été du côté de l'Allemagne.

Telle est, sommairement la raison pour laquelle le Troisième Reich naissant n'avait guère à redouter, comme les Jacobins, de se trouver aux prises à la fois avec la guerre civile et la guerre étrangère. De plus, l'Europe de 1933, secouée par la crise, se cloisonne en Etats repliés sur eux-mêmes, dont chacun a contre l'Allemagne et le national-socialisme des motifs d'hostilité suffisants pour s'associer à une « expédition punitive », mais dont aucun n'est, alors, assez maître de ses destinées pour provoquer et conduire cette expédition. C'est donc par une étude rapide de l'Europe dans les premiers mois de 1933 qu'il faut aborder celle de la politique extérieure de l'Allemagne dans le même temps.

La France – la puissance la plus directement intéressée au maintien du statut de Versailles –, en pleine anarchie parlementaire, voit se succéder à la tête de la « République des camarades », de novembre 1932 à novembre 1933, cinq ministères (Herriot, Paul-Boncour, Daladier, Sarraut, Chautemps). C'est le triomphe d'un système qui limite à la navette Elysée-

Palais-Bourbon l'horizon des « hommes d'Etat » du pays. Et, par contrecoup, les milieux politiques français jugent avec une sévérité méprisante ce barbouilleur qui porte aussi largement atteinte à la démocratie allemande. S'il est exact que les sociaux-démocrates soient venus demander à leurs collègues français en idéologie de provoquer une intervention de Paris, sous la forme d'une réoccupation de la Rhénanie, ceux-là ont pu leur répondre, à fort peu près, ce qu'écrit Léon Blum le 7 avril 1933 : « Les régimes hitlérien et fasciste ne peuvent pas durer et ne dureront pas. Non seulement, ils n'étendront pas leurs conquêtes sur le monde, mais ils s'effondreront chez eux : le racisme tombera peut-être avant le fascisme, parce que Hitler... brûle plus vite son charbon. » Certes, la journée antijuive du 1er avril irrite les milieux dirigeants et même l'opinion occidentale. Mais de là à une intervention...

L'Angleterre est pacifiste, indifférente à tout ce qui ne menace pas directement la route des Indes. Elle le restera jusqu'en 1937. Les Etats-Unis, aux prises avec une crise monétaire effrayante, n'ont pas commencé leur réarmement. L'Union soviétique même, qui termine la liquidation des koulaks et se débat avec une famine chronique, ne bouge pas : dans quelle mesure, d'ailleurs, l'apparition du « péril fasciste » dans le dos des démocraties pourries ne sert-elle pas ses plans ? Quant au maintien du traité de Versailles, c'est, et on le comprend, son souci mineur. Il faudrait, pour pouvoir intervenir, le faire rapidement et brutalement, ce qui suppose au moins une frontière commune avec le Reich : mais la Tchécoslovaquie ne fera rien sans la France, l'Autriche traverse une crise intérieure sérieuse (dictature de Dollfuss, fermeture officieuse de la frontière par Berlin) et, de son côté, ne ferait rien sans l'assentiment de l'Italie, engagée virtuellement en Afrique.

Reste la Pologne qui fait figure, sous la direction autoritaire de Pildsuski, de « France orientale » et dispose à l'époque de forces militaires supérieures à celles de l'Allemagne. C'est d'elle que vient la seule tentative d'intervention « préventive » contre le nazisme. Le 13 mars, Pildsuski fait débarquer en face de Dantzig quelques unités armées ; aussitôt, de Londres, de Paris, on intervient, on s'emploie à minimiser une « provocation » qui trouble le repos des chancelleries et, trois jours plus tard, les

troupes polonaises se rembarquent. Provocation ? Plutôt sondage... Pildsuski, politique intelligent et énergique, connaît l'Allemagne et le national-socialisme beaucoup mieux que ses « protecteurs » de Paris ou de Londres, et l'incident du 13 mars est seulement une démonstration de réalisme politique. Puisque les puissances occidentales refusent de s'engager dans une opération de police illégale et brutale, mais qu'il juge avec raison indispensable à leur sécurité commune, il va se tourner du côté du vainqueur moral, c'est-à-dire de Hitler.

La politique extérieure du nouveau régime est d'ailleurs assez habile pour écarter, aussi longtemps que la stabilité du gouvernement n'est pas pleinement assurée, des risques d'intervention qui sont réduits, mais qui existent cependant. Le Führer laisse passer, sans agir dans ce domaine, les premières semaines qui suivent la prise du pouvoir : pas d'intervention nazie dans les Affaires étrangères qui demeurent confiées à des spécialistes d'ancien régime. C'est pendant trois mois le maintien intégral du statu quo diplomatique, la politique du silence. Bien plus, le national-socialisme au pouvoir se comporte presque au rebours de ce que pouvait laisser prévoir l'agitation xénophobe du Parti jusqu'en 1930. Hitler n'est plus un chef de partisans, mais un chef d'Etat : il le marque en engageant avec la Pologne, sitôt liquidé l'incident de Dantzig, les négociations difficiles qui aboutiront, après quinze ans de rapports inexistants ou franchement mauvais, à l'accord de janvier 1934. Il reconduit le 6 mai l'accord germano-russe de neutralité et de non-agression de 1926 qui avait succédé à l'accord de Rapallo et arrivait à expiration. Ainsi, les deux premiers actes officiels du régime sont-ils passés avec les deux puissances dans lesquelles l'opinion allemande avait été habituée à voir les ennemis numéro 1 de la nation.

Parallèlement à l'établissement de ces relations de bon voisinage à l'Est, deux actions diplomatiques importantes marquent ces premiers mois : le Pacte à quatre et la rupture avec Genève. Les deux événements sont d'ailleurs liés.

L'égalité des droits est acquise depuis décembre 1932, mais la Conférence n'a pas déterminé les « modalités » d'exécution qui doivent la rendre effective, si bien qu'Hitler, à son arrivée au

pouvoir, doit reprendre la discussion et soutenir à nouveau la thèse que nous avons exposée plus haut; mais les éléments de cette discussion sont, selon les délégués français, modifiés par l'arrivée du national-socialisme au pouvoir. Les troupes SA, aux ordres maintenant de la puissance publique, doivent être considérées comme des forces armées et incluses dans les effectifs militaires. Ce qui permettrait à la Conférence de constater un manquement flagrant de l'Allemagne aux clauses du désarmement.

A cette argumentation qui repose uniquement sur l'affirmation du caractère militaire de la SA, von Neurath répond :

– d'une part que, s'il est exact que la SA soit encadrée et disciplinée, elle n'est qu'une force politique, d'une valeur militaire très inégale (puisqu'elle n'est, en fait, pas armée et n'est pas mobilisée en permanence);

– d'autre part, qu'il serait injuste de faire figurer la S. A. dans les effectifs de l'armée allemande alors que les troupes coloniales françaises ne figurent pas dans les effectifs militaires de la France.

La Conférence, cependant, suivra cette dernière, et, le 11 mai, décide d'assimiler les troupes brunes à des troupes régulières. C'est à cette décision que répond le discours de Hitler du 17 mai, première manifestation extérieure du régime : discours mesuré, solide, apaisant, qui est une réconciliation officielle au pangermanisme, un appel au désarmement dans l'égalité des droits, mais aussi une menace discrète de rupture si les Puissances ne tiennent pas compte des « justes revendications de l'Allemagne ».

La critique, d'ailleurs, s'adresse surtout à la S.D.N. et à la Conférence du désarmement, dont l'impuissance est manifeste (et dans ce sens, s'adresse, par-dessus la France, à l'opinion anglaise et répond ainsi au message que, le 16, le président Roosevelt fait parvenir au président Hindenburg). Le régime, engagé dans l'action intérieure contre la crise économique, cherche, en fait, un succès de prestige qui ne compromette pas son futur réarmement et n'inquiète pas l'Angleterre. De plus, il voudrait voir traiter les questions internationales essentielles, non plus par une assemblée de soixante nations, dont cinquante n'ont aucun intérêt

direct et aucune tradition dans les affaires de l'Europe, mais par un directoire de puissances directement intéressées et compétentes. Cette méfiance à l'égard de la S.D.N. (qui est la conséquence, sur le plan international, de l'idéologie antiparlementaire du nazisme) n'est un obstacle à l'établissement d'une paix durable qu'au regard de la France. Celle-là, dans le cadre d'une sécurité collective qui n'aboutit qu'à la réglementation de l'anarchie internationale, groupe autour d'elle des « clients » bénéficiaires du statut de Versailles, s'attache à la lettre du traité beaucoup plus qu'à son esprit, se refuse aux conversations directes qui permettraient d'aborder avec réalisme l'indispensable reconstruction de l'Europe.

C'est à ce directoire que devraient aboutir logiquement les conversations commencées, dès mars 1933, sur l'initiative de Mussolini. L'Angleterre et l'Allemagne, toutes deux favorables aux arrangements directs entre grandes puissances, obtiennent bientôt de la France une adhésion de principe au Pacte à quatre, dans le but de régler les questions pendantes en Europe et de préparer le « nouvel examen des traites » prévu par l'art. 19 du Covenant. Mais cette adhésion on n'est valable que dans le cadre de l'organisation genevoise, c'est-à-dire que le rôle du directoire, tel qu'il est envisagé par la France, est contraire à l'esprit même qui présidait à sa fondation. Ce n'est plus un tribunal souverain des Grands imposant aux petites nations les mesures diplomatiques qu'il juge nécessaires au maintien de la paix, mais une commission préparatoire aux travaux de la S.D.N. dont l'Assemblée générale devra, comme par le passé, sanctionner toutes les décisions. Des lors, attelés à l'inmaniable chariot de Genève, les signataires du Pacte à Quatre devront reprendre la routine inefficace des discussions et des délibérations, et cette première tentative d'organisation « aristocratique » de l'Europe échouera dans l'indifférence.

Cependant, cet échec même a de lourdes répercussions. La première est certainement l'abandon par l'Allemagne de la S.D.N, que nous allons aborder et qui consacrera la caducité du pacte signé en juin 1933, mais jamais ratifié par l'Allemagne. La seconde est pour une bonne partie le changement d'attitude de

l'Italie : celle-là pouvait espérer faire aboutir ses revendications impérialistes en les discutant avec trois partenaires, dont deux au moins lui avaient montré l'exemple, et dont le troisième aurait pesé de tout son poids en sa faveur dans la balance des forces. Elle ne le pouvait plus, au sein de la S.D.N., où le pays même dont elle convoitait le territoire (l'Ethiopie) avait les mêmes droits qu'elle.

L'échec du Pacte à quatre est un prolongement du grand naufrage de l'idéologie wilsonienne : les deux nations que leur régime intérieur même poussait aux solutions non-parlementaires comprendront vite qu'il ne faut pas espérer de la S.D.N. une révision, qu'elles jugent indispensables, du statut de Versailles. La loi du nombre, la sujétion à la majorité ou à l'unanimité au sein d'une assemblée formée, soit des bénéficiaires de Versailles, soit d'Etats dérisoires, ignorant tout des affaires européennes, leur seront forcément défavorables. Pourquoi, dès lors, ne pas tenter, en dehors de ce cadre vermoulu et par la voie des conversations directes, la réorganisation du continent ? L'activité diplomatique des six ans qui viennent oscillera sans cesse entre ces deux solutions contradictoires. Quand il sera certain que l'intervention constante des petites nations dans les discussions vitales pour le continent est un élément de désordre dangereux, on reviendra en 1938, à Munich, à la conversation directe entre les Grands, mais trop tard.

On objecte qu'il était déjà trop tard en 1933, que la volonté de guerre du III[e] Reich réduisait à néant toutes les chances de paix. C'est possible, et nous retombons là dans la question insoluble des responsabilités de la guerre. Il n'en reste pas moins que, si le Reich se posait, à l'époque, en puissance revendicatrice contre les puissances nanties, il n'avait aucun moyen de faire aboutir ces revendications. Belle occasion, pour des hommes d'Etat résolus à faire passer le réalisme politique avant les abstractions mortelles, de doser exactement la concession et l'exigence, de reprendre sur les ruines de Versailles la politique qui, un siècle plutôt, avait assuré à Vienne un siècle de paix à l'Europe. Les communistes qui, à l'époque encore, voyaient dans la S.D.N. un syndicat de puissances impérialistes ne se trompaient pas. Mais

deux de ces puissances n'étaient impérialistes qu'en puissance (le Reich et l'Italie), deux autres l'étaient « en exercice » (l'Angleterre et la France). Il fallait donc, ou bien se résigner à satisfaire les appétits des deux nations non-possédantes en revenant sur le pillage de Versailles et se donner les moyens (militaires) de faire respecter un tel arbitrage, ou bien recourir, arbitrairement mais rapidement, contre l'impérialisme allemand à des solutions de forces. L'Angleterre par égoïsme, la France par entêtement juridique et par respect pour un droit « acquis » que la force se refusait à appuyer, ont fait échouer ces deux politiques. Elles se sont refusé à céder quoi que ce fût de leur place aux non-possédants, mais n'ont pas été jusqu'à la conclusion logique de cette attitude, qui était de mettre ces non-possédants en tutelle. Ceux-là, puisque le recours à la force est inévitable et puisque leurs adversaires ne leur en ôtent pas les moyens, se lancent dans l'aventure.

Résumons-nous : le Pacte à quatre, en dehors et au-dessus de Genève, permettrait d'aborder, dès 1933, et en face d'une Allemagne totalement vulnérable, la discussion des problèmes qui ont empoisonné l'atmosphère européenne pendant six ans, et finalement mené à la guerre. Associé à la procédure normale de la S. D. N., il perdait sa raison d'être, et c'était alors aux puissances armées à faire respecter le droit acquis à Versailles. Faire échec au Pacte sans intervenir par la force contre l'Allemagne, c'était l'autoriser, l'inciter presque, d'une part, à quitter la S.D.N. devenue une association d'intérêts des vainqueurs, d'autre part, préparer le recours à la force.

VII — La rupture avec Genève et le plébiscite de novembre

Les négociations pour le désarmement se poursuivent cependant. La question de l'égalité des droits se pose toujours telle que nous l'avons vue posée un an plus tôt : le Reich veut sortir ouvertement du « rôle de paria » qui lui a été imposé à Versailles, et, du moment que les puissances n'acceptent pas de désarmer à son niveau, faire reconnaître son droit à s'armer au leur. La France « se refuse à sanctionner le réarmement », mais se refuse égale-

ment à faire disparaître le prétexte de ce réarmement en désarmant elle-même, et en acceptant un contrôle international immédiat et général. De mai à octobre, c'est autour de ces contradictions insolubles que se poursuivent les négociations : finalement, la France, l'Angleterre et les États-Unis font bloc pour exiger du Reich une « période d'épreuve » préliminaire à toute solution de l'égalité des droits.

Les trois puissances proposent au Reich de transformer la Reichswehr en milices de métier à court terme (c'est le projet Foch), dans un délai de quatre ans, pendant lesquels elles-mêmes « prépareraient la réduction de leurs armements ». Si les résultats obtenus en Allemagne à l'expiration du délai sont jugés satisfaisants, les puissances passeront à la seconde étape, le désarmement mondial effectif. Un tel plan qui remet l'Allemagne dans des conditions d'insécurité (vis-à-vis de ses voisins orientaux) aussi graves qu'en 1919 est évidemment (et subjectivement) inacceptable pour une nation conquise au nationalisme le plus intransigeant : en réponse, le 14 octobre, Hitler fait connaître à la Conférence que l'Allemagne se retire de la Société des Nations.

Cette décision est annoncée au peuple allemand le soir même par la radio : le discours du Führer la présente comme une manifestation inévitable de l'honneur allemand et demande au peuple de se prononcer, le 12 novembre, par plébiscite, sur la question : « ...Approuves-tu la politique du gouvernement, es-tu prêt a déclarer quelle est l'expression de ta propre opinion, de ta propre volonté, et à t'en réclamer solennellement ? »

En même temps, le pays est invité à renouveler les mandats législatifs au Reichstag sur une liste unique présentée par le Parti. Le décret qui organise le référendum et dissout le Reichstag accentue l'unification du Reich, suspend *sine die* les diètes des états et renforce les pouvoirs des *Statthalters*. Le plébiscite doit donc sanctionner et rendre tangible à l'extérieur comme à l'intérieur l'unanimité nationale des heures graves. Ses résultats, tel qu'il était posé, c'est-à-dire en mettant la population dans l'obligation, pour désavouer la politique intérieure du régime (qui reste discutée), de désavouer aussi sa politique extérieure (qui, elle, répond au vœu unanime des Allemands, quelle que

soit leur appartenance politique) sont ce qu'il était facile de prévoir : 40,5 millions de OUI contre 2,1 de NON. Quant aux élections, elles envoient, bien entendu, uniquement des nazis au Reichstag, mais par 39,5 millions de voix seulement contre 3,3 millions de bulletins nuls, c'est-à-dire d'opposants.

Ce référendum, prévu par la constitution de Weimar, est-il réellement l'expression de l'opinion allemande ? Il est difficile de douter que, dès la fin de 1933, une très large majorité de la population du Reich ne soit ralliée à Hitler. Erreur en deçà du Rhin ne signifie pas erreur au-delà : surtout quand, comme c'est le cas ici, un régime autoritaire – quels que soient les moyens qu'il emploie pour assurer son pouvoir a l'intérieur – représente et défend, à l'extérieur, une politique nationale indépendante et supérieure à la politique partisane de l'affiliation à une Internationale. Vouloir, même avec les meilleures intentions du monde, séparer le « cas » Hitler du cas allemand est une erreur d'optique. Hitler a certainement incarné aussi parfaitement une époque de l'histoire allemande que Napoléon a incarné (malgré les Chouans et les Jacobins attardés) une époque française : l'un comme l'autre, parce qu'ils étaient avant tout les porteurs d'une idée nationale en réalisation, beaucoup plus forte que les abstractions dynastiques, jacobines ou marxistes. Il en va de même pour Mussolini (porteur de l'idée impériale italienne) et de Staline (porteur du panslavisme) qui rallient autour d'eux, à droite et à gauche, comme l'avait fait Napoléon avec les royalistes et les régicides, des hommes chez lesquels, finalement, le sens de l'intérêt et de la grandeur de la nation l'emporte sur les préoccupations partisanes. Cette « union sacrée », caractéristique d'une époque hypernationaliste, et dont le référendum de 1933 est la première manifestation dans le III^{e} Reich, ira en s'accentuant à mesure que le danger de guerre croîtra (car le Reich s'estime aussi menacé par le maintien des armements de ses voisins que ceux-là par son réarmement). Pour ne l'avoir pas prévu, les hommes d'Etat des démocraties (Français en premier lieu) attendront chaque année plus impatiemment « la chute de Hitler », alors que précisément, chaque année qui passe amène derrière lui une nouvelle « classe » de jeunes fanatiques et une nouvelle fraction d'anciens opposants.

1933 se termine, pour les nazis, dans la griserie de la victoire, à laquelle est consacré le premier congrès officiel de Nuremberg, en septembre. 1934 sera cette année de l'après-guerre où « le destin change de chevaux ».

CHAPITRE VI

L'ANNEE TOURNANTE

I — Le raidissement français

Le départ du Reich de la S.D.N. laisse entrouverte la porte des négociations, et le résultat du plébiscite – en prouvant, en tout état de cause, qu'il est illusoire de compter sur un renversement de situation en Allemagne – montre en même temps l'urgence de ces négociations. Elles reprennent, en effet, dès décembre 1933, et sur la base de propositions allemandes concrètes : trois cent mille hommes recrutés par service à court terme, une aviation égale à la moitié de l'aviation française ou au tiers des forces aériennes totales de la France et de ses Alliés. C'est en somme, au moins pour l'armée de terre, une reprise du plan Foch de 1919 pour le principe, qui reste acceptable dans ses détails, à la condition que soient soumis à un contrôle international l'équipement défensif de la future Reichswehr et l'activité des SA et SS, ce que d'ailleurs Hitler accepte. L'appui de l'Italie et les dispositions conciliantes de la Grande-Bretagne assuraient au nouveau plan d'estimables chances de réussite.

Mais c'est de France que partira la décision : le 6 février 1934, pour protester contre une corruption parlementaire que le scandale Stavisky révèle dans toute son ampleur, des anciens combattants et des groupes activistes antirépublicains montent à

l'assaut du régime. « L'aube du fascisme, a commenté la radio italienne, se lève sur la France. » En fait, après une soirée d'effondrement, les hommes de la République parlementaire se ressaisissent, mâtent l'émeute – qui s'est, entre temps, étendue aux groupes communistes et socialistes – et détournent sur les fascismes étrangers l'orage qui s'amassait sur leurs têtes. L'union sacrée va se nouer entre les émeutiers de la veille et les fusilleurs, et tandis que le nouveau gouvernement délaie prudemment les conséquences intérieures du scandale Stavisky, il offre à l'opinion publique la compensation d'une politique extérieure raidie et maintenant intransigeante. A Paul-Boncour, briandiste accommodant et réservé, succède aux Affaires étrangères Barthou.

La note du 14 février 1934 remet en question l'ébauche d'accord au sujet des SA et SS, et replace les négociations au point où elles en étaient le 11 mai précédent, en confirmant que les milices brunes doivent en tout cas être incluses dans les effectifs allemands. La réponse allemande (13 mars) est conciliante : non que Hitler ait renoncé à obtenir pour l'Allemagne la révision des clauses militaires (pour commencer) du traité de Versailles. Mais, à cette époque, les préoccupations du régime sont ailleurs : ce qu'il cherche, dans la réussite des négociations du désarmement, c'est l'occasion de reprendre place en nation libre dans le directoire des puissances mondiales, éventuellement même à la S.D.N., et l'abrogation effective de la discrimination du traité de Versailles entre les nations libres et la nation « à surveiller ». C'est précisément cette discrimination, avant tout, que la France veut maintenir, car elle seule lui assure une sécurité (illusoire d'ailleurs) que la baisse irrémédiable de sa natalité et de sa production industrielle lui interdisent d'assurer effectivement par ses propres moyens. Malgré cela et sous la pression constante de l'Angleterre, les négociations prennent en mars une tournure beaucoup plus réaliste, et, par là même, la situation s'éclaircit un peu : en même temps qu'elle réaffirme sa volonté de sortir des contraintes militaires du traité, devant la situation créée par le maintien et l'augmentation des armements de ses voisins, l'Allemagne confirme qu'elle souhaite surtout voir intervenir une solu-

tion qui permette l'arrêt de la course aux armements – en l'espèce l'adoption générale d'un système militaire strictement défensif, milices à court terme, limitation qualitative de l'aviation.

Elle publie, sur ces entrefaites, son budget pour 1934-1935 (c'est-à-dire pour l'exercice à venir). Y sont prévues les dépenses à engager pour cette transformation : le Reich cherche à forcer la main de ses partenaires en leur présentant comme acquise pour sa part la solution indiquée, et en les prévenant qu'il y procédera de toutes façons. Il semble bien que ce soit là la seule explication plausible de cette publication insolite : s'il s'agissait réellement de dépenses de réarmement, on comprendrait bien mal pourquoi les nazis leur donnent un telle publicité, à un moment qui, dans cette hypothèse, serait aussi inopportun. Si c'est au contraire une « invitation à suivre », un avertissement appuyant une manœuvre diplomatique, la contradiction apparente entre un réarmement « secret », qui rendrait inutile toute négociation et la publication officielle des sommes affectées à ce réarmement, se résout d'elle-même : les 179 millions affectés à la Reichswehr, les 50 de la flotte et les 132 prévus pour la reconstitution d'une armée aérienne ont surtout une valeur d'argumentation. Le Reich augmentera ou diminuera ces chiffres s'il le veut : tels qu'ils sont présentés, ils signifient seulement sa volonté de mettre fin à l'équivoque entretenue depuis quinze ans entre les stipulations du traité qui concerne l'Allemagne (interdiction d'armer) et celles qui concernent ses ex-vainqueurs (obligation de désarmer), stipulations qui n'ont été observées ni de part ni d'autre.

C'est ainsi d'ailleurs que le comprennent l'Angleterre et l'Italie, qui en déduisent la nécessité d'accepter ce qui apparaît comme inévitable (sauf à déclencher une guerre préventive dont elles ne veulent pas) et d'exiger en contrepartie ce que le Reich, d'ailleurs, est disposé à accepter à son tour, le contrôle international des armements et le maintien d'une marge de supériorité en faveur de la France (notes et déclarations anglaises des 24 et 28 mars et 10 avril). C'est en ce sens que concluent également l'ambassadeur de France à Berlin, et Barthou lui-même : « Une convention, même médiocre, était préférable à l'absence de toute convention et de toute sanction. Pour éviter le pire, le bon sens

ne commandait-il pas de se résigner au moindre mal ? (1) » Mais, et c'est ici que se nouent à la fois les conséquences du 6 février en France et les prodromes du 20 juin en Allemagne, un des ministres du cabinet français, Tardieu, et le chef du gouvernement, Doumergue, vont faire prévaloir, contre toute logique et toutes prévisions, une solution absolument contraire à celle que préconisent les experts, c'est-à-dire Barthou et François-Poncet. A celui-là, Tardieu (sans doute informé, et mal, de l'agitation antinazie des « sphères dirigeantes » du Reich) répond : – « Vous perdez votre temps ! La convention dont vous êtes partisans ne sera pas conclue. Jamais nous ne la signerons ! Hitler n'en a plus pour longtemps, son sort est réglé. Une convention avec lui le consoliderait. Si la guerre éclate, il ne s'écoulera pas une semaine avant qu'il ne soit déposé et remplacé par le Kronprinz. La situation vous échappe.... (2) » Ce n'est pas à l'ambassadeur, au contraire, qu'elle échappait.

Quant a Doumergue, il est très vraisemblable qu'il n'a pas voulu à l'époque, risquer sa situation politique intérieure sur une affaire extérieure : dépendant parlementairement de la droite, encore susceptible et irritée depuis le 6 février, il a voulu lui donner un gage idéologique, lui offrir (comme nous l'avons déjà noté) à la place de l'assainissement à l'intérieur pour lequel il avait été mandé et appelé, et qu'il ne peut pas et ne veut pas entreprendre, la compensation d'une attitude « ferme » devant l'Allemagne. Cette attitude se concrétise dans la note du 17 avril 1934, adressée à Londres, qui met fin aux négociations, détruit l'œuvre de pacification européenne entreprise par Briand, et engage définitivement l'Europe dans la période de la paix armée. La France « se refuse solennellement à légaliser le réarmement allemand.... et assurera désormais sa sécurité par ses moyens propres ». Ces moyens propres sont en premier lieu un armement accru (dans la mesure où une politique de défense nationale est compatible avec le désordre politique français) et, surtout, la recherche des alliances militaires extérieures. Mais, là encore, la contradiction entre les intérêts réels de la France et les besoins

(1) et (2) François-Poncet, *op. cit.*

de sa politique parlementaire l'amèneront à des solutions malheureuses, pour elle comme pour la paix européenne. Nous la verrons, à l'alliance italienne qui pouvait empêcher l'Anschluss et par conséquent le renversement de la balance des forces, préférer l'alliance russe qui, finalement, la laissera seule en face de l'Allemagne – seule avec l'Angleterre qu'elle boude, flatte ou suit au gré de ses humeurs et des circonstances.

La note du 17 avril a une autre conséquence, plus générale : désormais, la clef de la politique étrangère (en France comme en Europe, dans l'ensemble) est beaucoup plus entre les mains des Chefs d'état-major qu'entre celles des diplomates. Enfin, elle a ses répercussions sur la situation en Allemagne : il est très improbable que Tardieu ait parlé à la légère d'un renversement de la situation en Allemagne comme étant proche – et inévitable dans l'hypothèse d'une intervention militaire de la France. Il a fallu pour cela plus qu'une impression fondée sur des rapports tendancieux, d'autant que l'issue de ce renversement est nettement indiquée : c'est le rétablissement du Kronprinz. Entre l'hypothèse d'une intervention militaire, évoquée par Tardieu, et la promesse, même très indirecte, de cette intervention, faite aux ennemis du régime hitlérien, il y a un pas que nous ne franchirons pas. Mais ce pas nous rapproche rapidement du 30 juin.

II — Le complot des plébéiens et des barons, et la purge de juin 1934

Dès novembre 1933, nous l'avions noté dans le précédent chapitre, la rapidité avec laquelle le régime a dispersé l'opposition de droite et de gauche laisse subsister à l'arrière-plan politique des points de friction. Elle les accroît même, car les divergences artificiellement aplanies au sein du Cabinet et de la SA n'attendent pour se révéler dans toute leur ampleur que la preuve de la faiblesse du régime. Or celui-là traverse, dans les premiers mois de 1934, une crise sérieuse : aux difficultés intérieures – réserve hostile de l'armée depuis le passage de la SA dans le cadre officiel, réserve de Hindenburg, de von Papen, irritation de l'industrie à la suite de la poussée socialiste en 1933 – s'ajoutent depuis

le 17 avril les conséquences de la note française. C'est en fait, nous allons le voir, la note d'avril qui provoque indirectement la crise de juin.

Autour de Röhm, à partir de mars 1934, s'est tendu un filet de conspiration politico-militaire dont les origines remontent à la camarilla de Munich. Ce n'est, tout d'abord, qu'un complot de pédérastes, d'hommes que leur comportement moral même a habitué a se sentir en dehors de la loi – puis au-dessus. Tous les activistes de l'époque héroïque semblent s'être donné rendez-vous à la SA Röhm lui-même, E. Heines, chef de groupe de la SA à Breslau (mais que nous avons connu en 1930 à Berlin menant la révolte avortée des Sections), Ernst, devenu préfet de police à Berlin et rival direct de Göring, Hayn en Saxe, von Heydebreck en Poméranie, Schneidhüber à Munich, Schragmüller à Magdebourg : autant de noms, autant de réminiscences de l'ère des coups d'Etat, « des révolutionnaires – dira Hitler dans son premier ordre du jour à Lutze, chef de la nouvelle SA – dont les rapports avec l'Etat ont été bouleversés en 1918 et qui avaient perdu tout contact intime avec l'ordre social, qui se sont voués à la révolution et qui auraient voulu voir celle-ci s'établir en permanence.... des hommes qui, sans s'en douter, ont trouvé dans le nihilisme l'aboutissement de toutes leurs croyances. Incapables de toute collaboration honnête, résolus à prendre position contre tout ordre établi, remplis de haine contre toute autorité, leur inquiétude et leur instabilité ne trouvent satisfaction qu'à conspirer sans cesse et à méditer la destruction de l'ordre existant.... Ce groupe d'ennemis pathologiques de l'Etat est dangereux en ce qu'il constitue une réserve de participants volontaires à toutes les tentatives de révolte aussi longtemps qu'un ordre nouveau ne commence pas à se cristalliser au sortir d'une époque de décomposition chaotique. »

Alors, ces hommes n'avaient derrière eux qu'une poignée de camarades du front, et leur violence suffisait à ébranler l'Allemagne. Maintenant, chacun d'eux est devenu général, a sous ses ordres, quatre-vingt, cent, cent vingt mille prétoriens, formés et entraînés depuis cinq ans pour une épreuve de force que, finalement, la tactique légale du Führer a rendue inutile mais dont la

menace, trop longtemps comprimée, se retourne contre ceux qui l'avait créée. Cette épée de Damoclès de la SA qu'Hitler a tenu suspendue pendant les années précédentes au-dessus de la tête de l'Etat républicain, c'est maintenant au-dessus de la sienne qu'elle se balance.

De plus, l'insistance de la France à jumeler la question du désarmement et celle de la liquidation de la SA va placer le gouvernement devant un dilemme : Hitler, chef de la SA et chef de partisans, est devenu chancelier et chef de la Reichswehr. Il devra choisir entre ces deus armées, celle de la guerre politique et celle de l'indépendance nationale. Les imprudences tapageuses de Röhm, qui procède pendant tout le printemps 1934 à des concentrations de régiments et de divisions de SA, gênent à la fois les négociations avec l'Angleterre et la France et la réorganisation de l'armée : Goebbels est obligé de donner à la presse des consignes strictes de silence sur l'activité des troupes de Röhm. Celui-là de son côté réunit le 18 avril (le lendemain de la note française) la presse étrangère et le corps diplomatique pour leur faire une déclaration publique qui marque pratiquement le début des hostilités. Il souligne le caractère uniquement politique de la SA : « Nous n'avons pas fait une révolution nationale, mais une révolution nationale-socialiste, et nous tenons même à souligner ce dernier mot, socialiste.... Dans la SA vous avez l'armée des croyants et des confesseurs décidés à poursuivre à l'intérieur cette révolution.... », ceci pour justifier la non-assimilation entre ses troupes et une armée nationale, mais il profite de cette affirmation (qui rejoint celle du chancelier) pour revendiquer pour la SA le droit de poursuivre par elle-même cette révolution socialiste (« le seul rempart contre la réaction est représentée par nos sections d'assaut, car elles sont l'incarnation totale de l'idée révolutionnaire. Le national-socialisme est indépendant, non seulement de la forme de l'Etat, mais même de ceux en qui s'incarne l'Etat. »). Hitler, arbitre suprême entre l'Etat (et l'armée) et le Parti (et la SA) est ainsi mis en demeure de choisir entre la reprise de la révolution dans une direction socialiste (au sens le plus fort du terme) et le maintien de la structure actuelle du Reich. Il est probable – il l'a d'ailleurs déclaré lui-même – qu'il a

hésité longtemps avant de prendre une décision : d'un côté comme de l'autre, il engage sans retour le Reich dans une voie dangereuse, mais en dernière analyse, les désordres inévitables qu'amènerait la domination directe de la SA sur l'Allemagne, la corruption de Röhm et de son entourage, cette alliance anormale et forcément provisoire entre des éléments plébéiens et la clique des barons et de l'aristocratie agraire, enfin et surtout l'occasion offerte à l'étranger d'intervenir contre une Allemagne plus désarmée que jamais (dans l'hypothèse où la Reichswehr serait éliminée par la SA), tout cela fait pencher la balance vers la purge.

Car Röhm n'est pas seul : derrière lui, et prêts à se substituer à lui, Hitler renversé, les opposants de droite se regroupent. Von Papen d'abord, que le socialisme confus et démagogique de Röhm inquiète moins que l'ambition tenace d'un Hitler, et derrière lui les survivants du Centre et une partie de l'industrie, celle qui préfère jouer la chance d'une révolution provisoire d'où les « forces conservatrices » ressortiraient finalement victorieuses et qui finance Röhm contre Hitler (car Röhm est, semble-t-il, aussi abondamment pourvu d'argent, en dehors de ses ressources officielles, que l'était le Parti avant la prise du pouvoir), Schleicher éliminé de la Reichswehr et qui se juge le technicien dont Röhm, devenu maître de l'Etat, aura besoin pour organiser la nouvelle armée, et avec lui von Bredow ; enfin, la N.S.B.O., organisation syndicale de gauche du Parti.

Etrange coalition ! Si étrange même qu'il est invraisemblable que les hommes qui en font partie se soient jamais concertés effectivement (sinon par sondage, et encore) et moins encore aient cherché à prévoir dans quel sens évolueraient les événements une fois renversé le régime hitlérien. Les uns « espèrent » réduire Hitler à une simple figuration derrière laquelle ils reformeraient un cabinet des barons, d'autres instaureraient plus volontiers une dictature militaire Schleicher-Hindenburg, d'autres enfin un régime prétorien dans lequel la totalité du pouvoir passerait aux mains de la SA. Au sein même de celle-là, il est probable que la lutte éclaterait aussitôt entre anciens Casques d'Acier et socialistes ou communistes ralliés. Quant à l'œuvre de remise en route de l'économie nationale largement amorcée par

les nazis, elle s'écroulerait du jour au lendemain, laissant le pays dans un chaos bien pire que celui de 1932. Si la réalité du complot ne fait guère de doute, sa nocivité – pour le Reich – en fait encore bien moins, et c'est de cela qu'Hitler et les nazis qui lui restent fidèles se convainquent entre avril et juin.

Contre une situation plus grave que celle de janvier 1935, comment peuvent-ils réagir? Certainement pas en louvoyant ou en cherchant à négocier – ce serait prouver leur faiblesse et provoquer l'incendie – : guère plus par un remaniement légal du cabinet (élimination de von Papen), du Parti (élimination de Strasser) ou de la SA (élimination de la camarilla de Röhm). Ils s'exposent dans le premier cas à une rupture avec Hindenburg et la Reichswehr, dans le deuxième à la scission du Parti; dans le troisième, à cette révolte ouverte des Sections d'Assaut qu'ils cherchent à éviter. Il leur faudra donc, suivant les vieux principes stratégiques, frapper brutalement, à l'improviste et rapidement, avant que leurs adversaires n'aient frappé eux-mêmes, et frapper d'autant plus fort qu'ils sont en réalité plus faibles. Au complot, Himmler et Göring répondront par un contre-complot plus brutal encore qui gagnera de vitesse de quelques heures le complot de Röhm. Cela suppose la neutralité absolue de la Reichswehr – plus encore, l'affirmation publique de ce loyalisme de l'armée au régime actuel. C'est un point acquis (et nous anticipons un peu) avec un article de von Blomberg dans le *Völkischer Beobachter* du 25 juin. La répression demandera surtout des troupes politiques dévouées jusqu'à la mort – ce sont les SS dont sont écartés en mai et juin les éléments douteux.

Après la déclaration du 18 avril, Röhm a posé nettement ses exigences : incorporation en masse de la SA à la Reichswehr, avec le maintien des grades acquis dans la SA, et pour lui-même, le commandement en chef ou le ministère de la Reichswehr. Hitler refuse, et Röhm se retire alors à Munich où il fait de la SA une force absolument autonome, s'administrant elle-même, ne recevant d'ordres que de lui, séparée à la fois du Parti et de l'Etat. En même temps, les SA passent dans tout le pays à une action directe sporadique et cherchent à s'assurer le contrôle de la rue.

Au début de juin, Hitler et Röhm ont une dernière entrevue; aux reproches amers et violents, à l'accusation d'ingratitude que lui lance le chef de la SA, Hitler répond par d'autres reproches, d'autres accusations, enfin par une dernière tentative de conciliation; mais celle-là n'est déjà plus possible et ne le sera pas aussi longtemps qu'Hitler lui-même n'aura pas repris le commandement de la SA. Pour y arriver et pour préparer sa riposte, il ordonne, le 6, aux troupes d'assaut, un mois de congé, à dater du 1er juillet, avec interdiction du port de l'uniforme, des défilés, des réunions et des manifestations. Entre temps, espère-t-il sans doute, l'agitation sera calmée. Le 7, Röhm accueille la décision d'Hitler par un communiqué de révolte : « Les ennemis des SA recevront la réponse qu'ils méritent dans le temps et dans la forme voulue... S'ils croient que les SA ne reviendront pas de leur congé ou qu'ils ne reviendront qu'en partie, ils se trompent. Les SA sont et demeurent maîtres du destin de l'Allemagne. »

La contagion de la rébellion s'étend bientôt aux opposants de la droite. Von Papen déclare le 17 juin à Marburg, que « le système d'un parti unique... n'est justifié que tant qu'il est nécessaire pour la sécurité de la révolution et jusqu'à l'entrée en fonctions de nouvelles personnalités sélectionnées ». Hess répond le 25 que « le national-socialisme ne saurait être remplacé ni par la monarchie, ni par des forces conservatrices sélectionnées, ni par ces menées criminelles qui se parent du nom pompeux de seconde révolution ».

Goebbels, Göring, dans les jours qui suivent, adressent, eux aussi, de très nets avertissements aux ennemis du régime. Röhm, de son côté, a convoqué pour le 30 juin, veille du jour fixé pour le congé de la SA, tous les commandants de régions à une conférence à Wiessée, en Bavière. Les troupes sont mises en état d'alerte, à la disposition de leurs chefs. Le 28, Hitler est en Rhénanie où il s'assure de la neutralité ou de l'appui des industriels lourds de la Ruhr; le 29 il inspecte des camps du Service du Travail en Westphalie. Il en part dans la journée pour gagner Godesberg, où le rejoignent Lutze, chef des SA de Hanovre et le seul qui lui soit entièrement fidèle, et Goebbels, fâcheusement compromis, semble-t-il, avec Röhm, et qui trouve

dangereux le voisinage à Berlin de Göring. Dans la nuit, celui-là (renseigné sans doute à la fois par la Gestapo et par l'Abwehr) signale que le coup de force de la SA est prévu pour le lendemain dans l'après-midi. Ce lendemain 1er Juillet est en effet le premier jour de congé forcé des SA, et, par conséquent, la date limite pour un coup de force; chaque jour qui passera ensuite rendra plus difficile – et pratiquement impossible – une concentration illégale des troupes, à laquelle pourrait s'opposer – et s'opposerait certainement – la Reichswehr. Cela, si Röhm et son état-major font exécuter par leurs hommes l'ordre de congé. S'ils ne le font pas, la situation serait sensiblement la même : Röhm, en désobéissant au chef de l'Etat, se mettant délibérément hors-la-loi et provoquant l'intervention de l'armée. « Si nos ennemis, a-t-il déclaré le 7 juin, se figurent que les SA ne reviendront pas de leur congé, ils se trompent... » et, en effet, les SA ne partiront pas en congé. Ils demeureront « maîtres du destin de l'Allemagne ».

Il ne reste donc que quelques heures avant que n'éclate la guerre civile, mais ces quelques heures sont décisives. A deux heures du matin, le 30, Hitler, Goebbels, Lutze et trois gardes du corps s'envolent pour Munich où ils arrivent deux heures plus tard. A l'aube, Schneidhuber et ses adjoints, consignés par le *Gauleiter* Wagner quelques heures plus tôt pour avoir laissé les SA de Munich provoquer des incidents au cours de la nuit, sont emprisonnés. A six heures, Hitler et son escorte repartent pour Wiessée où ils arrivent une heure plus tard. Röhm et ses aides de camp Spreti, chef des SS de Munich, Heines, l'âme damnée de Röhm, dorment encore à l'hôtel qui leur sert de quartier général. Hitler monte seul et sans arme dans la chambre de Röhm, l'arrête, fait arrêter les autres et sans doute exécuter Heines dans sa chambre. Toute la scène s'est déroulée rapidement, entre des hommes qui viennent de faire en avion ou en auto trois cents kilomètres dans la nuit et qui sont habillés et armés, et d'autres qui, surpris en plein sommeil (le sommeil profond et lourd du petit jour), parfois couchés ensemble – qu'on imagine ce que peut être, pour un homme, d'être tiré par des policiers du lit qu'il partage avec un autre – n'ont opposé aucune résistance.

Entre 7 et 8 heures, Hitler qui remonte vers Munich, croise sur sa route les chefs des SA qui se rendent à la convocation de leur chef. Les plus compromis et les plus dangereux sont arrêtés ; aux autres, il ordonne de faire demi-tour. Dans l'après-midi, les premiers seront fusillés à Munich par des SS « aux ordres » ; ainsi tombent la plupart de ceux dont, jusqu'ici, nous avons vu les noms. A Röhm emprisonné, on donne un revolver et dix minutes. Les dix minutes passées, il est abattu dans sa cellule.

Pendant ce temps, à Berlin, la répression a commencé. Göring, auquel Hitler en partant a remis ses pouvoirs, va, comme il le dit lui-même « élargir sa mission » : en fait, écraser, avec l'aide des noirs (les SS), non seulement les bruns (les SA), mais les séquelles de l'opposition de droite, les Allemands nationaux et du Centre catholique. Dans la matinée, il a fait occuper par sa police et sa garde de SS le quartier général des SA, emprisonné les chefs. Il « conseille » à von Papen de bouger le moins possible de chez lui, mais si celui-là, couvert par Hindenburg et l'armée, est épargné, ses collaborateurs ne le sont pas. La Gestapo abat Klausener *aus Flucht* (3), von Bose, Jung, d'autres encore. Grégor Strasser est arrêté et exécuté par des SS Von Schleicher (et sa femme qui s'est jetée devant lui) sont abattus par la Gestapo, von Bredow également. Quant aux chefs de la SA, ils sont fusillés dans l'après-midi à la prison de Lichterfelde. En fait, Göring n'a pas attendu le matin de la répression pour désigner les victimes et, dans toute l'Allemagne, l'action de la police et des SS apparaît comme soigneusement préparée. La répression est brutale, mais relativement limitée – si l'on met en regard la puissance de la SA et l'extension du complot. Les nazis avoueront deux cent cinquante à trois cents exécutions, la presse étrangère parlera de mille voire mille cinq cents, et ces derniers chiffres semblent exagérés car, ni la troupe, ni même les chefs subalternes de la SA n'ont été touchés. Le lendemain 1er juillet, en tout cas, l'état-major nazi est maître de la situation.

(3) « Pour avoir tenté de fuir ».

Successivement, l'Armée (par un ordre du jour de von Blomberg : « Le Führer a attaqué et écrasé les mutins avec la décision d'un soldat et un courage exemplaire. La Wehrmacht... lui en témoignera sa reconnaissance et sa fidélité. ») puis le maréchal Hindenburg (« Vous avez sauvé le peuple allemand d'un grave danger. Je vous en témoigne ma profonde reconnaissance et ma sincère estime. ») entérinent la purge politique des jours précédents. Celle-là est légalisée *a posteriori* par une loi votée au Reichstag le 3, qui s'appuie sur le « droit de défense légitime de l'Etat », pour déclarer valables et légaux les actes du gouvernement dans la journée du 30 juin.

Valables et légaux, de tels actes le sont, en effet, non seulement en régime totalitaire – dans lequel les décisions du chef de la Nation sont, par elles-mêmes, l'expression de la loi – mais, en réalité, en n'importe quel régime, dès qu'un groupe de citoyens entre en rébellion ouverte contre l'ordre établi. On l'a bien vu en France, le 6 février, où des manifestations de rues qui ne présentaient à aucun degré le caractère d'un complot contre l'Etat se sont heurtées aux mitrailleuses du régime, sans qu'il en résultât autre chose qu'un changement de Ministère. Il n'est question ici ni de prendre le parti de Röhm contre Hitler ni celui de Hitler contre Röhm, mais de constater que le Führer, chef légal du gouvernement, avait le droit et le devoir d'assurer et de faire assurer l'ordre public contre des révoltés – et de noter aussi que ce n'est pas certainement de gaieté de cœur qu'il a envoyé à la mort ses plus anciens et ses meilleurs camarades de combat. « S'il a été, écrit un observateur (4), déloyal avec ses camarades qui l'avaient aidé à accéder au pouvoir, il a été loyal envers son peuple. Le massacre accrut immensément son prestige. »

Le 13, devant le Reichstag, il se justifiera lui-même par un discours passionné, épilogue de cette journée sanglante – la seule qui, jusqu'en 1944, aura agité le Reich.

---

(4) Taylor, *Strategy of terror*.

III — Stabilisation du régime

L'équilibre du IIIe Reich n'est cependant pas encore assuré. Von Papen, envoyé à Vienne, y arrive pour détendre dans la mesure du possible les relations austro-allemandes que l'assassinat de Dollfuss (25 juillet), que nous aborderons en son temps, a rendues très difficiles. Quelques jours plus tard (2 août), le pays apprend, sans surprise, la mort de Hindenburg. Paul von Beneckendorff und von Hindenburg, maréchal du Reich, attendait depuis un an la vieille camarade dans le calme de Neudeck et le bruissement des drapeaux de Tannenberg et de la Somme. Hostile longtemps de toute son âme et de toute sa carrure de « vieux prussien » à l'agitation démagogique, irrespectueuse, plébéienne, des nazis, gardant intacte – à travers sa fidélité jurée aux Hohenzollern – sa fidélité à l'Allemagne éternelle, il a fait avec la République un mariage de raison heureux. Sans doute aussi – encore qu'il soit arrivé à un âge où l'attente de la mort fait s'estomper les amitiés et les haines, rend impossibles les enthousiasmes et les espoirs – s'est-il fait peu à peu du nazisme et du caporal autrichien une représentation plus souple, plus indulgente. A travers les rapports que lui adressent son fils ou le secrétaire d'Etat Meissner, il a pu discerner un visage familier de l'Allemagne sous ces apparences si déroutantes pour un homme qui avait terminé sa carrière en 1913, et qui ne s'est, depuis, que merveilleusement survécu. Entre Hitler et lui, il a pu s'établir une compréhension, résignée d'un côté, respectueuse de l'autre. Tout cela est probable.

Quoi qu'il en soit, sa mort pose un problème politique : constitutionnellement, la présidence du Reich est vacante, et la consultation plébiscitaire à laquelle doit procéder le pays pour son remplacement, si son issue ne peut faire aucun doute, risque néanmoins de servir d'occasion à un nouveau regroupement de l'opposition, cette fois peut-être sous la bannière de la monarchie. Pour l'éviter, reste une solution : considérer les résultats du plébiscite comme acquis et ne pas procéder par voie légale au remplacement de Hindenburg. C'est celle que choisit Hitler, car dans la même journée où l'on apprend la mort du Maréchal,

paraît une loi d'Etat qui supprime la fonction présidentielle et en réunit les prérogatives avec celle de chancelier sur la tête de Hitler. Le peuple allemand est invité à confirmer ou à rejeter par plébiscite le changement constitutionnel.

La dépouille du Maréchal sera solennellement placée à Tannenberg, sans que, suprême correction pour le défunt, le soin de ces funérailles soit laissé à d'autres qu'aux hommes de la Reichswehr. Et, quinze jours après sa mort, deux jours avant le plébiscite, le fils d'Hindenburg, von Papen et Hitler font savoir qu'un testament a été retrouvé, dans lequel le Maréchal « remercie Dieu de lui avoir permis de vivre assez longtemps pour avoir vu l'œuvre de redressement entreprise par le chancelier ». Qu'Hindenburg l'ait pensé, c'est possible, qu'il l'ait écrit, c'est plus douteux.

Il est, en fait, impossible d'établir sur le moment si le testament a ou n'a pas été falsifié, et cela d'ailleurs ne change rien au résultats politiques de sa mort.

Le plébiscite a eu lieu le 19 août; mais cette fois, il s'agit d'une question d'ordre strictement intérieur, et les résultats montrent bien que les Allemands, unanimes devant l'étranger, le sont beaucoup moins entre eux. 28 362 000 OUI, soit 88,9 %. Mais à l'inverse de ce qu'on pouvait prévoir, les régions de l'Est et du Centre même, traditionalistes, monarchistes et protestantes, ont voté OUI à de très larges majorités. Les opposants – les *Neinsager* – sont beaucoup plus nombreux dans la Rhénanie catholique et dans l'Ouest antiprussien : 26 % de NON à Cologne, 40 % a Aix-la-Chapelle citadelle du catholicisme, parfois de 60 à 70 % dans les campagnes de l'Ouest. Les nazis admettent eux-mêmes qu'un plébiscite sans pression et sans manœuvre où le vote secret aurait été intégralement respecté pouvait donner, pour l'ensemble du pays, de 30 à 40 % de NON, au lieu de 12 %. Répercussion à la fois de l'épuration du 30 juin, de l'opposition grandissante de l'Eglise, des inquiétudes des Rhénans devant la politique extérieure du régime – il y a de tout cela; et aussi du fait que le régime commence son œuvre, et que les années qui suivront (car le temps travaille pour lui) verront s'accroître le nombre de jeunes hitlériens et diminuer celui des vieux opposants.

Quant aux conséquences gouvernementales du plébiscite, elles sont peu importantes : Hindenburg, ne faisait plus depuis 1933 usage de son droit de veto, même dans les circonstances difficiles. Il était devenu un personnage honorifique. Et les résultats du plébiscite auraient été les mêmes si le peuple avait dû se prononcer directement, Hitler candidat, sur le choix d'un nouveau président. Il est même probable qu'ils auraient été plus favorables encore aux nazis, car les opposants de droite et de gauche ont pu confondre leurs bulletins de NON, alors qu'ils n'auraient pas pu le faire sur le nom du Kronprinz ou même de Schacht. Désormais, il n'y a plus, dans le Reich, d'autorité suprême autre que celle de Hitler.

Les mois suivants verront un événement international marquant. Le roi Alexandre de Yougoslavie, invité par Barthou à venir consacrer par sa présence en France la fidélité de son pays à la Petite Entente et à marquer que la France n'entend pas abandonner son rôle de nation protectrice des Etats bénéficiaires du traité de Versailles, est assassiné, avec Barthou, à Marseille, le 25 octobre, par un Croate qui, lui, a voulu marquer de son côté que les minorités lésées par le traité n'entendaient pas renoncer à la lutte. Mais ce que l'opinion internationale dans son ensemble retient de l'assassinat de Marseille, c'est que la France n'a pas su, ou pas voulu, assurer sur son territoire la sécurité la plus immédiate du monarque qu'elle invitait et « protégeait ». Preuve dramatique d'un désordre matériel et intellectuel grandissant, d'une contradiction insoluble d'ambitions extérieures que ne soutiennent plus, à aucun degré, une puissance et une organisation intérieures maintenant disparues.

CHAPITRE VII

L'ALLEMAGNE BRISE SES CHAINES

I — Le premier plan de quatre ans

Les crises politiques violentes que traverse à l'intérieur et à l'extérieur le III[e] Reich dans ces premières années ne doivent pas faire oublier que c'est l'imminence de la catastrophe économique qui a ouvert aux nazis les portes du pouvoir, et que c'est dans la mesure où le régime sait, non seulement éviter cette catastrophe, mais aussi remettre en route la machine industrielle et sauver l'agriculture de l'effondrement, qu'il peut parler haut et se montrer énergique avec les réactions ou les coalitions qui le menacent. Si l'on a sous-estimé jusqu'à la guerre, à l'étranger, la solidité du régime hitlérien, c'est pour avoir perdu de vue que de larges couches de la population (et en particulier le prolétariat et la paysannerie) lui doivent de ne pas avoir sombré dans un chaos sans espoir et de voir de nouveau assurées pour le présent les bases matérielles de leur existence.

C'est « pour remédier à la détresse du peuple et du Reich » qu'Hitler a demandé et obtenu les pleins pouvoirs pour quatre ans, et c'est de la réussite de cette bataille contre le chômage et la faim que dépend pour une large part le ralliement du pays au régime. Or, dès 1934, le climat de l'Allemagne a changé à vue ; il n'est guère contestable que ceux mêmes qui s'élèvent contre

l'arbitraire politique du gouvernement lui savent gré d'avoir ramené la confiance, l'ordre et le travail. En 1936, le chômage a pratiquement disparu, bientôt remplacé par un manque de main-d'œuvre, la construction et la production augmentent dans tous les domaines, et cela alors que le reste de l'Europe (Russie exceptée) se débat encore (malgré le réarmement) en pleine crise. Y a-t-il donc eu « un miracle allemand »? Le génie financier de Schacht, l'embrigadement de la nation, le réarmement à outrance suffisent-ils à l'expliquer? Notons, avant de répondre, que la République de Weimar ne s'est pas fait faute d'utiliser le talent financier de Schacht; mais celui-là, comme l'un de ses plus illustres prédécesseurs, doit penser : « Faites-moi de la bonne politique, et je vous ferai de bonnes finances ». De fait, les mesures prises par le gouvernement nazi, les « expédients » si sévèrement critiqués alors, ont été depuis dix ans très largement imités par les nations qui se sont trouvées dans une conjoncture économique du même ordre; mais ces mesures ne valent que ce que vaut le gouvernement qui les prescrit et les fait respecter et la volonté de travail de la nation. Quant au réarmement (que nous étudierons à son tour) il reste, dans les années qui vont de 1933 à 1936, inférieur à celui de la France et des Etats-Unis. En fait, il est indifférent à un régime totalitaire de faire construire des ponts ou des fortifications, des croiseurs ou des navires marchands, des obus ou des casseroles – aussi longtemps au moins que son existence n'est pas menacée par ses voisins. Les grands travaux aboutissent aux mêmes résultats (remise en route de l'économie) et comportent moins de risques que la course aux armements (1).

(1) En novembre 1933, Krupp lui-même déclare à Berlin devant les magnats de l'industrie lourde : « Le monde va penser ou va dire à l'occasion de cette réunion : "L'industrie allemande réclame la paix et en réalité elle ne désire que des commandes de réarmement." A cela je réponds devant le monde entier, de façon claire et précise : l'industrie allemande se rallie sans réserves et en toute sincérité à la parole du chancelier que les mitrailleuses allemandes pourront être et seront détruites, jusqu'à la dernière, si les autres peuples agissent de même. Elle s'y rallie non seulement par profonde conviction morale mais pour des raisons purement

Le problème auquel doit faire face le nouveau gouvernement est, théoriquement, assez simple : la crise allemande n'est pas une crise de pénurie (faisant suite à une guerre de destruction), mais une crise de réglage. Il s'agit de réunir, de nouveau, une main-d'œuvre surabondante et inemployée à une machine industrielle intacte et endormie ; le gouvernement doit donc intervenir pour créer des possibilités de travail – d'une part, en ouvrant aux entrepreneurs capitalistes des crédits financiers, d'autre part, en leur garantissant, pour les travaux qu'il ordonne, une marge de profit immédiat gagée sur la rentabilité nationale lointaine de ces travaux.

1 – Les gouvernements von Papen et Schleicher avaient établi successivement trois plans (von Papen, Schleicher-Gerecke, et Reinhardt) de mise en route de grands travaux et d'ouvertures de crédit qu'il ne reste qu'à étendre et à mettre en application. Les estimations de ces crédits (ouverts dès le mois de mars 1933) varient. On peut les chiffrer par recoupement à :

Autoroutes	1400	
Routes	212	
Canaux	59	
Voies navigables	102	
Ponts	300	
Immeubles publics	200	millions
Immeubles privés	750	de marks
Colonisation rurale	60	
Équipement agricole	244	
Chemins de fer	990	
Postes	110	

au total environ 5 080 millions de marks sont ainsi consacrés au financement du plan.

économiques. Le désarmement général donnera à la vie économique une impulsion qui ne pourrait être compensée à aucun moment par des commandes d'armements. » C'est ce que dira, en 1939, en des termes voisins, le vieux Ford. Le marchand-de-canons n'est guère plus responsable de la guerre que le marchand-de-coffres-forts du capitalisme.

D'où vient cet argent? Nous verrons plus loin que le régime est anti-inflationniste et qu'en effet la circulation monétaire augmente dans des proportions peu importantes, eu égard aux sommes engagées. Une partie de celles-là vient des trésoreries des collectivités (communes, régions, chemins de fer) intéressées à ces travaux. Pour le reste (le plus important), la Reichsbank émet des « traites de création de travail » (ou *Solawechsel*); ces effets sont escomptés au profit des entrepreneurs chargés des travaux et circulent comme du papier. L'inflation est donc scripturale, c'est une inflation de crédit; tout le système repose sur la confiance dans la politique gouvernementale, ce qui confirme ce que nous disions plus haut, sur la déthésaurisation et l'accélération du cycle monétaire.

Ces travaux (et les effets à trois ou six mois qui les permettent) seront donc en définitive payés par le gouvernement, c'est-à-dire par la nation; mais le règlement en est sans cesse reculé parce que de nouveaux travaux (et bientôt le réarmement) exigeront de nouveaux crédits. Au bout du système, l'amélioration du réseau routier ou ferroviaire, de la valeur des terres, etc., doit contribuer suffisamment à l'enrichissement de la nation pour qu'une émission accrue de signes monétaires soit possible, sanctionnant l'accroissement du revenu national. Le réarmement, qui crée des biens destinés à la destruction n'apparaît donc pas, en principe, comme une éventualité inévitable et satisfaisante, mais au contraire comme un obstacle au développement graduel du système, puisqu'il faut, pour le poursuivre, distraire de la puissance de travail de la nation une main-d'œuvre et des moyens de production dont l'emploi est assuré en permanence ailleurs.

2 – Cependant, ces mesures de financement seraient impuissantes par elles-mêmes à résorber rapidement le chômage sur la base de l'initiative capitaliste. L'Etat doit donc entrer directement dans le circuit comme entrepreneur, et transformer les chômeurs – dont, en tout état de cause, il assure financièrement l'existence – en travailleurs, là où la rentabilité est tellement lointaine ou douteuse qu'il est préférable de transférer des frais de main-d'œuvre plutôt que d'en créer de nouveaux.

Par ailleurs, un emploi massif des chômeurs pour des travaux d'Etat, en supprimant l'armée industrielle de réserve et en submergeant le gouvernement sous le poids de nouveaux « ateliers nationaux », présenterait de graves inconvénients ; c'est pourquoi cette solution est limitée à l'établissement du Service du Travail pour les jeunes gens. Encore convient-il de noter que ce Service du Travail n'est pas une création économique provisoire, mais répond à une nécessité sociale et politique, et c'est pourquoi nous l'étudierons plus loin.

3 – A ces mesures générales s'ajoutent les expédients classiques de lutte contre le chômage : renvoi des femmes mariées, suremploi imposé aux entrepreneurs, aménagement des horaires (ces deux dernières mesures aboutissant à répartir sur un plus grand nombre de travailleurs un salaire global égal), etc. Des dégrèvements d'impôts et des crédits à fonds perdus sont accordés pour la construction de la maison familiale. Des dégrèvements massifs et la création de l'usine géante de Fallersleben pour « la voiture populaire » relancent l'industrie automobile : 44 882 véhicules construits en 1932, 92 842 dès 1933.

4 – C'est sur la construction que porte l'effort principal du gouvernement jusqu'en 1937, c'est-à-dire jusqu'au moment où le plan Göring de quatre ans (plan d'autarcie et d'armement) remplace le premier plan (de grands travaux). Les pourcentages d'augmentation du nombre d'ouvriers employés dans les branches industrielles principales, entre 1933 et 1937, sont les suivants :

Bâtiments	209
Machines	106
Transports	117
Métallurgie	83
Industries chimiques	34
Textiles	15

L'accroissement en valeur absolue des constructions nouvelles de plus de trois pièces est le suivant :

1933	1934	1935	1936	1937	1938
132 810	190 257	213 22	282 466	308 945	276 276

Les dépenses pour constructions nouvelles (en millions de marks) passent à :

1932	1933	1934	1935	1936
159	102	319	264	332

et les crédits accordés (le plus souvent à fonds perdus) aux jeunes ménages pour la construction de la maison familiale à (millions de marks) :

1933	1934	1935	1936
906	12 500	7 700	11 070

Cet essor général du bâtiment est confirmé dans les faits par le « standard de logement » élevé du III[e] Reich.

La moyenne horaire journalière de travail progresse lentement pendant la même période; de 6,94 à la prise du pouvoir, elle passe à :

7,10 — 7,26 — 7,47 — 7,49 — 7,68 — 7,91

La production industrielle journalière (indice 100 en 1928) progresse comme indiqué ci-dessous :

61,5 — 80,9 — 93,3 — 107,8 — 118,8 — 128,4

Enfin, le mouvement de la main-d'œuvre inemployée entre 1926 et 1938 est le suivant :

chômage technique	1926	2 011 000
professionnels et réserve ind.	1928	1 353 000
crise	1930	3 139 455
—	1931	4 573 219
—	1932	5 579 858
—	1932 (XII)	5 772 984
—	1933 (I)	6 013 612
premier plan de 4 ans.	1933 (VII)	4 463 841
— —	1933 (XII)	4 059 550
— —	1934	2 718 309
— —	1935	1 593 655
rétablissement	1936	912 312
du service militaire;	1937	422 255

à partir de cette date, manque de main-d'œuvre.

C'est à cette époque qui s'étend entre 1933 et 1936 et qu'on appelle schématiquement celle du premier plan de quatre ans que le IIIe Reich doit son réseau d'autoroutes, ses cités-jardins et ses logements ouvriers, ses écoles modernes, ses stades, ses monuments publics, beaucoup plus que ses tanks ou ses avions de chasse. Qui veut trop prouver ne prouve rien ; en cherchant à démontrer que le secret du miracle allemand, c'est le réarmement, on perd de vue contre l'évidence que les régimes totalitaires ont été de tous temps des régimes bâtisseurs et que le national-socialisme ne fait pas exception, bien au contraire, à cette règle.

II — Le plébiscite de la Sarre

L'année tournante, nous l'avons vu, s'était terminée par la stabilisation du régime, et la réussite de la bataille contre le chômage (bien que n'apportant qu'une solution partielle à la crise économique) confirme cette stabilisation. A l'extérieur, le début de l'année 1935 est marqué par le succès sarrois.

On se souvient que le traité de Versailles, rejetant la demande française d'annexion, avait confié la Sarre à une Commission supervisée par la S.D.N. pendant quinze ans à l'expiration desquels un plébiscite laisserait la population libre de choisir entre le maintien de l'administration genevoise, le rattachement à l'Allemagne ou à la France. La Commission sarroise comprenait obligatoirement un Français et un Sarrois assistés de délégués de la S.D.N., et, dans l'ensemble, la Sarre fut administrée pendant ces quinze ans successivement par un Français (Rault) et par un Anglais (Sir Wilton), avec sagesse et honnêteté.

Cependant, dès les premières années du régime de Versailles, la situation économique du Bassin se révélait difficile. La Sarre n'est, en effet, qu'un bloc de charbon, en concurrence naturelle avec les bassins houillers belge, allemand et français qui l'entourent. L'exportation de ce charbon (seul moyen pour la Sarre d'assurer sa vie économique) se heurtait aux intérêts de ces trois producteurs ; l'Allemagne indirectement (nous avons vu que le

charbon livré par la Ruhr au titre des réparations mettait déjà Belges et Français dans une position délicate), la France et la Belgique directement. Restaient l'utilisation sur place en sidérurgie et pour la verrerie; là encore, la Sarre eût à souffrir de la concurrence de ses voisins. Entre 1920 et 1930, alors que la production d'acier augmentait de 39 % en France, de 57 % en Belgique et même de 19 % dans le Reich, elle était, dans le bassin, stationnaire dans les cinq premières années et en légère régression dans les cinq dernières. Les salaires moyens des ouvriers sarrois pendant la même période sont inférieurs de 20 % aux salaires allemands correspondants, mais supérieurs encore aux salaires français (alors bas).

En réalité, la bonne volonté et la compétence des administrateurs du fidéicommis de Genève se heurtaient d'une part, au déséquilibre économique de la Sarre, trop dépendante de l'exportation de son charbon, et, d'autre part, à l'état d'incertitude politique qui devait y régner jusqu'au plébiscite et qui interdisait, pour une bonne part, à ses industriels d'orienter franchement leur activité. C'est ce qui explique les variations du régime douanier du bassin, qui aboutissent en 1925 à la fermeture de la frontière allemande, d'une part, et à l'union douanière avec la France, d'autre part; ce régime même devait être corrigé peu après par un accord de tarifs avec l'Allemagne. C'est cependant avec la France que le bassin travaille le plus activement; il en devient le cinquième client (avant les Etats-Unis) en 1928. L'exportation de charbon vers la France passe, de 1923 à 1929, de 0,933 à 3.500 millions de tonnes et vers l'Allemagne de 4 438 à 1 140.

C'est donc, à la faveur du régime de Versailles, à une quasi-annexion économique que procède la France, annexion provisoire au moins.

Outre les mines (dont elle était propriétaire unique) elle possédait encore à la veille du plébiscite de 60 % à 75 % du capital métallurgique, suivant les estimations (2), et 40 % de celui des verreries. Le franc était le seul moyen de paiement utilisé dans la

(2) *Cf.* article de M. de Witt-Guizot, *Revue des Deux-Mondes*, 1929, 5.

Sarre, et l'on comprend mal que, disposant de moyens de pression aussi efficaces sur le plan matériel – auxquels s'ajoutait le droit d'ouvrir des écoles d'enseignement en français – la France n'ait pu atténuer l'échec de 1935. L'Allemagne, de son côté, n'oublie pas l'échéance du plébiscite. Le gouvernement républicain, tout en s'abstenant à l'exemple de la France d'une propagande directe contraire aux obligations du traité, envoie, à ses frais, les enfants sarrois faire des « séjours de santé » en Allemagne et, surtout, poursuit une action culturelle active et fructueuse; par ailleurs, les succès électoraux du Centre ont leurs répercussions dans la Sarre, citadelle du catholicisme rhénan et, là comme en Alsace, le laïcisme étroit des milieux français heurte la population. En 1928, des élections municipales confirmeront la nette prépondérance du Centre auquel vont 156 615 voix contre 84 112 aux communistes et 24 455 seulement aux nationaux-socialistes.

En mai 1933, l'approche du plébiscite et l'accession au pouvoir des nazis ouvrent la campagne électorale; le Centre, les modérés et les nationaux-socialistes (ces derniers ayant officiellement dissous le Parti en Sarre) se regroupent en un « Front Allemand » excluant communistes et socialistes. Mais ce serait une erreur (et les dirigeants français l'ont sans doute commise) de croire que, même ceux-ci parce que antihitlériens, voteront antiallemand. Les Sarrois (et les Allemands en général) n'ont pas la même conception de l'esprit démocratique que les Français. Ce qu'on leur demandera en 1935, ce n'est pas de voter pour ou contre le Régime, mais pour ou contre une Nation, et il apparaît bien avant le plébiscite que leur attachement à la nation qu'ils considèrent comme la leur (l'Allemagne) sera plus fort que la répulsion que leur inspire le régime nazi. La solution la plus acceptable, pour le Centre particulièrement, serait le maintien du statu quo, si la France pouvait garantir à la Sarre une existence économique indépendante – et non plus leur offrir sous les auspices de Genève une servitude à peine déguisée. Ainsi, la population allemande du bassin (en fait la presque totalité des habitants) se trouvera poussée, avec ou contre Hitler, dans les bras de l'Allemagne.

Sans doute est-ce cette certitude (que le bassin reviendra à l'Allemagne) qui amenait Stresemann, en 1925, à Thoiry, à proposer à Briand sa cession anticipée ; il offre en échange un « éclaircissement » loyal des relations franco-allemandes, l'enterrement de la hache de guerre. Solution féconde à une question mal posée, mais elle ne sera pas prise en considération par les politiciens français, aveuglés par les scrupules juridiques et aussi d'ailleurs par la certitude effarante que la Sarre est « française de cœur ». La même proposition est reprise officiellement par Hitler en février 1934 ; cette fois, alors que la puissance de diffusion du nazisme augmente encore les chances de l'Allemagne, celle-là accepterait « dans un but d'apaisement » de garantir à la France des avantages économiques importants (Condominium des mines et de l'industrie). Les deux nations en cause retireraient d'une telle solution des bénéfices inestimables ; pour le Reich, un succès de prestige assurant sa position internationale, pour la France, outre les avantages économiques, une occasion d'asseoir enfin sur des bases solides ses rapports de voisinage avec l'Allemagne. Mais, alors qu'ils lâcheraient ici une ombre vaine (un succès au plébiscite) contre une proie tangible (le Condominium), les dirigeants français jugent beaucoup plus habile de laisser rouler les dés, parce qu'ils ne croient ni à un succès du Reich ni surtout à la solidité du régime.

Hitler a déclaré à l'Ambassade de France qu'il espérait recueillir de 90 à 95 % des voix. Forfanterie, aveuglement ? Pourquoi, s'il est tellement certain du succès, offre-t-il une compensation à la France ? En fait, son régime est vacillant, la population sarroise est « excédée » de la propagande nazie et le résultat du plébiscite, trompant les espoirs du chancelier, portera le coup de grâce au régime. En faisant même la large part au juridisme étroit d'un Barthou, un tel aveuglement effare.

Dès lors, et l'unique solution heureuse à la question sarroise étant délibérément écartée, les jeux sont faits. La S. D. N., avec l'honnêteté qu'elle a apportée dans la gestion du pays et qui ne s'est jamais démentie, organise le plébiscite minutieusement, si minutieusement qu'il est impossible d'admettre l'idée du truquage. La police est assurée par un corps international (Anglais,

Italien, Hollandais, Suédois), les fonds nécessaires fournis à parts égales par le Bassin, la France et l'Allemagne, les listes, les cartes, les modalités du vote établies par une commission anglo-suédo-helvétique, trois cents chiffreurs des nations neutres convoqués pour le dépouillement. Il faut rendre cet hommage à la S.D.N. qu'elle a terminé cette tâche difficile (la gestion du Bassin) par une brillante manifestation d'impartialité; la propagande elle-même est réglementée, mais il n'est pas interdit de chanter et les enfants des écoles ne s'en privent pas :

« *Deutsch ist die Saar*
« *Deutsch immerdar* (3). »

Quant à la presse, elle est dominée par la *Saarbrücker Zeitung*, qui appartient à l'industriel pangermaniste Roechling, artisan principal de la propagande allemande, antifrançais notoire et fanatique.

Le plébiscite a été fixé au 13 janvier 1935 et ses résultats sont ceux qu'on pouvait prévoir :

Rattachement à l'Allemagne ..... 477 119 (90,7 %)
Rattachement à la France ..... 2 124 (0,40 %)
Maintien du statu quo 46 613

pour 528 104 votants sur 539 541 inscrits (soit 98 %). La répartition égale des voix proallemandes sur tout le territoire et leur majorité écrasante interdisent tout projet de partage de la Sarre. En fait, ont voté pour la France les frontaliers lorrains, pour le statu quo quelques catholiques et communistes, pour l'Allemagne neuf Sarrois sur dix. Autant un rattachement anticipé eut éclairci l'horizon politique européen, autant ce camouflet brutal contribuera à l'empoisonner dans les années qui suivent. Le succès de prestige pour le Reich était inévitable, mais, dans le premier cas, il ne serait apparu que comme un succès de négociation diplomatique, alors que dans le second il se double d'un sentiment de revanche sur la France.

(3) « La Sarre est allemande
« Allemande plus que jamais. »

La liquidation du régime autonome sarrois ne soulèvera pas de difficultés; les mines, rachetées pour un milliard (de francs) sont payées par les billets français circulant en Sarre. L'installation de l'Administration allemande, fixée au 1er mars, se fera également sans heurts, sinon sans tapage, et sera l'occasion d'une provisoire réconciliation du catholicisme (grand artisan de la victoire, mais le Centre pouvait-il agir autrement ?) et du régime. En France où le dénouement de l'aventure sarroise cause malgré tout quelque gêne, on regrette peut-être l'occasion perdue : mais quand Hitler, de Sarrebruck « reconquise », lance un nouvel appel au voisin de l'Ouest, l'invite une fois de plus à oublier la querelle « héréditaire » et à sortir de l'impasse de Versailles, le cycle des préjugés et des illusions se rouvre. Discuter avec le vainqueur moral du plébiscite ? Moins que jamais. Il y a d'ailleurs maintenant (depuis la note d'avril) un fossé entre les deux puissances, et les événements de mars vont encore l'élargir.

III — Le rétablissement du service militaire

Le national-socialisme est depuis deux ans maintenant au pouvoir, et déjà l'atmosphère diplomatique de l'Europe s'est singulièrement assombrie. A l'impression de surprise qu'avait laissée dans l'opinion mondiale cette année 1933 pendant laquelle le IIIe Reich naissant s'était posé en champion d'un pacifisme européen réaliste a succédé, en 1934, une crise de suspicion que l'antisémitisme, l'assassinat de Dolfuss, la purge de juin et l'assassinat d'Alexandre de Serbie ont contribué également à rendre aiguë. Si les puissances de l'Europe de Versailles pensent – et laissent entendre clairement – qu'elles doivent entourer l'Allemagne encore pratiquement désarmée d'un cordon serré d'alliances et d'ententes, quoi d'étonnant à ce que celle-là à son tour se plaigne de se sentir menacée par un encerclement qui, dans les premiers mois de 1935, se renforce encore. De quelque côté que se tournent les nazis, en ce début d'année, ils voient se dresser des barrières, se fermer les voies d'une expansion qu'ils jugent nécessaire, se recréer aggravée la situation de 1913. La France, en ébauchant un nouveau pacte franco-russe (qui, il est vrai, n'est

pas encore ratifié par les Chambres) a fait rentrer les Soviets dans le système européen dont ils étaient exclus depuis 1917; en signant avec elle et l'Angleterre, en janvier 1935, les accords de Stresa, l'Italie à son tour, a marqué sa volonté d'interdire toute tentative d'Anschluss, de garder, de concert avec la France, le contrôle du Mittel Europa. La Tchécoslovaquie, la Pologne, même si leurs relations de voisinage avec le Reich ne se sont pas aggravées depuis deux ans, n'en sont pas moins résolues à maintenir, dans les Sudètes et à Dantzig, le statut de Versailles. Le maillon le moins fort – toutes proportions gardées – de la chaîne, est encore l'Angleterre, et c'est grâce à elle que les ponts ne sont pas complètement rompus entre l'Allemagne et l'Europe.

Le Reich, il est vrai, participe par Locarno à cet enchevêtrement de pactes pacifiques. Mais Locarno, bien que le nouveau régime s'y réfère souvent et affirme vouloir s'y montrer fidèle, créait du libre consentement des contractants un statut de l'Europe que les événements dépassent chaque jour; ainsi, le pacte rhénan, en consacrant le désarmement de l'Allemagne, supposait, au moins dans son esprit, que cet abandon de souveraineté fût compensé par un apaisement général des relations européennes et en premier lieu des relations franco-allemandes. L'Allemagne ne pouvait accepter à la fois de rester désarmée et de se voir plus que jamais entourée de puissances armées et hostiles. A l'Oues, la France, sur mer, l'Angleterre, à l'Est, derrière la Pologne et la Tchécoslovaquie, la Russie soviétique, au sud-est, l'Italie et la Petite Entente, autant de voisins dont les intentions sont, bien entendu, pacifiques, mais dont cependant l'intervention, isolée ou commune, mettrait fin à ce qui reste d'indépendance effective au III^{e} Reich. Qu'en présence de cette situation l'Allemagne ait vu renaître la psychose d'encerclement – aggravée du fait que maintenant, aux motifs traditionnels d'hostilité contre le germanisme, s'ajoutent partout (sauf en Italie) une hostilité et une excitation idéologique attisées par la presse –, que son gouvernement n'ait pas voulu demeurer plus longtemps dans une équivoque inutile – celle d'un réarmement que tous ses voisins savent effectif, que beaucoup croient plus important qu'il ne l'est en réalité, qu'il ne peut matériellement l'être, mais que le maintien de la

Reichswehr au chiffre de Versailles oblige à camoufler encore –, ces éléments sont connus. Il s'y en ajoute d'autres, d'ordre strictement intérieur; le service militaire n'est pas seulement dans l'esprit des Allemands en général, et plus encore dans celui des nazis, un moyen de défense de la souveraineté du Reich contre les attaques étrangères, mais aussi et surtout « la grande école d'éducation de la Nation », celle à laquelle préparent les passages successifs dans la Jeunesse hitlérienne et le Service du Travail. Alors que le « service » est considéré dans la plupart des Etats modernes comme une « corvée » (au vieux sens du terme) à laquelle on est bien heureux qu'une infirmité quelconque vous fasse échapper, il est réellement, pour la majorité des Allemands, un « service » et même un « service d'honneur », l'expression visible de la communauté du peuple unie. « Soyons fiers, déclare Göring à Postdam (mars 1934), que l'étranger nous traite de nation bottée; nous savons ce que furent ces bottes et nous savons qu'avec le retour de l'esprit prussien et du sentiment du devoir l'Allemagne a recouvré son honneur. »

Que le rétablissement du service obligatoire ait été décidé par les nazis dès leur accession au pouvoir, la chose ne peut être douteuse; mais il a fallu au moins deux événements postérieurs pour le rendre possible, la purge de juin et le plébiscite de la Sarre (qui enlève à la France son dernier moyen direct de pression sur l'Allemagne, le maintien unilatéral de la Sarre dans le statu quo). Manque encore moins un prétexte qu'une occasion, et celle-là viendra de la France où les militaires, depuis le 17 avril, ont repris le contrôle des décisions vitales de politique étrangère et sont effectivement résolus, non seulement à ne pas se laisser dépasser par l'Allemagne, mais à garder contre elle une marge de sécurité militaire en matériel et en effectifs.

Or, les deux pays sont entrés en 1935 dans les années creuses; les classes françaises en particulier tombent de 279 000 hommes en 1934 à 184 000 en 1935 et à 165 000 en 1936. Ces chiffres – en tenant compte du fait que la France dispose d'un réservoir colonial d'effectifs pratiquement inépuisable – suffiraient à assurer sa sécurité en face des 150 000 hommes de la Reichswehr; mais, ici encore, les nécessités psychologiques qui avaient joué

le 17 avril joueront, et l'on sait par ailleurs que les gouvernements français ont depuis longtemps le goût des armées de masse, d'autant moins bien équipées et bien encadrées qu'elles sont plus nombreuses – ce sera finalement l'une des causes (signalée déjà à l'époque par le général de Gaulle) de la défaite de 1940.

L'Angleterre, au même moment où la France envisage le maintien d'une classe sous les drapeaux, fait connaître le 4 mars, qu'elle consacrera – en face du réarmement de l'Allemagne – 4 millions de livres au sien, dont 2,5 à son réarmement aérien. Ni en effectifs, ni en matériel d'ailleurs, les armements de la France et de la Grande-Bretagne n'approchent en ampleur ceux de la Russie soviétique qui garde sous les armes une centaine de divisions et la flotte aérienne la plus puissante du monde. Le gouvernement soviétique a décidé le 1er janvier 1935 de porter les effectifs russes à 940 000 hommes, les crédits de 1,5 milliards à 6,5 milliards.

C'est dans cette atmosphère de paix armée que le gouvernement nazi annonce que le Reich possédera désormais (10 mars 1935) une armée de l'air, sans que l'importance future de cette armée soit précisée, puis qu'aussitôt que la décision française de porter à deux ans la durée du service militaire actif, ce qui équivaut presque à un doublement des effectifs, est acquise (15 mars), Hitler rétablit officiellement le service militaire obligatoire. L'Allemagne, elle aussi, a résolu d'assurer sa sécurité par ses moyens propres.

La durée du service est fixée à un an ; l'armée allemande comprendra désormais 12 corps et 36 divisions, dont 3 mécanisées et blindées. La répartition territoriale des 12 corps d'armée indique bien que l'Allemagne – et l'état-major – considèrent comme une éventualité majeure d'avoir à faire face à une attaque concentrique beaucoup plus que d'avoir à attaquer elle-même sur un front. Les corps d'armée sont répartis également en trois groupes :

– Cassel, qui couvre la frontière du Rhin ;
– Dresde, qui contrôle le saillant tchèque ;
– Berlin, dont le groupe d'armées fait face à la Pologne.

La répartition est sensiblement la même pour les trois divisions de Panzer, constituées entre 1935 et l'été de 1936. Quant à l'armée de l'Air, elle comporte, au début de 1936, six groupements, mais cette fois, avec une nette prépondérance (3 groupes) pour la frontière aérienne polono-russe et la surveillance du « terrain d'aviation » tchécoslovaque (2 groupes). La décision allemande du 16 mars a surtout – et n'a d'abord – qu'une valeur théorique. La loi n'a pas fait surgir du sol une armée nouvelle d'un demi-million d'hommes; au contraire, elle ouvre dans l'immédiat une période d'insécurité pour l'Allemagne; pendant deux ans, la Reichswehr en pleine réorganisation dispersera ses instructeurs dans tout le pays, son matériel dans tous les camps d'instruction. Entre 1935 et la fin de 1936, le Reich n'a plus d'armée de métier et pas encore d'armée nationale mais – et alors qu'il semble improbable que cette évidence ait échappé aux états-majors européens – les puissances n'en continueront pas moins à n'opposer au Reich qu'une barrière de notes diplomatiques. C'est à cela, finalement, que se limite l'émotion causée dans le monde par la décision d'Hitler.

A cela dans l'immédiat; mais, cependant, les trois puissances directement menacées par l'action hitlérienne se concertent. L'Italie, la France et l'Angleterre signent, dès le mois d'avril, les accords de Stresa qui réaffirment leur attachement aux principes de Locarno et, d'une façon générale, leur volonté de ne pas permettre qu'il soit porté atteinte au traité. Accord théorique, flou, car les intérêts et les préoccupations des puissances divergent : pour la France, il s'agit de maintenir, avant tout, les traités de Versailles et les clauses de démilitarisation; pour l'Italie, le statut de l'Anschluss; pour l'Angleterre, l'intangibilité des possessions coloniales. Pour cette dernière, elle s'intéresse si peu, en fait, aux objectifs de ses partenaires qu'elle signe, le 18 juin, avec le Reich, un accord naval qui libère celui-là des clauses navales de Versailles et l'autorise à mettre en chantier une flotte équivalente en tonnage à 35 % de celle de la Grande-Bretagne, sans limitation pour les sous-marins.

Le sens de l'accord est fort net : la France a mis elle-même en chantier les cuirassés de la classe Richelieu et devient ainsi, dans

le cas (très improbable, mais la politique anglaise prévoit tout) d'un renversement d'alliance et de la formation d'un bloc méditerranéen, le seul adversaire dangereux sur mer. Plutôt que d'accroître sa propre flotte, l'Angleterre préfère autoriser le Reich à en créer une, qui contraindra la France à diviser la sienne (des cuirassés au moins équivalents au futur Bismarck devant être affectés à la mer du Nord) et, par conséquent, à perdre le contrôle de la Méditerranée – et donc des routes impériales anglaises.

Quant à la France, elle renforce sa sécurité en prolongeant et en fortifiant la ligne Maginot et en poursuivant activement les négociations pour l'alliance soviétique, engagées par Barthou dès 1934. Double erreur : la sécurité trompeuse que lui donnent sa ligne fortifiée « imprenable » et une alliance douteuse avec « la plus puissante armée du monde » empêchera la France de se donner les moyens d'une véritable sécurité appuyée sur une discipline et sur un travail nationaux dont elle a pour longtemps perdu le sens.

Tel quel, cependant, le front de Stresa pouvait assurer à l'Europe – l'Allemagne étant verrouillée sur le Brenner, le Rhin et la Vistule – une relative tranquillité. Mais l'une des nations du front, au moins, n'entend pas se faire le gardien éternel d'un ordre européen qui, estime-t-elle, la lèse injustement. Contre la surveillance du Brenner, l'Italie demande instamment la réparation de l'injustice de 1920 : les accords de 1915, nous l'avons vu, lui avaient laissé entre les mains une traite en blanc, signée par la France et l'Angleterre, mais qui n'a pas encore été honorée. Elle en réclame bientôt le règlement, c'est-à-dire d'avoir les mains libres en Ethiopie. La France est depuis longtemps favorable à la requête italienne et, s'il ne tenait qu'à elle, l'affaire ne souffrirait pas de difficultés. Mais l'Angleterre, si désinvolte lorsqu'il s'agit des intérêts de ses alliés sur mer, si peu fidèle à la lettre et à l'esprit des traités quand l'exige sa sécurité, est, tout à coup, devenue intraitable à propos de l'Ethiopie : non qu'elle se soucie de ce pays de marchands d'esclaves, mais parce que les sources du Nil valent bien – pense-t-elle – la perte d'une alliance. Erreur aussi, plus lourde de conséquence peut-être que celles de la France.

Grâce à la docilité de la S.D.N. et malgré la France, l'Angleterre fait décider des sanctions économiques contre l'Italie, coupable d'avoir voulu ramasser quelques miettes du gâteau colonial. Ce jour-là, elle a fait de ses mains l'Axe Rome-Berlin, car, le 4 octobre, l'Allemagne informe l'Italie qu'elle observera, dans l'affaire des sanctions, une neutralité bienveillante, c'est-à-dire que, dans la mesure de ses moyens, elle ravitaillera l'Italie et ne fera, en tout cas, rien pendant cette période qui puisse troubler Rome. Six mois plus tard, victorieuse en Ethiopie, l'Italie ébauche le renversement des alliances. Entre temps, la France, dont la politique extérieure a changé, perd une nouvelle chance d'assurer sa position. Elle s'était accommodée d'une Italie humiliée, elle se brouille avec une Italie triomphante et perd sur tous les tableaux.

IV — La remilitarisation de la zone rhénane et la stabilisation extérieure

Après l'affaire d'Ethiopie, c'est de nouveau sur le Reich que va se concentrer l'attention de l'Europe, sur l'Allemagne et sur l'Union soviétique qui, de plus en plus, font figure de deux mondes idéologiques prêts à s'affronter. Entrée à la S.D.N. en septembre 1934, la Russie y pratique déjà une politique slavo-communiste et, sans cesser un instant de dénoncer en bloc les Etats « capitalistes-impérialistes ») ne néglige rien pour s'assurer l'alliance de l'un au moins d'entre eux, la France. Mais, alors que le premier projet de pacte, celui de Barthou, ne prévoyait pas de recours à la S.D.N. en cas de conflit, le second, celui de Laval (mai 1935), est précédé d'un protocole de consultation qui, en fait, en diminue beaucoup la valeur. Tel quel cependant, il aura deux conséquences importantes : il interdit à Hitler d'envisager une guerre contre le bolchevisme aboutissant à une conquête territoriale en Ukraine avant de s'être assuré, non plus la neutralité de la France (puisque celle-là doit intervenir en cas d'agression contre la Russie), mais au moins la couverture militaire de la frontière du Rhin. Par ailleurs, Laval a acheté l'alliance russe contre la condamnation formelle par le Kremlin de l'antimilitarisme com-

muniste, par le passage du P.C.F. dans le camp des bellicistes. Ce qui rejoint alors les vues du Komintern qui tient son VII[e] Congrès (25 juillet 1935) au cours duquel Dimitrov déclare : « Le danger le plus menaçant pour notre Patrie prolétarienne est la probable agression de la part du fascisme rapace allemand. Si nous ne réussissons pas à aiguiller ses forces vers les autres pays, nous ne pourrons pas conjurer le danger. Seul un gouvernement de Front Populaire peut se charger d'attirer sur lui une telle attaque ; et les prolétaires dans tous les pays doivent se souvenir que leur devoir principal est de défendre la patrie prolétarienne mondiale, l'Union soviétique ».

C'est au même moment que se constitue en France le Front Populaire qui, au début de 1936, chassera Laval et engagera la France dans la voie de l'interventionnisme européen – interventionnisme que seules la faiblesse de l'armée française et la pression de la Grande-Bretagne (dont le cabinet Baldwin, cabinet typique jusqu'à la caricature de gros-capitalistes et de marchands-de-canons, est résolument pacifiste) empêcheront pendant trois ans de provoquer la guerre. Désormais Hitler est prévenu : toute action menaçant la Russie soviétique amènerait une réaction de la France, en face de laquelle le traité de Versailles l'a laissé pratiquement désarmé.

Ainsi, si la situation du Reich s'est améliorée vis-à-vis de l'Italie et même de l'Angleterre, elle a empiré en ce qui concerne l'essentiel, les projets d'expansion. La situation est maintenant bloquée car l'Allemagne (là-dessus les généraux et Hitler sont d'accord) ne peut absolument pas envisager une guerre sur les deux fronts, un front tchéco- ou polono-russe et un front français. Au congrès de Nuremberg de septembre, qui répond au Congrès du Komintern, Hitler affirme avec plus de violence que jamais l'hostilité du nouveau Reich, non à la Russie, mais au bolchevisme, et se pose explicitement en défenseur de l'ordre européen contre celui-là.

Il lui reste à tenter une dernière manœuvre ; le pacte franco-soviétique n'est pas encore ratifié par les Chambres françaises, et une pression indirecte sur l'opinion est possible. Dès le 21 mai 1935, le Führer déclare devant le Reichstag que le gouvernement

« estime que ces alliances militaires (franco-soviétique) sont incompatibles avec l'esprit et la lettre du Pacte de la Société des Nations » et surtout avec les accords de Locarno. Il confirme par la voie diplomatique que l'Allemagne considérerait la ratification du pacte comme « un geste inamical ». Enfin, le 21 février 1936, dans une interview donnée à un journaliste français (4), il offre directement à l'opinion française de « mettre fin à tout jamais à ce péril allemand que vos enfants de génération en génération apprennent à redouter ». Mais si la France préfère « introduire en Europe un Empire asiatique », elle doit s'attendre à ce que le Reich prenne sans attendre les mesures qu'il estime nécessaires à sa sécurité. L'interview ne sera d'ailleurs, sur l'intervention du gouvernement français, publiée que le 28 février, trop tard pour avoir un effet quelconque. Le pacte est ratifié le 27 février par la Chambre, le 5 mars par le Sénat.

Deux jours plus tard, Hitler déclare au Reichstag : « Aux offres amicales et aux assurances pacifiques que l'Allemagne n'a cessé de lui réitérer, la France a répondu par une alliance militaire avec l'Union soviétique qui est exclusivement dirigée contre l'Allemagne et qui constitue une violation du pacte rhénan. Dès lors, le traité de Locarno... a pratiquement cessé d'exister. En vertu du droit primitif que chaque peuple a de garantir ses frontières et de sauvegarder ses possibilités de défense, le gouvernement allemand a rétabli, à la date de ce jour, la pleine et entière souveraineté du Reich sur la zone rhénane démilitarisée. »

C'est d'ailleurs moins une alliance avec la Russie qu'une alliance avec le bolchevisme russe qu'Hitler considère comme incompatible avec le rôle occidental de la France; l'Allemagne n'est pas hostile, *a priori*, à la rentrée d'une Russie traditionaliste et nationale dans le concert européen. « Je ne refuse pas, déclare Hitler le même jour, je n'ai jamais refusé de collaborer avec la Russie, mais je refuse de collaborer avec le bolchevisme qui prétend à la domination du monde... A mes yeux, l'Europe est séparée en deux moitiés : d'une part, celle qui se compose d'Etats nationaux autonomes et indépendants, de peuples auxquels nous

(4) Bertrand de Jouvenel.

sommes unis par mille liens historiques; l'autre moitié, d'autre part, est régie par cette doctrine intolérante, la doctrine bolcheviste, qui élève des prétentions à la domination universelle. » Il est sensible d'ailleurs que les grandes lignes de la politique germanique n'ont pas varié depuis 1919; alors, pendant un an, l'Allemagne avait attendu et espéré que l'Europe la chargerait d'une croisade commune contre le bolchevisme; maintenant, alors que non seulement les puissances occidentales ont tenu l'Allemagne en lisière, mais que l'une d'elles tente de nouveau de la réduire à l'impuissance en reconstituant une coalition antiallemande en Europe, le Reich assure sa sécurité en brisant la dernière des chaînes de Versailles.

Qu'il y ait un bluff politique et surtout militaire de la part des Hitlériens est certain : « Peu de temps après sa proclamation, Hitler eût une crise de nerfs et de larmes et fut sur le point de rappeler les colonnes déjà en route. Il y eut un tel branle-bas à la Chancellerie que von Neurath dut finalement sauver la situation en déclarant qu'il était impossible de revenir en arrière et qu'il convenait d'attendre auparavant la réaction française. (5) » Par ailleurs, l'état-major et les industriels, encore sous l'impression lointaine de l'affaire de la Ruhr, sont absolument hostiles à la remilitarisation – en revanche, l'attaché militaire allemand à Paris, mieux informé de la faiblesse profonde de la France, affirme que celle-là ne bougera pas, et c'est aussi l'opinion d'Hitler. Le Führer prend, malgré tout, un minimum de risques pour le résultat à atteindre. Les effectifs qui passent le Rhin dans la matinée du 7 mars, et que la population accueille avec enthousiasme, ne dépassent pas 5 régiments, soit une vingtaine de milliers d'hommes, des nouvelles classes pour la plupart et dont l'instruction militaire est très imparfaite. Imparfait aussi et mal manié, le matériel. Les troupes engagées ont d'ailleurs reçu comme consigne formelle de revenir sur leurs positions de départ dans le cas d'une réaction militaire française, et quelle que soit l'importance numérique de cette réaction. Mais, pour agir, Gamelin, à Paris, demande la mobilisation générale : et si celle-

(5) Gisevius, *op. cit.*

là est refusée par le gouvernement, ce n'est pas tant parce que la France se refuse à assumer le risque d'un conflit que parce que l'armée française, immobilisée derrière un système défensif perfectionné, n'est pas en mesure de se concentrer et d'attaquer rapidement et surtout, comme le dit alors Gamelin lui-même, parce que, l'aide militaire de l'Angleterre étant plus que douteuse, « au début, dans les circonstances actuelles, nous aurions la prépondérance, mais, dans une guerre de longue durée jouerait évidemment la supériorité du nombre et des possibilités industrielles pour nos adversaires » (6).

C'est la seconde des occasions manquées par la France de faire une guerre préventive à l'Allemagne hitlérienne ; et, cette fois encore, la disproportion des effectifs engagés (ou tout au moins pouvant être engagés) dans l'affaire rhénane est telle que l'on est facilement tenté de taxer de lâcheté ou de passivité le gouvernement français d'alors. Ce serait oublier que Gamelin a raison : la France ne peut entrer dans la guerre qu'à la suite de l'Angleterre et avec l'espoir solide d'un soutien américain ultérieur. Dès cette époque, les jeux politiques sont faits en Europe. La France, l'arme au pied, assistera impuissante à la croissance menaçante du III[e] Reich – aussi incapable de se libérer de la tutelle anglaise, de tenter un nouveau coup de la Ruhr qui lui réassurerait la clientèle balkanique, que d'entrer résolument dans le sentier neuf d'une entente continentale, de prendre acte de la volonté allemande de stabiliser les rapports à l'Ouest et d'ébaucher, encore victorieuse, avec le vaincu de la veille la réorganisation de l'Europe.

Pour justifier l'action du 7 mars, et pour la faire approuver par l'Allemagne, des élections et un référendum sont organisés, les premières pour renouveler le Reichstag – sur une liste nazie unique –, le second pour accepter ou rejeter « la politique extérieure du gouvernement ». A fort peu de choses près, élections et référendum apporteront au Parti la même majorité écrasante (97 % environ du corps électoral). Hitler s'est donc fait plébisci-

(6) *Servir*, vol. I, XX, p. 201.

ter, dans les conditions les plus favorables d'ailleurs puisque le chômage est, à cette date, presque entièrement résorbé et que pas un Allemand ne pouvait se refuser à approuver le rétablissement de la souveraineté allemande en Rhénanie. Ce résultat, prévisible et prévu, donne plus de poids encore aux déclarations que le Führer a multipliées pendant la campagne électorale sur son désir de paix en Europe et son offre de garantie pour vingt-cinq ans des frontières occidentales, le « Locarno allemand ». Que ce soit le 12 mars à Karlsruhe, le 14 à Munich, le 15 à Francfort, le 23 à Breslau, le 24 à Berlin ou le 27 à Essen, le fonds de ces déclarations, et presque la forme, sont les mêmes. Le discours de Francfort, face à « l'ennemi héréditaire », est le plus significatif.

« Deux peuples, déclare Hitler, constituent des réalités, et ils doivent s'arranger pour que leurs rapports deviennent supportables. C'est cette pensée qui m'a inspiré dans mon attitude vers l'Ouest, comme elle m'avait inspiré vers l'Est. Là aussi je me suis efforcé de montrer que la survivance de cette idée de l'ennemi héréditaire doit être et est déraisonnable pour les deux peuples parce qu'elle est dépourvue de sens.

« Peut-être beaucoup diront-ils là encore que c'est un idéal, mais je crois à cet idéal, et je crois aussi que, là, la raison finira par triompher. En tout cas, je crois qu'il sera nécessaire de mettre tout en œuvre pour aider la raison à remporter cette victoire... Il est nécessaire que les deux peuples (la France et l'Allemagne) se fassent face comme des facteurs disposant en Europe de droits absolument égaux, car c'est seulement sur la base d'une telle égalité des droits que pourra se fonder le respect réciproque qui est indispensable... Les deux peuples ont un nombre incalculable de fois versé le sang des meilleurs de leurs fils sur les champs de bataille. Les frontières ont été transportées tantôt dans un sens tantôt dans l'autre sur une distance de 50 à 100 kilomètres. Avec une telle méthode... les deux peuples vivraient dans l'angoisse et dans la méfiance, dans la crainte et dans la haine... Je crois qu'une sereine réflexion montrera un jour à ces deux peuples la voie à suivre, et si quelqu'un me dit que c'est là un idéal, je lui réponds : quelque chose qui correspond à la raison est en dernier ressort une réalité. Une telle conception des relations franco-alle-

mandes est beaucoup plus réelle que la conception de ceux qui croient ne pouvoir aborder ces problèmes que la crainte et la haine à la bouche...

« On me dit : " Mais vous êtes un nationaliste allemand, vous devez rechercher des triomphes militaires. " Je puis seulement répondre que mon ambition me porte vers de tout autres triomphes... Je sais ce que c'est que la guerre. Je le sais beaucoup mieux que beaucoup de politiciens internationaux, mieux, en tout cas, que les excitateurs professionnels à la guerre. J'ai combattu consciencieusement, comme un simple soldat, et il y en a plus d'un de ceux-là qui, malheureusement, n'a fait que profiter de la guerre... Nous voyons dans la guerre quelque chose de terrible non pas parce que nous sommes des lâches, mais parce qu'elle est en effet terrible. Quant aux autres, ils voient dans la guerre quelque chose de beau, non pas parce qu'ils sont courageux, mais parce qu'elle leur a permis de faire de bonnes affaires... Quant à moi, j'ai l'ambition de m'élever un monument dans le peuple allemand. Mais je sais aussi qu'il est plus facile de s'élever ce monument dans la paix que dans la guerre. Si nous étions entraînés aujourd'hui dans une guerre, chaque obus de 30 cm nous coûterait 3 000 marks et si j'ajoute à cette somme encore 1 500 marks, je pourrais construire une demeure d'ouvriers, et si j'accumule en une fois un million de ces obus, je suis loin encore d'avoir un monument. Mais si je construis un million de maisons dans lesquelles puissent habiter de nombreux ouvriers allemands, alors je m'élève un monument dans leur cœur.

« Mon ambition, c'est de vouloir pour l'Allemagne les meilleurs établissements pour l'éducation de la jeunesse. Je veux que nous possédions en Allemagne les plus beaux stades, que l'on achève nos routes. Je veux que nos villes deviennent plus belles, je veux que dans tous les domaines de la culture humaine l'Allemagne soit au premier rang, telle est mon ambition...

« Je serai prêt à tout moment à conclure un accord avec le gouvernement français. Nous en appelons aux deux peuples. Je pose au peuple allemand cette question : Peuple allemand, veux-tu qu'entre nous et la France soit enfin enterrée la hache de

guerre et que s'établissent la paix et l'entente ? Si tu veux, alors, dis "oui" (dans la salle, tonnerre de *ya* et de *Heil* pendant quelques minutes). Que de l'autre côté on pose la même question au peuple français, je n'en doute pas, il veut lui aussi l'entente, et il veut, lui aussi, la réconciliation... »

Ces longs extraits ne sont pas inutiles : le discours de Francfort marque bien le point culminant du pacifisme hitlérien, pacifisme qui s'adresse essentiellement à la France, qui n'est pas un pacifisme de principe et utopique, mais l'expression d'une volonté sincère d'abandonner définitivement la « politique de l'Ouest » pour une « politique de l'Est ».

La guerre d'Espagne va commencer, l'expédition d'Ethiopie qui se termine, le conflit sino-japonais vont d'ailleurs détourner l'attention du monde, faire passer les préoccupations et les excitations idéologiques avant les intérêts nationaux. L'Europe, entre une Exposition Universelle et les jeux Olympiques, fait la pause des armes.

DEUXIEME PARTIE

LE REICH

« Il n'y a qu'un Reich, comme il n'y a qu'une Eglise. »
Moeller van den Bruck, *le Troisième Reich.*

« En temps de paix comme en temps de guerre, chacun doit toujours avoir les yeux fixés sur le Chef et se laisser conduire par lui dans toutes les circonstances, grandes ou petites. Bref, chacun doit discipliner son âme, afin de ne jamais avoir l'idée de se conduire vis-à-vis de ses semblables dans un sens opposé à l'intérêt commun. La vie de tous, dans toute la mesure du possible, doit au contraire tendre à bâtir une grande communauté, solide et ramassée. C'est là le moyen le plus puissant et le plus efficace si l'on veut sauver le pays et vaincre. »

Platon, *les Lois*, XII.

Deux années vont maintenant s'écouler, de répit intérieur et extérieur, durant lesquelles l'Allemagne reprend son souffle et son équilibre, détend la crispation farouche qui a suivi la prise du pouvoir. Les expositions, les fêtes, les foires et surtout les jeux Olympiques de 1936, en août, offrent au monde surpris un visage de gaieté et de santé virile, une jeunesse éclatante, une prospérité matérielle et une confiance dans l'avenir qui étonnent et déroutent le voyageur, surtout français, qui n'a pas revu l'Allemagne depuis

les années trente ou qui ne l'a jusqu'ici connue que par les descriptions horrifiantes d'une bonne partie de la presse mondiale. Car le Reich ouvre largement ses frontières aux étrangers, surtout aux jeunes, pour les séduire bien entendu, mais aussi pour contrebalancer un peu dans l'opinion mondiale l'impression fâcheuse qu'ont laissée les mesures antijuives. De sorte que l'Etat nazi pendant ces deux ans (1935-1937), s'il est toujours un camp retranché, est au moins un camp accueillant et vivant.

Profitons, nous aussi, de ce répit avant les aventures pour étudier cet Etat national-socialiste qui a, dès 1936, achevé la plupart des réformes ébauchées en 1933 et qui reste encore assez loin du tourbillon de la guerre pour nous offrir une image approchée d'un « national-socialisme de paix » ; car le III[e] Reich, entre 1935 et 1937, semble paradoxalement beaucoup moins tendu, beaucoup moins obsédé par la psychose de la guerre inévitable que ses voisins européens, France, Pologne, Russie, Italie.

Abandonnons pour quelques pages la rigueur chronologique, tentons de grouper logiquement les aspects psychologiques et matériels que présente le Reich entre 1933 et 1939. Nous trouverons successivement sur notre route :

1°) ce qu'est la philosophie politique nationale-socialiste ;

2°) ce qu'est la nation allemande, ce que recouvre ce terme de « Reich » ;

3°) comment elle est politiquement organisée. Ce que sont l'Etat, le Parti, le Chef ;

4°) ce qu'est le « mythe hitlérien ».

Nous aurons ainsi examiné (dans un premier chapitre) la structure non-matérielle de l'Allemagne. Viendront ensuite dans un chapitre suivant :

— le racisme nazi, l'eugénisme, l'antisémitisme ;

— l'économie agricole et industrielle ;

et dans un troisième et dernier (de ceux consacrés à l'Etat nazi),

— la vie culturelle (religions, éducation, art, droit), et une rapide vue d'ensemble.

Ainsi, en réservant le réarmement, les crises intérieures et extérieures, qui seront étudiés à leur tour, pouvons-nous espérer ne laisser échapper aucun des aspects essentiels du nazisme.

CHAPITRE VIII

LA VIE POLITIQUE

I — Une nouvelle table des valeurs

On sourit volontiers de ce terme *Weltanschauung*, prise de conscience du monde, par lequel les nationaux-socialistes désignent l'ensemble de leur philosophie politique et plus encore de cette philosophie politique elle-même. On la présente généralement comme un fatras nébuleux de conceptions romantiques, païennes ou barbares, résultat des lectures immenses et désordonnées d'Hitler, ou des divagations prétentieuses d'un Rosenberg. Plus généralement encore, on en passe l'étude sous silence et, il faut le dire, avec bien des excuses. Car c'est ici que le besoin latin de clarté se heurte violemment au besoin germanique d'élan et que nous sommes tentés, lecteurs français, de repousser le texte indigeste qui nous est proposé en griffonnant en marge – comme on raconte que le fit Philippe Le Bel à une lettre de l'Empereur – *nimis germanice*, trop allemand.

Une *Weltanschauung*, ce que nous nommerons plus brièvement « une éthique politique », est le critère effectif et mystique auquel se rapportent toutes les démarches de l'homme ; c'est « concevoir d'un seul et même point de vue les hommes et le

rapport qu'ils ont avec le monde, l'Etat, la culture et la religion (1) ». Cette éthique ne doit pas être « comprise », (*verstanden*) déclare Rosenberg, mais « vécue » (*erlebt*). C'est « un état, une disposition intérieure plus qu'un système philosophique ». C'est une mentalité parareligieuse tournée vers la politique. C'est l'infrastructure psychologique de la vie politique.

« Qui ne comprend pas les forces de poussée de la conception nationale-socialiste du monde ne comprend pas davantage les actes de la vie extérieure. (2) » Première difficulté : le national-socialisme est, avant tout, (ne craignons pas de forcer les mots pour grossir la chose), un état de conscience et non un système.

Cet état de conscience est dynamique, en perpétuel devenir. Il ne prétend pas cristalliser, geler, un système abstrait et rationnel, mais modeler un monde qui lui résiste, sans s'y user. L'Allemagne nationale-socialiste est toute entière imprégnée de ce sentiment du mythe que G. Sorel dépeignait (3) comme le ressort le plus fort que pût faire agir un groupement humain : le mouvement se sent à l'origine d'un renversement et d'un renouvellement total des tables des valeurs. Pour lui, « ce qu'il y a de vraiment fondamental dans tout devenir, c'est l'état de tension passionnée que l'on rencontre dans les âmes (4). » Le national-socialiste, à travers ses imperfections, ses défauts ou ses crimes, est ou se sent le géniteur d'un homme nouveau dont l'apparition marquera aussi durablement l'histoire de l'humanité que l'a fait l'apparition de l'homme féodal ou que doit le faire, selon Marx, l'apparition de l'homme communiste.

Seconde difficulté, et non moindre : cet état de conscience est spécifiquement germanique. Alors que le communisme est une philosophie politique extérieure au slavisme, le fascisme une autre philosophie extérieure à l'Italie, alors même que le parlementarisme et la démocratie ne sont liés, par destination, à aucun peuple en particulier, le national-socialisme, dans ce qu'il a de

(1) A. Griessdorf, *Unsere Weltanschauung*, résumé relativement accessible de la thèse nazie.
(2) A. Rosenberg, *op. cit. An die Dunkelmänner...*
(3) In *Matériaux pour une théorie du prolétariat* par exemple.
(4) *Matériaux*, avant-propos.

plus profond et de plus révolutionnaire, est intimement lié au *Deutschum*, au germanisme. Quand Goebbels déclare que « le national-socialisme n'est pas un article d'exportation », ce n'est pas pour rassurer l'opinion étrangère, mais parce que, effectivement, la mentalité nationale-socialiste est trop purement allemande pour trouver, à l'étranger, des terrains de croissance favorables. Ceux des Européens qui ont sympathisé avec le nazisme ont avant tout sympathisé avec le germanisme, consciemment ou non – et c'est l'occasion de souligner que le germanisme appelle difficilement l'objectivité et la tiédeur, mais facilement l'amitié ou la haine.

Mais cette seconde difficulté va, par contrecoup, nous aider à comprendre un peu mieux l'éthique nazie.

Catholicisme, démocratie, communisme, fascisme même, sont des philosophies universalistes; par-dessus les barrières de la langue, de la race et de la couleur, de la morale atavique, du sexe, elles cherchent à dresser un édifice à l'intérieur duquel tous les hommes seront confondus, en tant qu'hommes, et parce qu'hommes : « Tous les hommes, disent les chrétiens, ont une âme, Jésus-Christ est venu sauver TOUS les hommes. » « TOUS les hommes, affirment les démocrates, naissent libres et égaux en droit. » « Prolétaires de TOUS les pays, demandent les communistes, unissez-vous. » Que ce soit sur un plan religieux, politique ou économique, les philosophies universalistes sont égalitaires. Dans les barrières dont nous parlions, elles voient des survivances barbares, des obstacles à l'affranchissement progressif de l'humanité. Catholicisme, démocratie, communisme sont opposés, avant tout, à « la discrimination ».

Au contraire, l'éthique nationale-socialiste est foncièrement « inégalitaire » (il faut bien, ici, se résoudre aux néologismes). Pour elle, l'humanité est une création différenciée, comme toute création de la nature. Si l'universalisme met l'accent sur l'identité de l'homme avec lui-même, identité réelle quant à l'espèce, et en tire par extrapolation la conclusion que, puisque tous les hommes se ressemblent extérieurement, cette ressemblance est totale, nécessaire et non accidentelle, le nationalisme-socialiste, lui, met cet accent sur leurs dissemblances. Il affirme que ces

dissemblances, bien plus que les ressemblances, représentent la pensée profonde de la nature, son déterminisme essentiel. En d'autres termes, au lieu de voir dans l'avenir un nivellement progressif de l'humanité conduisant à l'identité parfaite de tous les humains, il y voit une différenciation de plus en plus grande et, en tout cas, irréductible – les hommes et les races les plus favorisés par la nature conservant et accroissant même leur marge de supériorité physique et culturelle.

Remarquons que la pensée nationale-socialiste n'est ici que l'aboutissement de plusieurs tendances, leur convergence subite, mais que chacune de ces tendances lui est bien antérieure. Ces sources sont : le protestantisme, réaction individualiste contre l'étouffement romain, l'idéalisme kantien opposant la diversité des états à l'uniformité des conditions, le biologisme de Darwin, la morale aristocratique de Nietzsche et même le mouvement bergsonien (5). Parmi les sources mineures Treitschke, et surtout Moeller van den Bruck; mais la base profonde du nazisme en tant que révolution éthique reste le darwinisme. C'est ici que le national-socialisme se sépare aussi bien du fascisme proprement dit (italien) que du communisme et du libéralisme démocratique.

S'il s'oppose à ces diverses conceptions politiques du monde sur des points qui, en apparence, n'ont que peu de rapports avec la question biologique, née des travaux de Darwin, ces oppositions, si on les pousse assez loin, se révèlent comme nées elles-mêmes de l'incompatibilité entre le matérialisme biologique (national-socialiste) et l'idéalisme spiritualiste (démocratique). Arrêtons-nous un instant sur ce point important.

Qu'est-ce qui oppose le national-socialisme au libéralisme démocratique (anglo-saxon et français) ? La notion que nous venons d'étudier, de l'inégalité foncière des hommes et des groupements raciaux humains : « Le principe le plus nié par l'école démocratique, écrit déjà Renan qui a pressenti beaucoup des

(5) Cf. Tazrout, *Les éducateurs sociaux de l'Allemagne contemporaine* et Vermeil, *op. cit.*, le premier cependant plus ouvert et plus complet. A des titres divers, le kantisme, le darwinisme, Nietzsche et Bergson sont des aspects d'une seule et même réaction intellectuelle (encore en cours) contre les philosophies de l'abstrait et de l'universel.

thèses nazies, est celui de l'inégalité des races, de la légitimité des droits que confère la supériorité biologique. » Ce principe qui est à la base de l'éthique nazie emporte deux conséquences : la légitimité du gouvernement autoritaire, du *Führerprinzip* (à l'intérieur), et la légitimité de la lutte entre les nations pour la conquête de l'espace vital nécessaire à l'épanouissement de la race. Qu'est-ce qui oppose le nazisme au catholicisme ? Les lois eugéniques et la discrimination raciale : deux conséquences, une fois de plus, du postulat biologique, la première tendant à interdire la procréation aux individus tarés (donc à les considérer comme des « hommes de seconde zone »), la seconde à séparer des groupes humains suivant des critères biologiques (et à en faire des « groupes de première et de seconde zone »). Qu'est-ce qui sépare enfin le national-socialisme du communisme ? La différence de leurs conceptions de bases économiques (conceptions auxquelles le premier n'attache que peu d'importance et que le second modèle suivant des nécessités intérieures ou extérieures et soumet de plus en plus aux exigences d'une politique nationaliste slave). Mais cette opposition en cache une autre plus profonde ; Marx et les communistes établissent bien, eux aussi, une « discrimination », mais sur une base que les nazis jugent secondaire, adjacente. Ici encore, il faut insister, car l'assimilation des nationaux-socialistes aux communistes, devenue classique dans les milieux réactionnaires, n'est exacte que dans la mesure où nazisme et communisme s'opposent, chacun en ce qui le concerne, au libéralisme – mais pour des motifs différents et pour des fins elles-mêmes opposées.

Les points de ressemblance entre les deux doctrines sont visibles ; nécessité reconnue du totalitarisme et du caporalisme pendant la période de transition vers la « société future », messianisme mystique (le millénaire nazi et le communisme « jeunesse du monde »), séparation entre « la fin » et « les moyens » et subordination absolue des moyens à la fin, amoralisme politique, politisation intégrale des rapports sociaux, athéisme (et non, soulignons-le, irreligion...). On comprend que l'assimilation soit tentante, mais elle est rendue impossible par la divergence profonde de ces deux éthiques.

Le critère qui emporte la discrimination du côté marxiste est purement fonctionnel – d'un côté les spoliateurs, de l'autre les spoliés – et le but du communisme n'est que de renverser les termes de l'opération ; les expropriateurs seront expropriés. La subordination, les rapports interhumains, soit dans le présent (dictature des exploiteurs capitalistes), soit dans le futur (dictature du prolétariat), ne s'établissent que sur le plan économique, c'est-à-dire (nous suivons ici la thèse nazie) sur un plan fonctionnel et non ontologique ou essentiel : « Marx ne voit pas le problème de l'intérieur, mais de l'extérieur », « ...Le marxisme a toutes les caractéristiques d'une utopie matérialiste... » « La conception matérialiste de l'histoire ne peut sortir de sa sphère : la matière » (6). Mais, « ici comme partout il faut remonter aux causes qui, seules, sont absolues (6) » et ne pas prendre une partie pour un tout ou une fonction pour un être. L'homme économique, ce n'est pas « tout » l'homme.

Au contraire, pour les nationaux-socialistes allemands, la question qui reste et restera toujours posée est celle de l'économie même, qui n'est pas l'esclave de l'économie, mais son maître. « Les idées, les concepts de pouvoir, de droit, d'Etat, ne sont pas la superstructure érigée par les hommes sur l'économie, comme Marx le croyait ; au contraire, l'économie est une superstructure, tandis que les idées, les concepts de pouvoir, de droit, d'Etat, sont la substructure qui porte l'économie (6)... C'est à son cerveau que l'homme doit de marcher droit, et non l'inverse » (6). Ce n'est pas à une organisation scientifique « meilleure » de créer les conditions qui rendront l'homme et l'humanité plus nobles et plus grands, mais l'homme et l'humanité rendus meilleurs et plus nobles par la sélection et l'eugénisme qui créeront des conditions économiques – entre autres – correspondantes à leur perfectionnement ontologique. Ce n'est pas l'économie qui fait l'homme, mais l'homme qui fait l'économie.

A cette critique du marxisme considéré comme un système ontologique (ou, pour être plus précis, comme une négation de

(6) Moeller van den Bruck, *op. cit.*

toute ontologie) en correspond une autre qui s'attaque, et cette fois plus clairement, au matérialisme historique en tant que tel. Ici, d'ailleurs, les faits, depuis un siècle, avaient largement battu en brèche l'explication de l'histoire proposée par Marx et Engels (et sur laquelle, d'ailleurs, celui-là semblait vouloir revenir dans ses dernières œuvres). Marx avait montré dans la classe, nous l'avons vu, la forme première et principale du groupement humain, dans la lutte des classes la seule « discrimination » effective, les groupements juridiques, nationaux ou confessionnels n'étaient que les superstructures du groupement de classe. Le prolétariat, en vertu d'un rôle historique prédéterminé, devait briser ces superstructures, s'unir par-dessus les frontières de race, de nation, etc., pour réaliser une Internationale de classe, puis sans classe. Or, il est apparu que le fait national (et dans une certaine mesure, le fait religieux), loin de céder à l'assaut de la classe prolétarienne, se renforçait et devenait capable non d'annuler la poussée de classe, mais de l'absorber en sortant renforcé. Cette nationalisation du socialisme, qui est le fait le plus important de la première moitié du XX^{e} siècle, et sa contre-action, la socialisation du nationalisme, devaient suffire à amener à une révision complète du matérialisme historique. Le pressentant dès 1900, un philosophe allemand, Tönnies (7), dont l'influence est très visible sur Moeller van den Bruck, nette encore sur des nationaux-socialistes typiques comme Rosenberg, Feder ou Hitler lui-même, ébauchait une philosophie de l'histoire qui tentait de dépasser et d'englober celle de Marx. Considérant explicitement le groupement comme le fait caractéristique de l'humain, Tönnies (et le national-socialisme qu'on peut considérer comme son héritier) distinguent deux formes de groupement. L'une, la communauté, est stable ou tend à l'être. L'homme ne s'en évade pratiquement pas, car il lui appartient par hérédité ou par première éducation; communauté de langue, de sang, de religion, de nation, et, bien entendu familiale. La communauté est un fait humain organique, c'est l'infrastructure de l'humanité. L'autre

(7) L'œuvre essentielle de Tönnies, *Communauté et société* n'a été que récemment traduite en français (P.U.F.).

forme de groupement, la société, n'est qu'une association d'intérêts née des échanges et des besoins, donc un groupement fonctionnel. On y entre et on en sort beaucoup plus librement, et la société est, par essence, instable. C'est si l'on veut la classe du schéma marxiste, alors que la communauté est une caste. La société – et spécialement la société prolétarienne – a pris depuis un siècle conscience d'elle-même, ce que Marx avait vu le premier, mais les communautés, les communautés nationales en premier lieu, l'ont fait aussi et avec plus de force encore.

On voit de quelle importance pouvait être l'apport d'un tel système au national-socialisme. Reprenant le terme de « communauté », l'appliquant d'abord au « peuple » (*Volks-Gemeinschaft*) puis, par restriction, à la race, celui-là devait faire passer dans les faits l'exaltation de la communauté du peuple au détriment de celle de la classe, l'absorption de la classe par la nation entraînant la fin de la lutte de classes, ou, comme nous l'indiquions plus haut, la nationalisation du socialisme et la socialisation du nationalisme.

Ainsi le national-socialisme s'inscrit-il dans ce courant général de réaction antimarxiste et surtout de dépassement du marxisme auquel, dans les mêmes années 1930-1936, cédait aussi le léninisme soviétique.

L'homme créateur de son histoire, la communauté supérieure à la société; quand il s'oppose au marxisme, le national-socialisme affirme donc son caractère « spiritualiste », c'est-à-dire, la primauté « des valeurs » de la hiérarchie, « des valeurs parmi lesquelles les valeurs matérielles (économiques) occupent le rang le plus bas (8) ». En fait, l'éthique nazie reste matérialiste – ce qui est très sensible si on l'oppose non plus au matérialisme économique marxiste, mais au spiritualisme catholique et au libéralisme rousseauiste : mais ce matérialisme est plus large et, en définitive, moins utopiste que celui des communistes. Il s'appuie sur une science encore en formation, certes (l'anthropologie eugénique), mais dont les fondements sont plus solides

(8) Moeller van den Bruck, *op. cit.*

que ceux du marxisme. Entre une utopie matérialiste (utopie parce que trop uniquement matérialiste) et une utopie spiritualiste, il apparaît, en effet, comme une conception politique du monde et de l'homme, originale, et dont seul l'avenir dira si elle était justifiée. Conception originale et autonome, antérieure au nazisme et qui pourrait lui survivre. Cette symétrie que nous avons établie entre une utopie matérialiste, une utopie spiritualiste, et une éthique intermédiaire, à mi-chemin entre l'estomac et le cerveau, n'est pas artificielle ou accidentelle; elle est née de l'ambivalence du caractère allemand, imprégné à la fois de romantisme et d'idéalisme philosophique et de positivisme scientifique. Que les nationaux-socialistes et Hitler lui-même aient pu se dire inspirés par une culture occidentale antimatérialiste et agir politiquement contre l'opposition avec une brutalité sauvage et totalement matérialiste semble encore si contradictoire, si peu logique, qu'on est toujours tenté de supprimer l'un des termes du problème, d'ignorer délibérément, soit le terrorisme nazi (ce qu'ont fait tous les historiens pronazis), soit surtout l'idéalisme allemand et hitlérien – ce qui est de règle aujourd'hui. Mais précisément, « s'il y a jamais un temps auquel on doive faire profession des deux contraires, c'est quand on reproche qu'on en omet un », et ces deux contraires dont nous devons ici faire profession donnent les clefs d'une meilleure compréhension du germanisme, du nazisme et, nous le verrons de la personnalité d'Hitler lui-même. La « bonne » et la « mauvaise » Allemagne, les SS « surhommes » ou « hommes inférieurs », Hitler « Messie » ou Hitler « Antéchrist » sont la même Allemagne, les mêmes SS, le même Hitler. Peut-être – mais nous ne pouvons guère nous étendre ici – y a-t-il là seulement (mais ce serait déjà d'une importance capitale dans l'étude actuelle) un aspect grossier et dur du vieux mythe de l'homme, le meilleur et le pire des êtres; au lieu de tourner ou de nier cette contradiction interne dans la nature de l'homme, le national-socialisme allemand l'aborde de front et en poursuit les termes jusqu'à leurs conséquences extrêmes. L'historien et surtout la masse insensible à tout phénomène politique qui n'est pas violemment barbouillé en noir et en blanc s'arrêtent généralement à l'une des faces du Janus allemand

– la masse allemande a la grandeur du national-socialisme, ses adversaires a son horreur. Un Renan cependant avait pressenti clairement cette ambiguïté : « On conçoit un temps, écrit-il, où tout ce qui a régné autrefois à l'état de préjugé ou d'opinion vaine régnerait à l'état de réalité et de vérité : Dieu, paradis, enfer, pouvoir spirituel, monarchie, noblesse, légitimité, supériorité de race, pouvoirs surnaturels, peuvent renaître par le fait de l'homme et de la raison. Il semble que si une telle solution se produit à un degré quelconque sur la planète Terre, c'est par l'Allemagne qu'elle se produira. (9) »

Mais peut-être cherchons-nous de la cohérence dans un domaine, la vie politique, qui n'en comporte pas : « Nous ne connaissons des choses que la face qu'elles tournent vers nous, tandis que l'autre face nous est soustraite, mais nous pouvons constater avec certitude que l'on empiète sur l'autre. (10) » Nous cherchons dans l'Histoire, et spécialement dans l'histoire du national-socialisme, une explication statique qui satisfasse une de nos consciences, qui ne laisse aucune part à la circonstance, à la connexion – cohérente par elle-même – de faits et d'attitudes incohérentes. Or, « la vie réside dans la continuité ; la conscience est discontinuité pure (11) » ; le phénomène historique national-socialiste, que nous cherchons ici à arrêter pour le comprendre, s'inscrit dans le mouvement général de l'humanité (mouvement dont nous ignorons la destination et qui se prouve par lui-même), non pas comme un épisode malheureux, criminel et transitoire, mais comme un maillon indispensable de la chaîne. Le national-

(9) *Dialogues philosophiques*. Renan est l'un des trois ou quatre Français qui ont le mieux pénétré l'essence profonde du germanisme, et il reste le maître le plus accessible de toutes les études germaniques en France. Il ne cachait d'ailleurs pas son admiration physique pour le germanisme (*cf.* une polémique avec le Gaulois Flaubert après 1870 rapportée, je crois, par les Goncourt). Voir Renan devenu l'un des penseurs officiels d'un régime démocratique (ce qu'il n'était à aucun degré) et passionnément antiallemand (ce qu'il n'était pas davantage) montre bien la puissance d'aveuglement de quelques intellectuels français.
(10) Moeller van den Bruck, *op. cit.*
(11) Rosenberg, *Mythus... :* la citation rend un son très bergsonien.

socialisme n'est pas plus un accident dans l'histoire de l'Allemagne que cette histoire de l'Allemagne (et par conséquent du national-socialisme) dans celle des sociétés humaines. Comme le marxisme – et dépassé provisoirement comme lui – le national-socialisme contribue à modeler le visage de l'humanité future, éternellement novatrice et nécessairement conservatrice. C'est la grandeur et l'horreur de cette humanité qu'elle n'avance que sur des cadavres.

Revenons maintenant à des notions plus concrètes; ce qui vient d'attirer notre attention, c'est le non-universalisme, l'inégalitarisme national-socialiste. De cette première position en face de l'homme, appuyée par les thèses racistes auxquelles nous consacrons un chapitre ultérieur, découlent les interprétations données par les nazis aux notions sociales essentielles, liberté, lien social (*Bindung*), autorité et subordination, solidarité, fidélité politique. Ce sont ces notions que nous allons aborder.

Le problème de la liberté a trouvé depuis longtemps en Allemagne ses solutions propres, et le national-socialisme les adopte. Kant déjà, derrière cette abstraction, voyait une réalité intime et vivante, un état de conscience (subjectif) plus qu'un état de chose (objectif) : « La liberté, c'est ma disposition interne à être et à me sentir libre, plutôt que l'absence de contraintes extérieures. (12) » Goethe écrivait de son côté : « Seule, la loi peut nous donner la liberté » et Rosenberg précise : « Au sens germanique, la liberté est l'indépendance intime, la possibilité de chercher la construction d'une conception du monde, un sentiment purement religieux » (13, 14) et oppose la discipline jésuitique qui enchaîne l'âme à la discipline prussienne qui assujettit le soldat à un ordre technique sévère mais lui laisse la liberté de l'âme : « Qui ne sait pas obéir ne sait pas être libre. »

---

(12) Kant, cité par Greissdorff. Je n'ai pu retrouver la référence originale, mais la substance est bien kantienne.
(13) Rosenberg, *Mythus...*, I, IV, 218.
(14) Cette notion de la liberté n'est pas exclusivement « prussienne ». J'en retrouve une expression admirable dans la bouche de Clémenceau, devant la Chambre (une des séances immédiatement postérieures à l'Armistice de novembre 1918) : « La liberté, c'est le droit de faire son devoir. »

Le national-socialisme est donc profondément dans la tradition prussienne (tradition dont il serait fou de mésestimer la valeur et le poids) en affirmant que l'aspect dictatorial, et même l'aspect policier du régime, ne signifient pas la perte de la liberté pour l'Allemagne et les Allemands; mais cette liberté n'est que celle d'être d'accord avec l'Etat, celle de dire OUI, et non celle de dire NON. Il semble que les Allemands, dans leur très grande majorité, s'en soient contentés.

Cette liberté, cette forme de liberté, acceptation noble du devoir, entraîne deux autres devoirs : celui de fidélité et celui de solidarité. La fidélité et la solidarité sont toutes deux des liens entre les hommes. La première, valeur typiquement germanique (« Nul mortel, note déjà Tacite, ne passe les Germains en fidélité »), est celle de l'inférieur pour le Chef qu'il s'est choisi, mais aussi celle du Chef envers ceux qui lui ont fait confiance. C'est, dans ce cas, le contrepoids de l'obéissance qu'il exige d'eux. Venant de l'inférieur, cette fidélité n'abaisse pas, au contraire : « Mon honneur, c'est ma fidélité » portent gravés les poignards des SS, et ceux des jeunes hitlériens : « Fidèle jusque dans la mort. » La solidarité est une fidélité plus générale, due à tous les membres de la communauté populaire, de la tribu. Elle est le lien social essentiel; l'homme ne vit pas, ne peut pas vivre seul. Il a, à tous moments, besoin de l'aide de tous les hommes et, avant tout, de ceux qui l'entourent, et ceux-là ont besoin de lui. L'intérêt général est plus que la somme des intérêts particuliers; il suppose une solidarité active et constante et non pas abstraite.

Liberté, fidélité, solidarité – aspects essentiels du national-socialisme, mais souvent ignorés – resteraient lettre morte, dans la conception politique nationale-socialiste, sans l'intervention de l'autorité. Celle-là trouve son fondement dans l'inégalité, cette fois envisagée uniquement dans le domaine politique. Le national-socialisme est nettement opposé à la notion « d'une philosophie dégénérée » que les hommes, en tant que tels, pourraient être égaux et, par conséquent, que les décisions les intéressant socialement, c'est-à-dire dans le cadre de la société humaine, doivent être prises en additionnant les volontés et les avis,

comme des poids égaux, dans une balance abstraite. Il affirme, au contraire, que la nature a mis entre les hommes une inégalité foncière que les progrès des techniques ont accentuée, au lieu de la faire disparaître : « On ne saurait assez s'élever contre l'idée stupide que le génie pourrait être le résultat du suffrage universel. » Au contraire, le suffrage universel (appliqué comme il l'est dans les démocraties parlementaires au choix des chefs et à toutes les décisions politiques) a pour premier résultat de fausser le jeu naturel de la sélection en laissant ce choix et ces décisions entre les mains du plus grand nombre ; « le mouvement est foncièrement antiparlementaire ; il veut faire disparaître un rouage politique dans lequel il voit l'un des signes les plus nets de la décadence de l'humanité. Il considère comme une démocratie faussée... cette domination grégaire du nombre de la masse inerte sur l'intelligence et l'énergie véritable. A cette conception s'oppose celle de la véritable démocratie allemande, le chef librement choisi doit réclamer la responsabilité entière de ses actes. Cette démocratie n'admet pas que tous les problèmes soient résolus par le vote d'une majorité. Un seul décide... » qui n'est pas un dictateur, mais le « guide » de la nation, l'interprète de sa volonté commune.

Ce principe essentiel – le *Fuhrerprinzip*, principe du chef conducteur – doit être aussi largement étendu que possible : « L'Etat, de la commune au gouvernement du Reich ne possédera aucun corps représentatif qui décide de la moindre chose par voie de majorité, mais seulement des corps législatifs qui se trouveront auprès du chef en permanence et à qui celui-ci distribuera leur tâche. Le principe qui consiste à associer sans réserve la responsabilité et l'autorité fera naître peu à peu une élite de chefs. »

Il semblerait, en effet, que le point faible d'un tel système soit le choix des chefs à tous les échelons de la hiérarchie ; mais ce n'est un problème qu'en démocratie parlementaire où l'on a posé, en principe, que les hommes étaient égaux et interchangeables (le même pouvant être indifféremment ministre de l'Agriculture, de la Justice le lendemain, ambassadeur le troisième jour, etc., à la condition qu'il ait été désigné, à l'aveuglette d'ailleurs, par

cinquante et un électeurs sur cent). En régime totalitaire, c'est, peut-on dire, le besoin de vrais chefs qui les fait naître. Un chef est, avant tout, l'homme que la nature a doué d'une volonté et d'une intelligence supérieures à la moyenne. Dans toutes les circonstances où le place l'existence, il se révèle *volleistungsfähig* capable d'un rendement maximum, abordant et résolvant avec autorité et clarté les problèmes qui se posent à lui. De tels hommes existent partout, mais, dans un régime qui ne leur accorde pas plus d'importance qu'à n'importe quel autre citoyen, ils se désintéressent de la vie politique, l'abandonnant aux médiocres et aux escrocs.

Placés au contraire devant les réalités et les responsabilités politiques, ils y apporteront leurs qualités innées augmentées encore de cette sûreté de décision que donnent à l'homme de valeur le sens et l'habitude de la responsabilité. Ainsi, du Führer au chef de cellule, se constituera une hiérarchie politique d'où l'initiative n'est pas exclue, mais où chacun n'est responsable que devant ses supérieurs. Ces chefs, d'ailleurs, le régime reconnaît qu'il a dû et doit encore les prendre où il les trouve, dans les rangs des vieux combattants ou dans ceux des éléments ralliés et qu'un tel système expose à bien des mécomptes. A l'avenir, il les formera par une sélection graduelle et sévère : « Tous les Allemands doivent être formés aux principes du national-socialisme, puis les meilleurs nationaux-socialistes doivent devenir membres du Parti, enfin les meilleurs parmi les membres du Parti doivent assumer la tache de diriger l'Etat. » D'élimination en élimination, on en arrive de cette façon aux *Ordensburgen*, ces châteaux de l'ordre, séminaires et universités autant que châteaux forts, à l'intérieur desquels les meilleurs des jeunes hommes de la génération hitlérienne sont formés à toutes les disciplines du corps et de l'esprit, et d'où ils sortent pleinement aptes au commandement.

C'est donc à un aristocratisme systématique que tend le III[e] Reich ; et cet aristocratisme suppose, non plus une conception mercantile ou parlementaire, mais une conception héroïque de la vie et du monde. L'ascétisme viril, le mépris de la mort, le sentiment profond de la grandeur de la mission du Reich vont peu à

peu imprégner une génération entière, en même temps qu'un mépris total pour toutes les tables de valeur renversées. « Mon corps, disent les jeunes hitlériens, au diable, mon cœur aux jeunes filles, mon âme à Adolf Hitler. » Mais la démesure même à laquelle aboutit cette éducation, cette exaltation orgueilleuse des valeurs nouvelles et cette méconnaissance des impondérables psychologiques auront, pour l'avenir de l'Allemagne, des conséquences contradictoires ; cette génération nazie sera à la fois la plus héroïque que l'Allemagne – et l'Europe même – ait connue depuis longtemps, mais aussi la plus froidement cruelle, la plus intransigeante.

« *Gross beginnt Ihr Titanen* », écrit Goethe, « vous autres Titans, vous entreprenez une œuvre immense. » Mais ces Titans, que l'orgueil germanique exalte et encense, s'engagent, par méconnaissance et par mépris du monde inférieur, dans une lutte d'où, finalement, l'Allemagne qu'ils prétendaient sauver sort écrasée et châtiée. Ainsi s'achève dans le sang et la honte la plus grande expérience politique que l'Europe ait tentée depuis un siècle et demi.

II — La communauté du peuple allemand et le Reich

Le national-socialisme est, avant tout, national, ou plus exactement populaire (*Völkisch*), car l'idée et l'existence du peuple sont antérieures à celles de la nation. On ne peut imaginer de nation là où il n'y a pas de peuple, mais on conçoit fort bien un peuple qui ne soit pas encore une « nation ». C'est précisément, dans une certaine mesure, le cas de l'Allemagne, et la tâche du national-socialisme sera de rassembler en un bloc sans fissure les éléments dispersés du peuple allemand, de faire de ce peuple une communauté « une ». « Le peuple est une communauté réelle et en même temps une communauté historique, c'est-à-dire, pour ce point, une communauté de la langue, de l'origine, de la parenté, de la civilisation, des coutumes, de l'histoire des mythes, du sol et du climat. La communauté réelle est à la fois héritage et possession, la communauté historique est mission et création.

C'est du fait que nous fondons l'Etat sur le peuple que l'Etat tire sa dignité, sa destination, sa force et sa puissance. (A.H.) (15) » En d'autres termes, le national-socialisme doit sauvegarder l'existence du peuple allemand, c'est là son unique raison d'être et d'agir. L'héritage qu'il a ainsi reçu du consentement même de la communauté populaire, il doit le transmettre plus fort et plus riche à ses successeurs. Rien de ce qui est allemand dans le monde ne laisse indifférent le régime; mais à l'égard de ce qui n'est pas allemand le national-socialisme ne se reconnaît aucune obligation. « Est juste ce qui est utile au peuple allemand, est injuste ce qui lui nuit. »

De ce peuple, la première tâche du régime est de faire une communauté unifiée et unie. Cette unification du Reich est l'un des aspects de la révolution nazie que l'on sous-estime le plus souvent, parce qu'il n'est pas spectaculaire, et surtout parce qu'il est difficile dans les nations anciennement et fortement unifiées (France, Angleterre) de se représenter une nation moderne passant, en quelques années, du fédéralisme anachronique à la structure moderne centralisée. De plus, ce fédéralisme ne répondait pas à une nécessité administrative (comme aux Etats-Unis), linguistique (comme en Suisse), ou ethnique (comme en Union soviétique), mais à la survivance de la grande division des Allemagnes à partir du XIV^e^ siècle. D'où à la fois l'inégalité d'importance des Etats (la Prusse les écrasant de son poids, de Memel au Rhin, avec quarante millions d'habitants sur soixante) et leur hostilité mutuelle. Ni Bismarck, ni Guillaume II, ni la République de Weimar n'étaient parvenus à briser les particularismes bavarois, saxons ou rhénans. La social-démocratie en particulier, alors qu'elle trouvait le chemin libre le 9 novembre 1918 pour l'unification du Reich grâce à la disparition des familles régnantes, avait reculé devant la réforme à faire.

Or, le national-socialisme répond au besoin confus d'unité de l'Allemagne. Il en groupe et en résume toutes les tendances : militarisme prussien, socialisme saxon et rhénan, traditionalisme bava-

(15) L'influence de Tönnies est très sensible ici.

rois. Le Parti est en quelque sorte le « dénominateur commun » de l'Allemagne, par son dynamisme, par la diversité d'origine de ses dirigeants, par cette germination spontanée qui le fait surgir presque en même temps à Munich, à Berlin, dans la Ruhr. En fait, il accentue le mouvement vers l'unité absolue amorcé involontairement par le traité de Versailles, lui donne une armature (le Parti) et un sens (la mystique hitlérienne). Il veut puissamment ce qui était inévitable. C'est dans cette direction certainement qu'il aura influé le plus profondément sur le destin de l'Allemagne; vaincu, renié même par le peuple allemand, il n'en aura pas moins fait l'unité, sans qu'aucun retour en arrière soit désormais possible. Comment se fait cette unité ? Par des mesures légales (suppression des Parlements provinciaux, des gouvernements de pays, refonte territoriale en trente-deux gau, unification de la législation, etc.) et symboliques (suppression des poteaux-frontières entre Etats). Mais aussi par un intense effort d'éducation du peuple, par le livre et la presse, par le développement du tourisme national, et par le service en commun, soit au sein du Parti, soit avec le Service du Travail. Nous ne pouvons guère nous étendre ici; il n'en reste pas moins que l'unification de l'Allemagne est désormais un fait accompli, au point que l'actuelle division du pays en zones d'occupation ne semble pas y avoir porté atteinte. L'importance historique de cette unification se mesure à ceci, que l'arme principale dont disposaient jusqu'en 1920 (après l'avoir utilisée avec succès pendant quatre siècles) les puissances hostiles à l'Allemagne – cette division des Allemagnes qui bouche encore l'horizon politique de la majorité des Français – est désormais brisée et inutilisable. Après Hitler, il n'y a plus qu'une Allemagne.

Encore ce terme d'Allemagne ne rend-il pas bien le concept nazi de la nation allemande; celle-là est une unité humaine beaucoup plus qu'une unité territoriale, c'est là même que le sens français et le sens allemand de la nation, de la patrie, s'opposent le plus profondément. Arrêtons-nous quelques instants à cette opposition : elle aide à faire comprendre ce qu'est le Reich.

La France, pour le Français, qu'il en soit conscient ou non, est avant tout une figure sur la carte, une personnalité géographique. Pour un nationaliste typique, Barrès, « la nation, c'est le territoire »

– le pré carré – et de là vient la très large tolérance que les Français ont toujours montrée pour l'immigration, leur faculté d'assimilation. Pour l'Allemand, au contraire, le Reich, c'est d'abord *Ueber all wo klingt die deutsche Sprache*, partout où résonne la langue allemande et, par extension, partout où vivent des hommes de souche allemande. C'est surtout un peuple uni ou qui tend à l'être dans un espace mal déterminé; ce qu'il voit sur la carte, ce n'est pas une Allemagne, mais des Allemands.

Le Rhin, l'Elbe, l'Oder même sont des fleuves allemands et non des frontières pour l'Allemagne. Les Sudètes, les Vosges, les Ardennes, lui semblent beaucoup moins des limites naturelles que ne le sont pour les Français (par configuration et nécessité) les Alpes, le Jura, les Pyrénées. Alors que la France est toujours disposée à revendiquer chaque pouce de terre qui lui semble être « à l'intérieur » de ses « frontières naturelles », lors même que cette terre serait habitée notoirement par des non-Français (la rive gauche du Rhin par exemple), c'est aux frontières du germanisme que tend l'Allemagne, à intégrer au Reich chaque Allemand, avec ou sans le pouce de terre qu'il occupe. Cela explique, en grande partie, pourquoi les deux peuples ont pu s'accuser mutuellement d'impérialisme pendant un siècle; est impérialiste au regard de l'Allemagne quiconque retient ou enferme à l'intérieur de ses frontières une parcelle du peuple allemand. Est impérialiste, pour la France, toute nation qui cherche à occuper ou à conserver une portion du domaine « naturel » français.

Le souci de maintenir le germanisme à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières du Reich apparaît nettement dans la législation nationale-socialiste de la nationalité :

– Les Allemands de l'étranger échappent à l'action du Reich; mais ils peuvent être inscrits à l'Ausland-organisation, qui dépend du Parti. Ils doivent à leur pays d'adoption la fidélité politique, mais à l'Allemagne la fidélité culturelle. Le lien qui les rattache au Reich est donc lâche, mais il existe. Déjà, la loi Dellbrück du début du XX^e^ siècle sur la double nationalité des Allemands de l'étranger accordait à ceux-là le droit de garder la nationalité allemande même après avoir pris légalement la nationalité de leur pays d'adoption. Ainsi, la mère-patrie conservait-

elle un droit de regard et de protection sur ses fils émigrés. En maintenant la loi Dellbrück, en favorisant l'activité culturelle et politique des *Ausländer*, les nazis disposent d'une arme politique extérieure souple et forte et restent fidèles à l'idée allemande de la nation ;

– à l'intérieur du Reich, les lois de Nuremberg de 1935 renforcent également le germanisme, mais sur la base nouvelle du racisme. La qualité de citoyen (*Reichsbürger*) n'est plus acquise par le seul habitat : elle est rattachée au critère ethnique. Seuls la possèdent les *Volksgenosse* (camarades du peuple) de souche germanique, c'est-à-dire dont trois grands-parents au moins appartiennent à l'une des cinq races constitutives du germanisme (*cf. inf.*). Seuls les citoyens possèdent la plénitude des droits politiques.

Les métis, auxquels la législation de Nuremberg fait perdre la qualité de citoyen, restent ressortissants du Reich (*Reichsangehörige*), c'est-à-dire qu'ils peuvent se réclamer à l'égard de tiers étrangers de leur nationalité allemande. Ainsi est réintroduite pour la première fois et pour quelques années dans un Etat moderne la distinction antique entre le citoyen et le métèque ; ce n'est, là encore, qu'une aggravation logique du nationalisme.

Quant au terme de Reich, il avait déjà été adopté par l'Assemblée de Weimar pour désigner l'Empire allemand : Empire au sens de « territoire soumis à l'Imperium », au commandement, Troisième, soit en comptant le Reich bismarckien et l'Etat de Weimar pour les deux premiers, soit plutôt le Reich médiéval et mythique des grands Empereurs et celui de Bismarck. Mais il s'attache en outre au terme de Reich une signification poétique et sentimentale que ne traduit pas celui d'Empire. Seul, il englobe et résume toutes les aspirations germaniques vers l'unité, l'indépendance et la puissance. Allemagne, *Deutschland,* évoquent des groupes de tribus ; *das Reich* y ajoute l'idée d'une forme nationale durable, indépendante de la forme transitoire du régime, plus même que d'une forme nationale celle d'un groupement humain organique, d'un monde se suffisant à lui-même : *Das Reich*, c'est « le règne » comme on dit le « règne animal » ou « végétal ». C'est pourquoi « il n'y a qu'un Reich ».

A lui se rattachent entre 1933 et 1910 les terres irrédentes arrachées au germanisme au cours des siècles : « Le peuple va au peuple. » La Sarre, l'Autriche, les Sudètes, Dantzig n'ont pas été annexés mais se sont rattachés librement au Reich, la Sarre par plébiscite, les autres régions par l'expression constante du désir populaire. Quant à la Bohême-Marovie, elle ne fait pas après 1939 partie du Reich, mais est seulement un « protectorat ». Pour l'Alsace, à laquelle Hitler affirme avoir renoncé, mais dont les nazis affirment le germanisme foncier, elle passe après 1940 sous un statut spécial que nous étudierons en son temps.

En 1939 et 1940, le régime profite de la guerre pour rapatrier de pays étrangers tombés dans sa zone d'influence des sujets de souche allemande ; des Pays Baltes soixante-dix mille, de la Pologne cent trente mille, du Haut-Adige deux cent mille, de Bessarabie quatre-vingt dix mille, de Bukovine trente-cinq mille. Ces transferts de populations mettent en relief le souci ethnique des dirigeants nazis, leur volonté de ré-agréger les Allemands en un seul bloc dense, entouré de pays vassaux ou semi-vassaux non allemands.

L'impression qui se dégage de cette action pour la formation du Reich allemand est sa rapidité. Hitler a voulu faire franchir en quelques années à son peuple une étape dans la formation de la conscience nationale pour laquelle, peut-être, un temps plus long aurait été nécessaire. Mais l'œuvre accomplie demeure solide, l'unité allemande est maintenant une donnée de l'histoire avec laquelle il faut compter, et la conscience nationale allemande est assez forte pour traverser sans dommage majeur les années d'épreuve.

III — La structure politique, les rapports fonctionnels
(A) L'Etat, (B) Le Parti, (C) Le Führer.

Nous avons étudié le système d'abstraction, d'idées forces qui constitue la philosophie politique nazie, puis son support national, la communauté allemande du peuple. Le troisième trait caractéristique du national-socialisme est sa conception et sa réalisation de l'Etat, c'est-à-dire de la direction politique de la nation.

Cette conception de l'Etat n'est ni nouvelle, ni originale, c'est celle de l'Etat jacobin. L'Etat national-socialiste et l'Etat communiste en arrivent ainsi à se ressembler, en ressemblant à un modèle commun. Une minorité fanatisée, groupée autour d'une personnalité ou d'une idée-force, s'identifie progressivement à l'élite de la nation, puis à l'Etat, puis à la nation elle-même. Mais les minoritaires (fascistes ou communistes) ne sont forts que de leur dynamisme et de leur inexpérience, et il ne leur est pas possible de détruire l'Etat existant aussi longtemps qu'ils ne peuvent pas se substituer à lui. Ils le « colonisent » donc en lui imposant à tous les échelons le contrôle du Parti et en lui donnant pour chef le chef suprême du Parti. Faire fonctionner normalement dans une direction donnée le complexe Parti-Etat, tel est le problème type du fascisme, et sans doute l'un des problèmes politiques les plus importants de l'époque.

En d'autres termes, il s'agit de remplacer par une minorité plébéienne autoritaire et révolutionnaire les cadres du libéralisme bourgeois, sans perdre un instant le contrôle de la machine étatique. Les solutions russes et italiennes à ce problème de structure sont d'ailleurs très sensiblement différentes de la solution allemande, la seule que nous ayons à étudier dans ces pages.

Les rapports qui lient le Parti, le Führer, et l'Etat sont complexes et d'une étude difficile, parce que ce sont des rapports organiques et empiriques – dynamiques et non statiques. Nous imaginons mal, dans les pays latins et surtout en France où nous avons « usé » une dizaine de Constitutions en cent cinquante ans, une révolution qui ne signe pas son arrivée au pouvoir par l'établissement explicite d'une nouvelle charte constitutionnelle régissant les rapports entre la Nation et ses chefs; au contraire, « au lendemain de son accession au pouvoir, le Führer a consciemment renoncé à donner au III[e] Reich une Constitution écrite. Partant de l'idée qu'il n'est pas essentiel de préciser quelle est la constitution que possède un pays, mais sous quelle constitution il vit, c'est-à-dire dans quelles conditions d'unité et d'ordre intérieur il se trouve, il a laissé se développer l'Etat unitaire autoritaire et populaire allemand par une évolution organique et

légale... Ainsi le IIIe Reich a aujourd'hui (1936) une nouvelle Constitution... elle ne trouve pas son expression dans une charte constitutionnelle, mais dans une série de lois fondamentales et surtout dans les conceptions fondamentales du national-socialisme en matière de droit public, conceptions qui ont acquis la force de droit coutumier. » (le secrétaire d'Etat Stuckhart). A travers ce fatras germanique, nous distinguons cependant bien deux séries de préoccupations, l'une médiate, l'autre immédiate :

— d'une part, il est exact que la notion du droit coutumier en évolution constante représente, en opposition au droit écrit stable, une tendance permanente de l'esprit germain, la « coutume » féodale-germanique contre la « loi » romaine. En cela, et nous le verrons sous un angle plus technique en étudiant la réforme nationale-socialiste du droit, le nouveau régime revient à des sources très anciennes de son histoire. Le germanisme juridique s'attaque plus volontiers au « fait » qu'au « droit », aux problèmes qu'aux abstractions ;

— d'autre part, il n'y a ni nécessité ni urgence politique à toucher à la constitution de Weimar, au contraire. Le Parti s'est « inséré » jusqu'ici facilement dans le cadre de cette Constitution dont les rédacteurs étaient trop peu familiarisés avec l'histoire des déviations du républicanisme pour avoir prévu explicitement l'interdiction de l'exercice du pouvoir personnel. Notons aussi que les problèmes auxquels s'attaque le national-socialisme ont été le plus souvent absents de l'esprit des rédacteurs de la Constitution, de sorte que « l'évolution organique et légale » du IIIe Reich se fera parallèlement à la Constitution et non en s'opposant à elle. Ainsi, rien ne sera touché à la lettre de Weimar, mais rien n'en subsistera de l'esprit.

Cette absence d'une nouvelle Constitution écrite nous oblige, pour étudier les rapports politiques dans le IIIe Reich, à extraire des déclarations souvent confuses ou contradictoires de ses dirigeants quelques notions essentielles et surtout à les confronter aux leçons du fonctionnement du régime. Rappelons d'abord qu'en opposition avec la doctrine hégélienne de l'Etat-en-soi (reprise par le fascisme italien) Hitler écrit que « l'Etat n'est pas une fin, mais un moyen », le Parti étant un autre moyen, agissant

sur un plan différent; « le Parti et l'Etat ne sont pas la même chose car leurs tâches sont différentes. Le Parti donne des ordres à l'Etat, mais il n'est pas l'Etat. Le Parti représente une direction politique alors que l'Etat est investi de la fonction administrative. Tous deux sont matériellement à séparer, mais personnellement liés l'un à l'autre. Le chef du Parti est en même temps le chef suprême de l'Etat. » Cette notion de double fonction du chef est, cette fois, commune à tous les régimes totalitaires; mais ni en Russie (ou la fonction de secrétaire général du Parti – Staline – est séparée de celle de chef de l'Etat – Kalinine) ni en Italie (où subsiste à côté du Duce, le roi chef de l'Etat), elle n'apparaît aussi nettement que dans l'Allemagne hitlérienne. C'est pourquoi le titre officiel de Hitler est *Führer-und-Reichskanzler*, chef (du Parti) et chancelier du Reich, et il en utilise l'un ou l'autre des éléments suivant qu'il agit comme chef politique suprême du national-socialisme ou comme mandataire unique de la nation allemande devant l'étranger. Ce n'est qu'en juillet 1939 qu'il abandonne le titre de Chancelier du Reich pour confondre définitivement sur sa tête la totalité des pouvoirs – Parti, Présidence, Chancellerie.

Jusqu'à cette date, il a également trois chancelleries :

— celle de la Présidence (Meissner);

— celle du Reich (Dr Lammers);

— celle du Parti (Bormann);

la première est alors réduite à un rôle honorifique.

Cette liaison, en la personne du Führer, du Parti et de l'Etat, a plus qu'un simple intérêt théorique; elle assure à la fois la continuité extérieure du pouvoir (brisée en Russie en 1917), c'est-à-dire le maintien de relations normales avec l'étranger, et l'arbitrage permanent des conflits qui peuvent opposer à l'intérieur le Parti et l'Etat. C'est l'exercice de cet arbitrage précisément qui va éclairer et illustrer pour nous les notions toutes théoriques qui précèdent. Il intervient aux points de friction inhérents aux Etats totalitaires, l'armée et la structure économique. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces deux points, mais notons maintenant, pour faire exemple, que le conflit Etat-Parti qui naît de l'antagonisme Armée-SA ou SS s'est poursuivi jusqu'à l'écroulement du

III[e] Reich, avec des alternatives de préparations souterraines et de crises violentes; celle de 1934, c'est-à-dire une tentative du Parti pour « devenir » l'Etat, celle de 1938, tentative de l'Armée (et de l'Etat) pour secouer le joug du Parti, celle de 1944 enfin, celle de l'Armée, non seulement contre le Parti, mais contre le chef commun. Ces crises ne peuvent trouver leur issue que dans une action d'arbitrage brutale de Hitler et apparaissent ainsi non comme des accidents isolés, mais comme les soubresauts inévitables du régime.

Nous pouvons aborder maintenant l'étude des trois termes de la trilogie hitlérienne : l'Etat, le Parti et le Führer.

A — L'état

L'Etat « est une organisation de commandement, d'administration et de justice ». Son rôle est, en quelque sorte de conserver et de rendre exécutoires les décisions politiques prises par le Parti. Des trois pouvoirs classiques, il ne conserve, en fait, que l'exécutif et le judiciaire – encore faut-il remarquer pour le premier qu'il l'exerce du fait de la confusion entre l'exécutif du Parti et le sien propre. Quant au législatif, depuis la réduction du Reichstag au rôle d'assemblée d'enregistrement des lois, il est entièrement entre les mains du Parti. Le Reichstag sera renouvelé trois fois après le 5 mars 1933 : le 12 novembre 1933, le 30 mars 1935, et le 10 avril 1938. Mais ces réélections seront de pure forme, le Parti présentant une liste officielle unique. Depuis 1934, le chef suprême de l'Etat est le président-chancelier, assisté de quatorze ministres, plus six sans portefeuille.

En dehors de ce « chapeau » politique constitué par le Parti, l'Etat est resté cet Etat prussien, si mal connu en France et qui reste sur bien des points le prototype de l'Etat moderne.

a) Structure – Depuis 1934, l'Allemagne n'est plus un Etat fédéral, mais un Reich centralisé et unifié. Cependant ont subsisté des divisions administratives du XIX[e] siècle, les provinces (anciens états ou *Gau*), les cercles et districts auxquels correspondent quinze *Statthalters* (des préfets régionaux) plus sept

« détachés », et douze présidents-supérieurs pour les provinces dépendantes de l'ancien royaume de Prusse, des préfets et sous-préfets. Mais l'originalité de l'Etat allemand (bien antérieure au régime hitlérien et que celui-là a conservé) est la « corporation auto administrée » du Baron de Stein ; sont de telles corporations (maîtresses de leur budget et pouvant, sous certaines conditions, émettre des emprunts) toutes les communes du Reich, des organisations professionnelles antérieures au régime (l'artisanat, le barreau, etc.) ou issues du national-socialisme (la chambre de Culture du Reich, l'Office alimentaire, le Front du travail).

Quant à l'appareil judiciaire, il n'est pas touché par la Révolution, les nazis se réservant d'agir directement, par mesures policières, contre les opposants politiques. Nous y reviendrons.

Le pilier de l'Etat reste l'Armée : son chef est, de droit, ministre de la Reichswehr (jusqu'en 1938) et n'est responsable que devant le président du Reich. Son indépendance reste entière, elle s'administre elle-même.

b) Fonctionnement – L'appareil étatique, nous l'avons vu, reste en place après la révolution. Seules sont exécutoires les lois parues au *Journal officiel du Reich*, prises en conseil des ministres et votées par le Reichstag. En droit, rien n'est donc changé au fonctionnement de l'Etat tel qu'il était défini par la constitution de Weimar. En fait, aussi longtemps que durera le III[e] Reich, le Parti utilise l'Etat parce qu'il ne voit aucun avantage à se substituer officiellement et systématiquement à lui. L'Etat n'est plus qu'un mécanisme de transmission des ordres du Parti.

Cependant, la tendance essentielle de l'organisation étatique allemande contemporaine demeure, c'est celle de l'autoadministration. Tout corps constitué, toute association de particuliers, tout groupe d'intérêts capables, dans le cadre des directives générales de l'Etat, d'assumer lui-même ses tâches d'organisation et d'administration, reçoit une part très large d'initiative et, par conséquent, de responsabilité. C'est ainsi seulement que peuvent être satisfaits le goût des Allemands pour la petite association, le *Verein* (goût qui indique une certaine forme d'individualisme),

et leur sens inné de la nécessité de la discipline. Le Parti reconnaîtra et renforcera cette tendance ; ainsi l'Etat « prussien » dont on fait à tort le symbole des organisations de commandement abstraites et monolithiques se continuera-t-il à travers la révolution nationale-socialiste avec cet aspect morcelé, « mandarinal » si l'on veut, forme d'Etat que seuls le sens de la hiérarchie de la nation et, pour la période qui nous occupe, la surveillance permanente du Parti empêchent de dégénérer en anarchie larvée.

B — Le parti

Comme nous l'avons fait pour l'Etat, nous étudierons successivement la structure, puis la fonction du parti :

Pour conserver au Parti son caractère d'ordre politique et sa liberté générale d'action, il était nécessaire d'une part, d'en limiter strictement l'importance quantitative, d'autre part, d'interposer entre lui et les secteurs de la vie nationale qu'il contrôle et anime une frange de filiales à caractère technique. C'est ainsi que nous sommes amenés à distinguer :

— le Parti proprement dit (que nous désignerons désormais par « le Parti ») et ses formations annexes (*Glie derungen*) ;

— les associations rattachées.

Le premier groupe, la charpente verticale (ou politique) du national-socialisme, le second sa charpente horizontale (territoriale et technique). L'ensemble forme « le mouvement » (*die Bewegung*) (16).

(16) C'est aussi la structure du Parti (ou plutôt des partis) communistes : le Parti, les jeunesses communistes, les « échelons de protection » de toute sorte et les associations ou filiales (Comité de vigilance, Union des Femmes, etc.) ; jusqu'ici, rien que de normal. Mais c'est également la structure de l'Eglise catholique : l'Eglise (le Clergé séculier dans son ensemble) constituant le « Parti », les Ordres réguliers (Jésuites avec leur « général » et leurs « provinciaux », leurs Franciscains, Dominicains, etc.), autant de « formations annexes » auxquelles le Parti confie des « missions spéciales ». Enfin, on aura assimilé sans peine les associations laïques (dirigées par des membres de l'Eglise, mais qui travaillent en extension plus qu'en profondeur), telles que les « tiers-ordres », les « Confréries », les J.O.C., J.A.C., J.E.C., etc., à des « Associations rattachées ».

Le Parti proprement dit se compose comme en 1926 des membres cotisants et actifs. Depuis l'accession au pouvoir, il est devenu une « corporation de droit public » (17) privilégiée du fait de sa mission générale de direction politique du pays. Il a, par conséquent, un statut juridique très large : droit de posséder et d'administrer, juridiction disciplinaire, droit à l'uniforme. Il a sa trésorerie, alimentée par les cotisations (y compris celles des industriels qui continuent après la prise du pouvoir), ses immeubles, etc., distincts des biens d'Etat, son *Bulletin officiel*. Cela confirme ce que nous écrivions plus haut de la séparation matérielle fort nette du Parti et de l'Etat.

Ses effectifs sont d'environ un million cinq cent mille à la prise du pouvoir; ils doublent dans les quelques mois qui la suivent. Pour éviter le ralliement d'éléments opportunistes ou douteux, les adhésions sont limitées dès le 1er mai 1933, suspendues en juin. Dès lors, le Parti ne recrute plus que par élection à partir des organisations de jeunesse et, en fait, le nombre des membres se stabilisera avec même, semble-t-il, une légère tendance à la diminution; en 1939, il compte au maximum quatre millions cinq cent mille adhérents, y compris les inscriptions d'office de fonctionnaires. Les étrangers n'y sont pas admis.

La direction du Parti est exercée par délégation générale par le représentant du Führer, Rudolf Hess, ministre d'Etat de droit, assisté d'une chancellerie (dirigée par Bouhler) et d'un état-major sous les ordres de Martin Bormann, qui deviendra en quelques années l'un des personnages les plus puissants du régime.

Cet Etat-major comprend :

— dix-huit directions : Trésorerie (Schwarz), Organisation (Ley), Propagande (Goebbels), Agriculture (Darré), Affaires économiques (G. Feder), Jeunesse (Baldur von Schirach), Affaires étrangères (Rosenberg), etc.;

— l'ensemble de l'Organisation territoriale : trente-deux Gau (régions) et un Gau supplémentaire pour l'Ausland (Allemands à

(17) Sont également des corporations de droit public autoadministrées, les Communes et les Eglises (catholique et protestante). On retrouve, dans ce souci d'intégration juridique, un souci typiquement prussien de « conservation » et de continuité.

l'étranger). L'énumération de ces Gau serait inutile, notons cependant qu'il existe dès 1935 un Gau « Dantzig », dès août 1934 un Gau « Saar ».

Chacun de ces Gau est divisé en cercles (*Kreize*) puis en localités (*Orte*), enfin en cellules et en blocs (*Zellen, Blocks*). L'union personnelle entre la fonction d'Etat et celle du Parti joue presque toujours au stade du Gau, la plupart des *Gauleiters* étant également *Statthalters*, très rarement au stade inférieur (celui des cercles dont les « préfets » sont de carrière), jamais au dernier stade, une disposition légale interdisant au bourgmestre ou chef de commune d'être en même temps membre du Parti. Pour les Directions, il n'y a pas de règle fixe, il arrive même qu'il y ait intérêt à séparer la fonction de Parti de la fonction d'Etat correspondante, pour faire jouer à la fois le frein et l'accélérateur, jusqu'à ce que l'un des tenants de la fonction élimine pratiquement l'autre : c'est le cas pour Schacht (non-nazi) titulaire de l'Economie pour l'Etat qui élimine Ley (qui dirige avec Feder ce même secteur au sein du Parti) mais est finalement supplanté par Göring (directeur du Plan, c'est-à-dire de l'organisation nazie de l'économie) ; celui aussi de von Ribbentrop qui remplace von Neurath (non-nazi) aux Affaires étrangères, dont il est le spécialiste pour le Parti. Par contre, Goebbels dirige à la fois la propagande du Parti (qui s'exerce uniquement à l'intérieur) et celle du Reich (à l'usage de l'étranger).

Les fonctions sont rémunérées au stade des directeurs et des Gau, parfois même à l'échelon intermédiaire, jamais aux échelons subalternes. L'ensemble de l'encadrement du Parti (de Hess aux chefs de *Blocks*) constitue sa direction politique, à laquelle est consacrée une journée spéciale du Congrès de Nuremberg.

Telle est, sommairement décrite, la structure de la classe dirigeante du nouveau Reich. Elle est en réalité, et c'est pour cela que nous avons dû abréger et émonder largement, d'une complexité qui répond mal à l'idée qu'on voudrait se faire d'une dictature. C'est, aux yeux d'un Américain (18), « l'une des organisations les plus compliquées, désordonnées, inextricables et

(18) Stephen Roberts, *The House That Hitler Builts.*

amorphes du monde ». Appréciation très exagérée, mais dont il faudra retenir que le Parti se tient et avance beaucoup plus grâce à l'énergie violente de ses chefs que par sa force d'organisation propre; c'est que le « principe du chef » y est strictement respecté; chacun des hommes qui composent cette oligarchie n'est responsable que devant son supérieur, et le système de la « voie hiérarchique » y joue avec rigueur. D'échelon en échelon, on ne peut jamais que « conseiller » son chef, lorsqu'il le demande, mais la loi du nombre ne joue plus; les délégations de pouvoirs ne sont plus consenties que du haut vers le bas, et si le cercle se ferme grâce au plébiscite qui consacre l'accord entre la totalité de la pyramide (le peuple tout entier) et « l'homme seul » qui la domine, cet accord ne peut se faire que pour accorder ou renouveler en bloc la confiance politique. Si tout se fait « pour le peuple », dans la mesure où les chefs du Parti sont censés exprimer ses désirs politiques ou sociaux, rien ne s'y fait « par lui ». Cette médiation d'un homme, caractéristique des régimes monarchiques, s'étend ici dans une certaine mesure à un groupe d'hommes, le Parti. Ainsi le Reich apparaît-il beaucoup moins comme un *Massenstaat*, un Etat de masses, que comme un *Bewegungsstaat*, un Etat de mouvement.

Les formations annexes (*Gliederungen*), très différentes d'importance et de fonction, sont directement au service du Parti. Ce sont :

— les « sections d'assaut » (*Sturmabteilungen*, SA) que nous connaissons déjà. Entre 1933 et 1939, leur importance décroît sans cesse. Ce n'est plus guère qu'une formation honorifique des « anciens du Parti »

— les « échelons de protection » (*Schutzstaffeln*, SS) : leur importance au contraire croîtra sans cesse. Les « noirs » constitueront à partir de 1936-1937, un « Etat dans l'Etat » (la formule devenue banale, reste juste), le SS-Staat, l'Etat SS avec ses lois, ses services politiques (bureau de presse, journaux, dont le *Schwarze Korps* (« Corps Noir »), policiers (la Gestapo, *Geheime Staats Polizei*, police secrète d'Etat), d'ailleurs indépendante des SS, mais que Himmler arrache à Göring en 1939 et la

S.D. (*Sicherheits Dienst*, service de sécurité, police de la SS), militaires enfin (la Waffen ou arme SS dont le contrôle échappe même à l'OKW).

Les SS du rang sont divisés en :

— *Totenkopf-Verbände*, unités tête de mort, encasernées ;

— *Wach-Verbände*, unités de garde, surveillance des camps ;

— *Verfügungs SS*, SS « à la disposition », chargés de missions spéciales. Parmi eux, la *Leibstandarte*, « régiment du corps », garde du Führer. La SA était la garde prétorienne du régime, la SS en est la garde d'honneur. Elle échappe même au droit commun : un SS a le devoir de défendre par les armes son honneur, ce qui aboutit à une remise en vigueur, cette fois officielle, du duel (19) ;

— la N.S.K.K., troisième des formations annexes, est un « corps des chauffeurs nationaux-socialistes ». Elle groupe tous les éléments « du train » du Parti, des SA et SS, et assure les déplacements ;

— la N.S.F.K. (corps des aviateurs nationaux-socialistes) groupe, de la même façon, les pilotes et les navigateurs ;

— la Hitlerjugend, jeunesse hitlérienne, nous y reviendrons ;

— la ligue des étudiants nationaux-socialistes ;

— la *N.S. Frauenschaft* (union féminine nationale-socialiste), qui a englobé l'ancienne *Deutsches Fraüenwerk*, est une association importante, au moins par le nombre. Elle est dirigée par une *Führerin* qui est en même temps la *Führerin* de toutes les femmes allemandes. Elle contrôle partiellement la Croix-Rouge allemande.

---

(19) Il est impossible de ne pas rapprocher au moins dans leurs origines ces « troupes d'honneur » du régime national-socialiste de la « Légion d'honneur » créée par Napoléon. Même culte de l'honneur militaire, de la fidélité, même volonté de faire d'un corps militarisé (la Légion d'honneur, avec ses cohortes, officiers, etc., n'admettait, au début, les civils qu'à titre absolument exceptionnel) le soutien et l'arme de l'idée impériale et nationale. Les « légionnaires » (de la Légion d'honneur), bien rentés, vivent (dans le projet de Napoléon) sur l'exploitation et les revenus des terres allouées à l'Ordre, leurs enfants sont élevés aux frais de l'Etat dans des collèges spéciaux. Il ne faut pas, bien entendu, prendre l'analogie à la lettre.

Les associations rattachées (*angeschlossen Verbände*) sont plutôt des associations de biens ou d'activités que des formations (de personnes) comme les précédentes. Nous ne pouvons en faire qu'une énumération incomplète :

— la *N.S. Verein* (Union N.S.) est la grande œuvre d'assistance du Reich. Elle a englobé l'ancienne association catholique Caritas et généralement toutes les œuvres de bienfaisance existant en Allemagne. Elle manie des fonds presque aussi importants que le Front du travail (qui est, nous le verrons, la personne juridique la plus riche du Reich) et contrôle des filiales par exemple, œuvre *Mutter und Kind* (Mère et enfant) pour l'assistance aux mères, etc. ; fondation Hitler (contre les « longues maladies » des adultes, tuberculose, cancer, vénériennes, etc.) ; le W.H.W. (œuvre du secours d'hiver) ; le V.W.F. (bien-être du peuple), œuvre de loisirs, tourisme, etc.

La N.S.V. d'une façon générale a, il faut le reconnaître, accompli dans son domaine une œuvre étonnante. Par les fonds distribués, elle est de fort loin à la tête des associations de bienfaisance et de solidarité du monde (devançant même l'Armée du Salut) ;

— la seconde des très grandes associations rattachées est le « Front du travail allemand », que nous étudierons plus loin ;

— puis le « Front des Paysans » ;

— viennent ensuite d'innombrables associations (depuis celle des médecins, avocats, etc., jusqu'à des associations culturelles ou de loisirs). A mesure que l'on descend d'ailleurs, les liens avec le Parti se font plus lâches.

Nous notions plus haut la similitude de structure entre le Parti et les Eglises. C'est que le Parti nazi est une « Eglise » au sens large du mot, comme le Parti communiste, c'est-à-dire un groupement humain actif poursuivant un but défini. D'une Eglise, le Parti a l'aspect rituel et « totémique », ses mots d'ordre, ses emblèmes, ses cérémonies, ses saints et ses martyrs, et son Pape.

L'emblème du Parti est la croix gammée (*Senestrogyre*) dans un cercle blanc sur fond rouge. Le fond rouge, emprunté au mouvement ouvrier communiste, doit « rappeler » les aspirations sociales des nazis. Quant à la croix gammée, on ne sait rien de

certain à son sujet, sinon que c'est le premier signe tracé par l'homme auquel on puisse attribuer une signification volontaire (la croix, le cercle, le triangle, etc., n'ayant pas de signification générale). S'agit-il d'une signification solaire ou seulement totémique, ou plutôt d'une signification magique (symbole d'interdiction ou d'autorisation suivant le sens droit ou gauche) ? Il n'est pas possible de le dire sans s'engager dans des considérations parahistoriques. Il reste que la croix gammée (sans parler de ses nombreuses manifestations antiques) est connue des tsars, de Guillaume II, et que c'est par l'Est, avec les soldats de la Baltique, qu'elle arrive en Allemagne. Il est à peu près certain qu'Hitler a connu par Rohrbach ou par Ehrardt sa signification exacte, celle que lui avait au moins attribué l'occultisme slave et germain. Tel quel, l'emblème nazi devient en 1935 le drapeau du Reich.

Le salut accompagne le drapeau. Différent du salut fasciste romain, le bras étendu et non levé au-dessus de la tête, il a, lui aussi, une origine lointaine et plusieurs significations. On peut dire, sommairement, que c'est le salut de la confiance (« Je n'ai pas d'arme dans la main »). Ce salut n'est obligatoire qu'entre les membres du Parti et cède le pas, à l'intérieur de l'Armée, au salut militaire prussien. Il s'accompagne du *Heil Hitler* (salut Hitler, ou vive Hitler; Heil est une vieille formule germanique de salut, passée d'ailleurs en anglais). L'ensemble constitue le « salut allemand ».

Nous ne pouvons guère nous étendre sur tout l'appareil rituel des nazis : poignards gravés, drapeau du sang, etc. Le Parti a ses congrès qui se tiennent à Nuremberg, la vieille cité médiévale et mystique, au début de septembre, et pour lesquels Hitler lui-même avait dressé les plans de stades et de salles, auprès desquels ceux qui furent construits entre 1933 et 1937 – et qui sont extraordinaires de grandeur – n'auraient plus semblé que des bâtisses médiocres. Cela, pour montrer l'importance que le régime et son chef attachent aux moyens qui permettent de resserrer les liens « physiques » entre les membres du Parti.

Cependant, aucun chiffre, aucune indication ne peuvent rendre l'atmosphère de ces Congrès du Parti : 1933, Congrès de la Victoire – 1934, Triomphe de la Volonté – 1935, Liberté –

1936, Honneur – 1937, Travail – 1938, Congrès de la Grande Allemagne. Le témoin, même étranger, y sent la réalité de l'âme collective qui n'est pas une somme d'âmes, mais un monstre psychique nouveau, un égrégore ayant ses lois et ses réflexes propres. Même dans la vie quotidienne, les nazis ont pu avoir le sentiment qu'ils existaient au sein d'un monde qui leur était commun et exclusif. Ils ont été en conspiration permanente, échangeant entre eux des mots et des gestes de reconnaissance dont l'habitude même n'émoussait pas la signification; peut-être est-ce finalement cette volonté de ne pas être semblables au reste du monde, dans le meilleur et dans le pire, qui constitue l'essentiel du nazisme. Cela et Hitler. Le mythe national-socialiste, c'est avant tout un mythe hitlérien.

C — Le Führer

Le Troisième Reich, raciste, autoritaire, impérialiste, révolutionnaire, prend corps et figure peu à peu, émerge des grandes lignes du destin de l'Allemagne organiquement, comme la ruche se fait et travaille, semble-t-il, sous l'impulsion d'une intelligence collective à la fois précise et diffuse; mais ce Reich est, avant tout, un Reich hitlérien. Les qualités d'organisation, de travail, de courage des Allemands – et leurs défauts – ne sont pas nés avec Hitler, mais ont pris avec lui leur pleine signification. Le réveil de l'Allemagne, après l'écroulement du Deuxième Reich. n'est pas l'œuvre de Hitler seul; Noske, Ebert, Rathenau, Stresemann, Brüning y ont contribué. Chacun de ces hommes n'a jamais eu devant les yeux qu'un but : la grandeur de l'Allemagne. Cependant, jamais l'Allemagne qu'ils servaient n'a cru en eux comme elle croit maintenant en Hitler, jamais il ne s'est fait entre eux et la nation cette entente profonde, intellectuelle et sentimentale, qui fait que le III[e] Reich et son chef restent et resteront intimement liés dans l'histoire. A lui, comme à aucun Allemand depuis Luther, s'appliquent de façon saisissante les paroles de Heine :

« C'est l'homme qu'attend le peuple allemand, l'homme qui lui rendra enfin la vie et le bonheur, le bonheur et la vie après lesquels il a si longtemps aspiré dans ses songes. Comme tu tardes,

toi que les anciens ont annoncé, brûlant de désir, toi que la jeunesse attend avec tant d'impatience, toi qui portes le sceptre divinatoire de la liberté et la couronne impériale – sans la croix. » Il est facile de constater qu'Hitler n'a rien apporté d'original à la pensée allemande – et l'on ne s'en est pas fait faute – qu'il a seulement réalisé avec brutalité ce que d'autres avaient, avant lui, projeté ou prédit. Mais ce n'est pas en prouvant – en admettant que cela soit prouvé – que les Allemands n'avaient aucune raison sérieuse d'accorder à Hitler une confiance et une fidélité qui ne se démentiront même pas dans les heures les plus sombres du III[e] Reich qu'on supprime ni qu'on explique l'existence de ce phénomène collectif unique dans l'histoire de ce siècle, que nous appelons le « mythe » hitlérien.

Qu'un tel phénomène ait existé n'est pas contestable; s'étonner qu'un peuple de soixante millions d'hommes, l'un des plus hautement civilisés du monde, se soit livré à un homme avec cette absence totale de retenue ou de contrôle, prouver que cet homme ne méritait pas cette confiance générale, expliquer aux Allemands, assez puérilement d'ailleurs, « qu'ils se sont trompés » ou « qu'ils ont été trompés », ce qui n'est guère plus vraisemblable, rien de tout cela ne permet de résoudre la question, et pas même de l'aborder loyalement.

Il est assez illusoire de chercher des explications au mythe hitlérien en dehors de Hitler (dans le chômage, la peur de la police ou la stupidité bovine des masses allemandes) et tout autant de les chercher dans une fausse psychologie historique ou paramédicale (Hitler paranoïaque, cyclothymique, masochiste, fétichiste ou cacophage) (20). L'envoûtement hitlérien a son ori-

(20) Je n'exagère rien. Je ne peux donner ici des noms et des textes; ceux-là (souvent importants par leur masse et l'appareil « scientifique » qui les entoure) consacrés à la « cyclothymie » de Hitler ou à des perversions sexuelles mystérieuses et contradictoires; il est, soit impuissant, soit « l'homme battu par les femmes » (*sic*), soit atteint d'un « complexe d'infériorité » (*sic*), soit enfin « coprophile » (nous y voilà). Parfois, le tout ensemble. Seuls (en France) François-Poncet, *op. cit.* et R. Cartier consacrent à Hitler, l'un comme témoin direct, l'autre sur la base des témoignages de Nuremberg, des pages excellentes et loyales.

gine et sa cause essentielle dans la personnalité de Hitler, et cette personnalité, pour être exceptionnelle, n'est pas anormale, encore moins dégénérée.

Il faut donc nous résoudre ici, après tant d'autres, à esquisser en confrontant les témoignages dignes de foi, un portrait de Hitler. Nous l'avons vu déjà combattant, agitateur, écrivain politique, chef de Parti. Il est maintenant le maître absolu d'un empire de soixante-dix millions d'hommes. Quel est-il lui-même ? Qui sont les hommes qui l'entourent ? De quelle nature, de quelle force est le lien qui attache le peuple à lui ?

Une remarque préliminaire s'impose : Hitler est un phénomène uniquement et spécifiquement allemand. Aux étrangers qui l'approchent et qui parfois restent froids et sceptiques, insensibles à l'action qu'il exerce sur les Allemands, les hommes qui vivent avec lui demandent spontanément : « Mais comment faites-vous pour rester insensibles ? » Ribbentrop lui-même le dira à ses juges de Nuremberg : « Comment pouvez-vous ne pas comprendre sa grande personnalité ? » Inconscience, bravade ? Certainement pas : réflexe normal pour un Allemand. C'est ce qui essentiellement le sépare d'un Napoléon et même d'un Mussolini ou d'un Staline. Ceux-là restent compréhensibles à tout Européen – même en dehors de toute question de sympathie. Hitler n'est guère accessible qu'aux Allemands et à de rares étrangers. L'opinion mondiale dans son ensemble ne voit en lui qu'un succédané peu risible de Charlot, un mégalomane suivi par des hystériques, un chef de bande sanguinaire au comportement de fou furieux, le chien enragé de l'Europe. L'idée que ses déclarations, ses actes, puissent avoir un sens, s'expliquer, être compris, n'effleure même pas, en dix ans, les foules étrangères. Il y a entre lui et le monde extérieur un fossé d'incompréhension qui s'élargit et que la guerre même ne comblera pas. Réaction contre l'obscurité germanique ? contre une politique délibérément opposée aux idées reçues en Occident depuis un siècle ? Certes, mais notons aussi qu'Hitler ne fait rien pour être compris de cette opinion. Il est l'homme des Allemands et veut le rester. Ce n'est pas comme Roosevelt, Churchill ou Staline, le chef d'un monde international et qui peut s'adresser directement à ce monde, mais

le chef d'une tribu, d'une nation bien déterminée. Il ne comprend la politique mondiale, la pensée mondiale qu'en fonction de l'Allemagne.

Comme Fichte, s'adressant en 1808 à la nation allemande, il peut dire : « Je parle pour des Allemands. Ce qui caractérise le germanisme, c'est précisément qu'il nous empêche de nous fondre en un peuple étranger et qu'il nous a créé une nationalité indépendante de toute autre puissance. » Tel n'est pas le moindre des obstacles qui s'opposent à une étude poussée de l'hitlérisme.

Ni paralytique, ni bedonnant, ni voûté, il a le physique neutre qui convient aux grands hommes; seuls, les yeux clairs et fascinants, le menton brutal, les mains belles, peuvent retenir l'attention. Les témoignages concordent pour reconnaître sa réelle sobriété : pas de viande, pas de vin, très peu d'alcool (pris comme remède), pas de tabac (dont il ne supporte pas l'odeur). Une vie sexuelle normale – réduite cependant, comme c'est le cas pour tous les hommes qui, de façon ou d'autre, vivent d'une vie intérieure intense. Insomniaque – il ne se couche jamais avant deux ou trois heures du matin, pour se lever à huit –, très résistant, d'une force nerveuse contenue, physiquement très courageux, taillé d'ailleurs en force, c'est à peu près tout ce que l'on peut dire de lui physiquement. Il n'y a pas là de quoi nourrir la petite histoire.

Son comportement privé n'apporte pas non plus la « révélation » décisive qu'on attend toujours s'agissant d'un homme exceptionnel; il aime la société (il est, ne l'oublions pas, allemand-autrichien), y compris celle des femmes, il aime s'y sentir *gemütlich* (21). Il aime aussi savoir que son entourage reçoit; l'austérité qu'il s'impose n'est pas agressive et ne regarde que lui. S'il fuit les réceptions tapageuses que donne Göring le satrape, c'est pour courir à Bayreuth où il s'enivre des débauches wagnériennes, de romantisme et de métaphysique confuse, ou beaucoup plus simplement, pour l'ivresse de l'auto (qu'il ne conduit que très rarement, mais qu'il veut luxueuse et très rapide), ou

(21) *Gemütlich*, difficilement traduisible, évoque une ambiance simple et gentille, gaie, qui mette à l'aise et qui aille au cœur.

d'interminables séances de cinéma. Il a gardé d'une jeunesse très pauvre le goût de la simplicité et une naïveté parfois étonnante. Il s'était promis un luxe, à l'époque : changer de chemise deux fois par jour quand il serait « arrivé », et il le rappelle sans fausse honte. Son premier réflexe, après l'attentat manqué de juillet 1944, est pour son pantalon, un pantalon noir presque neuf que la déflagration a déchiré.

Personnellement, c'est-à-dire en dehors même de ses fonctions officielles, il est riche : les droits d'auteur de *Mein Kampf*, le plus gros tirage mondial de l'après-guerre, et la copropriété des éditions Eher en font même l'un des hommes les plus riches de l'Allemagne. Il semble avoir fait de cet argent un usage raisonnable. Il n'a pratiquement pas de famille, des compagnes d'occasion, rares, et qui ne restent pas dans sa vie ; sa bibliothèque, sa collection d'objets d'art, de peinture spécialement, ne sont pas somptuaires ; il a fait, il est vrai, construire à ses frais Berchtesgaden (et le nid d'aigle) qui lui appartiennent et s'est décidé à devenir propriétaire du petit immeuble de trois étages de Munich qu'il a habité pendant les années de lutte et qui reste beaucoup plus que Berchtesgaden (qu'il n'aime guère, sauf quand il veut étonner son hôte) et que la somptueuse Chancellerie, son domicile, si tant est qu'on puisse parler d'un domicile attitré de Hitler (qui est un chef d'Etat errant, en déplacement perpétuel d'un bout à l'autre de son empire). Il a réduit sa vie privée à la détente nerveuse nécessaire avec quelques intimes. Il y garde cependant le sens de la distance et de la hiérarchie – et le fait garder autour de lui. Deux hommes seulement l'ont tutoyé : Röhm et Max Amann, son sergent au front et son éditeur. Encore le cas d'Amann est-il spécial ; on ne se défait pas facilement d'un tutoiement de camarades de front. Pour tous les autres, après quinze ou vingt ans de luttes au coude à coude, la règle est restée la même. On ne s'adresse à lui qu'en l'appelant « Chef » (*mein Führer*) pour les nazis, Excellence dans le service.

Jusqu'en 1939, son entourage intime, peu nombreux et rarement renouvelé, comprend : les Goebbels, Madame Speer, Haushofer, Hess, ses aides de camp habituels, Bruckner (un SA), Schaub (un SS) et Wiedemann (son ex-commandant au 16e R.I.

bavarois qui l'a retrouvé en 1922 et s'est mis à son service), Bormann, Hoffmann, son photographe. Eva Braun, sa maîtresse en titre, n'est guère qu'une ombre gracile dans l'ombre du maître. Des hôtes occasionnels, sans doute une petite partie de la « société » berlinoise, et quelques étrangers séduits ou séduisants (comme les sœurs Mitford, qu'il aime rencontrer). C'est peu, c'est tout ce qu'il est possible d'en écrire actuellement.

Ce qui frappe d'abord dans sa politique, c'est son extraordinaire volonté – plus exactement sa vitalité. Il est, au plus haut point, de ceux qui s'imposent. Des hommes comme von Blomberg, comme Schacht, que tout éloignerait de lui, subissent son ascendant, un ascendant auquel ses interlocuteurs étrangers n'échappent pas toujours; cela tient à des éléments moins psychologiques que psychiques, a une surabondance de volonté qui cherche par la conviction une issue nécessaire, à cet éternel et indéfinissable droit d'une âme forte sur un esprit faible – faible au moins devant elle – autant d'éléments qu'il faut bien supposer, mais qu'on serait en peine de mieux définir. Mais aussi à des éléments plus accessibles : un certain charme personnel, l'impression d'une force qui se domine pour persuader et, pour les Allemands, le vertige du verbe, l'appel au romantisme, à l'intuition sentimentale, la réponse prête à l'objection qu'on s'apprêtait à faire. Pour les étrangers, moins sensibles – surtout à travers un interprète – à cette communication directe entre hommes que hante un souci commun, une culture européenne attachante.

Cultivé, il l'est curieusement, au point de surprendre tel diplomate qui trouve un homme d'Etat où il attendait de voir un tribun. Il a lu énormément, moins sans méthode qu'avec la méthode instinctive des autodidactes, qu'une lecture amène et pousse à une autre et qui, de pont en pont, sans autre obligation qu'une soif d'apprendre jamais lassée, accumulent les connaissances les plus inattendues, les plus diverses, font entre elles les liaisons, les enchaînements les plus hasardeux et parfois ne gardent et ne respectent du « savoir » que les aspects les plus brillants (et les plus faux à l'occasion), ceux essentiellement qui nourrissent l'imagination. Les grands maîtres de la stratégie,

toute la série des pangermanistes du XIX^e siècle, Treitschke et von Clausewitz, H.S. Chamberlain, von Bernhardi, sans doute aussi César et Tacite, des récits historiques, peu d'économie, peu de mystique, voilà pour les années de formation. Devenu chef de Parti, il est guidé par Dietrich Eckhart jusqu'en 1923, par Rosenberg sans doute et par Haushofer ensuite. Il est resté grand lecteur des classiques de la politique et de la stratégie, de toute la littérature technique – c'est de là qu'il tire ses stupéfiantes connaissances militaires – mais aussi, et surtout, de littérature artistique et de romans d'aventures ou simplement policiers. Il n'est guère de questions qu'il ignore, mais il n'en est sans doute aucune qu'il connaisse très bien, exception faite de la stratégie; de ces lacunes, il garde de faire confiance pour les questions qu'il ignore à ceux qu'il considère comme des spécialistes : Feder pour l'Economie, Rosenberg pour les questions de races, Ribbentrop pour les affaires de l'extérieur. Il ne parle aucune langue étrangère et son allemand, riche, d'une souplesse familière et d'un laisser-aller (y compris l'accent) très autrichien, a beaucoup moins d'élégance que celui des deux G. (Göring et Goebbels) qui parlent et écrivent tous deux la « langue de Goethe » dans l'excellence de sa pureté.

Tout cela, et un instrument vocal prodigieux, nuancé, puissant et sans défaillance, fait de lui le plus grand orateur de l'Allemagne et de l'Europe contemporaine. Il faut, pour l'apprécier à sa valeur, avoir eu l'occasion de l'aborder successivement par la lecture (originale), l'audition par T.S.F. par exemple et surtout le spectacle. Sur le papier, le discours est solidement charpenté, vivant et varié, avec ces redondances germaniques que la traduction fait paraître lourdes à l'occasion. Le texte répond bien au but du discours, à l'auditoire, au climat politique. Noble et classique pour les grands thèmes de politique intérieure ou extérieure, familier pour les adresses aux vieux combattants du Parti, tendus, ironiques, pour les discours de combat. Ces grands discours sont préparés avec soin, rédigés même en partie. A l'audition, l'impression est renforcée encore; un début neutre, presque embarrassé, le registre vocal sourd et lent, puis quelques accrochages plus élevés, prélude de la tempête. Enfin – et cela dure

près d'une heure, parfois beaucoup plus –, le tonnerre roulant du verbe animé, le martèlement des phrases, la surabondance germanique dans la rigueur latine, les cris d'indignation, de colère, les halètements de douleur, la sérénité noble et tendue du final. Le discours au Reichstag après la purge de juin 1934, au Reichstag encore pour annoncer la dénonciation de Locarno, pour la victoire sur le front de l'Ouest en juillet 1940, donnent bien l'allure générale de ces discours politiques.

Mais Hitler est avant tout un orateur des grandes foules et là, le discours n'est plus un exercice d'école, mais un dialogue inégal avec l'âme des masses. Dès lors, tous les éléments du spectacle concourent à la formation et à l'exaltation de l'âme collective ; le cadre, grandiose et nu à Nuremberg, symphonie de lignes et de pierres où le regard n'accroche qu'un aigle héraldique et frémissant et la croix gammée tragique, venteux et roux sur le Brückeberg où se célèbrent les fêtes de la paysannerie, urbain, chaotique, vivant au Palais des Sports d'où il s'adresse à Berlin. Les drapeaux, les dômes et les épées de lumière sur la tribune, et les chants, belliqueux et liturgiques, un seul, unanime, pour un million de bouches, les foules elles-mêmes, enfin, bloc animé, mer disciplinée des corps et des visages qui parle avec lui, crie sa joie, son indignation, attend sa question pour lui jeter une réponse passionnée qui déferle contre la tribune, rebondit, reprend force et ne s'apaise que quand, une main levée, il demande un silence nouveau. Tout cela préparé par la reconnaissance du terrain – la foule piétine pendant des heures le lieu qu'elle s'est choisi – les discours, des épigones, les appels et les marches. Tel est Nuremberg pendant le congrès, Nuremberg que les Empereurs aimaient, que Dürer et Sachs illustrèrent.

Mais si être orateur peut suffire à une popularité, cela n'aide que peu à gouverner. Comment cet homme travaille-t-il ? Qui, ou qu'est-ce qui le guide ?

Hitler – nous suivons toujours les témoignages des hommes qui l'ont approché – semble avoir été un mélange déroutant d'illuminisme, de foi mystique et intuitive, et d'habileté calculatrice poussée. Capable de travail, il l'est beaucoup moins de méthodes dans le travail : c'est un peu un « fainéant autrichien »,

et aussi (c'est en cela qu'il est cyclothymique) un de ces hommes dont Stendhal, je crois, dit qu'ils sont « napoléoniens », qui accumulent dans la nonchalance des jours sans histoire de prodigieuses réserves nerveuses qu'ils utilisent puissamment aux heures de crise. Il se dérobe longtemps avant de prendre une décision, la recule, disparaît, donne raison à tous, hésite dans les situations les plus délicates. Mais cette hésitation n'est en réalité qu'un recul voulu avant l'action ; félin, il se retourne vingt fois en l'air au lieu de tomber tout d'une pièce ; mais finalement (on excusera la puérilité de la comparaison), c'est sur ses pattes qu'il retombe. La nécessité et l'urgence de l'action réveillent en lui la bête de combat. Il est resté en cela peut-être le soldat du front, net, courageux, dur dans l'action, irrésolu et indolent quand elle est terminée. Il étudie moins les dossiers qu'il ne cherche à « sentir » des situations, à s'en laisser imprégner jusqu'au moment où la solution lui en apparaîtra. Cette indécision, ces flottements naturels au début, il est probable qu'il en a fait par la suite un système. Il l'applique non seulement à ses relations politiques avec l'extérieur, mais aussi à l'arbitrage incessant et périlleux des conflits internes, de ces luttes d'influence entre les dignitaires du Parti qui poussent tantôt Göring, tantôt von Ribbentrop, tantôt Hess et tantôt Frick, sur le devant de la scène. Il se sait irremplaçable, il sait aussi que, aussi violemment que se haïssent parfois ces hommes, une chose entre eux ne sera jamais mise en doute, leur fidélité au Führer. Il en joue en manieur d'hommes suprêmement habile. Quand la bataille de crabes prend une ampleur dangereuse, il disparaît, non seulement vers l'*Obersalzberg*, qui devient bientôt un centre gouvernemental aussi important que Berlin, fief de Göring, mais aussi dans la forêt bavaroise ; forêts admirables, châteaux forts et cathédrales de l'esprit libre, foule verticale et immobile, ordre frémissant, bruissant, maisons de l'ordre germanique rigide et noir qu'un coup de vent transforme en mer dressée et furieuse...

Ces hommes qui l'entourent, Nuremberg en a fait connaître quelques-uns : il faut, avant d'y arriver, noter qu'ils sont en général beaucoup plus que des collaborateurs passifs. Hitler, nous

l'avons vu, répugne au travail assis, aux conférences suivies. Son autorité est réellement déléguée aux sous-führers qui n'en réfèrent à lui que s'il les convoque spécialement.

Orateur, c'est avant tout verbalement qu'il donne des ordres, des instructions générales. Pour le reste, la mécanique prussienne et la volonté nazie en viennent à bout. Quelle que soit l'appréciation morale que l'on porte sur cet entourage d'Hitler, il reste qu'une vingtaine d'hommes ont monté en quelques années une grandiose représentation historique, qu'ils ont tenté au moins l'impossible, qu'ils ont fanatisé, armé, nourri, un empire de quatre-vingt dix millions d'hommes et l'ont fait tenir debout, pendant quatre ans, contre une coalition d'un milliard. C'est l'une des particularités les plus frappantes du national-socialisme allemand qu'il a su sélectionner de lui-même une équipe gouvernementale, la former d'hommes qui, pour leur grande majorité, ignoraient tout, en arrivant au pouvoir, de la machinerie politique des Etats modernes, et qui sont finalement venus à bout des difficultés techniques de tout ordre. De ces hommes, quelques-uns sont restés dans l'ombre jusqu'à la fin – sans d'ailleurs qu'il soit possible de découvrir parmi eux une éminence grise quelconque. Ainsi, Albrecht Blau, chef du « laboratoire psychologique » nazi; Bormann, chef de la chancellerie du Parti; Busch, juge suprême du Parti; Dietrich, chef du bureau de Presse; Amann, l'éditeur du Führer. D'autres sont mieux connus.

En premier lieu Göring. Nous l'avons connu pendant les années de lutte; au pouvoir, il est devenu un homme de gouvernement brutal et sans scrupule, un organisateur puissant, d'une activité méthodique et intelligente. Il est successeur désigné du Führer, mais celui-là a toujours tenu soigneusement la main à limiter les pouvoirs de son « fidèle paladin », à mettre des limites à son influence. Göring reste cependant l'homme de l'armée aérienne (à laquelle, affirme-t-il, Hitler ne s'est intéressé que tardivement) et celui de l'industrie. Il y ajoute une diplomatie personnelle, souvent indépendante, mais qui s'arrête devant les décisions. Très forte personnalité, très prussienne et très bourgeoise, qui fait penser aux administrateurs bismarckiens et avec laquelle les diplomates et les étrangers se sentent plus à l'aise

qu'avec les plébéiens bruns. Il est à la fois populaire et redouté ; les Allemands l'appellent *unser Hermann*, « notre Hermann », mais aussi « l'homme de fer de l'Allemagne ».

A côté de lui, Hess, plus effacé, moins homme public que partisan silencieux. C'est lui qui, éventuellement, succéderait à Göring ; il est déjà représentant du Führer, mais à la tête du Parti seulement. Goebbels, intelligence acérée, grand orateur, aimé des Berlinois quoique Rhénan et catholique, ouvrier parvenu, élève des Jésuites, docteur en philologie, beaucoup plus dépendant de Hitler que Göring. L'intelligence au service de la puissance – l'apprenti sorcier, devenu irrémédiablement le serviteur de sa création, fidèle jusqu'à la mort, et cette fidélité rachète son immoralité notoire, au maître qu'il s'est donné. Himmler, fonctionnaire de la terreur politique, intensément policier, non pas immoral, mais absolument amoral (comme doit l'être un bon policier). Père de famille attentif, éleveur bucolique de volailles, organisateur scientifique des camps d'extermination, entouré d'un gang qui lui reste inférieur (les Heydrich, etc.), il est dans l'ombre de Hitler le Fouché du régime – un Fouché germanique. Il édifie avec une ténacité froide et rusée un état policier à l'intérieur de l'Etat nazi ; vocation ? ou discipline ? Sans doute en tout cas exagère-t-on son influence. La terreur qu'il organise n'est qu'une arme au service d'une politique, et non cette politique elle-même. Von Ribbentrop, l'homme des Affaires étrangères, bourgeois enrichi, homme du monde, avec une connaissance de l'étranger qui demeure peut-être superficielle, mais une habileté incontestable. C'est l'homme qui a permis au Reich d'engager la guerre dans des conditions exceptionnellement favorables ; aurait-il fait plus et mieux sans l'hostilité non déguisée de son ministère, presque totalement antinazi ? Darré, l'un des meilleurs parmi les dirigeants nazis, à la fois intellectuel et doctrinaire, et réalisateur. Schacht enfin, intelligence supérieure au service du nazisme par discipline patriotique et surtout par passion du pouvoir. Des ambitions à la mesure de son intelligence, une activité étonnante. Le génie financier de l'Europe contemporaine.

Puis des comparses, solidement soutenus, encadrés par la volonté nazie, fonctionnaires habiles et consciencieux comme Frick et Funck, doctrinaires sans grande valeur politique – Rosenberg, Streicher –, administrateurs d'une valeur technique très au-dessus de la moyenne, comme Speer, Todt; parmi les *Gauleiter*, on va du meilleur au pire. Militaires, aviateurs, marins ne sortent guère de l'honnête tradition.

On s'étonnera peut-être de ne pas nous voir nous étendre davantage sur cette classe dirigeante du Reich nazi. Peut-être aussi de ne pas attacher assez d'importance à la lutte intérieure entre les « bruns » (les nazis à tendance pacifiste, socialistes, partisans de la stabilisation intérieure et extérieure), les « noirs » (le clan SS, bellicistes, extrémistes, la camarilla qui a remplacé celle de Röhm), et les « ralliés » (dirigeants traditionnels de l'Allemagne ralliés au nazisme, militaires, industriels, financiers et intellectuels). C'est que, qu'il s'agisse des hommes ou des factions, les uns et les autres ne s'agitent que sous les pieds d'Hitler. Même des personnalités aussi puissantes que celles de Göring, Himmler ou Goebbels sont étouffées, écrasées par celle de Hitler. Non seulement aucun de ces hommes ne prend jamais de décision essentielle, mais ces décisions sont prises en dehors d'eux par Hitler et par Hitler seul.

Il apparaît réellement comme le maître absolu de l'Allemagne, l'incarnation, non seulement de l'Etat prussien, mais de la volonté et de la mission du Reich. « Hitler, c'est l'Allemagne, l'Allemagne c'est Hitler ». « Aucun homme, déclare-t-il en 1939 à ses généraux, n'obtiendra jamais la confiance de l'Allemagne à un aussi grand degré que moi... J'ai conscience de mon intelligence et de ma force de décision... Je suis irremplaçable. »

Le pouvoir absolu qu'il détient, il ne l'exerce pas en autocrate, de sa propre décision, mais par une délégation constante du peuple. « Je ne veux absolument pas, dit-il, être considéré comme un dictateur, mais comme le guide de mon peuple – *nie als Diktator meines volkes, sonder nur als sein Führer.* » De fait, l'opposition au pouvoir hitlérien ne sera jamais populaire, mais aristocratique, et cette opposition elle-même restera jusqu'au bout impuissante, inconsciemment obsédée par le senti-

ment que le destin de l'Allemagne et celui de Hitler se confondent, bon gré mal gré, dans une fatalité supérieure. Beaucoup plus que Staline, Dieu lointain et inaccessible, que Mussolini, trop public au contraire pour susciter la dévotion sans mélange, il est l'archétype du chef moderne des masses fanatisées sur lequel s'étend comme un prolongement du caractère sacré – du sacerdoce – des anciens rois. Quand « les choses vont mal », ce n'est pas à lui que s'en prend l'homme du village ou de la rue, mais à ceux qui l'entourent et qui, eux, sont copieusement moqués et critiqués : « Si le Führer savait cela, tout changerait. »

C'est à cette confiance, à ce respect mystique beaucoup plus qu'à des précautions militaires qu'il doit d'avoir été longtemps épargné par l'attentat : « Les récits du passage en trombe de son auto fermée entre deux rangs de SS sont purement imaginaires. Aucun homme d'Etat ne se montre plus volontiers à la foule. (22) » Demi-allemand ou plutôt Allemand de la périphérie, il a gagné le cœur de l'Allemagne. Implacable, cruel, rancunier même avec ses ennemis politiques, il aime cette foule qui le suit. Il fond sur elle en quittant la solitude du *Berghof*, lui communique sa passion, le trop plein de sa volonté, puise en elle une nouvelle réserve de forces. Entre elle et lui, pas ou peu d'intermédiaires ; le Parti n'est pas un écran, mais l'avant-garde de cette foule, ceux qui le suivent depuis longtemps.

Conclure serait une sottise. Hitler, même si on admet de voir en lui la personnalité la plus puissante de l'histoire contemporaine, n'a pu devenir le chef presque religieux d'un Empire géant qu'à la faveur d'une rencontre exceptionnelle avec l'âme du peuple, et de tels cas de vocation historique sont rares. Il est donc très difficile de le juger en fonction de la morale courante.

L'un des biographes de Frédéric II – le Grand Empereur et non le Roi de Prusse – écrit de lui : « Sa vie toute entière peut s'interpréter de deux façons suivant qu'on le considère comme un Messie ou comme l'Antéchrist. » N'hésitons guère à appliquer l'esprit du jugement, sinon sa lettre, à Hitler. Cent millions

(22) G. Ward Price, *op. cit.*

d'hommes l'ont bien considéré comme un Messie, le reste du monde comme l'Antéchrist. Pour nous, qui tentons ici de concilier l'inconciliable, il est apparu comme un homme d'Etat d'une carrure parfois démesurée, mais dont la démesure garde même une certaine cohérence, et reste intelligible ; la tête cachée dans les brumes tonnantes du Walhalla germanique, mais les pieds sur la terre d'Europe. Comme l'Allemagne, comme le national-socialisme, il possède au plus haut degré des qualités contradictoires : machiavélisme et illuminisme pacifisme et bellicisme, amour et mépris pour le peuple, désir de séduire et désir d'effrayer, de rendre heureux et de faire souffrir, religiosité et amoralisme... Dernier trait, dernière énigme de l'homme-énigme : disparu dans un cataclysme à sa mesure comme disparaissent les hommes marqués d'un sceau, il est encore matériellement impossible de le dire vivant ou mort...

CHAPITRE IX

LE CORPS SOCIAL

I — Le racisme, (A) racisme scientifique, (B) racisme romantique, (C) antisémitisme, (D) eugénisme

Des trois grandes expériences politiques du XX^e^ siècle (la russe, l'américaine, l'allemande), seule cette dernière a été ouvertement raciste. Mais on aurait tort de ne voir dans ce racisme qu'un travestissement du pangermanisme (comme l'expliquent les historiens de droite) ou qu'un nouvel « opium du peuple » remplaçant les mythes religieux défaillants. L'idée que les groupements humains sont biologiquement, organiquement, différents et inégaux et celle que ces différences et cette inégalité doivent être maintenues par des moyens politiques, ces idées sont de toujours et de partout, quels que soient les déguisements qu'elles empruntent. On conçoit fort bien (et on l'a fait avant les nazis), une explication raciste de l'histoire universelle – « la question de la race, de quelque manière qu'on arrive à la résoudre, est la question la plus importante de l'histoire des peuples. On peut presque dire que nous ne racontons cette histoire que pour arriver à résoudre cette question de race. (1) »

(1) Camille Jullian, cité par G. Pittard, *Les Races et l'histoire*. Il faut noter cependant que cette citation ne représente pas l'essentiel de la pen-

Le racisme nazi, bien loin d'être né avec Hitler, a été précédé par une incubation intellectuelle de plus d'un siècle dans laquelle, chose curieuse, l'apport français a été au moins aussi important que l'apport allemand. Ses précurseurs sont Gobineau, Vacher de Lapouge et Renan tout autant que Nietzsche et H. S. Chamberlain. Pour mettre un peu d'ordre dans un sujet confus, nous étudierons à leur tour :

A - Les bases dites scientifiques du racisme.
B - Le racisme romantique
C - Discriminations raciales et antisémitisme
D - Les réalisations positives du racisme : natalité et eugénisme.

A — Le racisme scientifique

La thèse nazie s'appuie ou prétend s'appuyer sur des données scientifiques ; l'anthropologie (ou plutôt la raciologie) avec le professeur F. K. Gunther, la sociologie avec W. Darré, la linguistique et l'histoire avec les continuateurs de Houston Stewart Chamberlain et Chamberlain lui-même qui, quoique ayant cessé d'écrire vers 1920, doit être considéré comme le chef de file de toute l'école raciste allemande.

a) « Remettons les bœufs devant la charrue, et disons : "c'est l'évidence même qu'il y a des races, c'est un fait d'expérience que la qualité de la race possède une valeur décisive." (Chamberlain) » Un homme peut changer de langue, de nationalité, de classe ou de nom, mais il lui est impossible d'échapper à un certain déterminisme racial. S'il est noir, il restera noir, s'il est sémite, il restera sémite, etc. Cette loi est surtout valable pour un groupe racial considéré dans son ensemble ; de même que toutes les lois biologiques, elle est d'autant plus exacte qu'elle s'applique au plus grand nombre de cas considérés.

Qu'est-ce donc que la race ? « Un groupe humain unitaire qui demeure égal à lui-même » (F. K. Gunther), « un ensemble

---

sée de C. Jullian. Elle montre au moins que la « philosophie raciste » n'est pas spécifiquement allemande.

d'hommes qui présente durablement une série de caractères physiques ou mentaux donnés propres » (W. Darré). Ces caractères sont parfois très visibles (la pigmentation de la peau, la taille), parfois décelables seulement à l'analyse scientifique : les dimensions et rapports de dimensions du crâne, la résistance aux maladies, la répartition proportionnelle des groupes sanguins ou sociologique (le groupe folklorique, l'appartenance linguistique, l'aptitude intellectuelle – dans ce cas, la notion d'ethnie se superpose à celle de race). Les erreurs d'appréciation commises si souvent dans l'étude de cette question viennent de ce que l'on fait entrer essentiellement en ligne de compte les « phénomènes extrêmes » : soit l'évidence du chaos racial (d'ailleurs limité le plus souvent à des sous-races) dans les grandes villes, soit au contraire la persistance d'îlots raciaux très caractérisés dans quelques régions de l'Europe ou du monde.

b) Une autre erreur, beaucoup plus grande, a été de parler inconsidérément de « race pure ». C'est ici que la pensée allemande a donné – et donne encore – lieu aux interprétations les plus fausses. La question de l'origine des races n'est pas résolue scientifiquement et ne le sera sans doute pas avant longtemps. Chamberlain et Gunther s'élèvent nettement contre l'idée de « la race pure en soi ». En réalité, nous pouvons dire que « aussi loin qu'atteignent nos regards, nous voyons des hommes, nous voyons qu'ils diffèrent profondément entre eux par leurs aptitudes, nous voyons que quelques-uns possèdent des formes de croissance plus vigoureuses que les autres – et c'est tout. » (Chamberlain.) La race est en perpétuel devenir; de temps à autre nous voyons apparaître dans l'histoire de ces « groupes humains unitaires » plus stables, plus créateurs que les autres; deux questions se posent alors : comment se forment ces groupes, comment se déforment-ils et tendent à disparaître ? La réponse aux deux questions est d'ailleurs commune, elle tient en un mot : sélection.

c) C'est la sociologie historique qui nous renseigne le mieux sur le processus de formation d'une race : « Une race noble (acceptons le mot, en attendant de lui donner sa pleine explica-

tion), une race noble ne tombe pas du ciel, mais au contraire elle devient noble petit à petit. » (Chamberlain.) Prenons ici l'exemple de l'animal – non pour rabaisser l'homme, mais parce que nous n'avons aucun motif de penser ou de croire que l'homme, en ce qui touche son existence biologique, obéisse à d'autres lois que celles qui régissent l'ensemble du monde vivant. Darwin (dont, bien entendu, les racistes allemands se réclament) nous montre animaux et plantes parvenant, dans la main de l'homme, à une merveilleuse adaptation diversifiée : un cheval de course, un cheval de trait, un terre-neuve et un pékinois sont des chevaux et des chiens; mais combien différents et combien chacun d'eux est supérieur au « cheval » et au « chien » bâtards que nous rencontrons n'importe où, et dont instinctivement nous disons « qu'ils n'ont pas de race ».

La sélection qui les a obtenus est donc l'art et surtout la science de former des groupes raciaux supérieurs et de les maintenir. Elle opère positivement (création) et négativement (maintien).

d) Positivement, les races humaines se sont formées organiquement, du moins devons-nous le supposer, car les groupes raciaux caractéristiques apparaissent dès l'aube de l'histoire. Mais, en même temps que la race apparaît toujours l'endogènie – ou endogamie – c'est-à-dire la limitation des rapports sexuels aux ressortissants d'une même race. Là encore, nous ne devons tenir compte que des faits; c'en est un que nous voyons apparaître l'idée du sang qui doit être maintenu pur de tout mélange aussi loin que nous pouvons remonter dans l'histoire. L'existence de groupes humains distincts et la règle du non-mélange des individus de ces groupes avec d'autres d'un groupe différent sont, pour nous, des phénomènes simultanés.

e) La notion du caractère nuisible du métissage interracial n'est pas nouvelle; Tacite écrit déjà des Germains : « Les différents groupes de Germains purs de tout croisement avec des races étrangères ont formé de tout temps un peuple à part, sans mélange, et qui ne ressemble qu'à lui-même. » Dans la Grèce classique, il était interdit au métèque (c'est-à-dire à l'homme

d'une race non hellène) non seulement de posséder la terre (ce que nous retrouverons en étudiant l'agriculture), mais surtout d'épouser une « citoyenne ». La nature se garde elle-même du chaos racial en limitant l'aptitude à la reproduction des métis : l'homme y répugne instinctivement. Il entoure le métissage de « tabous » sociaux et religieux. L'importance de ces tabous (qui explique la plupart des mythes primitifs, les coutumes du feu sacré, etc.) est fréquemment rappelée par les théoriciens nationaux-socialistes. De cette interdiction constante, ils concluent que « le mélange des souches (raciales) qui, peu à peu, nivelle les caractères est, en dehors de vaines considérations philanthropiques, nettement nuisible au "génie humain" » (2).

Il n'y a pas contradiction entre le caractère nuisible du métissage et le fait que les races actuellement considérées comme fixées sont (probablement) elles-mêmes le résultat d'un métissage ancien; car de même qu'on ne croise plus qu'entre eux (par endogènie) des sujets parvenus à leur plein épanouissement racial, de même l'homme doit chercher à conserver, dans ses descendants, les caractères raciaux qui sont les siens et qu'il considère comme heureux. Les infractions à cette loi d'airain de la nature sont d'ailleurs punies par la nature elle-même. Les métis, dans les cas de beaucoup les plus fréquents, sont des sujets inférieurs à chacun de leurs parents pris isolément, dans les meilleurs cas inférieurs à l'un d'eux et supérieurs à l'autre; mais

(2) W. Darré, *op. cit.* Qui emprunte l'idée – et presque le texte de cette affirmation à... Kant, cité par H. S. C. Citons aussi : « Le premier effet des croisements entre races différentes est de détruire l'âme de ces races, c'est-à-dire cet ensemble d'idées et de sentiments communs qui font la force des peuples et sans lesquels il n'y a ni nation, ni patrie. » Mais, cette fois, la citation n'est pas d'un nazi bon teint, ni même d'un Allemand, mais de G. Le Bon, in *Lois psychologiques de l'évolution des peuples.*

Darwin avait déjà établi que « le croisement libre fait disparaître les caractères » (in *Animals and plants* XIX). Distinction importante entre le *free crossing*, métissage libre, et le croisement sélectif établi après études et expériences. L'homme, qui applique depuis quelques siècles le second aux animaux domestiques et aux plantes avec le succès que l'on sait, le considère comme une hérésie quand il s'agit de l'homme.

ils deviennent ainsi « des éléments de désorganisation sociale ». Cela est d'autant plus vrai que le croisement engage des races dont les caractéristiques fondamentales sont plus différentes.

f) La conséquence la plus déroutante – à première vue – de ces thèses est la suivante : « Bien loin que la formation de la race devienne moins intense dans nos nations, elle le devient nécessairement chaque jour davantage. » (H. S. C.) La même idée est reprise par Rosenberg : les races tendent, non pas à se confondre et à s'uniformiser, comme le laisserait à penser le métissage sans frein des sociétés modernes, mais au contraire à se différencier. Le racisme n'est pas une survivance nostalgique des époques disparues, mais la loi des siècles qui viennent. La race n'est pas derrière nous, mais « devant nous ». A quoi cela tient-il ?

Certaines combinaisons de caractères (physiques et moraux) sont plus stables que d'autres. Certains caractères même sont dominants, ils ont une tendance beaucoup plus forte à reparaître que les autres, qui sont récessifs. Cette loi biologique s'applique aussi aux races humaines ; les généalogistes savaient déjà que, parmi la dizaine de milliers d'ancêtres que compte chacun de nous, si on remonte à une douzaine de générations en arrière, très peu (ceux qu'on appellent les parents) nous ont légué des caractères durables et importants, les autres n'ayant joué qu'un rôle infime. C'est le cas de telle famille royale, où l'on s'étonne de retrouver sans cesse le même type physique – caractère dominant – à travers les siècles.

De plus, le nationalisme politique a remplacé, dans une certaine mesure, le racisme de caste ancien ; il n'y a plus, depuis une dizaine de siècles, de ces grandes migrations de peuples qui amenaient les Mandchous en Russie ou les Sibériens en Allemagne. Les races, comme les nations, tendent à se fixer, à trouver leur état d'équilibre. Ainsi, le racisme serait, non pas un retour en arrière, mais un pas conscient en avant ; puisque la Nature, après avoir créé des races différentes, cherche à les séparer et à les maintenir, le plus sage est d'obéir à ses commandements.

Jusqu'ici, il n'y a rien dans les thèses allemandes qui ne soit conforme aux constatations générales de l'anthropologie. C'est la suite de la démonstration qui soulève le plus d'objections.

g) Ces races sont inégales. Physiquement bien entendu ; mais de plus leurs valeurs propres, c'est-à-dire le type d'homme et la forme de civilisation auxquels elles ont donné naissance, n'ont pas contribué également à la formation et à l'ascension de l'humanité. Certaines d'entre elles n'ont pas pratiquement évolué depuis des millénaires, alors que d'autres se libéraient peu à peu de l'esclavage du sol, de la faim et de la peur et faisaient de la nature leur esclave et non plus leur maître. Les unes ont porté leur civilisation bien au-delà de la zone primitive, d'autres au contraire, ont sans cesse reculé et sont en voie de disparition. La grande loi biologique « le plus apte survit » joue de race humaine à race humaine, comme il joue entre les individus et entre les espèces animales.

h) L'une de ces races (au sens large du mot), la race blanche, a apporté à l'avancement de l'humanité une contribution absolument exceptionnelle. Les valeurs qu'elle a créées, et qu'elle continue à créer, sont peu à peu devenues des valeurs communes à l'humanité tout entière. Non seulement elle a survécu, mais elle a étendu sans relâche, dans le monde entier, son aire de civilisation et de culture. Elle a été « créatrice de culture » partout où elle est arrivée ; sa progression constante, aussi bien par le nombre et par la force physique que par la domination intellectuelle et morale qu'elle exerce sur les autres races, est « un phénomène unique dans l'histoire de l'humanité ». Son aptitude générale à la lutte créatrice la désigne comme la Race-guide, la Race-chef.

Ouvrons ici une parenthèse : il est facile de remarquer que : « Objectivement, il n'existe pas de races supérieures, parce que la supériorité de la race est une conception purement subjective. » (R. Bonnard.) Chaque race propose comme table des valeurs ses valeurs propres, et est ainsi fondée à affirmer sa supériorité, au nombre de cette table de valeurs (ainsi le noir, le polynésien, le sémite peuvent-ils légitimement revendiquer cette supériorité pour leur culture ou leur morale). C'est l'objection déjà faite à Gobineau. Elle est, répondent les Allemands, fallacieuse et abstraite ; certes, il y a un art nègre, une morale chinoise, une

éthique sémite, mais aucune de ces races n'a pu créer ou renouveler les cadres techniques, intellectuels ou artistiques de son existence avec la même aspiration vers le parfait et le même élan que la race blanche. Seule celle-là a sans cesse cherché à faire mieux que ce qui avait été fait avant elle; en dehors du « jaillissement créateur » de l'homme blanc et de son énergie inlassable, l'histoire de l'humanité se réduit à fort peu de chose.

i) Cependant, ce terme de race « blanche » est vague et incomplet. La race blanche est un groupement de races (au sens strict), elles-mêmes différentes et inégales; c'est ainsi que les sémites (Arabes et Juifs) ne sont « blancs » que par la pigmentation.

Les valeurs qu'on attribue à la race blanche appartiennent, en réalité, à un seul de ses rameaux (le rameau indo-européen) et, dans ce rameau, à une seule race, la race nordique.

L'homme nordique existe bien. Il figure dans la classification de Deniker, par exemple, et dans toutes celles (allemandes ou non) qui ont suivi, sous les appellations d'*homo nordicus*, *homo kymricus*. La race à laquelle il appartient est une race « blonde dolicochéphale, de grande taille, les cheveux blonds ondulés, les yeux généralement bleus, la peau claire, la face longue (leptoprosope), le nez droit. On l'appelle aussi race nordique ou germanique, ou kymrique, ou encore, par détermination zoologique, *homo europaeus*. L'appellation de germanique, et mieux encore celle de nordique, indique la répartition géographique de cette race. (3) » Quant au terme d'aryen qu'on lui attribue par confusion depuis Gobineau, il désigne seulement un groupe linguistique indo-européen mal défini.

Au groupe nordique appartiennent actuellement une partie de l'Angleterre et de l'Allemagne, la Suède, le Danemark, une partie de la France et les îlots excentriques. Mais l'étude de l'histoire nous révèle une très large disparition de la race nordique au cours des âges; tous les types de l'iconographie européenne en

(3) G. Pittard, *op. cit.* C'est volontairement que je cite dans ce débat des auteurs français.

sont issus (types grecs et gothiques en particulier). Les grands créateurs, les conquérants, sont presque uniquement des nordiques : Doriens (Grec de la haute époque), Romains, Goths et Burgondes, Normands jusqu'aux temps modernes, Anglais, Flamands, Allemands et Français depuis. La notion spécifiquement nordique de l'honneur (opposée à la pitié) a régné sans partage pendant des siècles sur tout le continent. De là, qu'il s'agisse de Suédois, d'Allemands, d'Anglais ou de Français, les Nordiques sont partis avec succès à la conquête et à la domination du monde. Le rôle historique des autres races d'Europe (Bavarois, Nord-occidentaux, Dinariques, etc.) est beaucoup plus effacé, leur aire de culture propre beaucoup moins étendue. C'est dans la race nordique qu'il faut voir l'expression la plus achevée du génie humain.

j) Jusqu'ici, et en descendant du général au particulier, nous sommes restés sur le terrain « scientifique » : c'est à partir d'ici qu'intervient véritablement le racisme national-socialiste en faisant consciemment passer dans la vie politique de la nation les conséquences des affirmations qui précèdent. Il faut, écrit Darré, « créer des institutions aptes à favoriser l'éclosion et la multiplication des hommes de valeur et restreindre en même temps le pullulement des êtres inférieurs... Par tous les moyens possibles, arriver à ce que le sang qui est "créateur" dans le corps de notre peuple, c'est-à-dire le sang nordique, soit conservé et multiplié, car c'est de cela que dépend la conservation et le développement du germanisme. »

Et Hitler déclare au Reichstag : « Pour la première fois, peut-être, le peuple allemand a compris que de toutes les tâches qui se posent à nous, la plus élevée et la plus sacrée pour l'homme est la conservation de l'espèce créée par Dieu et définie par le sang. Pour la première fois, on s'est rendu compte que cette question a plus d'importance pour la vie de la nation que toutes les guerres victorieuses ou tous les succès économiques. »

Cette tâche est immense, et les théoriciens du régime font couramment allusion aux siècles qui seront nécessaires pour la mener à bien. Cependant – et sans en discuter la nécessité

puisque nous ne présentons ici qu'une thèse – le commencement d'exécution qu'elle a déjà reçu est remarquable par son étendue. Avant de l'aborder, il faut cependant consacrer quelques lignes au mythe de la race, c'est-à-dire à « cet ensemble d'images capables d'évoquer en bloc et par la seule intuition, avant toute analyse réfléchie, la masse des sentiments (4) », qui est, si l'on veut, le roman greffé sur la thèse et qui a joué un si grand rôle dans le comportement du III[e] Reich.

B — Le racisme romantique.

Le créateur en est Rosenberg, Allemand d'origine balte, autour de ce *Mythe du XX[e] siècle* qui est avec *Mein Kampf*, la bible de l'Allemagne nazie. Ouvrage touffu, traversé d'éclairs lyriques, commencé dès 1917 (Rosenberg a alors 24 ans), c'est-à-dire dans une certaine mesure indépendant du régime et qui traduit bien cette poussée brutale de *Sturm und Drang* (assaut et tempête) qui entraîne toute l'intelligentsia allemande à partir de 1918. Nous sommes en effet en plein germanisme, c'est-à-dire dans un domaine difficilement accessible aux étrangers (*le Mythe du XX[e] siècle* a été traduit en français par les éditions Avalon), et dont Heine, exemple étonnant de Juif intellectuellement germanisé qui fait souvent penser à Rathenau, soulignait déjà l'illogisme interne et les contradictions. Les travaux des racistes français (Vacher de Lapouge, en particulier), ceux surtout de Houston Stewart Chamberlain qui, en 1923, reçoit Hitler et pressent à travers l'agitateur obscur le prophète chef du germanisme, donnent au courant raciste une force accrue. Rathenau lui-même écrit vers 1922 que « le sens de l'histoire du monde, c'est la tragédie des races aryennes ». L'occupation de la Ruhr par les nègres, la rancœur de la défaite, creuseront encore davantage ce fossé spirituel qui sépare l'Allemagne nordique d'un Occident dégénéré qui fait appel à des races inférieures pour opprimer d'autres blancs : c'est le moment où Moeller van den Bruck termine par cet appel son *Troisième Reich :* « L'Afrique obscurcit l'Europe. L'animal

(4) G. Sorel.

dans l'homme s'approche en rampant. Nous devons être les gardiens postés au seuil des valeurs. »

Rosenberg utilise toutes ces sources, y joint un apport personnel historique d'une valeur certaine et ébauche ainsi une construction plus impressionnante par son incontestable lyrisme et sa puissance évocatrice que par sa valeur de preuve, puisqu'il suppose, au départ, comme à peu près acquises l'existence et la supériorité d'une race blonde du Nord.

« L'esprit de l'histoire du Monde, écrit-il, est parti en rayonnant du Nord sur toute la terre, porté par une race blonde aux yeux bleus qui, en plusieurs grandes vagues, a formé le visage spirituel de l'humanité, encore fixé tel qu'elle l'avait fait là même où elle a depuis disparu. (5) »

D'où venait cette race blonde ? Peut-être de cette Atlantide engloutie, berceau de la race surhumaine des Atlantes. La naissance simultanée en des points très éloignés les uns des autres de civilisations supérieures et dont la mythologie, le folklore, les connaissances mathématiques, etc., présentent des analogies fréquentes, serait inexplicable si l'on niait leur origine commune, origine qui fait d'ailleurs le fond de tous les mythes anciens.

Les Libyens, issus de cette première vague nordique d'Egypte, les Perses aryens de Zoroastre, les Hindous anciens, les Hellènes ont été des colonies « atlantes » ; de cette fabuleuse origine ont subsisté des civilisations dont nous pressentons, à travers leurs monuments ou leurs rites, qu'elles furent supérieures à celles qui les suivirent immédiatement. L'un des traits caractéristiques de cette civilisation est la « construction cyclopéenne » ou plutôt mycéenne, que les Doriens importent en Grèce, un autre la présence du svastika. Mais, progressivement, les influences dissolvantes de la pensée sémitique (syriaque, socratique, étrusque, etc.) et de la magie chtonienne ont ruiné l'harmonie du monde antique dont la philosophie s'est vidée de son contenu et dont Platon lui-même n'est plus qu'un représentant attardé. Le christianisme paulinien consacre la fin de la conception du monde des

(5) A. Rosenberg – sans autre indication, toutes les citations de ce chapitre sont tirées du *Mythe*.

aryens primitifs, c'est-à-dire la mort de cette première grande vague du nordisme que nous connaissons si mal. Il triomphe à Rome, malgré les efforts de quelques empereurs, et bientôt dans tout l'Occident.

Depuis le début de l'ère chrétienne, c'est le germanisme qui a repris le flambeau de la pensée créatrice, tombé sous les coups des sectes d'inspirations orientales et étrusques (6), des mains de Rome. Deux siècles plus tôt, les Cimbres et les Teutons avaient failli emporter la vieille civilisation romaine puis, refoulés chez eux, ils avaient cependant réussi à chasser l'envahisseur romain des forêts germaniques. Hermann le Chérusque (Arminius), vainqueur de Varus, apparaît comme le premier héros national allemand, et bientôt, dans cette lutte entre une race autrefois belle qui s'est laissée contaminer par la lie de la terre, et sombre dans l'orgie du Bas-Empire, et la jeune race blonde, c'est celle-là qui l'emporte définitivement et domine l'Europe pendant les dix premiers siècles de l'ère chrétienne. Le christianisme positif (c'est-à-dire celui du Christ nordique triomphant par l'épée, et non du Rabbi geignard et humilié) a « réveillé les forces du sang nordique, comme l'avaient fait les premiers Germains lorsqu'ils pénétrèrent en Italie ».

La puissance de cette invasion germanique a été telle que « aujourd'hui encore, environ deux mille ans après l'apparition des Germains, si se manifestent n'importe où des civilisations, une énergie créatrice et un audacieux esprit d'entreprise, ces forces – même si elles se font une guerre acharnée – doivent uniquement leur existence à la nouvelle vague nordique ». Cette nouvelle tentative nordique pour s'assurer la domination du monde occidental prend des formes diverses et se heurte à de nombreux adversaires. C'est ainsi (toujours en suivant Rosenberg) que les Saxons, écrasés par Charlemagne, représentent une résistance du germanisme aux tentatives d'universalisation romaine ; et de même Henri le Lion résistant aux empereurs.

(6) Il semble d'ailleurs que Rosenberg se soit trompé sur le rôle de la culture étrusque dans l'histoire de Rome.

Mais bientôt c'est la Papauté qui entre en conflit ouvert et violent avec le Nordisme; préfiguration du combat entre une Internationale et la Nation qui, sous une forme ou une autre, dure encore; combat qui n'est lui-même que l'aspect visible de l'opposition entre une conception sémite, universaliste et matérialiste du monde, et la *Weltanschauung* nordique, raciale et nationale, fondée sur l'honneur et la fidélité.

Les Croisades ont été une preuve magnifique mais inutile du courage nordique; la papauté réussit là un « tour de passe-passe » politique qui lui a assuré pour quelques siècles la domination sur un nordisme épuisé. Seuls, les Chevaliers de l'Ordre teutonique, en cherchant vers l'Est un champ d'action nouveau pour le germanisme, réussissent alors à briser l'étreinte de l'Internationale romaine. Mais la Renaissance et la Réforme marquent un réveil du sang nordique. Michel-Ange, Dante (qui emploie, en réaction contre le latin universaliste, un dialecte national), Maître Eckhart, qui fait appel contre la scolastique inerte au jaillissement mystique de l'âme allemande, Léonard de Vinci, créateur puissant, sont avant tout des nordiques. La révolte contre Rome atteindra son point culminant avec Luther, fondateur d'une religion nationale allemande et nordique, dans laquelle la communication intime avec Dieu remplace les moineries et le formulaire abêtissant de la religion romaine. La traduction de la Bible en allemand (qui brise le privilège latin de la religion), l'invention de l'imprimerie, marquent les étapes principales de cette renaissance du nordisme. A elle s'oppose l'action tenace et néfaste des Jésuites, fondés par un non-aryen, le Basque de Loyola.

A l'intérieur de chaque nation, Rosenberg retrouve les traces de cette lutte tragique du sang nordique contre l'envahissement de l'humanité inférieure. La féodalité médiévale avait pour objet essentiel de maintenir la séparation raciale entre les Germains vainqueurs et les autochtones vaincus; et ce n'est pas par hasard (nous suivons Rosenberg) que la Révolution française (qui crée l'Internationale démocratique, s'attaque de préférence aux descendants typiques, grands et blonds, des premiers maîtres. Ceux-là, chassés du pouvoir, conservent cependant leur esprit de caste.

C'est ainsi qu'entre 1810 et 1850 des observateurs sont frappés de retrouver en France même, aux bals de la Marine, une majorité d'officiers grands et blonds, aux yeux bleus. Cette constance du nordisme, c'est en Allemagne surtout qu'elle reste visible : « Une légende héroïque du Nord, une marche prussienne, une composition de Bach, un sermon de Maître Eckhart, un monologue de Faust, ne sont que diverses expressions d'une seule et même âme, les créations de la même volonté. »

Cette âme, cette volonté, sont avant tout tendues vers une vie héroïque, et c'est en cela que le Nordisme est foncièrement opposé au sémitisme. Alors que pour le sémite il ne peut y avoir de but que la domination matérielle du monde, le nordisme cherche, d'abord et uniquement, à créer des valeurs, valeurs plastiques (ce dont le Juif, parfois interprète, mais jamais créateur, est incapable), valeurs philosophiques ou politiques. Napoléon déclarait à Erfurt (cette fois c'est W. Rathenau qui le note) : « La politique, c'est la destinée. » Mais, continue Rathenau, « le temps n'est plus loin où nous pourrons écrire l'économie, c'est la destinée ». Conception essentiellement sémite, à laquelle il faudrait opposer (dans l'esprit de Rosenberg) celle d'un des protagonistes des « Réprouvés » : « Nous ne luttons pas pour rendre le peuple heureux, nous luttons pour lui imposer une destinée. »

Cette destinée, celle de l'Allemagne du XX^e^ siècle, c'est de relever le flambeau de la pensée et de l'action nordique que la France puis l'Angleterre ont laissé tomber de leurs mains ; c'est de reprendre à la fois la marche en avant vers l'Est des Chevaliers Porte-glaives et la lutte contre les Internationales noire (celle de Rome) et rouge (celle de Marx). Pour cela, il est nécessaire de créer un État où le rôle du sang soit de nouveau exalté. La guerre de 1914-1918, la première guerre que l'Allemagne ait menée en tant que nation unie, a été perdue parce que très peu d'hommes dans la nation (et les gouvernants de la nation eux-mêmes) comprenaient son sens exact ; et cependant elle a eu cette conséquence prodigieuse de donner à tous les Allemands le sentiment de leur destinée historique commune. Maintenant, l'Allemagne est un Reich nordique et doit agir comme tel au milieu d'un

monde qui a perdu « le sens de la hiérarchie des valeurs ».

La Croix gammée, « ce symbole du travail créateur de l'"Aryen", a de nouveau repris sa pleine signification, opposée à l'universalisme sémite et à la confusion syriaque. L'Allemagne doit faire triompher la renaissance de l'âme raciale nordique et la reconnaissance intérieure de sa valeur transcendantale comme une étoile polaire de toute notre existence. » Ainsi seulement pourra être conjuré le destin tragique de l'Occident – car « le déclin de l'Occident ne vient pas – il est déjà présent à nous. Mais la renaissance du germanisme, de tout ce qui est allemand, est à la porte ».

Des esprits latins ou anglo-saxons comprennent difficilement comment une conception du monde aussi lyrique, aussi éloignée de toutes les habitudes modernes de penser et de sentir a pu avoir une telle influence sur un peuple qui, à l'occasion, est l'un des plus « techniciens » de la terre. Cette influence est réelle cependant, et elle explique un large secteur de la vie politique du national-socialisme allemand. C'est cela, avant tout, qu'il ne faut pas oublier.

C — Discriminations raciales et antisémitisme

Les races non-nordiques doivent être traitées en fonction de la place qu'elles occupent sur l'échelle des races. Viennent d'abord les groupes apparentés aux Nordiques (Scandinaves, Anglo-Saxons, Flamands), puis les races qui, tout en restant inférieures à la race nordique, ont créé et maintenu des formes de culture valables : Latins, Celtes, sémites non-Juifs, Slaves – ces derniers cependant, du fait de leur fécondité et de leurs attaches asiatiques, constituent un danger pour le nordiste. Jaunes et Noirs sont, bien entendus, de l'autre côté de la *colour bar*.

Mais aucune de ces races n'a été l'objet de la part des nazis d'une hostilité aussi violente que les Juifs : non pas d'ailleurs que les racistes aient considéré les Juifs comme la race inférieure à toutes, mais parce qu'ils estiment, au contraire, que la race juive, par son dynamisme, par sa puissance d'infiltration et de « dissolution » des autres races, représente pour le nordisme un risque

permanent de corruption et de décadence. De même qu'il existe dans le règne végétal des incompatibilités de coexistence entre certaines plantes, les unes se comportant vis-à-vis des autres comme de véritables antibiotiques, la race juive est la « contre-race » du nordisme, son antibiotique. Ainsi, l'antisémitisme du IIIe Reich est-il devenu l'un des facteurs dominants de sa politique ; il n'est pas exagéré d'écrire que les amis ou les ennemis que le national-socialisme s'est fait en Europe et dans le monde, les réactions favorables ou haineuses qu'il a suscité entre 1930 et 1939, ont été pour une large part la conséquence de sa politique juive. Il faut donc replacer celle-là dans un cadre plus général et pour cela, nous étudierons successivement :

a) la constance historique de l'antisémitisme ;
b) la situation des Juifs en Allemagne ;
c) les mesures antisémites du régime.

a) L'antisémitisme est de tous les temps et de tous les lieux ; c'est là le fait, impossible à nier, qui domine toute la question juive. On le voit apparaître chez les Égyptiens, chez les Assyriens et les Chaldéens, chez les Romains. Au Moyen Âge, l'envahissement de l'Europe par les Juifs (ashkenazim au Nord et à l'Est, sefardim dans le bassin méditerranéen) est combattu systématiquement, d'une part, par la papauté (qui impose aux Juifs en 1215 par le IVe Concile de Latran, le port de la « rouelle » ou cocarde rouge et jaune), de l'autre, par les monarchistes : en France en particulier, l'expulsion des Juifs est ordonnée par des rois aussi différents que Saint Louis et Philippe Le Bel et, en fait, c'est moins une mesure de brimade contre les Juifs qu'une conséquence de l'antisémitisme latent du peuple. Il faut arriver à Louis XIV (que Saint-Simon nous montre assez platement flatteur devant le financier Samuel Bernard) pour voir apparaître un compromis entre l'antisémitisme traditionnel et la puissance croissante des banquiers d'Israël. En émancipant en bloc la communauté juive de France (d'ailleurs non sans débats), la Convention leur donne toute latitude pour poursuivre l'asservissement financier de la France : le XIXe siècle est la grande époque des banquiers (les Rothschild, les Pereire, les Fould) et des hommes

politiques (Crémieux, Gambetta, Disraeli) juifs. Dès lors, et après la bataille autour de Dreyfus, qui montre à quel point l'antisémitisme avait des racines profondes dans le pays, il faut passer en Russie pour trouver de véritables manifestations antijuives et des pogromes répétés. A la fin de la Première Guerre mondiale, l'antisémitisme semble banni des nations civilisées, au moins sur le plan officiel, et il faudra la violence de la propagande hitlérienne pour lui redonner une activité brûlante.

Cette constance historique de l'antisémitisme, sans justifier l'antisémitisme hitlérien, oblige à abandonner à son sujet quelques notions fausses : le national-socialisme n'a pas inventé la lutte contre les Juifs, il a seulement repris à son compte, pour quelques années, un phénomène sociologique qui existait avant lui (et existera probablement longtemps encore). Quant à l'idée que les nazis ont choisi, avec préméditation, le Juif comme bouc émissaire, soit pour escamoter le problème du capitalisme aryen, soit pour expliquer et excuser les erreurs ou les échecs du régime, elle est également assez simpliste. Il est beaucoup plus probable que, comme ils le font pour leur malheur dès qu'ils se sentent les maîtres d'un pays, les Juifs d'Allemagne se sont rendus finalement intolérables à un pays qui, jusque-là, les avait fort bien accueillis, par leur omniprésence arrogante. C'est donc sur la situation des Juifs en Allemagne entre 1900 et 1933 qu'il faut revenir un peu longuement pour mieux comprendre les raisons immédiates de l'antisémitisme hitlérien.

b) Le pourcentage des Juifs en Allemagne (1,2 %) est inférieur à la moyenne de l'Europe Centrale et Orientale (3,5 à 4 %), mais supérieur à celle de la France (0,5 %) ou de l'Angleterre (0,7 %). Ce pourcentage (qui rend par lui-même le problème juif plus aigu en Allemagne qu'en France) s'explique par le fait que le Reich a toujours été une étape, un « bassin de décantation » pour l'élément juif chassé de Pologne ou de Hongrie par les pogromes, et en route vers les pays plus « tolérants » (France et Angleterre). Mais une fraction (en général la moins intéressante) de ces Juifs s'arrête et se fixe en Allemagne ; la dynastie des Hohenzollern, très tolérante (trop, disent les nazis) leur y garan-

tissait toute tranquillité. Guillaume II n'avait même pas hésité à s'entourer de Juifs (Ballill, Rathenau). Notons aussi que ces Juifs allemands, très attachés à leur pays d'adoption (le yiddish est un « sabir » à base d'allemand), sont en général des ashkenazim (petits, bruns), de type inférieur aux Juifs nobles sefardim d'Espagne et du Midi, nombreux en France par exemple.

L'Allemagne devient donc, dans les premières années du XX^e siècle, l'un des pays d'Europe les plus favorables aux Juifs, une sorte de Terre Promise, entre une Russie antijuive et une France assez hostile. Ils ne tardent pas à s'y assurer, dans l'économie, une place prépondérante ; mais la défaite de 1918 leur donne la possibilité d'entrer de plain-pied dans la vie politique du pays, c'est-à-dire de se mettre dangereusement en vedette. Quand un Allemand jette les yeux en arrière, sur les douze ans qui furent ceux de la République de Weimar, quels noms voit-il s'inscrire dans l'histoire de son pays ? Erzberger, Haase, Liebknecht, Rosa Luxembourg, Eisner, Toller, Liévin, Liévine, Axelrod, le docteur Preuss, Paul Lévi, Rosenfeld, Rathenau, Dittmann, Cohn, le docteur Melchior, Joffé, Sontheimer, Marut... Arrêtons ici l'énumération ; pacifistes veules, agitateurs et fous, terroristes, rédacteurs de constitution, financiers, escrocs, politiciens, journalistes, autant de noms, autant de Juifs.

Dans le domaine économique, ceux-là se signalent d'abord (comme en France à la même époque avec Natan et Stavisky) par une série de scandales financiers : scandale Sklarek à Berlin, affaire de la Favag, affaires Blumenstein (textiles), Davenheim, Katzenellenbogen (7), Schultheuss. De plus, massés dans les villes (ils sont cent soixante mille à Berlin seulement), ils y accaparent le commerce, les professions libérales, ce qui est assez normal en régime de libre concurrence, mais irrite l'autochtone auquel ils finissent par interdire pratiquement certaines professions ; à Berlin par exemple, ou résident 42,7 % des Juifs allemands, ils forment les pourcentages suivants des différentes pro-

(7) Sans doute un parent de Karl Marx. Il n'a tenu (si la petite histoire dit vrai) qu'au remariage de la mère de Marx que celui-là ne s'appelât (de son vrai nom) Katzenellenbogen (coudes-de-chat) ! Le nom de Marx, s'il eût été plus long...

fessions : 42 % des médecins (et 68 % des médecins de la Sécurité sociale), 35 % des dentistes, 48 % des avocats, 56 % des notaires, 35 % des professions libérales, 72 % des agents de change et boursiers ; 70 % des biens fonciers et immobiliers de la capitale sont entre leurs mains. Ils dominent la Banque (où leurs positions sont tellement fortes que les nazis ne réussiront pratiquement pas à les en expulser) et partiellement quelques secteurs de l'industrie (industrie légère, chimique, constructions navales). Leurs liaisons internationales leur ont permis d'être les grands profiteurs de la crise de 1923. Cette présence est d'autant plus sensible (et d'autant moins facilement supportable) que les Juifs sont moins dispersés. L'antisémitisme est peu répandu dans les campagnes (où, sauf comme prêteur sur hypothèque, le Juif n'apparaît pas) et dans le prolétariat (qui n'a à faire à lui que d'assez loin, mais jamais à l'atelier). Il se concentre donc dans la classe la plus directement menacée par cet envahissement – la classe moyenne, car la haute bourgeoisie s'accommode dédaigneusement, mais efficacement, de leur présence. Cette classe moyenne, clientèle principale du mouvement hitlérien, les voit à l'œuvre dans toute l'Allemagne, parce qu'elle les voit effectivement dans son domaine traditionnel, commerce et professions libérales. Elle attribue leur succès, non à des talents réels, mais à leur malhonnêteté foncière, à leur manque de scrupules, à leur exclusivisme racial et à leur entraide et, peu à peu, en conclut que la condition préalable au redressement du pays est l'élimination des Juifs – une élimination économique. Et cette préoccupation rejoint celle des penseurs activistes nazis qui voient, moins dans les individus juifs que dans la judaïsation spirituelle du monde occidental, le péril à combattre. Ainsi, l'Allemagne, pays traditionnellement tolérant pour les Juifs – le plus tolérant d'Europe – s'engage-t-elle dans la voie de l'antisémitisme.

c) De 1933 à 1939, nous pouvons distinguer trois périodes dans l'action antisémite du Troisième Reich.

1 – Une phase légale, limitée mais doublée de brimades officieuses. Elle occupe les premiers mois qui suivent la prise du pouvoir. Cependant que les SA poursuivent les Juifs dans la rue

pour des « corvées de nettoyage » ou pour les affubler du bonnet jaune et organisent le 1er avril une journée de boycottage, les Juifs sont en avril éliminés du fonctionnariat de carrière (à l'exception des anciens combattants, fils et pères d'anciens combattants, ou des fonctionnaires en place avant le 1er août 1914), puis la mesure est étendue aux Allemands mariés à une Juive. Le *numerus clausus* est introduit dans les universités (1,54 % d'étudiants juifs autorisés). La nationalité allemande est enlevée aux Juifs émigrés, relativement peu nombreux, puisque le chiffre total des Israélites d'Allemagne en juin 1933 atteint encore cinq cent mille, soit quarante-six mille de moins qu'en 1925.

La tendance du gouvernement semble être alors de n'éliminer du pays que les Juifs non-assimilés ou politiquement suspects, spécialement les intellectuels ; les autres doivent se constituer, à l'intérieur du Reich, une existence matérielle et culturelle propres : « Nous souhaitons que, dans le domaine qui lui est dévolu, la race juive développe une culture correspondant à son âme raciale. » (Frick, Nuremberg 1933.) Si cette politique s'était poursuivie, peut-être aurions-nous vu le « germanisme » réel et profond des Juifs allemands leur faire préférer, dans l'ensemble, une situation diminuée dans leur patrie adoptive à une émigration, avec tout ce que cela comporte pour les Juifs de souffrances et de désespoir millénaires.

Mais cette répression est, en fait, insuffisante au gré des extrémistes du Parti. Des départements comme les Affaires étrangères et les Finances ont gardé leurs Israélites, malgré les lois d'avril ; aucune restriction légale n'est apportée à l'exercice du commerce et des professions libérales ; en réponse à un télégramme de protestation de la Ligue internationale contre l'antisémitisme, qui avait suivi le boycott, « l'Association nationale des Juifs allemands » – qui sait qu'en définitive ce sont les Juifs allemands qui supporteront le contrecoup des excitations de l'extérieur – affirme au nom de ses adhérents que les « Juifs allemands à tendance nationale désapprouvent résolument toute tentative pour faire pression sur le gouvernement allemand par l'intermédiaire de l'étranger ».

2 – A partir de 1935, les antisémites professionnels du Parti (Goebbels, Streicher) l'emportent sur les modérés (Göring, Schacht), et les lois raciales de Nuremberg (septembre 1935) retirent aux Juifs la « citoyenneté » pour en faire des « ressortissants ». Ils perdent ainsi le droit de vote, le droit au service du Travail et au service militaire (même s'ils sont volontaires) et celui d'arborer le drapeau allemand. Les mariages mixtes sont interdits. En même temps commence l'élimination des Juifs des carrières libérales et commerciales et se généralise dans le pays la pratique des établissements (théâtres, bains et restaurants) interdits aux Juifs. Ces mesures vexatoires (et prétendues « spontanées ») permettent au gouvernement d'affirmer que l'antisémitisme est une réaction « populaire » qu'il ne fait que canaliser et codifier. Mais brimades des troupes ou lois concourent au même résultat : bon gré, mal gré, les Juifs qui ne veulent ou ne peuvent pas émigrer (car les pays démocratiques eux-mêmes sont arrivés à « saturation ») doivent organiser à l'intérieur un ghetto virtuel. Le culte reste libre, le régime semble même préférer les Juifs pratiquants (plus facilement repérables) aux Juifs modernes. La communauté israélite a ses écoles, ses associations artistiques et même son Secours d'hiver. Sa situation, en fait, est alors assez semblable à celle de la minorité noire aux Etats-Unis, mesures légales en sus. Quant à ceux des Juifs que leurs compétences ou leur fortune rendent indispensables au régime (et ils sont relativement nombreux), ils sont soit aryanisés à l'amiable, soit considérés comme J.W.W. (*Jude Wirtschaftlich Wertwol* – Juif économiquement précieux), ce qui les met à l'abri des persécutions, aussi longtemps au moins que le régime a besoin d'eux.

3 – En 1938, nouvelle offensive légale qui vise surtout le secteur économique. Cette fois, les professions de médecins, avocats, conseils, notaires, dentistes, agents de change, marchands de biens fonciers, etc., leur sont pratiquement interdites, sauf dans les agglomérations à forte densité juive, ou quand l'exercice de cette profession s'applique à d'autres Juifs. Entre 1933 et 1938, le pourcentage des Juifs dans les professions libérales tombe de 42 à 22 % de l'ensemble de ces professions, et de 22 à 8 % pour la seule année 1938. En fait, il n'y a donc pas, et il n'y aura pas jus-

qu'à l'écroulement du régime, d'élimination absolue des Juifs, élimination qui désorganiserait brutalement le pays, mais c'est à cela que tend, à plus ou moins brève échéance, l'action des nazis.

Le 7 novembre 1938, le meurtre à Paris du Conseiller d'ambassade von Rath par un jeune Juif polonais, Herschel Grynzpan, qui déclare « avoir voulu faire un exemple », va grossir démesurément le courant antisémite. Un pogrome violent (10 et 11 novembre), qui fait de deux à trois cents morts, est suivi d'envois massifs en camp de concentration, d'une recrudescence de l'émigration et d'une série de mesures légales : paiement, par la communauté juive, d'une amende d'un milliard de marks, réparation des dégâts causés par le pogrome, confiscation des indemnités versées par les assurances, ce qui porte en fait l'amende à plus de deux milliards de marks. De plus, les dernières tolérances professionnelles disparaissent; c'est ainsi que le pourcentage des avocats juifs de Berlin, passé de 48 à 23 entre 1933 et 1938, puis à 10 en novembre, est tombé à 0,4 en décembre, c'est-à-dire en fait que les Juifs ont été éliminés du barreau. Il est enfin interdit aux Juifs de posséder une auto et leur passeport est marqué d'un J. En juillet 1939, une loi instituera une « Union des Juifs d'Allemagne » qui représente auprès du gouvernement les israélites de la collectivité et transmet à celle-là ordres et instructions.

Conclure, quant à cette question, est évidemment impossible; cela reviendrait à exposer et à discuter l'ensemble du problème juif, ce que nous ne pouvons faire ici. Notons seulement que, jusqu'en 1939, il est exagéré de parler – comme on l'a fait – d'une proscription comparable à celle qui a suivi en France la révocation de l'édit de Nantes. Ni le niveau culturel ni le niveau scientifique du Troisième Reich ne semblent avoir baissé à la suite de l'élimination des Juifs autant qu'on pouvait le craindre. Si l'on excepte quelques personnalités réellement exceptionnelles (le professeur Einstein ou E. M. Remarque, par exemple) la « perte de substance » a été limitée – en partie d'ailleurs grâce à des aryanisations discrètes, comme celle de Léni Riefenstahl ou du peintre Fischer. Cette remarque, bien entendu, laisse entièrement posée la question de principe : la discrimination raciale (juifs ou noirs) ou religieuse est-elle admissible actuellement?

L'opinion mondiale, dans sa presque totalité, ne l'a pas admise – au moins entre Allemands et Juifs —, et c'est la réaction contre l'antisémitisme, beaucoup plus que la haine du fascisme, qui a été le ciment moral de la coalition antihitlérienne. Il y a à cela, semble-t-il, deux raisons. D'une part, les Juifs, tout en gardant un certain exclusivisme de race, se sont occidentalisés au point que les persécutions contre des Juifs allemands ont pris plus d'importance, aux yeux de l'opinion étrangère, que les persécutions politiques contre d'autres Allemands; en d'autres termes, le monde entier n'a pris fait et cause pour les Juifs (Allemands) contre Hitler que parce que les Juifs sont implicitement considérés comme des « citoyens du monde » – et des citoyens de première importance (8). D'autre part, on admettait encore – avec bien des grincements de dents – que les collectivités sociales ou ethniques envahies et pratiquement colonisées par les Juifs en manifestent quelque irritation (irritation verbale au moins, et il se trouvait même de bons esprits pour expliquer les pogromes chroniques par la nécessité de ramener un juste équilibre entre deux « frac-

(8) Il est tout de même remarquable que la même opinion mondiale qui ne s'était jamais élevée contre le racisme anti-Noir des U.S.A., les « discriminations raciales » dans les pays coloniaux britanniques et français, les lois d'immigration anti-asiatiques, etc. (la S.D.N. avait refusé d'inscrire « l'égalité de races » dans le texte du Covenant) se soit indignée avec un tel ensemble dès la première (et assez anodine) mesure des nazis, le boycott antijuif d'avril 1933.

Ce n'est que par l'effet d'un malentendu (soigneusement entretenu d'ailleurs) que les Juifs ont pu se poser en champions de l'antiracisme contre le racisme. L'effet d'un malentendu et de l'incapacité d'esprit des « universalistes » (chrétiens ou démocrates) à concevoir la pensée « hiérarchique ». Le racisme juif est en fait le plus virulent, le plus tenace et le plus « réussi » des racismes. C'est sans doute par antiphrase que les Juifs ont appelé « Ligue internationale contre le racisme » une de leurs organisations de défense raciale. Disraeli, juif lui-même, écrit dans *Coningsby :* « La race est tout, il n'y a pas d'autre vérité. Et toute race court à sa ruine qui se montre insoucieuse de préserver son sang. » On croirait entendre Hitler. Et Chamberlain, bon observateur, voit dans les sefardim, Juifs méditerranéens, beaucoup plus attachés à la Loi et moins métissés que les ashkenazim, centraux et orientaux, de descendance inférieure, une confirmation éclatante de ses thèses. Il écrit en parlant d'eux : « Voilà de la noblesse au plein sens du mot, voilà de l'authentique noblesse de race ». (*op. cit.*). Darré, Rosenberg pensent de même.

tions » de la nation (ce qui s'était produit depuis l'époque des Pharaons jusqu'au XIX^e siècle), mais la forme de pogrome inaugurée par les nazis, pogrome légal et permanent, apparût à bon droit comme portant en elle-même, du fait de son exagération, de sa démesure, sa propre condamnation. Ce qui, de la part de ces nazis, était d'autant plus maladroit que les Juifs allemands, par leur goût du travail et de la science, comptaient, de l'avis général, parmi les plus estimables du monde.

Ainsi, ces quelques remarques ne valant que pour la période 1933-1939, c'est avant tout la systématisation et l'aggravation de l'antisémitisme nazi qui le condamnent; encore ne faudrait-il pas de cela passer – comme on le fait trop facilement – à une systématisation encore plus dénuée de sens : tous les nazis n'ont pas été antisémites; l'antisémitisme, ce n'est pas tout le nazisme – tant s'en faut.

D — Natalité et eugénisme.

La fécondité est un étalon assez sûr de la volonté de puissance d'une nation : l'Italie de la Renaissance, la France du XVIII^e siècle qui faillit établir une hégémonie européenne durable, l'Angleterre du XIX^e siècle qui étendit la sienne sur les deux tiers du monde connu, ont été avant tout des nations fécondes. La fécondité est même une conséquence directe de cette volonté de puissance – ou, mieux, de la « foi dans les possibilités » – et, à son tour, elle entretient dans un peuple fécond des représentations collectives de puissance et d'appétit, génératrices de progrès technique et d'activisme militaire et politique. Mais, sur le plan individuel et dans le cadre de l'économie capitaliste, la fécondité est une gêne – le propriétaire est celui qui possède des « biens » et en jouit, le prolétaire est, dans toute la rigueur du terme, celui qui n'a que des enfants et doit, pour les élever, hypothéquer ou vendre leur force de travail. Ainsi s'opposent un impératif collectif (national – « Il n'est richesse que d'hommes »), le nombre est puissance, et un impératif individuel (« Il n'est de mieux-être que dans la stérilité. ») Au début du XX^e siècle, à l'apogée du régime bourgeois-capitaliste, la quasi-totalité des nations européennes

avaient choisi la stérilité. Cette stérilité n'empêchait d'ailleurs pas l'accroissement brut du chiffre des populations. Mais cet accroissement, qui masquait la chute réelle de la fécondité, correspondait à un vieillissement de la population, dû lui-même aux progrès de l'alimentation et de l'hygiène. L'échéance de la dépopulation, le « niveau critique » à partir duquel un pays est voué en tout état de cause aux invasions silencieuses ou militaires, n'étaient que déplacés. Prenant conscience du danger, les nations occidentales, à partir de 1930, appliquent empiriquement des palliatifs peu efficaces à la situation. C'est cette évolution que nous allons pouvoir suivre pour le Reich.

L'Allemagne, contrairement à l'opinion reçue généralement, n'était plus, depuis le début du XX^e^ siècle, un pays à forte fécondité. Entre 1900 et 1913, le chiffre annuel des naissances tombe de deux millions à un million huit cent trente mille, puis à un million six cent mille en 1920, un million quatre cent mille en 1922, un million deux cent soixante huit mille en 1924, un million deux cent vingt-huit mille en 1926, un million cent quatre vingt-deux mille en 1928. On enregistre encore un million de naissances en 1931 (c'est-à-dire la moitié du chiffre de 1900, ce qui ne suffit pas à maintenir le niveau démographique allemand), mais ce chiffre tombe à neuf cent cinquante-sept mille en 1932. Le taux de reproduction est cette année-là en-dessous de celui des voisins immédiats du Reich : 14,7 naissances pour 1.000 contre 35 pour la Pologne par exemple, et même en-dessous de celui de la France (16,3) considérée pourtant comme un pays de forte régression démographique ; l'excédent pour 1.000 est tombé de 1928 à 1930, 1932, 1933, de 7 à 6,5, 4,3, 3,6. Dans les grandes villes, la chute, accélérée par la sous-alimentation chronique et l'anarchie morale, est encore plus nette. En 1932, à Berlin, l'excédent des naissances n'est plus que de 8 pour 10.000. Il fait place en 1933 à un excédent de décès. Les conséquences de ce recul (et spécialement le vieillissement de la population) mettent en jeu l'existence même du pays.

C'est donc, dans ce domaine également, à un redressement complet de la situation que va procéder le gouvernement nazi. Les moyens qu'il emploie pour cela sont devenus classiques par

la suite : à l'époque, ils suscitèrent surtout de l'ironie, et ils en susciteraient encore si l'expérience n'avait pas prouvé que les États modernes entièrement politisés seraient fatalement amenés, par les mêmes moyens, à s'ingérer activement dans le secteur démographique, comme ils le font dans le secteur économique.

Ces moyens sont psychologiques et « financiers ». La propagande souligne la noblesse de la maternité, ses joies, etc. « La fierté de la femme, écrit W. Darré, consiste à devenir mère de toute une famille et à recevoir dans un fils noble la confirmation de sa propre valeur. » Mais le réalisme de cette politique se marque surtout par les mesures matérielles d'aide à la repopulation : prêts aux jeunes ménages et prêts d'aménagement agricole, dont le montant remboursable diminue d'un quart à chaque naissance, généralisation des allocations à la famille, aide aux mères, avantages accordés à la femme restant au foyer, politique de logement et d'hygiène familiale, etc. Leur réussite est indiscutable ; le chiffre des mariages augmente brusquement. Cinq cent seize mille en 1932, sept cent quarante mille en 1934, soit + 43,5 %. Celui des naissances passe de neuf cent cinquante-sept mille en 1932-1933 à un million cent quatre-vingt un mille en 1934 (+ 23 %) ; de 1933 à 1939, le taux pour mille des mariages passe de 9,3 à 11,8 – le taux brut des naissances de 3,3 à 7,8, l'excédent des naissances, qui était de trois cent soixante mille pour la période de sept ans 1925-1933 passe à deux millions pour la période de six ans 1933-1939, pour atteindre, pour la seule année 1939, six cent vingt-cinq mille sept cent quatre-vingt. En France, au contraire, c'est pendant la même période et spécialement pendant les années de prospérité suivant la déflation, que la balance se renverse : 1934, excédent des naissances 42 830 ; 1935, excédent des décès 19 476.

En même temps (en Allemagne) l'amélioration générale des conditions de vie de la famille se traduit par la baisse de la mortalité infantile : (en %)

1920 : 13,1	1936 : 6,6
1933 : 8	1937 : 6,4
1934 : 6,9	1938 : 6
1935 : 6,8	1939 : 6

Ce dernier taux étant l'un des plus bas d'Europe.

Le chiffre indiqué plus haut de deux millions de naissances excédentaires sous le régime hitlérien explique, en partie, les difficultés croissantes que rencontre le Reich à maintenir (et encore plus à augmenter) le niveau de vie de la population; c'est, en effet, la contrepartie de toute politique nataliste, qu'elle ne paie qu'à longue échéance. Il témoigne cependant du « climat » de confiance et, dans une certaine mesure, de prospérité des années 1933 à 1939, climat en dehors duquel les mesures d'aide matérielle indiquées resteraient inopérantes.

Autant que la quantité des naissances, l'État cherche à en assurer la qualité pour donner à la communauté allemande une base sanitaire solide. Le national-socialisme s'engage dans la voie de l'eugénisme, et c'est l'un des aspects de sa politique qui a frappé le plus, et à bon droit, tous les observateurs. On sait par ailleurs quelles tempêtes de sottises et d'hypocrisie ont soulevé les mesures eugéniques, et à quelle opposition dogmatique intransigeante elles se sont heurté de la part de l'Église catholique. Il faut donc entrer dans le détail de ces mesures.

Le problème des maladies héréditaires avait déjà retenu l'attention de Hitler (*Mein Kampf* pas.) qui affirmait qu'un eugénisme à l'échelle mondiale, poursuivi pendant six siècles, débarrasserait l'humanité de la plupart de ses maladies. Il est donc normal de voir le régime s'attaquer à cette question dès son avènement.

La loi sur la stérilisation (14 juillet 1933) légalise et rend dans certains cas obligatoire « l'empêchement de procréer » opposé aux malades atteints des maux héréditaires suivants : idiotie (congénitale), schizophrénie caractérisée, démence maniaque dépressive, épilepsie, chorée, cécité et surdité héréditaires, et « graves défectuosités physiques » (ce dernier terme comprenant notamment la syphilis au stade incurable). Précisons qu'il s'agit de maladies qui, dans l'état actuel de la science, sont considérées comme transmissibles héréditairement « avec grande probabilité »; l'opération elle-même, sous la forme stipulée, ne prive le sujet stérilisé d'aucune satisfaction sexuelle normale. Ainsi le tort causé à l'individu (empêchement de procréer) est négligeable au regard du tort causé

jusque-là au descendant (et par conséquent à la communauté) en l'absence de la loi, la déchéance physique congénitale.

Un double contrôle (juridique et médical) autorise, prescrit ou interdit la stérilisation, celle-là étant faite sur la demande du sujet malade ou, le cas échéant, par contrainte. Il ne semble d'ailleurs pas que la contrainte ait joué fréquemment ; la pression de l'entourage ou des autorités locales a dû suffire dans la plupart des cas puisque, de 1934 à 1936, cent trente mille malades ont sollicité la stérilisation. Une loi postérieure sur l'hygiène du mariage rend obligatoire le certificat prénuptial (refusé en cas de maladie héréditaire), renforce la répression de l'avortement et de la vente des drogues anticonceptionnelles.

On sait que ces mesures (à l'exception bien entendu des deux dernières) ont été la cause et surtout le prétexte d'une opposition tenace de l'Église catholique qui n'admet aucune limitation du droit de procréer. Par la suite, on ne les a plus évoquées sans souligner leur caractère « immoral », et il est probable qu'aucun gouvernement ne s'engagera plus de longtemps dans une voie aussi mal famée. En fait, le simple bon sens rend évident que si quelque chose dans cet ordre d'idées doit choquer la « pudeur » ou la « morale », c'est moins la stérilisation telle que la prescrit la loi allemande que le droit laissé aux tarés de transmettre leur tare à leurs proches et surtout à leurs descendants, qui se trouvent ainsi porter le poids de fautes commises par d'autres.

Cette partie de l'eugénisme est négative (sélection par élimination). D'autres mesures sont positives, elles ont pour but de renforcer l'importance des éléments nordiques au sein du germanisme. On ne trouve trace, dans ce domaine, que de deux mesures légales, l'une relative à la ferme héréditaire (que nous étudierons plus loin), l'autre antérieure à l'accession au pouvoir et limitée d'ailleurs à une fraction peu importante (en nombre) de la population : c'est l'ordre A. N° 65 des SS, Munich 31-12-31. « Les SS sont une union d'Allemands à caractéristiques nordiques, sélectionnés spécialement... (les articles suivants réglementent les conditions du mariage des SS, la détermination des caractéristiques nordiques, etc.). Les SS sont conscients de faire, par le présent ordre, un pas en avant

notable. Les railleries, l'ironie et les malentendus ne nous touchent pas, l'avenir nous appartient (*sic*). H. Himmler. » On sait par ailleurs que ces mesures de sélection ont été complétées en 1940 par la création du *Lebensborn* (fontaine de vie) qui permet aux SS de procréer, en dehors de toute union légale, avec des jeunes filles choisies également pour leurs caractéristiques nordiques. C'est donc, peu à peu, à un eugénisme étroitement dirigé que tend le nazisme en écartant les obstacles moraux ou juridiques qui le gênent. L'inspirateur de toute cette politique semble avoir été W. Darré (d'ailleurs haut dignitaire de la SS) beaucoup plus qu'Himmler.

II — L'agriculture

L'étude du statut et du fonctionnement de l'agriculture allemande sous le régime national-socialiste mérite la place spéciale et un peu inattendue que nous lui donnons ici. En effet, alors que les doctrines classiques de l'économie (et le marxisme lui-même) ne font pas de différence essentielle, de nature, entre l'activité agricole et l'activité industrielle (tout en soulignant le conflit permanent d'intérêts qui les oppose), le national-socialisme fait interférer sa politique raciale et sa politique économique agricole pour créer la politique « du sang et du sol ». Ici convergent presque toutes les données du nazisme : espace vital, maintien du nordisme, désir de stabilité, autarcie alimentaire.

Dans ce domaine, qui est au premier chef celui du laisser faire, laisser aller, pour les États modernes, le régime fait preuve au contraire d'originalité. Rien de commun entre une quelconque et provisoire « politique agraire », née des circonstances, et les réformes de structure qu'il cherche à y réaliser. Aux notions classiques sur la propriété et l'usage de la terre, il oppose un système qui rappelle les civilisations antiques et l'âge médiéval, mais qui, par d'autres côtés, est singulièrement « progressiste ». A la loi des échanges entre produits manufacturés et produits alimentaires à laquelle le Reich est particulièrement soumis, il veut faire succéder celle de l'espace nourricier national, exploité par la race. Il n'était donc pas possible de faire entrer l'étude de cette

politique agricole dans celle de l'économie industrielle – qui lui fait suite. Au contraire, en la plaçant entre celle-ci et l'étude du racisme, nous essaierons de souligner sa valeur intermédiaire entre les éléments intellectuels (ou mythiques) et les éléments matériels constitutifs du IIIe Reich.

Nous en étudierons successivement les principes généraux, la structure, le fonctionnement, les résultats cherchés et acquis.

La culture de la terre n'est pas, comme l'enseignent libéraux et marxistes, une fonction purement économique. La possession et l'usage de la terre sont la raison première et essentielle de l'activité humaine, des migrations et des conquêtes, mais l'épée ne « donne à la charrue que le sol ». Sa mise en valeur est liée au maintien sur ce sol de la race conquérante et, inversement, c'est dans la mesure où cette race garde des attaches profondes avec le sol qui la nourrit qu'elle préserve sa pureté et sa force. Tel est le thème que développe, dès 1927, Walther Darré, spécialiste du Parti pour les questions du sang et du sol. Le titre même sous lequel il présente ce thème est significatif : *Neuadel aus Blut und Boden*, une nouvelle noblesse issue du sang et du sol. Il l'appuie historiquement sur l'étude des sociétés anciennes, romaines et féodales, dans lesquelles le culte du feu (ou du foyer) représentant l'idée de la pureté du sang, ou celui des ancêtres, avait pour but de maintenir des hommes d'une race donnée (à l'exception des mercenaires étrangers) sur le sol qu'elles occupaient (9).

---

(9) Cette liaison entre le sol et la race et aussi entre la race et la hiérarchie sociale est très sensible à travers l'étymologie : *Adel* (la noblesse) dérivé du haut-allemand *adal* propriété héréditaire. La liaison est nette entre *bauer* (le paysan) et le radical *bau* (maison, construction), de même qu'en grec, la notion du « foyer » (le focus désignant le foyer et la maison familiale) et celle du « maître » sont liées par *domos*, *oixodomos*, etc. Thucydid parlant des paysans qui quittent leur terre pour gagner l'enceinte fortifiée, note : « Au moment de quitter leurs maisons et les cultes locaux qui s'étaient transmis de père en fils depuis les origines de la cité primitive, ils se voyaient condamnés à changer leur existence, et il semblait à chacun qu'il dit adieu à son pays natal » (11, 16.) Indiquons de même rapidement l'origine de *lord* et *lady*, origine toute paysanne (celui qui donne le pain, celle qui taille la miche de pain), et, dans un ordre d'idées proches, la confusion linguistique aux Indes entre *varnas* (la caste, la classe sociale) et *varnas*, les couleurs (de la peau). Jusqu'au XVIe siècle

C'est à une politique du même ordre qu'il faut revenir; c'est le sens de la déclaration d'Hitler : « L'Allemagne sera une nation paysanne ou ne sera pas. » Il n'est pas question de revenir sur l'évolution qui a fait du Reich une grande puissance industrielle, mais cette puissance perdrait tout son sens si le fondement paysan de la nation n'était pas sauvé en qualité et en quantité. La conquête de l'espace vital, aussi nécessaire qu'il soit pour le Reich, n'aurait pas de raison d'être si les terres gagnées par l'épée ne devaient pas être exploitées par la charrue du paysan allemand.

En d'autres termes, alors que les théoriciens nazis considèrent l'industrie comme une activité purement économique, qui peut être exercée par n'importe quel Allemand (et par conséquent comme une activité de « nomade »), l'agriculture – dans l'avenir surtout – est pour eux une tâche noble, car elle oppose seule une barrière solide à l'extension du chaos racial. Le but de la politique du gouvernement devra donc être d'enraciner le paysan à sa terre, et d'en faire pour cela un sujet politiquement privilégié.

L'histoire nous enseigne précisément que ce but ne peut être atteint que par la limitation du droit de libre disposition en ce qui concerne la terre : elle n'est « pas un bien qu'on puisse échanger comme une marchandise quelconque ». (W. D.) Il faut donc revenir explicitement au majorat héréditaire, qui a fait et continue à faire la grandeur des nations qui s'y attachent. C'est du jour de la suppression du majorat héréditaire par la Révolution que date la profonde décadence de la France : assimiler la terre à une somme d'argent qu'on peut diviser à l'infini est une erreur grave. L'Angleterre ne l'a pas commise pour ses grands domaines (ceux des Lords). C'est donc une forme de majorat héréditaire que rétablit la loi qui institue la ferme héréditaire (*Erbhof*) ou ferme de maintien (*Egehof*), et dont voici la substance : il est créé une forme de propriété agricole qui échappe au droit commun quant à la transmission et à la dévolution. Cette propriété ne doit pas

---

environ, l'influence de la pensée raciale et du Statut de la terre nourricière dans les institutions et les mœurs est prédominante, à un point tel qu'elle semble avoir été trop négligée par les historiens.

avoir une contenance inférieure à 7,5 ha, ni supérieure à 125. Elle est inaliénable, insaisissable, invendable même au gré du propriétaire ; celui-là prend le titre de *Bauer* – paysan – alors que les autres exploitants ou travailleurs agricoles ne peuvent porter que celui de *Landwirt* (agriculteur). La ferme héréditaire doit être aux mains d'un Allemand la mettant lui-même en valeur (et non d'un marchand de biens ou d'une société), qui ne peut et ne doit la transmettre qu'à l'aîné mâle (ou, à son défaut, suivant une règle de dévolution qui n'admet en aucun cas la division). Elle peut être retirée à son propriétaire en cas d'indignité constatée par le Tribunal compétent.

Le fait d'être promu à la dignité (car c'en est une) de Bauer, propriétaire d'une ferme héréditaire, crée donc des droits et des devoirs.

a) Droits : celui d'être à l'abri, sous la réserve que la ferme soit gérée honnêtement et avec compétence, des fluctuations économiques. La ferme ne peut être hypothéquée que dans des cas très précis (renouvellement d'outillage, etc.), elle échappe au morcellement du patrimoine.

b) Devoirs : celui de résider sur la terre et de l'exploiter directement, de « procréer sainement », c'est-à-dire avec l'accord prénuptial d'une commission raciale, et celui « d'être un exemple pour le peuple ».

La demande d'érection d'une terre existant déjà en ferme héréditaire étant facultative, le chiffre officiel des demandes (acceptées) en 1938, soit sept cent mille couvrant 35,3 % de la superficie cultivée, est notable. Il semble prouver que les paysans remplissant les conditions nécessaires ont vu dans l'*Erbhof* une garantie de sécurité appréciable compensée par des obligations somme toute légères pour le paysan exploitant. On le comprend, d'une part, lorsqu'on prend en considération la « nostalgie » du paysan (qu'il soit Français ou Allemand) pour le majorat héréditaire qui arrête un morcellement mortel (10), d'autre part, lors-

(10) Pris entre l'instinct de paternité et l'instinct de possession, le paysan (et à plus forte raison le bourgeois) sacrifiera presque toujours le premier

qu'on se souvient que la grande crise avait durement frappé l'agriculture, ce que les chiffres de vente forcées mettent en évidence :

Période de 1924-1926, 4.282 portant sur 37.000 ha
Période de 1927-1929, 7.900 portant sur 200.000 ha.
Période de 1930-1932, 17.157 portant sur 462.000 ha.
pour un endettement total qui atteint 12,4 milliards en 1933.

Les domaines immenses des agrariens de l'est de l'Elbe (dont les contenances varient entre 10 et 300.000 hectares) (11) ne sont pas visés par la loi. Il est cependant probable que des domaines importants ont été fictivement morcelés pour leur donner le bénéfice de la loi : en juillet 1938, une loi portant sur 1,4 millions d'ha, supprime les fidéicommis familiaux, forme caractéristique de la grande propriété de l'Est qui permettait à ces propriétés de rester intactes malgré les partages, et aux Junkers de vivre de leurs terres, sans vivre sur leurs terres ; la loi, d'ailleurs, a précédé de trop près la guerre pour qu'il soit facile de juger de ses effets. En fait, de tels domaines dont l'équipement mécanique est très poussé permettent seuls au III[e] Reich d'assurer sa couverture agricole en céréales, et il ne peut être question de les démembrer ou de les désavantager. Les grands agrariens sont favorisés par le relèvement des prix des céréales ; mais le régime entend sans

---

au second. Ce qui oppose essentiellement (dans la société moderne) le « propriétaire » au « prolétaire », c'est leur comportement devant la procréation. Le propriétaire est d'autant plus riche qu'il a moins d'enfants, le prolétaire (à l'origine) n'est riche que de ses enfants.

A l'issue du premier traité de Paris, on faisait remarquer à l'ambassadeur d'Angleterre que la France gardait une bonne part des conquêtes napoléoniennes. « Oui, répond l'ambassadeur, mais elle garde aussi le Code Civil. Elle perd au change. »

Il faut noter d'ailleurs que la France est elle-même revenue timidement sur le malthusianisme du Code civil avec l'institution du bien de famille héréditaire (Loucheur, 1901), ébauche avant la lettre de l'*Erbhof*.

(11) Ainsi, les von Arnim-Boitzenburg ont 14.126 hectares dans le Brandebourg, les von Kynast-und-Greiflenstein 27.668 hectares en Silésie, les Turn-und-Taxis 17.085 dans le Würtemberg. Il est vrai qu'il s'agit souvent de forêts.

doute, en contrepartie, les obliger à exploiter rationnellement la totalité de leurs terres et non à y maintenir un statut féodal. C'est à cela que tend la loi sur les *fidéicommis*, ceux-là favorisant la survivance de pratiques d'exploitation anachroniques.

La ferme héréditaire, au contraire, répond à un impératif politique et raciste supérieur. Mais, écrit Darré, « au point de vue purement économique, cette forme et cette grandeur de l'exploitation paysanne ne sont pas rentables. La seule raison d'être de la paysannerie est ce fait, que nous enseigne l'histoire : un peuple ne se renouvelle que par sa paysannerie, un peuple doit maintenir en vie sa paysannerie pour maintenir sa propre existence. »

La ferme héréditaire est la base horizontale du système agricole national-socialiste. Verticalement, celui-là est caractérisé par le *Reichsnahrstand* (Office pour la nourriture du Reich). L'Office groupe tous les individus ou collectivités qui concourent à l'alimentation du pays, depuis le paysan jusqu'au détaillant-épicier. C'est donc un dirigisme agricole intégral ; du producteur au consommateur, l'État contrôle à tous les stades l'activité agricole ou alimentaire. L'Office comprend trois sections : l'homme, la ferme, le marché.

La première a surtout un rôle éducatif. La deuxième organise la production agricole ; c'est d'elle que dépend l'extension du machinisme agricole (les ventes de machines agricoles passent de 84 millions de marks en 1932 à 300 en 1938), l'amélioration des terres, l'orientation de la production vers les cultures utiles sur le plan national, qui sont encouragées par des primes. La troisième enfin, la plus importante, organise la collecte des produits agricoles, fixe les marges bénéficiaires à appliquer et les prix à la production. Une telle organisation tend évidemment à la disparition des intermédiaires indépendants et même des producteurs dissidents. A partir de la ferme, les produits agricoles passent aux mains des trusts (laitiers, de céréales, charcutiers, etc.) dont les détaillants à leur tour ne sont guère que des agents pour la vente au public. C'est cette concentration commerciale qui a permis de revaloriser la production alimentaire en limitant au maximum l'incidence de la revalorisation sur le coût de la vie.

Prix de gros et prix de détail, dans ce domaine, évoluent constamment, car l'Office joue sur eux pour favoriser telle culture (colza, oléagineux nationaux, par exemple) qui, dans les conditions normales, serait difficilement ou lentement rentable. L'indice des prix payés aux producteurs augmente de 22 % entre 1933 et 1937 et, au détail, de 10 % seulement dans la même période. C'est donc, grâce à la concentration dirigiste, au bénéfice du producteur moyen et gros et au détriment du petit exploitant (qui perd le bénéfice de la vente directe au consommateur) et surtout du commerçant d'alimentation que se fait la revalorisation de l'agriculture.

Elle permet à son tour un rééquipement moderne que les années de crise (plus sensible, nous l'avons vu, pour la grande agriculture) avaient stoppé. Entre 1932-1933 et 1936-1937, les achats de machines agricoles ont triplé, le nombre des constructions neuves agricoles a doublé, les salaires payés (quoique demeurant inférieurs à ceux payés par l'industrie, ce qui oblige le gouvernement à interdire l'exode des journaliers agricoles vers les centres urbains) sont en augmentation de 20 %. L'incidence de ce rééquipement se fait sentir malgré les dégrèvements d'impôts, dans l'évolution des bénéfices d'exploitation qui sont en régression de 2.320 millions en 1934-1935, à 2.094 en 1936-1937 ; notons cependant que les récoltes de 1933 et de 1934 avaient été exceptionnellement bonnes (comme le sera celle de 1938).

La situation de la main-d'œuvre paysanne salariée reste très médiocre, son recrutement est par conséquent difficile, et le gouvernement doit faire intervenir en permanence une main-d'œuvre embrigadée, celle du Service du Travail et des « Auxiliaires agricoles ». Aux premiers sont réservés les travaux d'équipement rentables, défrichement, assèchement, adduction d'eau... Dans les quatre premières années du régime, le service du Travail gagne ainsi, sur des marais ou des sables, 600.000 hectares de culture. Quant aux « auxiliaires », ils suppléent, au moment des travaux d'été, au manque de main-d'œuvre normale. Enfin, des enfants débiles des villes sont envoyés en « Année rurale » à la suite de laquelle on cherche à les fixer à la terre.

Quelques chiffres rendent très sensible l'ampleur de l'effort agricole du nazisme. Chaque Allemand dispose, pour se nourrir, d'une superficie cultivable de 0,41 ha qui passe, grâce au Service du Travail et malgré l'occupation de terrain agricole pour des stades, constructions de routes, terrains de manœuvres, etc., à 0,47 ha en 1938. Chaque Français dispose de 0,83 ha, soit le double; chaque Américain du Nord de 3,2 ha, soit sept fois plus. C'est donc à une véritable course contre la famine que l'Allemagne doit se livrer dès le début du XX[e] siècle. Le sol, médiocre, est arrivé à son plafond de rendement malgré les engrais, les recherches de sélection et d'acclimatation de plantes « avantageuses » (soja par exemple), certainement poussées plus loin que dans aucun autre pays du monde. Que survienne une crise économique, qui vide la réserve d'or et fasse barrage aux exportations de machines ou de produits fabriqués, et il devient impossible de maintenir le niveau de vie alimentaire de la population. Nous verrons par ailleurs comment le destin de l'Allemagne est domine par ce resserrement de la nation sur un territoire trop étroit à une époque où le partage théorique du monde habitable doit être considéré comme terminé.

En attendant que « l'épée allemande » ait mis fin à cette « situation intolérable », le gouvernement va chercher à augmenter au maximum la capacité nourricière de l'Allemagne et à s'évader du dilemme « des canons ou du beurre ». Il y réussit partiellement, en pesant sur la consommation et, surtout, sur la production.

Cette « colonisation intérieure », le seul moyen dont dispose alors le Reich pour nourrir sa population, se poursuit à partir de 1933 dans trois directions :

— extension des superficies cultivées : entre 1933 et 1939, 100 000 hectares par défrichement, 600 000 hectares par assèchement, 300 000 hectares par drainage.

Le remembrement et l'aménagement de 600 000 hectares permettent une culture plus intensive;

— surengraissement de la terre : la consommation des engrais passe, de la période 1933-1934 à la période 1937-1938, de 383 à 633 000 tonnes d'engrais azotés, de 718 à 1.156 000 tonnes d'engrais potassiques, et de 471 à 690 000 tonnes d'acide phosphorique.

Mais cet emploi abusif des engrais amène la terre à la limite de l'épuisement;
— rationalisation, sélection des semences et mécanisation.

Les deux dernières mesures (b et c) se traduisent par un rendement optimum de la terre, supérieur à celui des grandes nations occidentales et qui n'est que de peu inférieur à celui des « pays-jardins ». Le rendement net à l'hectare passe, de la période de quatre ans 1929-1933 à celle de 1936-1938 :
— pour les céréales panifiables, de 19,1 à 21,4 quintaux;
— pour la pomme de terre, de 156 à 183 quintaux;
— pour la betterave sucrière, de 283 à 327 quintaux;
— pour la betterave fourragère, de 384 à 473 quintaux,;
soit une augmentation moyenne de 18 %.

La production laitière annuelle par vache passe (pour les mêmes périodes) : de 2 800 litres à 3 330 dans la grande propriété et de 1 810 litres à 2 480 dans la petite.

Le produit net à l'hectare, en marks stabilisés, entre 1930-1933 et 1933-1937, passe de 15 à 59 marks dans la petite propriété, et de l6 à 59 marks dans la grande.

Pour les céréales, la situation reste difficile; les emblavures diminuent, passant de 12 millions d'hectares en 1932 à 11,3 en 1937. Conséquence de la reprise des terrains pour les routes, cités, champs de manœuvres, et surtout du changement d'affectation des terres pour les cultures nouvelles. La production des deux céréales principales évolue comme indiqué (en 1 000 tonnes) :

	Blé	Seigle
1911-1913	4.182	9.585
Moyenne 1924-1932	3.671	9.585
1933	4.595	7.803
1934	4.533	7.608
1935	4.667	7.478
1936	4.427	7.386
1937	4.400	6.770

L'excellente récolte de 1938 redressera la situation pour deux ans.

La production du lait passe de 21,3 milliards de kg en 1929 à 25,4 en 1937, celle du beurre de 419 000 tonnes en 1932 à 526 000 en 1937 (soit 27 % de hausse). Dans l'ensemble (et malgré le rattachement de territoires pauvres (Sarre, Autriche), le régime parvient ainsi à assurer en 1938 la couverture alimentaire du Reich pour 83 % contre 81 % en 1934 et 65 % seulement en 1927 et, en détaillant, à 94 % pour la viande, 100 % (avec une marge excédentaire exportable) pour le sucre, 100 % pour le lait, 82 % pour la laiterie, 74 % pour les œufs et 55 % pour les graisses. Cette couverture est, rappelons-le, de 26 % pour l'Angleterre et de 83 % pour la France, malgré la différence du rapport territoire-habitant, ce qui montre bien l'ampleur de l'effort allemand.

Sous l'impulsion du régime, le Reich devient un grand pays pêcheur; la consommation du poisson décuple entre 1933 et 1939. Une flotte baleinière est équipée, qui prend bientôt le second rang dans le monde, et rapporte environ, en 1937-1938, 100 millions de kilos de précieuse huile de baleine.

Ces résultats ont une incidence immédiate sur les importations de produits alimentaires, qui passent de 1 493 millions en 1932 à 1 082 en 1933 et à 1 060 en 1936. Ils suffiraient à justifier la prétention des nazis d'avoir redonné à l'Allemagne un équilibre agricole indispensable, mais ils n'apportent pas de solution définitive au problème alimentaire allemand.

III — L'économie industrielle, (A) structure, l'entreprise capitaliste, l'organisation professionnelle, historique, (B) fonctionnement, production industrielle, système monétaire, salaires et prix, le socialisme de fait, (C) l'économie allemande dans le monde, commerce extérieur, autarcie

La vie économique du III[e] Reich n'a guère été étudiée jusqu'ici (en France tout au moins) qu'en fonction du marxisme. On est arrivé ainsi à en faire un tableau clair, mais qui, à notre sens, reste sommaire; le national-socialisme y devient uniquement le camouflage des appétits du capitalisme monopoleur, et c'est en fonction de ces appétits que sont ensuite interprétés tous les actes

du régime nazi dans le domaine économique. En fait (12), capitalisme impérialiste allemand et national-socialisme se rejoignent dans la mesure où la volonté d'expansion et de conquête est un aspect, mais un aspect seulement, de la volonté de puissance et d'extension d'un peuple – volonté qui, elle, est une donnée immédiate de la biologie, la lutte pour une vie meilleure. Cela pour l'extérieur. A l'intérieur, les historiens marxistes voient dans le national-socialisme (comme dans tout le fascisme, à l'exception du fascisme russe, ce qui suffit déjà à fausser le problème) une réaction de classe du capitalisme, utilisant la bourgeoisie « prolétarisée » (qui n'est en fait qu'une bourgeoisie paupérisée) contre le prolétariat. Nous avons dit pourquoi nous ne pouvions pas nous laisser enfermer dans le schéma marxiste, et nous n'y reviendrons pas.

Il est plus exact de dire que l'économie allemande sous sa forme la plus dynamique (le capitalisme) est, comme toutes les activités nationales, mise par le régime au service de buts politiques : « Le capital est au service de l'économie, et l'économie au service de la communauté populaire », déclare Hitler (13). Ni le droit du possédant ni le droit du salarié ne peuvent s'opposer à

---

(12) Les débats de principe, dans ce domaine, sont et seront toujours d'une telle confusion qu'on préfère ici les abréger. De plus, ils sont toujours entachés du vieil irréalisme jacobin dont les marxistes ont hérité plus qu'ils ne veulent l'avouer. L'idée que des « prolétaires » puissent être « heureux » en dehors de la « règle » – c'est-à-dire que les ouvriers suédois, argentins ou américains (sans parler même des ouvriers allemands) puissent avoir, sous un régime capitaliste. un niveau de vie égal ou supérieur à celui de l'ouvrier soviétique, qui vit « dans la règle » – cette idée leur est totalement étrangère ; ils la considèrent comme subversive. Cette déformation frappe dans les ouvrages de Bettelheim et de Guérin, par exemple, (par ailleurs solides) où les mesures économiques du national-socialisme ne sont jamais étudiées compte tenu de la situation historique de l'Allemagne, ou de la psychologie allemande, ou des résultats concrets obtenus, mais uniquement par rapport aux formules marxistes.

(13) Alors que la thèse marxiste se résume ainsi : « La communauté populaire est au service de l'économie et l'économie au service du capital. »

Redisons que nous tentons ici beaucoup plus de donner du nazisme une image simple et « honnête » que de montrer en quoi ses méthodes et ses buts s'écartent de ceux de ses adversaires, encore moins d'affirmer *a priori* notre sympathie pour l'une ou l'autre des thèses.

la réalisation du destin politique du peuple allemand défini par Hitler. Ni la liberté d'entreprise, ni le collectivisme, ni aucune forme spéciale d'organisation de l'économie ne sont « bons en soi » ou « mauvais en soi »; ils ne le deviennent que dans la mesure où ils servent ou desservent la communauté du peuple, à l'intérieur comme à l'extérieur. « Faire qu'à l'avenir il n'y ait plus de prolétaires en Allemagne; faire que l'Allemagne ne soit plus le prolétaire de l'univers, voilà ce que signifie le national-socialisme » – la forme est de Goebbels, et elle fait bien comprendre ce qu'ont voulu les chefs du III[e] Reich, sinon ce qu'ils ont réalisé.

Étudions successivement :

A – La structure de cette économie
a) l'entreprise capitaliste;
b) l'organisation professionnelle;
c) tendances générales et historique.

B – Fonctionnement
a) la production industrielle;
b) le système monétaire;
b) les salaires et les prix;
c) le front du travail et le socialisme de fait.

C – L'économie allemande dans le monde
a) le commerce extérieur;
b) l'autarcie.

A — La structure de cette économie

a) l'entreprise capitaliste

Le régime ne modifie par le « mode d'appropriation » des moyens de production. Ceux-là restent la propriété d'individus. L'entreprise, cellule de base de l'économie industrielle, reste aux mains du capitalisme. Mais à l'ancien rapport économique qui liait l'entreprise à son possesseur (rapport du propriétaire-loueur de service au salarié), le national-socialisme en ajoute, et on peut même dire en substitue, un autre, le rapport de direction; ainsi,

toute l'économie se rattache-t-elle aux deux principes essentiels du nazisme, le « principe du chef » et celui de l'utilité (le réalisme).

Aux termes d'une loi organique de janvier 1934, l'entrepreneur n'est plus un « embaucheur », mais le chef de l'entreprise. Les ouvriers et les employés qui louent leurs services à son entreprise deviennent sa « suite » (*Gefolgschaft*). Il semble que les commentateurs du nazisme n'aient vu dans cette réforme qu'un pas en avant dans la militarisation du Reich ou une preuve définitive de la victoire du capitalisme de combat sur le prétendu socialisme du Parti. On s'étonnerait dans les deux cas que le régime ait donné une telle publicité, publicité inutile et dangereuse dans les deux hypothèses indiquées, au nouveau statut de l'économie. Or, le docteur Ley lui-même (pourtant considéré comme le plus socialiste des dirigeants nationaux-socialistes) déclare : « Nous sommes tous des soldats du travail dont les uns commandent et les autres obéissent. L'obéissance et la responsabilité, voilà ce dont nous avons de nouveau besoin. Nous ne pouvons pas être tous sur le pont de commandement, car dans ce cas il n y aurait plus personne pour larguer les voiles et les amarres » – et cela, le 1er mai, devant vingt mille ouvriers. Et, dans une manifestation officielle : « Je répète sans cesse à l'entrepreneur : sois le chef dans ton entreprise, un officier dans ton équipe. Si tu enlèves à un officier le soin de veiller sur ses hommes, tu lui enlèves tout. » Ce qui rejoint à peu près les conceptions sociales du vieux Krupp, disant cinquante ans plus tôt : « Nous voulons avoir des ouvriers fidèles, qui nous sachent gré du pain que nous leur faisons gagner. Nous voulons les traiter avec humanité, pourvoir à leur bien-être et à celui de leurs familles. Ils doivent gagner chez nous le maximum qu'on puisse leur accorder. Nous fermerons toute entreprise où les ouvriers ne pourraient subvenir à leurs besoins. (14) »

(14) Nous ne pouvons malheureusement pas nous attarder ici. Spengler et, je crois, W. Sombart, avaient déjà remarqué que le prussianisme était, par son goût pour l'acte collectif et pour l'uniformisation des conditions humaines, l'ancêtre authentique du socialisme. Marx est d'ailleurs aussi Allemand que Juif (Allemand par son goût du système, Juif par son messianisme).

On voit déjà qu'il y a un monde entre cette conception de l'entreprise et le « capitalisme honteux » des nations occidentales, et aussi entre elle et le capitalisme à l'américaine. Quand Goebbels affirme : « Notre socialisme est un patrimoine prussien », il fait appel à une notion du socialisme qui nous est totalement étrangère, dans laquelle le profit indispensable et légitime de l'entrepreneur trouve sa contrepartie dans une responsabilité morale et politique (au meilleur sens du terme, disons plutôt « civique »). L'entrepreneur est et reste un « capitaine d'industrie » – ainsi s'éclaire l'allusion de Ley au rôle social du capitaliste assimilé au rôle social de l'officier. Le régime, d'ailleurs, ne suppose pas que tous les capitalistes soient « bons » de nature, et pas davantage qu'ils soient « méchants » ; il reconnaît – et admet – que l'entrepreneur soit mû principalement par l'espoir d'un profit, par son intérêt, mais pense que cet entrepreneur comprendra que cet intérêt même est inséparable de l'intérêt de la nation et qu'en particulier (ce que la plupart des capitalistes savent fort bien) que l'exploitation cynique de la classe salariée se fait, en définitive, au détriment de l'employeur.

Ce capitalisme si typiquement et si ouvertement féodal, dont le national-socialisme accentue les deux caractères essentiels (subordination de l'employé, responsabilité de l'employeur) en le coiffant d'une féodalité nouvelle politique et petite bourgeoise, lui est antérieur. Il s'est maintenu très fortement en Allemagne depuis l'époque des « capitaines d'industrie ». Là encore, l'exemple de Krupp est frappant : Essen et sa banlieue sont le *Kruppland*, le « pays Krupp », et il existe depuis longtemps un *Kruppsche Geist*, un esprit Krupp, esprit de solidarité entre le patron créateur de travail et son salarié et qui ne fait que transposer sur le plan industriel les normes de fonctionnement de l'État prussien. Sous des formes à peine différentes, ce capitalisme social prussien n'est d'ailleurs pas limité à l'Allemagne, les cas de Renault, et du Berliet en France, de Fiat en Italie et de Ford en Amérique (et dans le monde entier) en sont des illustrations : qu'il y ait là une réaction de défense du capitalisme aux abois ou (ce qui est beaucoup plus probable) d'une adaptation de ce capi-

talisme aux nouveaux problèmes de main-d'œuvre, le fait n'en demeure pas moins qu'un socialisme de fait (c'est-à-dire tout ensemble de mesures destiné à améliorer la situation matérielle du prolétariat industriel) peut trouver place au sein d'un capitalisme de droit.

Ce droit de commandement et cette responsabilité de l'entrepreneur ne peuvent s'exercer que si celui-là est libéré de l'ingérence de plus en plus lourde du capital financier (15). Le régime la combat en exigeant que, quelle que soit la forme financière de l'entreprise, celle-là ait à sa tête un responsable unique. Le principe d'autorité est étendu à la société anonyme : les actionnaires ne sont plus considérés comme « propriétaires », mais comme « bailleurs de fonds ». Les délibérations et votes des assemblées générales sont supprimés : désormais, le fait de placer son argent dans une entreprise ne donne pas plus de droits à la cogérer qu'un placement à la Caisse d'Épargne ne donne de droits à gérer l'État. Le capital « pillard » (*raffendes*), s'il n'est pas supprimé, est au moins nettement séparé du capital « créateur » (*schaffendes*).

b) L'organisation professionnelle

1 — Organisation et autoadministration.

Les principes d'autorité et de responsabilité sont étendus à l'ensemble de l'économie industrielle.

L'organisation professionnelle est un compromis fonctionnel entre l'autoadministration de l'économie et son contrôle permanent par l'État. C est donc une organisation double, horizontale et verticale.

(15) On sait qu'il suffit pratiquement de disposer de 30 à 35 % des actions d'une S. A. pour « mener » une Assemblée générale. Ce pourcentage est presque toujours entre les mains d'une banque ou d'un groupe de banques (par le jeu des pouvoirs des actionnaires), banques dont les intérêts financiers sont très souvent diamétralement opposés aux intérêts industriels des dirigeants techniques de l'affaire. L'industriel cherche à produire, le financier à vendre, et plus généralement à spéculer. La distinction de Feder entre le capital productif et le capital spéculatif n'est pas aussi dépourvue de sens qu'on veut bien l'écrire.

Verticalement, les entreprises sont groupées entre elles par professions. A l'intérieur des douze, puis des six groupes ainsi constitués (le sixième, l'Industrie, se trouvant le plus important, est subdivisé), les décisions sont prises par des chefs de groupes (alimentation, banques, puis acier, textiles, etc.), entrepreneurs choisis par leurs associés et nommés par l'État. Horizontalement, les mêmes entreprises sont groupées en treize Chambres régionales (une par Gau économique) où elles retrouvent les représentants du Front du travail (dont toute l'industrie fait partie), ceux de l'artisanat et des classes moyennes groupées dans le Hago, sous l'autorité d'un Président de Chambre désigné, en dehors des intéressés, par le chef de l'Économie du Reich. Le pouvoir arbitral appartient, dans chaque région économique, aux curateurs du travail (*Arbeitstreuhänder*), fonctionnaires indépendants, qui sont substitués (jusqu'à une réorganisation complète de l'économie qui ne sera, en fait, jamais accomplie) à tous les organismes patronaux et ouvriers pour conclure des contrats de travail collectifs ou régler les litiges intéressant « l'honneur social ». Assistés par un conseil d'experts bi- et parfois tripartite (patrons-ouvriers-consommateurs), responsables uniquement devant l'État, ces curateurs du travail correspondant à nos « inspecteurs du travail » (avec plus d'autorité) sont une des créations notables du régime.

2 — Privatisation

Une des conséquences du renforcement de la structure capitaliste est que l'État cesse presque complètement de se faire lui-même entrepreneur. Ce n'est pas sa fonction, l'État est une machine politique et non un producteur ou un vendeur de rails, d'électricité ou de voitures. Les résultats de la gestion directe des usines par l'État, dans le cadre capitaliste, se révèlent d'ailleurs tellement désastreux là où elle a été tentée que le régime ne voit aucune raison pour se substituer à l'initiative privée aussi longtemps que celle-là remplit son rôle, qui est de produire.

Au cours des années de crise, l'État avait nationalisé des déficits en s'assurant des participations financières, parfois majoritaires, dans les entreprises en difficultés. Ces participations sont

peu à peu étendues – reprivatisées – entre 1933 et 1938. La *Viag* (la holding formée par le gouvernement pour gérer ces participations) rétrocède ainsi au *Vereinigte Stahlwerke* sa participation aux *Gelsenkirchen*, revend (liquide plutôt) ses intérêts dans des compagnies de navigation, abandonne enfin progressivement le contrôle des banques qu'elle s'était assuré en 1930-1932 ; la *Dresdner*, la *Danat*, la *Commerz-u-privat*, enfin la *Deutsche Bank* elle-même, sont ainsi de nouveau réintégrées dans le secteur privé.

En revanche, l'État – comme capitaliste – intervient là où le jeu de l'intérêt privé ne serait pas en mesure d'assurer des tâches industrielles d'un intérêt supérieur, c'est le cas des *Goering-Werke* qui finiront par devenir la plus puissante des constructions capitalistes du Reich et qui, au moins à l'origine, sont entièrement entre les mains de l'État. Celui-ci, par l'intermédiaire de la *Viag*, semble d'ailleurs avoir gardé les participations importantes dans des secteurs intéressant au premier chef le réarmement, azote et aluminium en particulier. Une seule exception notable à cette reprivatisation générale ; les nazis nationalisent intégralement (en 1935) le réseau des chemins de fer allemands.

On voit par ces quelques exemples que le national-socialisme n'a voulu à aucun prix se charger de tâches directement économiques. Sur ce point, sa position de principe est nette et n'a jamais varié. L'État peut et doit diriger vers des buts politiques ou sociaux définis l'activité des entrepreneurs et des producteurs du pays. Il ne peut pas et ne doit pas se faire lui-même entrepreneur ou producteur ; c'est en fait la position à l'époque de tous les pays occidentaux.

3 — Concentration et normalisation

La liberté d'entreprise et l'autoadministration de l'économie reconnues par l'État, le processus naturel de l'économie s'accélère dans le sens de la concentration et de la normalisation. A cette évolution inévitable et d'ailleurs favorable en première ligne à l'augmentation générale de la production qui reste l'objectif essentiel du régime, celui-là concourt directement (par des mesures légales) et indirectement.

Directement, par la loi organique du 15 juillet 1933, le ministre de l'Économie nationale peut « suspendre la création et l'extension des entreprises, réunir celles-ci en syndicats, cartels, etc., lorsque cette union ou cette fusion apparaît nécessaire... dans l'intérêt de l'ensemble de la production ou de la collectivité ». En 1937 est ordonnée la dissolution de toutes les sociétés anonymes dont le capital est inférieur à 100 000 marks, en 1938 le capital minimum est élevé de 100 000 à 500 000 marks.

Indirectement, le régime pousse à la concentration en imposant à des groupes professionnels des « prix fonctionnels d'organisation optima » et en consacrant la disparition des entreprises dont le fonctionnement trop imparfait ou les méthodes de travail rétrogrades rendent impossible une production satisfaisante au prix de revient fonctionnel. Il assainit ainsi l'économie nationale en liquidant les entreprises dont la capacité réelle de production est inférieure au maximum qu'il est possible d'atteindre grâce à la concentration des moyens de production. C'est, en somme, une rationalisation semi-légale, en tout cas encouragée par le régime. Elle touche durement les entreprises artisanales ou semi-artisanales ; la concurrence rendue ainsi obligatoire n'est d'ailleurs pas une « concurrence de vente » dont, en définitive, le consommateur fait toujours les frais, mais une « concurrence de réalisation ». Elle est enfin consacrée – et par contre-action aidée – par la normalisation officielle ; les modèles ou types d'objets manufacturés sont réduits dans des proportions considérables, ce qui a pour résultat une nouvelle possibilité d'augmentation de la production et une répartition plus rationnelle des matières premières.

Le mouvement des sociétés anonymes entre 1933 et 1940 accuse, comme il est normal dans ces conditions, une nette concentration :

	1933	1940
Petites sociétés	5 453	2 128
Moyennes sociétés	3 016	2 576
Grandes sociétés	679	698

Ces dernières groupent plus des trois quarts du capital total des sociétés.

L'intervention constante et effective de l'État dans ce domaine n'est pas compatible avec le principe de l'auto administration; cette intervention, que les milieux économiques supportent d'ailleurs assez mal dans leur ensemble, entre dans le cadre – provisoire par définition – des mesures nécessaires au redressement économique de la nation. L'intérêt général prime ici les intérêts particuliers sacrifiés.

4 — Discipline du travail

Cette organisation, tout entière tendue vers des réalisations effectives, suppose un certain caporalisme. On ne produit pas dans l'anarchie – tout socialisme d'ailleurs suppose dans ses débuts (comme le remarquait Trotsky) une discipline sévère du travail.

Le gouvernement interdit à la fois la grève et le lock-out (1934), limite (et interdit pour certains secteurs) le débauchage ou le réembauchage sans avis préalable du Front du travail et s'oppose au déplacement de la main-d'œuvre, ou au contraire le provoque.

5 — Autres organisations

En dehors des organisations patronales et du Front du travail, les classes moyennes, commerçantes et libérales sont groupées au sein de la Hago (Organisation syndicale du commerce et de l'artisanat), formation de combat du Parti devenue une formation officielle : la Hago organise et contrôle en particulier une forme de travail très répandue en Allemagne, le travail fractionné à domicile.

c) Tendances générales et historique

1 — Historique

Hitler semble s'être personnellement désintéressé des affaires économiques et sociales – surtout à partir de 1937, alors qu'il n'est préoccupé que de la préparation stratégique de la guerre. Sans doute a-t-il exigé de ses lieutenants des réalisations visibles et intelligentes en faveur de la classe ouvrière, surtout

en faveur du logement ouvrier, et il les a obtenues, en grande partie effectivement, en partie aussi grâce au système Potemkine. Il a également exigé et obtenu une augmentation foudroyante du potentiel industriel de l'Allemagne et une politique d'exportation accrue et dirigée – toutes choses qui sont en elles-mêmes partiellement incompatibles. Mais, dit-il lui-même : « Chaque fois que j'ai demandé quelque chose, la première réponse était : "C'est impossible, mon Führer" ; et puis cela devenait possible tout de même. » Mais c'est dans la coulisse, derrière lui, que ces exigences contradictoires provoquent un conflit violent et ininterrompu entre les tenants de ces trois tendances, le socialisme brun, le capitalisme orthodoxe et l'économie militarisée. Il n'y intervient que rarement, indirectement, et en cherchant, comme il le fait dans les domaines qui l'intéressent peu et dont il ne connaît pas le mécanisme technique, à ne s'engager lui-même que le moins possible – et à regarder toute solution décisive. Ce conflit, nous pouvons en suivre sommairement le cheminement.

Sans qu'il ait été question, à aucun moment de changer la structure de base de l'économie, une partie de l'état-major nazi cherche, dès l'accession au pouvoir, à s'assurer le contrôle social des entreprises et, dans la mesure du possible, celui de leur fonctionnement économique et financier afin de pouvoir imposer sans équivoque l'emploi d'une part des bénéfices réalisés au profit du niveau de vie des ouvriers de ces entreprises. Dans ces premiers mois, la poussée plébéienne est violente, et des éléments nazis passés à l'action directe contre des capitalistes hostiles sont rappelés à l'ordre. Ces éléments appartiennent à la N.S.B.O. et en partie à la Hago et ont pour chef de file Strasser et indirectement Goebbels et Feder ; quant au ministère de l'Économie, il est, rappelons-le, entre les mains de Hugenberg. Cependant, en mars, le Docteur Wagener (chef de la Section économique du Parti) est nommé, par-dessus la tête de Hugenberg, Commissaire du Reich pour l'Économie et entre aussitôt en conflit avec la Confédération de l'Industrie allemande qu'il parvient à faire dissoudre. Entre temps, le Front du travail s'est constitué, et c'est Ley qui prendra peu à peu la tête des socialisants.

La clôture de la révolution, en juillet, marque un renversement de tendances. Wagener, destitué, est remplacé par Schmitt, personnalité des assurances et homme-lige du capitalisme ; mais Schmitt, comme ministre pour l'Économie, se voit imposer comme « chef de l'économie », un socialisant, Kessler, qu'il destitue quelques jours après la crise du 30 juin (le 11 juillet), la « purge » s'étant soldée, sur le plan économique, par la disparition de fait des N.S.B.O. (engagés avec Röhm). Schmitt lui-même est « provisoirement » remplacé par Schacht, tandis que von der Goltz (socialisant adjoint de Kessler) remplace celui-là. Le règne « provisoire » de Schacht va durer trois ans.

A partir de 1934, la lutte pour la direction de l'économie se circonscrit entre les trois hommes qui représentent les trois tendances indiquées : Schacht, Ley, Göring. Ley, auquel les premières réalisations du régime et la direction du Front du travail ont donné une importance croissante, est cependant peu à peu dominé par Schacht qui parvient, en avril 1935, à lui imposer un accord de structure qui pose en principe la séparation du « social » et de l'« économique », laissant à Ley le premier domaine (tout ce qui peut être réalisé dans le cadre capitaliste) et se réservant le second. La signification réelle de l'accord (renouvelé en 1936) est que l'Allemagne, engagée dans une lutte économique mondiale dont dépend son existence, ne peut en même temps s'engager dans une lutte intérieure pour la conquête d'un socialisme de droit, et que les réformes sociales nécessaires doivent se faire organiquement, par le jeu de la solidarité et de la mutualité ou, si l'on veut, avec les moyens du bord.

Cependant, Schacht lui-même est attaqué par « l'homme fort du Reich », Göring. Ses tentatives de libération économique de l'Allemagne par le jeu des échanges mondiaux ayant échoué, l'autarcie elle-même ne pouvant constituer qu'une solution provisoire, le recours à la guerre apparaît comme inévitable, et l'économie tout entière passe sous le contrôle de Göring, au service du second plan de quatre ans. Cette fois, c'est le capitalisme, à la suite du prolétariat, qui sort vaincu du tournoi triangulaire. La crise intérieure de 1938 (suivant de près le départ de Schacht, novembre 1937) donnera à Göring l'occasion d'assurer encore

son pouvoir sur les « trois cents hommes de l'économie ». Le social et l'économique sont maintenant complètement subordonnés au « politique ».

2 — Tendances

Ces dernières indications vont nous aider à dégager de tout ce qui précède, une impression d'ensemble sur la structure économique du IIIe Reich. Ce qui domine ici, c'est un réalisme et un objectivisme constants. Les nazis ne s'attaquent ni aux hommes ni aux institutions, mais avant tout à des faits. Faits, la stagnation économique et le chômage ; faits, la nécessité d'exporter, la nécessité d'armer ; faits

encore, l'insuffisance relative de l'hygiène et de la sécurité sociales. Devant eux, le régime réagit par des actes et par des décisions, les imperfections de détail, les abus et les injustices ne sont ainsi pas plus fréquents que s'il avait perdu deux, trois ou dix ans pour établir sur le papier et dans l'abstrait les « règles d or » de fonctionnement de l'économie. Mais, au contraire, c'est à l'usage, et à l'usage seulement, qu'il est possible de les corriger. Le national-socialisme n'a jamais prétendu avoir mis sur pied un système valable en toutes circonstances. Il n'y a d'ailleurs rien de dogmatique – et par conséquent rien qui puisse être copié – dans l'économie nazie. Mais, de circonstances qui lui étaient imposées au moment de son accession au pouvoir et avec les moyens dont il disposait, il a su créer un état de fait qui répondait, dans tous les domaines, aux intérêts réels de l'Allemagne.

Cet état de fait, tel qu'il apparaît à travers l'étude du fonctionnement de l'économie, nous l'abordons maintenant.

B — Fonctionnement

a) La production industrielle

Nous avons indiqué en étudiant le premier plan de quatre ans que le trait dominant de l'industrie allemande sous le nazisme était l'essor prodigieux de la production. Il semble que, parmi les puissances capitalistes touchées par la crise, deux seulement (et à un moindre degré l'Italie) aient cherché à échapper à ses consé-

quences par un nouveau bond en avant (les Etats-Unis et le Reich), les autres (spécialement l'Angleterre et la France) tendant, si l'on veut, à s'effacer, à « mettre en panne ». Les expériences Roosevelt e Hitler présentent, dans cet ordre d'idées, des analogies notables : reprise des industries d'équipement sacrifiées par la crise et auxquelles s'offrent deux débouchés, les grands travaux (T.V.A., autostrades, etc.) puis le réarmement.

Dans les deux cas, le processus de remise en route accélérée de l'industrie est le même, et nous ne pouvons étudier ici que ce qui concerne spécialement l'Allemagne. Celle-ci avait profité de la conjoncture de prospérité de 1924-1928 pour rationaliser à outrance ses moyens de production et c'est, nous l'avons vu, le chômage technique engendré par cette rationalisation qui est à l'origine maxima, en même temps que l'équipement se poursuit.

Les nombres-indices de la production industrielle évoluent ainsi à partir de 1932 (indice 100 en 1929 pour la première statistique, 100 en 1928 pour les deux autres) :

1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Indice général :						
53,3	60,7	79,8	94	106,3	117,2	126,2
Biens de production :						
45,7	53,7	77,2	99,4	112,9	121	135
Biens de consommation :						
47	80,1	89,6	85,6	95,6	106	110,8

En France, entre 1932 et 1938, l'indice général passe de 72,2 (la France est peu touchée par la crise) à 76,1 (la stagnation dont nous parlions). Un tableau des indices d'activité pour quelques secteurs essentiels va confirmer cette évolution : l'équipement et les moyens de production (l'industrie lourde) qui avaient souffert plus spécialement des années de crise sont en plein essor, alors que les industries travaillant pour la consommation (moins touchées du fait de la stabilité relative du marché) ne progressent que lentement pour suivre plutôt l'évolution démographique que celle du niveau de vie. Entre 1932 et la première moitié de 1939, ces indices d'activité varient comme le montre le tableau suivant (base 100 en 1928) :

Investissements	35 à 140
Matières premières	46 à 127
Construction	33 à 146
Machines	41 à 148
Bâtiments achevés	38 à 100
Parc automobile	26 à 220
Bien de consommation	74 à 112
– dont textiles	79 à 108

La progression est particulièrement saisissante pour la construction et l'automobile, c'est-à-dire les deux secteurs qui chevauchent à la fois la consommation (logements et voitures populaires), les grands travaux (monuments) et l'armement (fortifications et motorisation).

L'évolution des investissements (dont nous montrons le mécanise par ailleurs), montre bien que la surproductivité qui résulte de la remise au travail de la nation est constamment réemployée et non pas thésaurisée (comme en France entre 1900 à 1925) ou consommée (comme en Amérique). Ces investissements passent, pour les trois premières années du régime (1933, 1934, 1935) en millions de marks, de 5 104 à 8 253 puis 11 000.

Répartissons maintenant cette augmentation de la production en matière de base. Nous verrons que, compte tenu des différences géologiques, les Etats-Unis et le Reich sont devenus entre 1932 et 1939, les deux premières puissances industrielles du monde, et ce, par l'application tenace des mêmes moyens, création et renouvellement d'outillage et réinvestissement.

La production en valeur absolue (milliers de tonnes, Sarre incluse à partir de 1935), de la houille, source d'énergie et matière première de base de l'industrie, évolue comme indiqué ci-dessous (136.000 en 1929) :

1932	104.741	1936	158.253
1933	109.692	1937	184.513
1934	124.857	1938	186.179
1935	143.003		

soit 68 % d'augmentation, obtenue par une sur-modernisation du matériel d'extraction et l'introduction de la journée continue (les 3 x 8), le Reich prenant ainsi le second rang dans le monde derrière les Etats-Unis. Il faut y ajouter la production de lignite à laquelle le régime attache une importance particulière (source d'énergie à bon marché et matière première pour la fabrication d'essence synthétique). Elle passe (milliers de tonnes) de 122.647 en 1932 à 194.959 en 1938.

Le coefficient d'équivalence en charbon est 9 : 2, c'est-à-dire que la production réelle de charbon du Reich atteint en 1938 environ 230 millions de tonnes, dépassant celle des Etats-Unis

L'extraction de minerai de fer progresse brutalement, à la suite de la mise en exploitation par les *Hermann-Goering-Werke* des gisements qualitativement pauvres, mais abondants, de *Salzgitter*.

La progression de la sidérurgie est, proportionnellement, aussi frappante, puisqu'il s'agit d'une industrie de transformation et non pas d'extraction. La production d'acier passe de 5 624 (en milliers de tonnes, 1932) à 14 000 en 1935 et à 23 208 en 1938, dépassant celle des Etats-Unis et prenant pour quelques années le premier rang dans le monde. Nous verrons d'ailleurs que cette politique de l'acier (et par conséquent de l'armement) n'a été possible que grâce à la fourniture de minerais de fer par la France et les Etats-Unis.

Pour le ciment, le Reich arrive également au second rang dans le monde, serrant de fort près les Etats-Unis (18 000, en milliers de tonnes) avec 15 600 en 1938 (milliers de tonnes) contre 2 888 en 1932, soit une augmentation 525 %. De même, et pour terminer, la rayonne et les fibres artificielles : dans ce domaine, le Reich s'assure le premier rang mondial.

L'essence synthétique (obtenue à partir du charbon et du lignite par trois procédés dès 1927) n'est pas, semble-t-il, produite en grandes quantités aussi longtemps que le marche américain reste ouvert. Mais la ville-usine de Leuna et les usines montées par la suite dans la Ruhr devaient suffire à assurer les besoins de la guerre européenne. La production aurait été de 300 000 tonnes environ dès 1938. De même, le buna, caoutchouc synthétique tiré du charbon, n'est produit en grandes quantités qu'à partir de 1938.

Les industries de transformation ou de constructions lourdes profitent, bien entendu, de l'abondance de houille et d'acier. Les chantiers navals allemands, qui n'avaient sorti, en 1932, que 22 000 tonnes de navires, livrent, en 1937, 1 120 000 tonnes de bateaux achevés : navires marchands pour l'Allemagne et plus encore pour l'étranger, en particulier pour la France, dont les chantiers, démodés et désorganisés, travaillent beaucoup plus lentement. La production automobile et de camions passe de 50 000 (moyenne annuelle de 1932) à 300 000 (1936), l'exportation est huit fois plus forte en 1938 qu'en 1933.

Cet essor de la production ne se fait pas sans heurts ; des goulots d'étranglement se produisent, menaçant de faire écrouler tout le système : crise de l'acier en 1937 (la production d'acier brut passe de 1 705 millions de tonnes en octobre 1936 à 1 520 en février 1937), du charbon en 1939, des transports et de la main-d'œuvre en 1938. De plus, l'intégration au Reich des territoires annexés pose des problèmes d'adaptation qui ne sont pas toujours à l'avantage immédiat du Reich. Avec la Sarre, le gain en charbon est balancé par la surcharge des besoins alimentaires. Avec l'Autriche entrent du pétrole et du minerai de fer pauvre, compensés par une demande accrue d'outillage. En définitive, cependant, le III[e] Reich est devenu en 1939 – eu égard à son territoire et au chiffre de sa population – la première puissance industrielle du monde ; elle joint, à un degré encore jamais atteint, les deux cartes maîtresses de l'économie contemporaine, le charbon et le travail. Enfin, son système monétaire, non seulement n'apporte aucune entrave à la production, mais la facilite.

b) Le système monétaire

Les indications données ci-dessus (*cf.* Plan de quatre ans et princ. gén.) nous permettront de nous familiariser rapidement avec le système monétaire national-socialiste. Celui-là, outre son intérêt en tant qu'expérience économique largement imitée depuis, a servi de thème de propagande politique faisant pendant à l'anticommunisme. Le III[e] Reich repousse, en effet, aussi bien la notion marxiste de l'économie collectiviste que celle, libérale et capitaliste, d'une économie fondée sur l'enrichissement en or des

particuliers ou de la nation. Absolument dépourvue d'or sur son sol, c'est-à-dire contrainte pour s'en procurer de vendre des marchandises aux pays impérialistes coloniaux qui en produisent, l'Allemagne devait, logiquement, rejeter un système qui faisait d'elle la nation prolétaire par excellence. Nous verrons, dans une section suivante, les conséquences extérieures de cet abandon.

A l'intérieur, le mark national-socialiste est une monnaie gagée uniquement sur la productivité du pays, c'est-à-dire sur le travail de ses habitants. L'idée d'une monnaie-travail n'est d'ailleurs pas nouvelle, elle est, au contraire, dans la ligne des économistes réalistes, Adam Smith, par exemple, qui écrit : « Le travail seul, jouissant d'une valeur invariable, est la mesure réelle et dernière à laquelle la valeur de toutes les marchandises, pendant tous les temps et dans tous les lieux, peut être comparée et estimée. Le travail est leur prix réel. » Le problème posé aux économistes du III[e] Reich est donc le suivant : à l'intérieur comme à l'extérieur, sauvegarder le pouvoir d'échange du mark en l'absence de toute réserve d'or.

Celle-là, en effet, baisse rapidement dès les premières années du régime, à la suite des achats de matières premières, avant la mise en route des systèmes de clearing. Évolution de l'encaisse-or (en millions de marks) :

1928	1932	1933	1934	1935	1936	1937
2 729	806	386	79	83	66	70

La couverture de la monnaie passe de :

45,75 % en 1930 à
20,38 % en 1932
8,5 % en 1933
3,7 % en 1934
1,5 % en 1935

pour être ensuite définitivement abandonnée, ce qui prouve que le mouvement « anti-or » avait été largement amorcé dans les dernières années de la République.

En régime monétaire capitaliste, un tel abandon signifierait une inflation désordonnée (la monnaie n'étant plus liée à un étalon directement mesurable, l'État a tendance à multiplier à l'infini les signes monétaires pour acquitter ses dettes). Mais l'Allemagne a fait l'expérience d'une inflation, et les nazis sont décidés à en éviter le renouvellement. L'exemple de la Russie soviétique a d'ailleurs montré qu'il était possible à un gouvernement totalitaire d'émettre et de contrôler une monnaie gagée sur la confiance (spontanée ou forcée) que la population accorde au régime. C'est ce que fait le gouvernement allemand, mais cette stabilisation de la monnaie (qui fait suite à la tentative de déflation de Bruning-von Papen) n'est possible que par une action incessante de surveillance de l'épargne et une fiscalité qui interdit pratiquement toute thésaurisation et toute spéculation.

La circulation monétaire varie comme indiqué ci-dessous entre 1929 et 1939 (en millions de marks, billets seulement) :

1928	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
5 647	4 155	4 209	4 461	4 833	5 348	5 884	7 831

progression qui suit celle du revenu national :

75,9	45,2	46,5	52,7	58,6	64,9	72,6	79,7

et qui reste donc sensiblement normale, surtout si on la rapproche de l'inflation généralisée en Europe à partir de 1936.

Malgré cette stabilité (qui équivaut en fait à un resserrement proportionnel de la circulation, du fait de la présence de nouveaux consommateurs (chômeurs réemployés et naissances) et de nouveaux producteurs, l'argent n'est pas « rare », parce que sa vitesse de rotation et de remise en circulation est accélérée systématiquement par l'État. C est ainsi que le taux d'intérêt (à court terme) passe de 6,23 % en 1933 à 2,93 en 1937. Cette relative abondance de l'argent permettra d'ailleurs à l'État d'alléger en partie ses charges par une conversion générale à 4,5 %, en 1935, de la dette publique.

Il reste donc à l'État – la solution inflationniste étant écartée – à trouver en Allemagne même les sommes énormes qui lui sont nécessaires pour poursuivre à la fois les grands travaux et surtout le réarmement, qui sont au même titre des immobilisations d'argent peu ou pas productives. Il le fait par une politique fiscale sévère, par la collecte de l'épargne et aussi, finalement, en s'endettant. Ce sont ces trois points qui nous allons étudier successivement.

1 — Fiscalité

La conjoncture de crise avait amené des impôts très lourds, procurant aux gouvernements Brüning et von Papen les ressources nécessaires à l'entretien de l'armée des chômeurs. Ces impôts sont maintenus dans l'ensemble, parfois augmentés, mais leur taux s'applique maintenant à une industrie en plein travail, à une agriculture relativement prospère et à un commerce actif. Les rentrées fiscales augmentent donc constamment, cela malgré les dégrèvements massifs consentis en faveur de secteurs favorisés de l'activité nationale (construction familiale en particulier, automobiles) ou de classes sociales (agriculteurs). Les recettes fiscales (en milliards de marks) évoluent comme indiqué:

1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
6,6	6,8	8,6	9,65	11,49	14,03	17,7	18,8

évolution sensiblement plus rapide que celle du revenu national. De fait, le fardeau fiscal moyen de l'Allemand augmente :

1929	1933	1937	1939
18,4	21,8	28,6	34 %

Comment se répartit la charge fiscale ? D'abord sur les bénéficiaires de la reprise industrielle, c'est-à-dire sur les sociétés et sur les capitaux ; les salaires et la consommation sont relativement peu touchés :

	1934-35	35-36	36-37		
Impôt sur la circulation des capitaux.	4 969	6 175	7 830		millions
Taux de l'impôt sur le revenu des sociétés	20 %	30 %	35 %	40 %	1938
Impôts sur les salaires ..		2 091			millions
Impôts sur la consommation et les douanes ...	3 253	3 474	3 653		millions
En valeur absolue sur le revenu des sociétés ...		2 417			millions

2 — Épargne

Les Allemands ne sont pas, de nature, épargnants. Il a donc fallu un effort de propagande et d'éducation des consommateurs pour inciter ceux-là à économiser. Les dépôts dans les Caisses d'Épargne passent, de 1934 à 1938, de 11 à 16 milliards de marks, soit près de 50 % d'augmentation. L'épargne ainsi drainée est « mobilisée » par l'État et remise en circulation. L'économie de guerre fera apparaître « l'épargne de fer », épargne forcée.

3 — Endettement

Il faut noter ici que cet endettement est surtout imputable aux collectivités (communes en particulier) qui, jouissant de l'autonomie financière, empruntent largement. L'endettement intérieur global du Reich augmente rapidement dans les années qui précèdent la guerre. En milliards de marks :

1933	1936	1937	1938	1939	1940
11,63	15,25	17,60	19,09	30,67	37,34

La conversion générale à 4,5 % de 1935, rendue possible par l'abaissement du loyer de l'argent, a diminué les charges annuelles qui, d'ailleurs, ne sont pas excessives pour un grand pays (de 2 à 3 % du revenu national). La dette elle-même, au moins la dette intérieure, reste inférieure à celle d'autres pays européens (en francs, 180 milliards en 1939 contre 240 pour la France et 210 pour l'Angleterre).

Ce n'est dans aucun de ces éléments pris séparément (inflation, fiscalité, épargne, endettement) qu'il faut chercher la clef de ce système monétaire qui a permis au Parti de consacrer, en huit ans, de 80 à 100 milliards à son réarmement, mais plutôt dans une combinaison constante de ces éléments, et surtout dans une compréhension nouvelle du rôle du signe monétaire; celui-là ne représentant rien par lui-même, personne ne cherche à le thésauriser ou à ralentir sa circulation, au contraire. Ainsi (comme ces figurants de théâtre dont le passage incessant finit par faire une foule), l'argent est abondant dans le IIIe Reich parce qu'il circule sans arrêt et rapidement. La politique des salaires et des prix, par ailleurs, empêche cette circulation de se répandre au hasard.

C) Les salaires et les prix

L'augmentation de la production, l'abandon complet de l'équivalence monnaie-or, l'accroissement de la circulation monétaire scripturale tendraient en régime normal à créer une conjoncture de hausse; la masse des salaires distribués augmente rapidement du fait du réemploi, le pouvoir d'achat excédentaire ainsi obtenu élargit le marché de consommation, et les prix des biens montent. C est ainsi au moins que se passent les choses dans l'économie libérale non dirigée, dans la période de reprise de l'économie. De fait, dès 1934, la tendance à la hausse est manifeste en Allemagne; mais elle risque d'entraîner une dévaluation effective, et de plus elle favorise les industries produisant des biens de consommation alors que le nouveau régime tend, à la même époque, à orienter le travail du pays vers les industries d'équipement qui soutiennent les grands travaux et le réarmement.

Mais, n économie dirigée, l'État est en mesure d'agir sur le marché de l'offre et de la demande, d'une part, en bloquant les salaires (ce qui équivaut à créer du travail non payé monétairement, investi en biens de production), d'autre part, en bloquant les prix pour maintenir le niveau de vie des salariés. En réalité, le terme de blocage est impropre en ce qui concerne le national-socialisme; il serait préférable de dire « freinage », d'une part, parce qu'il est impossible de bloquer réellement prix et salaires

par décret, d'autre part, parce que les décisions officielles de *Lohnstop* (salaires) et de *Preisstop* (prix) n'interviennent respectivement qu'en octobre et mai 1936.

1 — Stop des prix. – Le régime agit aux deux extrémités du circuit des prix : à la formation, la concentration et la cartellisation de l'industrie allemande (*cf.* A.) permettent de généraliser le plan comptable de l'industrie et de généraliser les prix de revient fonctionnels, ce qui élimine les usines les moins rationalisées du secteur tout en assurant aux trusts les mieux équipés et les plus rationalisés une marge bénéficiaire appréciable. La péréquation des transports (c'est-à-dire l'application d'un taux unique aux transports des matières premières ou demi-finies d'un point quelconque à un point quelconque du pays), le contrôle douanier des produits importés et le blocage du poste « main-d'œuvre », enfin la limitation (étudiée par ailleurs) du bénéfice industriel facilitent beaucoup la surveillance de la formation des prix. Il en va de même dans l'agriculture, nous l'avons vu, grâce au contrôle multiple exercé par l'Office d'alimentation.

Cependant, ces mesures mêmes sont insuffisantes à briser la tendance à la hausse, conséquence de l'endettement de l'État et de l'augmentation du prix des matières premières importées. Le gouvernement agit donc à l'autre extrémité du circuit en comprimant les marges bénéficiaires du commerce. La généralisation de la *Festespanne* (marge fixe) n'est d'ailleurs que la fin d'une évolution déjà très sensible en régime libéral (système du prix de vente imposé au détaillant par le producteur). C'est donc en partie le commerçant qui fait les frais du blocage des prix ; mais il faut noter que l'accroissement du chiffre d'affaires (augmentation de la population salariée) et la suppression partielle de la concurrence juive lui assurent une compensation dans ce domaine.

Les statistiques suivantes illustrent ce mouvement : les branches du ciseau se referment et, par ailleurs, les prix même en hausse restent inférieurs au niveau de 1929, année de grande prospérité. Les grands travaux et le réarmement n'ont donc eu sur le marché de consommation qu'une incidence limitée.

Prix de gros (100 en 1913) :

1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
93,3	98,4	101,8	104,1	105,9	105,7	106,9

100 en 1929 :

68	71,7	74,2	75,9	77,2	77,3	78,2

Détail, coût de la vie (100 en 1913) :

118	121,1	123	124,5	125,1	125,6	126,2

100 en 1929 :

76,6	78,6	80	80,8	81,2	81,5	82

Augmentation en % des prix durant cette période
Prix de gros : 9,7, Prix de détail : 3,7.

Ce tableau appelle, entre autres, deux observations : d'une part, le blocage n'est pas rigoureux, car il résulte de deux actions concomitantes. Les prix sont seulement surveillés pour les articles de luxe, demi-luxe, etc., et rigoureusement bloqués pour les articles de consommation de base (l'équivalent de nos articles « d'utilité sociale » en France et en Angleterre de 1945 à 1947) ; ces derniers articles couvrant, selon les statistiques officielles, de 30 à 35 % des besoins des salariés. Par ailleurs, il faut noter que la marge bénéficiaire du commerce s'était constamment accrue entre 1913 et 1933 (les prix de gros baissant de 6,7 % et les prix de détail augmentant de 18 %) et que la compression de cette marge, à laquelle procède le national-socialisme, est justifiée.

2 — Stop des salaires. – La nation de « salaires » est actuellement en pleine évolution, et c'est un fait dont il faut tenir compte dans cette étude : en effet, à l'idée du salaire abstrait

(rémunération monétaire d'un travail variant avec l'offre et la demande), le capitalisme, de sa propre initiative, et les régimes d'économie dirigée (démocratiques ou totalitaires) substituent peu à peu celle d'un salaire « social », à l'intérieur duquel la rémunération en monnaie finit par ne jouer qu'un rôle diminué. Le salaire tend à couvrir les « besoins réels », c'est-à-dire avant tout les besoins familiaux des salariés, et, par ailleurs, la « prestation en nature » versée par l'industriel sous forme de participation sociale (colonie de vacances, garderies, cantines, stades, etc.) prend une place toujours plus grande dans l'évolution du salaire réel. De plus, comme l'avait le premier remarqué Spengler, sous l'influence grandissante du prolétariat organisé en état dans l'État, la « loi d'airain des salaires est progressivement tournée », sinon brisée. Au salaire économique (ou économique-social comme nous l'indiquons ci-dessus) tend à se substituer un « salaire politique », qui n'est plus calculé selon le jeu des possibilités économiques du moment (ce que l'entrepreneur peut payer comme salaires), mais selon ce que le prolétariat, en tant que puissance politique, estime pouvoir exiger avec succès. Le résultat de cette substitution, là où elle se produit et dans la mesure où elle se produit, est la distribution croissante de signes monétaires auxquels cessent de correspondre sur le marché les offres de biens de consommation. Ainsi commence la course des salaires (politiques, entre les mains de l'État « socialisant ») et des prix (dont la formation dépend toujours des collectivités économiques apolitiques et capitalistes). « Ce principe, déclare Hitler le 1er mai 1937, inverse du nôtre, que nous voyons appliqué dans d'autres pays : hausse des prix, relèvement des salaires, de nouveau hausse des prix, de nouveau relèvement des salaires, puis triplement des prix et doublement des salaires, puis dévaluation et, en conséquence de la dévaluation, nouvelle hausse des salaires suivie d'une hausse des prix – nous serions, nous aussi, capables de le mettre en pratique. » Pour le national-socialisme, au contraire, « le standard de vie de la nation ne peut résulter que de la production totale des biens utilisables, c'est-à-dire que tout salaire et tout traitement payés en Allemagne ne possèdent de valeur que par le travail fourni, autrement dit par son rendement

sous forme d'articles produits. Doctrine extrêmement impopulaire à une époque qui tout entière retentit du cri : « Plus de salaires pour moins de travail. » (A.H.)

Impopulaire, en effet, telle est en définitive la politique des salaires du régime; non tant parce que les salaires sont bloqués, puisque le mark est stable, que parce qu'ils sont bloqués à un niveau qui reste intermédiaire, au moins pour le manœuvre, entre l'allocation de chômage et un salaire « suffisant ». La plus-value ainsi accumulée va aux grands travaux et au réarmement – nous l'avons vu par ailleurs —, quant au « manque à gagner » pour l'ouvrier, il est dans une certaine mesure compensé par le salaire « social ». Attachons-nous, pour l'instant, à l'étude du salaire nominal.

Le blocage n'est effectif et absolu qu'en 1939, dans le cadre de l'économie de guerre. Jusque-là, et malgré les ordonnances de 1936, les salaires évoluent selon la demande, surtout qualitative, de main-d'œuvre. Aux salaires surélevés des années de prospérité avaient succédé les salaires massacrés des années de crise; avec le nouveau régime, la masse globale des salaires distribués remonte – cette hausse traduisant plus une répartition plus égale du salaire dans la population salariée qu'un relèvement du salaire individuel.

Montant en millions des salaires et traitements :

1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
42 907	44 466	40 968	33 564	26 001	26 310	28 525	31 700

En même temps, la part du travail salarié dans le revenu national augmente :

1913	1929	1933	1939
46 %	56,7 %	52,5 %	57 %

Quant aux salaires individuels, ils étaient, jusqu'en 1929, nettement élevés (supérieurs en moyenne de 22 % aux salaires français des catégories équivalentes). Ils tombent en-dessous de

ceux-là pendant les années de crise, parviennent lentement ensuite à une égalité que le mouvement social de 1936 en France détruira au bénéfice (tout provisoire) des salaires français. Cela ne vaut, rappelons-le, que pour les salaires nominaux.

Évolution des salaires pour dix-sept branches, ouvriers non qualifiés (N.Q.), qualifiés (Q.) et moyenne du salaire horaire (S.H.). Indice 100 en 1913 :

	N.Q.	Q.	S.H.
1928	75,2	95,9	127
1933	62,3	70,5	94,5
1936	62,2	78,3	100
1937	62,3	78,5	106
1939	63	79,2	108

Les branches du ciseau sont donc faiblement ouvertes en faveur de la main-d'œuvre qualifiée, mais pratiquement fermées pour les manœuvres. Les salaires mensuels moyens évoluent entre 80 et 150 marks (soit, en 1938, le pouvoir d'achat de 720 à 1 350 francs). Ajoutons à cela que les taux de salaires de la main-d'œuvre féminine restent de 10 à 15 % inférieurs à ceux des hommes, et notons pour terminer ce tableau sommaire que la différence de salaire augmente très rapidement en fonction de la qualification technique (au contraire de la France) ; les salaires ingénieurs-manœuvres sont comme 7 à 1 dans le premier cas, comme 3 à 1 dans le second. La durée légale de travail reste (par décret de 1938) la journée de huit heures, durée largement dépassée pour les industries d'équipement et d'armement.

Le plafond relativement bas des salaires nominaux de la fraction la moins favorisée du prolétariat ne doit d'ailleurs pas amener automatiquement à conclure que l'ouvrier allemand, en régime nazi, « n'est pas heureux ». Deux facteurs importants doivent ici être pris en considération : d'une part, pour un ouvrier sur trois, le nazisme a signifié en tout état de cause la fin du chômage et, par conséquent, le retour à une existence libérée au moins de la faim et du froid. D'autre part, le mode de vie de la

grande majorité des Allemands comporte une sobriété que le Français (l'homme le mieux nourri du monde, à l'époque) jugerait intolérable et injustifiable. Au contraire, la dépense de logement (qu'une série de mesures démagogiques ont réduite en France à sa plus simple expression) est beaucoup plus importante dans le budget familial allemand. Moins bien nourri, beaucoup moins familier du « bistrot », mais beaucoup mieux logé, mieux habillé (ce qui frappe l'observateur), l'ouvrier allemand est, de plus, conscient de l'importance du sacrifice qui lui est demandé; s'il accepte de demeurer matériellement un prolétaire, c'est pour que l'Allemagne ne soit plus le prolétaire du monde. Quant à son niveau de vie, il n'est guère inférieur à l'époque à celui des pays capitalistes très évolués, sensiblement égal et supérieur pour le spécialiste à celui de l'Angleterre et de la France; enfin, le socialisme de fait – réalisé par le Front du travail – lui apporte, sous la forme qui convient le mieux à son tempérament, des avantages concrets.

d) Le Front du travail et le socialisme de fait

Le syndicalisme national-socialiste, c'est avant tout le Front allemand du travail (*Deutsche Arbeits Front, D.A.F.*). Nous en étudierons, comme d'habitude, la structure, puis le fonctionnement.

Ni les syndicats libres, qui luttent pour la victoire d'une classe plus que pour l'intérêt de la communauté nationale, ni les cellules nationales-socialistes d'entreprises, formations de combat politique, ne sont en mesure de réaliser l'idéal hitlérien d'une économie « au service du peuple ». Ils présentent tous deux ce double inconvénient de laisser à l'écart de la communauté les réfractaires à toute organisation et de faire d'une fraction ou d'une autre de la classe ouvrière des états dans l'État, capables de s'opposer à la politique totalitaire. Enfin, la superposition « libérale » d'organismes syndicaux nombreux multiplie, aux frais des travailleurs, les prébendes des « bonzes » syndicalistes et absorbe inutilement l'énergie d'une élite du prolétariat.

Au moment de sa constitution, le 2 mai 1933, lendemain de la dissolution des syndicats libres, le Front compte quatre millions six cent mille membres; c'est-à-dire, en fait, l'effectif des syndicats dissous (tombé à quatre millions en 1932 par suite du chômage) et celui des cellules d'entreprises (deux cent trente trois mille), qui en constituent presque tous les cadres. Les organisations de classe patronales dissoutes le 1er décembre 1933 y sont aussitôt « incorporées ». En 1938, le Front est devenu la plus grande organisation syndicale du monde, avec plus de vingt millions de membres, soit la presque totalité de la population active du Reich; douze millions quatre cent mille ouvriers et paysans, huit millions d'employés et d'artisans; les organisations professionnelles subsistantes (le Front des paysans, la ligue des fonctionnaires, par exemple) y sont rattachées en bloc.

Le Front lui-même est une organisation rattachée au Parti – juridiquement, une corporation de droit public. Il est dirigé par le Docteur Ley et comporte, horizontalement, treize directions (une par région économique). Verticalement, il est divisé, à tous les échelons, en quatre grands groupes :

— employeurs, représentés par les directions régionales des groupes économiques,

— artisanat, commerce, représentés par la Hago;

— employés;

— ouvriers.

Le Front comprend des filiales : la Force par la Joie est la plus importante et la plus connue. Elle est à son tour, suivant cette méthode des « mandarinats superposés » que nous avons déjà trouvée sur notre route, divisée en sections techniques. Ce sont :

— les « loisirs après le travail »;

— la formation populaire;

— voyages, tourisme et vacances;

— sports;

— beauté du travail;

— équipes d'usines.

Le Front du travail est, sans doute, la personne morale la plus riche d'Allemagne; sa fortune est évaluée à 300 millions de

marks, en immeubles, dépôts, etc. Ces biens proviennent, d'une part, de la confiscation des patrimoines des anciens syndicats, d'autre part de l'accumulation des dons et cotisations. Ces cotisations s'élèvent à 1,5 ou 2 % du salaire, soit par exemple 2,50 marks par mois pour un salaire (moyen) de 120 à 160 marks. Le docteur Ley indique une moyenne de cotisation de 1,47 marks par mois (soit que la moyenne des salaires soit inférieure à 120 marks, soit, plus probablement, que le chiffre indiqué soit diminué pour les besoins de la cause). Quoi qu'il en soit, notons que la cotisation moyenne demandée par les anciens syndicats était, pour le salaire moyen, de 3 marks ; le nouveau régime syndical permet, par la concentration et son extension à la totalité des travailleurs, d'indiscutables économies de gestion ; les frais de celle-là passent de 40 % avec les anciens syndicats à 18 % pour le Front (chiffres du Dr Ley). Pour l'année 1936 par exemple, sur un total de 384 millions de marks de cotisations recueillies, le Front du travail distribue 109 millions de secours, 100 millions de crédits à la Force par la Joie, 6 millions à « Voyages et tourisme », 79,3 « la Beauté du travail ». Le Front devient rapidement une organisation tentaculaire : en 1936, il prend à sa charge l'éducation professionnelle et l'apprentissage (à l'exception de l'apprentissage assuré par les entreprises). Il crée pour cela un institut psychotechnique, des écoles et même des *Ubungswirtschaften*, firmes fictives fonctionnant à l'étranger aussi bien qu'en Allemagne, et dans lesquelles les futurs ingénieurs ou employés commerciaux doivent faire un stage. Il organise tous les ans un concours professionnel pour le Reich, qui donne lieu à des fêtes, des défilés, etc. Autre fête, celle des Chanteurs du Travail qui restaurent (à Breslau en juillet 1937, par exemple) les anciennes chorales germaniques. Il a ses journaux – avec un tirage de neuf millions – et rachète *l'Assaut*, le quotidien de Goebbels. Il distribue ses propres secours de maladie, de vieillesse, de natalité, de mariage, indépendants de ceux des assurances sociales.

Une telle organisation – même en remarquant qu'elle est beaucoup plus souple, grâce à l'autonomie relative de ses sections, que ne le laisserait supposer sa masse – répond bien à

l'idée que l'on se fait de l'embrigadement des travailleurs en régime totalitaire. Cet embrigadement est-il justifié par des résultats positifs ?

Par la convention du 31 mars 1936, complétée en fin 1936, Schacht et Ley, nous l'avons vu, avaient mis fin à une équivoque – du moins à ce que le national-socialisme considère comme une équivoque. Schacht se réservant la mainmise sur l'économie nationale, il restait au docteur Ley le « social », c'est-à-dire la responsabilité de pallier à l'insuffisance des salaires nominaux par l'organisation de la solidarité ouvrière. Le Front devenait ainsi, en fait, le responsable du « paternalisme d'État ». Il agit, dans ce domaine, par deux voies distinctes : son action directe et la pression sur le patronat.

Directement, le Front du travail consacre les sommes énormes que lui rapportent les cotisations, les quêtes, et le revenu de sa richesse, à l'aménagement des loisirs et des conditions sanitaires d'existence de ses adhérents. On sait quel usage le III[e] Reich devait faire, pour sa propagande, des réalisations du Front : croisières en mer à tarifs réduits, voyages organisés, sanatoriums, auberges de la jeunesse, etc. Les nazis ont, dans l'ensemble, « vu grand ». Même en tenant compte du grossissement de la propagande, il n'en reste pas moins que des bateaux ont été construits (six en tout, de 20 000 tonnes chacun) pour les croisières populaires, que ces croisières ont eu lieu, que le nombre et le confort des Auberges de la Jeunesse du Reich sont connus de tous les jeunes étrangers qui ont visité l'Allemagne par ce moyen entre 1934 et 1938, que le nombre de spectateurs de cinéma est passé de deux cent trente huit millions pour 1933, à quatre cent quarante et un millions pour 1939, celui des possesseurs d'un poste de radio (la radio populaire fabriquée par l'intermédiaire du Front) de huit millions en 1933 à treize millions en 1939 ; la plage géante de *Rügen* avec ses installations pour vingt mille estivants à 2 marks par jour n'est pas un mythe, et si elle choque notre goût pour la petite plage familiale, il faut surtout l'imputer au fait que le Reich n'est pas riche en littoral touristique. Nous ne rappelons ces faits et ces quelques chiffres que parce qu'il y aurait mauvaise foi à ne pas le faire.

Par ailleurs, le Front « invite » les entrepreneurs à se soucier du bien-être de leur personnel; la filiale « Beauté et Travail » indique, après enquête, les aménagements du lieu de travail qui lui paraissent devoir être faits, fait étudier par ses architectes les possibilités particulières de l'entreprise, etc. Elle lance une campagne en 1936, en faveur de la lumière à l'atelier, du jardin autour de l'usine, etc. Elle récompense les entreprises nationales-socialistes modèles, c'est-à-dire celles dont le chef montre un haut souci humain de bien-être de son équipe. Elle blâme au contraire – par la voix de ses journaux – les patrons qui n'ont « pas compris » et se refusent à tout changement dans leurs usines.

Cette pression morale conjugue ses effets avec ceux de la législation financière applicable à l'industrie, et c'est ici que nous pouvons noter au passage un des traits caractéristiques du capitalisme allemand (devenu par la suite, une caractéristique commune à tous les capitalistes évolués). Le chef d'entreprise, dans bien des cas, se résoudrait sans doute difficilement à consacrer au mieux-être de son personnel les capitaux dont il est le maître et même une partie du revenu de ces capitaux. Or, il apparaît qu'il y a intérêt; en créant lui-même un stade, un bâtiment de douches, un service de surveillance sanitaire ou un service social, un service de transports particuliers pour son personnel, une cité-jardin, etc., il augmente notablement le rendement individuel de ses ouvriers et employés, leur goût du travail. Il les attache durablement à l'usine, et, surtout, il évite de verser à l'État les sommes consacrées à ces œuvres sociales qui sont considérées par le régime comme des investissements. C'était sans doute un des buts de la confiscation théorique des dividendes au-dessus de 6 % : obliger le chef d'entreprise à distribuer indirectement à son personnel (après avoir renouvelé ou amorti son outillage) les profits excédentaires de l'entreprise. Tendance générale actuelle du capitalisme; la preuve en serait, si c'était nécessaire, que l'aménagement du lieu de travail, la création autour de l'usine des annexes sociales les plus variées (jusqu'au cinéma et à la salle de concert) sont largement pratiqués dans des pays capitalistes où n'existe aucune limitation des divi-

dendes, aucune obligation détournée d'investissement des profits. C est d'ailleurs, notons-le, une des raisons qui font que la notion marxiste de l'entrepreneur (le donneur de travail, *Arbeitsgeber*) est actuellement dépassée par l'évolution naturelle du capitalisme.

Ainsi se constitue, dans le III[e] Reich, un socialisme de fait au sein d'un capitalisme de droit. Quelle que soit l'origine juridique ou économique des réalisations sociales accélérées d'ailleurs plus que nées du fait du nazisme, ces réalisations ont frappé tous les observateurs étrangers entre 1934 et 1339, et c'est ce qui importe le plus.

C — L'économie allemande dans le monde

a) Le commerce extérieur

L'étude du commerce extérieur de l'Allemagne suppose celle des tendances générales du commerce mondial à partir de la Première Guerre mondiale.

Celle-là amène, dans ce domaine, des changements décisifs :

— D'anciens états agricoles se sont outillés pour les besoins de la guerre. Ainsi se trouve restreint le marché offert aux produits demi-finis et finis des pays industriels (Angleterre et Allemagne) ;

— c'est particulièrement le cas des Etats-Unis ; ceux-là, d'importateurs sur le marché mondial, deviennent exportateurs. De débiteurs de l'Europe, ils en deviennent le créancier principal. De son côté, la Russie soviétique cesse d'être acheteur sur le marché mondial, qu'elle inondera à partir de 1928 de matières premières à bas prix ;

— enfin, la baisse de la natalité dans les pays d'Europe autrefois consommateurs restreint encore le marché. Le « nationalisme économique » tend à protéger par des barrières douanières les industries ou l'agriculture nationales.

L'un des traits dominants de l'économie mondiale du second quart du XIX[e] siècle se trouve donc être le déséquilibre entre une production toujours accrue, grâce au progrès technique (qu'il est pratiquement impossible de freiner) et les débouchés possibles.

Il y a resserrement relatif du marché. L'épargne et les capitaux disponibles, ne pouvant plus s'investir dans une industrie de produits finis en marasme (toutes proportions gardées), investissent aveuglément dans les industries d'outillage, et c'est l'un des aspects de la crise mondiale que nous retrouvons ici.

De cette crise, l'Allemagne, pays essentiellement manufacturier, devait souffrir plus que tout autre. De plus, au déficit quasi inévitable de sa balance commerciale s'ajoute le déficit permanent, et beaucoup plus grave, de sa balance politique (les réparations à payer), même quand la dette politique aura été transformée artificiellement en dette commerciale. Le problème devant lequel se trouve placé le régime national-socialiste à son accession au pouvoir est donc le suivant : le Reich ne disposant plus ni d'avoirs à l'étranger (confisqués en 1919) ni d'une encaisse-or correspondant à ses nécessités alimentaires en particulier, le marché extérieur offert à ses produits se restreignant chaque jour, comment assurer l'équilibre de la balance commerciale – équilibre vital puisque l'Allemagne, en tout état de cause, nous l'avons vu, ne peut tirer de son sol de quoi se nourrir ? Ce problème se complique du fait de la crise intérieure allemande ; pour exporter, il faudrait produire, pour produire, il faut acheter des matières premières.

Le Reich va tenter d'abord de n'acheter qu'autant qu'il pourra vendre ; puis d'acheter et de vendre sans mouvement d'argent, par compensation. Enfin, il en arrivera, devant les obstacles permanents que le protectionnisme mondial oppose à ses exportations, à tenter de produire lui-même ce qu'il ne peut pas acheter et à consommer lui-même ce qu'il ne peut pas vendre.

1 — Dès 1934, les dépenses pour le plan de quatre ans (résorption du chômage) et pour la remise en route de l'industrie lourde, la revalorisation des prix agricoles et les difficultés de politique intérieure, créent une conjoncture de hausse des prix. De plus, la nouvelle idéologie du Reich va l'obliger à modifier les courants de ses ventes et de ses achats à l'étranger ; devant les réticences et le demi-boycott, d'origine politique, que lui opposent les nations antifascistes, il doit chercher d'autres clients.

2 — Il y parvient progressivement, en même temps qu'il équilibre favorablement sa balance commerciale, à partir de 1935. Pour cela, le gouvernement s'assure le contrôle de plus en plus strict, d'abord des devises que rapportent l'exportation, et qui sont nécessaires à l'importation, puis des exportations et des importations elles-mêmes. Pour obliger l'étranger à acheter ou à faire travailler en Allemagne, ou même à venir y dépenser ses devises en touriste, il gèle sur place les marks provenant de ses règlements d'importation. Les dettes commerciales sont alors réglées par *Verrechnungsmark* (mark de règlement).

3 — Le système se complique bientôt par la création de nouveaux marks, dont la cotation internationale varie suivant les chances que le vendeur étranger estime avoir de les négocier effectivement; *Sperrmark* (mark barré, pour le remboursement des dettes antérieures à 1931); *Registermark* (utilisable uniquement pour des voyages en Allemagne), mark bloqué des émigrants (Juifs). Tous tombent au-dessous de leur valeur normale, parfois des sept dixièmes. Ces difficultés de transfert, jointes à la bonne exécution des commandes par l'industrie allemande, favorisent à celle-là l'obtention de commandes de travail étrangères.

4 — A partir de 1936, les dévaluations successives des monnaies anglo-saxonnes risquent de renverser la tendance favorable de la balance commerciale. Le gouvernement crée alors un nouveau mark de règlement sur des comptes spéciaux (*askis*); le vendeur étranger est payé en marks qu'il verse à un compte de la Reichsbank. Ces marks sont remis à l'exportateur allemand travaillant pour le même bloc monétaire, et les devises dues à ces exportateurs sont enfin versées au vendeur étranger en règlement de ses fournitures. Le Reich pratique donc l'autofinancement des importations par les exportations.

5 — Le système des *askis*, trop complexe, n'est pas durable; il est progressivement remplacé par des accords bilatéraux de clearing (seul le solde doit être réglé en devises et, en pratique, ces soldes sont reportés d'années en années), de compensation

(le Reich subordonne ses importations à la création en sa faveur d'un contingent d'exportation) et finalement de troc (échange, sans intervention de signes monétaires, de marchandises de valeur équivalente). A la veille de la guerre, à travers toutes ses expériences, un fait subsiste : le Reich a stabilisé et même augmenté le chiffre global de ses transactions avec l'étranger et, surtout, il a gardé en permanence une balance commerciale légèrement favorable. Il n'est donc pas exact d'écrire que les nazis se sont systématiquement retirés du cercle des échanges internationaux ; le Reich est seulement revenu à un équilibre sain et normal entre ses possibilités de vente dans un monde suréquipé et frappé par la crise et ses possibilités d'achat.

Le solde de la balance est très négatif pendant les années de prospérité (l'Allemagne vit sur son crédit) : moyenne de 1925-1927, 3 milliards ; moyenne de 1928-1929, 2 milliards. Avec les années de crise (et grâce à la crise), le volume des échanges s'affaisse, mais le solde devient positif (l'Allemagne, privée de crédit, a dû restreindre ses importations, mais maintient ses exportations) : soldes 1930, + 1,6 milliards ; 1931, + 2,8 ; 1932, + 1,1. A partir de l'accession des nationaux-socialistes au pouvoir, les importations diminuent encore dans des secteurs touchés par l'autarcie : ainsi en valeur (millions de marks), celle des produits alimentaires :

1929	1932	1933	1934	1935
5 380	2 132	1 629	1 543	1 435

qui se stabilise à partir de cette date autour du dernier chiffre, représentant encore un tiers du total des importations.

Celle des matières premières baisse en valeur absolue, passant de 4 milliards en 1928-1929 à 1,5 milliard en 1933-1934, mais reste en valeur relative à 37 % du total des importations. Notons cependant que l'importation des minerais triple presque entre 1933 et 1936 (16). Les importations de coton et de laine augmentent dans de moindres proportions.

(16) Les importations de minerai de fer, en particulier, en provenance surtout de la France passent de 63 millions de marks en 1933 à 123 en 1935 et à 168 en 1936. Mais la métallurgie allemande est une grosse réexportatrice ; le solde net positif de sa balance commerciale augmente lui aussi, passant de 88 millions de marks en 1933 à 113 en 1935.

Les produits finis (machines, objets, etc.) représentent la presque totalité des exportation, de 95 à 98 %.

Le volume total des transactions et les soldes restent (à l'exception de l'année de reprise 1934) assez stables : (millions de marks)

1933	1934	1935	1936	1937	1938
		volume total :			
9 075	8 168	8 429	8 986	11 379	10 706
		solde :			
+ 667	- 284	+ 111	+ 550	+ 443	- 192

Le Reich dirige bien entendu son commerce suivant « la ligne de plus grande pente », c'est-à-dire là où les conditions les plus favorables lui sont offertes. Il abandonne successivement le client russe (qui achète beaucoup, vend peu et ne paie guère), le client anglais (excellent, mais qui passe brusquement du libéralisme à un protectionnisme outrancier; à partir de 1932, 90 % des marchandises allemandes paient des droits d'entrée, alors que, jusque-là, ces 90 % entraient en franchise, l0 % seulement payant des droits. Conséquence, les ventes de l'Allemagne passent de 1,2 milliards de marks de 1927 à 1931 à 446 millions en 1932, pour se stabiliser à 400 ensuite. Le Reich abandonne également le client nord-américain (qui se « protège »), conserve de bons rapports commerciaux avec la France et l'Union belgo-luxembourgeoise (dont les économies sont complémentaires de la sienne) et avec les pays scandinaves, gagne enfin les marchés sud-américains (le Brésil ou il achète de plus en plus son coton, l'Argentine, etc.) et surtout balkaniques (la Yougoslavie et la Roumanie en particulier, comme nous le verrons plus loin). On peut donc écrire que, dans une certaine mesure, le Reich ajuste sa politique commerciale aux besoins de sa politique étrangère, ou plutôt qu'il se crée, grâce à son commerce, des zones d'influence qui deviennent politiques.

Notons pour terminer dans ce domaine que le Reich emploie largement, pour améliorer sa position commerciale, la vente de services ; d'une part, l'activité de sa flotte marchande (devenue la cinquième du monde), dont le fret est payé en devises sans contrepartie, d'autre part, la vente de brevets et licences, enfin les revenus du tourisme (très actif entre 1935 et 1938) – trois formes d'exportation invisible qui aident à l'effort d'autarcie.

d) L'autarcie

En fait, la recherche des marchés nouveaux et l'autarcie se superposent, aussi contradictoires que puissent paraître ces deux politiques. L'autarcie n'est pas une tendance nouvelle de l'économie allemande, ni même de l'économie mondiale. Elle est inscrite dans l'évolution du nationalisme économique : l'Allemagne en a fait l'expérience à deux reprises (pendant le blocus continental de Napoléon et au cours de la Première Guerre mondiale), et elle sait les bénéfices qu'un pays industriel retire de l'isolement provisoire du circuit des échanges mondiaux.

Dès le début du régime, la question de cet isolement est posée : devant la hausse des barrières douanières et devant le boycottage antiallemand qui a suivi les manifestations antisémites de 1933, le Reich est contraint, puisqu'il lui devient de plus en plus difficile d'exporter et qu'il ne dispose pas d'une réserve d'or lui permettant de conserver longtemps une balance commerciale déficitaire (ce que fait au même moment la France), de réduire ses importations : « On nous empêche d'exporter, déclare Schacht en août 1934, il nous devient donc impossible de payer nos dettes, et nous allons cesser d'être acheteurs sur le marché mondial. On nous force à faire une politique d'autarcie ; l'Allemagne le déplore autant que l'étranger. Mais en boycottant nos produits, ce n'est pas à l'Allemagne qu'on fait du tort, c'est aux producteurs de laine australiens, aux producteurs de coton américains, aux filateurs de Roubaix, aux marchands d'oranges espagnols. Nous réduirons nos importations et, si vous nous demandez comment, je vous répondrai que nous emploierons tous les moyens imaginables pour produire en Allemagne ce qui nous manque. »

De fait, une loi du 15 décembre de la même année accorde la garantie de l'État aux industries produisant des ersatz, c'est-à-dire lève l'obstacle financier (la non-rentabilité immédiate) de l'autarcie. A partir de 1938, l'État lui-même fournira les capitaux nécessaires au lancement de la production des ersatz. Ceux-là, après avoir provoqué l'étonnement et l'ironie de l'opinion étrangère, sont entrés dans les mœurs ; en fait, il était facile de le prévoir. La vitre est un ersatz de papier huilé, le ciment un ersatz de pierre, la margarine un ersatz de beurre, etc. Parmi ceux que créent les techniciens allemands (entre 1915 et 1940, car la recherche systématique des ersatz a commencé avec le blocus de la Première Guerre mondiale), les plus connus sont : l'essence (obtenue par hydrogénation du charbon et du lignite), la Fibranne (de cellulose) et les fibres artificielles de la série chimique (jusqu'au P.C. Fraser ou « Nylon » allemand), le vinyle (cuir artificiel) et le buna (caoutchouc tiré de transformations complexes du charbon). D'autres (en particulier le beurre de charbon, mélange d'acides gras de la série du charbon) sont plus récents (1936) et ne semblent pas avoir été utilisés sur une grande échelle. Après la période de tâtonnements, il s'est révélé que la qualité des ersatz allemands était généralement équivalente, parfois très supérieure, à celle des produits correspondants naturels (buna et vinyle), et que le prix de revient pouvait s'en abaisser assez vite, alors que celui du produit naturel à tendance à monter à mesure que la demande dépasse les possibilités d'exploitation. Avec les ersatz, le Reich ne fait en somme que s'engager le premier, délibérément, dans une voie économique qui sera de plus en plus fréquentée, y compris par les pays les mieux dotés naturellement de matières premières. C'est ainsi que les Etats-Unis échangent dès 1935 des brevets d'essence, de caoutchouc et de fibres avec l'Allemagne, montant même des sociétés mixtes (la *Standard I.G.* par exemple, qui contrôle à la fois l'essence naturelle et l'essence-ersatz) pour, finalement, se lancer systématiquement dans la production de ces ersatz. Celle-là apparaît donc non comme une manœuvre économique préparatoire à la guerre, mais comme une nécessité inhérente à l'évolution industrielle du monde ; elle tend même, dans une large

mesure, à stabiliser les échanges mondiaux en empêchant toute spéculation des nations possédantes sur les matières ou produits indispensables à l'économie (ce qui s'était déjà produit avec l'introduction des engrais artificiels, qui avait brisé le monopole du Chili).

L'autarcie implique par ailleurs une économie stricte de l'utilisation, la lutte contre le gaspillage, et là encore on constate que la récupération est devenue une nécessité mondiale; la terre est beaucoup moins riche qu'on a tendance à le croire en matières premières (métaux et pétrole en particulier), et la récupération de l'acier, par exemple, est largement pratiquée par les Etats-Unis (premier producteur du monde). Ce sont encore là des vérités de bon sens trop peu répandues.

La politique autarcique (comme, à un moindre degré le protectionnisme douanier qui est une « autarcie larvée ») a surtout des effets sensibles sur l'économie intérieure; elle stimule les recherches techniques, détourne des solutions de facilité. C'est grâce à l'autarcie continentale de 1805-1812 que le sucre de betteraves a remplacé le sucre de canne... Dans ce sens encore (et en tenant compte du fait qu'une autarcie totale est impossible aux nations disposant de peu d'espace – ce que Schacht et Göring même soulignent à l'occasion), ses résultats les plus importants ne se font sentir qu'avec un certain retard, mais s'étendent alors d'eux-mêmes à l'ensemble des nations industrielles. L'autarcie nazie a contribué, pour une bonne part, à former le visage économique du monde actuel.

Il est donc exagéré et inexact d'écrire que l'isolement systématique du III[e] Reich a été la cause déterminante de la guerre. Le Reich reste, jusqu'en 1939, le premier exportateur du monde de produits fabriqués, le troisième (derrière les Etats-Unis et l'Angleterre) pour le volume global des transactions (volume double de celui des échanges français); il ne s'est donc pas « isolé » du monde. Il a seulement réagi le premier, avec netteté, contre un système qui s'était révélé et se révèle encore dangereux (compter sur le voisin pour vous fournir ce qui vous manque en espérant qu'il aura besoin de ce que vous produisez en trop); dangereux, parce qu'il repose sur des bases économiques et sociologiques

très fragiles (l'auto harmonisation des productions nationales, la bonne volonté mutuelle, l'avancement simultané des niveaux techniques nationaux). L'exemple de la France, de l'Angleterre et de la Belgique qu'on oppose volontiers à celui de l'Allemagne est faussé au départ ; ces pays se sont assurés par la « conquête » des espaces coloniaux, des sources de matières premières facilement accessibles qui leur permettent de faire pression arbitrairement sur le marché mondial. L'émancipation progressive, que nous voyons s'accomplir, de ces pays coloniaux remet actuellement ces trois nations dans l'état de fait où se trouve l'Allemagne dès 1933, et les conduisent nécessairement à l'autarcie – inhérente au nationalisme économique et au nationalisme tout court.

CHAPITRE X

LA VIE DE L'ESPRIT

I — Nihilisme païen ou révolution occidentale ?

Nihilisme païen ou révolution occidentale ? Il est difficile de ne pas hésiter. Le climat dans lequel s'est déroulée l'aventure nationale-socialiste est tellement déroutant parfois pour des esprits formés à la discipline gréco-latine et chrétienne que la question a été hâtivement résolue pour le nihilisme. Il y a un aspect « noir » du nazisme, une volonté de destruction qui n'obéit qu'à elle-même, un parti pris de violence, et surtout de cette violence qui n'a pas pour justification la passion du moment. Il y a enfin des rites païens ou considérés comme tels : les Feux de la Saint-Jean qui, la nuit du solstice d'été, appellent sur les hauts lieux, les collines chauves ou les cathédrales de sapins noirs, l'âme des vieux démons germaniques, les serments sur le poignard et sur la croix gammée, cette croix gammée qui, à n'en pas douter, est un symbole antichrétien, antioccidental même et par laquelle un Rosenberg voudra remplacer dans toute l'Allemagne la croix du Christ. Il y a là une ambiance qui évoque – pousserons-nous le romantisme jusque-là ? – et qui veut peut-être évoquer la grande force panthéistique primitive, l'assujettissement de millions d'hommes aux passions élémentaires, et toutes les civilisations de masses que l'histoire a connues : la Ninive des taureaux ailés, l'Egypte pharaonique, la horde de Gengis Khàn... Il ne faut cependant

pas être dupe de ces impressions : la meilleure part de tout cela ne relève que de la *Stimmung* allemande, appel à une connaissance affective des choses, à l'intuition sentimentale supérieure à la compréhension intellectuelle, et d'un besoin chronique de vie rituelle en commun, besoin qui est une conséquence peut-être de ce pays allemand, parfois grandiose, toujours oppressant et hostile. Tout cela pour dire qu'il ne faut pas attribuer à un système de gouvernement ce qui n'a été, le plus souvent, que l'exaltation romantique d'une jeunesse qui vivait l'aventure la plus étonnante de l'époque. Quant à la volonté de destruction, elle existe comme elle a existé pendant les dix premières années du bolchevisme russe. Mais elle coexiste avec une volonté de conservation du patrimoine culturel national et avec une volonté de création et de devenir qui nous interdisent de parler à la lettre d'un nihilisme nazi. Cette furie du désespoir qui jette quatre-vingt millions d'hommes sous les pieds de l'homme providentiel, elle s'explique surtout par la profonde détresse de l'Allemagne entre les deux guerres : comment imputer la faute au national-socialisme d'avoir drainé et accumulé jusqu'à la rupture cette immense réserve de forces errantes ? A partir de 1918, l'Allemagne est à prendre : le plus fort, le plus habile, le plus tenace, l'a fait. Ni la France, ni la république, ni les Églises, ni même le communisme, n'ont pu y parvenir. A qui doit aller le reproche ? Il n'y a là nihilisme que dans la mesure où le national-socialiste allemand, dans les cas extrêmes, ne croit plus à rien d'autre qu'à l'Allemagne nationale-socialiste, trouve en lui-même et dans l'exaltation collective nazie des raisons suffisantes et valables d'exister. Ainsi s'explique que la défaite du III[e] Reich ait provoqué suicides sur suicides.

Mais, répétons-le, l'arbre allemand et national-socialiste garde des racines profondes dans la terre d'Europe. L'influence latine, le souvenir de la lumière grecque, un sens aigu de la communauté de pensée occidentale sont encore et malgré tout sensibles dans la vie culturelle du Reich – religion, éducation, culture – que nous abordons ici.

II – Le problème religieux : protestants et catholiques

Peut-être, consciemment ou non, s'est-on exagéré dans les premières années du régime (et surtout à l'étranger) l'importance et les conséquences possibles du conflit entre le national-socialisme et les Églises ; les souvenirs de Canossa et du *Kulturkampf* et les nécessités de la polémique et de la propagande ont conduit à donner à un conflit réel, mais limité, une signification politique qu'il n'a certainement jamais eue en Allemagne même. Sans doute a-t-on oublié ou feint d'oublier que les foudres de Rome ont perdu depuis un siècle beaucoup de leur efficacité et que, quoiqu'en dise le Syllabus, ce n'est plus le monde moderne qui doit transiger avec l'Église, mais l'Église qui transige sans cesse avec le monde moderne pour reprendre une partie au moins des positions que la « déchristianisation » des masses lui fait perdre. De plus, et dans le même ordre d'idées, si l'on met en vedette les éléments qui soulignent la violence du conflit (la fermeté doctrinale de l'Église devant le totalitarisme et ses protestations contre les brimades) on néglige, ce que les milieux catholiques appellent précisément « l'hypothèse », c'est-à-dire les accommodements diplomatiques consentis par Rome. On sait par ailleurs que les principes même du protestantisme en font à l'avance, sinon une victime soumise, du moins un adversaire politiquement dangereux.

L'Allemagne se partage à peu près également entre les deux confessions : quarante huit millions de catholiques à l'ouest et au sud et quarante cinq millions de protestants au nord et à l'est. La foi est demeurée, au moins dans les campagnes. Avant d'en étudier séparément les rapports avec le national-socialisme, soulignons deux faits essentiels qui expliquent et justifient ce que nous écrivions au début de ce chapitre.

1 — Le III[e] Reich offre ce contraste d'être officiellement et doctrinalement en mauvais termes avec les Églises et de continuer cependant à les soutenir matériellement. Alors qu'en France, aux Etats-Unis, en Russie, etc., les Églises sont administrativement et matériellement séparées de l'État, elles conservent en Allemagne un statut très privilégié, celui d'une « corporation

de droit public » au profit de laquelle l'État perçoit des impôts sur l'ensemble de la population – les Églises étant elles-mêmes exemptes d'impôts. Entre 1934 et 1939, alors que la lutte dogmatique est violente entre le national-socialisme et les Églises, le montant annuel moyen de ces subventions passe de 170 millions de marks (1933) à 320 (1936) et 500 (1939). Le Reich est l'un des derniers pays d'Europe à posséder, auprès de ses universités, dix-sept facultés protestantes et quinze catholiques. Dans la même période, et en partie grâce à l'aide de l'État, deux cent soixante-dix temples protestants et deux cent trente églises catholiques sont édifiées, c'est-à-dire plus que pendant une période correspondante de la République de Weimar. Dans l'ordre matériel, il n'y a donc pas eu ce qu'il est convenu d'appeler « persécution ».

2 — Les majorités plébiscitaires recueillies par le régime hitlérien (sous les réserves déjà indiquées) sont en apparence inconciliables avec l'opposition confessionnelle de la totalité des catholiques et d'une large fraction des protestants. En fait, la population, dans sa majorité, a tracé instinctivement une ligne de démarcation nette entre ses devoirs religieux et ses devoirs politiques, sans prendre sérieusement en considération l'incompatibilité doctrinale du nazisme et du christianisme. Plusieurs des dignitaires du régime sont d'ailleurs des pratiquants qui semblent sincères : Himmler, Baldur, von Schirach (catholiques), von Ribbentrop (luthérien), par exemple. Si Hitler lui-même n'appartient à aucune confession, il a fait inscrire dès 1921 l'adhésion « à un christianisme positif » dans les statuts du Parti et affirme que les deux confessions sont « deux piliers de l'âme ethnique allemande ».

De fait, la première année du régime n'apporte rien qui puisse émouvoir l'opinion ni le clergé catholique ou protestant. Ce n'est que son pouvoir affermi que le Parti se lance dans la lutte contre les Églises.

L'Église protestante allemande (ou plutôt les nombreuses « Églises » qui constituent 1e protestantisme allemand) sont administrativement et financièrement liées à l'État. Les fidèles nomment leurs pasteurs et ceux-là, après approbation d'un

conseil synodal, reçoivent un traitement d'état. Depuis longtemps déjà, les meilleurs esprits du protestantisme allemand déploraient le morcellement des Églises, générateur de querelles de voisinage, et surtout la scission morale grandissante entre les pasteurs fonctionnarisés et les fidèles. Aussi est-ce favorablement que la majorité des protestants accueillent la décision du gouvernement d'unifier les Églises – étant entendu que cette unification doit être essentiellement administrative. Ainsi s'explique le succès étonnant, au début, du mouvement prônai des « chrétiens-allemands », qui se propose de renouveler dans un sens plus national (plus luthérien si l'on veut) le protestantisme allemand. Grâce à ce ralliement rapide et presque général, les chrétiens-allemands prennent une place prépondérante dans la hiérarchie ecclésiastique. Mais bientôt – après une réunion au *Sportpalast* de Berlin, au cours de laquelle un dignitaire des chrétiens-allemands a demandé que le protestantisme allemand rejette l'Ancien Testament et l'enseignement sémite du Rabbin Paul, et reconnaisse en Adolf Hitler un homme envoyé par Dieu pour réaliser le « christianisme positif » – la rupture se fait entre les « chrétiens confessionnels » (chrétiens orthodoxes) et la nouvelle Église, reniée par une large fraction des pasteurs et des fidèles qui estiment que le national-socialisme n'a pas à faire œuvre de réforme religieuse doctrinale. C'est qu'en effet le Parti (et plus exactement les protestants qui se réclament de lui), sous l'influence des thèses de Rosenberg, attaque le protestantisme de l'intérieur, cherche à combiner l'influence politique déjà grande qu'il possède dans ces régions (Est et Centre) à l'influence religieuse qu'il s'assure par les pasteurs et les évêques à sa dévotion. La lutte se poursuit à partir de 1934, apportant des alternatives de pacification et d'hostilité violente. Dans l'ensemble cependant, la politique du Parti vis-à-vis des protestants est malheureuse, et aboutit à des persécutions policières (1).

Cette fois, et bien que l'hostilité de Rosenberg soit plus marquée et plus violente envers les catholiques qu'envers les protes-

(1) *Cf.* un admirable opuscule d'origine allemande (antinazie), *le Village sur la montagne*, de J. Martaens.

tants – le régime ne peut songer à agir avec la même autorité et la même méthode. L'Église catholique n'est pas allemande, mais internationale (c'est d'ailleurs ce qui excite la haine de Rosenberg), et le régime a signé avec son chef un concordat qui sera, dans sa lettre sinon dans son esprit, respecté pendant les trois premières années du régime. Ce sont des mesures d'ordre gouvernemental et intérieur (en particulier la loi de stérilisation des tarés et les lois antijuives) qui vont provoquer une première cassure. Les évêques catholiques estiment que l'État outrepasse ses droits en prétendant imposer aux catholiques allemands des dispositions légales incompatibles avec le dogme ; à quoi le Parti répond qu'il est le maître absolu de la vie politique de la Nation, et qu'il ne tolérera pas que, sous le couvert d'une opposition théologique, l'Église tente de pratiquer une opposition politique – d'abord larvée, puis ouverte – au national-socialisme.

Par ailleurs, la mainmise de plus en plus accentuée du Parti sur toute l'éducation de la jeunesse se heurte, du côté catholique, à une opposition farouche. Le régime retire peu à peu aux patronages catholiques la plupart de leurs droits ; il cherche à restreindre la vie confessionnelle « à l'Église » : que les prêtres prennent soin des âmes et préparent les fidèles à l'au-delà, rien de mieux, mais que cette mission serve de prétexte à des activités politiques que le gouvernement estime appartenir uniquement à lui, et le conflit éclate. Le clergé catholique ne semble pas avoir été toujours unanime en face de ses persécuteurs, et le ralliement du cardinal Innitzer en 1938 le montre.

Là encore, le conflit se poursuivra sans amener de solutions nettes jusqu'en 1945 ; c'est contre le catholicisme « jésuitique » cependant que s'exerce le principal des sarcasmes de Rosenberg et, en sens inverse, c'est le catholicisme qui lutte avec la plus grande netteté contre le totalitarisme nazi. Mais, répétons-le, là encore il ne faut pas prendre les effets pour les causes. Il est notable que ce soit dans les pays les plus profondément déchristianisés que le mouvement d'opinion en faveur des Églises, contre le nazisme, ait été le plus fort : attitude essentiellement politique (de même qu'est politique la poussée, depuis 1945, de la démocratie chrétienne en Europe). Le national-socialisme n'a

fait, en ce sens, que rendre visible une hostilité au catholicisme romain qui se manifeste, en Occident, depuis près d'un siècle. Il est très compréhensible que les Églises aient saisi avec empressement dans ce nouveau *Kulturkampf* (purement doctrinal) une excuse et une explication à cette déchristianisation, et qu'elles aient attribué à l'action de l'Antéchrist Hitler la désaffection des masses pour la foi chrétienne, alors, répétons-le, que cette désaffection est plus visible encore dans les pays démocratiques que dans les pays « totalitaires » (en Italie par exemple), et plus encore en pays communistes qu'en pays fascistes.

Il peut donc sembler étrange, peu logique, que le Vatican ayant à combattre sur deux fronts – le front marxiste et le front hitlérien, attaqué avec beaucoup plus de violence et de succès apparent sur le front communiste que sur l'autre, trouvant en Allemagne des possibilités et des bases d'accommodement – ait cependant, après avoir associé ses deux adversaires dans ses anathèmes, finalement choisi de faire porter tout le poids de la lutte sur les hitlériens en passant, vis-à-vis des Sans-dieu soviétiques, à une neutralité qui, au cours de la guerre, se transformera même en neutralité bienveillante. Cette demi-énigme, qui pose indirectement le problème de la lutte du catholicisme universaliste contre les forces spirituelles spécifiques au monde moderne, demande au moins une tentative d'explication.

La lutte du communisme contre le christianisme est presque purement négative : à l'espoir craintif d'une vie éternelle, infiniment meilleure ou infiniment pire, suivant les mérites ou les démérites acquis par l'homme, au regard de la révélation et de l'organisation chrétiennes pendant sa vie passagère sur terre, le communisme ne substitue rien. Il affirme bien que « la religion est l'opium du peuple » ; mais si le peuple a « réellement » besoin d'opium ? Ni la mystique du plan quinquennal ni le culte de Staline-Dieu ne peuvent remplacer l'agenouillement devant les icônes. Le calcul du Vatican s'est révélé assez juste : « l'ennemi » marxiste était, dans son essence, moins dangereux pour lui que l'ennemi hitlérien. Celui-là, aux « hallucinés de l'arrière-monde » offre une mystique de remplacement qui, elle,

n'est pas sommairement matérialiste et laisse le champ libre aux aspirations spiritualistes ou romantiques des masses. Ce qu'il propose, c'est une action exaltante pour la durée de la vie, mais prolongée, embellie par la conviction intime que l'action de l'homme, son engagement dans la vie nationale-socialiste, s'insèrent dans une conception du monde durable, pétrie d'éléments mystiques, celle du devenir éternel de la race. Chaque Allemand national-socialiste se trouve une dignité, une raison d'être valable dans ce sentiment qu'il n'est qu'un chaînon de la grande chaîne de la race. Les fondateurs du mythe nazi ne nient pas qu'il ait une âme mais affirment que cette âme, c'est la *Rassenseele*, l'âme de la race. « Âme, écrit Rosenberg, signifie race vue de l'intérieur. »

Le Parti crée ainsi une liturgie – le mot n'est pas excessif – où se combinent les appels les plus obscurs au vieux totémisme tribal et l'exaltation psychique des masses unanimisées. Au « marteau et à la faucille », symboles du travail nourricier, et rien d'autre, il substitue l'antique croix brisée, le mystérieux signe que nous révèlent les peintures rupestres, les tapisseries tibétaines, les porcelaines chinoises et les mosaïques romaines. Et ici encore, apparaît l'étrange don prophétique du Juif Heine : « Quand la croix, écrit-il, ce talisman qui dompte la brutale ardeur batailleuse des Germains, viendra à se briser, alors, une fois de plus, la férocité des vieux lutteurs se donnera libre cours... On jouera en Allemagne un drame auprès duquel la Révolution française pourrait bien ne sembler qu'une innocente idylle. »

Quand on pense que ce nom de « vieux lutteurs » – *alte Kampfer* – est celui que se donnent entre eux les premiers camarades du Parti, on sent à quel point le national-socialisme répond à un besoin de l'âme germanique.

Ainsi, et ceci ne contredit pas ce que nous en disions plus haut, ce n'est pas par le hasard des lois que les deux points de friction les plus importants entre les forces catholiques et les forces hitlériennes sont l'endoctrinement de la jeunesse et les lois de stérilisation. Celles-ci, comme celle-là, procèdent de la même

philosophie biologique, de la même volonté de faire succéder le règne de l'homme indéfiniment ennobli par la sélection et le contrôle du sang, devenant dans un avenir lointain le Surhomme qui rejette loin de lui les vieux oripeaux du bien et du mal au règne des Dieux abstraits.

Ici encore, nous sommes devant un carrefour de la pensée et de l'action hitlérienne. Ici continuent le prodigieux bouleversement de tous les idéaux humains, le renversement nietzschéen des tables de valeur, la lutte pour le triomphe du germanisme aryen, la nouvelle morale de la violence, le nihilisme destructeur. Dans tout cela, seul l'avenir dira ce qui peut et doit rester.

III — L'éducation : a) l'enseignement, b) l'éducation sociale, c) l'éducation politique

Cet avenir, en tout cas, les nazis entendent le forger à sa base, c'est-à-dire dans l'âme de la jeunesse. Dans le présent, ils s'assurent par le camp de concentration le silence de l'opposition ; mais dans l'avenir, c'est l'opposition elle-même qui disparaîtra, car les générations qui viennent n'auront connu qu'une éducation, qu'une foi, la foi hitlérienne. Après l'État soviétique, l'État national-socialiste s'engage dans la voie de la politisation intégrale de la pédiatrie : « L'éducation de la jeunesse, déclare Baldur von Schirach, chef de la jeunesse du III[e] Reich – est un droit inaliénable de l'État. Le but de l'éducation des jeunes par l'État est la transformation systématique du garçon inconscient en un citoyen conscient et en un support de l'idée de l'État. » (Mai 1935.)

De cet État à la jeunesse, le rapport est direct : non seulement parce que le *Jugends-fuehrer* du Reich (Baldur von Schirach, puis A. Axmann) est directement subordonné au Führer, mais surtout parce que, à partir des années 1935-1936, aucun corps constitué, aucune puissance culturelle ou confessionnelle ne vient s'interposer entre Hitler et sa jeunesse. Cette jeunesse constitue un état dans l'État, avec ses lois, ses chefs, sa mystique. Le secteur qu'elle monopolise s'étend dans les deux directions : vers l'enfance et vers l'âge adulte. Pour les nationaux-socialistes, en effet, la jeunesse n'est pas seulement la période transitoire

entre l'enfance et la maturité, mais un stade original et autonome du développement humain, une forme spécifique de la condition humaine, et c'est pourquoi, par ailleurs, la jeunesse doit, dans toute la mesure du possible, se diriger et s'administrer par elle-même. Entre le jeune et l'homme, une série d'étapes de « décantation » et de sélection assurent le passage, de telle sorte que l'influence des enseignements et des mythes de la jeunesse se poursuit très avant dans l'existence. Aussi, à chaque génération, le Parti compte-t-il remporter une double victoire politique, celle du nombre toujours plus grand de ses « croyants » et celle d'une foi toujours plus solidement ancrée (parce que plus tôt inculquée) dans les destinées de l'Allemagne de Hitler. L'évolution du Reich devait montrer à quel point, même dans la défaite, ce calcul était exact – les derniers et les plus fidèles tenants du régime et du Führer ont été ces jeunes hitlériens, enrégimentés et imprégnés de national-socialisme dès 1933-1934 (quand ils avaient 12 ans) et qui, dix ans plus tard, se battront encore, sans espoir, avec héroïsme et sauvagerie.

Pour plus de clarté, et bien qu'ils se recouvrent étroitement, distinguons trois secteurs dans l'éducation nationale-socialiste.

a) L'enseignement

Hitler a-t-il réellement dit : « J'accorderai à de larges couches inférieures de la masse le bienfait de l'analphabétisme (2) » ? C'est possible : le mot, terrible et clairvoyant, exprime en tout cas l'une des tendances nazies en matière d'enseignement : ne pas se laisser prendre à la duperie égalitaire d'une instruction médiocre, largement répandue. Au contraire, le régime cherche à faire de l'enseignement officiel (dont la valeur et l'intégrité étaient déjà notoires en Allemagne) une machine à sélectionner, sur un double plan :

— sélectionner dans chaque établissement d'enseignement le ou les sujets réellement exceptionnels, les aider, les pousser le

(2) Rauschnigg, *op. cit.*

plus loin possible, ce qui suppose obligatoirement, en contrepartie, de négliger les faibles et même les médiocres. Le but à atteindre n'est pas de « couper les têtes », d'imposer aux mieux doués un enseignement lent et superficiel pour permettre aux moins doués de suivre le mouvement, mais, au contraire, de laisser libre carrière aux meilleurs, d'accentuer l'inégalité foncière qui a sa base dans des différences de capacité intellectuelle. Les critères de cette sélection permanente sont multiples – le plus important est « le caractère », quand il est associé à la valeur intellectuelle et à la santé physique. Le régime s'attaque donc au « mandarinat des bacheliers », non (comme on l'a écrit) par haine de la culture, mais seulement dans le juste souci de proportionner l'importance numérique de la classe des diplômés aux besoins réels de l'État. Ainsi, alors qu'en 1925-1932 la moyenne annuelle des bacheliers admis était de trente-deux mille, et de onze mille bachelières (3) pour huit mille à dix mille situations ou issues possibles, soit trois déclassés sur quatre bacheliers, cette moyenne s'établit en 1934-1938 aux environs de quinze mille, grâce à la restitution partielle à l'examen d'un caractère de « concours » et à l'élimination en cours d'étude des sujets insuffisants ;

— individuellement, une autre forme de sélection joue, la spécialisation amorcée dès les classes inférieures aidée par l'emploi des tests psychologiques ou psychotechniques. Elle permet d'orienter le sujet vers le secteur d'études où il se révélera *volleistungsfahig*, capable d'un plein rendement. Réduire le plus possible les tâtonnements, les « vocations manquées », placer chacun sans violence dans le secteur que lui assignent ses prédispositions intellectuelles ou caractérologiques. C'est encore éviter à la collectivité des frais d'entretien et d'éducation inutiles et un gaspillage coûteux des capacités. Dans l'enseignement, des performances supérieures dans certains domaines permettront de négliger les résultats insuffisants dans d'autres.

---

(3) Bien entendu, nous employons ici les termes de bachelier pour éviter au lecteur français une explication technique superflue. Il s'agit des jeunes gens ayant subi avec succès l'*Abitur*, qui correspond à peu près à notre baccalauréat.

Il y a donc eu réforme radicale de l'enseignement – moins dans la lettre enseignée ou dans le personnel enseignant que dans l'esprit : tendances, buts, critères, sont changés. A l'enseignement libéral-démocratique qui crée dans la société une égalité de savoir illusoire et néfaste, les nazis prétendent substituer un enseignement aristocratique une chasse au sujet d'élite ; cela explique la contradiction apparente (qu'on a d'ailleurs démesurément grossie) entre l'ignorance d'un pourcentage relativement important de jeunes prisonniers allemands (prouvée par une statistique américaine) et le niveau très élevé des chercheurs, savants et techniciens allemands. Là encore, le national-socialisme est conséquent avec lui-même, et pleinement réaliste : c'est aux dépens de la masse amorphe qu'il forme et élève une élite d'hommes de science, élite qui fait du III[e] Reich, en 1938, une des premières nations scientifiques du monde.

b) L'éducation virile et sociale

Mais l'enseignement n'est pas tout. L'éducation, sociale quand elle vise à donner à tous les Allemands le sens de leur solidarité, de leur association intime, politique lorsqu'elle forme les cadres dirigeants du Reich, tient une place de premier rang dans les préoccupations du régime.

L'éducation sociale de la jeunesse se fait essentiellement au sein de la Jeunesse hitlérienne et au Service du travail.

L'*Hitlerjugend, HJ*, est mouvement obligatoire de la jeunesse en décembre 1936 ; jusque-là l'obligation n'est que morale – et en fait aussi stricte. A cette date d'ailleurs s'établira progressivement la distinction entre la HJ qui doit garder son caractère « partisan » et national-socialiste, et un *Reichsjugend* (jeunesse du Reich) en formation.

Avant d'entrer dans la HJ, à 14 ans, le jeune allemand est passé, cette fois facultativement, dans les *Pimpfen* (les « gars »), de 10 à 14 ans et, auparavant, dans le *Jungvolk* (jeune peuple) de 8 à 10 ans. Ces associations, qui sont des filiales de la HJ ont, comme elle, absorbé les groupements confessionnels ou de scoutisme existant encore en 1935. Du côté féminin, l'Union des

Jeunes filles allemandes (*Bund der Deutschen Mädel*, B.D.M.) correspond, de 14 à 21 ans, à la HJ avec une section de 10 à 14 ans et une filiale, « Foi et Beauté ».

La jeunesse hitlérienne est un véritable État de la Jeunesse ; la très grande majorité de ses chefs sont pris dans ses rangs. Elle a ses organisations propres pour l'information (avec ses journaux), la motorisation, l'aviation, la marine, etc., ses foyers et ses Auberges de la Jeunesse. L'usage du tabac est interdit aux jeunes hitlériens, celui de l'alcool « déconseillé » ; en revanche, il semble y avoir régné une assez grande liberté sexuelle.

A sa sortie de la HJ, à 18 ans, le jeune homme prête serment de fidélité à Hitler. Il doit encore au pays le Service du travail et le Service militaire. Le premier est obligatoire depuis juin 1935. Sa durée est de six mois, qui doivent être accomplis à la date choisie par le jeune allemand entre sa sortie de la HJ et son entrée dans l'armée. Les objectifs du gouvernement nazi en rendant obligatoire le Service du travail (A.D.) étaient multiples :

— fournir à l'agriculture une main-d'œuvre à bon marché, non pour les travaux courants d'exploitation qui sont assurés par le personnel normal et, en cas d'urgence par les volontaires de « l'Année rurale » et les semi-volontaires du « Service agricole » (garçons et filles remplaçant la prestation unique du Service du travail par des prestations échelonnées, en culture, au moment des gros travaux), mais pour la colonisation intérieure, c'est-à-dire l'équipement agricole, le défrichement, l'assèchement, etc. Une partie des travaux routiers incombe aussi au Service du travail qui, dans l'ensemble, est affecté à des travaux manuels ne requérant pas de formation spéciale ;

— résorber partiellement le chômage des jeunes (les participants au Service du travail sont logés, nourris et touchent une solde, d'ailleurs insignifiante, 50 pfennigs par jour, soit 3 francs en 1936) ;

— « uniformiser » la nation en obligeant travailleurs manuels et intellectuels, prolétaires de l'usine et prolétaires en faux cols à passer six mois ensemble à un travail purement manuel. Ce travail, présenté comme un « service d'honneur » envers le peuple

allemand, doit, dans l'esprit des dirigeants nazis, atténuer les incompréhensions de classe en obligeant les bourgeois à prendre conscience une fois dans leur vie de la difficulté et de la noblesse du travail manuel. Beaucoup plus qu'un expédient totalitaire ou paramilitaire, c'est une école civique par laquelle doit passer toute la nation. C'est le *melting pot* social de l'Allemagne. C'est aussi, si l'on veut, une adaptation moderne de la corvée féodale, de la « prestation en travail » dont les impôts sont, à l'origine, le rachat.

La grande école d'éducation sociale reste d'ailleurs, plus que jamais, l'armée.

c) L'éducation politique

Il est difficile de la distinguer de l'éducation sociale. Aussi n'étudierons-nous, sous ce titre, que la formation des chefs en régime national-socialiste.

Cette formation se fait dans trois catégories d'écoles créées par le régime et par le Parti :

— les Institutions nationales-socialistes ; ce sont des écoles où les fonctionnaires ou futurs fonctionnaires n'appartenant pas au Parti viennent faire des stages de durée variable (en moyenne six mois), stages par conséquent très poussés où seule compte la formation politique rapide, l'endoctrinement ;

— les Ecoles Adolf Hitler. Cette fois, il s'agit d'écoles mixtes, c'est-à-dire dans lesquelles les études normales se poursuivent pendant huit ans (environ de 12 à 20 ans). Ces études mènent à l'*Abitur* (le baccalauréat allemand) ; mais elles sont doublées d'une formation politique et sociale intense. La sélection est très difficile à l'entrée, et elle se répète en cours d'études. Sortent des Ecoles Adolf Hitler des candidats aux carrières administratives et de direction. Les plus doués de ces candidats passent alors dans les châteaux (ou citadelles) de l'Ordre (*Ordensburgen*). Les *Ordensburgen* sont la véritable école de chefs du national-socialisme. En 1939, il en existe trois pour toute l'Allemagne, à la fois monastères, casernes et Universités. La discipline et les travaux concourent à faire des citadelles de l'Ordre l'école du caractère et

de l'aptitude au commandement. A la sortie de l'*Ordensburgen*, le jeune hitlérien peut prétendre pratiquement à toutes les fonctions du Parti.

On ne s'étonnera guère qu'un Parti qui a mis tant de soins à embrigader et à exalter à ce point la jeunesse, ait vu en elle son soutien le plus solide. Une génération entière d'Allemands (celle qui est née entre 1917 et 1930) a été et reste pratiquement soumise à l'emprise du national-socialisme et de Hitler.

IV — La vie culturelle

L'un des points du programme de 1920 (le 19e) demandait le « remplacement du droit matérialiste romain par un droit communautaire germanique ». On ne s'étonnera donc pas de voir figurer, dès 1931, la refonte du droit au calendrier des réalisations du régime; et si Hitler n'a pas, comme Napoléon, attaché son nom à un nouveau code (celui-ci étant demeuré inachevé), le travail accompli dans ce domaine de 1933 à 1942 demeure témoin d'une tentative originale.

Que signifie cette opposition entre un droit « matérialiste » et un droit « communautaire »? Le droit romain classique était matérialiste dans la mesure où il limitait les rapports de droit entre individus à des rapports matériels d'association, de réparation et de sanction. De plus, et c'est la critique essentielle que font les juristes allemands au droit classique (romain ou napoléonien), il est foncièrement individualiste et libéral; le sujet du droit est toujours une « personne ». Les collectivités elles-mêmes n'y ont pas de droits supérieurs à celui d'un de leurs membres. Enfin, les hommes commis pour entendre et déclarer le droit n'ont qu'un pouvoir interprétatif restreint; ils ne jugent pas l'équité, mais selon la lettre. Le droit ainsi conçu est statique et injuste, puisqu'il reconnaît à l'individu une valeur objective démesurée et n'en reconnaît aucune au corps social, en dehors duquel cependant l'existence même de cet individu n'est pas concevable.

Ce droit (et c'est le point le plus important) n'est pas utilitaire, il ne cherche pas à réaliser des fins extérieures à lui, il porte en lui-même sa raison d'être : *pereat mundus, fiat justifia*, le monde peut périr pourvu que la justice se fasse.

Au contraire, les juristes nationaux-socialistes, reprenant et précisant une thèse déjà exprimée au début du XIX^e^ siècle par K. von Savigny, soulignent la relativité du concept juridique. Le droit ne doit pas trouver en lui-même sa propre satisfaction ; c'est une construction organique, empirique et utilitaire qui doit suivre fidèlement l'évolution morale et technique de la société au sein de laquelle il a pris naissance : « Est juste ce qui sert le peuple allemand, est injuste ce qui lui nuit. » (Frank.) Sa fonction n'est pas de régler dans l'abstrait les rapports entre individus, mais d'assurer de façon réaliste l'harmonie du corps social

La volonté de rejeter les formules anciennes du droit est fort nette ; la nouvelle « Académie du Droit Allemand » présidée par le docteur Frank, fait solennellement des « adieux au Code civil » et met en chantier, en 1936, la rédaction du nouveau code. Désormais, la communauté populaire est au centre du droit. L'individu n'est plus porteur d'un droit objectif opposable à tous, ce droit passe à la communauté populaire.

Que deviennent donc les rapports de droit dans le nouveau système ?

a) Entre individus, ils naissent du fait que ces individus co-appartiennent au corps social qui leur doit une justice égale. Ainsi le dommage causé doit être apprécié en fonction du désordre social causé ; c'est-à-dire que si le fait de la réparation subsiste, il ne s'appuie plus sur le droit de l'individu mais sur la nécessité de remise en l'état de l'ordre social tel qu'il existait avant le trouble.

b) De l'individu à la communauté, le principe « l'intérêt commun prime l'intérêt particulier », dont il n'était fait dans le droit français (par exemple) qu'une utilisation restreinte, est très largement étendu. On semble revenir à la conception médiévale du « bon usage » : la propriété n'est pas un droit objectif individuel,

puisque seule la communauté peut posséder un tel droit. Elle doit être justifiée par un usage satisfaisant pour cette communauté. Par suite, le droit d'user et d'abuser ne saurait être invoqué par l'individu contre le pouvoir public, celui-là, au contraire, peut exiger du propriétaire une gestion conforme à l'intérêt commun et lui retirer sa propriété si cette condition n'est pas remplie.

c) Qui exprime le droit ? C'est l'homme en qui s'incarne la communauté, c'est-à-dire, bien entendu, le Führer. Dans ce domaine, il est *Gerichtsherr* maître du droit, investi de l'ancien pouvoir monarchique de « faire le droit ». Comme le roi, il est censé « ne pouvoir mal faire ».

d) Qui le rend ? Le juge, et de fait, l'indépendance de la magistrature est un des rares points de l'ancien régime que le nouveau ait respecté, exception faite de l'incompétence des tribunaux réguliers quant aux délits commis par les membres du Parti, qui sont jugés par l'*Uschla*, et aux délits militaires. Le juge reprend sa fonction légale de juger selon la coutume et l'équité. Le nouveau Code de procédure civile précise que « chaque litige doit être jugé autant que possible en une seule audience, et sans appel ». La procédure doit simplifier le travail du juge et diminuer les frais de justice. Au besoin, une commission d'instruction auxiliaire nationale-socialiste, avec tout ce que cela comporte d'arbitraire politique, pourra l'assister. La tendance générale est de remplacer « le texte » par « l'homme », le « fonctionnaire » par « le citoyen ». Ainsi renaît le droit germanique primitif, dans lequel « le meilleur jugeait ».

e) Une tendance du même ordre se marque dans le domaine pénal. Ici, la sanction n'est pas réservée aux seuls actes délictueux prévus par la loi (*nulla poena sine lege*), mais étendue à ceux « méritant peine d'après l'idée fondamentale du Code pénal et le sain sentiment populaire ». Aucune faute (ainsi définie) ne devra rester sans punition, même en l'absence d'un texte la connaissant.

f) Cette punition elle-même doit être ressentie comme telle par le condamné. Pour certains crimes particulièrement méprisables (le rapt d'enfants par exemple), la peine de mort est applicable (et appliquée); de même (à partir de 1939) pour les délits d'affamement. Mais si le régime pénitencier est sévère dans son ensemble, il s'inspire cependant du même souci utilitaire.

Le nouveau droit pénal pour la jeunesse (1940) prévoit la séparation des délinquants en fonction de leur âge, et la rééducation des délinquants primaires et des jeunes – cette rééducation étant, en définitive, plus utile à la communauté que la punition. En revanche, le criminel « invétéré », c'est-à-dire celui sur qui pèsent des présomptions médicales de désordre mental héréditaire, et dont la responsabilité est diminuée, sera, aux termes d'une loi de 1933, interné médicalement et stérilisé.

Les délits politiques ne sont pas du ressort des tribunaux réguliers; une simple décision de la police suffit pour faire jeter au camp de concentration les opposants au régime, sans garantie de droit ni jugement. Il est donc *a priori* insolite d'étudier rapidement le régime disciplinaire politique à la suite de la réforme du droit, et ce n'est que pour des commodités d'exposé que nous le faisons.

Les KZ (*Katzetts*, *Konzentrationslager*, camps de concentration) qui feront, quelques années plus tard, la stupéfaction horrifiée du monde, s'ouvrent entre 1933 et 1939 au nombre d'une douzaine (Dachau dès 1934, puis Sachsenhausen, Hohnstein, Kislau, Heuberg, Orianenburg dissous en 1935). Leur régime est alors dur, mais rien à cette époque ne permet d'en parler comme de « camps d'extermination ». Ce sont des pénitenciers de travail où le régime enferme ceux qui, pour une raison ou une autre, gênent la réalisation de sa politique. Le chiffre de un million et demi d'internés en 1939, indiqué par un auteur américain (4) semble fort, celui de trois cent mille « admis » par les nazis n'est pas contrôlable. En 1934 cependant, une amnistie libérera deux cent trente-huit mille hommes des camps. Ceux-là sont repartis en sept sections : condamnés politiques; condamnés de droit

(4) *Governments of continental Europe*, I., *op. cit.*

commun; asociaux, nomades, chômeurs refusant tout travail; « suspects » sous surveillance politique ou sociale; homosexuels (la pédérastie est sévèrement punie) et « diseurs de bonne aventure » (la profession de devin est interdite); *Rassenschaender* (coupables d'atteinte à la pureté de la race); *Ernste Bibelsforscher*, ces « lecteurs sérieux de la bible » sont les membres, assez nombreux, d'une secte évangélique pacifiste allemande, d'une intransigeance absolue vis-à-vis du nazisme, et qui refusent tout service social ou politique.

Les Juifs sont dispersés dans les sept groupes. Ils ne semblent pas avoir dépassé 15 % de l'ensemble, et (toujours d'après la documentation américaine) le pourcentage le

plus nombreux serait celui des anciens membres du Parti, condamnés par la juridiction nazie.

Le camp de concentration n'est pas une invention allemande, ni une invention nazie, pas davantage une « nécessité inhérente à l'ordre capitaliste ». C'est une solution stricte et inévitable du problème « efficacité contre liberté »; un aspect de la transition entre l'État anarchique, mais respectueux des « droits de l'homme » antérieurs et supérieurs à ceux de la société, et l'État totalitaire dans lequel la réalisation d'un grand dessein, politique ou social, exige l'élimination, le silence imposé à ceux que leur conscience, leur atavisme ou leurs tares psychologiques rendent irréductibles à l'ordre établi. Il y a donc une logique certaine dans l'ensemble des conceptions policières et juridiques du III^e^ Reich, et même dans cette confusion apparente qui fait frapper des mêmes peines des communistes conscients, des gitans asociaux, des objecteurs de conscience fanatiques et de simples pédérastes.

Quant au système lui-même – subordination des privilèges individuels aux besoins de l'espèce collective – on le retrouve aussi loin qu'on puisse remonter dans l'histoire, employé par toutes les grandes forces organisatrices de l'humanité, qu'il s'agisse de l'Église, du Jacobinisme ou du communisme. Cela non pas pour « justifier » les nazis, mais pour ramener le problème à ses justes proportions.

V — Une vue d'ensemble : mission et fatalité allemandes

Il est sommaire et inexact de présenter l'État totalitaire allemand comme un État sans culture ; d'une part, parce que le totalitarisme, allemand, russe ou italien, n'est nullement incompatible avec la culture, d'autre part, parce que, qu'il soit antique ou moderne, il repousse précisément ces formes de culture individuelle qu'on définit, dans les États démocratiques, comme constituant seules la culture, et prétend les remplacer par des formes spécifiques et originales. Cette distinction, qu'il fallait noter dès maintenant, entre des formes dégradées et périmées de la culture occidentale et le renouvellement culturel que le national-socialisme tente de mener à bien procède à la fois des enseignements de l'histoire de l'art et de la philosophie nationale-socialiste.

L'histoire de l'art nous montre, pendant de longs siècles, la formation et l'épanouissement d'une culture communautaire presque parfaite. L'artiste inconnu qui peint ou décore pour sa tribu, l'architecte égyptien, crétois ou dorien qui bâtit pour la Cité, les sculpteurs grecs qui travaillent pour le Temple et l'agora, le dramaturge antique qui n'écrit que pour le peuple, le maître d'œuvre gothique qui, aidé d'un peuple entier, anonymement, élève et orne la cathédrale, sont autant de serviteurs de cet art de la communauté. L'artiste n'en sort pas diminué, mais grandi, car il accepte dans un renoncement sublime de n'être que le meilleur parmi d'autres collaborant à la même œuvre. Malgré la décadence, le vieillissement de cette culture politique (au sens le plus élevé du mot), c'est encore sur son acquis que vit l'Occident. C'est d'une communion réelle entre l'artiste et le peuple qu'elle tire cette durée, cette quasi-infaillibilité esthétique. C'est pourquoi les formes les plus hautes de ces époques sont des formes communautaires (le monument, le temple, le stade, la route) et non individuelles (le buste, l'objet, le tableau).

La conception du monde national-socialiste mène aux mêmes conclusions par l'exaltation du « vivre en commun », de l'apport de l'individu au peuple, de la solidarité, etc. On ne s'étonnera donc pas de voir le régime diriger la vie culturelle vers des réalisations populaires, de destination sinon de forme.

a) Architecture

Le IIIe Reich est un grand bâtisseur : autostrades (auxquelles on cherche à garder un caractère esthétique), monuments (Maison de l'art allemand, Nouvelle Chancellerie, les nombreuses Maisons du Parti, etc.). La statuaire elle-même se fait publique avec les groupes héroïques et monumentaux de Brecker et de Thorek, sort de l'atelier pour la place et la rue. L'État protège directement les artistes, sculpteurs et décorateurs, qui travaillent presque uniquement pour lui, les pensionne, leur offre des ateliers d'État (comme celui d'Arno Brecker à Grünwald). Ces constructions d'un art hiératique, grandiose sans enflure, dont Hitler lui-même revoit toujours les plans (et, au témoignage de Speer, grand bâtisseur du régime, avec un goût sûr), moins « colossales » pour le lieu et l'époque que ne l'étaient celles de Versailles, trouvent leur pendant dans une renaissance de l'architecture paysanne et folklorique au village, et dans des créations spécifiquement nationales-socialistes, les châteaux de l'Ordre qui s'édifient dans un style volontairement austère et exaltant.

b) Le spectacle

Passons rapidement sur le film, en développement commercial notable, d'une qualité généralement honnête et consciencieuse, sans plus, si l'on en excepte les admirables documentaires réalisés par L. Riefenstahl au cours des Jeux Olympiques, *Fête de la Beauté*, *Jeunesse Olympique* et *Triomphe de la volonté*, qui demeurent parmi les grands classiques cinématographiques du temps. Le théâtre se détourne résolument du style moderne (celui de la « pièce pour amateurs ») pour revenir à une tradition germanique (ancienne et peut-être mystique), celle des *Thingstäette ;* ce sont à la fois des théâtres en plein air, sans décors ni machinerie, et des œuvres qu'on y joue et qui comprennent toujours la participation d'un chœur et un sujet collectif ou national, avec, parfois, des recherches heureuses. En 1938, cent vingt et un *Thingstäette* sont ouverts en Allemagne (sur cinq cent théâtres), ce qui semble indiquer qu'un assez. large public apprécie la formule.

La presse allemande, autrefois remarquable, a beaucoup souffert de la mise au pas et de la dictature du Docteur Goebbels, au point que celui-là en vient à reprocher aux journaux leur monotonie et leur manque d'imagination. Malgré la suppression (1934) de la censure préalable et son remplacement par des « indications générales », peu de journaux sortent du conformisme politique absolu auquel le régime les contraint, et ce sont des journaux comme *Der Schwarze Korps*, organe des SS, qui n'ont rien à craindre. Il en va de même pour la littérature d'où, en chassant les Juifs, les démocrates, les marxistes et les activistes, on a chassé à la fois le meilleur et le pire – ce qui reste étant uniformément médiocre. Seules la littérature scientifique et historique, la philosophie (avec Karl Jagers) et quelques individualités (Jung, Zischka, E. Jünger) surnagent.

L'ensemble de cette vie culturelle donne une impression de conscience appliquée, d'un effort souvent vain pour créer des œuvres « politiquement conscientes », œuvres souvent lourdes et maladroites, parfois remarquables.

Je laisse au lecteur, au terme de ces trois chapitres, le soin de concevoir par lui-même une vue d'ensemble de l'État national-socialiste : qu'il évoque à son gré pour cela les foules brunes, comme on ferait d'une espèce humaine jusqu'ici inconnue, l'Allemagne familière, bohème et bon enfant, prise d'un délire collectif, devenue par un caprice du destin ce monstre qui s'appelle Légion, ou encore l'étrange figure d'Adolf Hitler, le bras levé comme une idole, les yeux bleus et durs fixés sur une vision lointaine... que même il se souvienne, en s'arrêtant sur ces pages, de ce buste étonnant qu'on peut voir au Louvre et qui est celui d'un empereur romain (c'est Caligula si ce n'est pas Tibère) : un crâne lourd, haut, puissant et lisse, l'image même du rayonnement tout puissant de l'idée et, sous cette voûte, un visage ravagé de passions, tourmenté d'instincts élémentaires, des yeux de loup, le nez d'un rapace, une bouche cruelle et fine, le menton comme un marteau. L'image même d'un monde qui se déchire, se domine et se perd.

TROISIÈME PARTIE

DE COLOGNE A DANTZIG

CHAPITRE XI

L'ALLEMAGNE TIRE L'ÉPÉE

I — La guerre d'Espagne et la formation de l'axe

La longue coupure que nous avons pratiquée dans la suite de la politique extérieure du Reich était nécessaire; mais aussi, nous en convenons, artificielle. De fait, la remilitarisation de la Rhénanie est du 7 mars 1936, l'insurrection nationaliste en Espagne est de juillet, le pacte antikomintern est de novembre.

De 1935 à 1936, le régime hitlérien a libéré l'Allemagne des hypothèques qui pesaient sur elle – chômage, interdiction du service militaire, etc. Les années 1936 et 1937 sont consacrées au choix des alliances. Ce sont des années où se constituent les deux grands blocs idéologiques et impérialistes, où l'on sort du verbiage de Genève pour entrer dans la phase de préparation diplomatique de la guerre. On se bat en Espagne, en Chine et en Ethiopie, le Reich n'est impliqué dans aucun de ces trois conflits, mais leurs résultats détermineront en partie sa politique extérieure.

En Chine, depuis 1931, le Japon poursuit avec ténacité sa guerre de conquête. Couvert par la neutralité russe, il digère le colosse chinois derrière lequel s'abritent les Anglais et les Américains. C'est par là que « l'incident » sino-japonais aura, sur la politique européenne, des répercussions d'une importance déci-

sive, et qu'on sous-estime trop souvent. Ce réveil du péril jaune n'a rien qui puisse faire sourire les nationalistes-socialistes ; mais les ambitions du Japon vont faire dévier sur l'Extrême-Orient le poids en suspens de l'impérialisme américain. Elles obligent la Grande-Bretagne, malgré ses liens traditionnels avec le Japon, à affecter une partie de ses forces sur un théâtre lointain. C'est en tenant compte de ces déplacements de force qu'il faut interpréter la valeur et la portée du pacte antikomintern, négocié pendant plus de quatre mois entre Oshima et von Ribbentrop, conclu tapageusement le 25 octobre 1936 entre l'Allemagne et le Japon. Ce pacte étrange n'est, officiellement, qu'un accord de principe entre les deux nations les plus anticommunistes du monde, mais pourquoi l'Italie n'y est-elle pas associée ? Pourquoi ce pacte antikomintern ne fait-il mention de la III[e] Internationale qu'en termes nébuleux et sans réalisme ? Le Komintern est d'ailleurs impuissant en Allemagne, inconnu au Japon. Et le contenu officiel du pacte justifie-t-il ce déchaînement de publicité, en Allemagne comme au Japon, où l'on affirme qu'il inaugure une ère nouvelle de la politique mondiale ? Autant de questions qui ne trouveront leur réponse que plus tard, le pacte antikomintern est en réalité un projet de partage du monde, d'une nouvelle répartition des terres habitées. C'est l'Empire russe qu'il s'agit de démembrer.

Les premiers, les Russes réagissent : trois jours après la signature du pacte (le 28 novembre), Litvinov déclare devant la session extraordinaire des Soviets : « Les gens bien informés se refusent à croire que, pour rédiger les deux maigres articles qui ont été publiés de l'accord germano-japonais, il ait été nécessaire de mener des négociations pendant quinze mois ; que ces négociations aient été confiées à un général japonais et à un super-diplomate allemand ; qu'elles aient été conduites dans le plus grand secret, et que ce secret ait été gardé même à l'égard des diplomates officiels de l'Allemagne et du Japon. En ce qui concerne l'accord germano-japonais qui a été rendu public, je vous engage à n'y pas chercher de sens, attendu qu'il n'en a pas en réalité. Il ne sert qu'à cacher un autre accord qui a été discuté et paraphé à la même date, probablement signé aussi, mais qui

n'a pas été publié et qui n'est pas destiné à la publication. J'affirme, en pesant chacun de mes mots, que c'est pour élaborer ce document secret, dans lequel le mot communisme n'est même pas mentionné, que quinze mois de négociations entre l'attaché militaire japonais et le super-diplomate allemand ont été nécessaires.

« Cet accord avec le Japon vise à étendre une guerre qui éclaterait sur un continent à deux continents, sinon à plus. »

Les Russes avaient vu juste, et c'est bien ainsi également que le comprennent les dirigeants anglais (et ce sera, nous le verrons, une des causes réelles du revirement anglais de 1939) et surtout de Roosevelt. Celui-là, maître depuis 1936 d'une politique américaine partagée entre un besoin d'expansion économique – « quand le marché intérieur de l'Amérique, note alors Duhamel, aura cessé de lui suffire, la bête se dressera sur ses pieds » – et l'isolationnisme tenace de la population, réussira, le 30 avril 1937, à faire amender le *Neutrality Act* et, par la clause *Cash-and-Carry*, assure les puissances de la mer (France et Angleterre) d'un soutien rapide et important en cas de guerre. Dans la même année 1937, il lance le pays dans un programme de réarmement massif.

Du côté européen, l'Allemagne recueille le bénéfice de sa neutralité dans l'affaire éthiopienne et celui de la maladresse de l'Angleterre. Après la rencontre Hitler-Mussolini de Munich en septembre, le Duce a proclamé le 1er novembre l'existence d'un nouvel axe Rome-Berlin de la politique européenne, axe auquel il pense à rattacher la France et l'Angleterre pour reconstituer l'équipe du malheureux pacte à quatre; le 6, l'Italie adhère au pacte antikomintern. L'axe devient un triangle, mi-idéologique, mi-militaire; sur le théâtre européen, Hitler peut en attendre un affaiblissement de la France, qui devra tenir un nouveau front, et surtout l'appui d'une marine moderne et puissante, capable de disputer aux forces navales franco-anglaises le contrôle de la Méditerranée, ou du moins de paralyser le trafic par Suez. Il en attend aussi, après avoir rassuré l'Italie, par l'accord de juillet 1936 avec Vienne, sur ses projets d'Anschluss, un condominium germano-italien sur les Balkans, c'est-à-dire l'écroulement de la

Petite-Entente. Matériellement, c'est l'Allemagne qui devrait tirer de l'Alliance fasciste les avantages les plus importants. C'est une victoire diplomatique du clan Göring; certes, les souvenirs de 1915 pouvaient à bon droit rendre suspecte la « fraternité d'armes » italienne. Mais comment les hitlériens devineraient-ils que la flotte italienne ne sortira pas de ses bases et que l'intervention fasciste dans les Balkans ne causera à l'Allemagne que des difficultés ?

Mais l'axe n'est pas que diplomatique; la communauté de pensée politique, des revendications contre l'ordre versaillais et les puissances nanties créent entre les deux nations, et surtout entre les deux gouvernements, des liens solides. De Mussolini à Hitler, il y a beaucoup plus qu'un accord entre chefs d'États. Hitler surtout y mettra une camaraderie, une fraternité de déclassés et d'aventuriers qui lui fera longtemps surestimer l'importance du facteur italien. Sans doute pense-t-il que le Duce est le maître de l'Italie au même titre qu'il est, lui, maître de l'Allemagne. Il reste au moins que l'entente germano-italienne brise l'isolement allemand, donne au Reich une porte de sortie sur la mer – et cela est important.

La guerre d'Espagne met en relief la fraternité politique des pays fascistes, mais les intérêts nationaux du Reich ne le poussent qu'à une intervention très modérée. Stratégiquement, la prolongation de la guerre civile crée pour la France un troisième front à couvrir et oblige l'Angleterre à surveiller les routes maritimes de Gibraltar-Baléares. Les avantages économiques que les nationaux-socialistes s'assureront par la victoire de Franco leur étaient d'avance acquis; leurs rapports avec la Grande-Bretagne sont à l'époque assez bons, et le gouvernement hitlérien n'est pas disposé à les compromettre par une intervention tapageuse. Aussi, laissant à l'Italie le poids du combat, Hitler n'utilise-t-il l'Espagne que comme un banc d'essai pour ses aviateurs (la Légion Condor), ses techniciens des chars et des transmissions et une partie de son matériel. Dès le début de 1938, Göring retirera d'Espagne la majeure partie des « volontaires » allemands.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement à propos de l'Espagne que les rapports anglo-allemands sont cordiaux. La Cité est pacifiste : elle n'a jamais dissimulé ses sympathies pour le révisionnisme allemand, et les criailleries de sa presse ne sont là que pour donner le change. C'est ce qu'expliquera sans fard Lord Halifax à Hitler en novembre 1937 (le 19) au cours d'une mise au point des rapports anglo-allemands. Par sa bouche, l'Angleterre « reconnaît entièrement et sans réserves les grands mérites du Führer et ce qui concerne le redressement de l'Allemagne » : et le négociateur britannique ébauche une large manœuvre diplomatique. On reconnaît (déjà) que le Reich « devenu un bastion contre le bolchevisme sert loyalement les intérêts de l'Europe..., qu'il est nécessaire d'arriver à un accord des quatre grands, au sein duquel le couple Londres-Berlin pourrait équilibrer une entente méditerranéenne... qu'il est (lui-même Halifax) et que les Anglais, plus que n'importe qui, sont convaincus que les erreurs du diktat de Versailles doivent être corrigées. » Ces « erreurs » d'ailleurs, pour écarter tout malentendu et bien que les deux protagonistes sachent parfaitement à quoi s'en tenir, Halifax les nomme : « Dantzig, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. » Quant à la question coloniale, on convient de part et d'autre que, si l'atmosphère s'éclaircit en Europe, il sera possible d'en repousser l'examen aux calendes grecques. L'hiver passe, et la pression nazie sur l'Autriche se précise, sans que rien soit changé aux excellentes dispositions du cabinet Chamberlain.

Mieux, le 3 mars, alors qu'il ne peut plus faire de doute, pour des esprits aussi avertis – et pour cause – que les diplomates anglais, que le rattachement de l'Autriche n'est qu'une question d'heures, c'est Henderson qui rencontre à Berlin Hitler et Ribbentrop. Cette fois, le Führer est beaucoup plus sûr de lui : « L'Allemagne ne permettra jamais à une tierce puissance d'intervenir en Europe centrale à l'occasion du règlement de ses rapports avec les pays qui lui sont apparentés... Pas plus qu'il ne lui viendrait à l'idée de se mêler des rapports de l'Angleterre avec l'Irlande. » Ces violences verbales, heureusement, tombent dans le vide. Non seulement le chargé de mission de Londres encaisse le coup sans broncher, mais il renchérit sur les demandes du

Reich. Revenant à la question coloniale, il suggère à Hitler, d'ordre de son gouvernement, d'accepter une redistribution coloniale en Afrique. Non pas, il va de soi, aux dépens de l'Empire anglais, mais à ceux des puissances africaines de second ordre, France, Portugal, Belgique. Hitler refusera, en invoquant des motifs de morale politique : rien ne permet alors de suspecter sa bonne foi, et ce n'est pas le dernier exemple qu'il donnera de scrupules inattendus. D'ailleurs, l'Afrique ne l'intéresse pas : seule l'Europe...

Ce rapide tour d'horizon aide à comprendre l'orientation décisive de la politique allemande qui terminera cette année 1937. Mais c'est en Allemagne même qu'il faut chercher les raisons profondes de cette orientation. Revenons-y donc.

II — L'exposé de novembre 1937 et les plans de partage du monde

Depuis la mort de Hindenburg, les hitlériens ont la situation bien en main. Economiquement, démographiquement, politiquement, l'Allemagne opère un redressement aussi remarquable que celui de 1924. Les problèmes immédiats (chômage, exportations, armement, alliances) sont résolus ou en voie de l'être. La santé du pays paraît assurée. Moins peut-être grâce au réarmement, nous l'avons vu, que malgré ce réarmement. Cette santé n'est en fait que provisoire : depuis 1910, l'Allemagne vit dans un état de déséquilibre permanent aggravé par les conséquences de la défaite. Ni les miracles d'organisation qu'a réussi le régime hitlérien, ni le travail acharné des Allemands, ni la fin de la crise mondiale n'apportent de solution à un problème spécifique, celui du resserrement. Venue à l'unification et à la conscience nationale trop tard dans un monde entièrement partagé, l'Allemagne est maintenant le peuple le plus pauvre de la terre. Elle a la densité la plus forte d'Europe, une densité qui n'est que de peu inférieure à celles des nations asiatiques surpeuplées. Mais ces nations ont un niveau de vie qu'il est impossible à un état civilisé d'accepter : le Japon, par exemple, suivant l'expression frappante de Lafcadio, ne vit pas : « *It underlive* », il ne meurt pas tout à

fait de faim. L'exemple de la Belgique, dont la densité continentale est supérieure à celle de l'Allemagne, à laquelle on la compare souvent, n'est pas probant; la Belgique tire d'un empire colonial immense (ou relativement immense) le supplément de ressources en matières premières et en forces de travail grâce auquel elle échappe à la situation de l'Allemagne. De même l'Angleterre. De même la Hollande. Les pays danubiens sont riches. La France, déjà riche par elle-même, a, elle aussi, un empire colonial qui lui assure une existence aisée. Quant aux deux grands empires continentaux, la Russie et les Etats-Unis, ils vivent au large – on ne peut même pas imaginer qu'ils puissent se trouver dans la même situation que l'Allemagne. Ce n'est pas d'espace qu'ils manquent, mais d'hommes.

Cette spécificité du problème allemand est importante. Il est certain que, seule dans le monde occidental, seule l'Allemagne a vu se poser un tel problème dans la première moitié du XX^e^ siècle. Cependant, elle n'est pas la première à qui il se soit posé; compte tenu des acquisitions de la technique qui ont permis à l'homme de tirer un parti toujours meilleur des ressources mises à sa disposition par la nature, la France du XVIII^e^ siècle est aussi un État surpeuplé : « Il y a en France, écrit de Sade quelques années avant la Révolution, plus de sujets qu'il n'en faut; le gouvernement qui voit tout en grand s'embarrasse fort peu des individus pourvu que la machine se conserve. »

Ce surpeuplement explique en grande partie l'aventure napoléonienne. Peut-être le désir de chercher des terres a-t-il alors été inconscient? En tout cas, ces acquisitions de la technique dont nous parlions n'ont fait que reculer le problème sans le résoudre. Les découvertes de Liebeg au début du XIX^e^ siècle ont eu sans doute les mêmes conséquences démographiques indirectes que celle de l'assolement triennal au milieu du XI^e^; mais leur effet, dans le cas de l'Allemagne, est dépassé un siècle plus tard par cette poussée démographique elle-même. La terre allemande, qui nourrissait trente millions d'hommes en 1830, doit en nourrir soixante-cinq un siècle plus tard; ce n'est possible que par un tour de force constant, mais dont le pays ne supportera pas longtemps la tension. Il reste la solution du malthusianisme, de la

limitation des naissances. Mais n'est-ce pas enfreindre alors le commandement le plus sacré de la nature, celui de l'espèce ? Et pourquoi l'Allemagne se châtrerait-elle parce qu'elle est à l'étroit alors que d'autres peuples, à ses portes, vivent dans un territoire qu'ils ne peuvent même pas mettre en valeur faute d'hommes ? Depuis quand les frontières sont-elles sacrées ? Le droit des possédants est-il supérieur au droit des affames ? Ce que la force a fait, la force peut le défaire, il n'y a pas de nation au monde qui ne se soit taillé par l'épée sa place au soleil. « De là, écrit Pascal, vient le droit de l'épée, car l'épée donne un véritable droit. » L'Allemagne laissera-t-elle passer son tour ? La situation géographique de l'Allemagne aggrave encore les conséquences de son surpeuplement. Elle n'a pas de frontières terrestres naturelles (pourquoi l'Oder plutôt que l'Elbe ou la Vistule, pourquoi le Rhin et non les Vosges ?), un accès médiocre à la mer libre (les bouches du Rhin sont contrôlées par l'Angleterre). Écrasée entre la masse terrienne slavo-asiatique et la coalition maritime britannique dont la France est devenue la tête de pont, battue entre marteau et enclume, elle ne peut pas survivre à l'écart de la lutte pour la domination mondiale dont Nietzsche prévoyait qu'elle occuperait le XX^e^ siècle (1). L'Amérique, la Russie peuvent se replier sur elles-mêmes, la France et l'Angleterre sur leurs empires. Cet isolationnisme et ce colonialisme sont interdits au Reich, condamné pratiquement à mourir de faim ou à demeurer mobilisé en permanence : « Puissance mondiale ou décadence, affirme von Bernhardi en 1910, voilà le mot d'ordre qui nous est imposé par notre évolution historique. Il n'y a pas de milieu. »

Il n'est pas douteux que ce sentiment de surpeuplement, déjà commun à toute l'Europe occidentale et latine, accru ici par le sentiment d'une claustration particulière au Reich et aggravée par le traité de Versailles, n'ait donné naissance, d'abord au sein d'une élite consciente puis, par diffusion, dans la masse du peuple allemand, à des représentations collectives obsédantes. Il est constant que les peuples, comme les individus, s'intéressent

(1) « Le temps de la politique en dentelles est passé. Le siècle qui vient verra la lutte pour la domination mondiale. » *Généalogie de la morale.*

de préférence aux sciences dont ils attendent la solution de leurs problèmes vitaux : on ne s'étonnera pas de voir les Allemands, plus que n'importe quel peuple, passionnés de géopolitique (2), et faire, (par exemple), un succès prodigieux à un pamphlet de vulgarisation démographique, *Volk ohne Raum* – peuple sans espace. Les travaux des démographes ont établi pratiquement que ces représentations collectives, comme l'avait pressenti Sorel, agissent sur la conscience et sur les actions nationales comme de véritables stimulants psychologiques (3) ou, le cas

(2) On a beaucoup parlé de la géopolitique comme de la doctrine officielle de politique extérieure du Troisième Reich et comme d'une science purement allemande, voire typiquement nazie. En réalité, la géopolitique est une méthode constructive d'interprétation de l'histoire. Comme toutes ces méthodes, nées au XIX[e] siècle en Allemagne, elle ne peut donner que des interprétations partielles de l'évolution historique des sociétés humaines. Comme le marxisme, le racisme ou le personnalisme, sa systématisation, telle que l'ont tentée Haushofer et l'école allemande, conduit à des impasses.

Ses créateurs sont un Suédois, Rudolf Kjellen, un Anglais, Mackinder, et un Allemand, Friedrich Ratzel, auteur de la *Politische Geographie*, tous antérieurs à la Première Guerre mondiale. Dans les années qui suivent celles-là, un général géographe de Munich, Haushofer, reprit leurs études et créa un groupe, l'école de Munich, qui allait substituer aux études dogmatiques de ses prédécesseurs l'élaboration d'une doctrine de combat et d'un moyen d'éducation politique de l'élite intellectuelle. Nous n'avons utilisé ici qu'avec prudence les enseignements de K. Haushofer, pour des raisons méthodologiques dans le détail desquelles il serait trop long d'entrer.

Haushofer, nous l'avons vu, connut Hitler par l'intermédiaire de Rudolf Hess qui avait été son aide de camp durant la guerre mondiale. Si les rapports entre les deux hommes devaient rester corrects jusqu'aux dernières années du régime (durant lesquelles Haushofer tomba dans une demi-disgrâce), le géopoliticien ne put jamais acquérir une situation prédominante au sein du Parti, encore moins faire de la géopolitique la « doctrine du régime ». Il faut chercher les raisons de cet échec dans le fait que Haushofer était marié à une Juive et que, par ailleurs, si l'on veut, l'école de Munich devait rester jusqu'au bout en opposition avec l'intelligentsia « raciste ». Malgré les efforts de conciliation concrétisés par le slogan *Blut und Boden* (le sang et le sol) et les concessions de principe des deux groupes, il restait évident que la politique antisémite ne pouvait avoir grand sens aux yeux de Haushofer, ni les spéculations géographiques à ceux de Rosenberg. Hitler, là comme chaque fois que l'unité de doctrine du Parti se trouvait tiraillée entre deux tendances incompatibles, se contentera de tenir la balance égale entre les adver-

échéant. comme des déprimants. Les chefs de peuples, dans cette conception de la politique, ne seraient que les médiateurs, les interprètes de ces représentations collectives.

Ces questions sont périodiquement soulevées depuis un demi-siècle par les doctrinaires allemands. Leur conclusion est toujours à peu près la même ; si elle veut survivre en tant que nation, l'Allemagne doit étendre son espace nourricier. Elle l'a tenté sans conviction en Afrique, elle a cherché une échappatoire par l'émigration massive en Amérique, elle a fait la Grande Guerre pour assurer au germanisme sa liberté d'expansion le long du Danube et, accessoirement, pour enlever à la France quelques-unes de ses terres riches. Or Hitler, refaisant dans *Mein Kampf* l'historique de ces tentatives, montre leur échec répété et affirme que ce n'est plus à l'Ouest ou par-delà les mers que le Reich doit chercher son espace vital : « Nous autres nationaux-socialistes mettons un terme définitif aux éternelles incursions germaniques vers le Sud ou l'Ouest de l'Europe et tournons nos regards vers les territoires vierges de l'Est. Nous liquidons également l'ancienne politique d'expansion coloniale pour inaugurer la politique agraire et territoriale de l'avenir. »

Depuis la lutte pour le pouvoir, les difficultés immédiates ont pu sembler reléguer à l'arrière-plan les projets de conquête de 1924 ; en fait, il est douteux que le chef de la nation allemande ait lui-même oublié la solution du prophète de *Mein Kampf*.

Le 5 novembre 1937, Hitler convoque la chancellerie, son état-major diplomatique et militaire. Sont présents : von Blomberg, von Fritsch, Raeder, von Neurath et Göring.

Le procès-verbal officiel de la réunion (4) a constitué à Nuremberg la preuve essentielle de la préméditation de la guerre par les nazis. Pour nous, il constituera un document his-

---

saires. Et Goebbels n'aura d'ailleurs pas grand mal à prouver que les conclusions des deux groupes n'étaient pas contradictoires, mais convergentes, ce qui est en partie exact.

(3) *Cf.* en particulier Carli, *L'équilibre des nations d'après la démographie appliquée*, Payot, Paris.

(4) Trials, pièce 386 P-S, volume I, pp. 376, 77, 80, 87 et vol. II pp. 337 et 339 ; vol. III, p. 295 ssq. *op. cit.*

torique exceptionnel, un exemple unique de prise de conscience par un chef d'État des mouvements profonds qui animent les nations.

Devant son auditoire, Hitler déclare d'abord que ce qu'il va dire doit être considéré comme « le résultat de ses réflexions et de son expérience... sa dernière volonté et son testament. » Puis il pose le problème : « Le but de la politique allemande est la sécurité et la préservation de la nation et son développement. Cela est par conséquent un problème d'espace. La nation allemande compte quatre-vingt cinq millions d'âmes qui, du fait de leur nombre, vivent à l'étroit. »

« L'Allemagne, poursuit le Führer, peut-elle se suffire à l'intérieur de ses frontières actuelles ? En ce qui concerne la nourriture, la réponse est un non catégorique. » Seule l'autarcie industrielle pourrait, dans une mesure limitée, être tentée. Par ailleurs, l'état actuel du monde interdit au Reich de fonder son avenir sur un développement du commerce international : « Nous vivons dans une période d'empires économiques dans laquelle la tendance au colonialisme nous replace dans les conditions qui, à l'origine. motivaient la colonisation. » Mais le sol allemand touche à sa limite d'utilisation, et, chaque année un demi-million d'Allemands apportent en naissant leur droit à la vie. « Cela justifie pour nous plus que pour toute autre nation la demande d'un espace vital plus large. Qu'un tel espace n'existe pas est la conséquence de plusieurs siècles de développement historique et si le présent état de chose dure il présentera le plus grand danger pour la préservation de notre peuple au niveau élevé qu'il a aujourd'hui atteint ; au lieu de la croissance, il faudrait prêcher la stérilité. » Le chef d'un peuple peut-il se résoudre à conseiller le suicide collectif ? N'est-il pas, au contraire, de son devoir de sauver la nation ?

« La seule solution qui puisse être imaginée, répond Hitler, est la conquête et le maintien d'un espace vital plus grand. Ce but a été de tout temps la cause de la formation des États et du mouvement des nations... Il ne s'agit pas pour nous de conquérir des peuples, mais de conquérir des territoires utilisables pour l'agriculture – ces territoires doivent être cherchés au voisinage immédiat du Reich et non outre-mer. »

C'est admettre, évidemment, le risque certain d'une guerre; « L'histoire de tous les temps, celle de l'Empire romain, de l'Empire britannique, a prouvé qu'aucune expansion territoriale n'a pu être réalisée autrement qu'en brisant des résistances et en prenant des risques. Même des échecs sont inévitables; pas plus autrefois qu'aujourd'hui la terre n'a été un bien sans maître : l'attaquant doit toujours se heurter au possesseur. »

Le problème posé et sa solution admise, il reste le choix des moyens. Il est *a priori* exclu que l'un des peuples nantis cède bénévolement à l'Allemagne des territoires inoccupés ou mal occupés. L'Allemagne ne cessera de revendiquer ses anciennes colonies, mais il ne faut se faire aucune illusion; « le problème allemand ne peut être résolu que par la force ». Après le choix des moyens, le choix des circonstances : ou, quand, comment?

Le coup doit d'abord porter sur le flanc est de l'Allemagne, le plus vulnérable : Autriche et Tchécoslovaquie. Il doit être porté à la première occasion; attendre 1943, date fixée par l'achèvement du réarmement du Reich, expose le pays à se trouver de nouveau dépassé par la coalition mondiale. De plus, le facteur Hitler, celui de sa prodigieuse influence sur l'Allemagne et de son génie politique, doit être utilisé sans retard. Mais, si un événement (révolution en France, incident en Espagne amenant un conflit méditerranéen) survenait d'ici là, Hitler saisirait l'occasion.

Ces développements stratégiques mis à part, l'exposé du 5 novembre répète, parfois au mot près, quelques-unes des pages les plus significatives de *Mein Kampf*. Il ne fait pas état des projets d'expansion territoriale à l'Est, vers l'Ukraine : cela, d'une par, parce que Hitler parle devant des hommes (von Blomberg et Raeder en particulier) qui sont favorables à l'alliance russe et qui seraient, en tout cas, effrayés à l'idée de se mesurer au colosse soviétique, d'autre part, parce que Hitler lui-même a déclaré que la conquête de l'espace vital pourrait se faire par étapes et demander deux générations et que, par conséquent, il n'y avait pas urgence à évoquer le problème ukrainien. Mais il est impossible de ne pas voir que la conquête de l'Autriche et de la Tché-

coslovaquie ne sera que le prélude au contrôle de l'espace danubien auquel il est impossible de toucher sans se heurter à la Russie.

Ainsi le cercle est fermé; nous saurons maintenant que la politique extérieure du Reich, à partir de 1937, va à un but précis, la conquête de l'espace vital, un but défini dès 1924 par un agitateur malheureux. Si la continuité dans les vues et dans l'action est la caractéristique suprême de l'homme d'État, il n'est pas possible de la refuser à Hitler.

Projets et plans supposent avant tout au réarmement puissant.

III — Le second plan de quatre ans et le réarmement

A partir de 1936, le réarmement a pris la première place dans l'économie du Reich; la seconde plus exactement, puisque les industries d'exportation garderont une priorité absolue jusqu'en 1939. Mais cette exportation n'a pour but que d'assurer les rentrées de devises nécessaires à l'importation de matières premières stratégiques. Le réarmement est incontrôlé et illimité depuis 1934, comme celui de toutes les autres nations européennes (sous la réserve de la limitation navale de 1935). De plus, et en se plaçant sur un plan purement technique – deux points sont à souligner.

Le Reich a tout à faire en matière de réarmement. En 1934 encore, aucune usine allemande n'est en mesure de fabriquer du matériel de guerre. La période de désarmement forcé et contrôlé, de 1919 à 1934 (soit 15 ans), a été trop longue pour permettre le camouflage d'une industrie de guerre. C'est donc de zéro que repart le Reich pour constituer et équiper l'armée allemande. Inconvénient, puisque, jusqu'en 1938 au moins, les puissances occidentales (la France en premier lieu) gardent une marge de sécurité appréciable et la possibilité d'accroître du jour au lendemain leurs fabrications d'armements ce que le Reich ne peut faire qu'après avoir équipe ses usines. Avantage aussi, car le matériel de guerre, en temps de paix, se périme vite; l'Allemagne pourra donc profiter dès le lancement des grandes séries des expériences de ses usines pilotes à l'étranger et fabriquer au

jour le jour le matériel le plus moderne. C'est bien en effet « au jour le jour » que s'arme le Reich. Les chars utilisés en 1938 pour l'invasion de l'Autriche sortent de l'usine, sans avoir été rodés (affirme Keitel), ce qui explique le déchet mécanique important de cette opération. Les munitions utilisées pour la bataille de mai-juin 1940 ont été fabriquées (dit Jodl) pendant l'hiver 1939-1940 ; même situation (plus mauvaise peut-être encore) en ce qui concerne le personnel : très peu d'officiers techniciens, moins encore de sous-officiers instructeurs, surtout pour le matériel mécanique moderne.

Le second point est une conséquence du premier. Le Reich n'étant pas, en 1939, en mesure de battre militairement, sur leur terrain et dans le cadre de la stratégie classique, la coalition démocratique, ni même son porte-glaive principal, la France, le déséquilibre ne pourra être compensé que par le modernisme et la qualité des armements mis en action. Pour lutter contre la suprématie militaire de l'adversaire, l'état-major hitlérien devra posséder des armes révolutionnaires dans leur conception et, surtout, une doctrine révolutionnaire d'emploi de ces armes. C'est une erreur de parler d'un Reich écrasant, entre 1939-1942, ses adversaires sous le poids d'un armement gigantesque. Au contraire, le front antihitlérien aura, jusqu'en 1940, la supériorité numérique (calculée sur les troupes et réserves instruites) et matérielle (quant à la quantité) sur l'Allemagne isolée. Mais, de même que Napoléon (entre 1796 et 1804) triomphe par une stratégie offensive révolutionnaire et par l'instauration de la guerre totale, d'adversaires plus puissants mais « en retard d'une guerre », le génie stratégique de Hitler (nous verrons que le mot n'est pas excessif) suffit à rétablir, et même à renverser, l'équilibre des forces en présence.

Ces quelques remarques nous fournissent le cadre de cette étude ; nous aborderons successivement :

a) l'infrastructure industrielle de l'armement ;
b) le matériel ;
c) les effectifs et l'instruction ;
d) la formation de la stratégie révolutionnaire.

a) En novembre 1937, la direction du plan (Göring) absorbe l'Économie. Schacht s'en va, remplacé par Funk, son élève. En réalité, Schacht reste, mais perd sa position de chef de l'économie pour devenir l'exécutant des plans de guerre économique des nazis. Des cinq directions du ministère de l'Économie, deux passent sous le contrôle direct des militaires : matières premières (général von Loeb) et charbon-fer-énergie (général von Hanneken). La dictature économique de Göring s'abat sur le grand capital; non pas, nous l'avons vu, pour lui imposer la réalisation du socialisme de structure, mais pour substituer à la règle du profit individuel celle de l'utilité collective militaire. Cette dictature n'est pas douce; avant même son avènement, Göring a déclaré aux trois cents hommes de l'économie : « Si un de mes décrets vous semble stupide, dites que je suis fou, mais obéissez, c'est tout ce que je vous demande. »

La tension entre le capitalisme orthodoxe et les bruns croîtra jusqu'à amener, en 1939, la fuite à l'étranger de Thyssen, chef de file des industriels rhénans – ce dont Göring profite pour absorber le trust Thyssen au profit des *Hermann-Goering-Werke*, créées en juillet 1937 pour assurer la production de guerre dans les secteurs non rentables normalement.

L'objectif des nazis est d'assurer à l'armée industrielle une couverture plus large en matières premières vitales. De fait, cette couverture passe de 25 % en 1935 à 40 % en 1940, et, pour le minerai de fer, de 15 % à 50 %. Les suppléments sont fournis par l'étranger qui – qu'il s'agisse de la France et des Etats-Unis jusqu'en 1939, de la Russie soviétique de 1939 à 1942 – ne se fait pas prier pour apporter sa contribution à l'effort de guerre du III[e] Reich (5).

(5) En fait – et c'est ici que les responsabilités du capitalisme international sont écrasantes – le monde entier aide l'Allemagne à se réarmer. Les envois de la *United Aircraft Corporation* (américaine) passent de 272.000 dollars pour 1933 à 1.445.000 pour les six premiers mois de 1934. La *Standard*, la *Dupont de Nemours* échangent informations et brevets avec l'*I.G. Forben* et la *Dynamit A.G.* La France livre à l'Allemagne du minerai de fer, les Etats-Unis du fer, l'Angleterre des moteurs (et la Russie « socialiste » du pétrole, en attendant les livraisons plus massives de 1940-1941).

Il devient donc possible de constituer des stocks : ceux-là, cependant, ne suffiraient pas à soutenir une guerre de position longue et c'est un argument de plus en faveur de la guerre hitlérienne, offensive et payante. La réussite du plan repose sur deux éléments : charbon et technique, les deux seules richesses réelles de l'Allemagne. C'est à l'association de ces deux éléments que le Reich doit les deux réussites industrielles sans lesquelles il est probable qu'il n'aurait même pas engagé le combat.

L'essence, produite synthétiquement par l'hydrogénation de la houille; l'Allemagne, dans ce domaine, a 15 ans d'avance sur ses suiveurs immédiats, ce qui est énorme. Dès 1928, l'usine de Leuna produit industriellement (par le procédé Bergius de liquéfaction-hydrogenation) toute la gamme des carburants. Les *Leunawerk* produisent en 1938 (à 40 % de leur capacité) 350 000 tonnes d'essence. Financièrement, la différence entre le prix de revient de ce carburant et le prix d'importation du carburant étranger est compensée par les droits d'entrée perçus par le Trésor sur ce dernier. A partir de 1934, le procédé Fischer-Tropsch, plus rationnel et plus économique que le procédé Bergius, remplace peu à peu celui-là; mais seules semblent avoir été montées jusqu'en 1939 des usines pilotes, de capacité de 60 à 80.000 tonnes, tournant de 30 à 40 %, nombreuses et dispersées. C'est un cartel forcé des producteurs de la Ruhr qui, cette fois, fournit les capitaux nécessaires.

Des carburants de secours sont également produits : benzol (de 280 à 320 000 tonnes annuelles), alcool (de betteraves ou de pommes de terre, pour 200 à 250 000 tonnes annuelles); enfin le Reich extrait de son sol des quantités croissantes de pétrole brut. Par recoupement, on peut estimer au minimum cette production indigène à 650 ou 700 000 tonnes pour 1937.

C est donc, au bas mot, 1 700 000 tonnes de carburant-auto que l'Allemagne est en mesure de produire annuellement dès 1937-1938. L'importation massive de brut des Etats-Unis et surtout le contrôle des puits roumains complètent la quantité exigée par la préparation de la guerre.

— Caoutchouc, également extrait de la houille. Là encore, les savants allemands ont une bonne dizaine d'années d'avance. Le buna (butadène-soude-acétylène) est présenté au Salon de l'auto-

mobile en 1934. En 1938, il équipera la quasi-totalité des véhicules motorisés allemands. Dès cette époque, il fournit des pneus plus résistants à l'usage que ceux du latex naturel.

Les autres éléments du plan (acier, matières grasses, ciment, etc.) ont été étudiés par ailleurs (*cf.* XIV, 2 et 3).

Mais ces réalisations sont assises sur une base relativement fragile. L'armement a été réalisé en surface, par adaptation de l'infrastructure industrielle existante, et non en profondeur, par la création d'une industrie totalement orientée vers la guerre. La seconde solution, il est vrai, impliquait un délai supplémentaire de quatre à cinq ans avant de donner ses pleins résultats. Elle impliquait aussi (comme l'avait fait l'Union soviétique) le resserrement maximum des industries travaillant pour la consommation au profit de l'industrie lourde. Ces deux raisons, sans doute, ont fait pencher la balance du côté du réarmement en surface, et c'est dans ce sens qu'on peut parler d'un bluff des armements nazis. C'est finalement en pleine guerre que le Reich est passé de l'armement en surface à l'armement en profondeur, et seulement dans la seconde période de la guerre (fin 1942). Cette transformation a permis au pays de survivre trois ans, mais elle intervenait trop tard (6).

---

(6) L'incidence du réarmement sur le niveau de vie allemand (comme sur le niveau de vie des nations occidentales très évoluées) a été à peine perceptible. Le réarmement affecte 7 % de la productivité nationale, proportion d'ailleurs très forte. Les indices de biens produits s'élèvent parallèlement à :

1929	100	100	100	(sans armement)
1933	59	76	66	
1938	124	98	114	(armem. massif)

L'idée que les Allemands se sont privés de beurre pour avoir des canons est sommaire : la production du beurre du Reich a doublé pendant les années du réarmement intensif et, du seul fait de la résorption du chômage, la consommation individuelle moyenne a, elle aussi, presque doublé entre 1932 et 1938 – dépassant celle de la « douce France ». Il est d'ailleurs clair que si la production nationale de biens croît plus vite que la proportion de biens affectés à l'armement, une nation peut à la fois « armer » et « élever son niveau de vie ». Nous retrouverons la même

b) Hitler (aux témoignages de Keitel et de Göring) s'intéresse personnellement aux lancements de matériel militaire. Il en fait organiser la fabrication en fonction de sa stratégie offensive.

— Armes terrestres. Alors que la France hésite encore entre le char blindé énorme et lent et le petit char à un homme, incapable d'un effort soutenu, l'état-major hitlérien, surtout après les enseignements de la guerre d'Espagne (qui prouve que le char ne trouve son efficacité maxima que dans une action de rupture sur un front ouvert, exploitée directement par le char lui-même sans occupation automatique par l'infanterie), pousse à la fabrication de chars moyens et mi-lourds, capables d'opérer en unités autonomes. En 1939, la Wehrmacht ne peut compter que sur six Panzer-division (pour trois en 1936), à deux régiments cuirassés, soit, pour les six divisions, mille deux cent chars au maximum, plus les réserves, et sur six à huit divisions motorisées. C'est dans la composition et la structure des Panzer-division que réside l'originalité, plus que dans leur force en chars. Motorisation peu poussée militairement jusqu'en 1939 : la charge des transports de troupes repose en grande partie sur l'organisation paramilitaire de la N.S.K.K.

— Armes aériennes. Partant de rien, la production aéronautique fait des progrès saisissants :

1932	36 appareils
1933	368 —
1934	1 968 —
1935	3 183 —
1936	5 112 —
1937	5 606 —
1938	5 235 —
1939	8 295 —

description simpliste de l'économie nationale-socialiste à propos de l'autarcie : l'Allemagne a été à la fois le pays de l'autarcie et le second pays commerçant du monde, alors que, dans la même période, la France n'était plus ni un pays autarcique ni un grand pays commerçant.

dont plus de la moitié de bombardiers de combat – les *Stukas* (*Sturmkampfflugz*). C est à la mise au point de la production en série des Stukas que correspond le plafond des cinq mille appareils atteint en 1936, le passage à huit mille correspondant à de nouvelles séries, dont celle du Heinkel 111 et du premier Messerschmidt de chasse. On voit donc que l'arme aérienne principale du Reich, le Stuka, est en réalité vieux de plus de quatre ans en 1939, la production en série exigeant que les types choisis soient « gelés » plus d'un an avant le lancement de la série. C'est ce qui explique que l'Allemagne ait pu commencer la guerre avec un parc d'aviation assez nombreux, qui surclassait en qualité le parc français (les modèles français ayant été gelés dans les années 30), mais se trouvera techniquement inférieure au matériel anglais dont les études commencent vers 1936 et qui ne sortira en série que dans les derniers jours de 1938.

Un problème de même ordre s'est posé pour le personnel, puisqu'il a fallu disposer de très bonne heure et sans aucune infrastructure aéronautique, d'un personnel nombreux. Ainsi, seule une première « vague » de pilotes excellents sera formée à la guerre et leur remplacement se révélera difficile.

Quant à la doctrine d'emploi de l'aviation, contrairement à une opinion générale, elle ne semble pas avoir été très différente de celles des autres états-majors européens : l'aviation reste subordonnée au commandement général de l'armée, au moins sur le plan stratégique : c'est-à-dire qu'il n'est pas confié à la Luftwaffe de tâches stratégiques propres (comme ce sera le cas pour l'aviation américaine). Mais elle prend une large indépendance dans le domaine tactique, et c'est ce qui lui assurera sa supériorité de 1939-1940. La défaite de l'aviation allemande dans la bataille d'Angleterre montrera d'ailleurs que le Reich n'a pas poussé très loin la « révolution stratégique aérienne ». Sans doute faut-il tenir compte pour l'expliquer de la formation uniquement « terrienne » de l'état-major autant que des conditions très défavorables au départ.

— Marine. En fin 1936 sont achevés : l'Admiral-GrafSpee et l'*Admiral-Scheer* (navires de bataille), le *Deutschland* (cuirassé) et quatre croiseurs, tous bâtiments issus du programme de Ver-

sailles, c'est-à-dire de tonnage faible (moins de 10 000 t.), surarmés, assez rapides. A partir de 1938 sont lancés (sans armement) les navires du programme de l'accord naval de 1935 : le navire de bataille *Scharnhorst* le 7 janvier 1939, le croiseur *Seydlitz* le 20, le Bismarck (cuirassé moderne de 35 000 t.) le 14 février, le *Tirpitz* (navire de bataille) le 18 avril, l'*Admiral-Hipper* (croiseur) le 29 avril, le croiseur *Lützow* le 1er juillet. Aucun de ces derniers bâtiments n'est en état de prendre la mer en septembre 1939. Très peu de sous-marins (moins de cinquante d'après Doenitz). Pas d'équipage instruit : soit un bilan très déficitaire.

L'ensemble de ce matériel a les qualités et surtout les défauts du matériel improvisé : modernisme, haute qualité technique, usure rapide, manque de variété. En 1939 encore, son insuffisance interdit au Reich de mener la guerre sur deux fronts.

c) Effectifs. A partir de 1934, les classes annuelles allemandes (c'est-à-dire la classe 14 et les suivantes) sont numériquement les suivantes :

1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940
596 000	465 000	351 000	314 000	326 000	485 000	636 000

Le problème des classes creuses se pose donc pour l'Allemagne, mais de façon moins aiguë que pour la France ; en effet, après l'introduction du service de deux ans en 1936, les effectifs disponibles dépassent, jusqu'en 1938 les possibilités d'instruction de la Wehrmacht.

En tenant compte du pourcentage d'élimination, pourcentage très faible de 17 %, et d'exempts (de 3 à 4 %), et de cent cinquante mille hommes de la Reichswehr de métier, l'armée de temps de paix du Reich varie de huit cent mille hommes (pour 1936-37) à six cent cinquante mille (pour 1937-38), pour remonter à plus d'un million (pour 1939-40). En fait, les sept divisions de la Reichswehr seront seulement dédoublées en 1936, détriplées en fin 1938. L'annexion de l'Autriche et des Sudètes fournit environ huit divisions supplémentaires. Au total, l'état-major dispose, à la déclaration de la guerre, de cinquante divisions d'active au maximum (dont six blindées), soit neuf cent mille hommes environ, c'est-à-

dire de forces numériquement inférieures à celles des Polonais et des Français coalisés. Le manque de matériel et le manque d'instructeurs et de cadres interdisent d'en incorporer effectivement davantage. Cela explique en particulier pourquoi Hitler n'a pas procédé, en septembre 1939, à une mobilisation générale qui eut submergé les centres et les états-majors sans utilité réelle.

d) Résumons ce tableau rapide : une puissance industrielle énorme, mais qui doit réserver beaucoup de son temps et de sa puissance à des tâches imposées par la guerre économique latente (créer des matières premières de remplacement, stocker) qui diminuent sa marge de supériorité relative, un réarmement tardif, mais rapide, et un matériel moderne en quantité limitée; des réserves d'effectif non instruites, des « trous » dans les commandements moyens et inférieurs. Telles sont les cartes du jeu hitlérien en 1939. Leur insuffisance explique en grande partie l'opposition des généraux au bellicisme de l'entourage du Führer, et de Hitler lui-même; non seulement l'état-major sait que l'armée, dans son ensemble, ne sera pas prête avant 1941-1943 au plus tôt, mais il surestime les armées adverses, polonaise et française, ou, plus exactement, est incapable d'imaginer une autre guerre que celle de 1914-1918 – choc frontal de deux armées manœuvrant classiquement – conduisant au même résultat, la défaite par l'épuisement. Les maîtres de la stratégie militaire allemande ont en réalité perdu le sens profond de la stratégie, oublié les grandes règles de « la lutte contre la suprématie ». Ces grandes règles, non seulement Hitler, stratège intuitif, va leur rappeler, mais il les appliquera sans faute à la situation présente : « Ces hommes de guerre professionnels, Hitler, sur leur terrain, les dominait de très haut. Il faut se résigner à être surpris. Mais les preuves sont là. Les témoignages, les documents, les débats de Nuremberg démontrent les vastes connaissances et les étonnantes capacités militaires d'Hitler. Ils établissent au-dessus de toute contestation, qu'il fut à la fois le créateur et le chef effectif de la nouvelle armée allemande. (7) »

(7) R. Cartier, op. cit.

La lutte contre la suprématie exige la mise en œuvre totale des moyens stratégiques les plus élevés. Napoléon ne l'a connue qu'au début et à la fin de sa carrière (campagne d'Italie, campagne de France). Hitler, au contraire, devra la mener pendant cinq ans avec une seule et courte interruption (juillet 1940 – mars 1941). Dès 1937, il en a retrouvé et arrêté les grandes lignes : dislocation de la coalition adverse, isolement d'un adversaire après l'autre, secret de l'offensive, unité absolue du commandement. Il sait qu'il doit prendre et garder l'initiative (il perdra la guerre en perdant cette initiative), manœuvrer pour multiplier ses forces, frapper le plus fort là où il est le plus faible.

IV — La crise de Février, la concentration des pouvoirs

En novembre 1937, nous l'avons vu, Hitler explique à ses généraux le sens, le but et les moyens de la guerre qu'il prépare. Trois mois plus tard, il passe à l'exécution.

Cet exposé de novembre 1937 sur la nécessité de la guerre, l'accentuation de la politique autarcique, la mainmise progressive de Göring sur des secteurs entiers de l'économie ont crée, dans ce qu'on appelle en Allemagne les « sphères », un malaise croissant. Les plébéiens nazis, auxquels, bon gré mal gré, les dirigeants traditionnels du pays avaient dû abandonner en 1933 quelques leviers de commande et la façade du pouvoir, ont si bien fait des ongles et des griffes que, comme le coucou, ils semblent sur le point de chasser du nid les occupants « légitimes ». Dans les trois secteurs réservés, Armée, Finances, Affaires étrangères, dont l'entrée leur reste difficile, les nazis ont « joué par la bande », en superposant à ces secteurs leurs propres organisations; une armée de l'Air s'est constituée, dont le rôle en cas de guerre serait déterminant, et qui, politiquement, ne dépend pas de l'état-major, mais de Göring, son créateur. La Direction du plan de quatre ans, appuyée par l'industrie lourde créée par les nazis (les *Hermann-Goering-Werke*) tend de plus en plus à absorber toutes les organisations capitalistes indépendantes. Enfin, le Parti a sa diplomatie officieuse, servie par des hommes

comme Rosenberg, Ribbentrop, et une fois de plus, Göring.

Diplomates, industriels et militaires voient donc arriver l'aventure et, surtout, la voient s'engager dans des conditions qu'ils jugent défavorables : à l'alliance anglaise réclamée par les industriels, à l'alliance russe souhaitée par les militaires, Hitler a substitué une alliance italienne sentimentale. A la politique coloniale préconisée par Schacht, au retour aux échanges mondiaux, il préfère la reprise de la poussée vers l'Est. Pour les industriels, les crises du charbon, de l'acier, des transports, le manque de main-d'œuvre aggravé par le rétablissement effectif du service, les difficultés de lancement des grandes séries, sont autant de motifs d'inquiétude, l'augmentation de l'impôt sur les sociétés, la limitation des dividendes (même avec la porte de sortie du réinvestissement), le contrôle des changes – auxquels s'ajoute la menace permanente de la reprise de l'action démagogique du Parti –, autant de motifs d'irritation.

Hitler et ses fidèles, de leur côté, sentent croître avec les difficultés leur méfiance et leur antipathie pour ceux que le Führer appelle *die Oberschicht* – la couche supérieure, les dix mille d'en haut. Leur confiance en eux-mêmes, fortifiée par quatre ans de succès gouvernementaux éclatants, par le fanatisme enthousiaste de la jeunesse, par le ralliement à peu près absolu des masses, est telle qu'ils voient un sabotage et presque une trahison dans tout conseil de modération, dans les hésitations et les doutes des *abersager* – les gens qui disent toujours « mais... ». Hitler se sent et se croit désigné par la Providence pour mener jusqu'à la victoire la guerre inévitable. Chacune de ses actions stratégiques a été une réussite complète, et pourtant ses généraux – *meine feige Generalen*, mes lâches généraux – le suppliaient de ne pas agir. Ses ambassadeurs, qu'il n'aime pas parce qu'il les juge amollis et dénationalisés en quelque sorte par les séjours dans les capitales étrangères, routiniers et « serviles », se sont, à son sens, cantonnés dans une réserve timide. Schacht lui-même, qu'il a autorisé à contrecœur à aller demander à Londres un retour partiel des anciennes colonies allemandes en échange d'un apaisement diplomatique en Europe, en a rapporté l'année précédente un échec humiliant.

Mais c'est surtout entre l'armée et le Parti que la tension est manifeste à partir de 1937. Pour des raisons de politique intérieure, d'abord : « Mon armée est réactionnaire, dit Hitler, ma marine chrétienne et mon aviation nationale-socialiste. » Réactionnaire, et même monarchiste; autant la Reichswehr (ou tout au moins ses chefs) manifeste peu d'enthousiasme à fêter les anniversaires nazis, autant elle ne manque pas à célébrer sans discrétion le *Kaisersgeburtstag*, l'anniversaire de l'Empereur. Raisons extérieures aussi : von Beck, chef de l'état-major, s'est rendu en 1937 (à l'occasion de l'Exposition universelle), à Paris, où il a eu avec Gamelin, de longs entretiens. Hitler en a certainement été informé; dans ces conversations normales entre chefs d'état-major, sans doute a-t-il vu l'ébauche d'une trahison, au moins d'une manœuvre suspecte de l'état-major. Von Beck a-t-il réellement demandé à Gamelin l'appui (ou la neutralité bienveillante) de l'Armée française en échange d'une action des généraux contre Hitler? Plus simplement a-t-il laissé entendre à son interlocuteur que la situation intérieure en Allemagne était susceptible d'un changement total, et que dans cette hypothèse, l'état-major serait « heureux » de ne pas être inquiété sur ses arrières par une action française. Cette hypothèse est plus que plausible (8). Sans doute même s'ajoute-t-il vis-à-vis de l'état-major, à une suspicion d'avoir « comploté » avec la France celles de relations possibles (et probables) avec les Soviets; on sait que c'est à la suite de « conversations » militaires germano-russes que s'était produite l'épuration soviétique de 1937; les éléments

(8) L'histoire des relations entre les états-majors français et allemand éclairera sans doute quelques-uns des points obscurs de cette période. Le complot des généraux contre Hitler est certain (voir déposition Halder à Nuremberg). « Nous avions résolu, déclare Halder, de nous débarrasser d'Hitler... L'instigateur du complot était le général von Beck (alors en disgrâce). Le dernier jour du congrès de Nuremberg (24 septembre 1938), les conjurés se réunirent dans mon appartement de Berlin... La réunion durait encore quand la radio, qui donnait d'une manière ininterrompue des nouvelles de la crise, annonça... l'entrevue de Berchtesgaden. Cette nouvelle bouleversait nos plans... Il nous était possible d'arrêter un homme qui se jetait tête baissée dans la guerre; il ne nous était pas possible d'arrêter un homme qui négociait. » Gamelin (qu'un article de la *Frankfurter Zeitung* de mars 1938 signale comme un « partisan d'un

dissidents de l'état-major allemand ont vraisemblablement voulu s'assurer, en toute éventualité, de la « bienveillance » de l'armée rouge. La crise de 1934 a montré, par ailleurs, combien les hitlériens étaient plus sensibles aux menées extérieures des opposants au régime qu'à leur action intérieure. Tous ces éléments – irritation des milieux dirigeants, ingérence croissante des nazis dans les secteurs réservés, liaisons suspectes de l'état-major avec des éléments étrangers – convergent jusqu'au début de 1938, et la nécessité de reprendre en main l'armée et la diplomatie apparaît, à leur lumière, tellement urgente au moment où Hitler est résolu à engager délibérément le Reich vers l'Est qu'on peut considérer comme une provocation l'incident du mariage von Blomberg qui va donner le signal de cette épuration sèche. L'histoire est trop connue pour que nous la relations tout au long. Von Blomberg, ministre de la Reichswehr, a résolu sur le tard d'épouser sa jeune secrétaire. Le Maréchal, qui sympathise sinon avec le Parti du moins avec Hitler, dans lequel il pressent sans doute un incomparable « chef de guerre », obtient sans peine l'agrément du Führer, mais se heurte à l'opposition catégorique de von Fritsch, commandant en chef, et de von Beck qui déclarent ce mariage « inadmissible »; Blomberg, qui tient au mariage, donne alors sa démission, qu'Hitler refuse. Il assiste même, avec Göring, au mariage, ce qui rend inévitable une explication avec les généraux. Von Fritsch, en leur nom, affirme que le passé de la récente Frau von Blomberg est « peu honorable »; ce que confirme Himmler, appelé en consultation. Cette fois, c'est la position morale du Führer lui-même qui devient délicate; heureusement, le même Himmler fait rebondir l'affaire en accusant von Fritsch de pédérastie, ce qui est, à tout prendre. aussi peu honorable que

---

modus vivendi avec l'Allemagne ») a-t-il été averti, dès 1937, du complot antihitlérien et a-t-il basé là-dessus sa « stratégie d'attente »? Il l'a démenti (*cf.* un article de mai 1946 des *News Rewiew*). Une chose reste certaine, c'est l'opposition permanente et nette de l'état-major aux projets de guerre du Führer, jusqu'en 1939. Le fait qu'Hitler soit passé outre à cette opposition et ait successivement brisé tous ceux qui la représentaient montre combien est puérile et sommaire l'idée d'un Hitler « créature de l'état-major » – la même conclusion valant sur un autre plan pour les magnats capitalistes.

d'épouser une ancienne Vénus des trottoirs. Du coup, von Fritsch lui aussi démissionne en attendant la constitution d'un jury d'honneur (qui, trop tard, bien entendu, le lavera de l'accusation). C'est pour Hitler l'occasion idéale ; le 4 février, il procède légalement à des coupes sombres dans l'armée. Von Blomberg, sur sa demande, est admis à la retraite et remercié, par une lettre publique chaleureuse, de sa loyauté et de son dévouement. Von Fritsch est également mis à la retraite, mais dans des termes d'une froideur significative ; avec lui sont « démissionnés » sept généraux de l'armée de terre et six de l'armée de l'Air. Von Neurath perd le ministère des Affaires étrangères, où s'installe von Ribbentrop – il obtient en compensation la présidence d'un Conseil privé à peu près purement honorifique. Von Hassel, ambassadeur à Rome, von Dircksen, ambassadeur à Tokyo et von Papen (à Vienne) sont rappelés. Schacht quitte l'Économie nationale, remplacé par Funk, qui est à la fois son élève et un nazi loyal ; les services du ministère tout entier passent sous le contrôle de la Direction du plan de quatre ans, c'est-à-dire de Göring.

En ce qui concerne l'Armée, il y a plus qu'un changement de personnel ; la Reichswehr toute entière passe sous le commandement direct et unique d'Hitler, qui devient ainsi (comme l'aurait souhaité Schlieffen) « le chef de guerre qui concentre entre ses mains tous les pouvoirs », des pouvoirs plus étendus que ceux d'un Bismarck, d'un Guillaume II, et dont on ne trouve l'équivalent, dans l'histoire contemporaine, que dans ceux que détînt Napoléon pendant dix ans. Le ministère de la Guerre est supprimé et remplacé par un Commandement supérieur de la Wehrmacht (l'O.K. W.) qui n'est que l'état-major particulier du Führer. A la tête de l'O.K.W. est placé Keitel, stratège consciencieux mais médiocre (disent ses collègues), en tout cas d'une docilité éprouvée à l'égard d'Hitler ; de la sorte, entre l'ancien *Wehrmachtsamt* (dirigé par Keitel) et le Führer, plus rien ne peut désormais s'interposer. Un état-major d'opérations, avec Jodl et Warlimont, prépare les grandes opérations stratégiques hitlériennes. Des hommes nouveaux apparaissent à la tête des corps d'Armée et des services essentiels ; Guderian, von Stulpnagel,

von Brauchitsch, qui ne sont pas précisément des nazis. C'est plutôt techniquement qu'apparaît l'intérêt de ces nominations, elles marquent, à l'intérieur de l'Armée, l'importance décisive des troupes blindées (dont Guderian est un spécialiste) et, d'une façon générale, la fin de la subordination de l'ensemble des forces militaires à l'armée de terre. Si Göring n'a pu obtenir le commandement suprême, et pour cause, sa nomination comme *Feld-maréchal*, plus qu'une prime de consolation, indique que l'Aviation dans la prochaine guerre jouera un rôle au moins égal à celui de l'Armée, Hitler se réservant lui-même la direction de la nouvelle stratégie combinée, qui devait en fait donner deux ans de victoires ininterrompues au Reich. Notons enfin que le changement de désignation de l'Armée (qui devient la « Wehrmacht ») avec ses trois branches : *Heer* (armée de terre, von Brauchitsch), *Luft* (armée de l'Air, Goering) et *Marine* (Raeder) marque la fin de la Reichswehr issue du traité de Versailles et son remplacement par une « puissance armée » qui n'est plus soumise à aucune limitation internationale. Le temps des négociations, du « pacifisme d'état-major » est maintenant passé, le seul devoir de l'armée est de préparer le recours à la force.

C'est ce que signifie également la mainmise de Göring sur l'Économie ; nous avons vu par ailleurs que l'élimination de Schacht (ou plutôt sa relégation à un rôle technique et non plus politique) marquait le renversement de la tendance à reprendre – en marge de l'autarcie – les échanges extérieurs. Toute la puissance industrielle du Reich est maintenant subordonnée aux besoins futurs de la guerre.

Quant aux remaniements diplomatiques, ils ont aussi leur importance – ne serait-ce que pour montrer que l'action de février ne se limite pas à un conflit Armée-Parti. Von Neurath est, en fait, écarté de la politique active (le Conseil privé n'ayant aucun pouvoir de décision) mais très « honorablement » ; sans jamais avoir été nazi, il a été le ministre des Affaires étrangères qui convenait à la période de formation des alliances et de la préparation psychologique des menées allemandes entre 1932 et 1937. Maintenant, avec von Ribbentrop, la diplomatie nazie devient agressive, théâtrale, totalement réaliste. Elle n'est plus

qu'une annexe de la stratégie hitlérienne, elle devra dissocier le front allié en formation, briser l'encerclement diplomatique du Reich, renforcer les liens du Triangle. Le rappel de von Hassel (qui n'a pratiquement pas contribué à la formation de l'Axe et qui participera finalement au complot de 1944), celui de von Dircksen (nommé, il est vrai, à Londres) marquent la nécessité de renforcer la triple alliance, de prévoir avec plus d'énergie l'éventualité d'une guerre mondiale. Celui de Von Papen de Vienne signifie nettement que c'est de ce côté-là que le national-socialisme frappera le prochain coup.

CHAPITRE XII

L'AFFAIRE AUTRICHIENNE

I — Les rapports austro-allemands de 1921 à 1938

« Ici, en 1921, 98 546 votants se prononcèrent pour l'Anschluss, 877 contre. Ce mémorial a été érigé ici, en l'été de 1925, dans un invincible espoir de retour. »

Il n'est pas inutile, en abordant l'affaire autrichienne – celle sans doute que l'histoire retiendra comme la plus importante des années 1919-1939 —, de revenir en arrière, jusqu'en cette année 1921 qui voit l'interdiction par les puissances alliées des plébiscites spontanés qui (comme dans la région de Salzburg, où la plaque dont nous donnons le texte en est le témoignage) donnent dans la moitié de l'Autriche des majorités écrasantes en faveur de l'Anschluss. Cette voie – celle du rattachement pacifique à l'Allemagne – fermée, le destin de l'Autriche s'enferme pendant près de vingt ans dans une double contradiction. Contradiction extérieure, d'abord. Vienne hésite, théoriquement au moins, entre les deux solutions qui, seules, peuvent lui redonner un équilibre politique et économique que le démembrement de la double monarchie lui a fait perdre; union douanière avec l'Allemagne (interdite par les alliés), formation d'un bloc douanier fédéral du Mittel Europa (à laquelle s'opposent Prague, Budapest, Bucarest). A cela s'ajoute une contradiction intérieure : Vienne, avec

ses quatre millions d'habitants, pèse pour moitié dans la balance politique du pays, et cette moitié est, sinon communiste, du moins social-démocrate, et d'un socialisme actif et ambitieux. La seconde moitié de l'Autriche, paysanne et montagnarde, est restée au contraire traditionaliste, et même cléricale et réactionnaire. Ces deux éléments de la politique autrichienne, intérieure et extérieure, se recoupent d'ailleurs : les sociaux-démocrates sont, aussi longtemps que dure le règne de la social-démocratie en Allemagne, partisans sans réserve de l'Anschluss, alors que les « chrétiens-fascistes » (nous allons voir comment interpréter cette appellation) préparent à peu près ouvertement une restauration des Habsbourg ou une régence appuyée sur l'Italie, prélude de la formation du bloc danubien. Ainsi se constituent deux fronts, le front rouge viennois et un front vert des provinces, entre lesquels fera brèche finalement le front brun des nationaux-socialistes qui (comme dans le Reich) unissent les tendances conservatrices et les tendances socialistes, et parviendront, après l'Anschluss et grâce à l'Anschluss, à soumettre toute l'Europe centrale au germanisme. Telles sont à notre sens les clefs de l'affaire autrichienne.

Nous pouvons maintenant passer rapidement sur les années 1921-1925, au cours desquelles l'Autriche s'oriente à l'intérieur vers l'État clérical (sous la férule intelligente et sèche de Monseigneur Seipel), et à l'extérieur vers le statut d'État protégé – protégé par la S.D.N. dont elle est la fille adoptive, et à laquelle elle emprunte à deux reprises les crédits nécessaires à l'équilibre d'une balance commerciale qui est – et ne peut être – que constamment déficitaire. Après les années d'inflation et de détresse de 1921 à 1923, Genève prête une première fois en 1925, 649 millions de couronnes-or, une seconde fois en 1932, 450 millions, qui masqueront et éluderont, sans le résoudre, le problème de l'économie autrichienne invivable. En 1927, le déséquilibre entre la Vienne rouge et les campagnes blanches (ou plus exactement « vertes ») aboutit à la sanglante journée du 15 juillet : une grève générale de protestation contre la politique cléricale et réactionnaire du gouvernement Seipel dégénère en émeutes lourdement réprimées par la police du régime. Après

cette épreuve de force et à cause d'elle, les ponts sont rompus entre les rouges et les verts ; les nationaux-socialistes autrichiens (groupés depuis 1925 en « parti national-socialiste autrichien des travailleurs »), dont l'influence est à peu près nulle à Vienne, mais assez forte dans les districts frontaliers d'Innsbruck et de Linz également hostiles aux deux fronts, assisteront en spectateurs à ces prodromes de guerre civile, à cette guerre civile larvée qui, en définitive, contribuera de façon décisive à la réalisation de l'Anschluss.

Car la question de l'Anschluss reste posée. On se souvient que c'est de Vienne que la faillite du *Kredit-Anstalt* déclenche la crise de 1930. Ce premier et violent coup de boutoir fait craquer l'armature fragile de l'économie autrichienne, et le pays, dans la difficulté, tente un rapprochement avec son grand voisin. C'est ainsi que l'Europe apprend, en mars 1931, qu'un projet Curtius-Schober (ce dernier, chancelier fédéral après Mgr Seipel) d'union douanière a été élaboré secrètement et que la réalisation en est imminente. Il faut l'intervention de l'Italie et surtout de la France pour enterrer le projet. L'aggravation de la situation économique va donner à Engelbert Dollfuss, qui apparaît alors sur la scène autrichienne, l'occasion de perfectionner la machine de combat réactionnaire. Avec le prince Starhemberg appuyé par l'Italie, légitimiste et anti-ouvrier, le major Fey, politicien militaire ambitieux et brutal, il renforce les *Heimwehren* (forces civiques) et établit sa dictature à partir de mai 1932. En face de lui, sociaux-democrates et nazis autrichiens se préparent à la lutte, les premiers en regroupant et en équipant en armes le *Schutzbund* (l'équivalent de la « Bannière d'Empire »), les autres en noyautant la *Heimwehr* elle-même et en intensifiant leur propagande et leurs coups de mains avec l'appui du Reich. Rouges et bruns « fraternisent » au moins dans leur haine de Dollfuss au cours des manifestations violentes du printemps 1933 à Vienne (1).

(1) Nous avons, sur cette fraternisation, le témoignage de Schuschnigg lui-même, *in Dreimal Oesterreich.*

En avril de la même année, Dollfuss congédie le Parlement et, à l'extérieur, s'appuie plus que jamais sur l'Italie pour assurer l'indépendance autrichienne en face d'une Allemagne qui lui est violemment hostile. En septembre 1933, il achève son système en créant le « Front patriotique » qui est déclaré « Parti unique » et en interdisant aussi bien le parti nazi social-démocrate que le parti nazi autrichien.

Le système ainsi créé va durer quatre ans – jusqu'à l'Anschluss –, aussi est-il nécessaire de le présenter plus explicitement. La dictature de Dollfuss est alors entière; plus de Parlement, plus d'élections, aucune forme de représentation populaire. Le chancelier fédéral et le Front patriotique gouvernent l'Autriche, devenue un État totalitaire « corporatif et chrétien », appuyé à l'intérieur sur les baïonnettes de la *Heimwehr*, à l'extérieur sur celles de l'Italie fasciste. Dans l'illégalité, les deux formations (adverses, mais provisoirement unies contre la dictature de Dollfuss), le front rouge (à Vienne) et le front brun (dans les districts frontaliers), continuent la lutte. Dollfuss (et plus tard Schuschnigg) ne représentent pas l'Autriche, mais seulement une tendance autrichienne, une imitation imparfaite de l'État autoritaire chrétien fondé par les Habsbourg. Et, ici encore, l'idéologie et la politique internationale se recoupent; des trois puissances garantes de l'indépendance autrichienne, Angleterre, France, Italie, la première est favorable à l'Anschluss et la deuxième se désintéresse du sort d'une Autriche maintenant vouée au fascisme. Un fascisme qui absorbe un autre fascisme, les démocraties ne bougeront pas.

D'autant plus qu'une fraction influente de l'opinion européenne a été habituée à considérer l'Anschluss (à l'époque où il s'agissait d'un Anschluss entre deux pays socialistes et républicains) comme inscrit dans l'évolution normale du continent et conforme au principe des nationalités : Dollfuss et Schuschnigg eux-mêmes l'affirment fréquemment, encore qu'au terme d'*Anschluss* (fusion) ils préfèrent celui de *Zusammenschluss* (réunion). Mais, en tout état de cause, il leur sera bien difficile d'expliquer pourquoi cette même réunion que la grande majorité des Autrichiens, sans distinction de parti, ont à un moment

donné considérée comme souhaitable et réalisable cesse de l'être au moment où elle se réalise. « Le monde entier doit comprendre, déclare Dollfuss le 27 mai 1932, que nous, État allemand indépendant, avons conscience que, par le sang, par l'histoire, par la situation géographique de notre pays, nous avons des attaches très étroites et amicales avec le Reich allemand, une amitié qui comporte des droits et des obligations. » Les clauses de style (« attaches très étroites », « État indépendant », etc.) sont à usage extérieur, à l'adresse des puissances garantes. Le texte constitutif du Front patriotique est plus net encore : « Nous autres Autrichiens sommes Allemands et avons un pays allemand. »

Cela, alors que le Front patriotique a été nommément constitué pour lutter contre les tendances « fusionnistes » aussi bien des sociaux-démocrates que des hitlériens.

La formation du Front patriotique annonçait une nouvelle et violente vague réactionnaire. Une manifestation de protestation contre la politique économique du gouvernement Dollfuss aboutit du 11 au 14 février 1934 aux journées sanglantes de Vienne, au cours desquelles la *Heimwehr* et la police prennent d'assaut les immeubles ouvriers de la banlieue viennoise transformés en citadelles. La répression antisocialiste conduite par le major Fey, inspirée par le prince Starhemberg et couverte par le clergé autrichien fera plus de huit cents morts. Ce jour-là, Dollfuss s'est politiquement condamné à mort, mais ce ne sont pas les sociaux-démocrates, affaiblis et désorganisés par les journées de février qui le frapperont. Les nazis, qui étaient alors restés spectateurs, « l'arme au pied », vont, par un ironique renversement des rôles, venger les victimes socialistes de la banlieue rouge. Ils tentent, le 25 juillet 1934, avec la complicité de l'ambassade allemande à Vienne, et surtout de la direction de Munich des SS, un putsch qui échoue, mais au cours duquel un SS autrichien, Planetta, abat Dollfuss. Quant au putsch lui-même, il semble bien qu'il n'ait été ni prévu ni préparé à Berlin (Hitler et von Neurath s'y seraient probablement opposés, en raison des répercussions internationales possibles, répercussions que l'Allemagne n'était pas en état d'affronter), mais que, en revanche, la responsabilité de l'État-

major de Munich et celle de l'ambassadeur d'Allemagne, Rintelen, y soient lourdement engagées. Peut-être (l'hypothèse est plausible) l'assassinat de Dollfuss faisait-il partie du plan Röhm, ce qui expliquerait qu'il ait pu être notoirement appuyé par des personnages officiels allemands et ignoré (ou plutôt désapprouvé) par d'autres. De quelles complicités d'ailleurs, cette fois autrichiennes, n'a-t-il pas bénéficié ? L'attitude du major Fey (rival et successeur éventuel de Dollfuss) dans cette journée a été jugée plus tard suspecte (il a, au moins, laissé assassiné Dollfuss par négligence). La *Heimwehr* elle-même est très noyautée par les nazis ; Pfriemer, chef de la *Heimwehr* de Styrie, se ralliera officiellement à eux en 1937, Pabst, chef d'état-major de la *Heimwehr,* est un officier allemand activiste favorable aux nazis, Albertini, chef de l'ensemble des formations paramilitaires, sera congédié la même année 1934 pour avoir ébauché une entente d'unité d'action avec eux. Ce que ces hommes ont vu en Dollfuss, c'est, plus encore que le dictateur réactionnaire, le protégé de l'Italie qui reste (pour les Autrichiens pro-allemands, c'est-à-dire la majorité du pays) une nation ennemie et méprisée. A l'assassinat du chancelier, Mussolini réagit en mobilisant sur le Brenner, moins pour neutraliser une action allemande qui, alors, est très improbable, que pour prouver aux activistes autrichiens qu'il ne tolérera pas que l'Autriche s'écarte d'elle-même de la ligne politique de Dollfuss. La tension austro-allemande s'accroît en même temps, et Schuschnigg, qui succède à Dollfuss, renforce les mesures policières antinazies (et antisocialistes à la même occasion), fait condamner à mort Planetta, meurtrier de Dollfuss et célèbre celui-là comme le martyr de l'idéal chrétien-fasciste autrichien.

Cependant, la politique extérieure de Schuschnigg reste « germanique », et, dans ce sens, c'est moins pour assurer militairement l'indépendance du pays contre le Reich que pour imiter celui-là dans son effort de « libération des chaînes de Versailles » qu'il décrète en octobre 1936 (six mois après Hitler) le rétablissement du service militaire obligatoire en Autriche. Le contrecoup de cette mesure est un rapprochement avec le Reich, rapprochement des états-majors d'abord, puis rapprochement

politique qui aboutit à l'accord du 11 juillet 1936. L'accord est un succès pour von Papen (et pour von Hassel, ambassadeur à Rome). Il semble qu'il donne satisfaction aux trois partenaires (le Reich et l'Autriche en premier lieu, et l'Italie comme principale puissance garante). Mais il entretient aussi l'équivoque autrichienne ; le Reich reconnaît et s'engage à respecter l'indépendance du pays, mais « le gouvernement fédéral autrichien déterminera toujours sa politique (en tenant compte du fait)... que l'Autriche affirme être un État allemand ». Le Reich et l'Autriche considèrent (en particulier) la question du national-socialisme comme une question intérieure pour les deux pays ; Schusnigg pourra donc maintenir les nazis autrichiens hors-la-loi ; ceux-là et surtout leurs dirigeants du moment sont pratiquement désavoués par le Reich, mais, ce qu'ils perdent en tant que nazis, ils le regagnent largement dans l'engagement de Schuschnigg d'aligner sa politique sur celle de l'Allemagne nazie, engagement qui ouvre la porte à l'intervention du Reich. On peut écrire, sommairement, que l'Autriche se reconnaît (et est reconnue par Hitler) comme un état allemand non-nazi, et, dès lors, le problème de l'Anschluss est déplacé et reculé, mais non résolu. Schuschnigg pense tenir les nazis : « Il faut absolument souligner, déclare-t-il le jour de la signature de l'accord devant ses ministres et les hauts fonctionnaires, qu'il ne s'agit pas d'un pacte avec le national-socialisme, mais que ce modus vivendi contient en germe une tentative bien plus vaste de se procurer des armes contre lui. (2) » En fait, ce sont les nazis, et les nazis autrichiens, qui le tiennent ; il lui sera impossible de gouverner longtemps encore avec les seuls forces de la Heimwehr contre les marxistes et contre les nazis, c'est-à-dire contre Vienne et contre une bonne partie de la province.

L'accord, en tout cas, amène une détente appréciable dans les rapports austro-allemands et surtout dans les rapports germano-italiens, et Schuschnigg en souligne, à la radio, le 11 juillet, « le caractère bienfaisant pour les deux États allemands, et par consé-

(2) Martin Fusch, in *Un pacte avec Hitler*, bien informé sur les négociations autrichiennes, antinazi.

quent pour tout le peuple allemand ». Étrange déclaration, qui fait ressortir l'unité profonde des deux nations à propos d'un accord qui, aux yeux de l'opinion étrangère, devait marquer leur séparation.

La seule issue à cette situation équivoque serait la restauration des Habsbourg, et bien des Autrichiens (de ceux au moins qui suivent Schuschnigg) le comprennent; dans le courant de l'automne 1937, cette restauration semble plus proche que jamais. Il apparaît maintenant (après l'expérience de l'autonomie intégrale) que l'Autriche, beaucoup moins qu'une nationalité, était l'œuvre et le fief d'une dynastie, seule capable de rallier dans le loyalisme des tendances incompatibles. Mais cette restauration, que le prince Starhemberg prépare ouvertement, trouve dans les voisins de l'Autriche autant d'ennemis; l'Italie est d'une neutralité hostile, la Tchécoslovaquie y est nettement opposée (« plutôt l'Anschluss que les Habsbourg », déclare Bénès), la France aussi, l'Allemagne enfin y oppose un veto indirect, et la restauration ne se fera pas. Mais le risque en demeure, et les nazis sont maintenant décidés à agir.

II — La préparation psychologique

Au début de 1938, la puissance croissante des nationaux-socialistes autrichiens pose à Schuschnigg un lourd problème de gouvernement. Ils tiennent deux gouvernements de province (Innsbruck et Linz), ont gagné à Vienne une partie de la clientèle sociale-démocrate et des classes moyennes, une partie aussi de l'épiscopat, et sont assurés de la neutralité très bienveillante de la police et des fonctionnaires. Ils ont, dans le gouvernement même, des semi-alliés (Gleize-Horstenau et Guido Schmidt). La remilitarisation de la Rhénanie et le rapprochement diplomatique avec l'Italie ont permis par ailleurs au Reich de couvrir ses flancs pour une opération éventuelle. Enfin, sans parler même de l'Angleterre qui n'a, suivant la formule, aucun intérêt spécial à sauvegarder en Autriche, ce qui sous-entend bien qu'elle ne considérerait pas l'Anschluss comme un cas de guerre – la France semble se désintéresser de la question dès lors que l'Angleterre est déci-

dée à ne pas intervenir. Comment penser qu'il n'y ait qu'une coïncidence dans le déclenchement d'une crise ministérielle à Paris au moment même où toutes les capitales européennes sont averties de l'imminence d'une action allemande, et surtout dans le peu d'empressement que met le régime à résoudre cette crise avant que l'affaire autrichienne elle-même ne soit liquidée ? La liquidation de l'imbroglio autrichien va se faire dans un climat européen de stupeur, d'indifférence, d'aboulie – sinon de sympathie tacite.

Le 12 février, Hitler convoque et reçoit à Berchtesgaden Schuschnigg et Guido Schmidt. De cette entrevue, durant laquelle le chancelier d'Autriche doit essuyer le déchaînement napoléonien de la colère de l'autre chancelier, que sort-il ? Un texte vague, indiquant essentiellement que le chef de l'Autriche a reconnu la nécessité dans l'esprit de l'accord du 9 juillet, de pratiquer une politique plus « allemande » que par le passé, et en particulier de faire place, dans son cabinet, aux représentants du national-socialisme autrichien, auxquels il n'est pas possible de dénier plus longtemps le droit à participer au gouvernement du pays. C'est ici, sans doute, que Schuschnigg voit s'ouvrir sous ses pieds le piège qu'il croyait avoir tendu à Hitler. Si celui-là a abandonné en 1936 les nazis autrichiens à leurs seules forces, ce n'est pas par peur, mais parce qu'il savait que le temps travaillerait pour eux ; s'il propose avec insolence à son interlocuteur de laisser le peuple d'Autriche choisir entre eux deux, c'est aussi parce qu'il sait que l'Autriche n'est plus derrière Schuschnigg, qu'elle n'a, en fait, jamais été derrière lui et qu'elle est maintenant à qui la prendra. Il impose donc un partage des responsabilités et de l'autorité entre le front vert et le front brun : le 16, Seyss-Inquart, catholique autrichien et nazi modéré, prend les ministères de l'Intérieur et de la Sûreté, ministères clefs pour la préparation éventuelle d'une « insurrection populaire » pronazie. Il est le 17 à Berlin, « en voyage d'information », c'est-à-dire aux ordres. Cette ingérence officielle du Reich dans la politique autrichienne se double d'une ingérence permanente plus discrète, celle du Parti, qui soutient, par l'intermédiaire de Habicht, inspecteur du Parti pour la Bavière, les éléments activistes du

nazisme autrichien, et en particulier l'unité de SS commandée par Rainer et formée en Autriche. Dans le courant de janvier, les nazis organisent dans les provinces qu'ils tiennent en mains (et qui échappent alors pratiquement au contrôle du gouvernement Schuschnigg) des « journées allemandes ». Soixante mille manifestants à Graz le 8 janvier, autant à Linz le 11, des sabotages, la destruction de quelques-uns des innombrables « monuments Dollfuss » érigés dans le pays, tels sont les résultats de cette agitation. Les incidents avec la *Heimwehr*, auxquels elle donne lieu, permettent à Hitler de lancer devant le Reichstag le 20 février, un avertissement menaçant : « Aux frontières immédiates du Reich vivent dix millions d'Allemands séparés de nous... Nous saurons défendre les intérêts allemands où qu'ils se trouvent. » Menace à laquelle répond Schuschnigg le 2 1 : « Jusqu'ici (à l'accord du 12 février), mais pas plus loin. »

Seyss-Inquart négocie encore. Mais il apparaît qu'il est lui-même débordé par l'excitation de ses troupes, et qu'il ne sera pas possible plus longtemps d'empêcher celles-là de passer à l'action directe. Devant le redressement inattendu de Schuschnigg, sa volonté de jouer jusqu'à ses dernières cartes (y compris de prendre le risque d'un conflit mondial pour empêcher ou retarder l'Anschluss), Berlin a rappelé son ambassadeur von Papen le 25 février, et le 5 avril à Linz, citadelle du national-socialisme autrichien, Seyss-Inquart déclare publiquement que « l'indépendance autrichienne repose sur la garantie du peuple allemand ». Quatre jours plus tard, à Innsbruck, Schuschnigg annonce qu'il a décidé d'inviter le peuple autrichien à se prononcer par plébiscite sur la politique du pays.

Ce plébiscite, qui apparaît en effet comme la seule issue possible au conflit, est cependant bien inattendu ; seul parmi les ministres, Guido Schmidt en a été averti. Pour les autres, et surtout pour Seyss-Inquart, la surprise est entière. Mais Schuschnigg n'a pas renoncé à la lutte en admettant la nécessité d'une consultation populaire ; au contraire, au lieu de donner à choisir aux Autrichiens, comme l'avait suggéré le Führer, « entre Hitler

et lui », il pose la question (c'est la seule leçon qu'il ait retenue du nazisme) de façon telle que la réponse sera obligatoirement faussée. Ce n'est même pas une question, mais un slogan auquel il faut répondre par OUI ou par NON, et ce slogan donne raison à tout le monde. « La question à laquelle le pays devait répondre, constate un témoin anglais hostile aux nazis, Gedye (3) fut posée de telle sorte que le Chancelier ne pouvait manquer de recueillir le maximum de voix favorables, et le vote fut préparé dans des conditions qui permettaient à l'avance d'en mettre fortement en doute l'impartialité et la sincérité. »

C'est en effet le moins qu'on puisse en écrire. OUI ou NON « pour une Autriche allemande, indépendante et sociale – pour une Autriche chrétienne et unie – pour la paix et le travail », c'est un arlequin où chacun trouve son compte, ce qu'on appelle en France une « motion nègre blanc ». Impossible de voter NON sans renier le caractère allemand de l'Autriche, impossible de voter OUI sans affirmer son indépendance. Cela pour les nationaux-socialistes que cette finasserie désoriente pendant deux jours. Cette fois, le piège de Schuschnigg est si bien tendu qu'il se referme à coup sûr sur tous ses adversaires. Seyss-Inquart propose de faire voter OUI en masse aux nazis, ce qui enlèverait tout caractère au plébiscite, mais consoliderait la position du chancelier. Les extrémistes préféreraient au contraire voter NON; mais ils seront alors réduits strictement à leurs seules voix, ce qui, selon toutes probabilités, ne leur assurerait qu'une majorité douteuse que Schuschnigg saurait bien transformer en minorité; et s'abstenir n'est pas une solution. Quant aux sociaux-démocrates (le tiers des électeurs autrichiens), Schuschnigg pense avoir gagné leurs voix en supprimant dans son slogan « l'État autoritaire et corporatif » cher à Dollfuss, et il engage avec le bourgmestre de Vienne, leur porte-parole, des négociations difficiles, mais qu'il espère fructueuses. Enfin – et ceci

(3) G. E. R. Gedye *in Le Suicide de l'Autriche*, témoin anglais très bien informé, intelligent mais visiblement partial en faveur de Dollfuss et surtout de Schuschnigg — ce qui ne rend, ici, son témoignage que plus précieux.

montre que, malgré toutes ces précautions, le chancelier n'est pas absolument sûr du résultat – l'âge du vote est ramené à 24 ans (car la très grande majorité de la jeunesse est nazie), et seuls des bulletins OUI sont préparés et mis à la disposition des électeurs... Qui voudra voter NON doit confectionner lui-même un bulletin identique, à la réponse près, à l'autre et qui, dans neuf cas sur dix, sera déclaré nul pour vice de forme. Les résultats finals du plébiscite sont même « connus » à l'avance, et prêts à être publiés (4). Tout cela est trop habile pour être solide.

Ce plébiscite, annoncé le 9, est prévu pour le 13. Le 11, dans la fin de la matinée, le gouvernement autrichien procède, pour assurer l'ordre, à une mobilisation partielle et rappelle une classe. Dans l'après-midi, le secrétaire d'État Keppler (qui est aussi le *SS-Führer* Keppler chargé des Affaires autrichiennes), venu de Berlin en avion, remet à Schuschnigg un ultimatum du Führer exigeant l'ajournement du plébiscite et la formation d'un gouvernement Seyss-Inquart, et, une heure plus tard, le général Muff, attaché à la Légation allemande, confirme de la part de Göring cet ultimatum, en précisant qu'il expirera à 19 heures 30 et que, passé ce délai, Schuschnigg doit s'attendre à ce que le Reich intervienne directement à Vienne.

En province, surtout dans la zone frontière et à Vienne même, les manifestations de rues se multiplient; l'armée n'intervient pas, et la police fraternise ouvertement avec les nazis. La guerre civile semble imminente et difficilement évitable et, vers 19 heures, le Président fédéral Miklas accepte la démission de Schuschnigg. Celui-là est remplacé par Seyss-Inquart entre minuit et une heure, c'est dans les quelques heures qui suivent que les troupes allemandes pénètrent en Autriche. Elles sont, dans les premières heures de la journée du 12, dans les provinces pronazies où elles reçoivent un accueil enthousiaste; Schuschnigg, en annonçant à la radio sa démission, dans la nuit précédente, a donné l'ordre de n'opposer aucune résistance à l'armée du « peuple allemand », et c'est l'arme à la bretelle et en prome-

(4) Affirmation officielle allemande, dont je n'ai pu vérifier l'exactitude et qui n'est donnée que sous toutes réserves.

nade militaire que la Reichswehr approche de Vienne. A midi (journée du 12), le Führer annonce qu'il va se rendre en pèlerinage dans l'après-midi sur la tombe de ses parents et à sa maison natale de Braunau-sur-Inn ; manifestation romantique de l'homme qui écrivait quinze ans plus tôt – « une heureuse prédestination m'a fait naître à Braunau, à la limite de ces deux pays allemands dont la réunion apparaîtra comme la tâche essentielle de notre génération ». Certes, mais aussi habileté politique. De Braunau, Hitler laissera évoluer, et surtout surveillera, avant d'être engagé à fond, les réactions de l'opinion mondiale.

A l'intérieur, dans cette journée du 12, la situation est la suivante : le Président Miklas est toujours en fonction (il ne démissionnera que le 13 au soir), son chancelier Seyss-Inquart dirige un gouvernement autrichien régulier. Les troupes allemandes – que Seyss-Inquart, contrairement à ce qu'affirme Göring, n'a pas appelées au moins de façon directe – occupent la moitié du pays, elles arriveront au début de la nuit à Vienne où elles seront immédiatement consignées. Situation confuse ; aucun texte, aucune déclaration n'est intervenu de part ou d'autre pour préciser sous quelle forme doit s'accomplir l'Anschluss. Pour Seyss-Inquart et les nazis modérés, comme pour la majorité des Autrichiens qui jugeaient l'Anschluss inévitable et n'ont par conséquent rien fait pour l'éviter, il ne peut s'agir que d'une fusion limitée (Führer, armée, diplomatie communes, l'Autriche conservant un statut spécial de « second peuple germanique » et Vienne gardant un rang de capitale). C'est ainsi également que l'état-major et les diplomates allemands envisagent le problème. Mais Hitler n'a pas fait connaître sa décision : secret ? il est plus probable que cette décision n'est pas encore prise.

A l'extérieur, les puissances ne bougent pas. La Tchécoslovaquie a été prise de court et n'a pas voulu engager la bataille dans des conditions qui lui sont d'avance défavorables, puisque la France ne pourra prendre aucune décision avant d'avoir trouvé ce gouvernement qu'elle cherche avec tant de fébrilité depuis le matin, et qu'elle ne trouvera, bien entendu, que la crise passée. L'Angleterre, la Pologne, la Hongrie se désintéressent de l'affaire. Quant à Mussolini, il a reçu dans la matinée du 12 une

lettre personnelle du Führer, datée de Berlin le 11, et qui le met en présence, sinon du fait accompli, du moins de la résolution de son partenaire allemand : « Ne voyez, écrit Hitler, dans cet acte autre chose qu'un acte de légitime défense nationale... Dans une heure critique pour l'Italie, je vous ai démontré la fermeté de mes sentiments. Ne doutez pas que, dans l'avenir, rien ne sera changé à cet égard... J'ai tracé une frontière nette du coté de la France et j'en trace une autre également nette du côté de l'Italie, c'est le Brenner. » Cette dernière allusion, qui indique que Hitler renoncera à utiliser contre son alliée la question litigieuse de la minorité allemande du Tyrol du Sud (question qui sera réglée plus tard par un transfert de population), le rappel de l'affaire des sanctions, enfin la promesse sous-entendue d'un soutien du Reich en cas de difficultés ou de guerre avec l'Angleterre ou la France, autant de bonnes raisons pour le Duce de « faire le mort ». Il le fait d'ailleurs avec moins de scrupules s'agissant de Schuschnigg, pour lequel il a beaucoup moins d'estime et d'amitié que pour son prédécesseur. Quand le chancelier fédéral, dans la nuit du 11 au 12, téléphone pour un ultime appel à l'aide, Mussolini est « absent », il est « impossible de le joindre » quelques jours plus tôt, à un appel déjà pressant de Schuschnigg, il avait donné une réponse ambiguë et habile : « Mon cher, je fais toute confiance à vos capacités d'homme d'État » – ce qui est à proprement parler un refus d'intervenir.

III — L'Anschluss

C'est dans les journées du 13 et du 14 que se fera véritablement l'Anschluss. Himmler, arrivé à Vienne dans la matinée du 12, a procédé à la mise au pas de l'opposition, mais celle-là a surtout disparu d'elle-même, ou s'est ralliée. L'armée, la police, n'ont pas bougé. Le clergé non plus : mieux, le cardinal Innitzer, le premier prélat autrichien, se ralliera ouvertement – et « avec joie » déclare-t-il, au régime nouveau et à l'Anschluss. Les socialistes, et dans l'ensemble les Viennois, sont sur leur réserve et attendent, à l'exception des dizaines de milliers de Juifs de la capitale qui s'enfuient s'ils en ont le temps et se suicident s'il est trop tard.

Mais Linz, dans la journée du 13, accueille officiellement, comme première ville nazie d'Autriche, le Führer, et cet accueil est triomphal. Seyss-Inquart, en présence de Hitler, dénonce solennellement l'article 88 du traité de Saint-Germain (celui qui interdisait à l'Autriche de disposer d'elle-même), et Hitler annonce son entrée dans Vienne pour le lendemain, 14 mars.

C'est le lendemain, en effet, qu'il va jouer la plus grosse partie de sa carrière d'homme d'État. Certes, il est évident que la ville ne bougera pas et que l'Anschluss se fera malgré tout, mais elle peut, comme elle l'a été jusqu'ici, rester en majorité indifférente et même hostile; et, comme n'importe quel dictateur populaire, Hitler a besoin, pour se justifier devant l'étranger, devant son peuple et devant lui-même, d'une popularité sans cesse accrue. On a trop tendance à croire, sous prétexte que les autocrates se passeraient très bien de l'assentiment de la foule, que leurs décisions ne dépendent absolument pas de cet assentiment et surtout des manifestations de cet assentiment. Ici, il faut au contraire – et Hitler le sent plus que jamais – que l'histoire puisse témoigner que cet assentiment lui était acquis, que les décisions dont il prendra la responsabilité et l'initiative entière ont été confirmées, approuvées par la clameur populaire.

Or, l'accueil que fait Vienne à l'Autrichien déclassé devenu par une succession prodigieuse d'événements le chef de l'Allemagne, cet accueil est grandiose, délirant. Là-dessus, le doute n'est pas possible; témoins étrangers, neutres ou hostiles au national-socialisme (5), Autrichiens ralliés ou non sont d'accord. Vienne la folle acclame follement son nouveau chef. Par-dessus dix siècles d'histoire, les deux peuples frères s'étreignent dans la joie et dans la fièvre – l'Autriche se donne à l'Allemagne. Au soir, l'Anschluss est fait.

---

(5) Le témoignage le plus frappant et le plus indiscutable à ce sujet est celui des actualités filmées. Pour la presse, notons, *in Le Petit Parisien* bien informé mais politiquement hostile à l'Allemagne : « Hitler a fait ce soir (14 mars) à 18 heures.... une entrée absolument triomphale dans sa bonne ville de Vienne. (titre).... Il est inutile de chercher à décrire l'enthousiasme d'une foule de plusieurs centaines de milliers de per-

Il reste à lui donner une forme politique nette, et c'est ici que la politique hitlérienne dépasse les limites qu'elle s'était primitivement fixées. Au lieu de « rattachement » ou même de la fusion qui semblait devoir marquer le maximum des projets des nazis dans les deux pays, c'est l'unification qu'impose l'Allemagne. Puisque l'étranger ne réagit pas et que l'Autriche approuve, Hitler va jusqu'au bout de son action. L'Autriche est déclarée « pays du Reich allemand » – et l'on se souvient que les « pays » du Reich n'ont plus aucune autonomie. Seyss-Inquart est nommé *Statthalter* (ainsi le pays reste théoriquement gouverné par un Autrichien) mais c'est un Prussien, Burckel, qui devient Gauleiter. Le 10 avril enfin, un plébiscite commun au Reich et à l'Autriche sanctionne l'Anschluss à une majorité écrasante. Le même jour, des élections au Reichstag, les dernières, sur une liste unique nazie et des élections complémentaires, le 5 décembre, en confirment le résultat. Une série de lois d'assimilation organise la fusion des deux pays ; enfin, en octobre 1939, une loi divise

---

sonnes, partisans et curieux, qui, depuis 48 heures déjà, ne cesse de vociférer, de hurler "*Heil, Sieg Heil*".... (titre de la troisième page). C'est dans un enthousiasme frisant la démence collective (sic) qu'Hitler est entré dans la ville.... Cet enthousiasme, certainement très grand et très sincère chez la jeunesse et les femmes.... »

In Daily Mail, de l'envoyé spécial Ward Price qui accompagne Hitler de Munich à Vienne : « *The relief and gratitude of Austria fort its incorporation with Germany is beyond all doubt. Herr Hitler turned to me after his speech (à Vienne) : « Is there any compulsion about that?" he asked.... "The Austria people has thrown its heart at Hitler's feet.... From the outskirts of Vienna to its heart, we drove for or five miles.... through solid banks of people, packed 40,50 and in the public squares and at the opening of side streets, several hundreds deep.... That constantly repeated chorus has changed the course of Austrian history. Wen Herr Hitler crossed the frontier of this country on Saturday, he had no intention of proclaiming the immediate Anschluss.* »

Cette dernière indication est précieuse ; elle confirme ce que nous indiquons brièvement. La seule forme prévue primitivement pour l'Anschluss était celle d'une confusion sous contrôle allemand des organes communs (armée, diplomatie, industries de guerre), d'un renforcement des liens entre les « peuples frères », renforcement qui, sans aucun doute, aurait conduit tôt ou tard à l'Anschluss, mais n'en était pas un. On peut dire que non seulement l'Anschluss n'a pas été fait contre les Autrichiens, mais par eux.

l'Autriche, devenue la marche de l'Est-*Ostmark* – en sept gau (les anciennes provinces) : Vienne, Carinthie, Styrie, Bas- et Haut-Danube, Salzbourg et Tyrol. Le nom même de l'Autriche qui avait fait trembler l'Europe pendant quatre siècles disparaît pour six ans de la carte du monde.

IV — La modification du statut européen

La fin de l'Autriche indépendante, c'est vraiment la fin d'une Europe. Il semble même que la brutalité, la rapidité avec laquelle s'est fait ce changement en aient masqué la portée réelle aux contemporains; peu d'Européens se sont faits, à l'époque, à l'idée que le germanisme divisé contre lui-même depuis un millénaire s'était ressoudé, retrouvé, non plus (comme à l'époque de l'Empire de Charles Quint, par exemple) sous la forme transitoire d'une combinaison dynastique, mais dans une unité profondément ressentie de la langue, des lois, des travaux et des gloires, et surtout du chef. La défaite du III[e] Reich. sept ans plus tard, et la reconstitution de l'Autriche d'avant 1938 (avec l'inamovible chancelier Renner, pour aider à l'illusion qu'il ne s'est rien passé), l'assimilation faite chaque jour, dans la littérature historique, de l'Anschluss à une quelconque conquête territoriale, sont, en ce qui nous occupe, autant de trompe-l'œil, de fausses fenêtres pour la symétrie. L'histoire ne revient pas aussi facilement sur ce qu'elle a fait, et il est probable qu'à plus ou moins brève échéance elle consacrera l'unité du germanisme aussi sûrement et définitivement qu'elle a consacré l'unité de l'Italie; et il y a plus de différence encore entre un Milanais et un Sicilien (ou, si l'on veut, entre un Breton et un Lorrain français) qu'entre un Autrichien et un Prussien (et à plus forte raison entre un Autrichien et un Bavarois). Quand il ne resterait dans l'histoire sous le nom d'Hitler que d'avoir en dix ans forgé l'unité et la conscience nationale d'un peuple de quatre-vingt millions d'hommes, ce serait assez pour que ces hommes, en tout cas, ne puissent l'oublier.

Ainsi disparaît cette Australie, ou plus exactement cette Lotharingie qui s'étendit un temps des bouches de l'Escaut à celles du Rhône, suzeraine des barons prussiens, chassée par

eux après Sadowa du corps germanique et qui y rentre maintenant, mais « à front renversé », c'est-à-dire en vassale des barons prussiens. Une évolution normale, mais capitale, s'achève sous les yeux de l'Europe, et en premier lieu sous ceux de la France, aussi indifférente qu'en 1866, et ici un certain parallélisme s'impose dans cette absence de la France au moment où, en deux fois, s'écroule l'édifice politique le plus ancien du continent. L'opinion républicaine, en 1867, avait salué Sadowa comme une grande victoire de « l'idée libérale et progressiste » représentée par la Prusse protestante (6) sur le catholicisme réactionnaire et obscurantiste de l'Autriche des Habsbourg. C'est, nous ne pouvons l'indiquer ici que rapidement, sous la pression de cette opinion républicaine (et pour donner un gage qui compensât l'affaire du Mexique) que Napoléon III s'était finalement refusé à intervenir contre la Prusse, sanctionnant ainsi sa victoire. Au moment où s'accomplit l'Anschluss, la grandeur de la Prusse devenue le III^e^ Reich n'intéresse plus personne, certes, mais pas davantage le sort de l'Autriche, redevenue sous une forme à peine différente l'état chrétien réactionnaire du XIX^e^ siècle. Nous l'avons noté : un fascisme qui absorbe un autre fascisme – il n'y a pas là de quoi déclarer une guerre idéologique.

Et pourtant... Toutes les données, toutes les indications de l'histoire donnaient à penser que la fusion de l'Autriche et du Reich allemand allait avoir les conséquences les plus lourdes pour le destin de l'Europe. Le corps autrichien devait son importance moins à sa force réelle, minée depuis un siècle par les explosions nationalistes et libérales de 1848, qu'à sa situation géographique et surtout

(6) Nous ne pouvons guère nous étendre ici : notons seulement que la Prusse, entre le début du XVIII^e^ siècle et la fin du XIX^e^, a été considérée par une bonne partie de l'opinion française comme le « pays des lumières » et des libertés politiques.

ethnique exceptionnelle. Il était apparu dans l'histoire, en 996, comme une zone de démarcation entre les deux grandes forces organisatrices de notre Europe, le romanisme et le germanisme; plus d'ailleurs comme un facteur d'union, d'échanges, entre ces deux forces que comme une barrière rigide. Ses efforts même pour élever des prétentions à une hégémonie mondiale s'étaient heurtés à la résistance tenace des Francs romanisés comme à celle – plus longtemps malheureuse – des vieilles tribus germaniques. Le célèbre équilibre européen était moins un équilibre entre Français et Allemands qu'un jeu permanent de compensations – par l'intermédiaire de l'Autriche – entre les héritiers séparés de Charlemagne ; la cour de Vienne, admirable creuset des dynasties européennes, parlait français, pensait allemand, aimait et « agissait » autrichien. Ce rôle historique diminue au XVIII[e] siècle – le germanisme et le romanisme semblent parvenus à leur point d'équilibre mutuel – et, dans le même temps, rebondit et repart sous une autre forme; le slavisme a fait son apparition, très rapidement, sur l'échiquier européen et cherche une aire d'expansion à travers les lignes de moindre résistance des forces déjà installées. Cette expansion se heurte, elle aussi, à la résistance et plutôt à la force d'inertie de l'Autriche qui devient ainsi un carrefour unique du continent. Romaine par ses possessions et par ses préoccupations italiennes, germanique par son influence sur l'Allemagne du Sud et par ses traditions impériales, elle est bientôt slave par les populations qu'elle a arrachées aux Turcs, aux Croates ou aux Serbes, et qu'elle fait rentrer dans sa communauté dynastique. C'est le triomphe du système autrichien et du génie de Metternich. Magenta et Sadowa marquent une double fissure dans cet édifice devenu trop lourd pour les épaules des Habsbourg; le romanisme et le germanisme reprennent, à dix ans d'intervalle, leur entière liberté d'action. Cinquante ans plus tard, ce sont les communautés slaves ou slavisantes qui se séparent en 1918 de l'Autriche, mais, réduite même à la grande banlieue de Vienne et à une population uniquement autrichienne (et germanique), le vieux royaume gardait un rôle : il neutralisait en quelque sorte les poussées convergentes des trois forces dont nous avons parlé. Sa présence suffisait, sur le Brenner, à maintenir les ambitions danubiennes de l'Italie, sur l'Inn celles de

l'Allemagne, sur la Drave l'infiltration des Slaves au Sud; tout cela, non par la force dont elle était maintenant dépourvue, mais peut-être par la survivance de l'ancien respect que le grand corps démembré avait inspiré, pendant cinq siècles, à l'Europe entière.

Mais que compte ce respect devant les intérêts en jeu? Il est vite évident que, d'une part, le romanisme, le slavisme et le germanisme feront pression avec tous les moyens dont ils disposent respectivement, sur l'Etat-carrefour – dont la possession ou au moins le contrôle est devenu, stratégiquement, un objectif de première grandeur – et que, d'autre part, l'Autriche désarmée par le traité de Versailles n'est plus en mesure d'assurer par elle-même cette indépendance qui apparaît, dès 1919 (très tôt et cependant trop tard) comme la condition clef du maintien du statut européen de Versailles. En admettant même que l'Autriche soit décidée à faire respecter cette indépendance (ce que les événements de 1920 et 1921 démentent formellement), il est exclus qu'elle demande un appui quelconque au slavisme (son voisin le plus menaçant); elle le demande, entre 1920 et 1932, à un fantôme, la S.D.N., puis, de 1932 à 1936 à l'Italie, enfin, de 1936 à 1938, à l'Allemagne, revenant ainsi, malgré les interdictions de ses garants, à son premier mouvement qui, on excusera cet à-peu-près, était le bon. Contre le danger slave que la rentrée de la Russie dans la cacophonie européenne rend plus tangible, c'est vers la grande puissance germanique, le *Brudervolk*, que se tourne – parachevant l'œuvre de Bismarck – le petit État. Les conséquences immédiates de cette détermination – rupture de l'équilibre européen artificiel de Versailles au profit du germanisme seul, qui regagne ainsi dans les rues de Vienne la guerre perdue dans les tranchées de Verdun, regroupement du front occidental, guerre qui, finalement, s'étend au slavisme et se termine par l'écrasement du germanisme; ces conséquences vont occuper le reste de notre étude. Notons celle, la dernière, qui déborde le cadre de cet ouvrage, pour n'avoir pas voulu accepter de façon durable de voir les troupes allemandes campées dans Vienne, les puissances garantes occidentales ont livré, inconsciemment sans doute, la vieille cité impériale à deux puissances étrangères à l'Europe, l'Amérique et la Russie soviétique. Dix

ans après l'Anschluss, deux mondes s'affrontent de nouveau à Vienne : l'Autriche y gagne-t-elle ? et l'Europe ? L'histoire en jugera.

En tout état de cause – revenons à 1939 – le III[e] Reich grossi de l'Autriche est devenu la première puissance continentale. Qui tient fortement Vienne tient le Danube, l'Italie et la Bohême ; c'est contre cette évidence que la France et la Petite-Entente vont lutter avec désespoir pendant les dix-huit mois qui vont jusqu'à la guerre. L'Allemagne, elle, exploite sa victoire. Elle va pousser le bélier autrichien dans le système balkanique édifié à grand peine à Versailles pour interdire au germanisme la route du Proche-Orient et qui ne tient plus maintenant qu'au fil tchèque coupé (pour continuer l'image) virtuellement entre Vienne et Breslau. Qu'on le veuille ou non, le cœur de l'Europe bat à Berlin et va devenir un triangle Rome-Berlin-Bucarest. La pénétration politique, sensible dès 1934, brutale à partir de 1938, a d'ailleurs été précédée et accompagnée d'une foudroyante offensive économique.

Les pays de la Petite-Entente, que la France avait gorgés (autant qu'elle le pouvait au moins) de crédits « culturels », sont des pays agricoles en voie d'industrialisation. Contre leurs excédents alimentaires, ils demandent l'équipement industriel et les produits manufacturés qui leur manquent. Cet équipement, ces produits, la France pouvait et devait – au moins par nécessité politique – leur fournir. Mais comment travailler avec une industrie sclérosée et anarchique, qui ne livre pas, livre trop tard, ou livre des produits d'une qualité défectueuse ? Aussi la défaite de la France s'inscrit-elle dans les chiffres à partir de 1925. Entre 1931 et 1937, c'est-à-dire alors qu'aucune pression diplomatique ne pouvait être exercée par le Reich, et qu'il ne pouvait s'agir que d'une concurrence économique entre les deux pays, le mouvement commercial des six nations du bloc danubien (même quand elles restent politiquement attachées à la France) se renverse nettement ; le tableau montre les pourcentages d'importations de ces six pays pour 1931 et 1937 suivant leur provenance :

Importateurs	d'Allemagne 1931	1937	de France 1931	1937
Autriche	22	16,1	2,5	2,8
Tchécoslovaquie	28	15,5	3,8	5,2
Hongrie	24,4	26,2	3,3	0,9
Bulgarie	23,3	54,8	7	3,3
Roumanie	29,1	28,9	7,9	6,1
Yougoslavie	19,3	32,4	4,4	1,7
Grèce	12,2	27,2	6,5	1,7
Moyenne	22,6	22,8	5	3,1

Ce recul de la France sur le marché danubien et balkanique est gros de conséquence. « Le pavillon suit la marchandise », même et surtout quand la marchandise recule et, dans ces mêmes pays où l'Allemagne impose ses tracteurs, ses produits pharmaceutiques, ses machines-outils, et dont elle achète les porcs (Yougoslavie), le blé (Hongrie), le tabac (Bulgarie), etc., les partisans de la France vont tomber peu à peu et au moins chanceler entre 1930 et 1938. Après le retournement diplomatique de l'Italie, on peut dire que le triangle Rome-Constantinople-Berlin est devenu une « chasse gardée » des puissances fascistes.

Le Reich a d'ailleurs dans son jeu deux atouts maîtres : son antisémitisme officiel, dont la résonance est grande dans les Balkans, traditionnellement antisémites eux-mêmes, et sa politique antiversaillaise ; car celle-là lui permet de jouer sur deux tableaux à la fois, auprès des nations (Hongrie, Bulgarie, Autriche) que le traité a amputées et auprès des minorités (croate, slovaque, transylvaine) qu'il a créées.

L'assassinat du roi Alexandre de Yougoslavie (dont l'incurie française est tenue pour responsable) marque, en 1934, le début du recul diplomatique de la France. Moins d'un an après, en juin 1935, le premier yougoslave Stoyadonovitch inaugure une politique proallemande qui va durer jusqu'en 1942. Le pacte qu'il signe, en mars 1937, avec Ciano consacre la dissociation de la Petite-Entente. En Roumanie, l'année suivante, août 1936, la chute retentissante de Titulesco apparaît à toute l'Europe comme

le plus gros échec que la France ait subi dans ce pays depuis la guerre. La Hongrie, sous la régence de l'amiral Horty, n'a jamais caché, sinon ses sympathies allemandes, du moins une certaine inclination pour la forme fasciste de régime qui la rapproche de l'axe. Le mouvement pro-nazi des « Croix Fléchées », ici, comme en Roumanie la « Garde de Fer » de Cordreanu, est ralliée à l'idée d'un Mittel Europa fasciste et germanique.

Ainsi, le choix de Munich pour le voyage de Mussolini en septembre 1937, n'a pas seulement la signification politique (Munich, capitale du fascisme allemand) que nous avons déjà indiquée. Munich, beaucoup plus que Berlin capitale prussienne, est une ville d'accès au Danube, le premier relais sur la route de Berlin à Constantinople, et sans doute les deux dictateurs ont-ils voulu marquer dès ce moment qu'ils entendaient se réserver le monopole de la direction politique des Balkans, monopole que la France avait laissé échappé, et que la Russie seule, dix ans plus tard, aura l'énergie et l'habileté de reprendre.

1938, après l'Anschluss qui déplace pour quelques années le centre de poussée du germanisme des territoires prussiens vers la vallée du Danube, consacre cette prise en mains. L'Amiral Horty est à Berlin le 24 août « convoqué » par Hitler pour y entamer avec lui la réorganisation des Balkans. Les pressions commerciales sur la Roumanie se font plus pressantes. Et surtout, six mois après l'entrée à Vienne, éclate l'affaire tchèque.

CHAPITRE XIII

L'AFFAIRE TCHÈQUE

I — Les rapports germano-tchéco-slovaques de 1919-1938

Il ne fait plus de doute maintenant que le Reich va reprendre et accentuer la poussée traditionnelle du germanisme vers le sud-ouest, le long de l'Axe géopolitique Hambourg-Constantinople. De plus, dans l'héritage des Habsbourg qu'il vient de recueillir, qu'il entend maintenir et augmenter, Hitler trouve d'abord la question des Sudètes.

Qu'est-ce donc que ces Sudètes dont le nom remplira les échos et les journaux d'Europe pendant un an, de mars 1938 à mars 1939? Nous avons vu la Tchécoslovaquie les annexer en 1919, en dépit du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en arguant de nécessités stratégiques et économiques « indiscutables ». Il s'agit en fait d'un territoire de 30.000 kilomètres carrés, qui déborde largement la région des Monts Sudètes proprement dite et comprend toute la corne sud-ouest du quadrilatère et ses bordures sud (en lisière de l'Autriche) et nord (en bordure de la Silésie). La population est très dense (128 habitants au km^2), fortement industrialisée, très cultivée. Cela s'explique par le fait que la monarchie autrichienne, à laquelle appartenaient tous les territoires sudètes, avait favorisé leur développement ethnique et commercial au détriment de l'élément tchèque.

La position des Allemands des Sudètes va brusquement se renverser après la disparition de l'empire des Habsbourg. De nationalité opprimée, les Tchèques deviennent nationalité victorieuse, et ils vont répondre à la germanisation (germanisation de fait, car la politique des Habsbourg était très libérale pour les minorités) par une tchécisation tenace. Tchécisation, notons-le au passage, qui ne s'attaque pas seulement aux Allemands, mais aux deux millions huit cent mille Slovaques, aux sept cent mille Hongrois, aux cinq cent mille Ukrainiens et aux quatre-vingt mille Polonais que comprend le nouvel État. Ainsi celui-là va-t-il s'attirer la haine et la colère de tous ses voisins et se trouver, le jour venu, seul devant l'épreuve.

En réalité, cette tchécisation est moins poussée et brutale que ne l'ont répété à plaisir les Allemands; non que les Tchèques soient décidés à traiter avec souplesse et correction leurs minorités, comme Bénès l'avait promis en 1919, mais parce que, si les Allemands des Sudètes n'ont pas besoin des Tchèques, ceux-là ont besoin des Allemands et doivent les ménager dans une certaine mesure. Le territoire des Sudètes entoure complètement la Bohême, et il est impossible d'y établir un système de défense militaire si les habitants en sont en révolte ouverte. De plus, ceux-là détiennent les mines de charbon (avec 16 000 000 de tonnes d'extraction annuelle), les gisements de pechblende, les verreries et les industries de luxe dont l'exportation contribue pour la meilleure part à faire vivre l'État tchécoslovaque. En 1925 encore, malgré la crise qui les frappe, les Sudètes, qui sont deux millions neuf cent mille contre six millions neuf cent mille Tchèques (soit moins de la moitié) paient 5,7 millions de couronnes d'impôts contre 3,1 pour ceux-là, soit presque le double.

Il serait plus exact de parler de brimades, d'une atmosphère irritante de suspicion et de mépris que les Tchèques entretiennent en pays sudète : aux vieux noms des villes allemandes ils substituent des noms tchèques improvisés – Tachov pour Tachau, Duchcov pour Dux, Fryvalvod pour Frywaldau –, ils retirent à l'Université allemande de Prague, l'une des plus anciennes et des plus célèbres d'Europe, ses privilèges constitutifs; ils imposent à une population allemande des fonctionnaires tchèques dont les

rapports avec cette population sont aussi mauvais que possible; dans les régions où les Allemands forment de 80 à 100 % de la population, il y a 12 % de Tchèques dans les agents des P.T.T., 45 % dans ceux des chemins de fer, 9 % dans l'administration, 85 % dans la gendarmerie. Aux intentions parfois conciliantes des dirigeants de Prague (en particulier de Masaryk, d'ailleurs Slovaque et dont les Allemands reconnaissent la bonne volonté), cette bureaucratie locale substitue une tyrannie tchèque mesquine qui rend chaque jour plus sensible aux habitants des Sudètes la perte de leur position politique et économique. Des associations nationalistes tchèques sans mandat officiel, mais puissantes, les *Jednotas* pratiquent, pour leur part, le rachat des terres et des immeubles que leur pauvreté fait abandonner par les Allemands. Car l'industrie sudète, équipée à la mesure de l'empire austro-hongrois dont elle était l'élément le plus important, trouve difficilement des débouchés dans des Balkans morcelés et hérissés de barrières douanières. Vienne, Berlin et Budapest sont trop appauvris maintenant pour acheter les cristaux de Bohême, et la crise que traversent les Sudètes dépasse en durée et en gravité celles de l'Autriche et de l'Allemagne même; si les Tchèques ne font rien de précis pour aggraver cette crise, ils ne font rien non plus pour l'empêcher, et ce sera l'un des griefs les plus amers des Sudètes à leur endroit.

A l'étouffement auquel les soumet la domination tchèque, les Allemands répondent de 1920 à 1925 par le boycott qui, finalement, aggrave leur situation; ils renoncent à cette date pour pratiquer une collaboration plus active avec l'élément tchèque et les autorités – ce qu'ils appellent « l'activisme ». L'activisme, que défendent et pratiquent les sociaux-démocrates sudètes et les chrétiens-sociaux, est combattu avec violence par les nationaux allemands (le parti le plus puissant des Sudètes jusqu'en 1934) puis par les nationaux-socialistes, constitués dès 1923 (et dont les liens avec Munich sont alors insignifiants ou même tendus), mais auxquels se rallient, à partir de 1933, la plupart des petits groupements germanisants du pays. C'est d'ailleurs avec l'Autriche, l'ancienne mère-patrie, que les rapports des Allemands des Sudètes sont les plus actifs. En 1919, une tentative populaire

de rattachement de la région à la nouvelle Autriche avait été, nous l'avons vu à propos du traité de Versailles, brutalement réprimée par les troupes tchèques ; par la suite, la question n'avait plus été évoquée entre les deux pays, mais elle restait posée à l'intérieur de la Tchécoslovaquie.

Entre 1933 et 1938, la situation s'aggrave de façon continue. Le Parti national-socialiste avant été interdit en pays Sudète, un Allemand (demi-allemand en réalité puisque sa mère est Tchèque) Conrad Henlein, jusque-là président d'une société de gymnastique germanisante, a fondé en 1935 le *Sudeten-deutschen Partei* (Parti allemand des Sudètes) qui peu à peu groupe derrière lui la très grande majorité des habitants de langue allemande. Les demandes de Henlein (et sans doute aussi ses intentions réelles) sont à l'époque assez modérées. Il ne s'agit, pour lui comme pour les Slovaques, les Hongrois ou les Ukrainiens, que d'arracher à Bénès la réalisation des promesses de 1918 : faire de la Tchécoslovaquie un État fédéral, divisé en cantons ethniques sur le modèle des cantons suisses, assurer à chacune des minorités ethniques le libre et équitable développement auquel son importance lui donne droit. Mais Bénès reprend d'une main (grâce à sa police et à sa bureaucratie) ce qu'il a donné de l'autre. Les maigres concessions culturelles accordées en 1935 aux Allemands restent lettre morte, et il semble même que l'attitude des dirigeants tchèques se raidit à mesure que les revendications des Sudètes se font plus pressantes (1).

Jusqu'ici cependant, ces revendications demeurent dans le cadre intérieur de l'État tchécoslovaque. Si l'opinion mondiale ne les ignore pas, et si spécialement l'opinion britannique s'en émeut

(1) Le 18 décembre 1936, à Prague, Bénès reçoit deux « diplomates extraordinaires » allemands, le comte Trauttmannsdorf, originaire de Bohême, et le Docteur Haushofer, fils du général philosophe. Au nom d'Hitler et semble-t-il à l'insu de von Neurath ils lui proposent un accord analogue à l'accord germano-polonais de 1934 impliquant la reconnaissance par le Reich des frontières versaillaises de la Tchéco-Slovaquie et l'octroi par Bénès d'une autonomie culturelle pour la minorité allemande des Sudètes. Bénès répond (ou plutôt ne répond pas.) à cette proposition par des contre-propositions dilatoires.

et ne cache pas qu'elle leur est nettement favorable, la question n'a pas été posée sur le plan européen. Elle l'est, pour la première fois, le 11 mars 1938, par un discours de Hitler : « Aux frontières immédiates du Reich vivent dix millions d'Allemands séparés de nous... » De ces dix millions, trois sont les Allemands des Sudètes.

II — La question des Sudètes, Munich

Le 28 avril 1938, les Allemands des Sudètes tiennent leur congrès annuel à Carlsbad (dont les Tchèques ont fait Karlovy Vary). Congrès exceptionnellement important puisqu'il doit préparer les élections municipales que Bénès, cédant à la pression des minorités, a fixé au 21 mai. Henlein y formule une fois de plus ses revendications : reconnaissance du groupe ethnique allemand, octroi de l'autonomie administrative, mais il y ajoute la menace voilée d'une protection du Reich dont il n'avait pas été question jusqu'alors. Pourquoi ? C'est que, les territoires sudètes dépendant jusqu'en 1918 de l'Autriche, celle-là seule détenait la base juridique qui pouvait permettre une action diplomatique auprès de Prague. Depuis l'Anschluss, accepté et sanctionné en fait par les puissances ex-alliées et par le peuple autrichien au plébiscite du 10 avril précédent, c'est le Reich hitlérien qui a repris ce « droit de suite » sur l'affaire sudète.

A cet argument, strictement juridique mais dont il ne faut pas sous-estimer l'importance, s'en ajoute un autre, beaucoup plus tangible. Avec le rattachement de l'Autriche, l'armée allemande a tourné toutes les fortifications tchèques, elle tient à sa merci tout le pays. Nous y reviendrons, mais auparavant, déroulons rapidement le film de la crise tchéco-allemande.

Après le Congrès de Carlsbad, Bénès a rejeté une nouvelle fois les propositions de Henlein, et l'agitation des Sudètes gagne la Slovaquie. Les puissances occidentales garantes de l'État tchécoslovaque, devant l'imminence de la crise, se concertent : à Londres, du 26 au 29 avril, Daladier et Chamberlain confrontent leurs points de vue, et ces points de vue divergent notablement. La France est liée à la Tchécoslovaquie par un pacte d'assistance

mutuelle, et Daladier, tout en se déclarant « d'accord pour que Bénès aille encore plus loin dans la voie des concessions... » maintient la garantie de la France et demande à l'Angleterre d'y ajouter la sienne. Ce qui ne fait pas du tout l'affaire des Anglais qu'aucun pacte ne lie à Prague, qui sont dès maintenant acquis à l'idée d'un règlement équitable de l'affaire sudète et ne voient pas en tout cas comment la France peut empêcher la destruction de l'État tchécoslovaque, même au prix d'une guerre européenne. « Le gouvernement britannique pense que la situation militaire est telle que la France et l'Angleterre, même au cas où elles pourraient avoir une assistance de la part de la Russie, ne seraient pas en mesure d'empêcher l'Allemagne de submerger la Tchécoslovaquie. En conséquence, il est de la plus haute importance que le gouvernement français n'ait aucune illusion quant à l'attitude du gouvernement britannique... », celui-là étant résolu à ne pas entrer en guerre pour le compte de Prague. Quant à la Russie, également liée par un pacte de défense à la Tchécoslovaquie, il se trouve que, n'ayant pas de frontières communes avec son alliée, elle devra éventuellement demander l'autorisation de passage de ses troupes à la Pologne ou à la Roumanie. Celles-là, consultées, refusent avec netteté, non seulement parce qu'elles n'entendent pas prendre le risque de laisser pénétrer chez elles les troupes bolchevistes, mais aussi parce que le sort de la Tchécoslovaquie ne les intéresse en aucune manière. Dès lors, Litvinov fait savoir à la France et à l'Angleterre « qu'étant donné l'attitude négative adoptée par Varsovie et par Bucarest, il ne voyait qu'une issue pratique, celle d'un recours à la Société des Nations. Il a mentionné, mais pour l'exclure *a priori*, l'éventualité d'un passage forcé des troupes soviétiques... à travers la Pologne et la Roumanie. »

Telle est, dès avril 1938, la position des puissances. Il resterait à la France la possibilité de faire cavalier seul dans la défense des Tchèques, de se heurter à l'Allemagne et d'immobiliser ses troupes devant les fortifications allemandes. Sur ce point, l'avis des militaires et du gouvernement est formel : « C'eût été une folie (2). » La Tchécoslovaquie se défendait sur le Rhin, en 1936.

(2) Général Gamelin, *Servir*.

Ces données stratégiques et diplomatiques de bon sens sont parfaitement connues à Berlin, sinon à Prague. Dès ce moment, Hitler a senti que les puissances occidentales et la Russie étaient résolues à sacrifier la Tchécoslovaquie et à reporter leur guerre sainte contre le Reich à une occasion militairement moins hasardeuse. Le moyen d'ailleurs de déclarer une guerre sainte, au nom des principes démocratiques et des conventions de Versailles, à une puissance qui les a retournés et les a utilisés à bon droit et à bon escient contre leurs défenseurs attitrés ? Pas plus que les armes matérielles, les armes morales ne sont entre les mains des puissances démocratiques. L'injustice commise à Versailles contre trois millions d'Allemands et trois millions de minoritaires porte ses fruits. C'est ce que sent l'opinion publique, clairement dans les pays anglo-saxons, où l'on n'est pas aveuglé par la nécessité de maintenir une Petite-Entente croulante, confusément en France où on trouverait étrange de faire la guerre pour empêcher trois millions d'Allemands de retourner de leur plein gré au Reich alors qu'on l'a faite vingt-cinq ans plus tôt pour permettre à six millions d'Alsaciens-Lorrains de revenir à la France. Ainsi, d'avril à octobre 1938, Hitler va-t-il pouvoir jouer cartes sur table ; il ne dépend que de lui de choisir le moment où il fera céder Prague, et s'il attend six mois pour le faire, c'est moins parce qu'il veut monter un « bluff » (qui n'en est pas un, puisqu'il a toutes les cartes en mains) que pour éviter que les excitations et les imprudences des Tchèques ne déclenchent, malgré tout, une guerre européenne larvée – et aussi parce qu'il espère encore dissocier, en négociant, le front démocratique et obtenir la neutralité de Londres ou celle de Moscou.

Nous avons devancé les événements de Tchécoslovaquie ; mais la crise qui s'y déroule en avril et mai n'est qu'une répétition de la crise de Munich. Pour assurer le succès de ses élections municipales et surtout pour appuyer le rejet de toutes les propositions de Henlein, le gouvernement tchèque a mobilisé deux classes le 20 mai, et, le 21, les élections donnent, dans les régions allemandes, une majorité massive au Parti allemand. A la suite de ces élections et de la mobilisation partielle des Tchèques, le conflit semble imminent, et le rattachement des

Sudètes à l'Allemagne une question d'heures. Fausse alerte – et fausse nouvelle celle d'une mobilisation allemande démentie par les enquêteurs militaires de Londres et de Paris. Non pas que Hitler, comme l'écrivent victorieusement les journaux des puissances démocratiques, ait « reculé », mais parce que, certain que les démocraties elles-mêmes feront pression sur la Tchécoslovaquie (qu'elles ne peuvent défendre, en tout état de cause) et l'amèneront à résipiscence, il évite soigneusement d'entrer dans le jeu de celle-là.

Cette fois, il apparaît bien que le règlement de la question sudète, comme celui de n'importe laquelle des grandes questions européennes, ne peut se faire qu'entre les grandes puissances directement intéressées.

Dans les premières heures du 28 septembre, Mussolini a obtenu de Hitler qu'il sursoie à toutes mesures militaires. Une conférence quadripartite, proposée par Hitler dans l'après-midi, est aussitôt acceptée. Elle se tient à Munich le lendemain 29 septembre et ne fait que consacrer l'acceptation du mémorandum de Godesberg par la France et l'Angleterre qui obtiennent en contrepartie du Führer de notables améliorations à ce mémorandum en faveur de la Tchécoslovaquie : élargissement des délais (l'évacuation devant commencer et non plus être terminée au 1er octobre), contrôle international, droit d'option. Munich a amené une incontestable détente diplomatique, a créé dans le monde entier, pendant quelques jours, une psychose de paix, un climat de soulagement, dont l'accueil triomphal fait à Daladier à Munich par la population allemande, puis à Paris par deux millions de Parisiens dans la manifestation spontanée la plus émouvante de vingt ans de politique française, l'accueil aussi chaleureux fait à Londres à Chamberlain, sont les meilleurs témoignages. On s'étonnera qu'un accord qui n'est compréhensible que si on l'inclut dans le développement général de la politique européenne depuis 1919 et qui apparaît alors comme une conséquence normale des erreurs et des injustices de Versailles ait pu faire couler tant d'encre – et surtout d'une encre aussi manifestement teintée de mauvaise foi et de préoccupations partisanes. Parler de la « lâcheté » française et anglaise, du « bluff »

hitlérien est facile après l'événement et l'était même avant si l'on admet que la France devait déclarer la guerre à l'Allemagne pour la défense du statut de Versailles en 1938 plutôt qu'en 1936 ou qu'en 1939, à propos de Prague plutôt qu'à propos de Mayence, de Vienne ou de Dantzig ; mais une guerre déclarée en septembre 1938 n'aurait pas eu de résultats sensiblement différents de celle qui sera déclarée en 1939, l'impréparation de l'Allemagne compensant celle de la France et de l'Angleterre et la neutralité géographique de l'Union soviétique étant aussi bien acquise dans les deux cas. Les concessions, à Munich, ont été mutuelles – celles des puissances occidentales quant au principe de la cession et du plébiscite, celles de l'Allemagne quant au contrôle international – et c'est ce compromis qui justifie le flottement de l'opinion et de la presse franco-anglaise qui, pendant quelques jours, discerneront mal lequel des deux protagonistes de l'accord a « reculé ». Présenter Munich comme une « capitulation devant le fascisme », affirmer que cette capitulation rendait la paix plus précaire, sont deux sophismes : le premier pose comme établi que les démocraties devaient refuser, avant même d'en discuter le bien-fondé, toutes les demandes allemandes ou italiennes de révision du statut européen, le second que cette intransigeance devait suffire à faire reculer (sinon temporairement) dans sa progression ; ce qu'il cherche à Munich, c'est moins à faire céder la France et l'Angleterre qu'à éviter avec elles que la refonte d'une partie de l'Europe rendue inévitable par le dynamisme germanique ne se fasse au prix d'un conflit armé.

III — L'apaisement européen. Le coup du 15 mars

C'est ainsi, d'ailleurs, que semble l'avoir compris le Premier anglais qui signe, le lendemain de l'accord de Munich et alors que Daladier est reparti pour Paris, un accord général de normalisation des relations germano-anglaises qui évoque notamment « l'esprit de l'accord naval de juin 1935 » et indique que l'Angleterre est résolue à aller assez loin dans la révision des clauses victorieuses du traité de Versailles. Un rapprochement anglo-italien suit le rapprochement avec le Reich, enfin la France et l'Al-

lemagne, dans une atmosphère un peu moins opaque, engagent des conversations de bon voisinage qui conduiront aux accords du 6 décembre, encore vagues, mais qui témoignent au moins du recul instinctif des deux pays d'anciens combattants devant la guerre. Les chances de paix semblent triompher, en réalité, le fossé se creuse entre les ambitions d'une Allemagne en pleine renaissance et qui réclame l'espace et la liberté d'action économique dont elle a besoin pour vivre et la résistance des puissances démocratiques possédantes qui, sûres de leur victoire finale, se refusent à faire au Reich cette place qu'il demande. La détente qui suit Munich n'est pas celle qui prélude à la compréhension entre les peuples et ouvre la voie aux grands arrangements diplomatiques, mais une veillée d'armes.

La France et l'Angleterre vont mettre à profit le temps dont elles disposent pour tenter de pousser leur armement au niveau de celui du Reich. Celui-là absorbe les Sudètes et remédie aux imperfections de sa machine militaire telles que les ont révélées les campagnes sèches de 1938. De part et d'autre, les états-majors estiment avoir terminé leurs préparatifs pour la campagne 1942-1943 ; pour lequel des deux adversaires le temps travaille-t-il ? Certainement pas pour la France, qui prétend poursuivre en même temps une défense nationale et une politique de réalisations sociales qui sont incompatibles et qui perd rapidement le sens même de la disproportion entre ses prétentions à rester la première puissance militaire de l'Europe et son potentiel industriel et moral réel – guère plus pour l'Angleterre qui a fait jusqu'ici confiance à l'armée française pour se battre et s'aperçoit sans doute clairement, mais un peu tard, que cette armée en est encore à discuter de l'utilité des blindés, mais ne peut faire plus, en 1938, que d'ébaucher son infrastructure militaire aérienne et de renforcer la flotte. A coup sûr pour le Reich ; stratégiquement, à partir d'un certain palier de puissance technique et de formation professionnelle (et à condition de ne pas ralentir l'effort d'équipement), les disproportions entre les niveaux militaires d'adversaires éventuels ont tendance à s'accroître au lieu de diminuer. L'état-major le sait et les industriels aussi, et les résultats obtenus jusqu'ici sans guerre sont tels par ailleurs qu'ils estiment

tous deux que le climat diplomatique pourrait être un jour favorable à une révision du statut européen et colonial. Munich, dans ce sens, a été une victoire pour le groupe pacifiste allemand, celui qui réunit Göring, von Neurath, la plupart des généraux et les industriels de la Ruhr : « pacifiste » ne signifiant d'ailleurs pas que ce groupe a renoncé à l'essentiel des revendications allemandes, mais seulement qu'il espère les faire aboutir l'arme au pied, par une succession de Munich diplomatiques ou économiques. Dans les derniers mois de 1938, le Führer semble rallié à cette thèse, on souligne autour de lui qu'il a sympathisé non seulement avec le Premier anglais, mais aussi avec l'ancien combattant Daladier. Il dénonce avec véhémence la folie d'une nouvelle guerre avec les puissances occidentales, guerre dont l'Europe, en tout état de cause, sortirait ruinée : « Manifestement, la perspective d'une crise prochaine, l'éventualité d'une guerre générale sont présentes à son esprit. Peut-être est-il au fond de lui-même sceptique sur les chances qu'il peut y avoir de prévenir un tel pareil drame ? (3) Il semble en tout cas désireux de le tenter et de l'avoir tenté pour mettre en repos, sinon sa conscience, du moins celle de son peuple... Les avances qu'il est disposé à faire à la France lui sont dictées par un sentiment qu'il partage, au moins par intermittence, avec la majorité des Allemands, à savoir la lassitude d'un duel séculaire et le désir d'y mettre fin. »

En fait, la guerre des nerfs a fatigué ceux de toute l'Europe, et une psychose de paix remplace pour quelques mois la psychose de guerre. Le Parti de la Paix, en France, en Angleterre et en Allemagne, triomphe, mais ce succès est instable.

Après Munich, il reste à régler les problèmes des frontières avec la Pologne et la Hongrie du nouvel État tchécoslovaque : la Pologne s'est annexé, au lendemain même de Munich, les districts de Teschen et l'Olderberg avec une cupidité qui glace la sympathie, et elle réclame maintenant pour prendre de toutes

(3) François-Poncet, *op. cit.* Le Führer serait vraiment le seul des hommes d'État européens à ne pas être sceptique sur les chances d'éviter la guerre. Il est même (et ici il faut noter la loyauté du narrateur) convaincu, depuis 1934 sans doute, que la guerre est inévitable ; mais, s'il en existait, les possibilités d'éviter la guerre seraient-elles entre ses mains et seulement entre les siennes ? C'est, ici, à nous d'être sceptiques.

mains et faire payer sa neutralité éventuelle au Reich, une frontière commune avec la Hongrie. Celle-ci, de son côté, réclame le retour des Hongrois de Slovaquie et la cession de la Russie subcarparthique, ce territoire peuplé d'Ukrainiens (plus exactement de Ruthènes, îlot ethnique d'Ukrainiens venus de Pologne au cours des XV^e^ et XVI^e^ siècles) que les faiseurs de frontières de Versailles avaient rattaché en appendice caudal à la Slovaquie pour opposer un bloc tchéco-roumain au bloc polono-hongrois. Ainsi se trouve posée, indirectement, la question de l'Ukraine.

On comprend, devant la complexité du problème et des intérêts en jeu, que les puissances occidentales aient préféré, à Munich, laisser les intéressés régler la question entre eux. Ils n'y parviennent pas, et la Hongrie fait appel, suivant une procédure normale et acceptée par les co-intéressés, à l'arbitrage de l'Allemagne et de l'Italie. Cet arbitrage est rendu le 2 novembre 1938, à Vienne, par von Ribbentrop et le Comte Ciano : une partie du territoire contesté reste à la Tchécoslovaquie (avec Bratislava), une autre à la Hongrie, mais celle-là n'obtient pas la frontière commune avec la Pologne. La Russie sub-carpathique, en effet, devient une province du nouvel État fédéral tchécoslovaque (sous le nom de Ruthénie). C'est un premier pas vers la constitution d'une Ukraine libre – le second était une alliance polono-allemande antisoviétique que von Ribbentrop offre à Beck dès octobre 1938, et en échange de laquelle il demande le règlement des questions de Dantzig et du Corridor. Mais Beck est surtout mécontent de la formation de la Ruthénie qui excite en Pologne l'irrédentisme ukrainien et le sépare de la Hongrie, et, pour montrer, son irritation et son refus de toute alliance antirusse, il confirme (en insistant sur l'importance de son geste) le pacte de non-agression qui le lie à la Russie. Nous verrons comment le refus de Beck et le refroidissement des relations germano-polonaises mènent à la crise de septembre et au pacte germano-russe.

En janvier 1939, Rome et Berlin ajoutent à leur alliance politique un pacte militaire, qui est plus spectaculaire qu'effectif, mais confirme le partage des zones d'influence entre les deux partenaires de l'Axe : Mittel Europa pour l'Allemagne, Méditerranée pour l'Italie. Quelques semaines plus tard, l'intérêt se porte

de nouveau sur la Tchécoslovaquie. En réalité, celle-là vit depuis Munich des jours difficiles ; Bénès et Mazaryk ont été remplacés respectivement par Chvalkovsky et Hacha, tous deux favorables sinon à l'Allemagne du moins à un modus vivendi moins ambitieux, mais plus sûr et plus normal que la politique suivie depuis 1919. Malheureusement les Slovaques n'ont cessé de s'agiter depuis septembre 1938. Ils sont soutenus par le Reich, qui voudrait compléter le contrôle militaire du quadrilatère bohémien par celui du « biseau » slovaque qui commande les accès vers la Hongrie et la Pologne, et surtout par la Hongrie (sous la dénomination de laquelle ils ont vécu en paix pendant neuf siècles) ; bien que frères de races, les Tchèques et les Slovaques cohabitent de plus en plus difficilement dans le même état. Les premiers sont commerçants ou artisans, urbains, hussites, les seconds ruraux, catholiques. Ils reprochent aux dirigeants de Prague de ne leur accorder qu'à contrecœur l'autonomie à laquelle ils ont droit, et ceux-là répondent, de la façon la plus brutale et la plus maladroite, le 10 mars, en destituant Monseigneur Tiszo (qui a succédé à Mgr Hlinka à la tête du mouvement slovaque) et deux ministres, et en établissant le 11, à Bratislava, l'état de siège. Le 12, Mgr Tiszo fait appel, contre les Tchèques, à la « protection » du Reich allemand et le 13, de Berlin où il s'est rendu, proclame l'indépendance de l'État slovaque. Le lendemain 14, Hitler annonce que « des sujets allemands ont été brutalisés au cours des troubles » et convoque à Berlin les dirigeants de Prague ; dans la soirée, il fait connaître ses décisions. Le maintien sous sa forme actuelle de l'État tchèque est devenu impossible. Il a contre lui non seulement l'hostilité de ses voisins – la Pologne dont les troupes se préparent à occuper Moraska-Ostrawa – et la Hongrie qui envahira, pour sa part, dans la journée du lendemain, la Ruthénie ukrainienne – mais son incapacité à réaliser une fédération tchéco-slovaque stable. La seule issue à cette situation dangereuse pour la paix de l'Europe est dans un ordre établi et garanti par la force allemande. Dans la nuit, sous la menace de l'intervention de l'aviation allemande (menace provoquée, dira Göring, par celle de Hacha d'en appeler à la France et à l'Angleterre), von Ribbentrop et Göring arrachent à Hacha et

à Chvalkosky une déclaration qui confie au Reich « la protection du peuple tchèque ». Le 15, la Bohême et la Moravie sont occupées par l'armée allemande, et Hitler fait son entrée à Prague où, du château impérial, il proclame la création du protectorat allemand de Bohême-Moravie. Le 16, Monseigneur Tiszo « demande » au Führer d'étendre sa protection sur la Slovaquie. Cette fois, la Tchécoslovaquie est provisoirement rayée de la carte du monde.

Il est difficile de juger avec exactitude les événements du 15 mars. Il faut pour cela tenir compte de l'état chaotique de l'Europe Centrale depuis l'Anschluss et l'effondrement de la Petite-Entente; l'impérialisme allemand n'y est pas seul en cause. Dans le cas de la Tchécoslovaquie, en particulier, le terme de « protection » de l'Allemagne est moins ironique ou moins cynique qu'on a tendance à le croire. L'Allemagne – on s'en rend compte alors sitôt passé le Rhin – est réellement apparue, depuis trois ans, comme la puissance maîtresse d'organisation de cette partie de l'Europe qui a toujours eu et aura toujours besoin d'une puissance maîtresse. Depuis 1938, avec ses quatre-vingt dix millions d'habitants, seconde puissance industrielle du monde, elle est devenue, qu'on le veuille ou non, centre de l'économie européenne. Le Reich assure par son seul poids l'équilibre commercial des petites nations qui l'entourent; il peut, s'il le désire, les condamner à l'étouffement ou leur imposer ses conditions. La carence industrielle de la France est en grande partie responsable de cet état de fait.

Il n'est donc pas invraisemblable que ces petites nations, quand elles voient se poser des problèmes pratiquement insolubles, fassent appel à la médiation du Reich; la convention d'arbitrage de Vienne a montré, d'ailleurs, que celui-là pouvait faire triompher des solutions qui ne fussent pas dictées par ses seuls intérêts, mais par le sens de sa mission européenne – mission qu'il serait absurde de nier ou de minimiser.

Un protectorat officiel – et dans lequel par là même la puissance protectrice est obligée à une certaine loyauté – vaut mieux, bien souvent, que les protectorats hypocrites qu'une grande puissance impose fatalement, tôt ou tard, aux puissances faibles qui

l'entourent. Apologie de la force ? « Le droit de force, écrit Proudhon, tant honni, est non seulement le premier en date, le plus anciennement reconnu, mais la souche et le fondement de toute espèce de droit. Ces autres droits ne sont, à vrai dire, que des ramifications ou des transformations de celui-là ; de sorte que, bien loin que la force répugne par elle-même à la justice, il serait plus exact de dire que la justice n'est elle-même que la dignité de la force. » L'instauration du protectorat allemand sur la Bohême-Moravie et sur la Slovaquie est dans la droite ligne de la tradition européenne ; après la France napoléonienne, après l'Autriche de Metternich, le Reich hitlérien, cédant à la nécessité de l'histoire, entreprend cette réorganisation de l'Europe qui apparaissait et apparaîtra toujours davantage comme le facteur essentiel de la paix mondiale. « Mais c'est d'une paix germanique qu'il s'agit et cette paix est immorale ! » admettons-le. Il reste que la paix est indivisible et que toute forme stable de pacification comporte une part d'arbitraire, part qui, en définitive, se révèle moins grande que celle que fait à l'arbitraire le chaos. La décision nazie du 15 mars est sans doute, avec l'Anschluss, l'acte marquant de la politique européenne de l'époque ; elle montre – elle cherche au moins à montrer – que la notion de protectorat est aussi valable entre Européens que d'Européens à peuples coloniaux (comme le protectorat de la France sur le Maroc) ou semi-coloniaux (comme ceux des Etats-Unis sur les petits États de l'Amérique du Sud). Que l'Angleterre dirige la politique étrangère de la France et du Portugal, que la Russie (en 1946) dirige plus nettement encore celle de la Pologne ou de la Tchécoslovaquie ressuscitées, que le Reich protège la Bohême et la Slovaquie, autant d'aspects inévitables des rapports de forces entre nations.

Mais il reste un autre aspect – moins « inévitable » et plus critiqué encore, si la chose est possible – de l'action du 15 mars. La fraction de l'opinion mondiale qui avait suivi jusqu'ici avec une sympathie avouée les efforts du Reich pour regrouper le germanisme (le *Deutschtum*, plus exactement, sans qu'on puisse trouver d'équivalent français à ce mot), sur la base du droit de disposition des peuples, s'étonne et s'émeut après le 15 mars : « La

croix gammée flotte sur Prague ; nous ne comprenons plus » écrit dans les *Cahiers franco-allemands* de mars un Français sympathisant. Aussi longtemps que le Reich n'invoquait, dans son action, que les principes nationalistes démocratiques, il s'était trouvé – ce qui est normal et honnête en soi – des démocrates sincères pour l'approuver. C'est maintenant un principe essentiellement « totalitaire » (disent les commentateurs) et même spécifiquement « nazi » qu'il met en œuvre : celui de l'espace vital. Le Reich prétend que l'importance et le dynamisme de sa population lui donnent un « droit » à se créer un espace économique qu'il mettra en valeur et au sein duquel il trouvera les bases de sa vie matérielle. Ce « droit », c'est celui du poing – le *Faustrecht* –, et toutes les nations libres doivent s'y opposer. En réalité, paraphrasant Rivarol, les nazis pourraient dire : « Les droits sont des propriétés appuyées sur la puissance ; quand la puissance monte, les droits montent aussi. » L'Allemagne est une puissance de la terre plus qu'une puissance de la mer. L'espace vital que celles-ci (Angleterre, France, Portugal, Belgique) ont trouvé en Afrique ou en Asie, les protectorats qu'elles ont établi sur des peuples qui n'étaient pas tous « barbares » (Égyptiens, Hindous, Algériens), elle en voit l'équivalent dans cette sphère d'influence qu'elle entend se réserver.

Parler d'annexion à ce propos est inexact : la Bohême et Prague ont été pendant de longs siècles (et totalement depuis 1620) un pays et une ville où l'influence germanique était profonde. Non pas que les Tchèques puissent s'estimer heureux de revenir à cet état de chose : un peuple qui perd sa liberté peut se résigner à s'accommoder (l'Histoire n'est que le long récit de ces résignations et de ces accommodements), il reste qu'une fierté nationale légitime lui rend le protectorat pénible. A la puissance protectrice de rendre cette peine moins lourde en laissant à la nation protégée les signes extérieurs, les habits de cette liberté qu'une nécessité historique supérieure a fait disparaître. C'est ce que fait Hitler – au moins ce qu'il affirme avoir l'intention de faire : il ne veut pas de Tchèques à l'intérieur du Reich, moins par le mépris que parce qu'une nation qui a, comme l'Allemagne et comme l'ont surtout les nazis, un sens très aigu de sa vie natio-

nale répugne aux solutions chaotiques, à l'hypocrisie du « protectorat égalitaire » qui en est un sans avoir l'air de vouloir en être un. Ce qu'il veut voir admis, ce n'est pas l'annexion, encore moins l'assimilation des Tchèques par les Allemands, mais la domination de ceux-ci sur ceux-là. « Par la création du protectorat, déclare le ministre Frick, le Reich a trouvé pour la première fois dans l'histoire une solution qui tienne compte dans la même mesure des nécessités politiques de l'État et des intérêts ethniques du territoire de Bohême-Moravie et qui établisse de la sorte les bases d'un ordre intelligent en Europe centrale. »

L'Histoire dira, quand les passions partisanes se seront calmées, quel sens attribuer à la décision allemande. Folie mégalomane ? ou politique consciente et raisonnée ? En tout état de cause, le protectorat lui-même a duré trop peu de temps pour qu'il soit permis d'en juger ; et les Tchèques sont-ils plus « heureux » sous le protectorat russe (qui s'exerce, plus hypocritement, par l'intermédiaire d'une formation idéologique communiste) qu'ils ne l'étaient sous le protectorat « nazi » ? Cette fois, c'est à eux, et non à nous, d'en juger.

Sous le coup de tonnerre du 15 mars, l'Europe laisse passer, huit jours plus tard, sans réagir, un nouvel acte diplomatique du Reich ; celui-là, le 22 mars, obtient de la Lituanie la rétrocession de Memel, peuplé en majorité d'Allemands d'ailleurs. Et l'offensive hitlérienne va continuer.

L'action allemande du 15 mars a, en soi, beaucoup plus d'importance que Munich qui la précède ou que l'affaire de Dantzig qui la suit. Non seulement – et c'est volontairement que nous y revenons – elle marque une infléchissement décisif de la politique extérieure du Reich, l'abandon virtuel de la politique antiversaillaise, pour celle plus primitive, plus dynamique, du droit à l'existence ; mais par une conséquence logique, elle marque aussi l'impossibilité d'une coexistence plus longue entre l'impérialisme britannique, maître de l'Europe depuis vingt ans, et l'impérialisme germanique. Après le 15 mars, l'équilibre de la *balance of power* est renversé ; la Grande-Bretagne, défenseur de l'Allemagne impuissante contre son voisin français de 1919 à 1933, médiateur actif entre les deux pays de cette date à 1936, va jeter son épée

dans la balance du côté de la France devenue puissance faible. Le revirement anglais n'est, en soi, un acte de guerre; mais il lève l'avant-dernier des obstacles à la guerre, le dernier étant le mystère de la politique soviétique. En abandonnant ainsi, brutalement, un pacifisme tenace et réaliste de vingt ans, la Grande-Bretagne n'entend pas exclure toute possibilité de conciliation; mais désormais, cette conciliation ne pourra s'exercer qu'à l'intérieur du statut présent de l'Europe et cessera de jouer si ce statut doit être, une nouvelle fois, bouleversé. C'est-à-dire que l'Allemagne, coupable d'avoir trompé la confiance et la candeur politique du gouvernement de Sa Majesté, ne pourra plus se prévaloir d'aucune injustice passée ou présente, d'aucune nécessité économique, et encore moins du fait accompli le 15 mars pour présenter aux puissances occidentales une nouvelle note à avaliser.

« On peut fouiller dans tous les recoins ce tableau des crimes, des folies et des misères du genre humain qu'on appelle l'Histoire sans qu'il soit possible d'y trouver un équivalent à ce renversement soudain et total d'une politique de facilité et d'apaisement propitiatoire vieille de cinq ou six ans, transformée presque du jour au lendemain en une sorte d'empressement à accepter une guerre de toute évidence imminente (4). » La limite est franchie; mais ce n'est pas, comme le répète hautement l'Angleterre, une limite morale, mais une limite politique et stratégique. Un fait d'une telle importance demande qu'on s'y arrête.

La stratégie politique de l'Angleterre reposait, jusqu'alors, sur son insularité. Inattaquable et en tout cas invincible dans son île, l'Angleterre cultivait une sorte d'isolationnisme attentif, se reposant sur l'habileté de ses diplomates et de ses services secrets pour maintenir le continent dans un état tel qu'aucune des puissances de ce continent ne se sentit jamais les mains assez libres pour regarder du côté des mers, encore moins pour prétendre à une redistribution de cet empire mercantile dont l'exploitation assurait le plus clair de ses ressources. Sans remonter trop haut dans l'histoire, on retrouve aisément les traces de ce jeu de bascule; la poussée colonialiste de la France, entre 1880 et 1900,

(4) Winston Churchill, *Mémoires*, XVIII, 1948.

amène un rapprochement anglo-allemand et le coup d'arrêt de Fachoda, après lequel la France s'hypnotise sur la ligne bleue des Vosges. Le Nil est sauvé. Entre 1900 et 1915, l'Allemagne se découvre un grand avenir de puissance maritime, et la peur de la *fleet in being* ne suffit pas à la retenir dans la voie de l'armement maritime. Pour sauver l'Empire, il faut opposer à l'Allemagne un adversaire continental qui absorbe son potentiel industriel, et c'est l'Entente cordiale, qui charge la France de ce rôle. Le fait que la bataille du Jutland faillit détruire la suprématie anglaise sur mer prouve combien ce calcul, s'il avait été tardif (comme tous les calculs de l'Angleterre), restait juste. Après 1918, il n'y a plus rien à craindre de l'Allemagne, mais la flotte française (surtout dans l'hypothèse plausible d'une alliance franco-italienne) menace dangereusement les lignes de communication impériales dans la Méditerranée, et le national-socialisme vient à son heure pour ramener, de nouveau, les préoccupations françaises.

Nous avons vu, et nous n'y reviendrons pas, que l'accord naval de 1935 et la politique extérieure de l'Angleterre jusqu'à Munich restaient inspirés des mêmes tendances, tendances qui, d'ailleurs, rejoignent (*mutatis mutandis*) celles du chancelier du Reich. Celui-là, et il l'indique déjà dans *Mein Kampf* voit en grand stratège classique l'ensemble Eurasie-Eurafrique dominé par deux puissances : une puissance de la mer, l'Angleterre, et une puissance de la terre, le Reich, et il fait dans cet ordre d'idées sonder à plusieurs reprises (5) le gouvernement britannique, mais sans succès. Cependant, l'absence de réactions anglaises (et par conséquent de réactions françaises) au moment de l'Anschluss, Munich, et surtout l'accord Chamberlain-Hitler signé au

(5) C'était, semble-t-il, le contenu de la première mission von Ribbentrop à Londres, et celui de la mission Rosenberg. Raymond Cartier (*op. cit.*) revient justement à plusieurs reprises sur cette idée maîtresse de la politique hitlérienne : la Grande-Bretagne n'a pas d'armée, mais une flotte, l'Allemagne n'a pas de flotte, mais une armée. L'entente des deux pays assurerait la paix du monde; qui oserait se heurter (et ici, Hitler prévoit nommément les ambitions soviétiques sur les Indes et l'impérialisme américain « dislocateur » de l'Empire britannique) à une telle coalition – à laquelle se joindraient la France et l'Italie ? Et Hitler s'étonne à plu-

lendemain de Munich, semblaient bien indiquer que l'Angleterre se désintéressait de l'Europe centrale et orientale considérée comme une zone d'influence réservée au Reich et obtenait en échange de celui-là l'assurance que la prépondérance navale britannique ne serait pas contestée ; telle était la seule explication plausible du rappel (autrement insolite) de l'« esprit de l'accord naval de 1935 » dans le reste de l'accord de 1938.

Est-ce vraiment « la surprise » ou « l'indignation » des dirigeants anglais devant la dislocation forcée de l'État tchèque qui expliquent le revirement de mars ? C'est peu probable ; ce serait prendre les diplomates anglais pour des naïfs (ce qu'ils ne sont pas) que de supposer qu'ils n'aient pas prévu qu'un pays dépouillé de ses zones fortifiées et de son industrie ne subsisterait pas longtemps sous la protection de garants lointains. A Munich, les Anglais et les Français – et ils le savent bien – n'ont sauvé la paix qu'en abandonnant le Mittel Europa tout entier à l'hégémonie germanique. Ils ont d'ailleurs moins sauvé la paix que « sacrifié de l'espace pour gagner du temps ». Du côté de la France, il n'y a pas non plus réellement « surprise » : dès le 15 décembre 1938, l'ambassadeur de France à Berlin écrit que la « vassalisation de la Tchécoslovaquie est malheureusement déjà un fait à peu près accompli ». « Mon pays n'est plus qu'une province », me disait hier encore mon « collègue tchèque » (6). Cette vassalisation de fait, ou plus exactement cet alignement de la Tchécoslovaquie sur le germanisme, est d'ailleurs rendu sensible, nous l'avons noté, par le départ de Bénès et son remplacement par une équipe plus docile – orientée vers Berlin.

---

sieurs reprises de ne pas arriver sur ces bases à un accord avec l'Angleterre. Pourquoi R. Cartier, généralement observateur et perspicace, voit-il dans ce plan une « naïveté » ? Il y a plutôt là (surtout en ce qui concerne la Russie et les U.S.A.) une étonnante prescience de l'avenir et le germe d'une politique grandiose. Qu'en pensera la Grande-Bretagne dans dix ans ? Et dès maintenant ?

C'est une politique du même ordre – toutes proportions gardées – que le Reich proposera à la France en 1940 (sans y insister) et que Hess une dernière fois en Angleterre en 1941.

(6) *Livre jaune français*, comme toutes les citations diplomatiques qui suivent – 15 décembre 1938.

Quant à l'accusation – qui sert de base diplomatique au revirement franco-anglais – faite au gouvernement allemand d'avoir violé l'accord de Munich, elle n'est, il faut bien le dire, que très partiellement exacte. L'accord de Munich réglait la question des Sudètes, et elle seule; les modalités d'application de cet accord n'ont pas été établies unilatéralement par Hitler, mais par une commission internationale dans laquelle la Tchécoslovaquie était représentée et dont le fonctionnement n'a donné lieu à aucune difficulté de la part du Reich. Celui-là avait, dès alors, réservé la question de la garantie à donner aux nouvelles frontières, et l'Angleterre – qui avait, elle, accordé cette garantie – constate au lendemain 15 mars qu'elle ne joue plus, « l'État tchécoslovaque s'étant disloqué de l'intérieur ».

Il faut donc chercher une autre explication à ce double renversement décisif de la politique européenne; renversement de la tendance pacifiste de la Cité, renversement de la politique « nationaliste » et ethnique du III[e] Reich – le premier étant cependant plus marqué encore que le second. Pour cela, il ne faut pas se payer de mots – ni de ceux du Führer affirmant qu'il a volé au secours des Slovaques persécuté, ni de ceux de Chamberlain déclarant qu'il lui est apparu que « Monsieur Hitler n'était pas un gentleman ». Cette explication est, semble-t-il, commune aux deux revirements : l'accord de Munich, les accords germano-anglais et germano-français qui l'ont suivi, l'acceptation de l'arbitrage de Vienne comme un acte diplomatique valable ont donné naissance, surtout du côté allemand, à un malentendu. Le Reich, nous l'avons vu, est aussi fondé que les puissances occidentales à considérer Munich comme une large concession diplomatique; ce qu'il abandonnait, d'une part, sur l'accessoire (les délais, le contrôle international) et, d'autre part, quant à ses revendications à l'Ouest (revendications éventuelles du côté de l'Alsace-Lorraine et relatives à la suprématie navale de l'Angleterre, revendications qu'il abandonne toutes deux formellement), il entend le reprendre par le jeu de la compensation qui est à la base de tout accord diplomatique dans cette partie de l'Europe qu'il considère comme sa « chasse gardée », l'Europe centrale et orientale. Mais ces puissances occidentales, qui estiment de leur côté que

Munich a été pour elles une défaite diplomatique – ce qui n'est exact que si l'on considère, comme elles le font, comme intangible le statut de Versailles – entendent que cette défaite, dictée par leur impréparation militaire, soit la dernière dès lors qu'elles se croient chaque jour davantage en état d'opposer la menace de force à la menace de force. Certes, Hitler ne peut attendre – et n'attend pas – de la France ou de l'Angleterre une renonciation formelle à leurs intérêts directs ou indirects dans l'Europe centrale et orientale; mais « tout se passe comme si » les protagonistes de Munich et des accords postérieurs avaient pris pour base de leur action la reconnaissance d'une zone d'influence prioritaire allemande, zone qui, en fait, existe déjà, économiquement, et ne s'étaient réservés que le droit de discuter, dans l'intérêt général, des modalités de cette influence. Cette analyse rapide est confirmée par les rapports des ambassades française et anglaise à Berlin qui insistent fréquemment sur la sincérité du désistement de l'Allemagne à l'Ouest et sur mer et, par ailleurs, sur sa volonté nette d'être la puissance prédominante dans le sud-est européen : « En fait, cependant, écrit l'ambassadeur de France Coulondre, le 19 mars, le malentendu existait. »

On jugera peut-être facile et artificiel le procédé d'explication qui consiste à renvoyer dos à dos les parties du procès; et, cependant, entre la paix et la guerre, les plateaux de la balance sont encore à peu près équilibrés le 15 mars. Ils bougent entre le 15 et le 18, et, le 20, le plateau de la guerre est le plus lourd – l'affaire polonaise ne sera qu'une confirmation décisive du mouvement du 15 mars.

En fait (nous y reviendrons à propos des responsabilités de la guerre), la paix est suspendue depuis 1933 (et même virtuellement, depuis 1919) à une équivoque : celle du traité de Versailles que les puissances occidentales veulent considérer comme le fondement immuable des rapports politiques européens (sans même utiliser la procédure normale de révision prévue par l'article 19 du Covenant), mais que l'Allemagne, elle, considère toujours comme un diktat inacceptable. « Je n'ai pas violé le droit », dira Hitler en évoquant le 28 avril 1939

devant le Reichstag les événements de septembre et de mars précédents, « mais seulement rétabli le droit violé il y a vingt ans ». Le Reich n'a pas, n'a jamais déposé les armes. Quand ses adversaires font remarquer qu'à chacune des revendications satisfaites du Führer a succédé une nouvelle revendication à satisfaire, ils oublient ou feignent d'oublier que la politique hitlérienne, à cet égard, est claire et cohérente; c'est l'ensemble des clauses « injustes » de Versailles dont Hitler prétend obtenir l'annulation. S'il abandonne toute revendication au sujet de quelques-unes de ces clauses (le Tyrol du Sud, l'Alsace-Lorraine, Eupen-Malmédy), c'est parce qu'il y trouve un intérêt politique supérieur – l'amitié italienne, le neutralité belge, l'apaisement des relations avec la France. Et, il n'a pas, dès 1933, formulé officiellement et en bloc la série de ces revendications qui devaient troubler pendant trois ans l'atmosphère européenne, c'est parce qu'il était évident dès 1932 que les puissances bénéficiaires du traité, et en premier lieu la France, ne reviendraient pas de bon gré sur les clauses litigieuses et qu'il faudrait leur arracher par l'intimidation cette révision du traité dont toute l'Europe s'accordait à reconnaître l'urgence. Dans cet ordre d'idées, l'action allemande du 15 mars elle-même fait partie de la lutte contre Versailles, mais cette fois, ce sont les droits de l'Autriche et ses prétentions que l'Allemagne reprend à son compte. Le citoyen britannique (et surtout le financier londonien, dont le cabinet Chamberlain est le porte-parole caractérisé), qui avait suivi avec une sympathie mal refoulée ces efforts de l'Allemagne hitlérienne pour briser les chaînes de Versailles, comprend soudain qu'il a réchauffé un serpent dans son sein et qu'il n'est pas possible de dire avec certitude où finit le juste combat mené par un grand peuple pour son indépendance et ses besoins vitaux et cette entreprise pour la domination de l'Europe à laquelle Chamberlain fait allusion le 17 mars et, pour être sûr de ne pas laisser l'un empiéter sur l'autre, celle-ci sur celui-là, il décide (ce « il » désignant indifféremment le citoyen anglais, l'homme de la Cité ou le gouvernement de Sa Majesté) de poser autour du Reich le plus possible d'écriteaux « passage interdit » et de

s'ériger en gardien des pelouses et des allées de ce qui reste du jardin versaillais (7).

Le revirement britannique n'est pas, en fait, aussi soudain que les déclarations de Chamberlain ne le donneraient à penser ; écrire que la « conséquence du coup de Prague fut la détermination du gouvernement de Sa Majesté et du peuple britannique de résister par la force à toute nouvelle agression » (8), c'est prendre un peu l'occasion pour la cause. La véritable cause, elle, est multiple et d'ordre plus général.

Le glorieux édifice impérial est de plus en plus menacé par la concurrence d'un Reich plus dynamique et, sur d'autres terrains, par celle des protagonistes de l'Axe, Italie dans le monde musulman, Japon en Extrême-Orient. Les succès du Japon en Chine, suivis des négociations de Tien-Tsin, l'accord pétrolier germano-roumain qui brise le monopole de fait des trusts anglo-saxons du pétrole et la mainmise virtuelle du Reich sur les pétroles roumains, enfin le risque croissant de voir se constituer au centre de l'Europe ce grand empire autarcique continental rêvé par Napoléon et dont la réalisation mettrait un terme à la suprématie britannique, ont pesé plus lourd sur la détermination anglaise que l'entrée de Hitler à Prague. Quand le gouvernement anglais accuse le gouvernement hitlérien de vouloir « pratiquer une entreprise de domination mondiale », cela signifie surtout que les nationaux-socialistes sont véhémentement soupçonnés de vouloir se coller le poids de la domination britannique sur le tiers du monde habité. On comprend que, devant une telle perspective, l'opinion anglaise s'émeuve ; elle a supporté assez bien depuis un

(7) Un témoignage américain : « A weil-informed diplomatic friend, in the embassy of a great non-european republic said to me : An European war is inevitable now – Even if Hitler leaves the French alone and keeps his face toward « the East ? I asked — It does not depends on Hitler any more : its depends on France and England – You mean that the French and British will force a war with Hitler ! – You can put it that way if you like. It wold be more accurate for say that they now have no choice but to follow à policy wich will leave Hitler no choice but to make war. » P. Taylor, *Strategy of Terror*.
(8) *Livre bleu anglais*.

an les « incartades » allemandes – aussi longtemps qu'elles ont été perpétrées avec l'assentiment du gouvernement de Sa Majesté. Mais le coup du 15 mars – ce changement territorial en Europe accompli sans même que Londres fût consulté – lui apparaît comme une tentative de subversion de l'ordre mondial et comme une injure personnelle. Ajoutons à cela, pour en finir avec cette revue rapide des motifs réels du revirement britannique, les violences antisémites du 11 novembre 1938 en Allemagne; non que les Anglais ne soient eux-mêmes antisémites quand les circonstances les y poussent. Mais la Cité est avant tout une coterie anglo-juive et, par ailleurs, l'antisémitisme allemand donnera à la guerre imminente – lutte typique d'impérialismes – son camouflage idéaliste et idéologique de croisade contre « une nouvelle barbarie ».

Quoi qu'il en soit, les premières conséquences du revirement de Chamberlain apparaissent rapidement; dès le 17, à Birmingham, après avoir déclaré que l'Angleterre ne reconnaissait pas le changement effectué en Bohême-Moravie et qu'il le considérait comme un manque de parole de la part de l'Allemagne, Chamberlain ajoute : « Que moi, entre tous les hommes, je me sente appelé à faire une telle déclaration – cela montre à quel point ces événements ont détruit la confiance qui commençait à peine à se montrer. » C'est que « du point de vue anglais, ne pas tenir une promesse faite à un Anglais est tout autre chose que de revenir sur les engagements pris à l'égard de non-insulaires ». (9)

Deux jours après le discours de Birmingham et sur le faux bruit d'une menace allemande sur la Roumanie, Chamberlain assure verbalement ce dernier pays de la garantie britannique en cas d'agression. Garantie théorique, symbolique, qui ne serait effective que si les puissances occidentales parvenaient à la faire appuyer par une promesse d'aide, soit de la Pologne, soit de l'Union soviétique, soit des deux.

Le gouvernement anglais est donc amené à constituer – ce qu'il s'était refusé à faire depuis vingt ans – un groupement des puis-

(9) G.-L. Jarray, *op. cit.*

sances menacées directement ou indirectement par l'Allemagne : Roumanie, Pologne et Russie pour l'Est, France et Angleterre pour l'Ouest. Politique de sécurité collective et de paix, affirme-t-il. Politique d'encerclement et de guerre, répond Hitler.

La garantie à la Pologne, offerte le 23 mars, est l'engagement diplomatique le plus absolu que la Grande-Bretagne ait pris depuis la guerre mondiale. En confirmant le 31 devant la Chambre des Communes que, aussi longtemps que dureraient les négociations entre les deux pays, son gouvernement entendait soutenir inconditionnellement la Pologne dans le cas d'une agression, Chamberlain insiste sur le fait que cette « police de couverture » précède et prépare une « police d'assurance »; et le 3, toujours devant les Communes, il déclare : « Une rupture aussi marquée avec nos idées traditionnelles en la matière, telle que la rupture que j'ai consommée vendredi au nom du gouvernement de Sa Majesté, constitue en effet une date si importante pour la politique britannique que je crois pouvoir affirmer avec certitude que cette résolution réclamera tout un chapitre spécial... dans les livres d'histoire. » Halifax le redit le même jour – et sous une forme plus nette encore : « C'est un engagement du caractère le plus grave, parce qu'il ne menace pas seulement de l'éventualité d'une guerre dans certains cas donnés mais peut... nous obliger nous-mêmes à faire la guerre. » Churchill lui-même, tout en déplorant le « pacifisme » de Chamberlain, écrira à propos de la garantie à la Pologne : « Pour toute personne bien informée, il ne pouvait faire de doute un seul instant qu'il en résulterait une guerre considérable dans laquelle nous serions entraînés. (10) »

C'est bien indéniablement une « rupture marquée du caractère le plus grave » avec la politique anglaise traditionnelle; non seulement l'Angleterre fera se battre ses alliés du continent, mais il est même possible qu'elle se trouve dans l'obligation de se battre elle-même. C'est à cela qu'on mesure l'ampleur du revirement britannique.

(10) *Mémoires,* XVIII.

Le 13 avril, une déclaration anglaise unilatérale garantit la Grèce et la Roumanie. Le 27, le gouvernement britannique établit l'obligation de service militaire pour la métropole. Le lendemain 28, riposte du Reich ; Hitler dénonce à la fois le pacte naval de 1935 et le traité germano-polonais. Il l'annonce au Reichstag dans un discours hautain et ironique qui constitue à la fois la réponse à un message de Roosevelt et aux mesures anglaises. La dénonciation du pacte naval a surtout une valeur de symbole puisque, en 1940 encore, la flotte allemande sera inférieure au tiers de la flotte britannique. Mais celle du pacte germano-polonais est plus importante : après le 15 mars, le Reich a toutes les portes ouvertes devant lui (ce qui explique d'ailleurs que des garanties aient été données à la Roumanie et à la Grèce). Il peut attendre, organiser pacifiquement les Balkans, monter une coalition antisoviétique, poser des revendications coloniales... C'est en définitive du côté de Dantzig qu'il choisit de frapper.

CHAPITRE XIV

L'AFFAIRE POLONAISE

I — Le revirement anglais

L'affaire polonaise remonte, elle aussi, à Versailles. C'est à son propos que Lloyd George écrivait à la Commission de la Conférence : « Je vois une cause de guerre future dans le fait que le peuple allemand, qui a prouvé sans aucun doute qu'il est un des plus puissants et des plus vigoureux du monde, va se trouver encerclé d'une ceinture de petites nations dont beaucoup n'avaient jamais été capables dans le passé d'instituer chez elles des gouvernements stables, mais dont chacune contiendra d'importantes masses d'Allemands clamant leur volonté d'être réunis à la Mère patrie. » De même que la Tchécoslovaquie avait besoin de frontières stratégiques et d'une zone industrielle, la Pologne a besoin d'un accès à la mer et d'un grand port. Pour les lui donner, les négociateurs de Versailles (les mêmes qui, s'il faut en croire Philippe Berthelot, « n'étaient pas foutus à trois de trouver la Vistule sur la carte ») ouvrent un « couloir » en pleine Prusse, créant ainsi une Prusse-Orientale enclavée en territoire polonais, et séparent par ailleurs Dantzig du Reich, en faisant une ville libre, administrée par un Sénat local et un commissaire de la S.D.N. et largement ouverte à l'économie polonaise. Le dommage ethnique ainsi causé (Dantzig mis à part) était relativement

peu important ; en fait, en 1939, les minorités allemande en Pologne et polonaise en Allemagne sont sensiblement du même ordre de grandeur, et la Prusse-Orientale ne souffrit guère de cette séparation de la métropole. Dantzig, malgré la concurrence du port neuf polonais de Gdynia et la crise, gardait toute son activité économique. Cependant, les protestations du Reich et les avertissements des anglo-saxons sur le caractère anormal et dangereux de la situation ainsi créée, ne manquèrent pas. La reconstitution de la Pologne privait l'Allemagne de quelques-unes de ses meilleures terres et rendait sensible l'avance du slavisme vers l'Ouest – le cauchemar des Allemands. De plus, le gouvernement polonais, comme le gouvernement tchèque, pratiquent avec brutalité la dégermanisation des territoires enlevés au Reich ; il faut même le rappeler à l'ordre, et la Cour internationale de la Haye déclare, par un jugement du 10 septembre 1923 pris à la requête de la S.D.N., que le « gouvernement polonais ne remplissait pas ses obligations internationales vis-à-vis de la minorité allemande ».

Jusqu'en 1933, les relations de la Pologne avec le Reich furent tendues – ou plus exactement inexistantes –, l'Allemagne semblait vouloir ignorer tout en le haïssant son voisin de l'Est. Sauvée des Russes par Weygand, liée à la France depuis 1921 par une alliance militaire dont la contrepartie avait été la création, aux frais de la France, d'une armée puissante, la Pologne faisait figure de garante principale du statut de Versailles dans l'Est européen, de gendarme de l'Entente contre le Reich et contre la Russie. L'accord de non-agression de janvier 1934 marque un changement complet de cette politique ; acceptant le fait accompli, le Reich s'assurait en prévision de la violation des clauses militaires de Versailles contre une riposte polonaise possible. Les années 1934-1938 sont, sur cette frontière, sans nuages ; les premiers vont apparaître à propos du dépeçage de la Tchécoslovaquie, auquel participe la Pologne, et de l'arbitrage de Vienne qui lui refuse cette frontière commune avec la Hongrie qui était, depuis Versailles, l'un des objectifs principaux de sa diplomatie. Le 24 octobre 1938, alors que ce refroidissement est déjà sensible, von Ribbentrop évoque auprès de Lipski, l'ambas-

sadeur de Pologne, la question du couloir et celle de Dantzig. Le règlement qu'il propose alors est encore très modéré – « Dantzig retournerait politiquement à la communauté allemande et économiquement resterait à la Pologne (1). » Une telle formule tiendrait compte équitablement du caractère allemand de la ville libre, « caractère – écrit à la même époque l'ambassadeur de France à Berlin – que d'ailleurs personne ne songe à nier », et de la nécessité pour la Pologne d'un débouché économique à la Vistule, nécessité que l'Allemagne reconnaît expressément. Quant aux communications entre les deux Prusses que demande l'Allemagne, il devrait être possible, explique von Ribbentrop, sans toucher au principe du couloir polonais, de créer pour les faciliter une autostrade et une ligne de chemin de fer exterritorialisées au profit du Reich. Ces propositions, qui représentent le minimum des exigences possibles de la part de l'Allemagne, sont reprises sans aggravation le 14 décembre à Varsovie, le 5 janvier, dans un entretien Beck-Hitler, le 25 du même mois, dans un nouvel entretien Beck-Ribbentrop à Varsovie, le 21 mars, dans une conversation Lipski-von Ribbentrop.

Mais pourquoi faut-il que le gouvernement polonais, toujours prêt à prendre avec avidité, comme il l'a montré dans l'affaire de Teschen, ne soit jamais disposé à rendre ? L'exemple des Sudètes lui prouve pourtant que les revendications du gouvernement hitlérien se font d'autant plus violentes qu'il sent une mauvaise volonté déterminée s'opposer aux premiers arrangements. Or, dès le 31 octobre 1938, Beck fait savoir à Berlin que « la solution d'incorporer la ville libre de Dantzig au Reich devrait inévitablement aboutir à un conflit. » (2) Son opposition « porte avant tout sur l'annexion éventuelle de la ville libre au Reich qui lui apparaît comme de nature à lui enlever toute garantie sérieuse quant à l'utilisation (par la Pologne) de la Vistule et du port de Dantzig ». Pour le reste, en février 1939 encore, « la Pologne se refuse catégoriquement à accepter l'établissement d'un corridor à travers le corridor, elle ne veut pas non plus entendre parler d'accepter la

(1) *Livre blanc.*
(2) Documents polonais, Paris 1940, comme les deux citations suivantes.

construction d'une ligne de chemin de fer qui appartiendrait à l'Allemagne ou d'une autostrade ayant un caractère exterritorial ». La responsabilité du colonel Beck dans cette attitude est lourde; s'il a, à l'époque, la garantie française, il n'a pas celle, beaucoup plus efficace vis-à-vis de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, et l'opinion étrangère, dans son ensemble, est loin de lui être favorable. Son intransigeance, alors que les demandes d'Hitler sont encore raisonnables, risque d'apparaître – comme celle de Prague quelques mois plus tôt – comme pouvant créer une situation dangereuse en Europe orientale.

On comprend fort bien d'ailleurs que la Pologne ne se laisse pas dépouiller sans résistance des avantages artificiels que lui fait le traité de Versailles, mais la question se pose autrement. Dantzig est une ville allemande, et l'Allemagne a beau jeu de faire valoir, une fois de plus, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de réclamer un plébiscite qui règle l'affaire. La Pologne mettra le feu à l'Europe pour une bien mauvaise querelle – une querelle dans laquelle le droit n'est pas de son côté. En réponse aux dernières propositions allemandes, celles du 21 mars, le gouvernement polonais ordonne, le 23, une mobilisation partielle dans le couloir. C'est le même jour, nous l'avons vu, qu'elle obtient la garantie anglaise. Vu sous l'angle polonais, cette garantie est un merveilleux instrument de résistance aux pressions du Reich, et même un chantage; elle prévoit une aide automatique de l'Angleterre, non seulement au cas où la Pologne serait attaquée directement ou non par l'Allemagne, mais même dans le cas « où une action quelconque d'une puissance européenne menacerait clairement, directement ou indirectement, l'indépendance de l'une des puissances contractantes et serait de nature telle que la partie en question considérera qu'il est d'une importance vitale pour elle d'y résister (3). » Ce qui signifie que la guerre peut éclater si la Pologne estime, par exemple, que le protectorat allemand en Slovaquie ou la suppression des douaniers polonais par le Sénat de Dantzig « menace indirectement son indépendance » et qu'il est « d'une importance vitale pour

(3) Livre bleu anglais (11, 10).

elle » de résister à l'une quelconque des mesures prises par l'Allemagne ou par les nationaux-socialistes de Dantzig pour obtenir le rattachement de la ville libre au Reich. C'est bien un chèque en blanc que le gouvernement polonais se trouve ainsi avoir en mains vis-à-vis de l'Angleterre, et la possibilité de présenter ce chèque à tout moment, de se propre initiative, va contribuer à raidir encore l'attitude du gouvernement Beck.

De fait, celui-là, le 26 mars, repousse les propositions du Reich : « Toute poursuite, écrit Beck à Lipski, de ces projets allemands, notamment en ce qui concerne un retour de Dantzig au Reich, signifierait la guerre avec la Pologne. »

Hitler voit cependant plus loin que Dantzig : l'arbitrage de Vienne a fait passer à l'avant-scène des préoccupations européennes (pour l'Europe orientale au moins) la question ukrainienne et, sur ce terrain, existe une possibilité d'entente entre la Pologne et l'Allemagne qui dépasserait largement l'affaire de Dantzig et celle du corridor. Pourquoi la Pologne, dont l'antisoviétisme, depuis 1920, n'a pas faibli, ne s'associerait-elle pas au Reich pour une action vers l'Est de grande envergure ? Puisqu'elle se refuse à laisser passer des troupes russes sur son territoire, pourquoi n'aiderait-elle pas le Reich à écarter une fois pour toutes de ses frontières le danger soviétique ? Il serait facile, alors, de trouver un modus vivendi durable du côté de la ville libre. Cette proposition, Hitler la reprend au moins à trois reprises. en septembre 1938, en janvier et en mars 1939. Peut-être est-ce seulement un piège tendu à la Pologne ? Il est difficile de le savoir exactement. Celle-là en tout cas refuse de se prêter à ce qui lui semble un chantage, et elle y répond par un autre chantage – celui de l'intervention des puissances occidentales.

Des lors, et Hitler le déclare dans son discours du 1er août, la question de Dantzig elle-même est dépassée, c'est l'ensemble des rapports du Reich avec la Pologne qui est en jeu. L'Angleterre a accordé à celle-là, affirme Hitler, un blanc-seing, « une prime à l'excitation », et Beck, après avoir prétendu tenir la balance égale entre ses deux grands voisins, est disposé à présenter le blanc-seing à ses garants même au prix d'une guerre européenne. Quant à la France, sa garantie découle du traité de Versailles de

1921 ; les quarante divisions polonaises qu'elle a formées, instruites, équipées à ses frais, sont, pour elle, une véritable armée française supplétive. Consciente de son infériorité réelle en face de l'Allemagne, elle a organisé dans le dos du Reich un corps expéditionnaire permanent dont le poids rétablirait l'équilibre des forces et contraindrait l'adversaire à combattre sur deux fronts. Il importe, en effet, de noter que l'alliance militaire avec la Pologne devait, dans les vues de la France, jouer essentiellement au bénéfice de cette dernière, c'était (car les militaires et les politiciens français ne pensent guère que par des précédents) une nouvelle « alliance russe », une variante du rouleau compresseur (devenu « l'invincible cavalerie polonaise ») au service des plans français. La Pologne est donc beaucoup plus forte devant l'Allemagne que ne l'était la Tchécoslovaquie.

Août dans ces conditions est un mois d'attente, on rentre les moissons, et on négocie – dans une atmosphère d'étouffement et de fatalité qui évoque 1914. Le 12, Ciano est à Berlin ; c'est pour confirmer à Hitler que l'Italie veut attendre ; sa pauvreté en matières premières lui interdit d'envisager une guerre européenne avant 1941. Décision attendue et qui ne modifie guère les données stratégiques du problème. Le centre d'intérêt de la diplomatie européenne est ailleurs : à Moscou.

II — Dantzig et le corridor

Nous avons volontairement laissé de côté jusqu'ici l'intervention du facteur russe soviétique dans l'acheminement à la guerre. Il faut donc revenir en arrière, au moins jusqu'à ce mois de mars 1939 qui voit la première intrusion du Reich dans un domaine slave ; certes, la Russie soviétique a protesté, comme les puissances occidentales. Mais cette protestation conventionnelle et presque discrète n'est pas ce qu'on pouvait attendre de la part de la puissance la plus directement intéressée au changement territorial et politique accompli. De plus, alors que la France et l'Angleterre font suivre leurs protestations d'une offensive diplomatique contre le Reich et que les Etats-Unis eux-mêmes accentuent leurs représailles économiques, le gouvernement soviétique ne parle

pas de dénoncer le vieux pacte de Rapallo, qui apparaît ainsi, paradoxalement, comme l'accord de bon voisinage le plus solide de l'Europe orientale. Hitler de son côté atténue progressivement la violence de ses attaques contre la Russie bolcheviste. Ses efforts pour étendre le pacte antikomintern (qui est plutôt, nous l'avons vu, un avant-projet de partage du monde qu'une entente antisoviétique) sont soigneusement séparés de sa politique russe ; le pacte vise officiellement un organisme international d'agitation politique qui a son siège à Moscou. Si le Reich entend s'opposer de toutes ses forces, à l'intérieur de son territoire, à la propagation d'une doctrine communiste incompatible avec le national-socialisme (de même que l'Union soviétique s'oppose chez elle aux menées fascistes), la géographie, l'histoire, l'économie ont modelé une réalité russe et une réalité allemande dont l'idéologie ne peut pas ne pas tenir compte. Puisqu'il se révèle impossible d'arriver avec la France et l'Angleterre à cet accord général qui couvrirait l'un des fronts et laisserait au Reich les mains libres pour organiser l'État européen, pourquoi ne pas couvrir l'autre front en établissant entre la Russie et l'Allemagne un rapport de forces stable ? Les deux pays ne sont-ils pas, au même titre, des victimes de l'impérialisme occidental inauguré à Versailles ? C'est Versailles et c'est la campagne franco-polonaise de 1920 qui ont repoussé la Russie vers l'Est et lui ont enlevé sa « terrasse sur la Baltique ». Le régime soviétique, en politique extérieure, n'est ni la dupe ni l'esclave de sa position idéologique anticapitaliste. L'internationalisme trotskiste a perdu, au profit du slavisme socialiste stalinien, son importance première. Stratégiquement et économiquement, les deux nations ont plus de points de contact, cette nécessité de définir la ligne de partage entre le slavisme et le germanisme, puisqu'il est évident qu'ils ne peuvent ni l'un ni l'autre s'exclure de l'Europe. Point de contact encore – cette fois idéologique –, un ressentiment commun contre les puissances colonialistes « nanties », les ventres pourris de la démocratie occidentale. Point de contact, surtout, l'excédent de l'Union soviétique et l'excédent industriel de l'Allemagne. Les deux économies sont aussi étroitement complémentaires que possible ; d'un côté, des ressources de matières premières pratiquement illimitées et,

par conséquent, à bon marché, de l'autre, une main-d'œuvre techniquement irréprochable, travailleuse, une élite de savants et d'ingénieurs. A côté de cela, ce qui peut diviser le Reich et la Russie, au moins en l'état actuel des choses, apparaît bien « nuageux »; les injures mutuelles, une excitation de presse qu'un mot d'ordre fera disparaître. Ajoutons à cela qu'il y a toujours eu en Allemagne un fort courant prorusse que même le changement d'orientation de la vieille Russie n'a pas affaibli. C'est en Russie que l'état-major, après 1918, a poursuivi son réarmement par prototypes, c'est en Russie que les industriels allemands ont échappé à l'étranglement économique entre 1919 et 1925 et trouvé de larges compensations aux réparations; c'est à la Russie qu'au printemps 1935, deux ans après la prise du pouvoir par les nazis, la Reichsbank accorde un prêt de 200 millions de marks-or. Des négociations commerciales Schacht-Kandelski se sont prolongées pendant toute l'année suivante.

Tels sont les arguments généraux que les partisans de l'entente, von Ribbentrop en tête, font valoir dans les derniers mois de 1938 auprès du Führer. D'autres s'y ajoutent, plus spécialement liés à la conjoncture politique présente; que peut demander la Russie dans le cadre d'une telle entente? Des machines et des ports qui ne gèlent pas. Que peut en attendre l'Allemagne? Des terres à blé. De part et d'autre – et une telle considération, aussi immorale qu'elle paraisse, fait la solidité d'une alliance –, c'est sur le dos des tiers que se paieront les protagonistes : États baltes pour la Russie, Pologne pour l'Allemagne.

Voici donc résumées, du côté allemand, les nouvelles données du problème. Les conversations qui aboutiront au pacte semblent avoir commencé très tôt, et l'initiative en vient de l'Union soviétique autant que du Reich, et surtout de l'Italie fasciste.

Dès la fin de novembre 1938, l'ambassadeur des Soviets à Rome, Stein, fait savoir à Ciano qu'en présence des changements politiques intervenus récemment l'Union soviétique poursuivrait une politique réaliste conforme à ses intérêts de grande puissance; ce qui – à la lumière des événements ultérieurs – semble signifier que la Russie, mécontente de son éviction de Munich dont elle rejette la responsabilité sur l'Angleterre, est disposée à

ébaucher un « tour de valse » avec les puissances de l'Axe. En janvier 1939, cette tendance (soutenue en Union soviétique par Potiemkine, adjoint de Molotov) est confirmée par l'absence de Litvinov à l'ouverture de la 104e session de la S.D.N., absence qui marque un certain refroidissement entre la Russie et les puissances capitalistes démocratiques. Dans le courant du même mois, Attolico (ambassadeur d'Italie à Berlin) provoque une rencontre von Ribbentrop-Merekalow (ambassadeur d'Union soviétique), avec lequel Hitler aura, à une réception du corps diplomatique, une conversation remarquée. En février, signature des accords économiques italo-soviétiques et premiers pourparlers von der Schulenbburg (ambassadeur du Reich à Moscou)-Mikoyan (commissaire du Peuple au commerce extérieur) pour l'établissement d'un accord de même ordre entre la Russie et l'Allemagne.

Mars, avril se passent en luttes de tendances au Politburo entre les partisans de Litvinov et d'un resserrement des liens avec l'Angleterre et Potiemkine qui, finalement, l'emporte, car le 4 mai 1939, Litvinov est démissionné et remplacé par Molotov.

De part et d'autre, la Russie présente cette promotion comme devant favoriser les pourparlers en cours; c'est-à-dire qu'on souligne, à l'usage des Anglais, que Litvinov était franchement hostile à la Pologne et, à l'usage des Allemands, que Molotov pratiquera une politique « réaliste russe ». Peut-être même faut-il voir en partie dans cette nomination une conséquence de l'opinion du Führer, rapportée par von Ribbentrop à l'ambassadeur des Soviets, que le plus grand obstacle à la « normalisation » des rapports germano-russes était la haine raciale que nourrissait Litvinov (Juif russe) à l'égard des dirigeants nationaux-socialistes. Quoi qu'il en soit, dès le 31 mai, le nouveau commissaire du Peuple aux Affaires étrangères déclare devant le Soviet suprême que « la politique extérieure de l'Union soviétique doit refléter les changements qui se sont opérés dans la situation internationale et le rôle accru de l'Union soviétique en tant que facteur puissant de paix (4) », ce qui, traduit du langage diplomatique en

(4) Documents polonais, Paris 1940.

langage clair, signifie que la Russie soviétique est désormais « partie sollicitée » par les deux groupes de puissances hostiles et peut poser ses conditions maxima de part et d'autre.

Or l'Angleterre, tout en cherchant à faire dévier sur la Russie les risques d'un conflit probable, « à faire tirer les marrons du feu » par les Russes (comme dit Staline), ne propose en échange rien de concret, sinon sa garantie pour les États baltes. Aussi les négociations avec le bloc occidental se poursuivent-elles avec une sage lenteur, cependant que l'Allemagne pousse la porte entrouverte sur le mystère russe.

En juin, entrevue Molotov-von Schulenburg. Le Reich serait disposé à élargir les négociations en cours et même à consentir à la Russie des crédits à long terme (pour achat de machines). Au même moment, von Ribbentrop informe Mereklow que le Führer comprend bien le désir de la Russie de rentrer en possession des territoires qui lui ont été « arrachés » après la Première Guerre mondiale (Ukraine polonaise et Bessarabie). En juillet, l'accord politique anglo-franco-russe est prêt, il ne reste qu'à en discuter les conditions militaires avec le général Doumenc et l'amiral Plumket qui arrivent à Moscou le 11 août. Le lendemain, tandis que Voroschilow fait à Doumenc et à Plumket les honneurs du Kremlin, Hitler, en conversation à l'*Obersalzberg* avec Ciano et von Ribbentrop est informé par von Schulenburg que les Russes accepteraient l'envoi d'un négociateur politique – et Ribbentrop précise alors qu'ils sont au courant des « intentions » allemandes relatives à la Pologne. Deux jours plus tard, le 14, Molotov et Voroschilow posent à la délégation militaire franco-anglaise la question fatidique de l'autorisation de passage des troupes russes à travers la Pologne et la Roumanie, autorisation qui conditionne, bien entendu, la garantie. Par l'intermédiaire de Paris, la demande est transmise au colonel Beck – et elle restera sans réponse.

Car le 19 à Berlin, von Ribbentrop a établi un projet de pacte, et, le 21 dans l'après-midi, l'agence allemande D.N.B. et l'agence russe Tass annoncent ensemble le départ du négociateur allemand pour Moscou en précisant qu'il s'y rend pour signer un accord de non-agression.

III — Le revirement soviétique

Semaine de Tannenberg, la semaine décisive : les derniers jours de la paix... Les ressorts de la tragédie sont en place. L'entente de l'Allemagne et de la Russie a levé le dernier obstacle à la guerre. La décision de Hitler est maintenant irrévocable, la question polonaise doit être liquidée *so oder so* (d'une façon ou d'autre) en 1939, les opérations éventuelles engagées plus tard le 1er septembre, date limite, par l'Etat-major pour une campagne sans boue. Cependant, le Führer se réservera jusqu'à la dernière minute une large liberté d'appréciation politique – c'est-à-dire que les préparatifs d'opérations devront pouvoir être arrêtés jusque dans les dernières 24 heures. Par ailleurs, la mise en place du dispositif doit se faire par renforcement échelonné des formations engagées, sans mobilisation préalable, à la fois pour garder le bénéfice militaire de la surprise et le bénéfice politique de la réussite in extremis d'une manœuvre d'intimidation.

A Dantzig même, la situation s'est aggravée, pour une obscure affaire de douaniers dantzicois opposés à des inspecteurs de police polonais, les rapports entre Varsovie et le Sénat de Dantzig sont devenus très tendus, et le Reich est intervenu dans le débat. Au haut-commissaire de la S.D.N. à Dantzig qui s'est interposé, Hitler répond qu'il est maintenant décidé à obtenir Dantzig et le corridor. La Pologne considérant toute tentative, même partant de la population dantzicoise, pour réaliser l'Anschluss comme un casus belli, la Grande-Bretagne se trouverait *ipso facto* entraînée dans la guerre, et la France à sa suite. Le tonneau de poudre est plein, la mèche allumée ; mais, cette fois, qui mettrait le pied dessus ?

Le 22 août, dans l'après-midi, conseil de guerre allemand à l'*Obersalzberg*. Hitler y refait devant ses généraux (5) l'historique des six mois écoulés : « Nous n'avons plus le choix, déclare-t-il, il faut agir... Je crains seulement qu'à la dernière minute quelque imbécile ne vienne proposer une médiation... Quand on déclenche et quand on fait une guerre, il n'est plus question de droit, mais de victoire. »

(5) Trials, Nuremberg, pièces 798-PS, III 581, 1014-PS III 665.

Le Führer, d'ailleurs, rejette sur l'Angleterre la responsabilité de la guerre imminente et inévitable, souligne qu'il existe encore une grande probabilité pour que les puissances occidentales n'interviennent pas, mais qu'il faut cependant en accepter le risque. Puisque la Russie est hors de cause, la guerre contre la Pologne sera courte, et il suffira pendant ce temps de garder un rideau de troupes sur la ligne Siegfried.

Le 23, tandis que von Ribbentrop atterrit à Moscou, conseil de guerre rue Saint-Dominique à 18 heures. Les généraux sont présents; mais ils accordent à la Pologne six mois au moins (et non six semaines) de résistance, ajoutent quelques divisions anglaises et quelques escadrilles d'avions de chasse en fabrication à l'état des forces françaises, et font surtout valoir que la France ne peut pas perdre le bénéfice du second front polonais qu'elle a constitué avec soin depuis vingt ans. La conclusion du conseil est que le gouvernement ne peut plus invoquer de motifs militaires pour accepter un nouveau Munich.

Le 24 à midi, le gouvernement anglais signe le traité de garantie à la Pologne; celle-là accepte alors d'envisager avec l'Union soviétique des conversations d'état-major. Trop tard, Hitler cependant, à la nouvelle que l'Angleterre s'engage à fond, a suspendu la mise en place du dispositif militaire. Il attend, soit la possibilité d'un règlement d'ensemble des questions européennes avec la Grande-Bretagne – règlement qu'il offrira officiellement le lendemain – soit aussi, de Russie, une confirmation décisive de l'accord; les termes de celui-là sont discutés, dans la soirée et dans la nuit, à Moscou, par von Ribbentrop et le Docteur Gauss d'une part, Molotov et Staline lui-même de l'autre. C'est un pacte de non-agression très étendu et très strict à la fois, puisqu'il prévoit que les contractants n'entreront pas, chacun en ce qui le concerne, dans un groupement de puissances dirigé contre l'autre; il y a donc incompatibilité absolue entre le pacte et les différents engagements pris par la Russie à l'égard de la Pologne et de la France. De plus, des clauses secrètes prévoient le partage de l'Europe orientale en sphères d'influences séparées par la frontière nord de la Lituanie (les ports de Riga et Tallin, en eau libre, revenant ainsi à la Russie).

Enfin, l'accord précise que « la question de savoir si, dans l'intérêt des deux parties, le maintien d'un État polonais indépendant sera considéré comme souhaitable ne sera tranché qu'au cours de l'évolution ultérieure des événements politiques (6). »

On ne saurait prévoir et provoquer avec plus de netteté un nouveau partage de la Pologne.

Ce qui rend la situation, dans ces derniers jours d'août, beaucoup plus grave que l'année précédente à même époque, c'est non seulement le renversement des alliances, le pacte germano-russe, mais aussi le fait que les engagements des puissances occidentales vis-à-vis de la Pologne sont tout autres que ceux qu'elles avaient contractées vis-à-vis de Prague. Cette fois, la France est liée par un pacte très strict, celui de 1921, que la Pologne s'est toujours refusée à interpréter et qui ne laisse aucune échappatoire juridique et diplomatique. La Grande-Bretagne, depuis le 24, est, elle aussi, liée à la Pologne, et le fait qu'elle ait signé le traité de garantie, alors qu'il était certain que le Reich ne reculerait plus et que la Russie ferait cause commune avec lui, montre bien que Londres est aussi résolue devant la guerre qu'elle était résolue à la paix un an plus tôt. Quant à la Pologne, même menacée à l'arrière par la Russie, elle se sent trop forte de l'appui de ses deux garants (et trop inconsciente de sa propre faiblesse) pour se prêter à une négociation quelconque.

Le cas de Hitler est plus complexe. Seul de tous les hommes d'État d'alors, il est absolument maître de toutes ses cartes. Ses hésitations, sa volonté de se réserver jusqu'au dernier moment « une porte de sortie » vers la paix, prouvent que sa décision n'est pas encore pleinement arrêtée. Le pacte avec les Soviets lui ouvre – dans l'hypothèse d'une guerre – des perspectives inespérées (ravitaillement en matières premières permettant de soutenir une guerre longue, etc.). Mais il en ouvre tout autant dans l'hypothèse de la paix – ou tout au moins d'une guerre économique larvée ; un bloc prolétarien russo-allemand, idéologiquement « fasciste » (que ce fascisme soit de gauche ou de droite), pour-

(6) Texte révélé par le Dr Gauss qui accompagnait von Ribbentrop, et publié depuis.

rait vaincre, sur leur terrain, les démocraties nanties. Dans l'immédiat, le but à atteindre est clairement et fortement défini : solution de la question de Dantzig et de celle du corridor, préludant à une dislocation de l'État polonais, au partage de la Pologne et à une refonte générale, en accord avec la Russie, du statut des Balkans. Dans ce sens, il ne dépend pas de lui que ce but soit ou non atteint sans une guerre mondiale – cela dépend de l'Angleterre. Mais à celle-là encore il propose le 26 août, par l'intermédiaire d'un neutre officieux, le Suédois Dahlerus, une dernière solution d'ensemble, cette *Gesamtlösung* dont le refus constant par la Grande-Bretagne l'étonne et l'irrite. Contre Dantzig et le corridor et un arrangement colonial, il offre la garantie allemande à l'ensemble de l'Empire britannique, garantie qui, éventuellement, jouerait contre le Japon. Cette fois encore, le gouvernement britannique élude la proposition. De quelque côté que se tourne maintenant Hitler, la guerre semble inévitable ; soit que, s'il recule devant Dantzig, les puissances occidentales reprennent l'offensive diplomatique et l'acculent à une solution de désespoir, soit qu'il mette lui-même en route, à Dantzig, le mécanisme fatal. Il semble, à l'étude des dates et des faits, que le Führer, sans reculer devant l'éventualité d'un conflit avec la Pologne et d'un règlement général ultérieur dans l'Est, ait cherché à mettre l'Angleterre dans une position fausse en suscitant dans les derniers jours d'août un incident d'ordre intérieur à Dantzig qui permette de discuter la validité de la garantie anglaise. Nous allons voir comment.

Il a confirmé successivement aux ambassadeurs d'Angleterre et de France, puis par lettre à Chamberlain et Daladier eux-mêmes, qu'il ne reviendrait pas sur ses dernières propositions à la Pologne – retour de Dantzig, couloir dans le couloir – mais qu'il restait favorable à une négociation à cinq. Cette négociation (Allemagne, France, Angleterre, Italie, Russie) s'engagerait dans une atmosphère que la lettre du Führer à Daladier – d'un ancien combattant à un autre – a quelque peu détendue. La France, et bien entendu l'Italie, sont favorables. Entre temps, le 28, le cabinet anglais a accepté le principe d'une reprise des pourparlers directs germano-polonais et, très soutenu par la France, fait pres-

sion dans ce sens sur Varsovie. Dans l'après-midi du 28, Hitler se déclare disposé à entrer en conversation avec les Polonais – mais dans un délai limité, délai qui lui est imposé par les exigences de l'action militaire. La Pologne devra avoir envoyé un plénipotentiaire le lendemain 30 avant minuit. Les exigences relatives à l'affaire polonaise ne sont pas modifiées, mais von Ribbentrop y a ajouté l'organisation d'un plébiscite sous contrôle international dans le corridor ce qui, en soi, ne modifie pas les données du problème. Le 30, Varsovie qui a reçu par Paris et Londres la nouvelle, y répond à 16 heures 30 par la mobilisation générale.

La journée du 30 se passe à Berlin, dans l'attente du plénipotentiaire; c'est finalement le 31 dans l'après-midi, Lipski qui se présente, mais comme ambassadeur sans pouvoir de traiter. Cette exigence – un plénipotentiaire et non un ambassadeur –, qui semble futile et sur laquelle, en définitive, se jouera la guerre, a sa raison d'être. En face d'un plénipotentiaire polonais, Hitler, Göring et von Ribbentrop pouvaient espérer rééditer avec succès le coup du 15 mars contre Hacha et Chvalkosky, imposer sous la menace d'une action militaire immédiate le rattachement de Dantzig au Reich, jouer d'une pression russe pour amener une solution non militaire de conflit. La garantie anglaise, dès lors, ne jouait pas obligatoirement, et il aurait été probable que le cabinet britannique, se retranchant derrière l'acceptation polonaise, provoquât un nouveau Munich. Telle est, semble-t-il, la seule explication plausible de « l'affaire du plénipotentiaire ». La Pologne elle-même y a sans doute deviné un piège, puisque, bien que n'ignorant absolument pas que le refus des conditions allemandes, y compris celle-là, entraînait la guerre, elle s'est pratiquement dérobée et a attendu près de deux jours avant d'envoyer son ambassadeur sans pouvoirs.

Il ne reste plus maintenant aux nazis qu'a exploiter les « incidents de frontières » inévitables entre deux armées face à face, et qui se sont multipliés depuis deux semaines. Le Reich en a dressé une liste, la Pologne aussi; il est en toute loyauté, impossible à un historien de démêler ici le vrai du faux. Il est à peu près certain que des Polonais, comme des Allemands, se sont livrés, sur ordre ou non, à des provocations répétées sur la fron-

tière. Ce serait, en particulier, faire trop de crédit à la Pologne que d'admettre sans plus, qu'elle n'a aucun de ces incidents à se reprocher. De sorte que, de part ou d'autre, il suffira au moment voulu de choisir l'un de ces incidents, de l'exploiter soigneusement pour y trouver un casus belli.

C'est en tout cas l'Allemagne qui, la première, ouvre des hostilités « régulières » : le 31 août entre 21 heures et minuit, des troupes de Prusse-Orientale franchissent les frontières de la ville libre de Dantzig. Le lendemain 1er septembre, à 4 heures 45, le croiseur *Schlesvig-Holstein* ouvre le feu sur la position polonaise de la Westerplalte, en face de Dantzig. Entre 5 heures et 5 heures 30, la Wehrmacht passe à l'attaque sur le front polonais. Le monde est mis, le 1er septembre dans la matinée, en face du fait accompli. Dans l'après-midi, Forster, Gauleiter du Parti pour Dantzig et nommé depuis la veille chef de l'état de Dantzig par le Sénat de la ville libre, proclame le rattachement de celle-là au Reich. Conséquence de l'entrée en guerre de l'Allemagne ? Moins qu'on ne pourrait le croire. Ce rattachement de Dantzig au Reich, effectué de l'intérieur et par une décision légale de la population, serait sans doute l'incident choisi et voulu par Hitler pour provoquer une réaction de la Pologne qui eût fait de celle-là l'agresseur et placé la Grande-Bretagne dans cette « fausse position » dont nous parlions plus haut. Il est encore trop tôt dans l'état actuel des recherches pour se prononcer avec précision sur ce point ; mais une telle manœuvre est trop conforme à la stratégie hitlérienne en général pour en écarter l'hypothèse. Que s'est-il passé ? Manque de coordination ? Erreur de Forster ? Ce décalage de quelques heures obligera en tout cas Hitler et Göring à présenter comme justification, si l'on peut dire, de l'agression allemande une attaque polonaise de troupes régulières contre le poste émetteur de Gleiwitz – et nous retombons ici dans le cas de l'incident de frontière examiné plus haut.

Pendant deux jours encore, la hantise d'une guerre mondiale arrêtera les chefs d'État devant les décisions irrémédiables. Dans la journée du 1er septembre, l'Angleterre et la France prennent acte de l'agression allemande contre la Pologne et deman-

dent au gouvernement allemand d'évacuer la zone envahie. Mais l'idée d'une conférence à cinq n'est pas encore abandonnée – elle semble même devoir s'imposer nettement dans la soirée du 1er et la matinée du 2. L'Italie (acquise d'avance à la conférence) fait savoir « de bonne source » à Berlin dans la matinée, « qu'il serait encore possible de faire accepter le principe d'une conférence par la France, l'Angleterre et la Pologne sur les bases suivantes :

1° Armistice laissant les armées sur leurs positions actuelles ;

2° Convocation de la conférence d'ici deux ou trois jours ;

3° Solution du différend germano-polonais... favorable à l'Allemagne.

« C'est aujourd'hui (ajoute Ciano) surtout la France qui s'attache à l'idée du Duce (celle de la conférence) ». Ce serait l'amorce d'un règlement général des questions européennes, la Russie présente – et jamais peut-être les portes du Temple de la Paix n'ont été aussi largement ouvertes, sur un avenir aussi large, qu'au moment même ou elles vont se fermer pour six ans.

Mais, dans la soirée du 2, le gouvernement britannique revient sur les termes de la conférence – tels qu'ils sont indiqués par Ciano – et contraint la France à revenir également sur son acceptation. Il pose maintenant comme condition préalable à l'ouverture de toute négociation l'évacuation de la Pologne par les troupes du Reich – exigence posée officiellement sous la forme d'un ultimatum qui, notifié le 3 septembre à 9 heures du matin, expire le jour même à 11 heures. La France accomplit une démarche identique trois heures plus tard ; les deux puissances font savoir au gouvernement hitlérien, que le rejet ou la non-acceptation de l'ultimatum entraînerait l'état de guerre. A 11 heures, Hitler n'ayant pas répondu, la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne. A 17 heures, la France, à son tour, informe l'Allemagne que l'état de guerre existe entre les deux pays.

L'Europe glisse dans la nuit.

IV — Le déclenchement du conflit

Responsabilités de la guerre... – Le lecteur se doutera bien, d'après ce que nous en avons déjà écrit, que nous tenons ce problème pour un pseudo-problème – c'est-à-dire pour un problème qui, dans les termes où il est posé généralement, ne peut pas trouver sa solution.

La guerre suppose une complicité à peu près générale, un renoncement à la paix, un assentiment tacite au règlement de comptes. Il y a des responsabilités, de la faiblesse aussi lourde que les responsabilités de la force; la faiblesse de la France entre 1919 et 1939 a joué un rôle aussi grand dans le déclenchement du conflit que la force croissante de l'Allemagne dans le même temps.

L'erreur de la France, dans ce sens, a été de considérer que l'armistice du 11 novembre fermait une période de l'histoire du monde, que la victoire lui était définitivement et historiquement acquise, alors que le maintien de la paix – surtout d'une paix inorganique, irréaliste, et aussi illusoire que celle de Versailles – suppose une tension aussi forte que celle des années de lutte. « Une guerre, écrit P. Valéry, dont l'issue n'a été due qu'à l'inégalité sur le champ de bataille et ne représente donc pas l'inégalité des puissances totales des adversaires, est une guerre suspendue. »

D'autres facteurs ont joué.

En premier lieu, le traité de Versailles. Un « bon » traité (c'est-à-dire un traité réaliste et rationnel) n'eût pas évité une guerre, mais aurait certainement évité la guerre telle que nous l'avons connue. L'Allemagne, traitée avec intelligence et souplesse. pouvait redevenir ce qu'elle a été pendant deux siècles (le XVII^e^ et le XVIII^e^) en Europe, c'est-à-dire un facteur de paix. Le traité, au contraire. lui fournissait dix prétextes valables de guerre : il fallait faire disparaître les prétextes ou faire disparaître l'Allemagne.

Notons ensuite l'invraisemblable pactomanie qui a saisi les vainqueurs de 1918 pendant vingt ans. Toutes les nations sont liées et reliées entre elles par des pactes qui, finalement, ne traduisent que leur incapacité à substituer à un ordre artificiel un ordre viable et se trouvèrent s'annuler et se contredire. Cette sur-

abondance nuisible de traités, d'accords, de pactes, est tout l'œuvre de la France qui y apportait son esprit excessivement juridique, mais d'un juridisme toujours dépassé par l'événement.

Enfin, et d'une façon générale, l'incapacité d'organiser l'Europe – tâche qui incombait à la France – a pesé lourdement dans la balance de la guerre. Même en faisant la part belle à la faiblesse politique des dirigeants français dans cette période, on reste frappé des occasions manquées d'asseoir la paix que la France laisse passer. C'est ici que joue cette responsabilité de la faiblesse et de la sottise, à laquelle s'ajoute, au dossier de la France, à partir de 1933, la création frénétique d'un climat de croisade antiallemande, la violence et la continuité des excitations morales à la guerre menées par la presse française. Aucun pays d'Europe, entre 1933 et 1939, ne s'est montré aussi ouvertement belliciste et boutefeu que la France.

Il reste – et il y vient enfin, dira le lecteur – le facteur allemand, le facteur nazi, et le facteur Hitler. Mais il n'était pas possible de les étudier sans avoir au moins dégagé sommairement le terrain, en étudiant le réseau de circonstances et de complicités inconscientes ou non qui, si elles n'ont pas causé la guerre, l'ont rendue possible.

Le III[e] Reich a-t-il voulu et provoqué la guerre ? Question insoluble. Des Allemands ont voulu la guerre, d'autres – beaucoup plus nombreux – ne l'ont pas voulue. Là-dessus, les témoignages concordent pour dire le désir de paix du peuple allemand, et très spécialement son désir de paix avec la France. Mais tous les Allemands ont voulu, et c'est à leur honneur, la grandeur et le bonheur de leur patrie. L'immense majorité de ces Allemands aurait certainement préféré que cette grandeur et ce bonheur fussent acquis dans la paix, mais tous se sont finalement résignés à les gagner (et à les perdre) par la guerre. Le problème de la culpabilité du peuple allemand (cette *Schuldfrage* qui agite aujourd'hui encore l'opinion allemande) ne peut donc être finalement qu'un problème de discipline nationale ; le peuple allemand est-il responsable pour avoir choisi ses chefs et les avoir suivis jusque dans la guerre ? L'affirmer impliquerait qu'un peuple quel qu'il soit devrait avoir prescience ou connaissance des motifs de la

guerre dans laquelle ses dirigeants l'entraînent, distinguer entre « la guerre juste » (qu'il doit faire avec enthousiasme) et « la guerre injuste » (qu'il se refusera à faire). C'est cela qu'on demande, rétrospectivement, au peuple allemand. Or, la notion d'agression (celle de la guerre « injuste ») est, ou devrait être, purement objective. Subjectivement, il n'y a que des guerres justes. Tout peuple qui part en guerre a le sentiment d'avoir été attaqué et de se défendre, et il est certain que l'Allemagne a réellement eu le sentiment de défendre son existence contre une conjuration internationale tendant à l'encercler et à la détruire. Sentiment qui n'est pas dénué de fondement.

Le régime nazi a-t-il voulu et provoqué la guerre ? Là encore, et malgré Nuremberg, il est difficile de le dire. Comme la révolution jacobine, comme toutes les grandes révolutions, la révolution nazie a été dans ses débuts profondément pacifique – pacifique et non pacifiste. Sans doute le national-socialisme, en lui-même, exalte toutes les formes de lutte, y compris la guerre. Mais son souci de sauvegarder et de renforcer la base raciale de la nation exclut, *a priori*, la guerre d'extermination qui est une sélection à rebours. De plus, le national-socialisme, forme de croyance politique spécifiquement allemande, est hostile à tout projet de subversion mondiale. Il aime à montrer sa force, car la force emporte le respect. Il exalte le germanisme, mais comprend et approuve les nations qui agissent de même en ce qui les concerne : la Russie pour le slavisme, l'Angleterre pour l'Empire britannique. Il ne croit pas à la paix fondée sur une justice abstraite : « ne pouvant fortifier la justice », il préfère « justifier la force » afin que « le fort et le juste fussent ensemble, et que la paix fût, qui est le souverain bien ».

Et sa conception d'une paix d'équilibre fondée sur le respect mutuel des peuples forts est plus féconde et plus réaliste que la conception universaliste et juridique d'une paix assurée par des méthodes parlementaires, dans l'irresponsabilité et la confusion (paix dont les vainqueurs nous donnent le spectacle inquiétant). Rien de tout cela n'autorise à dire que le national-socialisme ait été un facteur de guerre plus déterminant que le communisme ou le libéralisme.

Cependant, un des éléments du national-socialisme est une cause permanente de conflits, mais cet élément ne lui est pas particulier; c'est le nationalisme. Cette fois, le problème déborde le cadre de l'Allemagne. Ce nationalisme, devenu général dans son extension (c'est-à-dire qu'il n'y a plus un groupe ethnique qui ne se réclame maintenant de lui), illimité dans sa souveraineté (aucun organisme international n'a encore réussi à limiter à son profit la souveraineté des nations), est la grande caractéristique du siècle 1848-1948. Il n'est pas la cause primordiale de la guerre (qui est sans doute une manifestation biologique inhérente à l'espèce), mais sa cause actuelle la plus redoutable : c'est le rationalisme jacobin qui a mené les guerres nationales et totales, guerres de masses et d'extermination. L'Allemagne y est venue plus tard que ses grands voisins européens, mais le poids de sa population, son activité, son instabilité géographique, son intervention tardive en tant que nation dans un monde déjà partagé l'ont placée devant l'alternative : domination européenne ou anéantissement. C'est de cette alternative que le national-socialisme tentera vainement d'échapper pour, finalement, l'accepter avec toutes ses conséquences. Est-il plus coupable de vouloir « prendre » que les autres de vouloir « garder »? Le « droit primitif d'un peuple de s'assurer par la conquête – quant tous les autres moyens lui en sont refusés – la place qui lui est nécessaire pour vivre, est-il inférieur, ou supérieur, au droit du premier occupant de garder pour lui (comme si elles lui avaient été octroyées par une loi suprême) des terres dont, souvent, il ne fait rien »? On ne pourra reprocher au national-socialisme d'avoir été national, et même nationaliste, que lorsque le monde entier aura renoncé au nationalisme. Ce jour-là, d'ailleurs, la réprobation qui s'attache au nationalisme allemand s'étendra à tous les anciens nationalismes. Nous n'y sommes pas encore.

Tout le poids de l'accusation retomberait donc sur les épaules d'Hitler? Peut-être... peut-être Hitler a-t-il été un des hommes exceptionnels dont la mission et la raison d'être sont de bouleverser l'humanité? « Un grand capitaine, ce mot explique tout (7). » Dans ce sens, la guerre qu'il déclenche est même moins

(7) R. Cartier, *op. cit.*

arbitraire, moins injuste que celles de Napoléon ou de Charles XII ; l'état démographique et économique du Reich la justifie en grande partie. Ses offres de paix constantes ne sont pas toutes des manœuvres destinées à faciliter de nouvelles annexions. L'Allemagne, sous sa direction, n'a pas que des cartes de guerre à jouer, elle a aussi des cartes de paix.

On a écrit qu'elle aurait obtenu sans guerre autant que ce qu'elle pouvait obtenir par une guerre victorieuse. Ce n'est qu'en partie exact ; mais pense-t-on que cette demi-évidence ait échappé à Hitler ? Croit-on que c'est de gaieté de cœur et pour le seul plaisir de faire manœuvrer des corps d'armée qu'il a engagé une guerre dont dépendait, beaucoup plus qu'en 1914, le sort de l'Allemagne ? Croit-on alors qu'il se soit jeté dans la guerre pour reculer une échéance financière difficile ? Ou pour sauvegarder les superbénéfices du capitalisme monopoleur et impérialiste ? Autant d'explications assez sommaires.

Comme homme privé, son pacifisme ne fait guère de doute ; ancien combattant, il serait fou de souhaiter pour une génération entière l'horreur des tranchées qu'il a connues et des gaz qui l'ont aveuglé. C'est avec d'anciens combattants français – Daladier, Bonnet, François-Poncet – qu'il évoque le plus sincèrement son désir d'éviter une nouvelle tuerie. C'est par la France qu'il tentera finalement (en 1939) de trouver un accommodement pacifique avec l'Angleterre. Par ailleurs, bâtisseur, il peut dans la paix laisser à l'Histoire un nom glorieux – et il le sait. L'Allemagne, en 1939, n'aime pas la guerre : loin d'ajouter à sa popularité, d'être un soutien pour le régime, elle risque, et ses adversaires y comptent bien, de le faire chanceler. Ce n'est pas « la guerre pour la guerre » que poursuit Hitler. Ce sont plutôt des buts : les buts même qui sont inhérents au nationalisme, que les Capétiens ont poursuivis avec une ténacité batailleuse pendant dix siècles, les Habsbourg pendant huit, les Stuart, les Tudor, etc. pendant d'autres siècles et qu'ils poursuivent encore, que les tsars ont voulu et que Staline a repris. Gagner des terres, faire du butin, dominer des hommes, assurer sa liberté, on ne voit guère que l'histoire du monde soit faite d'autre chose. Autocrate, nouveau venu au pouvoir (il n'a ni traditions dynastiques, ni atavisme

bourgeois), Hitler mettra moins de deux ans à se convaincre que ces buts impliquent la guerre ; ce qui n'est pas encore certain jusqu'au 15 mars 1939, mais le devient à cette date, l'Angleterre s'étant, elle aussi, résolue à jouer son avenir sur des champs de bataille. Désormais les dés sont jetés ; il n'y a plus de place en Europe pour les deux nations, elles doivent recourir à l'instance suprême. Le reste – de mars à septembre –, c'est déjà la guerre ; le pacte germano-soviétique ? Il permet la guerre et il en précipite le déclenchement, non pas parce qu'il laisse les mains libres à Hitler à l'Est et parce qu'il favorise le partage de la Pologne, mais parce qu'il rend immédiatement sensible à l'Angleterre le danger d'une alliance continentale qu'elle ne contrôle pas. A partir du 21 août, c'est l'existence du royaume britannique qui est en jeu, beaucoup plus que celle de l'Allemagne. L'affaire polonaise ? Occasion – dans laquelle la responsabilité de la Grande-Bretagne est peut-être aussi lourde que celle du Reich. L'agression allemande contre la Pologne ? Quand une guerre est devenue inévitable et imminente, quand la mèche est allumée, celui qui prend l'initiative des opérations militaires est coupable. Mais a-t-il le droit devant son pays de renoncer à l'avantage stratégique immense de la surprise alors que cette surprise peut, du jour au lendemain, se retourner contre lui ? Nous verrons dans le volume suivant qu'en Norvège, en Belgique, Hitler « l'agresseur » n'a précédé que de peu l'agression des puissances occidentales. Sur le front français en septembre, c'est la France qui prend l'initiative des opérations. Peut-on à la fois faire la guerre et ne pas la faire ? Si l'agression contre la Pologne entraîne la guerre européenne, c'est contre le désir d'Hitler. Il a redit sa volonté de régler la question polonaise ; l'Angleterre y a répondu par sa volonté de ne pas permettre que cette question soit réglée. Il a fait, à chaque tournant de sa politique, une nouvelle offre de paix ; ces offres n'étaient pas sincères ? Peut-être. Aucune en tout cas n'a été prise en considération.

Ainsi, si Hitler est coupable – ce que le procès de Nuremberg montre suffisamment – d'avoir déclenché la guerre au moment choisi par lui, les conditions qui ont rendu cette guerre nécessaire et inévitable, la généralisation du conflit, l'impossibilité

d'un règlement des affaires européennes qui ne fût pas un règlement de comptes ne viennent pas de lui. Coupable, il l'est surtout d'avoir engagé le destin de l'Allemagne avec précipitation, et même avec légèreté, dans la guerre, alors que son œuvre, pour rester durable, exigeait la paix.

Car « la force est la loi suprême, la guerre en donne la mesure, et ses décisions, dictées par l'essence même des choses, sont toujours biologiquement justes. »

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

Les ouvrages spécialisés, ou desquels il n'est fait qu'une mention épisodique, sont cités dans le corps de l'ouvrage.

Les ouvrages de base comprennent :

Mein Kampf, édition allemande dite du Jubilé ou traduction française de Gaudefroy-Desmonbynes (Nouvelles éditions latines, 688 p.). De bons extraits, augmentés de larges citations de discours, sous le titre *Ma Doctrine* (F. Dauture et Georges Blond) une réédition est en projet aux éditions Avalon.

Der Mythus Des 20ten Jahrhundertes, Rosenberg, un volume. Sa traduction française *le Mythe du XX^e siècle* (680 p.), est disponible aux éditions Avalon. Il en existe en allemand une adaptation plus accessible : *Unsere Weltanschaung*.

la Genèse du XIX^e siècle, H.S. Chamberlain, un volume, en projet aux éditions Avalon.

Autres ouvrages :

Quelques ouvrages de doctrine français, disponibles dans les bibliothèques universitaires de qualité, *les Doctrinaires de la révolution allemande* (E. Vermeil) et *les Éducateurs sociaux de l'Allemagne contemporaine* (Tazerout) sont des sources précieuses de textes et de références. De même, pour l'aspect juridique du national-socialisme, les études de Manckiewicz, Bonnard et Perroux.

Textes officiels : le document de base est *Die Gesetzgebung Des Kabinetts Hitler* (« la Législation du cabinet de Hitler »), 33 volumes (1933-1939), Dr. W. Hoche, Berlin. Pour les actes diplomatiques, *Politische Vertrage* (« Traités politiques »), publiés par Viktor Bruno, Berlin. Je cite de mémoire *Das Dritte Reich*, de Gehrard Ruehle, qu'il ne m'a pas été possible d'utiliser directement pour le présent ouvrage.

Les comptes rendus du procès de Nuremberg. J'ai dû utiliser en partie l'édition américaine en huit volumes, sous la référence *Trials*, l'édition française de l'Imprimerie nationale (en 32 volumes) qui comprend non seulement les pièces (comme *Trials*), mais les débats, et dont le maniement est beaucoup plus aisé, n'étant complète que de 13 volumes au moment où j'ai eu à l'utiliser. Une brochure américaine, *Governements of Central Europe* est également utile. L'édition française de l'Imprimerie nationale est en cours de réédition par l'auteur-éditeur Tristan Mage.

Pour la période 1921-1932 : J. Goebbels, *Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei* non traduit, *Derniers carnets* (Flammarion, 394 p.) et *Combat pour Berlin* (collection Action). De même, dans le texte allemand seulement, *Mit Hitler in die macht* (de O. Dietrich) et les discours de Hitler, édités sous le titre *Hitlersreden 1921-1932*.

En français, *Troisième Reich*, de Moeller van den Bruck, trad. Thierry Maulnier (Nouvelles éditions latines, 325 p.), et *la Mission de la jeune génération*, de Gunther-Grundel.

Pour la même période : *Histoire de l'armée allemande*, de Benoist-Méchin, à laquelle doivent beaucoup toutes les études

germaniques, et *le Relèvement de l'Allemagne contemporaine*, 1918-1938, d'Albert Rivaud. Également, de Lichtenberger, *l'Allemagne nouvelle,* 1936 (incomplet, par la force des choses, ce classique de l'étude du national-socialisme garde toute sa valeur).

Pour les responsabilités de la Seconde Guerre mondiale, les documents essentiels sont ceux publiés par les divers gouvernements en cause : *Livre jaune* français, *Livre bleu* anglais, *Livre blanc* allemand, *Documents* polonais publiés en 1940 par le gouvernement polonais en exil, *Documents sur les relations germano-soviètiques* publiés par le secrétariat d'État américain. L'Imprimerie nationale publie également d'intéressants documents diplomatiques.

Afin de mieux comprendre la généalogie politique du national-socialisme, nous conseillons la lecture de l'excellent *Révolution conservatrice en Allemagne, 1918-1932,* d'Armin Mohler (éditions Pardès, 900 p.). Également chez le même éditeur, mais d'un intérêt moindre : *le Socialisme allemand,* de Werner Sombart ; *Hitler, une fatalité allemande,* d'Ernst Niekish ; *Heidegger, critique du national-socialisme,* de Silvio Vietta.

Pour ceux qui souhaitent mieux connaître les complexes relations entre le gouvernement national socialiste et les juifs, nous les invitons à lire *The Third Reich and the Palestine Question* de F. Nicosia (Austin, 1985) ou, de Mark Weber, *Le III^e Reich et le sionisme (Revue d'histoire non conformiste,* 1993, 32 p.).

Il existe un ouvrage remarquable qui permet de bien pénétrer les arcanes idéologiques du national-socialisme : *l'Ordre SS, éthique et idéologie,* d'Edwige Thibaut (éditions Avalon, 592 p.). Cet ouvrage rassemble une collection de textes originaux de doctrine national socialiste traduits intégralement. Ce puissant ouvrage ouvre des horizons inattendus sur une pensée politique qui ne correspond pas à la caricature habituellement présentée au public. Malheureusement, cet ouvrage est interdit en France à la suite d'une décision administrative du ministre de l'Intérieur. Les lecteurs intéressés peuvent le consulter à la Bibliothèque nationale de France.

A titre de témoignage, nous signalons la série de Léon Degrelle « le Siècle de Hitler » aux éditions Avalon dont les quatre premiers volumes sont parus.
Autres ouvrages :

Collectif, *Forever in the Shadow of Hitler ?*, New Jersey, Humanities Press, 1993 ;
Collectif, *Aspects of the Third Reich,* New York, St. Martin's Press, 1985 ;
Ernst Nolte, *Der europäische Bürgerkrieg, 1917-1945 : Nationalsozialismus und Bolschewismus,* Propyläen, 1987 ;
Ernst Nolte, *Three Faces of Fascism,* London, 1965 ;
Ernst Nolte, *les Mouvements fascistes,* 1919-1945, Hachette, 1992.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES

Avant-propos 7

PREMIERE PARTIE
LE PARTI

Chapitre premier. — LES REVOLUTIONS MANQUEES

I — *Le Reich est mort. Vive le Reich !* 11
II — *Le Balancier* 15
III — *Le traité de Versailles* 20
IV — *Signature et conséquences du traité* 34

Chapitre II — 1923 ANNÉE DE GUERRE.

I — *La politique d'exécution* 43
II — *L'occupation de la Ruhr* 46
III — *Le putsch de Munich* 49
IV — *Stabilisation de la République* 53

Chapitre III — NUREMBERG OU WEIMAR ?

I — *La seconde fondation du parti* 59
II — *Années obscures* 63
III — *« Mein Kampf »* 69

Chapitre IV — DE HINDENBURG A HITLER

I — *Les années faciles de Weimar* 79
II — *La grande crise* 84
III — *Les derniers mois de la République* 90
IV — *La montée au pouvoir* 94

Chapitre V. — LA MISE AU PAS

I — *La situation le 31 janvier 1933* 103
II — *Du 31 janvier à l'incendie du Reichstag* 107
III — *De l'incendie du Reichstag à la clôture de la Révolution* 113
IV — *Ralliement de l'opposition* 116
V — *Sens de la Révolution hitlérienne* 124
VI — *La politique extérieure* 128
VII — *La rupture avec Genève et le plébiscite de novembre* 134

Chapitre VI. — L'ANNEE TOURNANTE

I — *Le raidissement français* 139
II — *Le complot des plébéiens et des barons et la purge de juin 1934* 143
III — *Stabilisation du régime* 152

Chapitre VII — L'ALLEMAGNE BRISE SES CHAINES

I — *Le premier plan de quatre ans* 155
II — *Le plébiscite de la Sarre* 161
III — *Le rétablissement du service militaire* 166
IV — *La remilitarisation de la zone rhénane et la stabilisation extérieure* 172

DEUXIEME PARTIE
LE REICH

Introduction 181

Chapitre VIII. — LA VIE POLITIQUE :

I — Une nouvelle table des valeurs 183
II — La communauté du peuple allemand et le Reich .. 197
III — La structure politique, les rapports fonctionnels. a) l'État. b) Le Parti. c) Le Führer 202

Chapitre IX. — LE CORPS SOCIAL.
I — Le racisme. a) racisme scientifique, b) racisme romantique, c) l'antisémitisme 229
II — L'agriculture 257
III — L'économie industrielle 266

Chapitre X. — LA VIE DE L'ESPRIT.

I — Nihilisme païen ou révolution occidentale ? 307
II — Le problème religieux : a) protestants, b) catholiques 309
III — L'éducation : a) l'enseignement, b) l'éducation sociale, c) l'éducation politique 315
IV — La vue culturelle 321
V — Une vue d'ensemble : mission et fatalité allemandes 326

TROISIEME PARTIE
DE COLOGNE A DANTZIG

Chapitre XI. — L'ALLEMAGNE TIRE L'EPEE

I — La guerre d'Espagne et la formation de l'Axe 331
II — L'exposé de Novembre 1937 et les plans de partage du monde 336

III — *Le second plan de 4 ans et le réarmement* 343
IV — *La crise de Février, la concentration des pouvoirs*. 352

Chapitre XII — L'AFFAIRE AUTRICHIENNE.

I — *Les rapports austro-allemands de 1921 à 1938* ... 359
II — *La préparation psychologique* 366
III — *L'Anschluss* 372
IV — *La modification du statut européen* 375

Chapitre XIII. — L'AFFAIRE TCHEQUE.

I — *Les rapports germano-tchéco-slovaques de 1919-1938* 383
II — *La question des Sudètes, Munich* 387
III — *L'apaisement européen. Le coup du 15 mars* 391

Chapitre XIV. — L'AFFAIRE POLONAISE.

I — *Le revirement anglais* 411
II — *Dantzig et le Corridor* 416
III — *Le revirement soviétique* 421
IV — *Le déclenchement du conflit* 428

Bibliographie 437

Face à la désinformation à laquelle se trouvent confrontés tous ceux qui s'intéressent au IIIe Reich, le « Daluces » est l'outil indispensable pour comprendre les enjeux de l'époque considérée. Cet ouvrage, devenu introuvable depuis une trentaine d'années, a pris valeur de référence pour tous ceux qui refusent de se satisfaire des idées reçues généralement véhiculées au lendemain de la guerre.

Jean Daluces nous présente une synthèse claire et complète de l'histoire du national-socialisme. La matière abordée est somme toute classique et elle a été traitée en de multiples ouvrages, mais Jean Daluces a le grand mérite de mettre en lumière des aspects généralement négligés. Il excelle à nous faire comprendre les points de vue des différents protagonistes, en s'appuyant toujours sur des faits précis et des témoignages indiscutables. Le lecteur peut ainsi accéder à une intelligence complète de la période et découvrir un certain nombre de faits généralement passés sous silence. Qui se souvient ainsi que c'est la France qui a donné, dès avril 1934, le signal du réarmement allemand en renonçant officiellement à tout projet de sécurité collective qui l'aurait obligée à réduire elle-même ses armements ? On a également oublié dans quelles conditions fut réalisé en janvier 1935 le plébiscite de la Sarre et qui se termina sur un triomphe pour l'Allemagne. Certaines déclarations révèlent le degré de sottise et d'aveuglement de nos gouvernants de l'époque. Ainsi, Léon Blum qui, en novembre 1932, prophétise que « Hitler est à jamais écarté de l'espérance même du pouvoir », deux mois avant l'entrée de l'intéressé à la Chancellerie...

Mieux que tout autre historien, Jean Daluces a su distinguer quels étaient les ressorts principaux de la lame de fond brune. Un phénomène bien étranger aux caricatures qu'en proposent alors ses adversaires. L'auteur propose la synthèse la plus complète existant à ce jour sur ce qui a fait l'originalité de l'Allemagne national-socialiste et il explique la fascination qu'elle exerça alors sur bon nombre de jeunes Européens, de Robert Brasillach, l'intellectuel de droite séduit par le « fascisme immense et rouge » à Marc Augier, le futur Saint-Loup, l'un des responsables des Auberges de jeunesse socialistes, lui aussi, entendait « aller au devant de la vie ».

Bref, le « Daluces » est sans conteste l'ouvrage indispensable pour comprendre ce que fut le phénomène hitlérien qui fit trembler l'Europe et le monde. Une lecture utile et enrichissante.

ISBN 2-906316-98-9 185 F